

Prestations familiales *2007*

Direction des statistiques, des études et de la recherche



ISSN 0184-6469

Statistiques nationales

Caisse nationale des allocations familiales

Direction des statistiques, des études et de la recherche



Prestations familiales 2007

Statistiques nationales

Pour tous renseignements complémentaires, joindre
Catherine Boissières (01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr).

Décembre 2008

Avant-Propos

Quelques notions pour faciliter la lecture de cette brochure :

- les définitions des **prestations** et les **sigles** figurent respectivement en pages 5 et 8 ;
- des définitions de notions sous-jacentes à la politique familiale (**Cnaf**, **fonds**, régimes, **prestations Famille**, minima sociaux, aides à l'emploi, risques...) figurent au chapitre 7.

Les données nationales **2007 tous régimes** (métropole et Dom) figurent en page 6. Un tableau synthétique présentant les dépenses de prestations et les bénéficiaires correspondants figure en page 51.

Les commentaires de cette brochure portent sur les données tous régimes (métropole et Dom) en euros courants et en euros constants estimés en « 2007 ».

o O o

Le chapitre 1 diffuse **les données de la branche Famille agrégées à l'ensemble des dépenses du fonds national d'aide au logement (Fnal), du revenu minimum d'insertion (Rmi) et des différentes aides à l'emploi...**

alors que le chapitre 6 présente les **recettes et les dépenses de la branche Famille** (hors Fnal, Rmi, Rso et hors aides à l'emploi).

o O o

Les **prestations directes** tous fonds confondus sont étudiées :

- dans le chapitre 2 sur dix ans ;
- dans le chapitre 3.1 **depuis 1946**. Ce chapitre présente :
 - . l'évolution des dépenses de prestations **en pourcentage du Pib** ;
 - . la part des prestations versées **avec condition de ressources** dans l'ensemble des prestations Famille.

o O o

Le chapitre 4 suit les dépenses d'assurance vieillesse des parents au foyer (**Avpf**) depuis 1973 : ces prestations indirectes correspondent à un **transfert à la Cnav**.

o O o

Le chapitre 1 analyse le **financement par l'Etat** rapporté :

- d'une part, à l'ensemble des dépenses de prestations directes (y compris le Fnal, le Rmi et les aides à l'emploi) ;
- et d'autre part, aux dépenses de la branche Famille agrégées aux autres fonds (y compris le Fnal, le Rmi et les aides à l'emploi).

Une troisième approche du financement de l'Etat est présentée au chapitre 6 : ce financement (hors Fnal, Rmi et aides à l'emploi) est comparé aux recettes de la branche Famille.

o O o

Les données agrégées sur les **bénéficiaires tous régimes** sont présentées au chapitre 5.

- Des données plus fines relatives aux bénéficiaires des **Caf** sont diffusées dans le fascicule statistique en ligne sur le site de la Cnaf (www.cnaf.fr).
- Les régimes spéciaux ne regroupent plus que la Sncf, Edf-Gdf, la Ratp.
L'Education nationale a été rattachée aux Caf en juillet 2005, La Poste en juillet 2004, France Télécom et les fonctionnaires hors Education nationale en janvier 2005.
- La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole diffuse les données concernant les **régimes agricoles**.

o O o

La **législation** relative à la politique familiale est retracée à travers :

- l'évolution de la législation relative aux **prestations depuis 1945** : au chapitre 9.1 pour la **métropole** et au chapitre 9.2 pour les **Dom**. *Le coût des mesures depuis 1997 figure à la fin du chapitre 9.1 ;*
- l'évolution de la législation relative aux **recettes** au chapitre 8 ;
- des séries longues du chapitre 10 relatives aux **barèmes** actualisés jusqu'en janvier 2009 (montants et plafonds de prestations), Smic, prix, Pib.

Sommaire de la brochure

Prestations Familiales 2007

Statistiques nationales

Avant-Propos : <i>une autre analyse du contenu</i>	2
Définition des prestations existant au 1 ^{er} juillet 2007	5
<i>Figure 0.1 : 69,5 milliards d'euros de charges de la branche Famille + Fnal + Rmi + différentes aides à l'emploi</i>	6
2007 en quelques chiffres (<i>évolutions entre 2006 et 2007 en euros courants</i>)	7
Sigles	8
 <i>Prestations directes et indirectes – Dépenses tous fonds</i>	
1 69,5 milliards d'euros de charges pour la branche Famille, le Fnal, le Rmi, le Rso et les différentes aides au retour à l'emploi versées par les organismes débiteurs des prestations familiales	9
<p>31 % des prestations légales directes ne relèvent pas du Fnpf...</p> <p>Le financement par l'Etat : 34,7 milliards d'euros</p> <p>49,9 % des charges sont financées par l'Etat</p>	
2 Progression en volume de + 1,0 % en 2007 des dépenses de prestations directes	13
<p><i>Quelques rubriques clefs : Bmaf, Af, prestations jeune enfant, Cf, Ars, Asf, Aeeh, App, logement, minima sociaux, frais de tutelle, non-résidence en France, prestations Dom, remboursement de la dette sociale (Crds)</i></p> <p><i>Figures 2.1 : 56 milliards de prestations directes, en progression en volume de + 15,7 % depuis 1997</i></p> <p><i>Figures 2.3-2.4 : 11 milliards de prestations jeune enfant, en progression en volume de + 38 % depuis 1997</i></p> <p><i>Figure 2.5 : 5 milliards de prestations Famille hors Af et hors jeune enfant, + 0,4 % en volume depuis 1997</i></p> <p><i>Figure 2.2 : 13 milliards de minima sociaux et d'aides à l'emploi (+ 43 % en volume depuis 1997), 14 milliards pour le logement (+ 7,7 %), 12 milliards pour les allocations familiales (- 3,8 %)</i></p>	
3.1 Les prestations Famille depuis 1946	47
<p>1,85 % du Pib en 2007 pour la Famille contre 2,2 % en 1971 et 3,4 % en 1950</p> <p>1972, tournant de la politique sociale – D'autres dates marquantes : 1978, 1985, 1991 et 2004</p> <p>Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 49,1 % des prestations Famille</p> <p>12,3 % des prestations Famille correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant</p> <p>Naissance - Accueil des jeunes enfants : près de 38,6 % des prestations Famille</p> <p><i>Figure 3.6 : 26,9 % des prestations Famille sont sous condition de ressources contre 23 % en 1973</i></p>	
3.2 78,2 milliards d'euros d'aides aux familles représentant 4,4 % du Pib en 2006	61
4 Assurance vieillesse des parents au foyer prises en charge par la Cnaf : 4,1 milliards en 2007	67
<p><i>Encadré relatif aux autres prestations financées mais non versées par la branche Famille : la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus, le congé de paternité...</i></p>	

Bénéficiaires

5	La branche Famille couvre 11,3 millions d'allocataires et 13,3 millions d'enfants	81
---	---	----

Quelques rubriques clefs : allocataires, Fnpf, doubles comptes, prestations Famille, démographie, familles nombreuses, Af, Paje, non-indexation du plafond de ressources sur le salaire moyen, Cf, Ars, Asf, Aeeh, minima sociaux, Api, Aah, Rmi, logement

Figure 5.1: Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille

Figure 5.2 : Naissances depuis 1984

Encadré 1 : Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)

Encadré 2 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf)

Encadré 3 : Les bénéficiaires de la Paje depuis 2004 (données Caf)

Encadré 4 : Les revenus des familles de deux enfants et plus selon la taille de la famille (données Caf)

Exploitation détaillée des données Caf relatives aux bénéficiaires : Af, Paje, Cf, Ars, Asf, Aeeh, Ajpp, Api, Aah

Les produits et les charges de la branche Famille (hors Fnh, Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...)

6	55,8 milliards d'euros de produits et 55,6 milliards de charges en 2007	115
---	---	-----

Quelques rubriques clefs : financement par l'Etat, Csg, cotisations prises en charge par l'Etat, par la Cnam, cotisations, environnement économique, action sociale, Fnas, gestion, Fnga, convention d'objectifs et de gestion (Cog), droits constatés, nouvelle présentation de la branche, excédents Cnaf et apurement des déficits, Fsv, Fipe, solde cumulé.

Législation – Définitions – Barèmes

7	Quelques définitions...	141
---	-------------------------	-----

Quelques rubriques clefs : branche Famille : risque, régimes, fonds (Fnpf, Fnas, Fnga, Fipe, Aei, Fnal), versements de prestations hors Fnpf pour le compte de l'Etat (logement : Apl, Als, Alt ; minima sociaux : Rmi, Rso ; aides à l'emploi : Cirma, Cav, primes), organismes payeurs (Caf, Ccmsa et régimes spéciaux), choix de l'allocataire, population inactive, frais de gestion, contribution Cnaf.

8	Evolution de la législation relative aux recettes	147
---	---	-----

9.1	Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945	155
-----	---	-----

	<i>Le coût des mesures depuis 1997</i>	178
--	--	-----

9.2	Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1992	181
-----	---	-----

	<i>Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom</i>	186
--	---	-----

10	Barèmes, Smic, chômage, prix, Pib	187
----	-----------------------------------	-----

11	Liste exhaustive de l'ensemble des tableaux disponibles	215
----	--	-----

Les fichiers Pdf et Excel de la brochure 2007 sont disponibles sur le site
<ftp://userdser@echanges.caf.fr:6370/BrochurePF>, en cliquant sur le lien **PF2007.zip**.

Après **décompression** du fichier récupéré, il est possible d'accéder aux tableaux Excel en utilisant le fichier « Asource02xls » qui donne la liste exhaustive des tableaux disponibles (avec en colonne de gauche, le nom du fichier où se trouve le tableau).

En cas de problème (lorsque le site professionnel de l'utilisateur interdit l'accès au Certi de Nice), il est actuellement conseillé de consulter le site à son domicile et de rapatrier les données sur son lieu de travail.

Pour tous renseignements complémentaires, joindre Catherine Boissières
(01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr).

Définition des prestations en métropole existant au 1^{er} juillet 2007

Enfant à charge (au sens des Pf, hors Rmi) :

- jusqu'à 21 ans pour l'ouverture du droit au Cf et aux aides au logement ; jusqu'à 20 ans pour les autres prestations ;
- dans la mesure où les revenus des jeunes n'excèdent pas 55 % du Smic.

Prestations « Famille »

Af : allocations familiales, versées à partir de deux enfants à charge, avec majorations pour les enfants de plus de 11 ans et de plus de 16 ans (sauf pour l'aîné d'une famille de deux enfants) ; allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans.

Ars : allocation de rentrée scolaire, versée pour les enfants de 6 ans à 18 ans dont les parents disposent de faibles revenus.

Cf : complément familial, versé sous condition de ressources (Cr) aux familles d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.

Asf : allocation de soutien familial, versée pour un enfant recueilli ou pour un enfant élevé par seulement un de ses parents lorsque l'enfant est orphelin, non reconnu ou abandonné par son père ou (et) sa mère (est considéré comme abandonné l'enfant dont le parent s'est soustrait ou est hors d'état de faire face à son obligation d'entretien).

Aeeh : allocation d'éducation de l'enfant handicapé, destinée à couvrir une partie des frais qu'entraîne la charge d'un enfant handicapé de moins de 20 ans. Elle peut être majorée par un complément qui varie en fonction : de la cessation d'activité (totale ou partielle) et/ou de l'embauche ou non d'une tierce personne rémunérée et/ou des frais engagés. Une majoration pour parent isolé est ouverte au bénéficiaire d'un complément attribué pour recours à une tierce personne (y compris lorsque ce recours est effectué par le parent lui-même).

Ajpp : allocation journalière de présence parentale au profit des parents qui cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé (et qui bénéficient d'un congé parental : trois cent dix jours ouvrés au sein d'une période maximale de droit de trois ans). Un complément pour frais, soumis à condition de ressources, peut être versé en fonction des dépenses engagées dans le mois. Les bénéficiaires de l'App peuvent choisir de continuer à bénéficier de cette prestation.

Paje prime à la naissance : versée sous condition de ressources au septième mois de grossesse.

Paje prime d'adoption : versée sous condition de ressources le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer.

Paje Ab : allocation de base versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer).

Paje Clca : complément de libre choix d'activité attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples). Il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité). Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant.

Paje Colca : les familles susceptibles de bénéficier d'un Clca pour au moins trois enfants peuvent choisir ce complément optionnel d'un montant plus important que le Clca à taux plein, versé pendant une période maximale de douze mois.

Paje Cmg : complément libre choix du mode de garde attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

. 1^{re} composante : prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. 2^e composante : une prise en charge partielle de la rémunération versée à la personne assurant la garde. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

L'Apje longue, l'Aad, l'Ape, l'Afeama et l'Aged continuent à être versées aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption.

Apje : allocation pour jeune enfant, attribuée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse jusqu'à 3 ans de l'enfant. **Aad** : allocation d'adoption, sous condition de

ressources, de l'arrivée au foyer aux 21 mois de l'enfant. **Ape** : allocation parentale d'éducation versée lorsque l'un des parents cesse (réduit ou a cessé) son activité professionnelle pour élever au moins deux enfants dont un a moins de 3 ans. Une allocation réduite peut être versée, en cas d'activité à temps partiel de l'un ou des deux parents. **Afeama** : aide (modulée en fonction des ressources) et prise en charge des cotisations sociales en cas d'emploi d'une assistante maternelle agréée pour la garde d'un enfant de moins de 6 ans. **Aged** : allocation de garde d'enfant à domicile (modulée en fonction des ressources).

Logement

Le montant des aides sous condition de ressources varie en fonction de la dimension de la famille, de ses revenus, du niveau du loyer ou de la mensualité de remboursement du prêt ainsi que de la localisation du logement. Un barème unique location a été mis en place en 2002.

Apl : aide personnalisée au logement, attribuée lorsque le logement répond à certaines caractéristiques : s'il s'agit d'un logement locatif, il doit avoir fait l'objet d'une convention entre l'Etat et le bailleur ; s'il s'agit d'une opération d'accession, elle doit bénéficier d'un prêt aidé, conventionné, ou d'un prêt à l'accession sociale.

Alf : allocation de logement à caractère familial, versée aux familles ayant un ou plusieurs enfants ou personnes à charge et aux jeunes couples mariés, ne pouvant ouvrir droit à l'Apl.

Als : allocation de logement à caractère social versée à toute personne disposant de faibles ressources et ne pouvant prétendre à l'une des deux autres prestations de logement.

Alt : aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, d'un montant dépendant du nombre de logements et de la capacité d'accueil.

Aline : allocation d'installation étudiante pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois.

Minima sociaux

Api : allocation destinée à assurer un revenu minimum (dont le montant est fonction de la taille de la famille) aux personnes qui vivent seules ; soit elles sont en état de grossesse, soit elles ont au moins un enfant à charge. Elle est versée pendant douze mois à compter de la demande, dans la limite de dix-huit mois suivant l'événement ayant provoqué l'isolement ou jusqu'à ce que le plus jeune enfant ait atteint l'âge de 3 ans.

Aah : allocation destinée à assurer un revenu minimum aux personnes de 20 à 60 ans ayant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou reconnues dans l'incapacité de se procurer un emploi. Peut également être versé, sans cumul possible, une majoration pour vie autonome (**Mva**) ou un complément de ressources (**Crph**) permettant d'assurer la garantie de ressources des personnes handicapées (**Grph**).

Rmi : allocation destinée à assurer un revenu minimum à toute personne de plus de vingt-cinq ans ou ayant un enfant à charge. Son montant est fonction de la dimension de famille. L'intéressé doit s'engager à souscrire un contrat d'insertion.

Les aides à l'emploi

Le **Cirma** (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, créé en 2004), le **Cav** (contrat d'avenir, 2005), la **prime de retour à l'emploi** (2006), la **prime forfaitaire d'intéressement** (2006) sont destinés aux allocataires rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Transferts - Prestations financées par la Cnaf

Avpf : assurance vieillesse des parents au foyer, correspondant à l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des personnes bénéficiaires de certaines prestations familiales (Cf, Apje, Ape, Paje) ou ayant un handicapé à charge, et non affiliées à un autre titre.

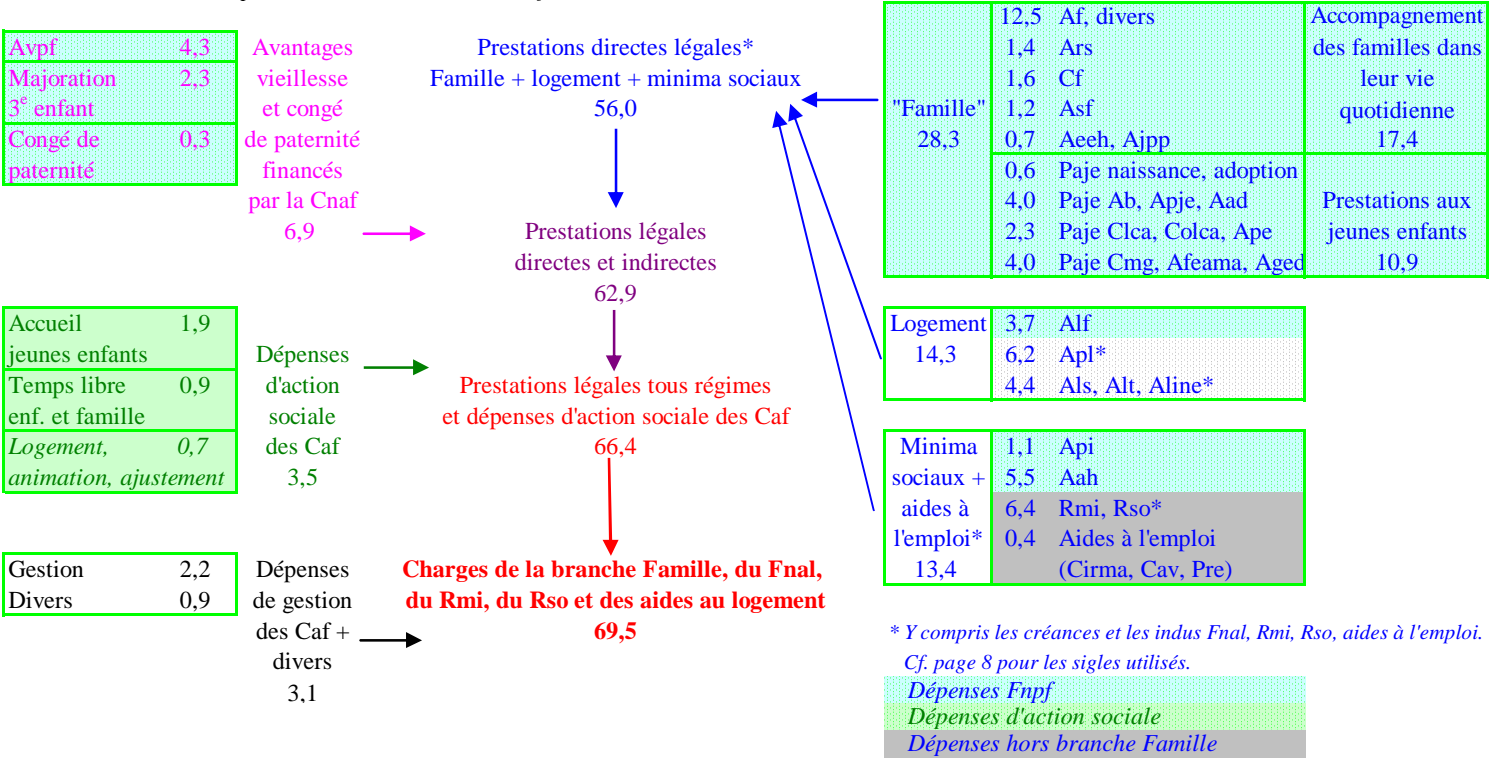
Majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus : prise en charge de 60 % du financement de cette mesure par la Cnaf en 2003.

Congé de paternité (de onze jours consécutifs au plus) destiné au père à la naissance de son enfant et indemnisé comme les indemnités journalières d'assurance maternité.

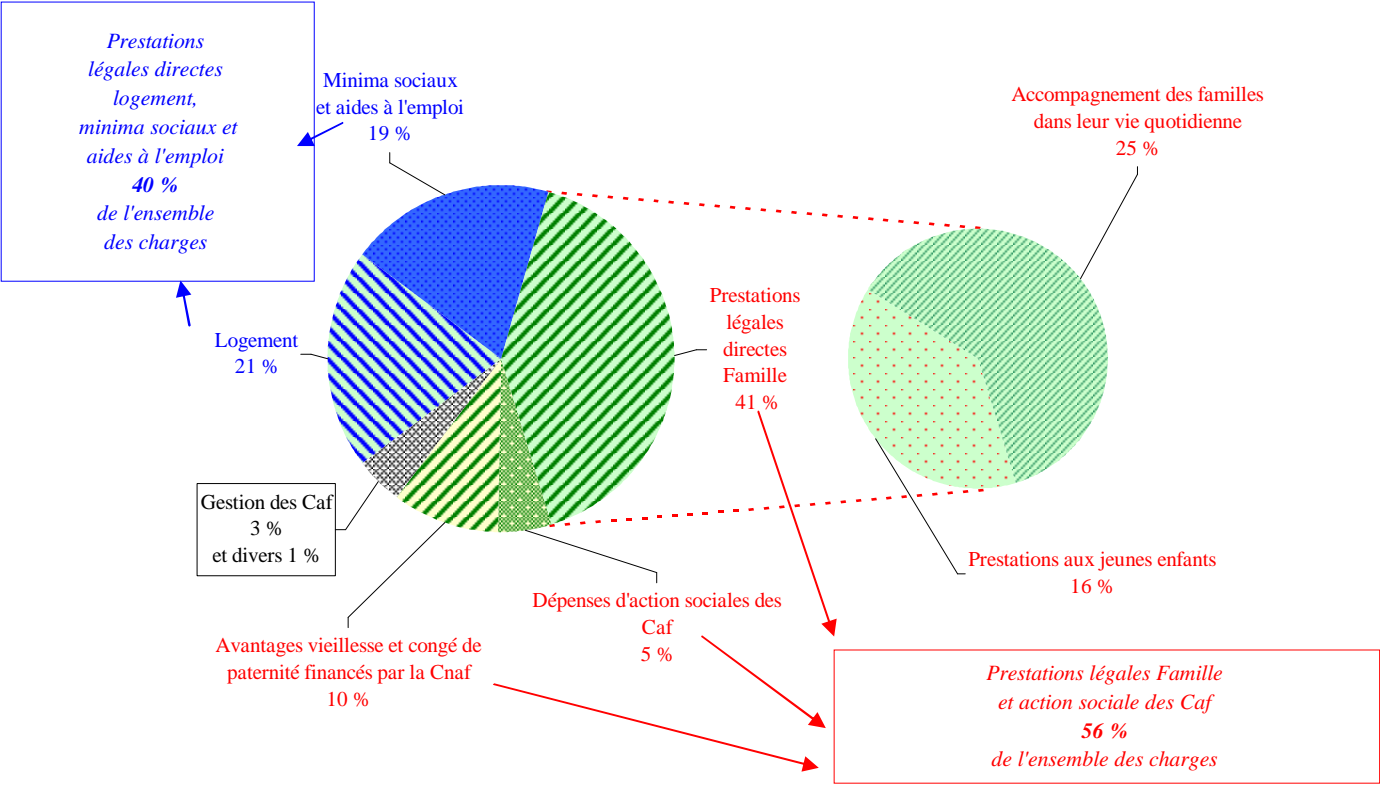
Figure 0.1
69,5 milliards d'euros de charges en 2007 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima sociaux
 Dépenses en milliards d'euros

Les dépenses de prestations (66,4 milliards d'euros) représentent 95,5 % de ces charges. Il s'agit :

- de 56,0 milliards de prestations légales directes versés par les organismes débiteurs des prestations familiales ;
- de 6,9 milliards d'avantages vieillesse et de congé de paternité financés par la Cnaf ;
- de 3,5 milliards de dépenses d'action sociale des Caf.



Ventilation en % de l'ensemble des charges de la branche Famille, du Fnal, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi en 2007



2007 en quelques chiffres

La branche Famille¹ enregistre en 2007 un excédent de 156 millions d'euros. Ce solde tient au dynamisme des recettes et au ralentissement de la progression des dépenses.

Forte progression des produits : + 4,0 % en 2007

Les recettes de la branche sont composées pour 58 % de cotisations sociales et pour 21 % de la Csg. Les produits de la branche dépendent beaucoup du rythme de croissance de la masse salariale du secteur privé qui a atteint + 4,8 % en 2007. La Cnaf a aussi bénéficié de la dynamique des recettes de cotisations et de Csg du secteur public.

Par ailleurs, la Cnaf enregistre une régularisation Apl positive du Ffipsa (*fonds de financement des prestations sociales agricoles*) au titre des exercices 2005 et 2007 de l'ordre de 74 millions d'euros.

Ralentissement de la progression des charges : + 2,6 % en 2007 contre + 4,6 % en 2006

Les charges ont progressé de + 2,6 % par rapport à l'exercice 2006, *après neutralisation de l'effet d'apurement de la dette de l'Etat à l'égard de la Cnaf*². Le ralentissement de la progression des charges tient à celui des prestations légales alors que les dépenses d'action sociale ont observé un fort dynamisme.

Les dépenses de prestations légales ont progressé de + 3,0 %, soit un rythme moindre qu'en 2006 (+ 4,5 %).

. Cette décélération tient notamment à la fin de la montée en charge de la Paje pour les enfants de moins de trois ans. Les **aides destinées à la petite enfance** (*Paje, Apje, Afeama, Ape, Aged*) ont crû de + 4,5 % en 2007 contre + 10 % en 2006. Le nombre des **naissances** en 2007 est inférieur de 13 800 à celles de 2006.

. Par rapport à 2006, on note le recul de plusieurs prestations sous condition de ressources : l'évolution des ressources des ménages au cours de l'année 2006 a conduit des foyers à passer au-dessus des plafonds d'attribution. (– 0,7 % pour les dépenses de complément familial, – 0,6 % pour l'allocation de rentrée scolaire).

. Les **allocations familiales** n'augmentent que de + 1,5 %, soit un rythme inférieur à celui de la Bmaf. (+ 1,7 % en 2007 contre + 1,8 % en 2006).

. Les dépenses d'**allocation logement** familiale (Alf) augmente de + 1,6 %. Le seuil de non-versement des aides est passé de 24 euros à 16 euros au 1^{er} janvier 2007 (soit un coût estimé à 6 millions). Parallèlement, l'augmentation de la participation personnelle passe de 29 euros à 30 euros (soit une minoration des dépenses de 2 millions).

. Les prestations liées aux **adultes et aux enfants handicapés** sont restées dynamiques en 2007 (+ 5,4 %). *L'accélération des charges d'Aah (+ 5,3 % en 2007) est due à un changement de méthode comptable qui a majoré les charges d'environ 140 millions. Hors cet effet*, les dépenses d'Aah n'auraient augmenté que de + 2,5 %. La croissance de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (+ 7 %) s'explique notamment par la montée en charge de la mise en place de la majoration en faveur des parents isolés qui a débuté en 2006.

. La forte croissance de l'**allocation de soutien familial** en 2007 (+ 7,4 %) s'explique par le fait que, depuis le 1^{er} janvier 2007, l'Asf est accordée prioritairement à l'allocation de parent isolé, financé par l'Etat.

Les charges de la branche Famille au titre de la participation au **financement du Fnal** (pour l'Apl et l'Alt) connaissent un rythme heurté (– 3,4 % en 2007 contre + 7,3 % en 2006). *Des écritures de régularisation sur exercices antérieurs ont conduit à augmenter les charges en 2006 et à les réduire en 2007.*

Les transferts vers la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer pour la validité 2007 progressent de + 2,6 %. Le solde statistique des crédits et des débits relatifs à des régularisations s'élève par ailleurs à 227,6 millions d'euros de recettes exceptionnelles.

Les dépenses au titre du financement par la Cnaf à hauteur de 60 % de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** croissent de + 4,9 % en 2007.

Les dépenses d' (hors plans crèches) ont progressé de + 4,7 % en 2007 après un ralentissement en 2006 (+ 0,4 %). Cette progression s'explique notamment par une augmentation des prestations de service ordinaire qui ont été étendues aux Dom en 2007. Les prestations extra-légales progressent de + 8,5 % au niveau de du temps libre des enfants et des familles, de + 5 % pour l'animation et la vie sociale, de + 3,2 % pour l'accueil des jeunes enfants.

¹ Source : rapport de la Ccss de juin 2008, 1-5, pages 226-227. Tous les taux d'évolution sont en euros courants.

² La dette de l'Etat constatée au 31 décembre 2006 à l'égard du régime général a fait l'objet d'une opération d'apurement en octobre 2007. Cette opération a fait l'objet d'écritures symétriques en charges et en produits exceptionnels (sans effet sur le solde) pour un montant de 1,5 milliard d'euros. Les tableaux statistiques de cette brochure ne reprennent donc pas ces montants.

Liste des sigles utilisés

Aah	Allocation aux adultes handicapés
Ad(i)	Allocation différentielle
Aas	<i>Aide à la scolarité (ancienne prestation)</i>
Aeeh	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (<i>remplace l'allocation d'éducation spéciale, Aes</i>)
Aei	Aide exceptionnelle à l'investissement (action sociale)
Af	Allocations familiales
Afeama	<i>Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cf. Cmg Paje)</i>
Aged	<i>Allocation de garde d'enfant à domicile (cf. Cmg Paje)</i>
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale
Alf	Allocation logement familiale
Aline	<i>Allocation d'installation étudiante (2006, jusqu'en juin 2008)</i>
Als	Allocation logement sociale
Alt	Aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Fnal)
Alv	Allocation logement virtuelle (financement par la Cnaf de l'Apl)
Ape	<i>Allocation parentale d'éducation (cf. Clca Paje)</i>
Api	Allocation de parent isolé
Apje	<i>Allocation pour jeune enfant (cf. Paje Ab)</i>
Apl	Aide personnalisée au logement
Ars	Allocation de rentrée scolaire
Ass	Allocation spécifique de solidarité
Asi	remplace le fonds spécial invalidité (FSI).
Asf, Ao	Allocation de soutien familial, <i>allocation orphelin</i>
Aspa	Allocation de solidarité aux personnes âgées (<i>depuis janvier 2007, à la place du minimum vieillesse</i>)
Aud	Allocation unique dégressive (chômage)
Avpf	Assurance vieillesse des parents au foyer
Bapsa	<i>Budget annexe des prestations sociales agricoles (remplacé par le Fipsa)</i>
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales
Cades	Caisse d'amortissement de la dette sociale
Cav	Contrat d'avenir
Ccss	Commission des comptes de la Sécurité sociale
Cdaph	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (remplace la Cotorep)
Cdc	Caisse des dépôts et consignations
Cf	Complément familial
Ccmsa	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
Cirma (Rma)	Contrat d'insertion - Revenu minimum d'activité
Cnaf	Caisse nationale des allocations familiales
Cnam	Caisse nationale d'assurance maladie
Cnav	Caisse nationale d'assurance vieillesse
Csa (Cnsa)	Contribution de solidarité pour l'autonomie (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)
Crds	Contribution au remboursement de la dette sociale
Cr(p)h	Complément de ressources des personnes handicapées
Csf	Congé soutien familial
Csg	Contribution sociale généralisée
Dc	Système de comptabilisation en droits constatés
Dna	Déclaration nominative annuelle
Eti	Employeurs et travailleurs indépendants
Esat	Etablissement et service d'aide par le travail (<- Cat, centre d'aide par le travail)
Facej	Fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse
Fapaippe	Fonds d'abondement du plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (<i>LC 2008 098</i>)
Faso	Fonds d'action sociale obligatoire (Dom)
Fastif	<i>Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille</i>
Fipsa	Fonds de financement des prestations sociales agricoles (<i>à la place du Bapsa</i>)
Fipe	Fonds d'investissement pour la petite enfance
Fnal	Fonds national d'aide au logement (fusionné avec le Fnh en 2006)
Fnas	Fonds national d'action sociale
Fnga	Fonds national de la gestion administrative
Fnh	<i>Fonds national de l'habitat</i>
Fnpf	Fonds national des prestations familiales
Fsv	Fonds national de solidarité vieillesse
Grph	Garantie de ressources des personnes handicapées
Hm	Prestations hors métropole
Lfss	Loi de financement de la Sécurité sociale
Mva	Majoration pour la vie autonome (Aah)
Pch	Prestation de compensation du handicap
Paippe	Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (<i>2007</i>)
Pah	Prêt à l'amélioration de l'habitat
Pars	Prestation de restauration scolaire (Dom)
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Ab	Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje C(o)lca	Complément (optionnel) libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Cmg	Complément libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Pn	Prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant
Rmi	Revenu minimum d'insertion
Rsa	Revenu de solidarité active
Rso	Revenu de solidarité (versé dans les Dom, hors Fnpf)
TxM	Taux d'évolution en moyenne annuelle
Ucanss	Union des caisses nationales de sécurité sociale

69,5 milliards d'euros de charges en 2007 pour la branche Famille, le Fnal, le Rmi, le Rso et les aides à l'emploi avec un financement par l'Etat à hauteur de 49,9 %

Le présent chapitre présente :

- les dépenses provenant de la branche Famille¹,
- agrégées aux dépenses du fonds national d'aide au logement² (Fnal), du revenu minimum d'insertion (Rmi), du revenu de solidarité dans les Dom (Rso) et d'aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales,
- soit un total de 69,5 milliards d'euros de charges et de 69,7 milliards d'euros de produits³ (cf. figure 0.1 page 6 et tableaux T1PF 121 et 131).

En 2007, **66,4 milliards d'euros de prestations légales et extra-légales** ont été versés par les caisses d'Allocations familiales⁴ (Caf), et par les autres organismes débiteurs des prestations familiales (*caisses de la Mutualité sociale agricole, Edf-Gdg, Sncf, Ratp...*). Les prestations représentent 96 % des dépenses, les frais de gestion 3 % (2,2 milliards), et le poste « divers » 1 % (0,8 milliard).

- **84 %** des charges concernent les **prestations légales versées directement aux familles**⁵ (56,0 milliards d'euros, y compris 0,3 milliard de créances) : 43 % pour les prestations légales Famille, 21 % pour le logement (*Alf, Als, Apl, Alt, Aline, Pah*), 20 % pour les minima sociaux et les aides au retour à l'emploi actuellement versées à des bénéficiaires des minima sociaux : *contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), contrat d'avenir (Cav) et prime de retour à l'emploi (Pre)*.

- 10 % des charges correspondent à des transferts (6,9 milliards). Ces **prestations financées mais non servies par la Cnaf** concernent les cotisations d'assurance vieillesse versées par la Cnaf pour le compte de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf, 4,3 milliards), 60 % du coût de la majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents

de trois enfants et plus (2,3 milliards) et le congé de paternité (0,3 milliard).

- A côté des prestations légales, les Caf consacrent 3,5 milliards d'euros à leur **action sociale**⁶, soit 5 % de l'ensemble des charges. 52 % des dépenses sont consacrées à l'accueil des jeunes enfants, plus de 22 % au temps libre des enfants et des familles.

Globalement, **21,6 %** des prestations directes légales et extra-légales sont consacrées aux **jeunes enfants**.

La suite du présent chapitre s'attache ;

- à la part du Fn timer dans les dépenses de prestations ;
- au financement par l'Etat de l'ensemble des dépenses et de celles de la branche Famille.

31 % des prestations légales directes ne relèvent pas du Fn timer

69 % des prestations légales directes (38,5 milliards d'euros⁷) concernent les prestations financées par l'intermédiaire du **fonds national des prestations familiales** (Fn timer). Il s'agit des prestations Famille au sens strict, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation aux adultes handicapés, de l'allocation de logement familiale. Il est à noter que l'Aah et l'Api qui relèvent du Fn timer sont désormais remboursées par l'Etat⁸.

Autour de ce noyau initial sont venues s'agréger, au fil du temps, d'autres prestations sociales versées **pour le compte de l'Etat** et des départements :

- **des prestations de logement, hors Fn timer** : aide personnalisée au logement (Apl), allocation logement sociale (Als), aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), allocation d'installation de l'étudiant (Aline), soit 10,6 milliards d'euros correspondant à 18 % des prestations légales directes (*hors créances*) ;

• **le revenu minimum d'insertion (Rmi)**, le revenu de solidarité (Rso), les aides à l'emploi : 6,6 milliards d'euros, soit 11 % des prestations légales directes (*hors créances*).

Le financement de l'Etat et des départements représente 49,9 % des charges

Le financement global de l'Etat atteint 34,7 milliards d'euros en 2007 (*cf. T1PF 131*).

• L'Etat et les départements financent à 100 % les minima sociaux (*allocation aux adultes handicapés, allocation de parent isolé, revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité*) et les aides au retour à l'emploi actuellement versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales (*contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat d'avenir et prime de retour à l'emploi*), soit un total de 12,9 milliards.

• L'Etat intervient à concurrence de 46,4 % dans le financement des dépenses 2007 de logement du Fnal⁹ (*aide personnalisée au logement, allocation logement sociale*) et d'Alt, soit 5,04 milliards en 2007.

Le financement direct des prestations par l'Etat (18,4 milliards d'euros) représente 53 % du financement total de l'Etat et 33 % des prestations légales directes versées aux familles (*y compris les créances mais hors frais de gestion*).

• Par ailleurs, l'Etat intervient à concurrence de 16,3 milliards d'euros du côté de recettes de la Cnaf non directement affectées à des remboursements de prestations. On distingue :

- la contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf¹⁰ (11,7 milliards d'euros) ;

- les autres impôts et taxes affectés (3,9 milliards d'euros, *cf. chapitre 6 pour l'évolution de la législation relative aux recettes de la Cnaf*) ;

- les prises en charge de cotisations (0,7 milliard d'euros en 2007 *contre 3,3 milliards en 2005*) ;

Le financement de l'Etat et des départements représente 49,8 % des produits et 49,9 % des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi.

Notes

¹ Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnaf + Fnaf + Fnaf) n'est plus retenu dans le Rapport d'activité de l'Agent comptable. Le cadre est étendu aux comptes consolidés de la branche Famille, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations. Par contre, les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf. Les tableaux du chapitre 6 de la présente brochure reprennent les deux présentations.

Afin d'éviter les doubles comptes, on ne tient pas compte des contributions de la Cnaf à l'Apl et à l'Alt (qui viendraient en recettes de ces fonds) et de la contribution du Fnal au frais de gestion du Fnaf.

² En janvier 2006, le Fnal et le fonds national de l'habitat (Fnh) ont fusionné en un seul fonds d'aide au logement.

³ Dans la mesure où le détail des recettes de chaque fonds (Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...) ne nous est pas connu avec précision, les produits sont ajustés sur les dépenses de chaque fonds afin d'équilibrer les comptes de cet ensemble. Par construction, le solde de cet ensemble correspond au solde de la branche Famille (- 891 millions d'euros en 2006).

⁴ La part des Caf atteint 96,6 % des dépenses de prestations tous régimes. L'action sociale prise en compte est limitée à celle des Caf.

⁵ Pour simplifier, ce montant intègre 257 millions de créances et d'indus (Fnal, Rmi...) et 51 millions de prestations de restauration spécifique (Pars). Ces dépenses ne sont pas reprises dans les tableaux statistiques du chapitre 2, limités strictement aux prestations légales directes versées aux familles.

⁶ Cf. chapitre 6 et fascicule d'action sociale (M.-T. Escande).

⁷ Sur un total de 54,6 milliards de prestations directes, cf. dernière colonne de T1PF 121 pour la ventilation.

⁸ Depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976).

⁹ Dépenses de logement y compris les créances, les frais de gestion et les régularisations sur exercices antérieurs.

Compte équilibré des dépenses 2007 d'Apl, d'Als et d'Alt (hors Aline)

En millions d'euros - Données statistiques	2007
Apl + Als + Alt (yc créances, hors frais de gestion, source Cnaf)	10 652,92
Apl + primes + créances	6 203,05
Als + créances	4 359,10
Alt + créances	90,78
Frais de gestion (remboursés à la Cnaf par le Fnal, yc régul., source Cnaf)	209,29
Dépenses Apl + Als + Alt (yc indus, gestion remboursés, source Cnaf)	10 862,21

Contribution du Fnaf (yc Fifa, Bapsa) à l'Apl, à l'Als et à l'Alt	3 618,03
Participation Etat Fnal, Alt (Fnaf, hors transfert Fnal au Fnh)	5 037,02
Cotisations des employeurs (financement Als)	2 249,70
Autres recettes équilibrant le poste Alt (estimation CB)	5,20
Estimation de l'ajustement permettant d'équilibrer les R et D (décalage/ est)	-47,73
Recettes= dépenses Apl + Als + Alt (yc indus, gestion)	10 862,21
Participation de l'Etat au financement des dépenses Apl + Als + Alt	46,37 %

¹⁰ Le taux de Csg est fixé à 7,5 %, dont 1,1 % affecté à la Cnaf jusqu'en 2004. En janvier 2005, la part affectée à la Cnaf passe à 1,08 % avec un élargissement de l'assiette. Pour plus de détail, cf. chapitres 6 et 8.

TIPF 121 : Charges de la branche Famille, des prestations logement hors FNPf, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	2007			Structure 2007 tous fonds			
	Branche Famille + APL, ALS, ALT, ALINE RMI, RSO, aides E.	Dont rapport AC	Dt CAF tous fonds	Dépenses	Prestations ensemble yc transferts	Prestations directes	Prestations par type
1.1 Prestations légales (TIPF 20200411 pour détail, yc PAH, hors PARS)							
Famille	55 674,89	38 522,43	53 692,48	80,1 %	83,9 %	93,7 %	100,0 %
AF, CF, ARS, ASF, AES, APP, frais de tutelle, hors métropole, A. différentielle	28 272,78	28 272,78	27 082,70	40,7 %	42,6 %	47,6 %	50,8 %
Prestations jeune enfant	17 361,43	17 361,43	16 560,59	25,0 %	26,1 %	29,2 %	31,2 %
Logement	10 911,35	10 911,35	10 522,11	15,7 %	16,4 %	18,4 %	19,6 %
FNPf : ALF, PD, PAH	14 270,11	3 669,00	13 744,39	20,5 %	21,5 %	24,0 %	25,6 %
Hors FNPf : APL, ALS, ALT, ALINE	3 669,00	3 669,00	3 556,80	5,3 %	5,5 %	6,2 %	6,6 %
Minima sociaux - Aides à l'emploi (API, AAH, RMI, RSO, CIRMA, CAV, PRE...)	10 601,11	10 187,59	10 187,59	15,3 %	16,0 %	17,8 %	19,0 %
FNPf : API, AAH	13 132,00	6 580,64	12 865,39	18,9 %	19,8 %	22,1 %	23,6 %
Hors FNPf : RMI yc prime, RSO, CIRMA CAF et CCMSA, CAV, PRE...	6 580,64	6 580,64	6 419,54	9,5 %	9,9 %	11,1 %	11,8 %
	6 551,35		6 445,85	9,4 %	9,9 %	11,0 %	11,8 %
1.2 Créances, indus FNH, FNAL, RMI - Cadrage PF CCSS yc PARS, hors PAH	358,70	52,46	356,99	0,5 %	0,5 %		38 522,43
Soldes PAH (pris en cpte en PF, avec annulation en dépenses diverses)	3,14	3,14	3,14				soit
Prestation de restauration spécifique PARS (DOM)	49,27	49,27	49,27	0,1 %	0,1 %		69,2 %
Créances, indus, F. tutelle FNH, FNAL, RMI et tutelle RMI	306,25		304,58	0,4 %	0,5 %		des P. directes
Créances, indus logement	79,41		78,48	0,1 %	0,1 %		relevent du
Créances, indus, frais de tutelle minima et aides à l'emploi	226,84		226,10	0,3 %	0,3 %		FNPf
2. Transferts : financement de prestations	6 866,01	6 866,01	6 605,81	9,9 %	10,3 %		100,0 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)	4 322,53	4 322,53	4 158,72	6,2 %	6,5 %		63,0 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)	2 291,49	2 291,49	2 204,65	3,3 %	3,5 %		33,4 %
Congé de paternité	251,99	251,99	242,44	0,4 %	0,4 %		3,7 %
1 + 2 Prestations légales yc AVPF, FNS, congé de paternité, PARS, sans PAH	62 899,60	45 440,89	60 655,28	90,5 %	94,7 %		
3. Action sociale (AS)	3 495,04	3 495,04	3 495,04	5,0 %	5,3 %		
3.1 Action sociale CAF : ventil. fonctionnelle (yc op. capital, prélèv. FIPE source DSER)	3 733,29	3 733,29	3 733,29	5,4 %	5,6 %	6,3 %	100,0 %
Accueil des jeunes enfants	1 933,67	1 933,67	1 933,67	2,8 %	2,9 %	3,3 %	52,3 %
Temps libre des enfants et des familles	865,43	865,43	865,43	1,2 %	1,3 %	1,5 %	22,2 %
Accompagnement social des familles	439,35	439,35	439,35	0,6 %	0,7 %	0,7 %	12,1 %
Logement et habitat	152,21	152,21	152,21	0,2 %	0,2 %	0,3 %	13,4 %
Animation et vie sociale	268,40	268,40	268,40	0,4 %	0,4 %	0,5 %	
Prestations supplémentaires	8,39	8,39	8,39	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
Réalisations diverses et logistique des œuvres	65,83	65,83	65,83	0,1 %	0,1 %	0,1 %	
3.2 Ajustement action sociale (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114)	-238,25	-238,25	-238,25	-0,3 %	-0,4 %		
Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3)	66 394,64	48 935,93	64 150,32	95,5 %	100,0 %		
4. Autres transferts (hors prestations et gestion)	25,43	3 643,46		0,04 %			
Dont contribution au FNAL (ALV) (1)	non pris en compte	3 618,03	TIPF 671				
Contribution au FNAL : aides aux associations	"doubles comptes"	0,00	3 618,03				
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	25,43	25,43					
6. Gestion et transferts liés à la gestion	2 144,17	2 144,17		3,1 %			
Charges de gestion courante	1 967,72	1 967,72		2,8 %			
Charges de personnel	1 535,63	1 535,63		2,2 %			
Transferts liés à la gestion	176,45	176,45		0,3 %			
7. Divers	928,42	880,69		1,3 %			
Divers branche Famille	880,69	880,69		1,3 %			
Ajustement statistique / compte branche Famille	0,00						
Ajustement statistique / "compte APL + ALS + ALT + ALINE"							
Autres recettes équilibrant le poste Alt (extimation CB)	47,73						
Total des charges de la branche Famille	69 492,67	55 604,26		100,0 %			
Dont prestations hors FNPf	17 458,71						
Dont charges de gestion APL + ALS + ALT hors remboursement à la branche Famille		55 604					
Dont ajustement équilibrant le compte APL + ALS au niveau des dépenses		3 618,03					
Dont financement par les FNPf des prestations hors FNPf (-> double compte)		TIPF 671					

(1) La contribution de la CNAF au FNH et au FNAL n'est pas prise en compte lors du calcul de l'agrégat branche Famille + FNH + FNAL + RMI afin d'éviter les doubles comptes.

(2) Le champ retenu pour le rapport d'activité couvre les prestations du FNPf tous régimes et le RMI, le RMA, le FNH, le FNAL et le RSO versés par les CAF (hors RA).

TIPF 131 : Financement de la branche Famille, des prestations logement hors FNPF, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	2007		Evolution 2007/ 2006	Structure 2007	
	Branche Famille + RMI, FNH, FNAL...	Dont rapport AC		Produits tous fonds	Branche Famille
A. Financement branche Famille hors Etat	32 659,24	32 868,53	3,0 %	46,9 %	58,9 %
Cotisations sociales des actifs	31 383,97	31 383,97	3,1 %	45,1 %	56,3 %
Cotisations sociales sur salaires	27 719,44	27 719,44	3,0 %	39,8 %	49,7 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	3 554,33	3 554,33	3,6 %	5,1 %	6,4 %
Majorations et pénalités	110,20	110,20	0,7 %	0,2 %	0,2 %
Autres recettes	1 275,27	1 484,56	2,5 %	1,8 %	2,7 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1)	256,54	256,54	-2,1 %	0,4 %	0,5 %
Contributions publiques (contrats crèches)					
Contribution du FNAL ALS + ALT (frais de gestion)		209,29			0,4 %
Contribution du FNAL APL (frais de gestion)					0,0 %
Prise en charge du compl. AEEH par la CNSA [2006 - Contrib. de la CNAM -> 2005]	20,07	20,07	22,8 %	0,0 %	0,0 %
Divers	998,66	998,66	3,5 %	1,4 %	1,8 %
Ajustement statistique					
B. CSG + ITAF + cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	16 309,45	16 309,45	7,6 %	23,4 %	29,2 %
CSG, impôts et taxes affectés	11 656,70	11 656,70	5,2 %	16,7 %	20,9 %
Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC, hors CNAM	707,42	707,42	21,8 %	1,0 %	1,3 %
Autres impôts et taxes affectés (ITAF)	3 945,33	3 945,33		5,7 %	
C. Remboursement : minima sociaux et aides à l'emploi à 100 % par l'Etat, les départements	13 360,35	6 582,20	4,0 %	19,2 %	11,8 %
Allocation de parent isolé (API)	1 075,26	1 075,26	1,0 %	1,5 %	1,9 %
Allocation aux adultes handicapés (yc complément)	5 505,39	5 505,39	5,3 %	7,9 %	9,9 %
Autres remboursements	1,56	1,56			
RMI, RSO, aides à l'emploi (yc créances, indus, tutelle)	6 778,15				
D. Financement APL + ALS + ALT + ALINE (hors contribution du FNPF)	7 319,51		1,4 %	10,5 %	
Financement par l'Etat des prestations de logement (d)	5 037,02				
Cotisations des employeurs (financement ALS)	2 249,70				
Ajustement équilibrant le compte APL + ALS au niveau du financement					
Recettes équilibrant le "compte" ALT	5,20		-71,7 %	0,0 %	
Recettes équilibrant le "compte" ALINE	27,60				
Total des produits	69 648,55	55 760,18	4,1 %	100,0 %	100,0 %
Dont financement par l'Etat, les ITAF, l'impôt, la CSG (B + C + d)	34 706,83	22 891,65	4,3 %	49,8 %	41,1 %
Part des produits financée par l'Etat, le FOREC, l'impôt, la CSG	49,8 %	41,1 %			
Part des charges financée par l'Etat, le FOREC, l'impôt, la CSG	49,9 %	41,2 %			
Dont financement direct de prestations par l'Etat (C + d)	18 397,38				
Part du financement direct par l'Etat (C + d) / (B + C + d)	53,0 %				
Part du financement direct par l'Etat (C + d) / prestations directes yc créances...	32,8 %				
Résultat comptable de la branche Famille	155,88	155,92			
	0	0			

(1) Le champ retenu pour le rapport d'activité couvre les prestations du FNPF tous régimes et le RMI, le RMA, le FNH, le FNAL et le RSO versés par les CAF (hors RA).

(2) Hors contribution CNAM et contrats crèches.

(3) Source : ministère du Logement et de la Ville DGUHC SH FB4.

2

Progression des dépenses de prestations en volume : + 1,0 % en 2007 contre + 2,6 % en 2006

La masse des prestations directes versées en métropole et dans les Dom en 2007 (55,7 milliards d'euros) a progressé de + 0,53 milliard d'euros (constants 2007) par rapport à 2006, soit **une progression en volume de + 1,0 % en 2007** après une progression de + 2,6 % en 2006.

L'ensemble des dépenses relatives au **jeune enfant** a progressé de + 0,32 milliard en raison de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje, soit + 3 %). Les autres prestations Famille sont globalement restées stables (+ 0,05 milliard, soit + 0,3 %).

La progression des **minima sociaux** s'infléchit depuis trois ans (+ 0,28 milliard en 2007, soit + 2,1 %).

Les barèmes des prestations de logement n'ont été revalorisés qu'en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005, en janvier 2007 (sans effet rétroactif) et en janvier 2008. Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004. Les dépenses de **logement** sont inférieures en 2007 de - 1,9 % à celles de 2002 (avec - 0,8 % en 2007).

Le présent chapitre est centré sur les évolutions des dix dernières années en euros constants, *une analyse rapide des évolutions entre 2006 et 2007 figure en page 7 de la brochure*. Les prestations directes du Fnpf (55,7 milliards d'euros, en métropole et dans les Dom) versées par les organismes débiteurs des prestations familiales ont progressé de + 1,0 % en 2007 après une progression de + 2,6 % en 2006 (en euros constants)¹.

On distingue ici (cf. figure 2.1) :

- les prestations Famille du Fnpf hors logement et minima sociaux, 51 % des prestations ;
- les prestations de logement, 26 % ;
- les minima sociaux et les aides à l'emploi, 23 % pour l'ensemble².

Evolution en euros constants	2007	2007 - 2002	2007 - 1997	2007/1997
Famille	28,3	2,46	2,57	10,0 %
Logement	14,3	-0,27	1,02	7,7 %
Minima + aides	13,1	2,16	3,97	43,3 %
Ensemble	55,7	4,35	7,56	61,0 %

Prestations Famille du Fnpf + 10 % en volume depuis 1997

Les prestations Famille (28,3 milliards d'euros) ont progressé de + 10 % en volume depuis 1997 suite à la **croissance des prestations versées aux jeunes enfants** : + 2,99 milliards d'euros constants 2007 contre + 2,57 milliards pour l'ensemble.

Evolution en euros constants	2007	2007 - 2002	2007 - 1997	2007/1997
Af	12,3	0,06	-0,48	-3,8 %
P. jeune enfant (Pje)	10,9	2,21	2,99	38 %
Famille - Af - Pje	5,1	0,19	0,06	1,3 %
Cf	1,6	-0,11	-0,14	-8,3 %
Ars	1,4	-0,09	-0,22	-14 %
Asa			-0,15	
Asf	1,2	0,14	0,24	25 %
Aeeh	0,6	0,19	0,28	83 %
Ajpp	0,05	0,03	0,05	
Autres	0,3	0,03		3,9 %
Ss-total Famille	28,3	2,46	2,57	10,0 %

Cette évolution est la résultante de plusieurs facteurs :

- l'évolution de la législation et l'impact des plans famille³ ;
- l'évolution démographique (*qui est présentée dans le chapitre 5 relatif aux bénéficiaires*) ;
- la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf) et des plafonds de ressources.

La Bmaf en euros constants : supérieure de + 0,6 % à celle de 2002 et de + 0,1 % à celle de 1997

Le montant unitaire des prestations en métropole évolue normalement en fonction de la Bmaf, à l'exception des minima sociaux, des aides à l'emploi, des prestations de logement, du

Encadré 1 : Mesures législatives 1997-2007 relatives aux Af
+ 0,69 point de croissance par rapport à 1997 (dont + 0,01 point en 1997)
soit + 85 millions d'euros 2007 de dépenses supplémentaires par rapport à 1997

. Les moindres dépenses entraînées par le report depuis janvier **1999** d'un an des **majorations pour âge des Af de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans** sont estimées à – 318 millions d'euros 2007 (en année pleine 2000).

. **L'âge limite de versement** des prestations familiales pour les jeunes inactifs est passé de **18 à 19 ans** en janvier 1998 (pour un coût de + 108 millions d'euros 2007) et à **20 ans** en janvier **1999** (+ 177 millions).

Le cumul des mesures de 1999-2000 représente une économie de – 33 millions d'euros 2007 en année pleine.

. Le **maintien d'un droit réduit aux Af lorsque l'aîné d'une famille de trois enfants ou plus atteint 20 ans** est instauré en **juillet 2003** : son coût représente 0,96 point de croissance en année pleine 2005 (soit + 118 millions d'euros 2007).

. Depuis mai **2007**, en cas de résidence alternée, les parents ont le choix du partage des allocations familiales entre les parents : **le coût de la garde partagée** représente + 0,06 point (+ 7,37 millions d'euros en année pleine 2010, dont 0,01 point en 2007). *Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).*

. En mai **2008**, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par une seule **majoration pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. L'économie de la mesure est de 260,48 millions d'euros 2007, tous régimes en année pleine 2014 (– 2,3 points).

. *Par ailleurs, les allocations familiales ont été mises sous conditions de ressources de mars à décembre **1998** : l'économie correspondante a été de l'ordre de – 802 millions d'euros 2007 sur dix mois.*

Tableau T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles 1997-2008 relatives aux allocations familiales (tous régimes)

	Année pleine (AP)	Coût en AP TR (M€ 2007)		Coût en AP en points	1998	1999	2000	2003	2004	2005	2007	2008
		En 2014	En 2007									
Passage de la limite d'âge de 18 à 19 ans (janvier 1998)	1999	108,03	108,03	0,84	0,45	0,39						
Mise sous condition de ressources (10 mois : mars-déc. 1998))	-801,636				-6,20	6,61						
Passage de la limite d'âge de 19 à 20 ans (janvier 1998)	2000	-141,29	176,61	-1,11		-0,60	-0,52					
Report d'un an des majorations pour âge (janv. 1999)			-317,90									
Sous-total : mesures 1999-2000		-33,26										
Forfait AF (juillet 2003)	2005	117,57	117,57	0,96				0,14	0,71	0,11		
Garde partagée	2010	7,37	0,92	0,06							0,01	0,03
Economie liée à la suppression des majorations [11-13] ans (à partir juin 2008)	2012			-4,40								-0,29
Dépenses supplémentaires de la majoration [14 ans (à partir juin 2011)	2014			2,19								
Solde de l'impact de la réforme des majorations pour âge (mai 2008)	2014	-260,48		-2,31								-0,29
Sous-total : mesures 2001-2008		-135,55										
Impact global des réformes 1999-2008		-168,81	85,23	-1,59	-5,78	6,38	-0,52	0,14	0,71	0,11	0,01	-0,26
Coefficient mesures nouvelles AF (base = 1 en 1997)			en 2007	0,69	0,942	1,002	0,997	0,999	1,006	1,007	1,007	1,004

complément mode de garde de la Paje, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (hors majoration), de l'allocation aux adultes handicapés et des prestations à l'étranger. Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant. *La Bmaf n'a pas été revalorisée en 1996.*

Depuis 1997, le pouvoir d'achat de la Bmaf s'est maintenu (+ 0,1 %). En euros constants, la Bmaf de 2007 (374,12 euros) est supérieure de 3,01 euros 2007 à celle de 1997. Les revalorisations des dix dernières années sont les suivantes :

Evolution de la Bmaf et des prix hors tabac

Moyenne annuelle	Evol. euros courants	Prix hors tabac	Evol. euros constants
1997	1,4 %	1,1 %	+ 0,4 %
1998	1,1 %	0,6 %	+ 0,5 %
1999	0,7 %	0,5 %	+ 0,2 %
2000	0,5 %	1,6 %	- 1,1 %
2001	1,8 %	1,6 %	+ 0,2 %
2002	2,1 %	1,7 %	+ 0,4 %
2003	1,7 %	1,9 %	- 0,2 %
2004	1,7 %	1,7 %	+ 0,03 %
2005	2,2 %	1,7 %	+ 0,5 %
2006	1,8 %	1,7 %	+ 0,1 %
2007	1,7 %	1,7 %	+ 0,2 %

Allocations familiales : 22 % des prestations, - 0,5 milliard d'euros 2007 depuis 1997

La part des allocations familiales (Af) dans l'ensemble des dépenses de prestations directes continue de diminuer : de 24 % à 22 % depuis 2000, 27 % en 1997, 31 % en 1993.

L'impact des mesures législatives d'Af représentent + 0,7 point de croissance sur les dépenses depuis 1997 (+ 85 millions d'euros 2007, cf. encadré 1), + 1 point depuis 2002.

Effet volume des Af à législation constante

Evolution tous régimes	2007	2007 / 1997	2007 / 2002	2002 / 1997
Dépenses € courants (1)	1,5%	11,1%	9,3%	1,7%
Effet prix = Bmaf (2)	1,7%	16,4%	9,4%	6,4%
Coef. mesures nouvel. (3)	0,0%	0,7%	1,0%	-0,3%
Déflateur (4 = 2*3)	1,7%	17,2%	10,5%	6,1%
Effet volume (5 = 1/4)	-0,2%	-5,2%	-1,1%	-4,1%

L'effet volume, hors effet Bmaf, est de - 0,2 % en 2007, - 1,1 % entre 2002 et 2007 après - 4,1 % entre 1997 et 2002. Cette évolution est due à l'impact conjugué de la diminution du nombre de

familles nombreuses et de la législation qui traite différemment les enfants selon leur rang et leur âge (cf. chapitre 5).

Les Af (12,3 milliards d'euros) ont régressé de - 0,5 milliard d'euros 2007 au cours des dix dernières années. En 2007, les dépenses d'Af sont restées stables en monnaie constante (+ 0,01 %).

Prestations jeune enfant : 20 % des prestations, + 38 % en volume depuis 1997

Les dépenses correspondant aux prestations liées à la naissance et à la garde des jeunes enfants s'élèvent à 10,9 milliards d'euros. Elles représentent 19,6 % des prestations directes. Leur montant a progressé de + 38 % entre 1997 et 2007 (soit + 3,0 milliards d'euros constants 2007).

* La création en janvier 2004 de la **prestation d'accueil du jeune enfant** génère un supplément de dépenses qui devrait atteindre + **1,98 milliards d'euros constants 2003**⁴ en année pleine 2010 par rapport à l'ancienne législation. Ce coût est estimé à + 301 millions d'euros courants en 2005, + 889 millions en 2005, + 1 612 millions en 2006 et à + 1 922 millions en 2007 (cf. fin du chapitre 9, T1PF 3112-3122).

Les anciennes prestations ont continué à être versées aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. En 2007, les dépenses d'Ape et d'Apje longue correspondent à des régularisations.

Quatre ans après la mise en place de la prestation, seul le complément mode de garde est encore en cours de montée en charge, les derniers versements d'Afeama et d'Aged devant intervenir en 2009. En 2007, les dépenses d'**aide pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama, 0,3 milliard d'euros) et l'**allocation de garde d'enfant à domicile** (Aged, 0,03 milliard) représentent 3 % des prestations légales au jeune enfant.

Les dépenses de la **Paje** atteignent 10,6 milliards d'euros en 2007. Elles représentent 97 % des prestations jeune enfant versées en 2007 (cf. figures 2.2 et 2.3, T1PF 21312, pages 4 et 5 pour un descriptif rapide de la prestation, chapitre 9 pour plus de détail).

* L'évolution de la structure des dépenses de prestations au jeune enfant selon les différents types de prestation met en évidence des modifications⁵ importantes de la politique familiale (cf. figure 2.3).

55,7 milliards d'euros de prestations en progression en volume de + 15,7 % depuis 1997

Les prestations "Famille" représentent 51 % de cet ensemble : elles ont progressé de + 10 % en dix ans

Figure 2.1 : Evolution de la structure (en %) de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 1997

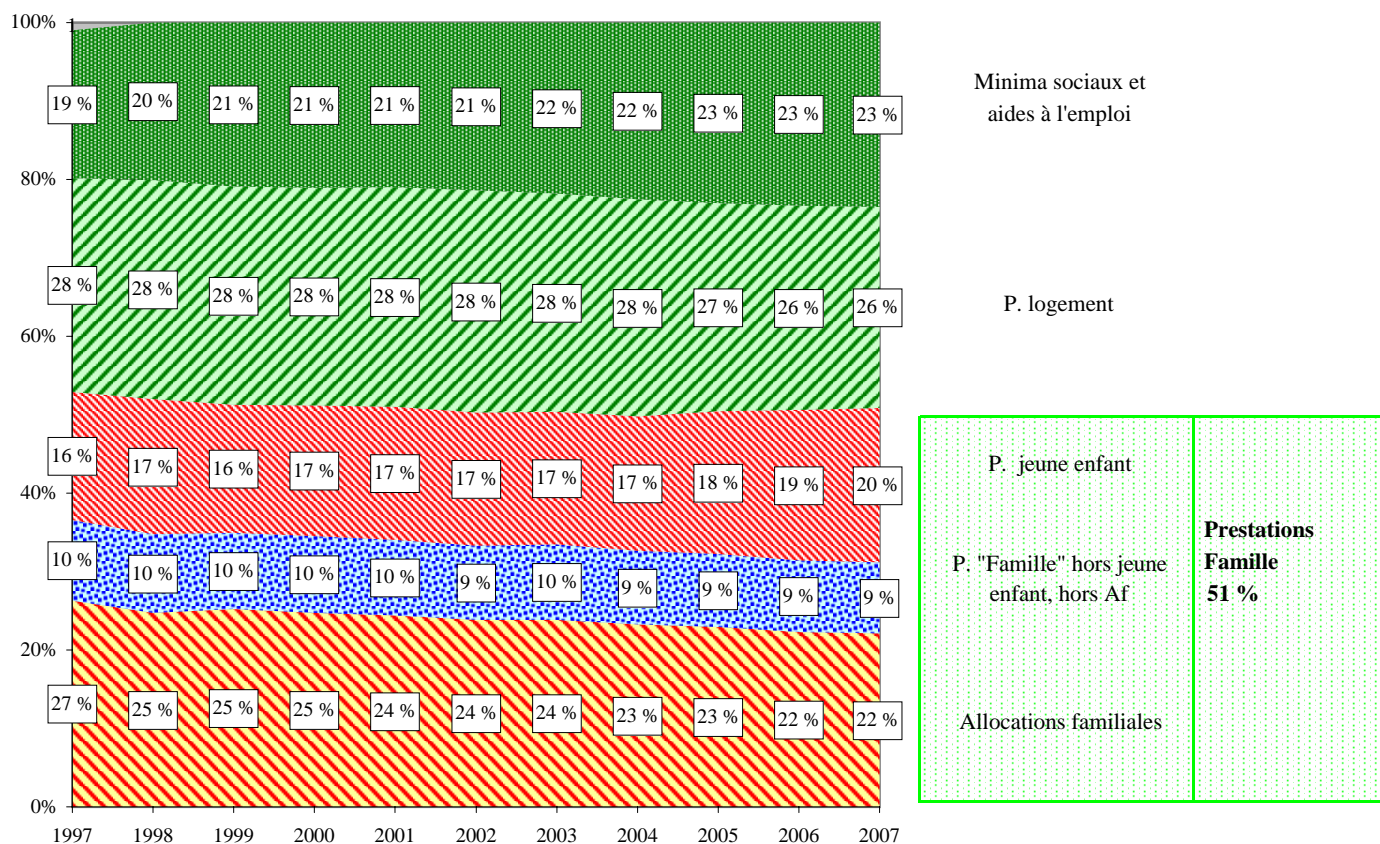
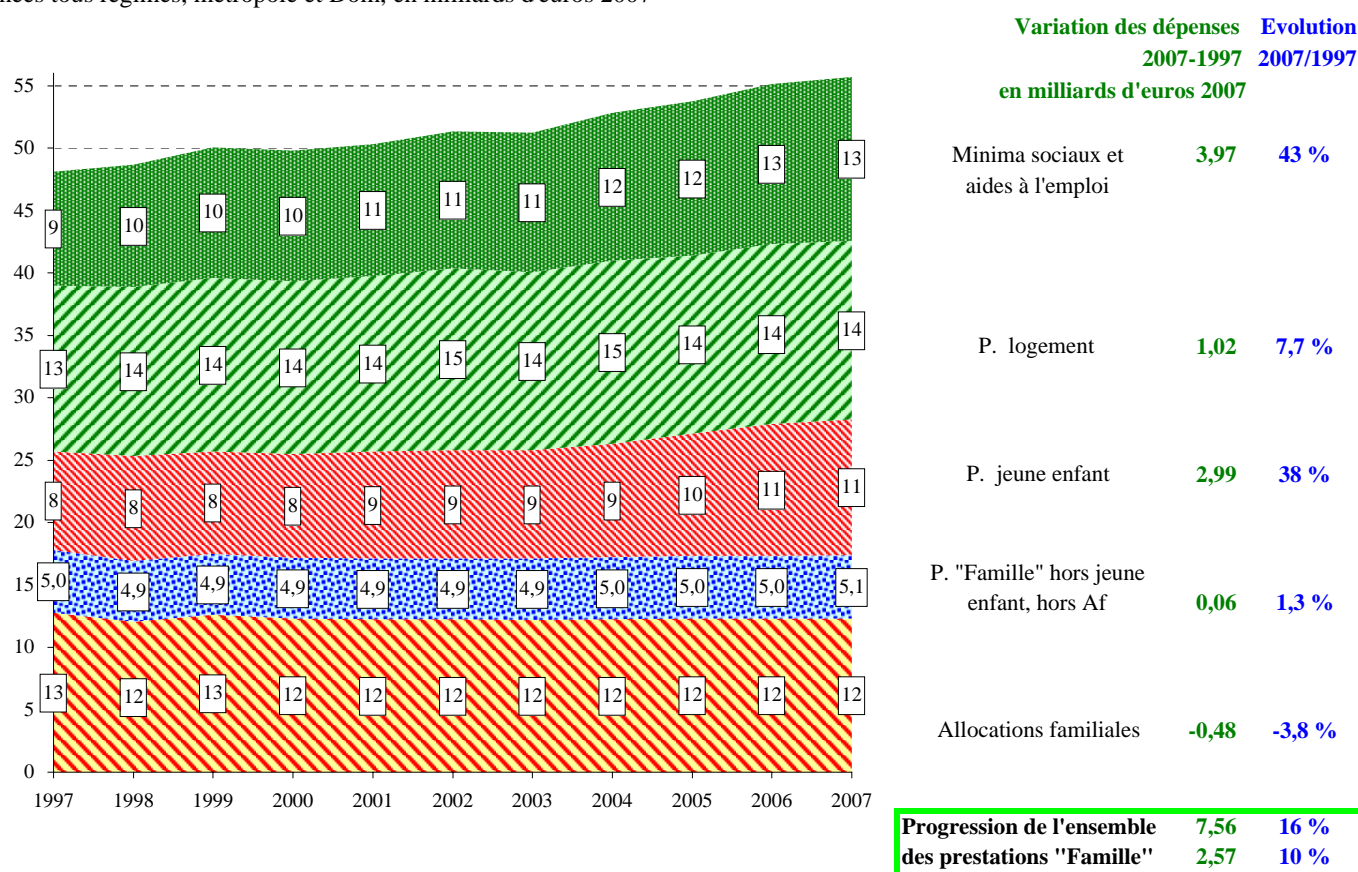


Figure 2.2 : Evolution de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2007



Progression des prestations au jeune enfant

suite à la création de la Paje en 2004

Evolution en euros constants	2007	2007/ 2006	2007/ 2003	2007- 2003
Entretien	4,62	1,6 %	16 %	0,64
Garde à l'extérieur	3,74	6,5 %	62 %	1,43
Garde à domicile	0,25	17 %	104 %	0,13
Arrêt de l'activité	2,30	-0,8 %	1,4 %	0,03
P. jeune enfant	10,91	3,0 %	26 %	2,23

. Les dépenses en vue de l'**entretien** des jeunes enfants (4,62 milliards d'euros en 2007) ont progressé en volume de + 1,6 % en 2007, de + 16 % depuis 2003 (+ 0,64 milliard d'euros 2007). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant a très fortement régressé, passant de 51 % en 1997 à **43 % en 2007**.

Cette présentation repose sur des séries de dépenses d'Ape minorées alors que celles d'Apje sont majorées de 29 % à 30 % du montant de l'Ape : en effet, l'Ape n'étant pas cumulable avec l'Apje, une partie de l'Ape unitaire correspond à une Apje destinée à l'entretien des enfants⁶. On retranche donc, des dépenses d'Ape, une Apje « virtuelle » qui aurait été perçue par la grande majorité des familles bénéficiaires de l'Ape si cette dernière prestation n'avait pas existé, et on ajoute ce montant aux dépenses Apje.

. Les dépenses correspondant aux compensations financières versées suite à l'**arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle** d'un (ou des) parent(s) ayant de jeunes enfants s'élèvent à 2,3 milliards

d'euros en 2007. Elles ont régressé en volume de - 0,8 % en 2007. Ce poste de dépenses a progressé de + 1,4 % depuis 2003 (+ 0,03 milliard d'euros 2007), de + 8,7 % depuis 1997 (+ 0,18 milliard d'euros 2007). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant est passée de 27 % en 1997 à **21 % en 2007**.

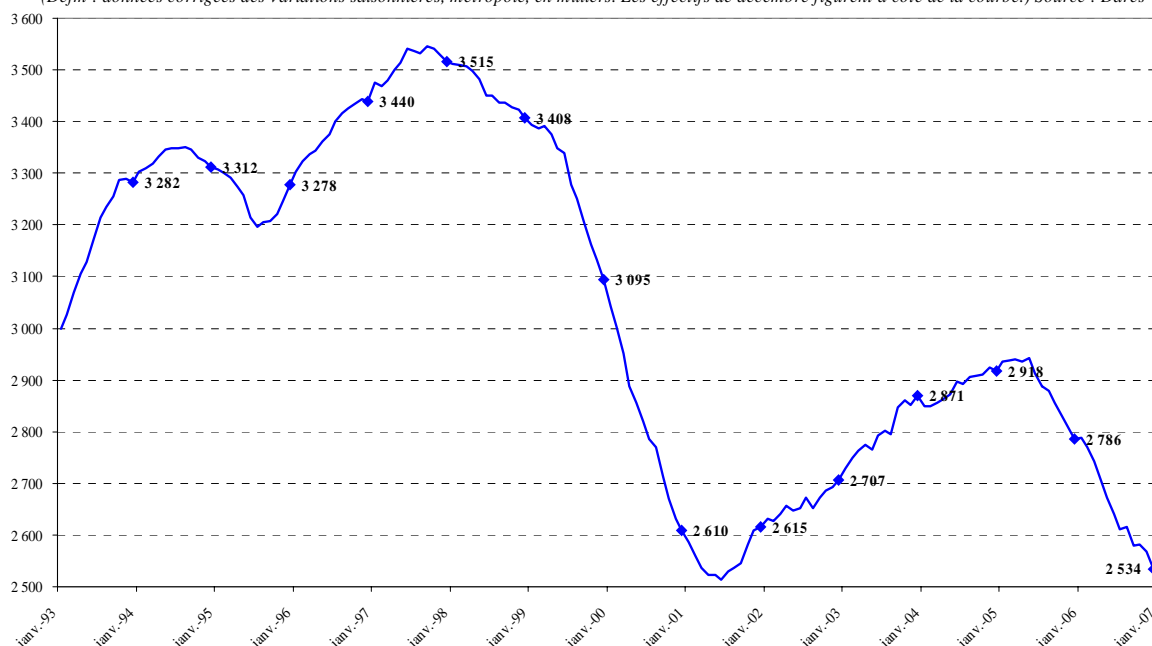
. La participation aux **frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer** (3,74 milliards d'euros en 2007, Cmg assistantes maternelle et Afeama) a été multipliée par 2,4 depuis 2003 (+ 1,4 milliard d'euros 2007). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant atteint **34 % en 2007 contre 18 % en 1997**. La progression de ces dépenses se ralentit tout en restant très élevée : + 6,5 % en 2007 après + 19 % en 2006.

. Le soutien apporté à la **garde à domicile** des jeunes enfants (0,25 milliard d'euros en 2007). Ce type de dépenses représente 2,3 % de l'ensemble des dépenses jeune enfant en 2006 contre 5 % en 1997 et 1,4 % en 2003. Ce type de dépenses est toutefois en recul de - 37 % par rapport au niveau atteint en 1997 (- 0,14 milliard d'euros 2007).

En août 2004, l'**abattement pour frais de garde** pris en compte pour déterminer les ressources de l'allocataire pour le calcul des aides au logement, du **Cf** et de la **Paje** est supprimé. (L'impact de cette mesure n'a pas été chiffré ; aucun coefficient n'a été introduit pour en tenir compte).

Figure 2.6 : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1 et 6

(Defm : données corrigées des variations saisonnières, métropole, en milliers. Les effectifs de décembre figurent à côté de la courbe.) Source : Dares



10,9 milliards de prestations jeune enfant en 2007, soit une progression en volume de + 38 % depuis 1997

Figure 2.3 : Evolution de la structure (en %) des prestations jeune enfant depuis 1997

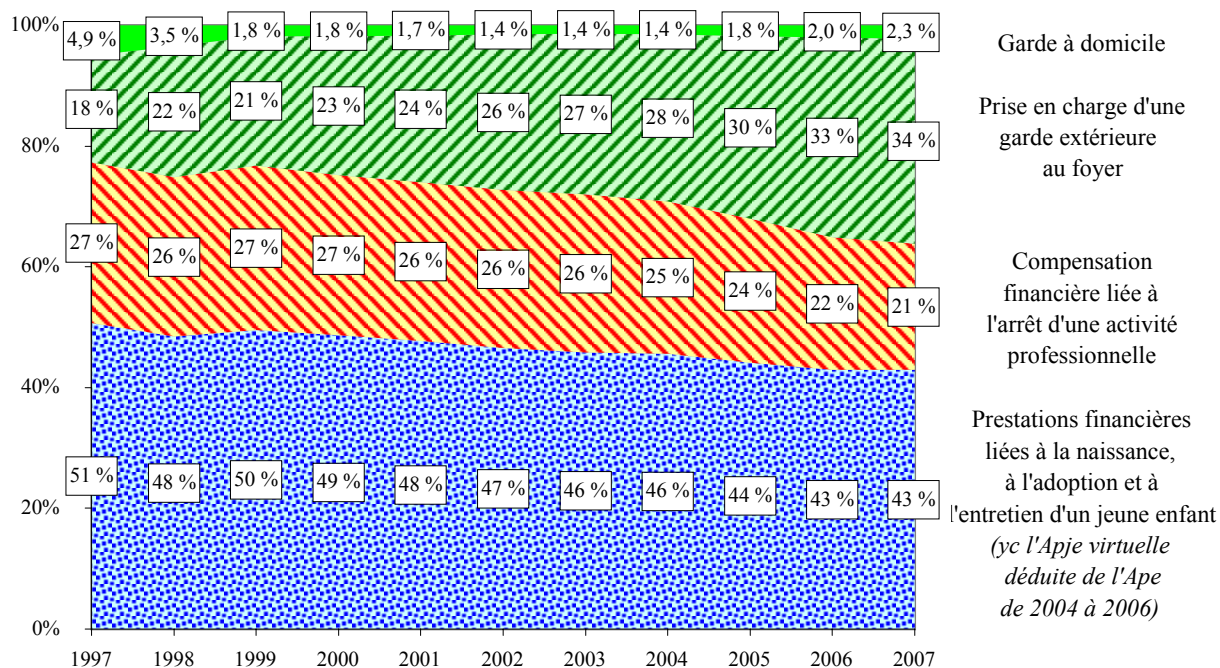
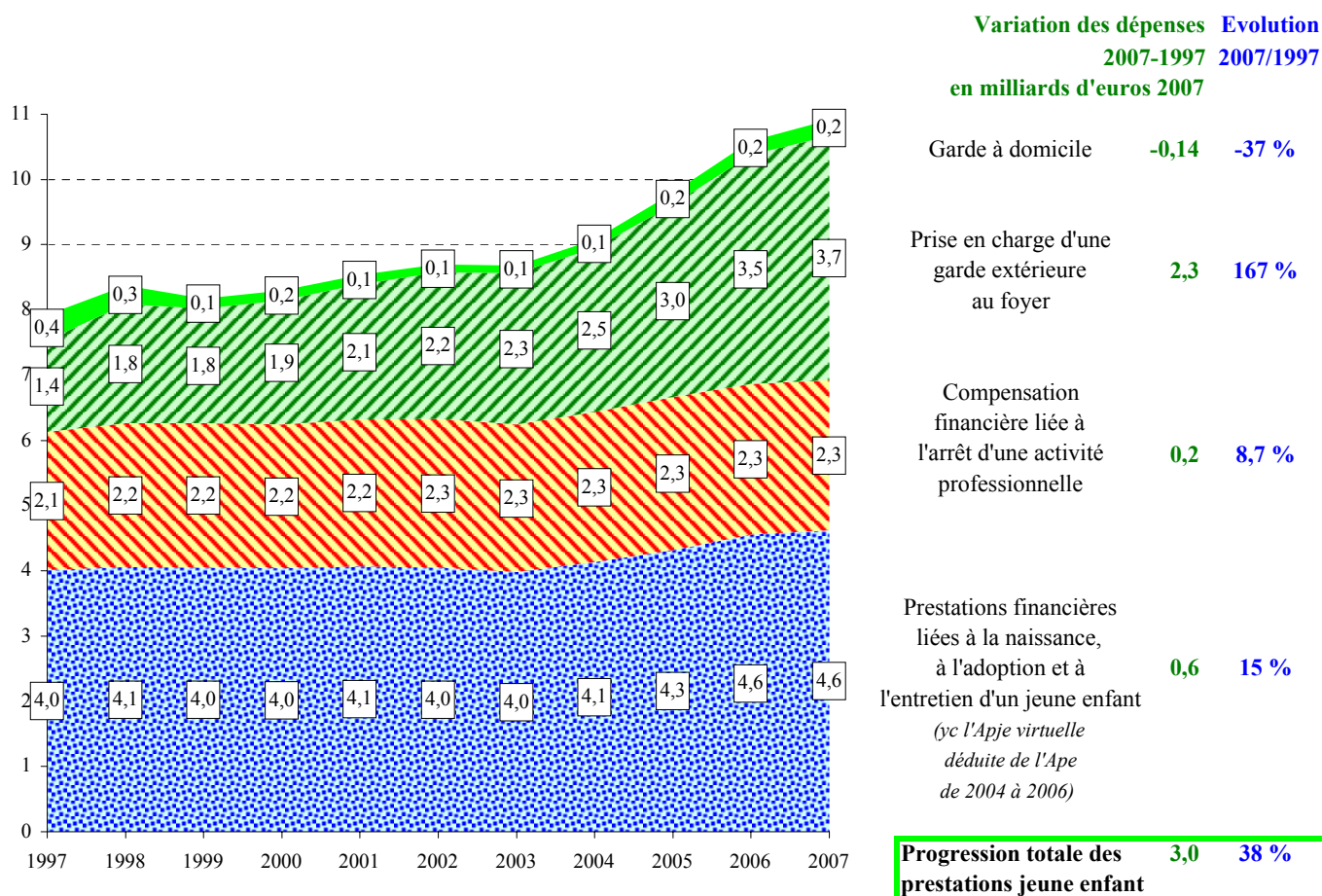


Figure 2.4 : Evolution en volume des dépenses relatives au jeune enfant depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2007



***Autres prestations « Famille » (hors Api) :
9 % des prestations,
stabilité depuis 1997***

La stabilité depuis 1997 des autres prestations « Famille » hors prestations jeune enfant et hors allocations familiales recouvre des évolutions marquées qui se compensent :

- avec, d'une part, une progression des prestations aux enfants handicapés (+ 83 % en volume depuis 1997, Aeeh) et aux enfants de familles monoparentales (+ 25 %, Asf), la création de l'allocation (journalière) de présence parentale (0,05 milliard) ;

- et avec, d'autre part, une régression du complément familial (- 8,3 %, Cf) et de l'allocation de rentrée scolaire (- 14 %, Ars).

**** L'effet plafond sur dix ans :
- 6,7 % pour le Cf, - 18,4 % pour l'Ars***

. Le **plafond** de ressources du **Cf** est revalorisé en fonction de l'indice des prix depuis 1997⁷. En euros constants, ce plafond a régressé de - 0,3 % en dix ans ; avec + 0,2 % entre 2006 et 2007 (en moyenne annuelle). Le revenu mensuel net 2006 correspondant au plafond de ressources 2007 est de 3 120 euros pour une famille de trois enfants disposant d'un revenu, de 3 817 euros en cas de deuxième revenu (cf. *TIPF 7323-24*). Ces plafonds du Cf pour une famille de trois enfants se situent au niveau de **2,89 Smic mensuels nets avec un revenu** et de 3,53 Smic en cas d'un deuxième revenu.

Le revenu mensuel 2006 correspondant au plafond de ressources de l'**Ars** est plus bas⁸ que celui des autres prestations : 2 036 euros par mois avec un enfant, 2 976 euros avec trois enfants en 2007. En euros constants, l'évolution du plafond a été de + 0,2 % en 2007, de - 0,4 % depuis 1997 (cf. *TIPF 7413*). Les plafonds d'Ars se situent au niveau de **2,75 Smic** pour une famille de trois enfants (avec un ou deux revenus) et de **1,88 Smic** pour une famille n'ayant qu'un seul enfant à charge.

L'effet plafond, qui mesure l'impact du différentiel de progression des plafonds de ressources et les ressources effectives des allocataires, est estimé à - 3,6 % pour le Cf entre 2002 et 2007 et à - 10,3 % pour l'Ars. La contribution de l'effet plafond⁹ entre 2006 et 2007 est estimée à - 0,5 % pour le Cf et à - 1,7 % pour l'Ars.

**** Difficultés de chiffrer l'impact du
chômage sur les prestations sous
condition de ressources et sur le Clca***

L'effet plafond ne prend pas en compte ni l'évolution du chômage¹⁰ et ni celle de sa prise en compte dans la législation relative aux prestations sociales (cf. encadré sur les aides au logement).

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue de - 4,5 % en 2005, de - 9 % en 2006 et de - 7,4 % en 2007 (après + 6 % en 2003, + 1,6 % en 2004, cf. figure 2.6).

Le chômage non indemnisé a fortement progressé suite à la réforme de l'assurance chômage mise en œuvre au 1^{er} janvier 2003.

L'évolution du chômage peut conduire des femmes à arrêter de travailler dans un premier temps, mais les difficultés financières rencontrées dans un contexte économique dégradé peuvent également les pousser à diminuer la fréquence de leur recours au Clca Paje ou diminuer la durée de ce recours.

L'évolution de la législation relative à la **prise en compte du chômage dans la législation aux prestations familiales** est développée dans l'encadré sur les aides au logement.

**** Cf : - 0,14 milliard d'euros 2007
depuis 1997***

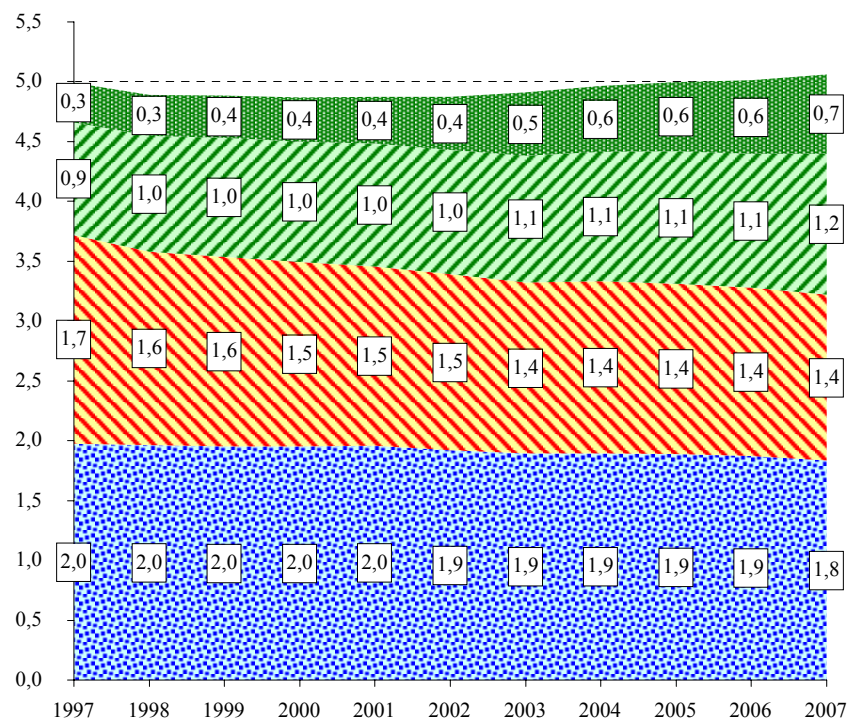
Les dépenses de Cf (1,6 milliard d'euros) ont régressé, en Bmaf constante et compte tenu de l'effet plafond, de - 1,5 % en 2007 et de - 8,9 % en dix ans (- 0,14 milliard d'euros 2007). *L'effectif moyen de familles bénéficiaires a régressé de - 8,1 % entre 1997 et 2007, de - 2,2 % en 2007.*

***Effet volume du Cf à législation constante
et hors effet plafond***

Evolution tous régimes	2007	2007 / 1997	2007 / 2002	2002 / 1997
Dépenses €courants (1)	-0,7%	5,8%	2,0%	3,8%
Effet Bmaf (2)	1,7%	16,4%	9,4%	6,4%
Coef. mesures nouvel. (3)		7,4%		7,4%
Effet plafond, - 0,4 (4)	-0,5%	-6,7%	-3,6%	-3,1%
2° contrôle ressources (5)	-0,5%	-0,5%	-0,5%	
Déflateur (6 = 2*3*4*5)	0,8%	16,1%	4,9%	10,7%
Effet volume (1/6)	-1,5%	-8,9%	-2,8%	-6,3%
Cf : effectifs 2007 moyens annuels F			868 882	
Evol. effectifs moy. an.	-2,2%	-8,1%		

Figure 2.5 : Les prestations "Famille hors Af et hors jeune enfant"
(5,1 milliards d'euros) ont progressé de + 0,4 % depuis 1997

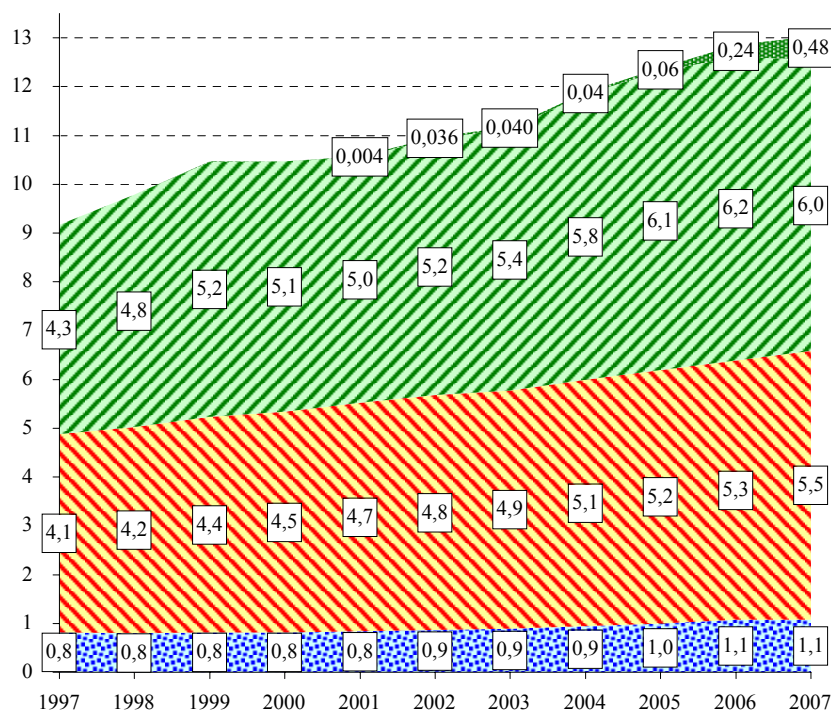
Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2007



	Variation des dépenses 2007-1997 en milliards d'euros 2007	Evolution 2007/1997
A. d'éducation spéciale + A. présence parentale	0,29	85 %
A. de soutien familial	0,17	18 %
A. de rentrée scolaire + aide à la scolarité (1)	-0,34	-19 %
Complément familial + divers	-0,10	-5,2 %
Progression des P. "Famille" hors Af et hors P. jeune enfant	0,02	0,4 %

Figure 2.6 : Les minima sociaux et les aides à l'emploi
(13,1 milliards d'euros en 2007) ont progressé en volume de + 40 % depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2007



	Variation des dépenses 2007-1997 en milliards d'euros 2007	Evolution 2007/1997
Rso et aides à l'emploi	0,24	
Rmi	1,9	46 %
Revenu minimum d'insertion		
A. aux adultes handicapés	1,2	30 %
Allocation de parent isolé	0,26	32 %
Progression des minima sociaux et des aides à l'emploi	3,7	40 %

Le montant unitaire du Cf (155,82 euros) a progressé de + 0,8 % depuis 1997, avec + 0,23 % en 2007 (*en euros constants, cf. T1PF 7311-23*).

Entre 1999 et 2001, les dépenses de Cf progressent de + 1,4 % (en euros constants), suite au relèvement de 20 à 21 ans de l'âge jusqu'auquel les enfants sont considérés comme à charge. Le coût de la mesure en année pleine est estimé + 7,4 points de croissance (+ 130 millions d'euros 2007 en année pleine 2001).

*** Ars : – 0,22 milliard d'euros 2007 depuis 1997**

Les dépenses d'Ars (1,4 milliard d'euros) régressent de – 1,8 % en 2007 et de – 6,3 % depuis 2002, à montant unitaire de l'Ars constant. *La régression des effectifs d'enfants bénéficiaires est estimée à – 6,9 % entre 2002 et 2007, de – 1,6 % en 2007.* La régression en volume sur dix ans atteint – 0,22 milliard d'euros 2007.

Effet volume de l'Ars à législation constante

Evolution tous régimes	2007	2007 / 1997	2007 / 2002	2002 / 1997
Dépenses €courants (1)	-0,6%	-0,5%	2,1%	-2,5%
Effet Ars unitaire (2)	1,7%	12,2%	9,4%	2,5%
Coef. mesures nouvel. (3)		2,5%		2,5%
2° contrôle ressources (5)	-0,5%	-0,5%	-0,5%	
EV + effet plafond	-1,8%		-6,3%	
Ars : effectifs d'enfants 2007			5 053 011	
Evol. effectifs enfants	-1,6%		-6,9%	

Le montant unitaire de l'Ars (273,93 euros) attribué annuellement à chaque enfant bénéficiaire a régressé de – 2,8 % depuis 1997 en monnaie constante, avec + 0,2 % en 2007. Ce montant 2007 est inférieur de – 8,03 euros à celui de 1997¹¹, *cf. T1PF 7414*.

Les dépenses d'Ars¹² n'ont progressé :

- ni en 1999 (– 1,4 % en volume), alors que le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois à quelque 180 000 familles avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations familiales ;

- ni en 2002 (– 1,6 % en volume), malgré l'attribution d'une allocation différentielle pour les 47 000 personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. Le coût de ces deux mesures est estimé à + 38,5 millions d'euros 2007 (T1PF 3112) : + 1,99 % point de croissance en 1999 et + 0,47 % point en 2002.

*** Asf : + 0,24 milliard d'euros 2007 depuis 1997**

La progression des dépenses d'allocation de soutien familial (1,2 milliard d'euros) a été de + 24 % depuis 1997¹³ à Bmaf constante (+ 0,24 milliard d'euros 2007) et de + 13 % entre 2007 et 2002. Parallèlement, l'évolution des effectifs d'enfants bénéficiaires a été de + 12 %.

L'impact de la réforme de l'Api sur l'Asf représente + 4,8 points de croissance en 2007 (*cf. encadré 2*).

Encadré 2 : Subsidiarité Asf-Api

Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'**allocation de parent isolé** ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'**allocation de soutien familial**.

En l'absence de dépôt de demande d'Asf, le montant de l'Api est réduit au terme du troisième mois. En l'absence d'engagement de procédure ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du cinquième mois.

Les moindres dépenses d'Api générées par la mesure (– 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2009, – 54 millions en 2007) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial (soit une majoration des dépenses du Fnpf non remboursées par l'Etat) de l'ordre de + 55 millions 2008 (+ 54 millions en 2007).

Evolution de l'Asf à Bmaf constante

Evolution tous régimes	2007	2007 / 1997	2007 / 2002	2002 / 1997
Dépenses €courants (1)	7,4%	45%	24%	17%
Effet prix = Bmaf (2)	1,7%	16%	9,4%	6,4%
Dép. Bmaf constante	5,7%	24%	13%	10%
Coef. mesures nouvel. (3)	4,8%	4,8%	4,8%	
Asf : effectifs 2007 enf. 31/12			1 144 907	
Evol. effectifs enfants	5,1%		12%	

Le montant de l'Asf unitaire (112,24 euros par enfant pour l'Asf à taux plein, 84,18 euros par Asf à taux partiel) est resté stable en euros constants depuis 1997 (+ 0,2 % en 2007, *cf. T1PF 7622*).

La part relative des prestations affectées à la **monoparentalité** atteint **4,05 %** de l'ensemble des dépenses de prestations (+ 0,4 point en dix ans) : 2,12 % pour l'Asf et 1,93 % pour l'Api (cf. les « minima sociaux » pour plus de détail sur l'Api).

* Aeeh : + 0,28 milliard d'euros 2007 depuis 1997

L'évolution de la législation depuis 2001 explique 16 points de croissance des dépenses d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé¹⁴ :

- en avril **2002**, six nouveaux compléments de l'Aes se substituent aux trois anciens compléments (cf. TIPF 7711). Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. Le coût de la mesure est estimé à 65 millions d'euros 2007 en année pleine (soit **+ 12,3 points de croissance**, cf. IPF 3122). *Compte tenu des retards dans la montée en charge qui ont induit des régularisations très importantes, la réforme des compléments contribuerait à l'évolution des dépenses à hauteur de + 3,1 points en 2002, + 12,7 points en 2003, - 1,5 point en 2004 et - 1,9 point en 2005 ;*

- en janvier **2006**, une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aeeh¹⁵ est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros (**+ 2,3 points de croissance**). La majoration de l'Aeeh est remboursée à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

Effet volume de l'Aeeh à législation constante

Evolution tous régimes	2007	2007 / 2001	2007 / 2004	2007 / 1997
Dépenses courantes (1)	7,1%	74%	24%	111%
Effet prix = Bmaf (2)	1,7%	12%	6%	16%
Coef. mesures nouvel. (3)	0,4%	16%	1,3%	16%
Déflateur (4 = 2*3)	2,1%	30%	7%	35%
Effet volume (5 = 1/4)	4,9%	34%	15%	56%
Aeeh : effectif moyen annuel d'enfants (non pondérés)				
2007	164 431			
Evol. effectifs MA	3,5%		11%	

L'impact **en moyenne annuelle** de la croissance du nombre de bénéficiaires de l'Aeeh percevant le premier et le second complément n'a pu être chiffré¹⁶. La progression de l'effet volume, hors

mesure nouvelle, atteint 15 % depuis 2004, celle des effectifs moyens annuels 11 %.

Les dépenses d'Aeeh (0,6 milliard d'euros) ont progressé de + 0,28 milliard d'euros 2007 depuis 2007, de + 0,03 milliard en 2007.

La prestation unitaire de base (119,72 euros) a été perçue seule par 54,4 % des bénéficiaires. En cas de cumul avec le sixième complément, la prestation mensuelle atteint 1 119,55 euros.

* Ajpp : 53,6 millions d'euros 2007

En janvier **2001**, l'allocation de présence parentale (App) est créée (cf. chapitre 9). En avril 2002, le montant de l'App est augmenté substantiellement (+ 64 %) afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire perçu par un salarié rémunéré au Smic.

En mai **2006**, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'App. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés, peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,77 euros (47,25 euros pour un parent isolé, barème 2007) est versée. *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an (cf. TIPF 3112). Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*

En outre, **un complément pour frais** d'un montant de 101,72 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*

Le montant maximal mensuel de la prestation est de 875,48 euros pour un couple ayant un enfant malade. En 2007, les dépenses relatives à l'App atteignent 53,6 millions d'euros (soit + 46 % en euros constants depuis 2004). *La progression des effectifs (4 849 en 2007) a été de 33 % en trois ans (+ 12 % en 2005 et en 2006, + 5,7 % en 2007).*

Aides au logement + 7,7 % en volume depuis 1997

Le fonds national d'aide au logement (Fnal) et le fonds national de l'habitat¹⁷ (Fnh) sont fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2006.

- L'aide personnalisée au logement (Apl) représente 43 % des dépenses en prestations directes de logement (cf. T1PF 2133) ;
- l'allocation logement sociale (Als), 31 % ;
- l'allocation logement familiale (Alf) du fonds national des prestations familiales, 26 %.

En 2007, les prestations de logement atteignent 14,3 milliards d'euros, soit 26 % des prestations. L'évolution des dépenses de logement présente deux phases :

- entre 1997 et 2002, une phase de forte progression en volume (+ 9,8 %) sans augmentation globale des effectifs (+ 0,1 %, avec toutefois + 3 % pour l'Als et + 6 % pour l'Alf compensés par - 5 % pour l'Apl, cf. T2PF 91) ;

- depuis 2002, une régression des dépenses (- 1,9 %) accompagnée d'une diminution importante des effectifs (- 3,5 %) :

• la régression des dépenses et des bénéficiaires d'Apl dépasse les - 7,6 % en cinq ans ;

• l'évolution de l'Als est modérée, avec + 0,7 % pour les dépenses et - 0,6 % pour les bénéficiaires ;

• les dépenses d'Alf sont les seules à connaître une progression importante (+ 4,6 %). La progression des effectifs en 2007 (+ 1,3 %) correspond à celle sur la période 2002-2007.

La croissance relativement élevée des dépenses en 2004 (+ 2,8 % en monnaie constante), intervenue en dépit d'une diminution du nombre de bénéficiaires (- 0,6 %), doit beaucoup à la revalorisation des aides¹⁸ qui n'est intervenue qu'au printemps 2004 mais avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003, et s'est donc imputée sur les comptes 2004.

En 2005, les dépenses régressent de - 3,1 % en euros constants par rapport aux dépenses comptabilisées en 2004. Les barèmes n'ont pas été revalorisés au titre de 2004 et la revalorisation 2005 est intervenue en septembre, sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005. Les mesures d'économies décidées entre juin et août 2004 n'ont un impact en année pleine qu'en 2005.

Entre 2005 et 2007, les dépenses restent stables en monnaie constante (+ 0,1 % avec + 0,9 % en volume en 2006 et - 0,8 % en 2007) :

• la revalorisation de janvier 2007 est sans effet rétroactif à juillet 2006 ;

• en janvier 2007, le seuil de non-versement des aides au logement est abaissé à 14 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004). La part des allocataires en dessous du seuil de non-versement passe de 4,9 % en décembre 2004 à 2,7 % en 2007 (cf. T2PF 3.2, chapitre 5, données Caf).

Depuis juillet 2004, deux mois de chômage total sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage pour l'ensemble des prestations. Le nombre d'allocataires qui bénéficient de ce dispositif a régressé de - 35 % en trois ans au niveau des aides au logement. Leur part parmi l'ensemble des bénéficiaires d'une prestation de logement passe de 15 % en 2004 à 9,8 % en 2007.

Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage

Données Caf métro. + Dom	Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers	Variation	En % du nbre bénéficiaires P. logement
2004	863		14,9 %
2005	717	-146	12,4 %
2006	618	-99	10,9 %
2007	559	-58	9,8 %
2007-2004	-35 %	-303	

* L'aide personnalisée au logement (6,2 milliards d'euros) a régressé de - 0,47 milliard d'euros 2007 entre 1997 et 2007, dont - 0,13 milliard en 2007.

L'Apl est remboursée à la Cnaf. Par ailleurs, la Cnaf verse au fonds national de l'habitat¹⁹ l'allocation de logement familiale virtuelle (Alv) dont le montant correspond à l'économie réalisée par le Fnpf en terme d'Alf du fait de l'existence de l'Apl (cf. T1PF 6711 et chapitre 7). En 2007, cette participation de la Cnaf au financement du Fnal s'élève à 3,6 milliards d'euros, y compris l'aide pour les associations.

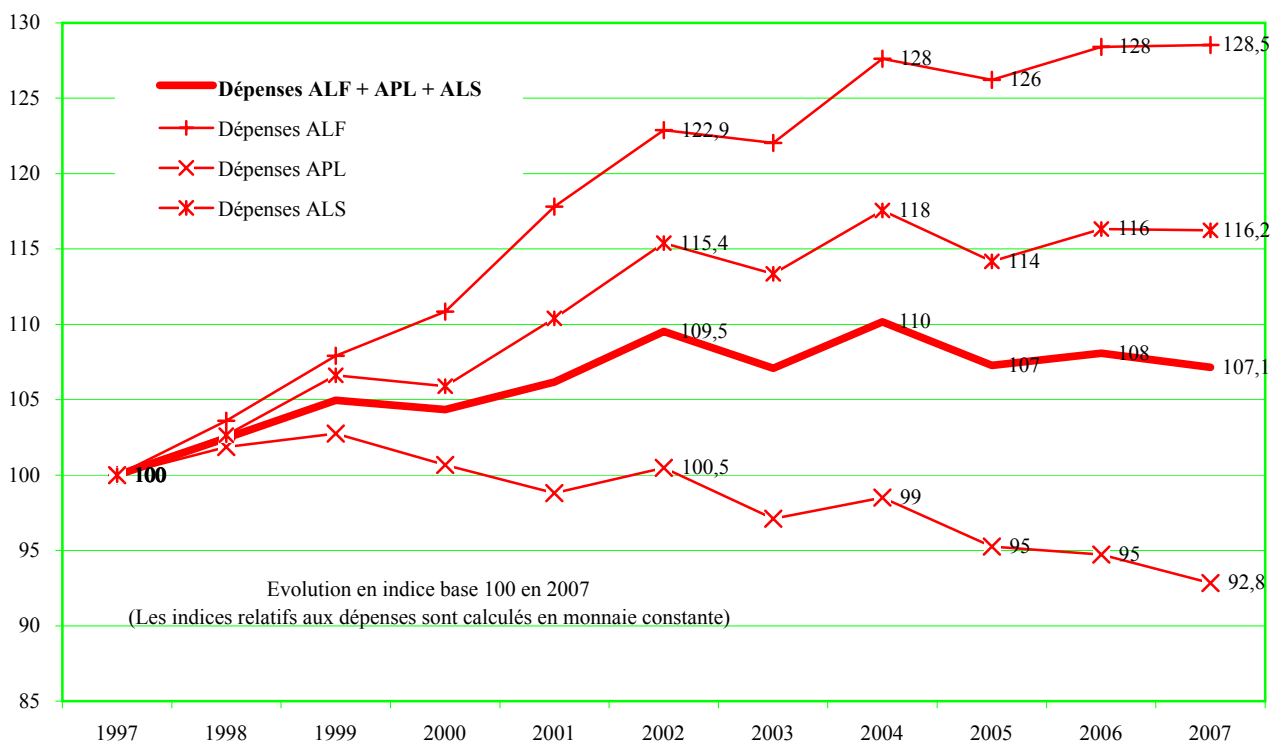
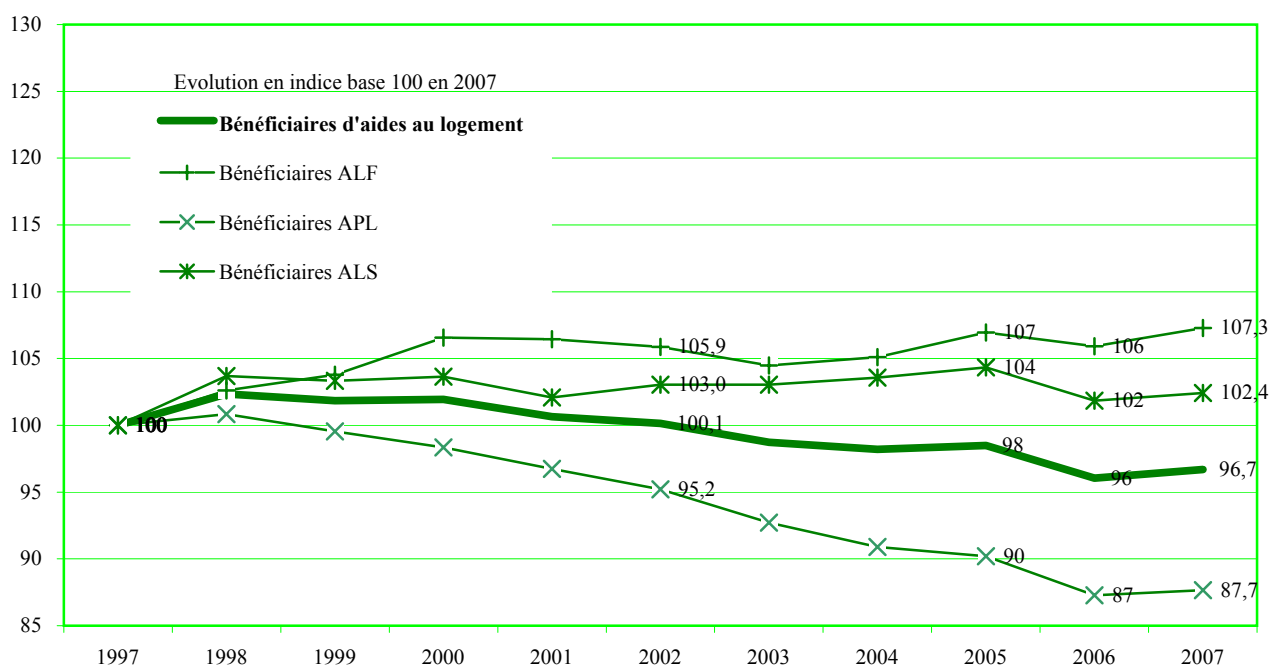
* En 2007, les dépenses d'allocation logement familiale²⁰ (3,7 milliards d'euros) ont dépassé leur niveau de 1997 de + 0,8 milliard d'euros 2007.

Depuis 1996, la progression du nombre de bénéficiaires de l'Apl accession est freinée par le développement des prêts à taux zéro qui ouvrent droit à l'Alf et non à l'Apl.

Les évolutions de l'Alf et de l'Apl s'expliquent aussi par des flux importants de bénéficiaires qui entrent dans le champ de la prestation ou qui en sortent, et qui ont les uns par rapport aux autres des caractéristiques très différentes. Par exemple, les nouveaux bénéficiaires sont souvent des jeunes familles en cours de constitution mais qui paient des loyers supérieurs à la moyenne.

T2PF 9.1 : Evolution des effectifs et des dépenses des aides au logement

Les indices relatifs aux dépenses sont calculés en monnaie constante, base 100 en 1997.						Structure	Rapport (en %)			
Données tous régimes, métropole + DOM	1998	2002	2005	2006	2007	2007 / T o u t	2007 / 2006	2007 / 2002	2002 / 1997	2007 / 1997
Bénéficiaires logement (t)	102,3	100,1	98,5	96,0	96,7	100,0 %	0,7 %	-3,5 %	0,1 %	-3,3 %
Dépenses ALF + APL + ALS (T)	102,5	109,5	107,3	108,1	107,1	100,0 %	-0,9 %	-2,2 %	9,5 %	7,1 %
Dépenses accession						7,1 %	-9,7 %			
Dépenses location						92,9 %	-0,1 %			
Bénéficiaires APL	100,8	95,2	90,2	87,3	87,7	41,8 %	0,5 %	-7,9 %	-4,8 %	-12,3 %
Dépenses APL	101,9	100,5	95,3	94,7	92,8	43,5 %	-2,0 %	-7,6 %	0,5 %	-7,2 %
APL accession						2,6 %	-16,8 %			
APL location, foyer						40,9 %	-0,9 %			
Bénéficiaires ALS	103,7	103,0	104,3	101,9	102,4	37,0 %	0,6 %	-0,6 %	3,0 %	2,4 %
Dépenses ALS	102,7	115,4	114,2	116,3	116,2	30,6 %	-0,1 %	0,7 %	15,4 %	16,2 %
ALS accession						0,6 %	-0,1 %			
ALS location						30,0 %	-0,1 %			
Dépenses ALS étudiant						7,2 %	5,9 %			
Bénéficiaires ALF	102,6	105,9	106,9	105,9	107,3	21,2 %	1,3 %	1,3 %	5,9 %	7,3 %
Dépenses ALF	103,6	122,9	126,2	128,4	128,5	25,9 %	0,1 %	4,6 %	22,9 %	28,5 %
ALF accession						3,9 %	-5,9 %			
ALF location						22,0 %	1,2 %			



* Vers un barème unique des aides au logement

Les loyers plafonds de l'Alf et de l'Als sont alignés sur ceux de l'Apl en trois ans à compter de juillet 1999.

La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif intervient en deux étapes en janvier 2001 et 2002.

* Différentes mesures relatives au logement

En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ensemble des aides au logement, avec un coût en année pleine estimé à 73,2 millions d'euros.

En avril 2002, l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement est supprimée, avec effet rétroactif à juillet 2001.

En décembre 2001, un abattement double résidence est instauré pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement.

L'impact des mesures d'économie mises en place en 2004 serait de l'ordre de 161,4 millions d'euros 2003 en année pleine (89 millions en 2004) :

- le seuil de non-versement des aides est relevé de 15 euros à 24 euros entre juin 2004 et janvier 2007 ;
- l'abattement pour frais de garde pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje est supprimé en août 2004 ;
- le délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés est allongé d'un mois en août 2004.

*** Les prévisions** réalisées sur l'ensemble des aides personnelles au logement²¹ font apparaître un trend estimé à environ + 1,6 % de croissance annuel en volume entre juillet 1993 et décembre 2007. Cette tendance peut refléter :

- la croissance du nombre des ménages imputable notamment à la croissance de la population (+ 0,5 % par an environ) et à des ruptures d'union plus fréquentes. Cette évolution a été, d'une part, freinée par une décohabitation juvénile plus tardive (études plus longues, accès plus difficile au marché du travail) et, d'autre part, accélérée par le gonflement de la population étudiante ;
- l'ouverture de l'éventail des revenus, qui s'est produite au cours des années 1990, s'est stabilisée à partir de 2000, suite à la faible dynamique des salaires réels des non-qualifiés, de l'accroissement du chômage, du développement du travail à temps partiel et des contrats de courte durée.

*** L'allocation logement sociale**²² (4,3 milliards d'euros) se caractérise par une progression de 0,6 milliard d'euros 2007 sur la période 1997-2007.

La généralisation de l'Als a bénéficié en particulier aux étudiants ne résidant pas chez leurs parents et déclarant ne disposer d'aucun revenu personnel : l'Als leur est attribuée au taux maximum, avec toutefois un correctif, dit du « revenu plancher ».

L'Als étudiant²³ qui représente 7,2 % des dépenses logement, reste très dynamique (+ 5,9 %) en 2007.

* Par ailleurs, 90,74 millions d'euros ont été versés sous forme **d'aide aux associations**²⁴ logeant à titre transitoire des personnes défavorisées dans l'attente d'un logement autonome (Alt), soit + 9,4 % en volume entre 2004 et 2007 (avec + 5,6 % en 2007). Ces dépenses ne relèvent pas du fonds national des prestations familiales mais du Fnal. *La Cnaf participe au financement de l'Alt (cf. TIPF 671).*

* 27 millions d'euros ont été versés au titre de **l'allocation d'installation étudiante**²⁵ (**Aline**) à des étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois. *Cette allocation, instaurée en juillet 2006, est supprimée en juillet 2008.*

Minima sociaux et aides à l'emploi : + 43 % en volume depuis 1997

* Api : + 0,26 milliard d'euros 2007 depuis 1997

Les dépenses d'allocation de parent isolé (Api, 1,1 milliard d'euros) ont progressé de + 257 millions d'euros 2007 sur la période 1997-2007.

Effet volume de l'Api à législation constante à Bmaf contante avec une élasticité de + 1,3

Evolution tous régimes	2007	2006 / 1997	2006 / 2002	2002 / 1997
Dépenses €courants (1)	1,0 %	50 %	34 %	12 %
Ef. Bmaf élastic. 1,3 (2)	1,7 %	15 %	7,7 %	6,5 %
Coef. mesures nouvel. (3)	-4,3 %	1,0 %	5,5 %	-4,2 %
Déflateur (4 = 2*3)	-2,6 %	16 %	14 %	2,0 %
Effet volume (5 = 1/4)	3,8 %	30 %	18 %	10 %
Api : effectifs 2007 moyens annuels F			211 457	
Evol. effectifs moy. an.	-0,2 %	30 %	18 %	10 %

A législation constante, l'effet volume atteint + 34 % entre 1997 et 2007²⁶, la croissance des effectifs moyens étant identique.

Les effets pérennes de la **réforme de l'assurance chômage** expliquent vraisemblablement en grande partie la hausse constatée (+ 21 % entre 2003 et 2006 en volume) qu'a dû nourrir en outre le dynamisme de la fécondité.

L'impact des **quatre réformes de l'Api** entre 1997 et 2007 représente – **3,3 points de croissance** :

- depuis avril 1997, un **forfait logement** est applicable aux nouvelles demandes d'Api lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (non prise en compte dans le calcul des revenus) ou d'un logement gratuit. Les moindres dépenses correspondant à cette mesure sont estimées en année pleine à – 65 millions d'euros 2007, soit – 7,5 points de croissance ;

- de 2001 à 2007, + 9,2 points de croissance sont générés par l'**harmonisation** du montant de l'Api **dans les Dom** par rapport à celui de la métropole (+ 1 point en 2001 et en 2002, autour de + 1,3 point par an entre 2003 et 2005 et + 1,4 point entre 2006 et 2007). Le coût de la mesure en année pleine est estimé à + 83,6 millions en 2007 en année pleine (cf. T1PF 3112) ;

- en janvier 2007, le **forfait logement** de l'allocation de parent isolé est aligné sur celui du Rmi, soit une économie de l'ordre de – 7,7 millions d'euros, représentant – 0,7 point de croissance ;

- la subsidiarité Asf-Api (cf. encadré 2) génère une économie de l'ordre de – 4,9 points de croissance en 2007, – 10,1 points en année pleine 2008.

Les mesures d'intéressement Api

Pour les activités débutées antérieurement au 30 septembre 2006, ces mesures variaient selon la nature de l'activité (cf. T1PF 7623). En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement l'Api et son revenu ;
- du quatrième au douzième mois d'activité :
 - si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;
 - si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire (de 225 euros). Une prime de retour à l'emploi (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

* Le montant maximum de l'Api (748,27 euros pour une personne ayant un enfant) a progressé de + 0,2 % en euros constants par rapport à 2006 ; il a progressé de + 0,82 % en euros constants sur dix ans (cf. T1PF 7622).

*** Aah : + 1,44 milliard d'euros 2007 depuis 1997**

- Le montant de l'Aah de base (621,27 euros à taux plein) a été revalorisé de + 0,3 % en euros constants en 2007. A compter de juillet 2005, le plafond

d'Aah est égal à douze fois l'Aah mensuelle : en conséquence le plafond est revalorisé en juillet 2005, en janvier 2006²⁷ (et janvier 2007). Les revenus mensuels 2006 correspondant au plafond de ressources moyen annuel 2007 sont de 863 euros pour une personne seule, ce qui représente 1,81 Smic net en 2007 (contre 2,04 Smic en 2002, cf. T1PF 7732). En euros constants, l'évolution du barème d'Aah a été la suivante :

Rapport en % (en monnaie constante)	2007/2006	2007/2002	2007/1997
Aah maximum	+ 0,3 %	+ 0,3 %	+ 2,8 %
Plafond annuel moyen	+ 0,3 %	+ 1,2 %	+ 2,7 %

Entre 2002 et 2007, l'effet volume de l'Aah de base²⁸ a été de + 8,2 % (+ 0,5 % en 2007) alors que les effectifs moyens annuels ont progressé de + 8,8 % (+ 0,7 % en 2007).

Effet volume de l'Aah de base

à législation constante et

à barème constant avec une élasticité de + 1,3

Evolution tous régimes	2007	2007 / 1997	2007 / 2002	2002 / 1997
Dépenses Écourants (1)	5,4 %	54 %	23 %	25 %
Ef. barème élastic. 1,7 (2)	2,0 %	21 %	10 %	10 %
Coef. mesures nouvel. (3)	0,3 %	0,3 %	0,3 %	
Impact CAP 2007 (4)	2,6 %	2,6 %	2,6 %	
Déflateur (5 = 2*3*4)	4,9 %	25 %	13 %	10 %
Effet volume (6 = 1/5)	0,5 %	23 %	8,2 %	14 %
Aah : effectifs 2007 moyens annuels			808 399	
Evol. effectifs moy. an.	0,7 %	26 %	8,8 %	16 %

- En juillet 2005, deux nouveaux compléments²⁹ d'Aah, non cumulables, sont créés. Il s'agit de :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément créé en 1993, dont le montant mensuel est de 103,63 euros en 2007. Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes (la personne doit bénéficier d'une aide au logement) et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité ;
- la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 800,58 euros en 2007) : un complément de ressources (179,31 euros) s'ajoute à l'Aah pour constituer la Grph. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de + 90 millions d'euros.

- Depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spéciale invalidité.

Les dépenses relatives à la Grph atteignent 122,32 millions d'euros en 2007, celles concernant la Mva 161,75 millions.

En 2007, l'allocation aux adultes handicapés et ses compléments (5,5 milliards d'euros) représentent **9,9 % des prestations directes**. L'accroissement en euros constants de ces dépenses globales a été de + 0,2 milliard en 2007 (+ 3,7 %), de + 1,44 milliard d'euros 2007 sur dix ans (+ 33 %).

Les dépenses d'Aah, des compléments d'Aah et d'Api relèvent du Fnpf mais sont remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976). Les autres minima sociaux ne relèvent pas du Fnpf.

* Rmi et autres aides à l'emploi : + 2,27 milliards d'euros 2007 depuis 1997

Entre 1997 et 2007 :

- le Rmi progresse en volume de 1,79 milliard (+ 41,9 %) ;
 - de nouvelles prestations sont créées. Elles représentent 180 millions d'euros en 2007.
- Le poste Rmi, Rso et autres aides à l'emploi progresse de + 53 % en dix ans (en monnaie constante, soit + 2,74 millions d'euros 2007).

Minima et aides à l'emploi (hors Aah et Api)

	Ecart (millions €2007)			Rapport	
	2002 - 1997	2007 - 2002	2007 - 1997	2007 / 2002	2007 / 1997
Rmi	971	822	1 793	15,7 %	41,9 %
Autres	36	444	480		
Rmi + Autres	1 007	1 267	2 274	24,0 %	53,2 %

- En 2007, le **revenu minimum d'insertion** (Rmi) représente 11 % des prestations directes avec 6,1 milliards d'euros de dépenses.

Evolution des dépenses et des bénéficiaires du Rmi

Données tous régimes	2004	2005	2006	2007	2007 / 2002
Dépenses €constants	9,2%	4,7%	1,6%	-2,5%	16%
Bénéficiaires moy. an.	6,6%	6,1%	1,6%	-4,6%	13%

L'évolution des dépenses de Rmi en volume sur la période 2007-2002 (+ 16 %) est assez bien corrélée à l'évolution des effectifs moyens annuels (+ 13 %) :

- les effets pérennes de la réforme de l'assurance chômage (janvier 2003) expliquent en grande partie les fortes hausses constatées entre 2003 et 2005 ;
- la régression de - 2,5 % des dépenses en 2007 confirme le fort ralentissement de la croissance enregistré en 2006 (+ 1,6 %).

Cette évolution³⁰ peut être reliée à l'évolution du marché du travail et au rôle joué par les nouveaux

dispositifs d'aides au retour à l'emploi (Cirma, contrat avenir, Rsa).

A long terme³¹, le nombre d'allocataires du Rmi est supposé dépendre du chômage en niveau et d'un **trend de + 3,5 % par an en volume depuis 1993**. On peut estimer que ce trend reflète :

- le développement depuis une dizaine d'années d'emplois précaires (contrats à durée déterminée et d'intérim notamment). La durée de ce type de contrat ne permettant souvent pas d'ouvrir un droit à une indemnisation en cas de chômage, les individus se retrouvent dépourvus de ressources suite à la perte de leur emploi ;
- un éventuel accroissement tendanciel de la part, au sein des chômeurs, des chômeurs de longue durée qui peuvent basculer au Rmi à la fin de leurs droits à indemnisation.

Le Rmi, filet de sécurité pour les personnes ayant de très faibles ressources, âgées de plus de vingt-cinq ans ou assumant la charge d'enfant(s), regroupe plus du tiers des bénéficiaires des minima sociaux²⁶. La prestation unitaire (440,86 euros en 2007 pour une personne seule) a légèrement régressé (- 0,1 % en euros constants entre 2002 et 2007, avec + 0,3 % en 2007).

Evolution législative

Depuis 1999, une **prime exceptionnelle** a été versée **en décembre** aux Rmistes (152,45 euros pour une personne seule).

Depuis janvier 1999, il est possible de cumuler les majorations pour âge des Af et le Rmi.

En janvier 2002, l'alignement du montant du Rmi des **Dom** sur celui de la métropole a été réalisé.

Pour les activités débutées entre septembre 2001 et septembre 2006, **les mesures d'intéressement** variaient selon la nature de l'activité (cf. *TIPF 7745*). En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le Rmi et son revenu ;
- du quatrième au douzième mois d'activité :
 - . si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, l'allocataire bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;
 - . si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire : 150 euros pour un isolé, 225 euros pour un couple ou un isolé avec personne(s) à charge) ; une prime de retour à l'emploi³² (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

• 231,62 millions d'euros ont été versés en 2007 au titre de la **prime de retour à l'emploi** (créée en octobre 2006) versée à des bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'allocation spécifique de solidarité³³ (Ass), au quatrième mois d'une reprise d'activité égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures. Son financement est assuré par l'Etat.

D'autres mesures d'aides à l'emploi ont été mises en place : le Cirma et le contrat d'avenir³⁴.

• 42,38 millions d'euros ont été versés en 2007 au titre du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité** (Cirma). Créé en janvier 2004 et réformé en mars 2005, le Cirma est réservé au **secteur marchand** et est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi³⁵. Le nombre de bénéficiaires du Cirma est estimé à 3 934 (contre 7 760 en 2006).

• 143,80 millions d'euros ont été versés en 2007 au titre du **contrat d'avenir** (Cav) : créé en mars 2005³⁶, ce contrat est réservé au **secteur non marchand**. On dénombre 197 786 bénéficiaires du Cav fin 2007 (contre 46 198 en 2006).

• Par ailleurs, 61,94 millions d'euros ont été versés en 2007 dans les Dom à 12 033 bénéficiaires du **revenu de solidarité**³⁷ (Rso). La progression des dépenses atteint + 9,5 % en 2007 en euros constants. Le montant maximal du Rso est supérieur de 3,6 % à celui du Rmi (TIPF 7751).

Autres prestations

• En 2007, les 221,61 millions d'euros de **frais de tutelle**³⁸ relevant du Fnpf³⁹ se ventilent à concurrence de 63 % pour la tutelle Aah (60 % en 2006) et de 37 % pour les prestations familiales. L'effectif global, estimé à 314 885 bénéficiaires en 2007, est en progression de + 22 % depuis 2002 (+ 3,9 % en 2006).

• En 2007, 6,5 millions d'euros de **prestations hors métropole** ont été versés aux **familles d'allocataires étrangers qui résident hors métropole, hors Dom et hors Cee**. La masse des prestations hors métropole a régressé de - 80 % en euros constants depuis 1997⁴⁰. La diminution du nombre de familles bénéficiaires est très importante (10 966 en 2007 contre 59 700 en 1997).

• **Les accords Cee** : depuis le 1^{er} avril 1990, **tout travailleur d'un Etat de la Cee exerçant une activité ou poursuivant des études en France ou étant en situation de chômage indemnisé ouvre droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat**

membre, aux Af, à l'Apje longue, à la Paje (allocation de base et complément libre choix d'activité), au Cf, à l'Asf, à l'Aeeh, à l'Api et à l'Ars. L'impact de la mesure était estimé à 100 millions en 1991, mais les sommes versées étant imputées directement aux prestations concernées⁴¹ et non aux accords Cee, l'impact réel de la mesure ne peut être apprécié (et est sans rapport avec les 4,7 millions d'euros comptabilisés en 2007 à ce titre).

• **L'allocation différentielle** est versée à la **famille résidant en France alors que le chef de famille travaille à l'étranger** et perçoit les prestations familiales du pays d'emploi. Elle représente 19,14 millions d'euros en 2007 et concerne 10 124 bénéficiaires. Les dépenses 2007 sont inférieures de - 0,4 % à celles de 2006 (avec - 43 % sur dix ans).

• Par ailleurs, **une famille française résidant à l'étranger** est soumise au système des prestations familiales du pays où est exercée l'activité.

Les prestations Dom : progression de + 55 % en volume depuis 1997

Il est intéressant de rappeler que la dynamique des prestations dans les Dom diffère profondément de celle de la métropole.

Les dépenses dans les Dom atteignent 2,8 milliards d'euros en 2007. Elles représentent 5,0 % des prestations « métropole + Dom » depuis 2002 (contre 3,8 % en 1997). Elles ont été multipliées par 1,55 en euros constants depuis 1997, soit + 990 millions d'euros 2007 (dont + 450 millions pour le Fnpf). La croissance en volume des dépenses en 2007 (+ 1,5 % contre + 1 % en métropole) est faible comparée à la tendance des dix dernières années (+ 4,5 % en moyenne annuelle).

Evolution des dépenses en volume

Rapport en %	Taux moyen annuel 2007/1997	2007/2006
Dom	+ 4,5 %	+ 1,5 %
Famille	+ 1,3 %	+ 0,4 %
Dt jeune enfant	+ 2,1 %	+ 2,1 %
Logement	+ 6,1 %	+ 1,8 %
Minima, aides	+ 7,7 %	+ 2,4 %
Métropole	+ 1,5 %	+ 1,0 %

Cette situation résulte notamment des améliorations substantielles apportées à la législation dans les Dom afin de la rapprocher de celle de la métropole⁴², les mesures récentes portant sur les minima sociaux.

. L'harmonisation du montant de l'**Api** avec celui de la métropole a été réalisée sur sept ans à compter de janvier 2001. Les dépenses d'Api (141 millions d'euros) ont été multipliées par 4,8 depuis 2000 en monnaie constante : elles progressent de + 16 % en 2007.

. Depuis janvier 2002, le **montant du Rmi des Dom** est aligné sur celui de la métropole. Les dépenses du Rmi (756 millions d'euros) ont progressé de + 48 % depuis 2000 en monnaie constante (- 2,9 % en 2007).

. Créé en 2001 dans les Dom, le **revenu de solidarité** (61,9 millions d'euros) progresse en volume de + 9,5 % en 2007.

*La réforme des prestations dans les Dom a également entraîné la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (Faso) qui y prenait en charge le coût du fonctionnement des cantines scolaires. Ce fonds a été remplacé, en janvier 1993, par la **prestation de restauration scolaire** (Pars, 49,27 millions d'euros en 2007), versée par les Caf, et non plus par les communes comme c'était le cas pour le Faso (cf. T1PF 671).*

La structure des prestations est différente dans les Dom et en métropole (cf. T1PF 2131 et T1PF 263) :

Structure des prestations 2007	Métropole	Dom
Famille	51 %	39 %
Dont prestations jeune enfant	20 %	9 %
Logement	26 %	18 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	23 %	43 %

Progression de la part des Caf dans les dépenses tous régimes

• Pour l'ensemble des prestations directes métropole et Dom, la part des versements des Caf est passée de 74,7 % des dépenses de prestations en 1978 à 88,6 % en 1991 et à 96,4 % en 2007 (97,0 % pour les prestations hors Fnpf, cf. T1PF 2132).

L'ensemble des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat ont été rattachés au régime général en 1991, la Banque de France et le Cea en 1994⁴³. Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit :

- . 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;
- . 1^{er} janvier 2005 : France Telecom, fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- . 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale ;

. 1^{er} janvier 2006 : fonctionnaires travaillant à l'étranger.

La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continuent à verser les prestations familiales, hors prestation logement pour l'Edf-Gdf et hors Afeama, Aged et Paje (sauf pour la Sncf qui verse la Paje à l'exception du Cmg).

En 2007, les **régimes spéciaux** (185 millions d'euros en métropole) représentent 0,5 % des prestations du Fnpf, les caisses de la **mutualité sociale agricole** 3,2 % de l'ensemble des prestations (avec 1 796 millions d'euros).

Remboursement de la dette sociale

Depuis le 1^{er} janvier 1997, les prestations sont soumises à la contribution au remboursement de la dette sociale (Crds, taux de 0,5 %) : en sont exemptés l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée de base et les cotisations prises en charge au titre du complément mode de garde de la Paje, l'allocation de parent isolé, l'allocation d'éducation spéciale, la prime de déménagement, l'allocation aux adultes handicapés, les minima sociaux, les aides à l'emploi et les prêts. Les prestations de logement sont intégrées dans l'assiette du remboursement de la dette sociale depuis le 1^{er} janvier 1996. Les sommes sont reversées par la Cnaf à l'Acof qui les verse à la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale).

Les dépenses de prestations qui figurent dans les tableaux sont les montants avant prélèvement de la Crds. Les montants unitaires avant et après Crds figurent dans le chapitre 10 relatif aux barèmes. Le tableau T1PF 691 présente la ventilation par fonds de la Crds prélevée par les organismes débiteurs des prestations familiales pour le compte de l'Etat (184 millions d'euros en 2006).

¹ Afin de faciliter les comparaisons, on calcule, à partir des dépenses estimées en euros constants 2007, soit des taux d'évolution (en %), soit des rapports. Il est peu fait référence à des taux d'évolution moyens annuels, ces derniers semblant minimiser les évolutions.

Le passage aux droits constatés au 1^{er} janvier 1996 a perturbé les séries annuelles, du fait d'estimation difficile des dépenses comptabilisées en décembre au titre des droits constatés de janvier, en particulier pour les prestations telles que l'Aged et l'Afeama. Par ailleurs, l'exercice statistique 1996 retrace dans les tableaux du présent chapitre, 12 mois (et non les 13 mois

comptabilisés) en droits constatés en 1996, afin d'avoir des taux d'évolution significatifs entre 1995 et 1997.

² Allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité versé dans les Dom, contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat avenir, prime de retour à l'emploi, revenu de solidarité active.

³ Les chapitres 9.1 et 9.2 précisent l'ensemble des réformes depuis 1945 en métropole et dans les Dom. Les tableaux T1PF 3112-3122 à la fin du chapitre 9 retracent le coût des mesures intervenues depuis 1997.

⁴ Cf. note 103 Dspa du 25 août 2008.

⁵ Cf. brochure PF2003, pour l'analyse de l'évolution des dépenses de prestations jeune enfant entre 1993 et 2003.

⁶ Dans la nouvelle législation, le cumul de l'allocation de base de la Paje et du Clca donne le montant de l'Ape.

⁷ Jusqu'en 1995, le plafond du Cf et de l'Apje était révisé au 1^{er} juillet en fonction de la variation de la masse salariale figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation, pour l'année civile précédant la date de revalorisation. Il n'a pas été revalorisé en 1996. Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix.

⁸ Le niveau relativement bas du plafond de ressources de l'Ars en fait une prestation destinée particulièrement aux familles nombreuses (n'ayant qu'un seul revenu). Jusqu'en 1995, le plafond de l'Ars prestation était indexé sur le Smic. Il n'a pas été revalorisé en 1996. Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix.

⁹ Il semble que l'effet plafond de l'Ars soit compensé par l'évolution du chômage non indemnisé (avec en particulier la réforme du 1^{er} janvier 2003). Ainsi, on enregistre des écarts importants entre les effets volume 2004 et 2005 (respectivement + 2,39 % et + 1,34 %) et l'évolution des enfants bénéficiaires (0 % et - 1,1 %). L'évolution des dépenses calculée en volume sans tenir compte de l'effet plafond est cohérente avec l'évolution des effectifs.

¹⁰ L'effet volume intègre donc :

- un effet démographique **hors mesure et hors effet plafond**, intégrant la saisonnalité de la prestation ;
- une **évolution du montant moyen** (liée en particulier à des modifications de la durée de perception, au changement de saisonnalité, à des reprises d'activité...) ;
- et un **effet chômage** (au sens large).

L'évolution des effectifs moyens retrace quant à elle :

- les évolutions démographiques (saisies au 31 décembre, **hors saisonnalité**) qui intègrent l'effet plafond et l'impact que les mesures nouvelles peuvent avoir sur l'évolution des effectifs de bénéficiaires ;
- l'impact du chômage (au sens large).

¹¹ La majoration d'Ars, apparue en 1993, est à la charge de l'Etat ; son montant a fluctué entre 1994 et 1997. Depuis 2002 et 2007, le taux de l'Ars est porté à 73,22 % de la Bmaf. Le montant 2004 se situe à un niveau 3,6 fois supérieur au montant de 1992 en euros constants (cf. T1PF 7414). En 2000, un tiers des dépenses de majoration d'Ars sont remboursées par l'Etat. Depuis 2001, la totalité de la majoration d'Ars est à la charge de la Cnaf.

¹² Jusqu'en 1989, seuls les enfants (scolarisés) âgés de moins de 16 ans pouvaient ouvrir droit à l'Ars. En 1990, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de 16 à 18 ans.

¹³ La croissance des dépenses avait été fortement freinée, en 1987, par la mise en place du système permettant aux Caf de recouvrer les créances alimentaires impayées, lorsqu'elles versent l'Asf à titre d'avance aux enfants dont un des parents ne remplit pas son obligation alimentaire.

¹⁴ En octobre 1991, un troisième complément de l'Aes est créé. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne pour s'occuper d'un enfant atteint d'un handicap justifiant de soins continus de haute technicité.

¹⁵ L'Aes (allocation d'éducation spéciale) devient l'Aeeh.

¹⁶ Les séries « d'effectifs » moyens annuels rectifiés (pour tenir compte de l'impact de la prise en compte des retours au foyer) pondérés ne sont actuellement pas disponibles.

¹⁷ Les dépenses de logement se ventilaient entre trois fonds jusqu'en décembre 2005. L'aide personnalisée au logement relevait du Fnh, l'Als du Fnal, l'Alf du Fnpf.

¹⁸ Les barèmes logement ont été revalorisés en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005 (sans effet rétroactif à juillet 2005) et en janvier 2007 (sans effet rétroactif à juillet 2006). Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004.

¹⁹ Au fonds national de l'habitat (Fnh) avant la fusion de ce fonds avec le Fnal en janvier 2006.

²⁰ A compter du 1^{er} février 1995, des mesures ont freiné la croissance de l'Apl et de l'Alf :

- l'avancement de la date de réduction ou de fin de droit à l'Apl et le report de la date du fait générateur ouvrant droit à l'Apl : cette réforme (applicable depuis 1982-1983 aux autres prestations) réduit de deux mois la durée effective de versement de l'Apl ;

- la réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'Alf ou à l'Apl.

²¹ Cf. note 34 Dspa du 21 avril 2008, S. Cazain, I. Mirouse.

²² Initialement destinée aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs, l'Als a progressivement été étendue dans certains cas de chômage (1986) aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (1988), à ceux de l'allocation d'insertion (1990), puis finalement à toutes les personnes exclues du bénéfice de l'Alf ou de celui de l'Apl. La généralisation sous seule condition de ressources a été réalisée en trois étapes : l'Île-de-France en 1991, les agglomérations de plus de 100 000 habitants en 1992, l'ensemble de la population en 1993.

²³ Incluse dans les dépenses d'Als.

²⁴ L'Alt a été créée en avril 1993.

²⁵ Créée en juillet 2006, l'Aline est d'un montant forfaitaire de 300 euros. Elle est financée sur le budget de l'Etat et sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.

²⁶ Après une croissance des dépenses en volume de + 7,2 % entre 1992 et 1994, les dépenses d'Api ont régressé : ainsi, les dépenses 1997 sont de - 0,2 % inférieures à celles de 1992.

²⁷ Suite à la réforme du barème Aah de juillet 2005, les dépenses d'Aah hors complément n'ont progressé, en

euros constants, que de + 1 % en 2006 (après + 2,5 % en 2005, + 3,4 % en 2004).

²⁸ Le déflateur de l'Aah utilisé ici est fonction de l'évolution de la moyenne de prestation de base et du plafond, avec une élasticité de 1,7.

Par ailleurs, en 2007, des montants de charges à payer (143,2 millions dont 136 millions pour l'AAH de base) sont constitués sur la base des dossiers encore en stock à la maison départementale pour le handicap (Mdp), valorisés en fonction des taux connus de rejet, de la valeur moyenne de la prestation et des taux de rappel. Suite à ce changement intervenu dans le mode de comptabilisation de l'Aah, un coefficient est introduit pour calculer des effets volume 2007 tenant compte de la majoration de la base 2007 par rapport à 2006.

²⁹ Créé en janvier 1993, le complément d'Aah était versé aux bénéficiaires de l'Aah à taux plein ou en complément d'un avantage vieillesse ou invalidité ou d'une rente accident du travail, ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). (Il est à noter que les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au Fnpf.)

³⁰ Les dépenses incluent la prime exceptionnelle de décembre lorsqu'elle existe.

Pour plus de détail sur l'évolution du Rmi et des bénéficiaires des Caf en général, cf. la publication Cnaf Dser « Prestations légales - Aides au logement – Revenu minimum d'insertion au 31 décembre 2007 », F. Mathieu, J. Clément, M.-J. Robert, C. Salesses : <https://www.caf.fr>, Qui sommes-nous ? Données annuelles, Fascicules prestations légales.

³¹ Cf. note 37 Dspa du 28 mars, S. Cazain, I. Mirouse.

³² Les dépenses liées à l'intéressement figurent en dépenses de Rmi (la prime forfaitaire pouvant être isolée). La prime de retour à l'emploi de 1 000 euros est comptabilisée à part.

Par ailleurs, le Président du Conseil général peut décider de verser des primes, d'accorder des remises de dettes. Ces dépenses sont retracées dans les comptes de la Cnaf lorsque les Caf ont reçu délégation pour le versement.

³³ Depuis 1984, l'allocation spécifique de solidarité est versée après la fin des droits au chômage.

³⁴ 0,54 millions d'euros ont été versés en 2007, dans le cadre de l'expérimentation du revenu de solidarité active.

³⁵ En janvier 2004, le **Cirma** ouvre droit à un contrat de travail à temps partiel à durée déterminée, assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi. Il garde son droit ouvert au Rmi. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion. En mars 2005, le Cirma est réformé. Le Cirma est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au **secteur marchand** (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits

sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat, par le département ou son délégataire, selon l'allocation activée) reste égale au Rmi de base.

³⁶ En mars 2005, le **Cav** est créé. Il est destiné aux mêmes bénéficiaires que le Cirma, mais ne peut être conclu que dans le **secteur non marchand**. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

³⁷ Sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi.

³⁸ On distingue quatre grands types de tutelle, pour lesquels le type d'indemnisation perçue par le tuteur varie (et dont la combinaison conduit à des cas mixtes) :

- . tutelles sociales familiales ;
- . tutelles individuelles uniquement Aah ;
- . tutelles civiles ou curatelles renforcées, relatives à l'ensemble des prestations (Fnpf, Aah, Rmi, Apl ou Als hors tiers payant) ; c'est le seul cas où les Caf n'interviennent pas du tout, l'indemnisation étant versée par l'Etat ;
- . tutelles individuelles uniquement Rmi.

A compter de 2009, la réforme de la protection juridique des majeurs devrait entraîner + 27 millions d'euros de dépenses à la charge de la Cnaf.

³⁹ Par ailleurs, les frais de tutelle de bénéficiaires du Rmi s'élèvent à 12,9 millions d'euros en 2006 (cf. T1PF 20200611). Les prestations sont versées au tuteur. Les frais de fonctionnement des associations tutélaires agréées par le préfet sont pris en charge par les organismes débiteurs des prestations, sur arrêté préfectoral. Le prix du mois de tutelle est très variable d'une caisse à l'autre. Des régularisations importantes sont intervenues en 1996 pour les exercices 1994 et 1995.

⁴⁰ Cette tendance trouve également son origine d'une part dans l'évolution des parités lorsque les montants, fixés par convention, sont payés dans la monnaie du pays, et la non-revalorisation de ces montants ; d'autre part du fait de la limitation (en décembre 1985) du droit aux prestations des travailleurs étrangers sous convention internationale à ceux qui peuvent présenter une attestation d'activité.

⁴¹ Les montants comptabilisés pour ce poste sont négligeables depuis 1993. En 2001, un montant figure en statistique alors qu'il est agrégé aux prestations hors métropole en comptabilité.

⁴² La loi programme du 31 décembre 1986 invitait à la réalisation de la parité sociale globale en cinq ans.

⁴³ Les évolutions du régime général et des régimes spéciaux sont donc respectivement majorées et minorées par ce transfert en 1991 et en 1994.

TIPF 20200711 : Prestations 2007 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

Prestations en millions d'euros	Métropole		DOM (1)		Ensemble		
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	Part CAF %
Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	16 268,94	15 476,37	840,54	840,54	17 109,48	16 316,90	95,4 %
Allocations familiales (AF)	11 766,04	11 177,20	533,88	533,88	12 299,93	11 711,08	95,2 %
AF	11 661,20	11 078,57	528,32	528,32	12 189,51	11 606,89	95,2 %
Forfait AF	104,85	98,63	5,57	5,57	110,41	104,19	94,4 %
Complément familial (CF)	1 549,20	1 463,66	36,21	36,21	1 585,41	1 499,87	94,6 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 304,38	1 237,35	76,73	76,73	1 381,10	1 314,08	95,1 %
Allocation de soutien familial (ASF)	1 013,40	990,25	167,90	167,90	1 181,31	1 158,16	98,0 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	582,82	556,44	25,28	25,28	608,10	581,72	95,7 %
AEEH de base	237,24	225,52	9,29	9,29	246,53	234,81	95,2 %
AEEH complément	345,58	330,92	15,99	15,99	361,57	346,92	95,9 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	53,10	51,46	0,53	0,53	53,63	52,00	97,0 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	10 663,58	10 274,33	247,77	247,77	10 911,35	10 522,11	96,4 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	10 345,33	9 968,35	247,45	247,45	10 592,78	10 215,80	96,4 %
PAJE naissance adoption	595,59	576,27	24,38	24,38	619,98	600,65	96,9 %
PAJE naissance	591,16	572,03	24,34	24,34	615,50	596,37	96,9 %
PAJE adoption	4,44	4,24	0,04	0,04	4,48	4,28	95,5 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	3 841,61	3 704,68	161,44	161,44	4 003,05	3 866,13	96,6 %
PAJE de base naissance	3 824,61	3 688,57	161,28	161,28	3 985,89	3 849,85	96,6 %
PAJE de base adoption	17,00	16,12	0,16	0,16	17,16	16,27	94,8 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	2 259,93	2 172,41	39,25	39,25	2 299,18	2 211,66	96,2 %
Taux plein	1 708,31	1 643,42	34,66	34,66	1 742,97	1 678,07	96,3 %
Taux partiel	535,08	513,02	4,09	4,09	539,17	517,11	95,9 %
PAJE CLCA rang 1	147,26	142,08	1,51	1,51	148,77	143,58	96,5 %
Taux plein	111,75	107,86	1,25	1,25	113,00	109,11	96,6 %
Taux partiel	35,51	34,22	0,26	0,26	35,77	34,48	96,4 %
PAJE CLCA rang 2	1 249,19	1 201,08	20,38	20,38	1 269,57	1 221,46	96,2 %
Taux plein	888,18	854,60	17,84	17,84	906,03	872,44	96,3 %
Taux partiel	361,00	346,48	2,54	2,54	363,54	349,01	96,0 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	845,30	811,91	16,86	16,86	862,16	828,77	96,1 %
Taux plein	707,42	680,16	15,56	15,56	722,98	695,72	96,2 %
Taux partiel	137,88	131,75	1,29	1,29	139,17	133,04	95,6 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	16,53	15,96	0,51	0,51	17,04	16,47	96,7 %
PAJE CLCA adoption	1,65	1,38	0,00	0,002	1,65	1,38	83,6 %
Taux plein	0,96	0,80			0,96	0,80	83,4 %
Taux partiel	0,69	0,58	0,00	0,002	0,69	0,58	83,9 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	3 648,20	3 515,00	22,37	22,37	3 670,57	3 537,37	96,4 %
PAJE CMG cotisations prises en charge	1 963,37	1 894,79	12,60	12,60	1 975,98	1 907,39	96,5 %
PAJE CMG rémunérations prises en charge	1 674,39	1 610,04	9,73	9,73	1 684,12	1 619,77	96,2 %
PAJE CMG via une association, une entreprise	10,44	10,17	0,04	0,04	10,48	10,21	97,5 %
PAJE CMG assistantes maternelles	3 435,57	3 305,31	19,54	19,54	3 455,11	3 324,86	96,2 %
Cotisations prises en charge	1 845,33	1 778,08	11,27	11,27	1 856,60	1 789,35	96,4 %
Rémunérations prises en charge	1 590,49	1 527,51	8,27	8,27	1 598,76	1 535,78	96,1 %
Recours à une association ou une entreprise	-0,25	-0,28			-0,25	-0,28	108,8 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	196,24	193,60	2,65	2,65	198,89	196,25	98,7 %
Cotisations prises en charge	110,08	108,86	1,25	1,25	111,33	110,11	98,9 %
Rémunérations prises en charge	75,47	74,29	1,36	1,36	76,83	75,65	98,5 %
Recours à une association ou une entreprise	10,69	10,45	0,04	0,04	10,73	10,490	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	16,39	16,08	0,18	0,18	16,57	16,26	98,1 %
Cotisations prises en charge	7,97	7,84	0,08	0,08	8,05	7,92	98,4 %
Rémunérations prises en charge	8,43	8,24	0,10	0,10	8,53	8,34	97,8 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)	2,05	2,04	0,03	0,03	2,08	2,07	99,4 %
APJE courte	-0,12	0,04			-0,12	0,04	-34,7 %
APJE longue	2,16	1,99	0,03	0,03	2,20	2,03	92,3 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	-1,11	0,45			-1,11	0,45	-41,0 %
APE aux familles de 2 enfants	-1,01	0,33			-1,01	0,33	-32,8 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	-0,09	0,12			-0,09	0,12	-131,2 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	31,17	30,63	0,09	0,09	31,26	30,72	98,3 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	286,09	272,82	0,20	0,20	286,29	273,02	95,4 %
AFEAMA de base	180,53	172,39	0,15	0,15	180,68	172,53	95,5 %
Majoration d'AFEAMA	105,56	100,43	0,05	0,05	105,61	100,48	95,1 %
Allocation d'adoption	0,04	0,04	0,01	0,01	0,05	0,05	98,5 %
Sous-total 4 : Autres prestations famille	251,95	243,69			251,95	243,69	96,7 %
Prestations hors métropole	6,50	4,44			6,50	4,44	68,3 %
Accords CEE	4,70	4,11			4,70	4,11	87,4 %
Allocation différentielle	19,14	19,15			19,14	19,15	100,1 %
Frais de tutelle	221,61	215,98			221,61	215,98	97,5 %
Aux prestations sociales	138,76	135,68			138,76	135,68	97,8 %
Aux prestations familiales	82,85	80,30			82,85	80,30	96,9 %
Sous-total Famille	27 184,47	25 994,39	1 088,31	1 088,31	28 272,78	27 082,70	95,8 %
Logement (hors créances, indus)	13 763,98	13 238,76	506,13	505,63	14 270,11	13 744,39	96,3 %
Allocation logement familiale (ALF)	3 292,91	3 181,28	375,53	375,03	3 668,44	3 556,31	96,9 %
Accession	513,55	477,55	39,59	39,56	553,14	517,11	93,5 %
Location	2 779,36	2 703,73	335,94	335,47	3 115,30	3 039,20	97,6 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6 154,81	5 935,14			6 154,81	5 935,14	96,4 %
Accession	362,92	336,20			362,92	336,20	92,6 %
Location	5 225,07	5 093,28			5 225,07	5 093,28	97,5 %
Foyer	566,82	505,66			566,82	505,66	
Allocation logement sociale (ALS)	4 196,54	4 004,49	129,14	129,14	4 325,68	4 133,63	95,6 %
Accession	77,64	71,72	9,68	9,68	87,32	81,40	93,2 %
dont étudiant	1,85	1,71	0,00	0,003	1,85	1,71	
Location	4 118,89	3 932,77	119,46	119,46	4 238,36	4 052,23	95,6 %
dont étudiant	1 009,40	963,78	8,51	8,51	1 017,91	972,29	

TIPF 20200711 : Prestations 2007 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

Prestations en millions d'euros	Métropole		DOM (1)		Ensemble		
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	Part CAF %
Prime de déménagement familiale	3,63	3,57	0,07	0,07	3,70	3,64	98,2 %
Prime de déménagement du FNH	2,84	2,81			2,84	2,81	99,0 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	89,85	88,07	0,89	0,89	90,74	88,96	98,0 %
Aide aux organismes (ALT1)	73,28	71,50	0,89	0,89	74,16	72,38	
Accueil des gens du voyage (ALT2)	16,58	16,58			16,58	16,58	
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	-3,14	-3,14			-3,14	-3,14	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)	26,53	26,53	0,50	0,50	27,03	27,03	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle RMI)	11 930,89	11 664,28	1 201,11	1 201,11	13 132,00	12 865,39	98,0 %
Allocation de parent isolé (API)	934,11	928,63	141,15	141,15	1 075,26	1 069,78	99,5 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement	913,26	907,67	139,82	139,82	1 053,08	1 047,49	
Prime forfaitaire d'intéressement API	21,07	20,96	1,33	1,33	22,40	22,29	
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	5 299,73	5 144,11	205,65	205,65	5 505,39	5 349,76	97,2 %
AAH de base	5 021,00	4 872,24	200,31	200,31	5 221,31	5 072,55	97,2 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	158,42	154,44	3,33	3,33	161,75	157,77	97,5 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	120,31	117,42	2,01	2,01	122,32	119,44	97,6 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5 314,72	5 213,35	756,37	756,37	6 071,08	5 969,71	98,3 %
RMI Etat prime de décembre	244,22	239,22	35,75	35,75	279,97	274,97	
RMI département	5 070,49	4 974,13	720,62	720,62	5 791,11	5 694,75	
Allocations + intéressement hors prime forfaitaire	4 899,16	4 805,26	709,77	709,77	5 608,93	5 515,03	
Prime forfaitaire d'intéressement	170,90	168,43	10,85	10,85	181,75	179,29	
RMI prime département (compta. qd délégation CAF)	0,43	0,43			0,43	0,43	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)	382,33	378,20	97,94	97,94	480,27	476,14	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	37,23	37,23	5,15	5,15	42,38	42,38	
Contrat d'avenir (CAV)	131,29	131,29	12,51	12,51	143,80	143,80	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)	213,27	209,14	18,35	18,35	231,62	227,48	
Revenu de solidarité active (RSA)	0,54	0,54			0,54	0,54	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)			61,94	61,94	61,94	61,94	100,0 %
Prestations légales directes	52 879,33	50 897,43	2 795,56	2 795,05	55 674,89	53 692,48	96,4 %
dont prestations FNPF	36 711,71	35 248,82	1 810,72	1 810,22	38 522,43	37 059,04	96,2 %
dont prestations hors FNPF	16 167,63	15 648,60	984,84	984,84	17 152,46	16 633,44	97,0 %
Transferts, P. ou cotisations financées mais non servies par la CNAF					6 866,01	6 605,81	Cf. TIPF 421
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF), yc solde des régularisations					4 322,53	4 158,72	96,2 %
Assurance personnelle							validité 2007
Cotisation maladie parent isolé							
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					2 291,49	2 204,65	96,2 %
Congé de paternité					251,99	242,44	96,2 %
Ensemble					62 540,90	60 298,29	96,4 %
dont prestations FNPF					45 388,44	43 664,85	
Fonds national d'aide au logement : APL + créances, indus	6 203,05	5 982,87			6 203,05	5 982,87	96,5 %
APL versée + prime de déménagement	6 157,65	5 937,96			6 157,65	5 937,96	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	45,39	44,91			45,39	44,91	
Fonds national d'aide au logement : ALS + ALT + créances, indus	4 318,53	4 124,25	131,35	131,35	4 449,88	4 255,60	95,6 %
Allocation logement sociale (ALS)	4 228,64	4 036,14	130,46	130,46	4 359,10	4 166,60	
ALS versée	4 196,54	4 004,49	129,14	129,14	4 325,68	4 133,63	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	32,10	31,65	1,32	1,32	33,42	32,97	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	89,89	88,11	0,89	0,89	90,78	89,00	
ALT1 versée	71,50	71,50	0,89	0,89	72,38	72,38	
ALT2 versée	18,36	16,58			18,36	16,58	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,04	0,04			0,04	0,04	
Allocation d'installation de l'étudiant : ALINE + créance, indus	27,09	27,09	0,50	0,50	27,60	27,60	100,0 %
ALINE versée	26,53	26,53	0,50	0,50	27,03	27,03	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,56	0,56			0,56	0,56	
Revenu minimum d'insertion : RMI + créances, indus, tutelle	5 518,52	5 416,41	771,35	771,35	6 289,86	6 187,75	98,4 %
RMI y compris prime	5 314,72	5 213,35	756,37	756,37	6 071,08	5 969,71	
Frais de tutelle	15,43	15,12			15,43	15,12	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	188,37	187,93	14,98	14,98	203,35	202,91	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité : CIRMA + créances, indus	38,85	38,85	5,18	5,18	44,03	44,03	100,0 %
CIRMA versé	37,23	37,23	5,15	5,15	42,38	42,38	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,62	1,62	0,03	0,03	1,65	1,65	
Contrat d'avenir : CAV + créances, indus	133,26	133,26	12,51	12,51	145,78	145,78	100,0 %
CAV versé	131,29	131,29	12,51	12,51	143,80	143,80	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,97	1,97	0,01	0,01	1,98	1,98	
Prime de retour à l'emploi : PRE + créances	217,67	213,54	18,38	18,38	236,05	231,92	98,2 %
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)	213,27	209,14	18,35	18,35	231,62	227,48	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	4,40	4,40	0,04	0,04	4,43	4,43	
Revenu de solidarité : RSO + créances, indus			62,44	62,44	62,44	62,44	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)			61,94	61,94	61,94	61,94	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances			0,50	0,50	0,50	0,50	
Prestations hors FNPF yc créances, frais de tutelle...	16 456,97	15 936,27	1 001,71	1 001,71	17 458,67	16 937,98	
Total indus, créances, frais de tutelle (FNH, FNAL, RMI...)	289,88	288,21	16,87	16,87	306,75	305,08	
Dont logement	78,09	77,16	1,32	1,32	79,41	78,48	
Dt minima sociaux, yc P. Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon	211,79	211,05	15,55	15,55	227,34	226,60	
Prestation de restauration spécifique (PARS)					49,27	49,27	
Prestations légales directes yc créances, indus, PARS					56 030,90	54 046,82	
Prestations légales yc créances, indus, PARS et transferts					62 896,91	60 652,64	
<i>Prestations légales yc créances, indus, PARS et transferts, hors prestations FNH, FNAL, RMI... des régimes agricoles</i>					62 380,41		

(1) Les dépenses des collectivités locales DOM (hors CAF) s'élèvent à 18,72 millions d'euros.

TIPF 20200712 : Prestations métropole 2007 en droits constatés selon le régime en euros

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	15 476,37	155,55	365,73	271,29	16 268,94	95,1 %
Allocations familiales (AF)	11 177,20	124,37	266,61	197,86	11 766,04	95,0 %
AF	11 078,57	122,92	263,95	195,75	11 661,20	95,0 %
Forfait AF	98,63	1,45	2,66	2,11	104,85	94,1 %
Complément familial (CF)	1 463,66	10,99	40,52	34,03	1 549,20	94,5 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 237,35	6,95	32,85	27,22	1 304,38	94,9 %
Allocation de soutien familial (ASF)	990,25	6,68	12,50	3,98	1 013,40	97,7 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	556,44	6,22	12,40	7,76	582,82	95,5 %
AEEH de base	225,52	3,20	5,41	3,12	237,24	95,1 %
AEEH complément + majoration API	330,92	3,02	7,00	4,64	345,58	95,8 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	51,46	0,33	0,86	0,45	53,10	96,9 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	10 274,33	28,15	269,91	91,18	10 663,58	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	9 968,35	29,97	259,12	87,89	10 345,33	96,4 %
PAJE naissance adoption	576,27	2,85	12,59	3,89	595,59	96,8 %
PAJE naissance	572,03	2,80	12,50	3,82	591,16	96,8 %
PAJE adoption	4,24	0,05	0,09	0,07	4,44	95,5 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	3 704,68	17,86	86,87	32,19	3 841,61	96,4 %
PAJE de base naissance	3 688,57	17,75	86,43	31,87	3 824,61	96,4 %
PAJE de base adoption	16,12	0,12	0,45	0,32	17,00	94,8 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	2 172,41	9,25	55,72	22,55	2 259,93	96,1 %
Taux plein	1 643,42	5,53	42,59	16,77	1 708,31	96,2 %
Taux partiel	513,02	3,72	12,77	5,57	535,08	95,9 %
PAJE CLCA rang 1	142,08	1,05	3,58	0,56	147,26	96,5 %
Taux plein	107,86	0,70	2,78	0,41	111,75	96,5 %
Taux partiel	34,22	0,34	0,80	0,15	35,51	96,4 %
PAJE CLCA rang 2	1 201,08	5,56	31,88	10,66	1 249,19	96,1 %
Taux plein	854,60	2,96	22,78	7,84	888,18	96,2 %
Taux partiel	346,48	2,60	9,10	2,82	361,00	96,0 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	811,91	2,62	19,73	11,04	845,30	96,0 %
Taux plein	680,16	1,86	16,93	8,47	707,42	96,1 %
Taux partiel	131,75	0,76	2,80	2,57	137,88	95,6 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	15,96		0,36	0,21	16,53	96,6 %
PAJE CLCA adoption	1,38	0,03	0,17	0,08	1,65	83,6 %
Taux plein	0,80	0,01	0,10	0,05	0,96	83,4 %
Taux partiel	0,58	0,02	0,07	0,03	0,69	83,8 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	3 515,00		103,94	29,26	3 648,20	96,3 %
PAJE CMG cotisations prises en charge	1 894,79		54,17	14,42	1 963,37	96,5 %
PAJE CMG rémunérations prises en charge	1 610,04		49,60	14,75	1 674,39	96,2 %
PAJE CMG via une association, une entreprise	10,17		0,17	0,09	10,44	97,4 %
PAJE CMG assistantes maternelles	3 305,31		101,99	28,26	3 435,57	96,2 %
Cotisations prises en charge	1 778,08		53,24	14,01	1 845,33	96,4 %
Rémunérations prises en charge	1 527,51		48,73	14,25	1 590,49	96,0 %
Recours à une association ou une entreprise	-0,28		0,02	0,0001	-0,25	108,8 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	193,60		1,73	0,91	196,24	98,7 %
Cotisations prises en charge	108,86		0,85	0,37	110,08	98,9 %
Rémunérations prises en charge	74,29		0,73	0,45	75,47	
Recours à une association ou une entreprise	10,45		0,15	0,094	10,69	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	16,08		0,215	0,096	16,39	98,1 %
Cotisations prises en charge	7,84		0,086	0,041	7,97	98,4 %
Rémunérations prises en charge + aides	8,24		0,129	0,055	8,43	97,8 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)	2,04	-0,19	0,14	0,06	2,05	99,4 %
APJE courte	0,04	-0,16			-0,12	-34,7 %
APJE longue	1,99	-0,03	0,14	0,06	2,16	92,1 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,45	-1,63	0,02	0,05	-1,11	-41,0 %
APE aux familles de 2 enfants	0,33	-1,35	-0,03	0,03	-1,01	-32,8 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	0,12	-0,28	0,05	0,02	-0,09	-131,2 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	30,63		0,37	0,17	31,17	98,3 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	272,82		10,25	3,02	286,09	95,4 %
AFEAMA de base	172,39		6,34	1,80	180,53	95,5 %
Majoration d'AFEAMA	100,43		3,91	1,22	105,56	95,1 %
Allocation d'adoption	0,04	0,00	0,002	0,001	0,04	98,3 %
Sous-total 4 : Autres prestations famille	243,69	0,07	7,89	0,31	251,95	96,7 %
Prestations hors métropole	4,44	0,01	2,05		6,50	68,3 %
Accords CEE	4,11	0,06	0,50	0,031	4,70	87,4 %
Allocation différentielle	19,15	-0,01			19,14	100,1 %
Frais de tutelle	215,98	0,01	5,34	0,27	221,61	97,5 %
Aux prestations sociales	135,68	0,00	2,93	0,14	138,76	97,8 %
Aux prestations familiales	80,30	0,01	2,41	0,13	82,85	96,9 %
Sous-total Famille	25 994,39	183,77	643,53	362,78	27 184,47	95,6 %

TIPF 20200712 : Prestations métropole 2007 en droits constatés selon le régime en euros

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
Logement (hors créances, indus)	13 238,76	2,14	320,92	202,16	13 763,98	96,2 %
Allocation logement familiale (ALF)	3 181,28	2,13	75,97	33,53	3 292,91	96,6 %
Accession	477,55	0,79	16,00	19,21	513,55	93,0 %
Location	2 703,73	1,34	59,97	14,32	2 779,36	97,3 %
Aide personnalisée au logement (APL)	5 935,14		139,23	80,44	6 154,81	96,4 %
Accession	336,20		11,72	14,99	362,92	92,6 %
Location	5 093,28		104,74	27,04	5 225,07	97,5 %
Foyer	505,66		22,77	38,40	566,82	89,2 %
Allocation logement sociale (ALS)	4 004,49		105,64	86,40	4 196,54	95,4 %
Accession	71,72		2,12	3,80	77,64	92,4 %
Location	3 932,77		103,52	82,61	4 118,89	95,5 %
Prime de déménagement familiale	3,57	0,01	0,05	0,01	3,63	98,2 %
Prime de déménagement du FNAL	2,81		0,03	0,0002	2,84	99,0 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	88,07			1,78	89,85	98,0 %
Aide aux organismes (ALT1)	71,50			1,78	73,28	97,6 %
Accueil des gens du voyage (ALT2)	16,58				16,58	100,0 %
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	-3,14				-3,14	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)	26,53				26,53	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle RMI)	11 664,28	-0,22	194,24	72,59	11 930,89	97,8 %
Allocation de parent isolé (API)	928,63	-0,22	4,65	1,05	934,11	99,4 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement	907,67		4,57	1,02	913,26	
Prime forfaitaire d'intéressement API	20,96		0,09	0,02	21,07	
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	5 144,11		113,95	41,68	5 299,73	97,1 %
AAH de base	4 872,24		108,99	39,76	5 021,00	97,0 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	154,44		3,08	0,91	158,42	97,5 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	117,42		1,88	1,01	120,31	97,6 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5 213,35		71,50	29,87	5 314,72	98,1 %
RMI Etat prime de décembre	239,22		3,58	1,42	244,22	
RMI département	4 974,13		67,92	28,45	5 070,49	
Allocations + intéressement hors prime forfaitaire	4 805,26		65,75	28,15	4 899,16	
Prime forfaitaire d'intéressement	168,43		2,17	0,30	170,90	
RMI prime département (compta. qd délégation CAF)	0,43				0,43	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSA, ASA, SURF...)	378,20		4,13		382,33	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) (1)	37,23				37,23	
Contrat d'avenir (CAV)	131,29				131,29	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000€)	209,14		4,13		213,27	
Revenu de solidarité active (RSA)	0,54				0,54	
Prestations légales directes (A) hors créances, indus	50 897,43	185,69	1 158,69	637,54	52 879,33	96,3 %
dont prestations FNPF	35 248,82	185,69	838,15	439,05	36 711,71	96,0 %
dont prestations hors FNPF	15 648,60		320,53	198,49	16 167,63	96,8 %
Fonds national d'aide au logement : APL + créances, indus	5 982,87		139,57	80,61	6 203,05	
APL versée + prime de déménagement	5 937,96		139,26	80,44	6 157,65	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	44,91		0,31	0,17	45,39	
Fonds national d'aide au logement : ALS + ALT + créances, indus	4 124,25		105,93	88,35	4 318,53	
Allocation logement sociale (ALS)	4 036,14		105,93	86,57	4 228,64	
ALS versée	4 004,49		105,64	86,40	4 196,54	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	31,65		0,28	0,17	32,10	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	88,11			1,78	89,89	
ALT1 versée	71,50				71,50	
ALT2 versée	16,58			1,78	18,36	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,04				0,04	
Allocation d'installation de l'étudiant : ALINE + créance, indus	27,09				27,09	
ALINE versée	26,53				26,53	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,56				0,56	
Revenu minimum d'insertion : RMI + créances, indus, tutelle	5 416,41		72,09	30,02	5 518,52	
RMI y compris prime	5 213,35		71,50	29,87	5 314,72	
Frais de tutelle	15,12		0,28	0,03	15,43	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	187,93		0,31	0,12	188,37	
Indus transférés au TPG	0,05				0,05	
RMI indus transférés au Préfet	130,96		0,11	0,04	131,11	
RMI créances admission en non-valeurs						
RMI remises sur créances	49,21		0,18	0,08	49,47	
RMI annulation de créances	7,72		0,02	0,00	7,74	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité : CIRMA + créances, indus	38,85				38,85	
CIRMA versé	37,23				37,23	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,62				1,62	
Contrat d'avenir : CAV + créances, indus	133,26				133,26	
CAV versé	131,29				131,29	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,97				1,97	
Prime de retour à l'emploi : PRE + créances	213,54		4,13		217,67	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000€)	209,14		4,13		213,27	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	4,40				4,40	
Revenu de solidarité active : RSA + créances, indus	0,54					
Revenu de solidarité active (RSA)	0,54					
Indus, créances, remises / créances, annulations créances						
Total indus, créances, frais de tutelle (FNAL, RMI...)	288,21		1,19	0,49	289,88	
Prestations légales directes yc créances, indus	51 185,63	185,69	1 159,87	638,02	53 169,21	

TIPF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	54	263	897	2 004	2 162	7 680	12 231	14 948,26	15 187,7	14 556,9	15 125,2	15 083,61	15 285,97	15 526,24	15 830,98	16 198,61	16 558,60	16 815,51	17 109,48
Allocations familiales (AF)	54	263	897	2 002	2 140	4 888	9 782	10 906,63	11 072,2	10 498,1	11 057,0	10 954,24	11 086,18	11 257,74	11 447,49	11 698,56	11 951,65	12 121,84	12 299,93
Complément familial (CF)						2 259	1 355	1 589,20	1 498,3	1 510,4	1 496,8	1 534,95	1 565,88	1 554,57	1 556,29	1 574,63	1 594,95	1 596,91	1 585,41
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						165	309	1 313,54	1 387,4	1 404,3	1 391,7	1 369,39	1 351,25	1 353,06	1 338,44	1 370,28	1 381,09	1 389,83	1 381,10
Aide à la scolarité (AAS)								125,47	125,3	1,1	-0,4	0,03							
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					19	293	589	745,01	816,3	844,3	869,4	896,38	927,18	955,44	992,07	1 027,82	1 070,85	1 099,44	1 181,31
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				3	3	75	197	268,41	288,2	298,8	310,7	328,62	349,95	387,57	468,10	492,37	520,74	567,88	608,10
AEEH de base																203,92	217,06	229,49	246,53
AEEH complément																288,45	303,69	338,39	361,57
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)													5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60	53,63
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant							3 910	5 279,14	6 862,4	7 298,4	7 155,5	7 382,35	7 711,23	7 999,41	8 134,79	8 647,77	9 494,24	10 440,59	10 911,35
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)							3 221	3 394,88	3 477,1	3 536,2	3 544,7	3 593,88	3 678,09	3 722,39	3 730,47	3 940,62	4 187,01	4 486,09	4 624,82
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer								861,60	1 215,6	1 582,3	1 534,9	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 394,51	2 866,55	3 461,54	3 741,40
Dont frais de garde à domicile							39	142,85	338,7	253,2	130,5	134,60	128,94	115,50	113,32	124,59	172,50	208,29	246,72
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)							650	879,81	1 831,0	1 926,7	1 945,4	1 958,92	2 032,76	2 096,52	2 122,89	2 188,04	2 268,17	2 284,66	2 298,41
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																1 809,26	5 228,88	8 817,74	10 592,78
PAJE naissance adoption																585,72	590,88	619,76	619,98
PAJE naissance																583,73	587,56	614,38	615,50
PAJE adoption																1,98	3,32	5,38	4,48
PAJE de base naissance adoption (AB)																754,43	2 138,71	3 445,74	4 003,05
PAJE de base naissance																751,70	2 129,74	3 430,85	3 985,89
PAJE de base adoption																2,73	8,98	14,88	17,16
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																290,30	1 169,64	1 975,14	2 299,18
Taux plein																242,84	932,60	1 535,93	1 742,97
Taux partiel																47,46	237,04	438,38	539,17
PAJE CLCA rang 1																59,43	136,04	149,66	148,77
Taux plein																47,07	102,29	112,53	113,00
Taux partiel																12,36	33,75	37,13	35,77
PAJE CLCA rang 2																139,69	623,06	1 096,96	1 269,57
Taux plein																113,76	475,37	806,05	906,03
Taux partiel																25,92	147,69	290,92	363,54
PAJE CLCA rang 3 et plus																90,84	409,25	726,27	862,16
Taux plein																81,79	354,16	616,48	722,98
Taux partiel																9,05	55,09	109,79	139,17
PAJE COLCA rang 3 et plus																		0,83	17,04
PAJE CLCA adoption																0,34	1,28	1,42	1,65
Taux plein																0,22	0,78	0,87	0,96
Taux partiel																0,13	0,51	0,55	0,69
PAJE complément mode de garde (CMG)																178,81	1 329,64	2 777,11	3 670,57
PAJE CMG assistantes maternelles																169,65	1 255,08	2 623,20	3 455,11
Cotisations prises en charge																77,08	682,02	1 383,21	1 856,60
Rémunérations prises en charge																92,53	572,20	1 236,51	1 598,76
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																9,15	74,44	153,56	198,89
Cotisations prises en charge																4,53	45,12	90,63	111,33
Rémunérations prises en charge																4,62	29,32	62,93	76,83
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																0,01	0,12	0,34	16,57
Cotisations prises en charge																0,01	0,07	0,19	8,05
Allocation pour jeune enfant (APJE)							2 960	3 027,79	2 688,7	2 705,7	2 705,6	2 749,65	2 802,56	2 819,43	2 815,62	1 782,86	986,00	287,92	2,08
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996							818	867,77	759,8	781,2	794,1	816,23	814,09	805,05	803,44	63,82	0,62	0,24	-0,12
APJE longue avec CR							2 142	2 160,02	1 929,0	1 924,6	1 911,6	1 933,42	1 988,47	2 014,38	2 012,18	1 719,04	985,38	287,68	2,20

T1PF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allocation parentale d'éducation (APE)							910	1 245,52	2 615,9	2 753,9	2 780,9	2 799,69	2 904,96	2 996,10	3 033,62	2 712,15	1 569,06	442,10	-1,11
APE aux familles de 2 enfants								403,99	1 593,5	1 717,2	1 743,0	1 737,00	1 794,50	1 851,40	1 869,75	1 679,53	943,56	266,02	-1,01
APE aux familles de 3 enfants et plus							910	841,53	1 022,4	1 036,7	1 037,9	1 062,69	1 110,46	1 144,69	1 163,88	1 032,61	625,50	176,08	-0,09
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							39	142,85	338,7	253,2	130,5	134,60	128,94	115,50	113,32	115,43	97,95	54,39	31,26
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								861,60	1 215,6	1 582,3	1 534,9	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 224,86	1 611,47	838,34	286,29
AFEAMA de base								479,72	669,3	896,5	858,2	956,79	1 032,31	1 166,54	1 233,55	1 311,76	981,62	526,14	180,68
Majoration d'AFEAMA								381,88	546,3	685,8	676,7	738,16	839,13	898,46	934,57	913,10	629,84	312,21	105,61
Allocation d'adoption (AAD)								1,37	3,4	3,3	3,6	3,47	3,33	3,38	4,11	3,22	0,89	0,10	0,05
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	59	282	568	822	865	730	1	5,65	0,8	0,1									
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0	9	25	39	42	109	156	180,80	210,1	202,7	211,5	202,37	206,02	210,75	220,16	231,33	233,70	246,46	251,95
Allocation différentielle							4	25	26,22	29,0	27,4	17,90	17,87	19,86	21,50	22,45	18,63	18,31	19,14
Frais de tutelle			0,4	2	3	22	80	125,16	153,4	150,4	163,1	161,14	167,58	173,48	182,37	194,50	201,17	215,84	221,61
Sous-total Famille	113	554	1 491	2 866	3 068	8 519	16 299	20 413,85	22 261,0	22 058,2	22 492,2	22 668,33	23 203,21	23 736,41	24 185,92	25 077,70	26 286,54	27 502,56	28 272,78
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	59	291	594	864	928	3 631	2 607	4 228,08	4 326,4	4 261,6	4 279,7	4 331,74	4 405,80	4 479,26	4 603,64	4 731,37	4 840,65	4 940,13	5 061,50
Logement (hors créances, indus)		0,4	84	415	436	1 949	7 519	10 862,20	11 477,8	11 835,8	12 187,9	12 317,05	12 731,23	13 371,26	13 331,17	13 939,15	13 818,73	14 174,51	14 270,11
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	82	406	427	1 120	1 866	2 347,11	2 472,4	2 577,4	2 697,8	2 815,18	3 038,95	3 224,93	3 263,63	3 469,88	3 491,69	3 612,03	3 668,44
Accession																609,04	580,71	579,21	553,14
Location																2 860,85	2 910,98	3 032,82	3 115,30
Aide personnalisée au logement (APL)						203	4 203	5 440,91	5 742,8	5 885,3	5 967,0	5 938,91	5 920,69	6 125,58	6 032,17	6 221,31	6 120,29	6 190,03	6 154,81
Accession																	496,31	429,85	362,92
Location																	5 088,31	5 206,50	5 225,07
Foyer																	535,68	553,68	566,82
Allocation logement sociale (ALS)						522	1 433	3 047,15	3 223,4	3 329,2	3 475,0	3 506,26	3 712,76	3 947,99	3 951,77	4 167,08	4 118,12	4 266,36	4 325,68
Accession																90,80	85,81	86,18	87,32
Location																4 076,28	4 032,31	4 180,18	4 238,36
Prime de déménagement familiale	0,0	2	9	9		29	5	3,40	3,7	3,9	4,1	3,82	3,65	3,36	3,23	3,32	3,50	3,55	3,70
Prime de déménagement du FNH						14	5	3,96	4,1	4,1	3,8	3,81	3,39	3,03	2,75	2,64	2,61	2,83	2,84
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)								19,67	37,1	40,9	45,0	50,76	56,09	70,53	82,37	79,02	84,81	84,69	90,74
Aide aux organismes																		73,92	74,16
Accueil des gens du voyage																		10,76	16,58
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)			0,2	0,3	0,3	5	-1		-5,8	-4,9	-5,0	-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																		19,25	27,03
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)						971	4 553	7 044,19	7 938,4	8 534,7	9 167,3	9 321,26	9 551,05	10 085,31	10 468,80	11 321,69	12 004,17	12 671,74	13 132,00
Allocation de parent isolé (API)						167	626	732,34	708,6	699,9	707,4	722,35	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26
API hors prime forfaitaire d'intéressement																			1 053,08
Prime forfaitaire d'intéressement API																			22,40
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)						804	2 391	3 136,64	3 524,4	3 679,5	3 877,7	4 028,25	4 237,54	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 505,39
AAH de base						804	2 391	3 033,13	3 400,4	3 546,2	3 731,1	3 873,01	4 073,49	4 257,83	4 397,72	4 621,87	4 821,80	4 952,51	5 221,31
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								103,51	124,0	133,3	146,6	155,25	164,05	172,64	179,35	189,79	192,50	149,08	161,75
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																	17,56	128,86	122,32
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							1 528	3 175,21	3 705,3	4 154,6	4 578,7	4 567,40	4 556,68	4 826,12	5 020,94	5 572,41	5 937,99	6 136,05	6 071,08
RMI Etat prime de décembre																275,79	289,17	283,56	279,97
RMI département																5 296,62	5 648,82	5 852,48	5 791,11
Prime forfaitaire d'intéressement																			181,75
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)							8			0,7	3,4	3,25	3,19	32,94	37,62	37,90	62,60	241,09	480,27
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																1,12	7,97	26,96	42,38
Contrat d'avenir (CAV)																	4,55	87,15	143,80
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																		70,49	231,62
Revenu de solidarité active (RSA)																			0,54
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)														31,74	37,55	36,75	50,08	55,73	61,94
Prestations légales directes	113	555	1 575	3 281	3 504	11 439	28 371	38 320,24	41 677,2	42 428,6	43 847,4	44 306,64	45 485,49	47 192,98	47 985,89	50 338,55	52 109,44	54 348,80	55 674,89
dont prestations FNPf	113	555	1 575	3 281	3 504	10 694	21 203	26 633,34	28 964,4	29 014,0	29 774,3	30 236,26	31 232,70	32 186,79	32 858,27	34 258,18	35 783,02	37 408,52	38 522,43
dont prestations hors FNPf						745	7 168	11 686,90	12 712,8	13 414,7	14 073,1	14 070,39	14 252,79	15 006,18	15 127,62	16 080,36	16 326,42	16 940,28	17 152,46

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

En millions d'euros 2007	1946	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	2 543	4 165	4 700	8 098	12 180	12 450	18 574	16 111	17 771	17 533,3	16 702,6	17 268,3	16 951,0	16 913,3	16 886,1	16 897,2	17 004,8	17 085,7	17 060,8	17 109,48
Allocations familiales (AF)	2 543	4 165	4 700	8 098	12 164	12 324	11 820	12 885	12 966	12 782,2	12 045,5	12 623,7	12 310,4	12 266,4	12 243,7	12 218,5	12 280,8	12 332,1	12 298,7	12 299,93
AF																	12 175,2	12 214,7	12 181,8	12 189,31
Forfait AF																	105,6	117,4	116,9	110,41
Complément familial (CF)							5 464	1 785	1 889	1 729,7	1 733,0	1 708,9	1 725,0	1 732,6	1 690,7	1 661,1	1 653,0	1 645,7	1 620,2	1 585,41
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							399	407	1 562	1 601,7	1 611,2	1 588,9	1 538,9	1 495,1	1 471,6	1 428,6	1 438,5	1 425,1	1 410,1	1 381,10
Aide à la scolarité (AAS)									149	144,7	1,3	-0,4	0,0							
Allocation de soutien familial (AO-ASF)						109	710	775	886	942,3	968,7	992,6	1 007,3	1 025,9	1 039,1	1 058,9	1 079,0	1 104,9	1 115,5	1 181,31
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)					16	17	181	259	319	332,7	342,8	354,7	369,3	387,2	421,5	499,6	516,9	537,3	576,2	608,10
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														6,1	19,4	30,5	36,7	40,6	40,2	53,63
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant								5 150	6 276	7 922,2	8 374,2	8 169,4	8 296,3	8 532,2	8 700,0	8 682,7	9 078,2	9 796,5	10 592,9	10 911,35
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)								4 243	4 036	4 014,1	4 057,5	4 047,0	4 038,8	4 069,7	4 048,4	3 981,7	4 136,8	4 320,3	4 551,5	4 624,82
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer									1 024	1 403,4	1 815,5	1 752,3	1 904,8	2 070,7	2 245,9	2 314,1	2 513,7	2 957,8	3 512,0	3 741,40
Dont frais de garde à domicile								52	170	391,0	290,5	149,0	151,3	142,7	125,6	120,9	130,8	178,0	211,3	246,72
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)								856	1 046	2 113,8	2 210,7	2 221,0	2 201,4	2 249,2	2 280,1	2 265,9	2 296,9	2 340,4	2 318,0	2 298,41
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	1 899,3	5 395,3	8 946,4	10 592,78
PAJE naissance adoption																	614,9	609,7	628,8	619,98
PAJE naissance																	612,8	606,3	623,3	615,50
PAJE adoption																	2,1	3,4	5,5	4,48
PAJE de base naissance adoption (AB)																	792,0	2 206,8	3 496,0	4 003,05
PAJE de base naissance																	789,1	2 197,5	3 480,9	3 985,89
PAJE de base adoption																	2,9	9,3	15,1	17,16
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	304,8	1 206,9	2 004,0	2 299,18
Taux plein																	254,9	962,3	1 558,3	1 742,97
Taux partiel																	49,8	244,6	444,8	539,17
PAJE CLCA rang 1																	62,4	140,4	151,8	148,77
Taux plein																	49,4	105,5	114,2	113,00
Taux partiel																	13,0	34,8	37,7	35,77
PAJE CLCA rang 2																	146,6	642,9	1 113,0	1 269,57
Taux plein																	119,4	490,5	817,8	906,03
Taux partiel																	27,2	152,4	295,2	363,54
PAJE CLCA rang 3 et plus																	95,4	422,3	736,9	862,16
Taux plein																	85,9	365,4	625,5	722,98
Taux partiel																	9,5	56,8	111,4	139,17
PAJE COLCA rang 3 et plus																			0,8	17,04
PAJE CLCA adoption																	0,4	1,3	1,4	1,65
Taux plein																	0,2	0,8	0,9	0,96
Taux partiel																	0,1	0,5	0,6	0,69
PAJE complément mode de garde (CMG)																	187,7	1 372,0	2 817,6	3 670,57
PAJE CMG cotisations prises en charge																	85,7	750,3	1 495,5	1 975,98
PAJE CMG rémunérations prises en charge																	102,0	620,7	1 318,5	1 684,12
PAJE CMG assistantes maternelles																	178,1	1 295,0	2 661,5	3 455,11
Cotisations prises en charge																	80,9	703,7	1 403,4	1 856,60
Rémunérations prises en charge																	97,1	590,4	1 254,6	1 598,76
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																	9,6	76,8	155,8	198,89
Cotisations prises en charge																	4,8	46,6	92,0	111,33
Rémunérations prises en charge																	4,8	30,3	63,8	76,83
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																	0,0	0,1	0,3	16,57
Cotisations prises en charge																	0,0	0,1	0,2	8,05
Rémunérations prises en charge																	0,0	0,1	0,1	8,53
Allocation pour jeune enfant (APJE)								3 900	3 600	3 104,0	3 104,5	3 089,0	3 090,1	3 100,9	3 066,4	3 005,3	1 871,6	1 017,4	292,1	2,08
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996								1 078	1 032	877,1	896,3	906,6	917,3	900,8	875,6	857,6	67,0	0,6	0,2	-0,12
APJE longue avec CR								2 821	2 568	2 226,9	2 208,2	2 182,4	2 172,8	2 200,2	2 190,8	2 147,7	1 804,6	1 016,8	291,9	2,20

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

En millions d'euros 2007	1946	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allocation parentale d'éducation (APE)								1 199	1 481	3 019,9	3 159,9	3 175,0	3 146,3	3 214,2	3 258,5	3 237,9	2 847,1	1 619,0	448,6	-1,11
APE aux familles de 2 enfants									480	1 839,6	1 970,4	1 990,0	1 952,0	1 985,5	2 013,6	1 995,7	1 763,1	973,6	269,9	-1,01
APE aux familles de 3 enfants et plus								1 199	1 000	1 180,3	1 189,5	1 185,0	1 194,2	1 228,7	1 244,9	1 242,3	1 084,0	645,4	178,6	-0,09
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)								52	170	391,0	290,5	149,0	151,3	142,7	125,6	120,9	121,2	101,1	55,2	31,26
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée									1 024	1 403,4	1 815,5	1 752,3	1 904,8	2 070,7	2 245,9	2 314,1	2 335,6	1 662,8	850,6	286,29
AFEAMA de base									570	772,7	1 028,6	979,8	1 075,2	1 142,2	1 268,7	1 316,6	1 377,0	1 012,9	533,8	180,68
Majoration d'AFEAMA									454	630,7	786,9	772,6	829,5	928,5	977,2	997,5	958,5	649,9	316,8	105,61
Allocation d'adoption (AAD)									2	4,0	3,8	4,1	3,9	3,7	3,7	4,4	3,4	0,9	0,1	0,05
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	2 762	4 454	4 764	5 129	4 997	4 978	1 766	2	7	0,9	0,1									
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0	146	81	228	238	240	263	206	215	242,6	232,6	241,5	227,4	227,9	229,2	235,0	242,8	241,1	250,1	251,95
Prestations hors métropole		79	81	129	226	222	187	62	35	32,0	29,5	24,0	26,2	19,0	16,0	13,5	10,7	10,0	8,0	6,50
Accords CEE							15	4						3,8	2,9	3,9	4,4	4,3	4,5	4,70
Allocation différentielle							8	34	31	33,4	30,6	31,3	20,1	19,8	21,6	22,9	23,6	19,2	18,6	19,14
Frais de tutelle				4	12	18	52	106	149	177,1	172,5	186,3	181,1	185,4	188,7	194,6	204,2	207,6	219,0	221,61
Sous-total Famille	5 306	8 764	9 545	13 456	17 415	17 668	20 602	21 469	24 268	25 699,0	25 309,5	25 679,2	25 474,7	25 673,4	25 815,3	25 814,8	26 325,9	27 123,4	27 903,8	28 272,78
dont sous-total 5 Famille - AF - P, jeune enfant	2 763	4 600	4 845	5 357	5 251	5 343	8 782	3 434	5 026	4 994,6	4 889,8	4 886,1	4 868,0	4 874,8	4 871,6	4 913,7	4 966,9	4 994,7	5 012,2	5 061,50
Logement (hors créances, indus)		6	16	759	2 520	2 508	4 714	9 904	12 913	13 250,4	13 580,4	13 914,8	13 841,9	14 086,6	14 542,3	14 229,0	14 632,9	14 258,6	14 381,3	14 270,11
Allocation logement familiale (ALF)		6	16	740	2 466	2 457	2 709	2 458	2 790	2 854,2	2 957,3	3 080,1	3 163,7	3 362,5	3 507,4	3 483,4	3 642,6	3 602,9	3 664,7	3 668,44
Accession																	639,3	599,2	587,7	553,14
Location																	3 003,2	3 003,7	3 077,1	3 115,30
Aide personnalisée au logement (APL)							490	5 536	6 468	6 629,7	6 752,8	6 812,5	6 674,1	6 551,0	6 662,1	6 438,4	6 531,0	6 315,1	6 280,3	6 154,81
Accession																		512,1	436,1	362,92
Location																		5 250,3	5 282,5	5 225,07
Allocation logement sociale (ALS)							1 262	1 887	3 623	3 721,2	3 819,9	3 967,4	3 940,3	4 108,0	4 293,8	4 217,9	4 374,5	4 249,2	4 328,6	4 325,68
Accession																	95,3	88,5	87,4	87,32
Location																	4 279,2	4 160,7	4 241,2	4 238,36
Prime de déménagement familiale		0,05	1	17	52	49	70	6	4	4,3	4,5	4,7	4,3	4,0	3,7	3,4	3,5	3,6	3,6	3,70
Prime de déménagement du FNH							34	6	5	4,8	4,7	4,4	4,3	3,8	3,3	2,9	2,8	2,7	2,9	2,84
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)									23	42,9	46,9	51,4	57,0	62,1	76,7	87,9	83,0	87,5	85,9	90,74
Aide aux organismes																			75,0	74,16
Accueil des gens du voyage																			10,9	16,58
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)				2	2	2	12	-1	-6,7	-5,6	-5,7	-1,9	-4,8	-4,5	-5,1	-4,3	-2,4	-4,3	-3,14	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)							2 347	5 998	8 374	9 164,3	9 792,7	10 466,2	10 475,2	10 567,9	10 968,6	11 173,9	11 885,2	12 386,3	12 856,6	13 132,00
Allocation de parent isolé (API)							403	824	871	818,0	803,1	807,6	811,8	833,9	865,5	889,3	944,5	1 002,7	1 079,7	1 075,26
API hors prime forfaitaire d'intéressement																				1 053,08
Prime forfaitaire d'intéressement API																				22,40
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)							1 944	3 150	3 729	4 068,8	4 221,8	4 427,2	4 527,0	4 688,7	4 818,5	4 885,3	5 051,1	5 192,0	5 306,8	5 505,39
AAH de base							1 944	3 150	3 606	3 925,6	4 068,9	4 259,8	4 352,5	4 507,2	4 630,7	4 693,9	4 851,9	4 975,3	5 024,8	5 221,31
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH									123	143,2	152,9	167,4	174,5	181,5	187,8	191,4	199,2	198,6	151,3	161,75
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																		18,1	130,7	122,32
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)								2 013	3 775	4 277,6	4 767,0	5 227,5	5 132,8	5 041,8	5 248,8	5 359,1	5 849,8	6 127,0	6 225,6	6 071,08
RMI Etat prime de décembre																	289,5	298,4	287,7	279,97
RMI département																	5 560,2	5 828,6	5 937,9	5 791,11
Allocations RMI																				5 608,93
Prime forfaitaire d'intéressement																				181,75
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)								10		0,8	3,9	3,7	3,5	3,5	35,8	40,2	39,8	64,6	244,6	480,27
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																	1,2	8,2	27,4	42,38
Contrat d'avenir (CAV)																		4,7	88,4	143,80
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																			71,5	231,62
Revenu de solidarité active (RSA)																				0,54
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)															34,5	40,1	38,6	51,7	56,5	61,94
Prestations légales directes	5 306	8 771	9 562	14 215	19 935	20 176	27 664	37 371	45 556	48 113,8	48 682,6	50 060,2	49 791,8	50 327,9	51 326,3	51 217,7	52 844,0	53 768,3	55 141,8	55 674,89
dont prestations FNPF	5 306	8 771	9 562	14 215	19 935	20 176	25 862	27 929	31 662	33 437,6	33 290,6	33 993,1	33 979,5	34 557,8	35 005,8	35 071,2	35 963,3	36 922,2	37 954,3	38 522,43
dont prestations hors FNPF							1 802	9 442	13 894	14 676,1	15 392,0	16 067,1	15 812,3	15 770,2	16 320,5	16 146,4	16 880,7	16 846,2	17 187,4	17 152,46

T1PF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants

Evolution en euros constants (%)	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	Tx moy. an. 2007/1997
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	0,6 %	-0,2 %	0,3 %	9,0 %	1,5 %	-0,3 %	-4,8 %	3,7 %	-4,7 %	3,4 %	-1,8 %	-0,2 %	-0,2 %	0,1 %	0,6 %	0,5 %	-0,1 %	0,3 %	-0,2 %
Allocations familiales (AF)	-0,1 %	-0,4 %	0,0 %	1,6 %	0,2 %	-0,7 %	-1,7 %	0,3 %	-5,8 %	4,8 %	-2,5 %	-0,8 %	-0,2 %	-0,2 %	0,5 %	0,4 %	-0,3 %	0,01 %	-0,38 %
Complément familial (CF)	1,6 %	0,5 %	1,4 %	3,0 %	1,4 %	-0,5 %	-6,6 %	-2,0 %	0,2 %	-1,4 %	0,9 %	0,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,5 %	-0,4 %	-1,6 %	-2,1 %	-0,9 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	15,7 %	-0,5 %	0,5 %	281,4 %	1,9 %	-1,2 %	-34,7 %	57,0 %	0,6 %	-1,4 %	-3,1 %	-2,8 %	-1,6 %	-2,9 %	0,7 %	-0,9 %	-1,0 %	-2,1 %	-1,5 %
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	1,4 %	0,2 %	0,3 %	2,8 %	5,9 %	4,5 %	3,4 %	2,9 %	2,8 %	2,5 %	1,5 %	1,8 %	1,3 %	1,9 %	1,9 %	2,4 %	1,0 %	5,9 %	2,3 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	3,8 %	3,2 %	4,7 %	7,2 %	3,4 %	2,8 %	1,2 %	3,0 %	3,0 %	3,5 %	4,1 %	4,8 %	8,9 %	18,5 %	3,5 %	4,0 %	7,2 %	5,5 %	6,2 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)													217,6 %	57,0 %	20,2 %	10,6 %	-0,9 %	33,5 %	
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	-0,1 %	0,9 %	2,8 %	4,3 %	2,9 %	9,6 %	15,8 %	9,0 %	5,7 %	-2,4 %	1,6 %	2,8 %	2,0 %	-0,2 %	4,6 %	7,9 %	8,1 %	3,0 %	3,3 %
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)	0,1 %	-0,7 %	-1,2 %	-0,3 %	-1,1 %	-1,7 %	-0,5 %	0,0 %	1,1 %	-0,3 %	-0,2 %	0,8 %	-0,5 %	-1,6 %	3,9 %	4,4 %	5,4 %	1,6 %	1,4 %
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer			230,5 %	72,2 %	30,4 %	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	8,6 %	17,7 %	18,7 %	6,5 %	10,3 %
Dont frais de garde à domicile	6,5 %	2,6 %	7,8 %	44,1 %	17,0 %	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	8,1 %	36,1 %	18,7 %	16,7 %	-4,5 %
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	38,3 %	54,2 %	31,1 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	1,4 %	1,9 %	-1,0 %	-0,8 %	0,8 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																184,1 %	65,8 %	18,4 %	
PAJE naissance adoption																-0,8 %	3,1 %	-1,4 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)																178,6 %	58,4 %	14,5 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																296,0 %	66,0 %	14,7 %	
PAJE complément mode de garde (CMG)																630,9 %	105,4 %	30,3 %	
PAJE CMG assistantes maternelles																627,2 %	105,5 %	29,8 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																699,6 %	102,9 %	27,7 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																1 004,0 %	182,3 %		
Allocation pour jeune enfant (APIE)	0,3 %	-0,4 %	-0,9 %	0,0 %	-1,3 %	-5,3 %	-7,6 %	-6,7 %	0,0 %	-0,5 %	0,0 %	0,4 %	-1,1 %	-2,0 %	-37,7 %	-45,6 %	-71,3 %		
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996	-0,4 %	-0,7 %	-3,0 %	-2,3 %	1,0 %	0,8 %	-9,7 %	-5,9 %	2,2 %	1,1 %	1,2 %	-1,8 %	-2,8 %	-2,1 %	-92,2 %	-99,1 %	-61,2 %		
APJE longue avec CR	0,6 %	-0,3 %	-0,1 %	0,9 %	-2,1 %	-7,5 %	-6,8 %	-7,0 %	-0,8 %	-1,2 %	-0,4 %	1,3 %	-0,4 %	-2,0 %	-16,0 %	-43,7 %	-71,3 %		
Allocation parentale d'éducation (APE)	-1,3 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	39,7 %	55,2 %	31,4 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	-12,1 %	-43,1 %	-72,3 %		
APE aux familles de 2 enfants							149,8 %	53,3 %	7,1 %	1,0 %	-1,9 %	1,7 %	1,4 %	-0,9 %	-11,7 %	-44,8 %	-72,3 %		
APE aux familles de 3 enfants et plus	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	-5,6 %	9,7 %	7,5 %	0,8 %	-0,4 %	0,8 %	2,9 %	1,3 %	-0,2 %	-12,7 %	-40,5 %	-72,3 %		
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	17,8 %	2,6 %	7,8 %	44,1 %	17,0 %	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	0,2 %	-16,6 %	-45,4 %	-43,4 %	-22,3 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée			230,5 %	72,2 %	30,4 %	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	0,9 %	-28,8 %	-48,8 %	-66,3 %	-14,7 %
AFEAMA de base			230,5 %	72,2 %	30,4 %	-26,1 %	27,9 %	5,9 %	33,1 %	-4,7 %	9,7 %	6,2 %	11,1 %	3,8 %	4,6 %	-26,4 %	-47,3 %	-66,2 %	-13,5 %
Majoration d'AFEAMA							30,1 %	6,8 %	24,8 %	-1,8 %	7,4 %	11,9 %	5,2 %	2,1 %	-3,9 %	-32,2 %	-51,3 %	-66,7 %	
Allocation d'adoption (AAD)							121,7 %	9,4 %	-4,2 %	7,7 %	-4,5 %	-5,4 %	-0,2 %	19,2 %	-22,9 %	-72,7 %	-89,5 %	-48,9 %	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	-37,4 %	93,5 %	45,5 %	-34,8 %	-38,9 %														
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,1 %	-2,4 %	3,3 %	0,2 %	-0,8 %	4,4 %	3,1 %	9,5 %	-4,1 %	3,8 %	-5,8 %	0,2 %	0,6 %	2,5 %	3,3 %	-0,7 %	3,7 %	0,8 %	0,4 %
Prestations hors métropole	-13,9 %	-16,2 %	2,1 %	-10,5 %	-16,1 %	-12,5 %	-6,7 %	-2,0 %	-7,9 %	-18,7 %	9,4 %	-27,6 %	-15,7 %	-15,6 %	-20,7 %	-6,7 %	-20,1 %	-18,6 %	-14,7 %
Allocation différentielle	14,0 %	6,8 %	-1,2 %	-3,4 %	-16,5 %	9,2 %	-1,4 %	8,7 %	-8,5 %	2,3 %	-35,7 %	-1,7 %	9,2 %	6,3 %	2,7 %	-18,5 %	-3,3 %	3,0 %	-5,4 %
Frais de tutelle	9,8 %	5,2 %	6,1 %	6,1 %	9,5 %	8,3 %	6,3 %	12,0 %	-2,6 %	8,0 %	-2,8 %	2,4 %	1,8 %	3,2 %	4,9 %	1,7 %	5,5 %	1,2 %	2,3 %
Sous-total Famille	0,4 %	0,0 %	0,9 %	7,7 %	1,8 %	2,1 %	0,6 %	5,3 %	-1,5 %	1,5 %	-0,8 %	0,8 %	0,6 %	0,0 %	2,0 %	3,0 %	2,9 %	1,3 %	1,0 %
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	3,1 %	0,4 %	1,4 %	35,4 %	5,2 %	0,9 %	-12,6 %	13,7 %	-2,1 %	-0,1 %	-0,4 %	0,1 %	-0,1 %	0,9 %	1,1 %	0,6 %	0,3 %	1,0 %	0,1 %
Logement (hors créances, indus)	4,1 %	3,3 %	6,8 %	8,5 %	5,8 %	2,9 %	0,4 %	2,2 %	2,5 %	2,5 %	-0,5 %	1,8 %	3,2 %	-2,2 %	2,8 %	-2,6 %	0,9 %	-0,8 %	0,7 %
Allocation logement familiale (ALF)	-1,4 %	1,1 %	1,6 %	4,4 %	4,1 %	1,7 %	-0,4 %	2,7 %	3,6 %	4,2 %	2,7 %	6,3 %	4,3 %	-0,7 %	4,6 %	-1,1 %	1,7 %	0,1 %	2,5 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6,3 %	3,7 %	3,2 %	2,5 %	3,4 %	3,0 %	0,2 %	2,3 %	1,9 %	0,9 %	-2,0 %	-1,8 %	1,7 %	-3,4 %	-3,3 %	-0,6 %	-2,0 %	-2,0 %	-0,7 %
Allocation logement sociale (ALS)	5,7 %	5,8 %	23,5 %	27,4 %	11,7 %	3,3 %	1,0 %	1,7 %	2,7 %	3,9 %	-0,7 %	4,3 %	4,5 %	-1,8 %	3,7 %	-2,9 %	1,9 %	-0,1 %	1,5 %
Prime de déménagement familiale	13,4 %	-12,5 %	-9,3 %	-28,2 %	-6,6 %	21,9 %	5,1 %	1,7 %	3,1 %	5,9 %	-9,0 %	-5,9 %	-9,6 %	-5,7 %	1,1 %	3,8 %	-0,4 %	2,9 %	-1,5 %
Prime de déménagement du FNH	-16,5 %	-25,0 %	-6,3 %	-10,3 %	14,6 %	4,8 %	10,4 %	-8,4 %	-2,3 %	-5,8 %	-2,3 %	-12,3 %	-12,3 %	-10,9 %	-5,6 %	-2,8 %	6,6 %	-0,9 %	-5,0 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)						126,7 %	54,5 %	18,7 %	9,3 %	9,7 %	10,9 %	8,8 %	23,6 %	14,6 %	-5,6 %	5,5 %	-1,8 %	5,6 %	7,8 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	16,3 %	5,3 %	5,6 %	7,8 %	10,2 %	5,7 %	4,2 %	5,0 %	6,9 %	6,9 %	0,1 %	0,9 %	3,8 %	1,9 %	6,4 %	4,2 %	3,8 %	2,1 %	3,7 %
Allocation de parent isolé (API)	0,9 %	-1,1 %	0,6 %	4,3 %	2,8 %	-0,9 %	-6,1 %	0,1 %	-1,8 %	0,6 %	0,5 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	-0,4 %	2,8 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement																			
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	2,7 %	1,7 %	2,5 %	2,8 %	4,9 %	5,3 %	5,5 %	3,4 %	3,8 %	4,9 %	2,3 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	3,7 %	3,1 %
AAH de base	2,7 %	1,7 %	2,5 %	2,8 %	4,9 %	1,8 %	5,4 %	3,3 %	3,7 %	4,7 %	2,2 %	3,6 %	2,7 %	1,4 %	3,4 %	2,5 %	1,0 %	3,9 %	2,9 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH							9,7 %	6,1 %	6,8 %	9,5 %	4,2 %	4,0 %	3,4 %	2,0 %	4,1 %	-0,3 %	-23,8 %	6,9 %	1,2 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	59,8 %	14,0 %	11,8 %	15,5 %	18,3 %	7,8 %	5,3 %	7,6 %	11,4 %	9,7 %	-1,8 %	-1,8 %	4,1 %	2,1 %	9,2 %	4,7 %	1,6 %	-2,5 %	3,6 %
RMI Etat prime de décembre																3,1 %	-3,6 %	-2,7 %	
RMI département																4,8 %	1,9 %	-2,5 %	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)	-30,1 %	-								416,6 %	-6,9 %	-3,6 %	916,2 %	12,1 %	-0,9 %	62,3 %	278,7 %	96,3 %	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																598,1 %	232,7 %	54,9 %	
Contrat d'avenir (CAV)																	-		
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																		223,9 %	
Revenu de solidarité active (RSA)																			
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)														16,1 %	-3,8 %	34,0 %	9,4 %	9,5 %	
Prestations légales directes	3,6 %	1,7 %	3,3 %	8,0 %	4,4 %	3,0 %	1,2 %	4,4 %	1,2 %	2,8 %	-0,5 %	1,1 %	2,0 %	-0,2 %	3,2 %	1,7 %	2,6 %	1,0 %	1,5 %
dont prestations FNPF	0,5 %	0,2 %	1,1 %	6,7 %	2,4 %	2,3 %	0,9 %	4,7 %	-0,4 %	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	1,5 %	1,4 %
dont prestations hors FNPF	14,3 %	6,3 %	9,2 %	11,1 %	9,2 %	4,5 %	1,9 %	3,7 %	4,9 %	4,4 %	-1,6 %	-0,8 %	3,5 %	-1,1 %	4,5 %	-0,2 %	2,0 %	-0,2 %	1,6 %

TIPF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1972	1973	1975	1980	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	53,7	261,1	892,5	1 968,1	2 260,7	2 560,5	3 204,6	7 533,6	12 477,5	11 867,2	14 282,2	14 536,2	13 912,5	14 454,8	14 400,7	14 579,2	14 789,6	15 071,9	15 417,6	15 746,2	15 986,3	16 268,94
Allocations familiales (AF)	53,7	261,1	892,5	1 965,5	2 215,2	2 496,4	3 014,1	4 791,6	8 210,1	9 563,4	10 485,1	10 647,0	10 076,7	10 613,7	10 506,8	10 623,9	10 769,9	10 948,3	11 188,8	11 424,7	11 586,1	11 766,04
Complément familial (CF)								2 239,3	3 419,4	1 281,8	1 495,8	1 465,6	1 477,1	1 463,6	1 501,8	1 531,6	1 520,9	1 521,9	1 537,9	1 557,4	1 559,8	1 549,20
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							94,8	157,2	230,4	295,6	1 253,3	1 320,3	1 334,2	1 322,0	1 298,7	1 280,2	1 282,1	1 266,8	1 295,0	1 304,0	1 312,0	1 304,38
Aide à la scolarité (AAS)												112,8	112,2	0,7	0,0							
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					42,8	57,9	85,5	273,6	470,9	536,8	675,7	713,6	736,6	757,1	778,0	801,9	826,5	856,7	887,7	921,2	944,6	1 013,40
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				2,6	2,6	6,3	10,2	71,8	146,7	189,6	259,5	277,5	287,2	298,4	315,4	336,1	372,6	450,2	473,8	500,0	544,6	582,82
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)																5,4	17,7	28,3	34,4	38,9	39,1	53,10
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant									205,7	3 909,8	5 277,1	6 688,2	7 117,7	6 971,4	7 194,1	7 517,0	7 806,5	7 939,0	8 438,2	9 272,8	10 201,5	10 663,58
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																			1 751,2	5 092,1	8 604,6	10 345,33
PAJE naissance adoption																			563,2	567,7	595,8	595,59
PAJE de base naissance adoption (AB)																			724,2	2 051,9	3 306,6	3 841,61
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																			285,7	1 150,7	1 941,9	2 259,93
PAJE CLCA rang 1																			58,9	134,7	148,2	147,26
PAJE CLCA rang 2																			137,5	613,6	1 079,5	1 249,19
PAJE CLCA rang 3 et plus																			89,0	401,1	712,0	845,30
PAJE COLCA rang 3 et plus																					0,8	16,53
PAJE CLCA adoption																			0,3	1,3	1,4	1,65
PAJE complément mode de garde (CMG)																			178,0	1 321,8	2 760,3	3 648,20
Allocation pour jeune enfant (APIE)									204,4	2 960,5	3 027,8	2 547,8	2 566,2	2 564,7	2 605,8	2 655,0	2 673,6	2 669,2	1 679,6	929,9	270,8	2,05
Allocation parentale d'éducation (APE)									1,2	910,2	1 245,5	2 587,6	2 718,6	2 742,8	2 761,0	2 865,1	2 956,1	2 992,4	2 673,9	1 546,1	435,3	-1,11
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)										39,2	142,7	337,2	252,0	129,9	134,1	128,7	115,3	113,1	115,1	97,8	54,3	31,17
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée											859,7	1 212,1	1 577,6	1 530,5	1 689,7	1 864,9	2 058,2	2 160,3	2 215,3	1 606,1	836,4	286,09
Allocation d'adoption (AAD)											1,4	3,4	3,3	3,5	3,4	3,3	3,4	4,1	3,1	0,9	0,1	0,04
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	58,8	281,8	568,4	822,3	933,1	1 118,4	1 280,3	729,6	666,7													
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,0	9,2	25,3	39,2	41,9	50,8	74,5	108,8	174,1	156,1	180,8	210,1	202,7	211,5	202,4	206,0	210,8	220,2	231,3	233,7	246,5	251,95
Frais de tutelle			0,4	2,0	2,7	4,9	7,9	21,6	31,1	80,5	125,2	153,4	150,4	163,1	161,1	167,6	173,5	182,4	194,5	201,2	215,8	221,61
Sous-total Famille	112,5	552,1	1 486,2	2 829,6	3 235,7	3 729,7	4 559,4	8 372,0	13 523,9	15 933,2	19 740,1	21 434,4	21 232,9	21 637,7	21 797,2	22 302,3	22 806,8	23 231,1	24 087,2	25 252,7	26 434,3	27 184,47
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	58,8	291,0	593,7	864,1	1 020,5	1 233,3	1 545,4	3 580,4	5 108,1	2 459,9	3 977,9	4 099,3	4 038,5	4 052,6	4 096,2	4 161,3	4 230,5	4 343,8	4 460,2	4 555,3	4 646,7	4 754,85
Logement (hors créances, indus)		0,4	84,1	414,4	474,3	583,4	996,6	1 944,3	5 156,6	7 449,5	10 684,3	11 235,4	11 577,8	11 900,8	12 000,2	12 379,2	12 978,7	12 911,0	13 478,8	13 345,0	13 684,5	13 763,98
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	82,0	405,8	465,9	567,7	759,2	1 115,3	1 830,8	1 806,9	2 207,3	2 283,2	2 377,4	2 477,7	2 574,0	2 773,4	2 930,5	2 947,4	3 125,7	3 139,7	3 249,3	3 292,91
Aide personnalisée au logement (APL)								202,8	2 054,7	4 202,7	5 440,9	5 742,8	5 885,4	5 967,2	5 939,0	5 920,8	6 125,7	6 032,3	6 221,3	6 120,3	6 190,0	6 154,81
Allocation logement sociale (ALS)							215,6	521,7	1 136,1	1 421,9	3 009,2	3 170,6	3 271,4	3 408,3	3 430,9	3 626,7	3 850,3	3 848,6	4 051,6	3 997,4	4 140,5	4 196,54
Prime de déménagement familiale		0,0	1,9	8,5	8,4	15,5	19,4	29,1	44,7	4,7	3,4	3,7	3,9	4,1	3,8	3,6	3,3	3,2	3,2	3,5	3,5	3,63
Prime de déménagement du FNH								14,0	48,6	4,7	4,0	4,1	4,1	3,8	3,8	3,4	3,0	2,7	2,6	2,6	2,8	2,84
Aide aux associations (ALT)											19,5	36,8	40,6	44,7	50,3	55,6	69,9	81,4	78,4	83,9	83,7	89,85
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)			0,2					5,0	3,7	-1,1		-5,8	-4,9	-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,7	-4,1	-2,3	-4,2	-3,14
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																					18,9	26,53
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)						8,2	23,3	916,7	2 164,9	4 120,2	6 559,0	7 443,2	7 998,4	8 554,7	8 681,7	8 817,9	9 200,7	9 547,6	10 323,8	10 920,3	11 514,9	11 930,89
Allocation de parent isolé (API)								156,9	423,5	572,6	690,3	680,8	673,3	681,5	696,2	718,8	751,3	777,4	828,3	877,6	944,5	934,11
API hors prime forfaitaire d'intéressement																						913,26
Prime forfaitaire d'intéressement API																						21,07
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)						8,2	23,3	759,8	1 731,7	2 282,8	3 008,7	3 386,9	3 538,2	3 725,9	3 871,0	4 076,6	4 262,8	4 404,2	4 631,2	4 843,5	5 035,0	5 299,73
AAH de base						8,2	23,3	759,8	1 731,7	2 282,8	2 906,6	3 264,7	3 406,9	3 581,5	3 718,2	3 915,1	4 093,0	4 227,8	4 444,7	4 636,9	4 762,0	5 021,00
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH											102,1	122,2	131,2	144,4	152,8	161,4	169,8	176,4	186,6	189,0	145,8	158,42
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																				17,5	127,2	120,31
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)										1 260,9	2 859,9	3 375,6	3 786,3	4 143,8	4 111,3	4 019,4	4 185,4	4 366,0	4 863,2	5 188,0	5 368,1	5 314,72
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSA, ASA, SURF...)									9,8	4,0			0,7	3,4	3,2	3,2	1,2	0,1	1,2	11,2	167,2	382,33
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																				1,1	7,0	23,3
Contrat d'avenir (CAV)																			0,0	4,3	77,5	131,29
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																					66,4	213,27
Revenu de solidarité active (RSA)																						0,54
Prestations légales directes (A)	112,5	552,5	1 570,3	3 244,0	3 710,0	4 321,3	5 579,4	11 233,1	20 845,4	27 502,9	36 983,3	40 113,0	40 809,1	42 093,2	42 479,1	43 499,4	44 986,2	45 689,6	47 889,7	49 518,1	51 633,7	52 879,33
dont prestations FNPF	112,5	552,5	1 570,3	3 244,0	3 710,0	4 321,2	5 361,3	10 488,0	17 596,7	20 612,7	25 649,8	27 783,2	27 820,8	28 521,9	28 940,5	29 870,4	30 750,6	31 358,5	32 671,5	34 114,6	35 662,4	36 711,71
dont prestations hors FNPF						0,2	218,0	745,0	3 248,7	6 890,2	11 333,5	12 329,9	12 988,3	13 571,3	13 538,6	13 629,0	14 235,6	14 331,1	15 218,2	15 403,4	15 971,3	16 167,63

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période. ur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	4 300,59	5 965,79	10 113,3	12 886,4	12 535,2	13 221,1	12 760,4	13 362,6	13 353,7	13 586,7	13 863,2	14 182,8	14 613,2	15 527,0	16 004,9	16 316,90
Allocations familiales (AF)	2 852,93	3 779,06	8 035,6	9 311,7	9 364,6	9 535,8	9 107,3	9 678,4	9 608,7	9 762,1	9 955,4	10 157,5	10 459,1	11 163,9	11 520,1	11 711,08
Complément familial (CF)	1 133,61	1 749,20	1 117,1	1 372,2	1 306,6	1 305,1	1 326,4	1 326,2	1 361,4	1 396,1	1 393,6	1 400,7	1 426,6	1 489,1	1 507,6	1 499,87
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	97,57	128,82	264,0	1 166,1	777,1	1 247,1	1 269,1	1 261,9	1 246,2	1 233,8	1 240,6	1 232,2	1 269,5	1 308,3	1 320,0	1 314,08
Aide à la scolarité (AAS)				112,1	115,0	117,8	1,0	-0,3	0,0							
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	168,15	249,10	532,2	692,3	732,0	763,8	793,5	820,2	844,2	876,4	908,2	944,4	979,6	1 038,9	1 076,5	1 158,16
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	48,33	59,61	164,3	232,0	239,8	251,5	263,0	276,2	293,1	312,9	349,0	421,3	445,9	489,7	542,5	581,72
AEEH de base													185,7	204,2	218,4	234,81
AEEH complément													260,2	285,5	324,1	346,92
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										5,2	16,5	26,6	32,5	37,0	38,3	52,00
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant			3 392,6	4 834,8	5 755,5	6 336,4	6 773,4	6 643,3	6 855,8	7 171,3	7 460,9	7 597,8	8 147,5	9 098,0	10 059,0	10 522,11
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)													1 747,2	5 044,5	8 505,5	10 215,80
PAJE naissance adoption													566,1	571,7	600,1	600,65
PAJE de base naissance adoption (AB)													728,6	2 064,3	3 325,9	3 866,13
PAJE complément (optionnel) libre choix activité													279,2	1 124,0	1 898,3	2 211,66
Taux plein													233,7	896,4	1 476,8	1 678,07
Taux partiel													45,5	227,6	420,7	517,11
PAJE CLCA rang 1													57,5	131,3	144,7	143,58
Taux plein													45,6	98,9	108,9	109,11
Taux partiel													11,9	32,5	35,8	34,48
PAJE CLCA rang 2													134,4	598,7	1 054,7	1 221,46
Taux plein													109,5	456,8	775,1	872,44
Taux partiel													24,9	141,9	279,6	349,01
PAJE CLCA rang 3 et plus													87,1	393,0	697,0	828,77
Taux plein													78,5	340,2	592,1	695,72
Taux partiel													8,7	52,8	104,9	133,04
PAJE COLCA rang 3 et plus															0,8	16,47
PAJE CLCA adoption													0,3	1,0	1,1	1,38
Taux plein													0,2	0,6	0,7	0,80
Taux partiel													0,1	0,4	0,4	0,58
PAJE complément mode de garde (CMG)													173,3	1 284,4	2 681,3	3 537,37
PAJE CMG cotisations prises en charge													79,3	705,2	1 425,6	1 907,39
PAJE CMG rémunérations prises en charge													94,0	578,4	1 252,2	1 619,77
PAJE CMG via association, entreprise													0,0	0,9	3,5	10,21
PAJE CMG assistantes maternelles													164,3	1 210,7	2 529,2	3 324,86
Cotisations prises en charge													74,8	660,4	1 335,7	1 789,35
Rémunérations prises en charge													89,4	549,4	1 190,1	1 535,78
Recours association, entreprise													0,0	0,9	3,5	-0,28
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]													9,1	73,6	151,8	196,25
Cotisations prises en charge													4,5	44,7	89,7	110,11
Rémunérations prises en charge													4,6	28,9	62,0	75,65
Recours association, entreprise													0,0	0,0	0,0	10,49
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]													0,0	0,1	0,3	16,26
Cotisations prises en charge													0,0	0,1	0,2	7,92
Rémunérations prises en charge													0,0	0,0	0,1	8,34
Allocation pour jeune enfant (APJE)			2 577,9	2 735,5	2 596,4	2 458,3	2 482,0	2 495,9	2 542,4	2 598,9	2 623,7	2 622,1	1 661,7	939,4	277,0	2,07
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996			715,9	786,8	728,3	701,7	717,7	730,4	755,6	753,8	745,3	745,1	42,8	0,4	0,0	0,04
APJE longue avec CR			1 862,0	1 948,8	1 868,1	1 756,6	1 764,3	1 765,5	1 786,8	1 845,1	1 878,4	1 876,9	1 618,9	939,0	277,0	2,03

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période. ur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allocation parentale d'éducation (APE)			780,4	1 125,8	1 793,9	2 375,3	2 506,5	2 532,2	2 546,8	2 642,0	2 733,0	2 775,1	2 483,2	1 471,9	421,2	0,45
APE aux familles de 2 enfants				370,8	943,9	1 454,6	1 561,2	1 583,5	1 581,8	1 631,4	1 687,1	1 715,0	1 535,9	895,8	254,8	0,33
APE aux familles de 3 enfants et plus			780,4	755,1	850,0	920,7	945,4	948,8	965,0	1 010,6	1 045,9	1 060,1	947,2	576,0	166,4	0,12
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			34,3	140,9	270,3	333,1	249,9	129,1	132,6	127,2	113,6	111,6	113,8	96,6	53,4	30,72
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée				831,8	1 093,3	1 168,0	1 532,5	1 483,2	1 631,3	1 800,6	1 987,8	2 085,7	2 139,1	1 544,9	801,7	273,02
AFEAMA de base				463,7	604,8	643,6	869,5	830,3	922,1	993,9	1 124,7	1 190,2	1 263,6	942,7	504,1	172,53
Majoration d'AFEAMA				368,0	488,5	524,4	663,0	652,9	709,2	806,7	863,2	895,6	875,5	602,2	297,6	100,48
Allocation d'adoption (AAD)				0,8	1,7	1,7	2,6	2,9	2,7	2,6	2,7	3,4	2,6	0,7	0,1	0,05
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	515,89	579,61	1,2	5,5	5,5	0,8	0,1									
Sous-total 4 : Autres prestations famille	93,15	101,07	145,6	171,5	179,7	196,5	192,6	202,7	190,1	195,4	200,1	209,5	219,4	224,3	238,1	243,69
Prestations hors métropole	69,36	69,97	40,1	24,5	22,8	20,3	20,9	17,2	17,8	12,7	11,0	9,0	7,2	7,2	5,5	4,44
Accords CEE	9,76	6,25	2,6							3,4	2,7	3,1	3,4	3,6	3,8	4,11
Allocation différentielle		3,51	25,5	26,2	26,3	29,0	26,7	27,4	17,9	17,9	19,9	21,5	22,5	18,6	18,3	19,15
Frais de tutelle	14,03	21,34	77,4	120,7	130,5	147,2	145,0	158,2	154,5	161,4	166,5	175,9	186,3	194,9	210,5	215,98
Aux prestations sociales													110,0	119,6	126,2	135,68
Aux prestations familiales													76,4	75,3	84,3	80,30
Sous-total Famille	4 909,62	6 646,47	13 652,7	17 898,1	18 475,9	19 754,7	19 726,5	20 208,7	20 399,7	20 953,4	21 524,2	21 990,1	22 980,0	24 849,3	26 302,0	27 082,70
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	2 056,69	2 867,41	2 224,5	3 751,6	3 355,8	3 882,5	3 845,8	3 887,0	3 935,1	4 020,0	4 107,9	4 234,8	4 373,4	4 587,4	4 722,9	4 849,51
Logement (hors créances, indus)	1 075,07	1 691,27	6 968,9	10 245,0	10 515,7	10 874,8	11 265,5	11 630,6	11 763,5	12 159,3	12 793,7	12 778,5	13 386,1	13 304,6	13 644,5	13 744,39
Allocation logement familiale (ALF)	710,56	956,31	1 705,3	2 208,4	2 266,0	2 359,3	2 473,2	2 598,7	2 706,6	2 924,7	3 107,8	3 146,3	3 353,2	3 377,6	3 498,1	3 556,31
Aide personnalisée au logement (APL)	2,90	189,65	3 996,3	5 196,4	5 310,9	5 497,0	5 641,5	5 727,8	5 704,1	5 683,7	5 888,7	5 799,9	5 994,6	5 901,7	5 969,9	5 935,14
Allocation logement sociale (ALS)	310,23	455,98	1 250,5	2 813,3	2 903,3	2 979,3	3 106,9	3 257,0	3 297,2	3 493,8	3 726,0	3 750,2	3 959,1	3 938,3	4 072,8	4 133,63
Prime de déménagement familiale	19,36	24,54	3,5	3,4	3,6	3,7	3,8	4,0	3,7	3,5	3,3	3,1	3,2	3,5	3,0	3,64
Prime de déménagement du FNH	0,61	13,72	4,7	4,0	4,4	4,1	4,1	3,8	3,8	3,4	3,0	2,7	2,6	2,6	2,8	2,81
Aide aux associations (ALT)				19,7	31,0	37,1	40,9	44,3	49,7	54,5	69,1	81,0	77,4	83,2	82,9	88,96
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,13	5,03	-0,9		-3,5	-5,8	-4,9	-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,7	-4,1	-2,3	-4,2	-3,14
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)															19,2	27,03
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	489,97	897,77	4 347,8	6 804,9	7 229,6	7 679,2	8 290,0	8 919,5	9 074,9	9 306,1	9 837,9	10 228,1	11 074,1	11 747,9	12 404,0	12 865,39
Allocation de parent isolé (API)	79,12	162,36	617,3	724,3	693,9	702,3	694,8	702,6	716,3	748,9	790,5	827,6	893,6	965,5	1 054,1	1 069,78
API hors prime forfaitaire d'intéressement																
Prime forfaitaire d'intéressement API																
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	410,85	735,41	2 235,2	2 977,8	3 204,7	3 358,5	3 527,3	3 729,2	3 881,2	4 088,7	4 281,4	4 429,6	4 662,5	4 880,1	5 076,5	5 349,76
AAH de base	410,85	735,41	2 235,2	2 877,8	3 093,9	3 239,1	3 398,7	3 586,9	3 730,6	3 929,3	4 113,6	4 255,0	4 477,6	4 675,3	4 805,4	5 072,55
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH				100,0	110,9	119,3	128,7	142,3	150,6	159,3	167,9	174,6	184,9	187,3	145,4	157,77
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)														17,5	125,8	119,44
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)			1 487,9	3 102,8	3 331,0	3 618,5	4 067,2	4 484,8	4 474,5	4 465,7	4 733,2	4 933,3	5 480,6	5 839,7	6 033,0	5 969,71
RMI versé hors prime													5 209,7	5 555,5	278,3	274,97
RMI prime													270,9	4 881,6	5 754,7	5 694,75
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)			7,5				0,6	2,8	2,9	2,9	32,8	37,6	37,4	62,6	240,3	476,14
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)													0,6	8,0	27,0	42,38
Contrat d'avenir (CAV)														4,5	87,1	143,80
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)															70,5	227,48
Revenu de solidarité active (RSA)																0,54
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)											31,7	37,6	36,7	50,1	55,7	61,94
Prestations légales directes (A)	6 474,66	9 235,51	24 969,5	34 948,0	36 221,1	38 308,7	39 281,9	40 758,8	41 238,1	42 418,8	44 155,8	44 996,7	47 440,1	49 901,8	52 350,5	53 692,48
dont prestations FNPF	6 156,04	8 570,23	18 230,0	23 811,9	24 640,6	26 172,7	26 420,8	27 238,2	27 705,7	28 714,9	29 703,0	30 392,0	31 888,4	34 073,7	35 929,5	37 059,04
dont prestations hors FNPF	318,62	665,29	6 739,5	11 136,1	11 580,6	12 136,0	12 861,2	13 520,6	13 532,3	13 703,9	14 421,1	14 567,2	15 551,7	15 828,1	16 421,0	16 633,44

TIPF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants

En millions d'euros	1978	1980	1981	1982	1983	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	4 194,6	5 819,3	6 833,8	8 136,1	9 077,0	9 990,3	9 766,2	12 238,9	11 939,3	12 588,9	12 132,3	12 709,7	12 689,6	12 898,4	13 150,3	13 445,775	13 850,75	14 734,79	15 193,60	15 476,37
Allocations familiales (AF)	2 775,3	3 683,2	4 361,7	5 300,2	5 979,2	6 467,5	7 827,5	8 902,3	8 960,2	9 123,5	8 696,8	9 246,8	9 173,5	9 312,0	9 490,3	9 680,26	9 963,68	10 652,33	10 997,80	11 177,20
Complément familial (CF)	1 130,9	1 729,1	1 997,7	2 307,6	2 477,0	2 811,6	1 047,0	1 281,5	1 272,6	1 273,4	1 294,0	1 294,0	1 329,1	1 362,8	1 359,9	1 366,31	1 390,36	1 451,99	1 470,95	1 463,66
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	90,6	121,0	135,7	147,9	168,5	189,5	251,4	1 107,5	736,9	1 181,6	1 200,5	1 193,8	1 177,6	1 164,7	1 170,5	1 160,57	1 195,59	1 232,64	1 243,47	1 237,35
Aide à la scolarité (AAS)								99,4	102,1	105,1	0,6	0,0								
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	152,0	229,3	271,7	305,4	356,0	405,2	482,8	624,9	637,2	664,2	688,6	710,9	729,1	754,4	779,2	808,96	841,38	891,80	923,99	990,25
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	45,9	56,7	67,1	75,0	96,3	116,5	157,5	223,3	230,4	241,1	251,7	264,3	280,3	299,4	334,1	403,38	427,74	469,40	519,57	556,44
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														5,2	16,3	26,30	32,00	36,63	37,82	51,46
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						164,6	3 392,6	4 832,8	5 620,2	6 167,2	6 597,2	6 464,0	6 672,5	6 982,0	7 267,9	7 402,07	7 941,20	8 876,89	9 821,26	10 274,33
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	1 689,16	4 907,72	8 292,40	9 968,35
PAJE naissance adoption																	543,60	548,51	576,11	576,27
PAJE de base naissance adoption (AB)																	698,37	1 977,53	3 186,75	3 704,68
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	274,66	1 105,10	1 865,03	2 172,41
PAJE CLCA rang 1																	56,88	130,00	143,20	142,08
PAJE CLCA rang 2																	132,18	589,22	1 037,24	1 201,08
PAJE CLCA rang 3 et plus																	85,34	384,86	682,69	811,91
PAJE COLCA rang 3 et plus																			0,78	15,96
PAJE CLCA adoption																	0,26	1,02	1,12	1,38
PAJE complément mode de garde (CMG)																	172,53	1 276,58	2 664,51	3 515,00
Allocation pour jeune enfant (APJE)						163,7	2 577,9	2 735,5	2 467,8	2 321,6	2 346,1	2 358,7	2 402,4	2 455,3	2 477,9	2 475,60	1 560,87	883,12	260,90	2,04
Allocation parentale d'éducation (APE)						0,9	780,4	1 125,8	1 791,0	2 347,9	2 472,1	2 495,1	2 509,2	2 603,2	2 693,0	2 733,87	2 445,65	1 449,28	414,79	0,45
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							34,3	140,7	269,2	331,6	248,7	128,5	132,1	126,9	113,4	111,33	96,39	53,32	30,63	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								829,9	1 090,5	1 164,4	1 527,7	1 478,8	1 626,1	1 794,1	1 981,0	2 077,95	2 129,50	1 539,65	799,78	272,82
Allocation d'adoption (AAD)								0,8	1,6	1,7	2,6	2,8	2,7	2,6	2,7	3,32	2,55	0,73	0,07	0,04
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	515,7	579,2	769,3	798,1	719,9	542,7														
Sous-total 4 : Autres prestations famille	93,1	101,1	137,8	158,5	175,3	162,4	145,6	171,5	179,7	196,5	192,6	202,7	190,1	195,4	200,1	209,48	219,37	224,33	238,09	243,69
Allocation différentielle			3,5	5,3	8,7	9,9	11,3	25,5	26,2	26,3	29,0	27,4	17,9	17,9	19,9	21,50	22,45	18,63	18,31	19,15
Frais de tutelle	14,0	21,3	25,5	32,2	37,2	30,6	77,4	120,7	130,5	147,2	145,0	158,2	154,5	161,4	166,5	175,92	186,35	194,91	210,50	215,98
Sous-total Famille	4 803,5	6 499,5	7 740,9	9 092,7	9 972,1	10 860,0	13 304,4	17 243,2	17 739,2	18 952,6	18 922,0	19 376,4	19 552,3	20 075,9	20 618,3	21 057,32	22 011,31	23 836,01	25 252,95	25 994,39
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	2 028,2	2 816,3	3 379,2	3 792,5	3 992,9	4 227,9	2 084,3	3 508,2	3 158,8	3 661,9	3 628,1	3 665,6	3 706,2	3 781,9	3 860,1	3 975,00	4 106,44	4 306,78	4 433,88	4 542,85
Logement (hors créances, indus)	1 072,0	1 686,4	2 198,0	3 269,6	3 785,0	4 682,3	6 902,0	10 071,1	10 317,6	10 632,4	11 007,5	11 343,6	11 446,7	11 807,3	12 401,2	12 358,33	12 925,73	12 830,89	13 154,51	13 238,76
Allocation logement familiale (ALF)	707,5	951,4	1 133,8	1 616,4	1 667,2	1 630,7	1 649,0	2 072,5	2 111,6	2 170,1	2 273,2	2 378,5	2 465,4	2 659,2	2 813,5	2 830,11	3 009,05	3 025,61	3 135,32	3 181,28
Aide personnalisée au logement (APL)	2,9	189,6	373,7	676,9	1 072,6	1 939,6	3 996,3	5 196,4	5 310,9	5 497,0	5 641,6	5 728,0	5 704,3	5 683,8	5 888,8	5 800,06	5 994,61	5 901,72	5 969,94	5 935,14
Allocation logement sociale (ALS)	310,2	456,0	570,5	841,1	924,5	984,5	1 239,9	2 775,3	2 860,0	2 926,5	3 049,1	3 190,3	3 221,9	3 407,7	3 628,3	3 647,02	3 843,65	3 817,64	3 946,95	4 004,49
Prime de déménagement familiale	19,4	24,5	30,2	33,7	34,9	40,2	3,5	3,4	3,5	3,6	3,8	4,0	3,7	3,5	3,2	3,09	3,17	3,40	2,89	3,57
Prime de déménagement du FNH	0,6	13,7	19,1	26,8	33,4	47,6	4,7	4,0	4,4	4,1	4,1	3,8	3,8	3,4	3,0	2,74	2,61	2,58	2,79	2,81
Aide aux associations (ALT)								19,5	30,6	36,8	40,6	43,9	49,3	54,0	68,5	80,05	76,73	82,25	81,92	88,07
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,1	5,0	6,6	5,2	0,8	3,7	-0,9		-3,5	-5,8	-4,9	-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																		18,91	26,53	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	472,0	843,8	1 137,6	1 502,5	1 730,9	2 008,5	3 917,5	6 320,8	6 746,3	7 184,1	7 753,7	8 306,9	8 435,6	8 573,1	8 953,2	9 306,91	10 076,49	10 664,37	11 248,02	11 664,28
Allocation de parent isolé (API)	78,7	152,4	209,3	240,7	302,3	417,1	566,7	683,4	662,8	674,5	668,2	676,8	690,4	714,2	745,9	771,89	822,46	871,70	934,65	928,63
API hors prime forfaitaire d'intéressement																				907,67
Prime forfaitaire d'intéressement API																				20,96
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 849,9	3 069,3	3 220,9	3 386,0	3 577,4	3 723,9	3 927,7	4 113,8	4 256,64	4 482,07	4 691,69	4 881,14	5 144,11
AAH de base	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 751,2	2 960,0	3 103,4	3 259,4	3 437,3	3 575,8	3 771,0	3 948,7	4 085,02	4 300,37	4 490,40	4 614,86	4 872,24
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								98,6	109,2	117,5	126,7	140,0	148,1	156,7	165,0	171,61	181,70	183,80	142,12	154,44
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																	17,49	124,15	117,42	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							1 220,5	2 787,5	3 014,2	3 288,7	3 698,9	4 049,9	4 018,4	3 928,4	4 092,5	4 278,31	4 771,36	5 089,73	5 265,01	5 213,35
RMI versé hors prime																	4 537,79	4 843,57	241,98	239,22
RMI prime																	233,56	4 843,55	5 023,04	4 974,13
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSA, ASA, SURF...)			50,8	23,5	15,4	9,3	3,8				0,6	2,8	2,8	2,9	1,1	0,07	0,60	11,24	167,22	378,20
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) (1)																	0,57	6,95	23,32	37,23
Contrat d'avenir (CAV)																		4,29	77,47	131,29
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																			66,43	209,14
Revenu de solidarité active (RSA)																				0,54
Prestations légales directes (A)	6 347,5	9 029,7	11 076,5	13 864,8	15 488,1	17 550,8	24 123,8	33 635,1	34 803,1	36 769,1	37 683,2	39 026,8	39 434,5	40 456,3	41 972,8	42 722,55	45 013,53	47 331,26	49 655,48	50 897,43
dont prestations FNPF	6 028,9	8 364,4	10 105,7	12 311,8	13 449,8	14 570,5	17 662,4	22 852,4	23 582,9	25 016,0	25 248,3	26 008,1	26 434,0	27 376,2	28 290,6	28 914,30	30 323,96	32 426,11	34 202,72	35 248,82
dont prestations hors FNPF	318,6	665,3	970,8	1 553,0	2 038,2	2 980,4	6 461,4	10 782,7	11 220,1	11 753,1	12 434,8	13 018,8	13 000,5	13 080,1	13 682,2	13 808,25	14 689,57	14 905,16	15 452,75	15 648,60

TIPF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations disponibles entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF ou DOM 1946-1973. I 1946-1973.

En millions d'euros	1978	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	106,0	146,5	266,9	364,2	395,9	454,2	580,1	637,9	666,1	612,0	651,6	644,4	670,4	682,9	706,8	736,7	759,0	781,0	812,4	829,16	840,54
Allocations familiales (AF)	77,6	95,9	165,7	218,3	241,3	294,6	372,1	408,3	421,5	415,6	425,2	421,4	443,3	447,4	462,3	487,9	499,2	509,8	527,0	535,74	533,88
Complément familial (CF)	2,7	20,1	46,5	73,6	79,0	82,6	88,0	91,1	93,4	34,9	32,7	33,3	33,2	33,2	34,3	33,7	34,4	36,7	37,5	37,06	36,21
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	7,0	7,8	10,2	13,3	14,1	14,3	55,2	59,8	60,3	41,3	67,1	70,1	69,7	70,7	71,0	71,0	71,7	75,3	77,1	77,85	76,73
Aide à la scolarité (AAS)								11,9	12,7	12,9	13,1	0,4	-0,3	0,1							
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	16,2	19,8	38,9	51,8	54,1	55,6	57,1	58,4	69,4	97,5	102,7	107,6	112,3	118,3	125,3	129,0	135,4	140,1	149,6	154,80	167,90
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,4	2,9	5,6	7,2	7,3	7,2	7,7	8,3	8,9	9,8	10,7	11,6	12,2	13,2	13,8	15,0	17,9	18,5	20,7	23,25	25,28
AEEH de base																		8,0	8,4	8,71	9,29
AEEH complément																		10,6	12,3	14,53	15,99
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)															0,1	0,2	0,3	0,6	0,4	0,46	0,53
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						0,3	0,6	0,9	2,0	138,9	174,2	180,7	184,1	188,2	194,2	192,9	195,8	209,6	221,4	239,13	247,77
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																		58,1	136,8	213,11	247,45
PAJE naissance adoption																		22,5	23,2	23,92	24,38
PAJE de base naissance adoption (AB)																		30,2	86,8	139,12	161,44
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																		4,6	19,0	33,26	39,25
Taux plein																		4,3	17,3	30,08	34,66
Taux partiel																		0,3	1,6	3,15	4,09
PAJE CLCA rang 1																		0,6	1,3	1,48	1,51
PAJE CLCA rang 2																		2,2	9,5	17,44	20,38
PAJE CLCA rang 3 et plus																		1,8	8,1	14,31	16,86
PAJE COLCA rang 3 et plus																				0,03	0,51
PAJE CLCA adoption																			0,0	0,01	0,00
Taux plein																			0,0		
Taux partiel																			0,0	0,01	0,00
PAJE complément mode de garde (CMG)																			0,8	7,9	16,81
PAJE CMG cotisations prises en charge																			0,3	4,5	9,31
PAJE CMG rémunérations prises en charge																			0,4	3,4	7,49
PAJE CMG via association, entreprise																			0,0	0,01	0,04
PAJE CMG assistantes maternelles																			0,7	6,9	14,73
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																			0,1	1,0	2,08
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																			0,0	0,0	0,18
Allocation pour jeune enfant (APIE)										132,1	140,9	139,5	141,0	143,8	147,5	145,8	146,5	103,3	56,1	17,11	0,03
Allocation parentale d'éducation (APE)										2,9	28,3	35,3	38,1	38,7	39,8	40,0	41,3	38,2	23,0	6,84	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									0,2	1,0	1,5	1,2	0,6	0,5	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,12	0,09
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée						0,3	0,6	0,9	1,9	2,8	3,6	4,7	4,4	5,3	6,5	6,8	7,8	9,6	5,4	1,93	0,20
Allocation d'adoption (AAD)										0,01	0,01	0,02	0,03	0,03	0,02	0,02	0,0	0,1	0,0	0,02	0,01
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	0,2	0,5	0,5	1,3	2,6	3,8	2,5	1,6	5,6	5,7	0,8	0,1									
Sous-total Famille	106,1	147,0	267,4	365,5	398,4	458,3	583,2	640,4	673,8	756,7	826,6	825,3	854,5	871,2	900,9	929,6	954,8	990,5	1 033,8	1 068,29	1 088,31
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	28,5	51,1	101,7	147,1	157,1	163,4	210,5	231,1	250,2	202,1	227,2	223,1	227,1	235,5	244,5	248,8	259,8	271,2	285,4	293,42	306,66
Logement (hors créances, indus)	3,0	4,9	25,3	69,7	90,6	113,1	134,4	158,4	177,9	198,1	242,4	258,0	287,1	316,8	352,1	392,6	420,2	460,4	473,7	489,97	506,13
Allocation logement familiale (ALF)	3,0	4,9	21,6	59,0	76,0	91,6	108,0	125,0	139,8	154,4	189,2	199,9	220,2	241,2	265,5	294,4	316,2	344,2	352,0	362,75	375,53
Allocation logement sociale (ALS)			3,7	10,7	14,6	21,5	26,4	33,4	38,0	43,4	52,8	57,8	66,7	75,3	86,1	97,6	103,2	115,4	120,7	125,82	129,14
Prime de déménagement familiale										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,06	0,07
Aide aux associations (ALT)									0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,7	0,9	1,01	0,89
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																				0,33	0,50
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	18,4	63,9	138,7	433,0	456,4	438,9	440,2	473,0	485,2	483,3	495,1	536,2	612,6	639,5	733,1	884,6	921,2	997,9	1 083,8	1 156,11	1 201,11
Allocation de parent isolé (API)	0,5	9,9	36,6	53,1	53,0	47,5	45,1	43,3	42,1	31,0	27,8	26,6	25,8	26,1	34,8	44,5	55,8	71,4	94,1	119,63	141,15
API hors prime forfaitaire d'intéressement	0,5	9,9	36,6	53,1	53,0	47,5	45,1	43,3	42,1	31,0	27,8	26,6	25,8	26,1	34,8	44,5	55,8	71,4	94,1	119,63	139,82
Prime forfaitaire d'intéressement API																				1,33	
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	17,5	44,1	97,9	108,7	112,8	113,7	117,5	120,9	127,9	135,5	137,6	141,3	151,8	157,3	161,0	167,7	172,9	180,4	188,4	195,40	205,65
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				267,4	290,4	277,6	277,6	308,9	315,3	316,8	329,8	368,3	434,9	456,1	537,3	640,7	655,0	709,3	750,0	767,98	756,37
RMI versé hors prime																		671,9	712,0	36,29	35,75
RMI prime																		37,3	38,0	731,68	720,62
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)			4,3	3,8	0,2								0,0	0,0	0,0	31,7	37,6	36,8	51,4	73,11	97,94
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		0,0	1,0	3,64	5,15
Contrat d'avenir (CAV)																			0,3	9,68	12,51
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																				4,06	18,35
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																31,7	37,6	36,7	50,1	55,73	61,94
Prestations légales directes (A)	127,6	215,7	431,4	868,2	945,5	1 010,3	1 157,9	1 271,9	1 336,9	1 438,0	1 564,1	1 619,5	1 754,2	1 827,6	1 986,1	2 206,8	2 296,3	2 448,8	2 591,4	2 714,38	2 795,56
dont prestations FNPF	127,6	215,7	427,8	590,1	640,4	711,2	853,9	929,6	983,6	1 077,6	1 181,2	1 193,2	1 252,4	1 295,8	1 362,3	1 436,2	1 499,8	1 586,7	1 668,4	1 746,14	1 810,72
dont prestations hors FNPF			3,7	278,1	305,1	299,1	304,0	342,2	353,4	360,4	382,9	426,3	501,8	531,8	623,8	738,9	758,9	862,1	923,0	968,24	984,84

TIPF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants

Evolution en euros constants (%)	1989/1988	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	Tx moy. an. 2007/1997
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	3,0 %	4,1 %	5,3 %	12,1 %	25,5 %	8,5 %	2,7 %	-9,8 %	5,3 %	-1,7 %	3,5 %	0,3 %	1,9 %	2,4 %	1,1 %	1,2 %	2,2 %	0,4 %	-0,1 %	1,1 %
Allocations familiales (AF)	2,1 %	1,9 %	7,1 %	19,3 %	24,1 %	8,2 %	1,5 %	-3,2 %	1,2 %	-1,5 %	4,7 %	-0,7 %	1,7 %	3,7 %	0,4 %	0,4 %	1,6 %	0,0 %	-1,8 %	0,8 %
Complément familial (CF)	4,1 %	13,6 %	4,1 %	2,1 %	4,7 %	2,1 %	0,8 %	-63,3 %	-7,4 %	1,2 %	-0,9 %	-1,5 %	1,8 %	-3,5 %	0,4 %	4,9 %	0,5 %	-3,0 %	-3,7 %	-0,4 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	-3,5 %	14,1 %	2,6 %	-0,8 %	280,1 %	6,9 %	-0,9 %	-32,8 %	60,9 %	3,7 %	-1,0 %	-0,1 %	-1,2 %	-1,7 %	-0,9 %	3,3 %	0,7 %	-0,8 %	-2,9 %	-0,1 %
Aide à la scolarité (AAS)																				
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	7,5 %	-1,3 %	1,2 %	0,4 %	0,8 %	1,0 %	16,7 %	37,9 %	4,3 %	4,2 %	3,8 %	3,7 %	4,3 %	1,2 %	3,0 %	1,7 %	5,0 %	1,7 %	6,9 %	3,5 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	-1,1 %	9,0 %	-1,1 %	-4,7 %	5,9 %	5,7 %	6,2 %	7,0 %	8,2 %	8,0 %	5,2 %	6,4 %	2,7 %	6,4 %	17,8 %	1,6 %	9,8 %	10,3 %	7,2 %	7,5 %
AEEH de base																		3,2 %	2,3 %	5,1 %
AEEH complément																		14,9 %	15,8 %	8,4 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														137,2 %	47,9 %	64,1 %	-32,4 %	17,2 %	15,2 %	
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant									24,1 %	3,1 %	1,4 %	0,6 %	1,6 %	-2,3 %	-0,4 %	5,3 %	3,9 %	6,2 %	2,1 %	2,1 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																		53,2 %	14,4 %	
PAJE naissance adoption																		1,4 %	0,5 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)																		57,6 %	14,4 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																		72,5 %	16,3 %	
PAJE CLCA rang 1																		9,2 %	0,4 %	
PAJE CLCA rang 2																		80,6 %	15,2 %	
PAJE CLCA rang 3 et plus																		73,2 %	16,1 %	
PAJE COLCA rang 3 et plus																				
PAJE CLCA adoption																		85,3 %	-79,9 %	
PAJE complément mode de garde (CMG)																		110,1 %	31,2 %	
PAJE CMG cotisations prises en charge																		104,7 %	33,5 %	
PAJE CMG rémunérations prises en charge																		117,0 %	28,1 %	
PAJE CMG via association, entreprise																		212,3 %	234,8 %	
PAJE CMG assistantes maternelles																		111,3 %	30,8 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																		102,4 %	25,8 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																				
Allocation pour jeune enfant (APJE)									5,5 %	-1,6 %	0,6 %	0,4 %	1,0 %	-2,8 %	-1,4 %	-30,6 %	-46,6 %	-70,0 %	-99,8 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)										24,2 %	7,5 %	-0,2 %	1,5 %	-1,2 %	1,1 %	-8,9 %	-40,9 %	-70,8 %	-100,0 %	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									40,7 %	-20,4 %	-50,4 %	-24,8 %	-40,6 %	-21,7 %	8,8 %	18,6 %	-40,8 %	-31,2 %	-26,8 %	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée					95,5 %	46,6 %	97,6 %	47,9 %	24,6 %	31,2 %	-7,6 %	18,1 %	22,3 %	2,9 %	11,7 %	21,0 %	-45,0 %	-64,6 %	-89,9 %	-26,2 %
Allocation d'adoption (AAD)									-28,9 %	166,5 %	36,6 %	2,4 %	-32,7 %	18,0 %	6,1 %	304,5 %	-92,6 %	177,4 %	-76,7 %	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	-17,3 %	-32,2 %	93,5 %	45,5 %	-34,8 %	-38,9 %	255,6 %	-0,9 %	-85,8 %	-85,4 %										
Sous-total Famille	2,9 %	3,9 %	5,6 %	12,4 %	25,0 %	8,3 %	3,5 %	10,2 %	8,1 %	-0,8 %	3,0 %	0,3 %	1,8 %	1,4 %	0,8 %	2,0 %	2,6 %	1,6 %	0,4 %	1,3 %
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	4,0 %	7,1 %	3,5 %	1,6 %	26,5 %	8,3 %	6,5 %	-20,7 %	11,2 %	-2,4 %	1,3 %	2,1 %	2,2 %	0,0 %	2,5 %	2,7 %	3,4 %	1,1 %	3,0 %	1,6 %
Logement (hors créances, indus)	16,5 %	24,5 %	26,0 %	21,9 %	16,7 %	16,3 %	10,5 %	9,3 %	21,1 %	5,8 %	10,7 %	8,6 %	9,4 %	9,6 %	5,1 %	7,8 %	1,1 %	1,7 %	1,8 %	6,1 %
Allocation logement familiale (ALF)	17,4 %	23,5 %	24,8 %	17,7 %	15,8 %	14,2 %	10,0 %	8,4 %	21,2 %	5,0 %	9,6 %	7,8 %	8,4 %	9,0 %	5,4 %	7,1 %	0,5 %	1,3 %	2,0 %	5,6 %
Allocation logement sociale (ALS)	11,5 %	30,5 %	32,9 %	43,5 %	20,5 %	24,8 %	11,9 %	12,1 %	20,5 %	8,8 %	14,8 %	11,2 %	12,5 %	11,5 %	3,7 %	10,0 %	2,8 %	2,5 %	1,2 %	7,8 %
Prime de déménagement familiale									22,5 %	10,3 %	40,5 %	-13,0 %	33,9 %	-39,2 %	74,0 %	41,9 %	-36,3 %	22,7 %	8,8 %	
Aide aux associations (ALT)								98,0 %	2,6 %	-17,2 %	40,2 %	11,7 %	7,1 %	20,8 %	57,3 %	-31,7 %	43,2 %	4,2 %	-13,0 %	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																				
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	85,0 %	33,7 %	2,1 %	-6,0 %	-1,5 %	6,0 %	0,9 %	-2,3 %	1,4 %	7,6 %	13,7 %	2,8 %	12,9 %	18,6 %	2,2 %	6,5 %	6,8 %	4,9 %	2,4 %	7,7 %
Allocation de parent isolé (API)	0,6 %	4,2 %	-3,3 %	-12,4 %	-6,8 %	-5,3 %	-4,4 %	-27,6 %	-11,4 %	-4,7 %	-3,5 %	-0,5 %	31,2 %	25,6 %	23,0 %	25,9 %	29,6 %	25,0 %	16,3 %	16,0 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement																			15,2 %	15,9 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	-10,3 %	0,9 %	0,6 %	-1,5 %	1,5 %	1,4 %	4,1 %	4,0 %	0,5 %	2,1 %	6,9 %	1,9 %	0,8 %	2,4 %	1,2 %	2,6 %	2,6 %	2,0 %	3,7 %	2,6 %
AAH de base	-10,3 %	0,9 %	0,6 %	-1,5 %	1,5 %	1,4 %	3,0 %	3,8 %	0,4 %	2,0 %	6,9 %	1,8 %	0,7 %	2,3 %	1,2 %	2,6 %	2,5 %	1,3 %	3,6 %	2,5 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								17,2 %	9,6 %	10,6 %	11,0 %	8,0 %	4,2 %	6,9 %	2,5 %	6,6 %	6,5 %	-8,2 %	0,8 %	
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																				
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)		66,6 %	5,2 %	-6,6 %	-1,8 %	9,7 %	0,4 %	-1,4 %	3,0 %	11,0 %	17,5 %	3,2 %	16,0 %	17,2 %	0,3 %	6,5 %	3,9 %	0,7 %	-2,9 %	7,1 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)	7,7 %	-15,8 %	-96,2 %									127,4 %	17,6 %	-	16,1 %	-3,7 %	37,2 %	40,0 %	32,0 %	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		251,6 %	39,5 %	
Contrat d'avenir (CAV)																		3 578,6 %	27,3 %	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)															16,1 %	-3,8 %	34,0 %	9,4 %	9,5 %	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																				
Prestations légales directes (A)	29,5 %	18,7 %	5,5 %	4,4 %	12,6 %	8,3 %	3,4 %	5,6 %	7,6 %	2,9 %	7,8 %	2,5 %	7,0 %	9,2 %	2,1 %	4,9 %	4,0 %	3,0 %	1,5 %	4,5 %
dont prestations FNF	0,9 %	4,9 %	5,2 %	8,5 %	17,9 %	7,4 %	4,1 %	7,5 %	8,5 %	0,4 %	4,4 %	1,8 %	3,5 %	3,6 %	2,5 %	4,1 %	3,4 %	2,9 %	2,2 %	2,9 %
dont prestations hors FNF	2 201,4 %	64,8 %	6,3 %	-4,2 %	-0,2 %	11,0 %	1,6 %	0,1 %	5,1 %	10,7 %	17,1 %	4,3 %	15,5 %	16,4 %	0,8 %	11,7 %	5,2 %	3,1 %	0,3 %	8,3 %

3.1

Les prestations « Famille¹ » depuis 1946

1,85 % du Pib en 2007

27 % versés sous condition de ressources

Les prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales représentent 3,3 % du Pib en 2007 contre 3,5 % en 1951 : à l'époque, il ne s'agissait que de prestations directes en direction des familles. En 2007, la « Famille » ne représente plus que 1,85 % du Pib (y compris 0,35 % versés sous forme de transferts ou prestations indirectes). Par ailleurs, l'ensemble des prestations de logement représentent 0,75 % du Pib, les minima sociaux et les aides à l'emploi, 0,69 %.

*Jusqu'en 1971, l'accent a été mis sur les allocations familiales, dont les dépenses ont été multipliées par 2,6 en vingt ans. **L'année 1972** apparaît comme un tournant de la politique sociale. A partir de cette date, les prestations « Famille » et la politique sociale se diversifient. Par ailleurs, devant le coût des mesures et dans un contexte de chômage structurel, on assiste au développement des prestations sous condition de ressources. **A partir de 1998**, les prestations relatives à la garde des enfants sont progressivement modulées en fonction des revenus des familles.*

Les prestations « Famille » versées sous condition de ressources représentent 27 % des prestations « Famille » en 2007 contre 23 % en 1973. Par ailleurs, en 2007, 14 % des dépenses « Famille » correspondent à des prestations liées à la garde des jeunes enfants dont les montants sont modulés en fonction des ressources de la famille.

Les séries 1946-1972 tous régimes, métropole et Dom ont été estimées. L'évolution des dépenses de prestations est étudiée sur la période 1951-2007, en euros constants 2007. La période 1946-1951 est, quant à elle, considérée comme une période de montée en charge de la politique familiale.

1972, tournant de la politique sociale

L'exercice 1972 est identifié comme un tournant dans la politique familiale de la France avec :

- les premières prestations « Famille » sous condition de ressources (à partir de juillet) ;
- la création du premier minimum social (l'allocation aux adultes handicapés, en janvier) ;
- le début du financement par la Cnaf des prestations indirectes (qui sont des transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv), avec la mise en place des cotisations d'assurance vieillesse des parents aux foyer (à partir de juillet).

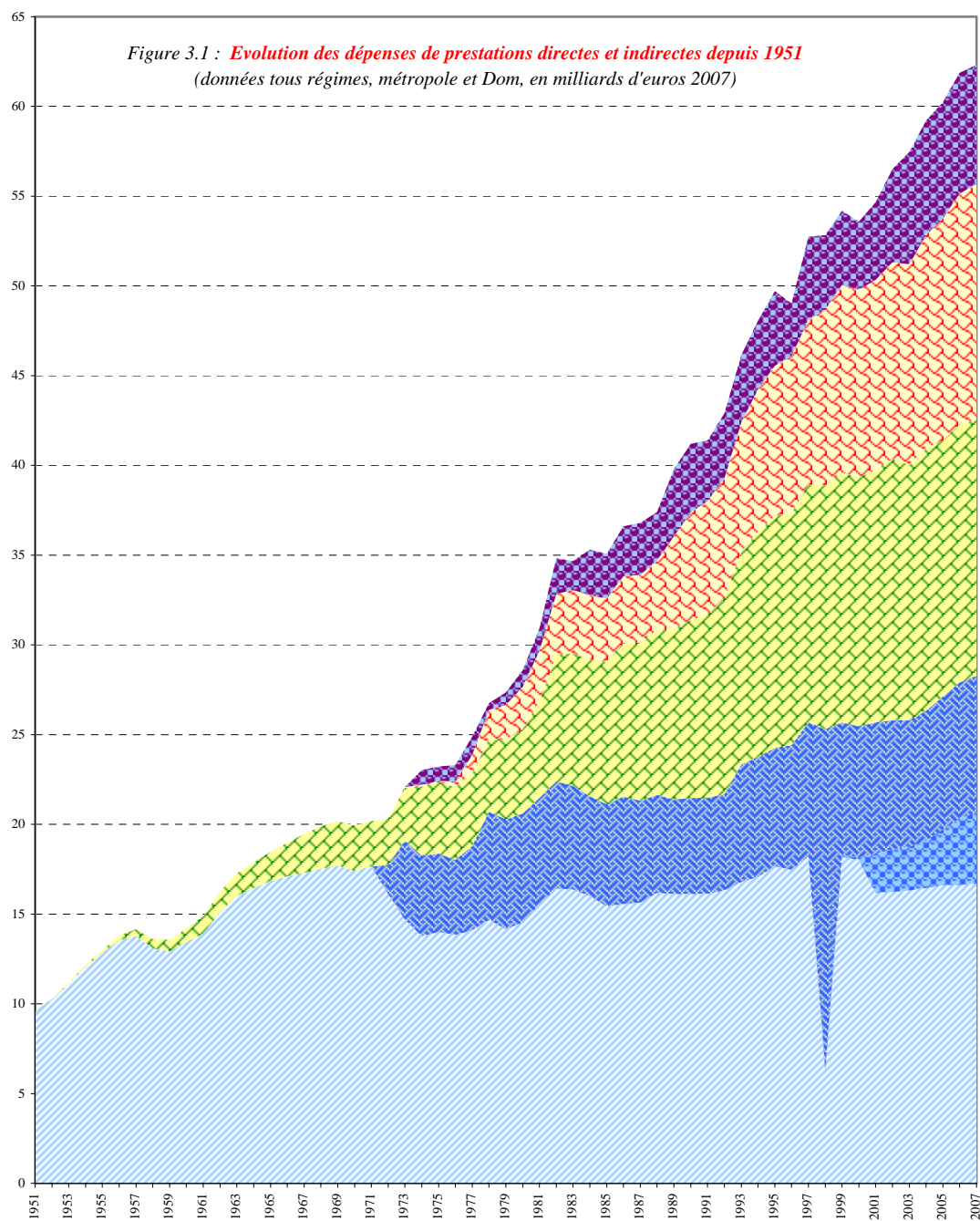
Par ailleurs, dès 1971, la première prestation pour familles monoparentales (l'allocation orphelin) a été créée.

La période a été scindée en deux, en retenant 1971 comme frontière entre deux époques : une première de 20 ans (1951-1971) et une seconde de 36 ans (1971-2007).

L'ensemble des dépenses de prestations directes et indirectes a été **multiplié par 6,5** entre 1951 et 2007, passant de 9,6 milliards d'euros 2007 à 62,3 milliards. 80 % de cet accroissement (soit 42,1 milliards sur 52,8 milliards) sont intervenus entre 1971 et 2007 : + 13,1 milliards pour les minima sociaux et pour les aides à l'emploi versés pour le compte de l'Etat, + 11,8 milliards pour des prestations logement, + 10,6 milliards pour les prestations directes « Famille » et + 6,6 milliards de transferts au titre des prestations indirectes « Famille » (cf. figure 3.1).

56 % des prestations directes et indirectes pour la « Famille »

* Les prestations de **logement** (14,3 milliards d'euros en 2007) représentent 23 % des prestations directes et indirectes et 27 % de l'accroissement de ces prestations depuis 1951. L'allocation logement familiale a été créée en 1948, l'allocation logement sociale en 1972, l'aide personnalisée au logement (Apl) en 1978. Dès 1985, l'Apl qui concerne des logements conventionnés est devenue prépondérante. Par ailleurs, l'allocation de logement sociale a pratiquement doublé depuis 1990, suite à son extension progressive à toutes les personnes exclues jusqu'alors des aides au logement. La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif s'est achevée en 2002.



(1) La période 1946 - 1951, considérée comme période de montée en charge, est exclue de l'analyse.

En millions d'euros 2007	Dépenses 2007	Accroissement des dépenses (1)		
		1971-1951 20 ans	2007-1971 36 ans	2007-1951 56 ans
Famille : transferts, prestations indirectes <i>En % / total (T)</i>	6,6 11 %		6,6 13 %	6,6 13 %
Minima sociaux et aides à l'emploi <i>En % / total (T)</i>	13,1 21 %		13,1 25 %	13,1 25 %
Logement <i>En % / total (T)</i>	14,3 23 %	2,5 5 %	11,8 22 %	14,3 27 %
Famille : prestations sous condition de ressources (Cr) <i>En % / total (T)</i>	7,6 12 %		7,6 14 %	7,6 14 %
Famille : prest. modulées en fonction des ressources (Paje Cmg, Aged, Afeama) <i>En % / total (T)</i>	4,0 6 %		4,0 8 %	4,0 8 %
Famille : P. non soumises à Cr, non modulées <i>En % / total (T)</i>	16,7 27 %	8,1 15 %	-1,0 -2 %	7,1 14 %
Ss-total 1 : P. directes <i>En % / total (T)</i>	55,7 89 %	10,6 20 %	35,5 67 %	46,1 87 %
Ss-tot. 2 : Famille P. directes <i>En % / total (T)</i>	28,3 45 %	8,1 15 %	10,6 20 %	18,7 35 %
P. directes + indirectes (T) <i>En % / total (T)</i>	62,3 100 %	10,6 20 %	42,1 80 %	52,8 100 %
Ss-tot. 3 : Famille P. directes et indirectes <i>En % / total (T)</i>	34,9 56 %	8,1 15 %	17,3 33 %	25,4 48 %

* Les prestations visant à assurer à leurs bénéficiaires un **revenu minimal ou une aide favorisant le retour à l'emploi** (13,1 milliards d'euros en 2007) représentent 21 % des prestations en 2007 et 25 % de l'accroissement de celles-ci depuis 1951. *Les minima actuellement versés par les Caf sont : l'allocation aux handicapés adultes (créée en 1972), l'allocation de parent isolé (en 1976), le revenu minimum d'insertion (en 1988), le revenu de solidarité dans les Dom (en 2001). Des aides visant à favoriser le retour à l'emploi des allocataires de minima sociaux² peuvent également être versées par la branche Famille : le contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma, créé en 2004), le contrat d'avenir (en 2005) et la prime de retour à l'emploi (en 2006).*

* Les dépenses de prestations « **Famille** » directes et indirectes (34,9 milliards d'euros) représentent 56 % de l'ensemble des prestations : 45 % pour les prestations directes (28,3 milliards) et 11 % pour les prestations indirectes (transferts, 6,6 milliards). La progression des prestations « Famille » a été de 25,4 milliards d'euros 2007 depuis 1951, dont 17,3 milliards depuis 1971.

Prestations "Famille" directes et indirectes

En milliards d'euros 2007	Dépenses 2007	Accroissement des dépenses		
		1971-1951	2007-1971	2007-1951
Prestations indirectes	6,6		6,6	6,6
Prestations directes	28,3	8,1	10,6	18,7
P. sous Cr	7,6		7,6	7,6
P. modulées	4,0		4,0	4,0
Autres P. "Famille"	16,7	8,1	-1,0	7,1
Ensemble "Famille"	34,9	8,1	17,3	25,4

En %				
Prestations indirectes	19 %		26 %	26 %
Prestations directes	81 %	32 %	42 %	74 %
P. sous Cr	22 %		30 %	30 %
P. modulées	11 %		16 %	16 %
Autres P. "Famille"	48 %	32 %	-4 %	28 %
Ensemble P. "Famille"	100 %	32 %	68 %	100 %

1,85 % du Pib pour la « Famille » en 2007 contre 3,5 % en 1951

Le rapport au Pib³ des prestations « **Famille** » **directes** décroît de – 1,77 point entre 1951 et 1987, de – 0,24 point de 1987 à 2007, pour atteindre son minimum en 2007 (1,50 % du Pib).

Dépenses directes "Famille" en % du Pib

Année t	%	Ecart [t - (t-1)] en points		
1951	3,51 %			
1965	2,96 %	-0,55	14 ans	En 36 ans 1987-1951
1969	2,49 %	-0,47	4 ans	
1974	1,98 %	-0,51	5 ans	
1987	1,74 %	-0,24	13 ans	-1,77
1992	1,57 %	-0,17	5 ans	En 20 ans 2007-1987
1997	1,76 %	0,19	5 ans	
2002	1,53 %	-0,23	5 ans	
2007	1,50 %	-0,03	5 ans	-0,24

Par ailleurs, **0,35 %** du Pib en 2007 concerne des prestations légales « **Famille** » **indirectes**, financées mais non versées par la Cnaf (*droits à l'assurance vieillesse⁴, congé paternité*). *Apparus dans les comptes de la Cnaf depuis 1974⁵, ce sont des transferts au bénéfice de la Cnav, de la Cnam ou du fonds de solidarité vieillesse (Fsv).* Ainsi, l'ensemble des prestations légales « **Famille** » **directes et indirectes** représente **1,85 point de Pib en 2007**.

Le rapport entre les prestations de **logement** et le Pib atteint son maximum à 0,9 % entre 1994 et 1999 avant de décroître pour atteindre 0,75 % en 2007.

Dépenses d'aides au logement en % du Pib

Année t	%	Ecart [t - (t-1)] en points		
1951	0,01 %			
1973	0,33 %	0,32	22 ans	En 36 ans 1987-1951
1982	0,65 %	0,32	9 ans	
1987	0,72 %	0,07	5 ans	
1997	0,91 %	0,19	10 ans	En 20 ans
2007	0,75 %	-0,16	10 ans	

Créées en 1974 dans un contexte économique dégradé, les dépenses relatives aux **minima sociaux** et aux **aides à l'emploi** progressent rapidement. Leur part représente 0,18 % en 1979, 0,31 % en 1982, 0,39 % en 1989, 0,53 % en 1993, 0,61 % en 1996 et 0,70 % en 2005 (0,69 % en 2007).

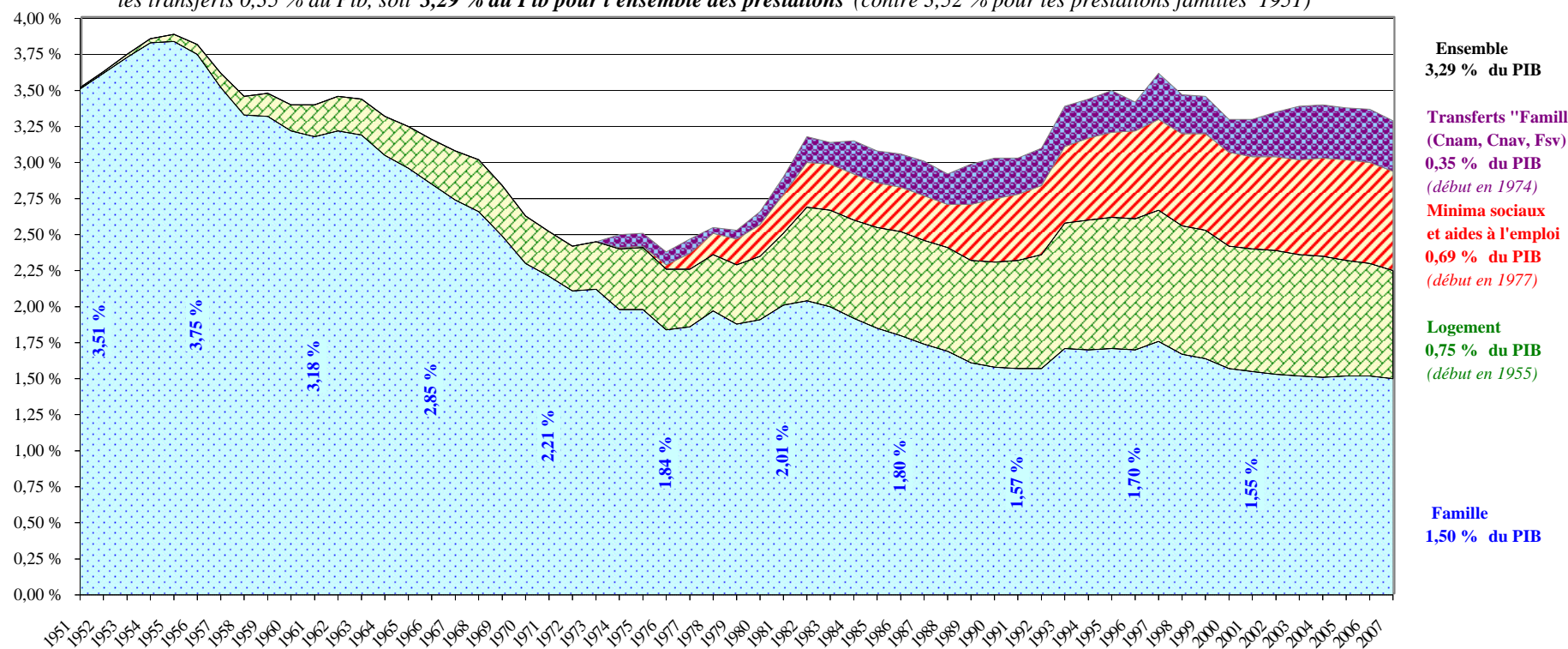
L'ensemble des prestations directes et indirectes versées par les organismes débiteurs des prestations familiales se situent à **3,29 % du Pib en 2007** contre 3,5 % en 1951. La moyenne des dix dernières années se situe à 3,37 % du Pib (à 3,06 % hors transferts).

Evolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2007

L'évolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2007 est caractérisée :

- par une **mise sous condition de ressources** à partir de 1972 d'une partie des prestations, puis par leur modulation progressive depuis 1998 ;
- par le développement de prestations d'entretien **attribuées par enfant et dès le premier enfant** ;
- par différents « plans Famille ». Les anciennes prestations (allocations de salaire unique et de frais de garde, allocations prénatales et postnatales, congé de naissance, cf. encadré 1) ont été remplacées par diverses prestations dont les conditions d'attribution ont varié sur la période. **L'enveloppe financière correspondant aux prestations issues de ces « plans Famille » a été multipliée par 2,6** en euros constants 2007, passant de 4,8 milliards d'euros en 1951 à 12,5 milliards en 2007 (cf. figure 3.3).

Figure 3.2 : **Les prestations directes Famille représentent 1,50 % du Pib en 2007**, le logement 0,75 %,les minima et les aides à l'emploi 0,69 %, les transferts 0,35 % du Pib, soit **3,29 % du Pib pour l'ensemble des prestations** (contre 3,52 % pour les prestations familles 1951)

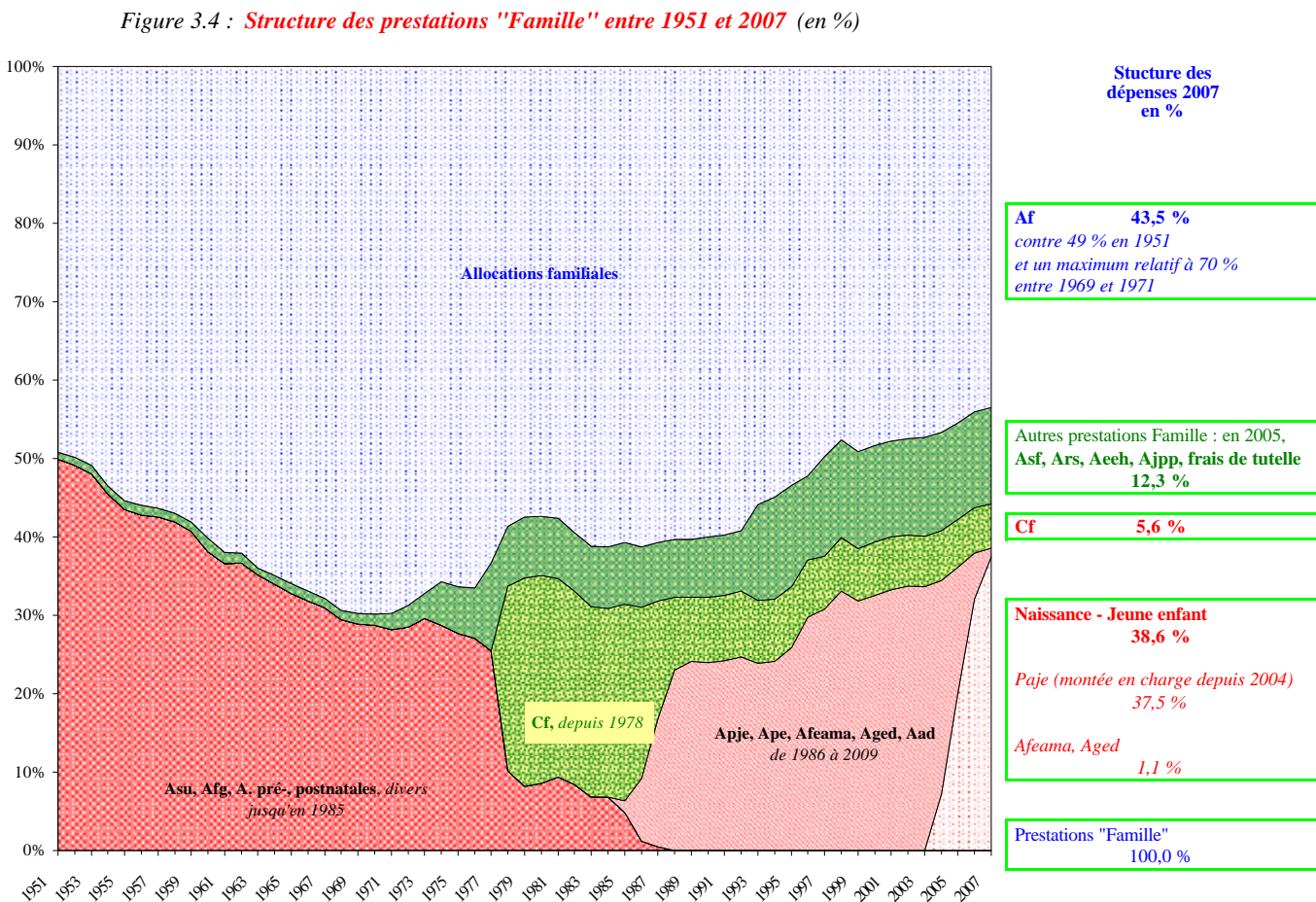
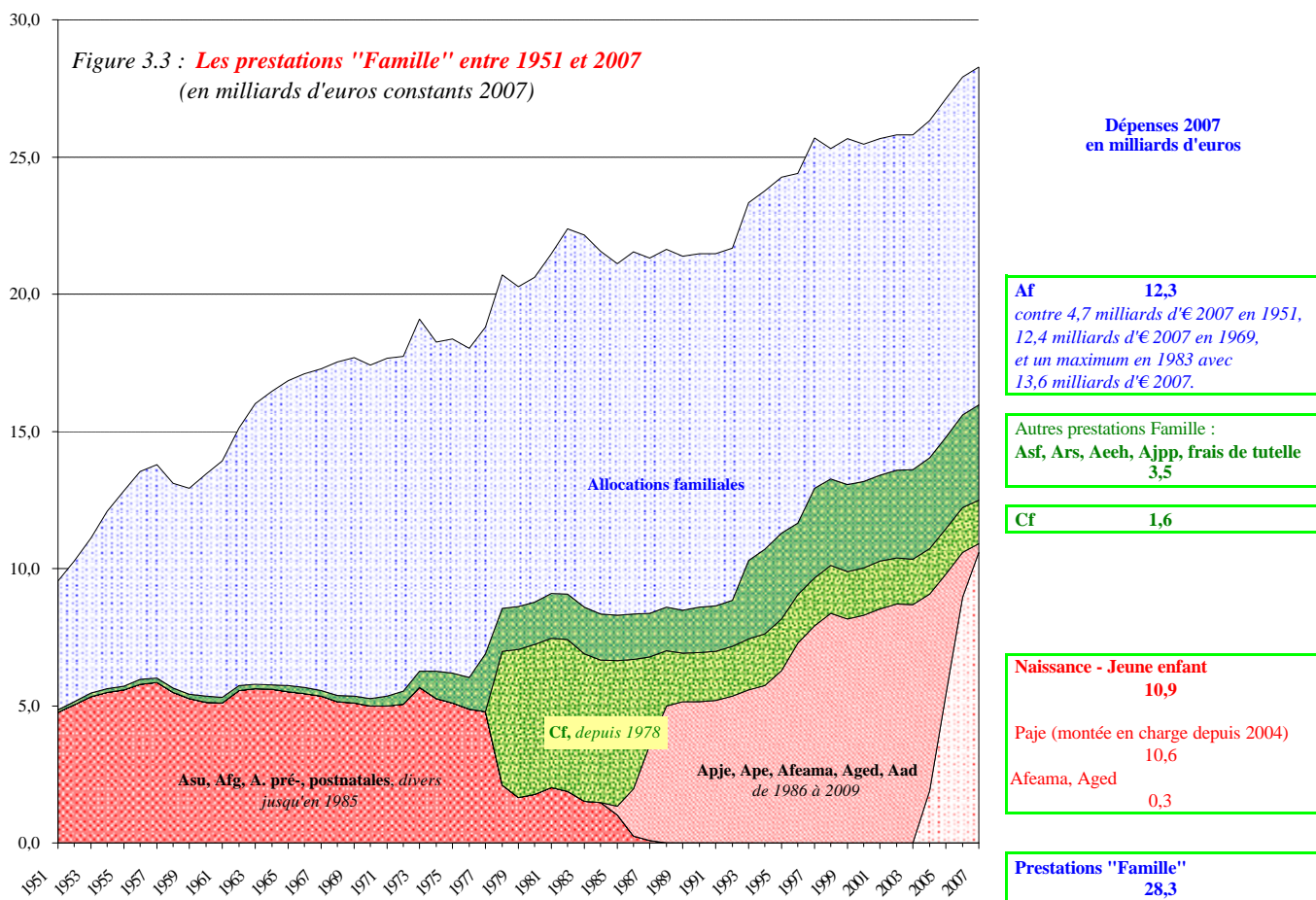


TIPF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts "Famille" depuis 1951

																			Eart (points) 2007- 1998	Moyenne 10 ans [1998 2007]
Tous régimes, métropole et Dom	1951	1960	1970	1971	1980	1988	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007		
Famille	3,51 %	3,22 %	2,30 %	2,21 %	1,91 %	1,69 %	1,58 %	1,76 %	1,67 %	1,64 %	1,57 %	1,55 %	1,53 %	1,52 %	1,51 %	1,52 %	1,52 %	1,50 %	-0,26 %	1,55 %
Logement	0,01 %	0,18 %	0,33 %	0,31 %	0,44 %	0,72 %	0,73 %	0,91 %	0,89 %	0,89 %	0,85 %	0,85 %	0,86 %	0,84 %	0,84 %	0,80 %	0,78 %	0,75 %	-0,16 %	0,84 %
Minima sociaux et aides à l'emploi					0,22 %	0,30 %	0,44 %	0,63 %	0,64 %	0,67 %	0,65 %	0,64 %	0,65 %	0,66 %	0,68 %	0,70 %	0,70 %	0,69 %	0,06 %	0,67 %
Prestations directes	3,52 %	3,40 %	2,63 %	2,52 %	2,57 %	2,71 %	2,75 %	3,30 %	3,20 %	3,20 %	3,07 %	3,04 %	3,04 %	3,02 %	3,03 %	3,02 %	3,00 %	2,94 %	-0,36 %	3,06 %
Transferts (Cnam, Cnav, Fsv)					0,09 %	0,21 %	0,28 %	0,32 %	0,27 %	0,26 %	0,23 %	0,26 %	0,31 %	0,37 %	0,37 %	0,36 %	0,37 %	0,35 %	0,03 %	0,32 %
Prestations directes et transferts	3,52 %	3,40 %	2,64 %	2,52 %	2,65 %	2,92 %	3,03 %	3,60 %	3,48 %	3,47 %	3,31 %	3,30 %	3,36 %	3,38 %	3,40 %	3,38 %	3,37 %	3,29 %	-0,31 %	3,37 %
Dont "Famille" P. directes et indirectes	3,51 %	3,22 %	2,30 %	2,21 %	2,00 %	1,90 %	1,86 %	2,08 %	1,94 %	1,90 %	1,80 %	1,81 %	1,84 %	1,89 %	1,88 %	1,88 %	1,89 %	1,85 %	-0,23 %	1,87 %

TIPF 0.522007 : Evolution des dépenses de prestations légales entre 1951 et 2007 - Bénéficiaires des prestations en 2007

Dépenses tous régimes, métropole et Dom Milliards d'euros 2007	Dépenses			Evolution des dépenses				Structure des dépenses						Effectifs de bénéficiaires 2007	Rapport au nombre de bénéficiaires du Fnpf (a)
	1951	1971	2007	Ecart		Rapport		1951		1971		2007			
				2007- 1951	2007- 1971	2007/ 1951	2007/ 1971								
				Total	P. Famille	Total	P. Famille	Total	P. Famille						
Total des prestations directes versées	9,56	20,18	55,675	46,1	35,5	5,8	2,8							Allocataires	Fnpf (a)
Total des prestations directes ou financées par transferts	9,56	20,18	62,313	52,8	42,1	6,5	3,1	100,0 %		100,0 %		100,0 %		11 278 100	6 662 400
Dont prestations directes ou indirectes "Famille"	9,54	17,67	34,910	25,4	17,2	3,0	1,6	99,8 %		87,6 %		56,0 %			
Famille	9,54	17,67	28,272	18,7	10,6	3,0	1,6	99,8 %	100 %	87,6 %	100 %	45,4 %	100 %		
Sous-total "Entretien : familles de 2 enfants et plus"	4,70	12,32	13,885			3,0	1,1	49,2 %	49,3 %	61,1 %	69,7 %	22,3 %	49,1 %		
Allocations familiales (AF)	4,70	12,32	12,300	7,6	0,0	2,6	1,0	49,2 %	49,3 %	61,1 %	69,7 %	19,7 %	43,5 %	4 858 100	73 %
Complément familial (CF)			1,585	1,6	1,6							2,5 %	5,6 %	859 200	13 %
Sous-total "Entretien dès le premier enfant"	0,08	0,37	3,476	3,4	3,1	Ns	Ns	0,8 %	0,8 %	1,8 %	2,1 %	5,6 %	12,3 %		
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			1,381	1,4	1,4							2,2 %	4,9 %	2 973 300	45 %
Allocation soutien familial (ASF)		0,11	1,181	1,2	1,1					0,5 %	0,6 %	1,9 %	4,2 %	724 700	11 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)		0,02	0,608	0,6	0,6					0,1 %	0,1 %	1,0 %	2,2 %	152 500	2,3 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)			0,054									0,1 %	0,2 %	4 800	0,1 %
Autres dépenses (Frais tutelle, AD, HM, CEE)	0,08	0,24	0,252					0,8 %	0,8 %	1,2 %	1,4 %	0,4 %	0,9 %		
Sous-total "Naissance - Jeune enfant"			10,911	6,2	5,9	2,3	2,2					17,5 %	38,6 %	2 317 500	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)			10,593	Pour								17,0 %	37,5 %	2 198 800	33 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)			0,002	l'ensemble des prestations								0,0 %	0,0 %		
Allocation parentale d'éducation (APE)			-0,001	Naissance - Jeune enfant								0,0 %	0,0 %	200	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			0,031	(hors complément familial)								0,0 %	0,1 %	15 100	0,2 %
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			0,286	comparé aux								0,5 %	1,0 %	108 600	1,6 %
Sous-total "Prestations créées avant 1978 et n'existant plus"	4,76	4,98		prestations				49,8 %	49,9 %	24,7 %	28,2 %				
A. salaire unique, A. frais de gard, A. pré-, postnatales...				créées avant 1978											
Logement	0,02	2,51	14,271	14,3	11,8		5,7	0,2 %		12,4 %		22,9 %		5 959 900	53 %
Allocation logement familiale (ALF), prime de déménagement	0,02	2,51	3,672	3,7				0,2 %		12,4 %		5,9 %		1 261 200	/ allocataires
Aide personnalisée au logement (APL), prime de déménagement			6,158	6,2								9,9 %		2 493 200	
Allocation logement sociale (ALS)			4,326	4,3								6,9 %		2 207 400	
Aide aux associations de logement temporaire, PAH, ALINE		0,002	0,115	0,1								0,2 %			
Minima sociaux et aides à l'emploi			13,132	13,1	13,1							21,1 %			
Allocation de parent isolé (API)			1,075	1,1								1,7 %		205 400	2 %
Allocation adultes handicapés (AAH, complément)			5,506	5,5								8,8 %		813 000	7 %
Revenu minimum d'insertion (RMI, yc prime)			6,071	6,1								9,7 %		1 172 100	10 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)			0,480	0,5								0,8 %		Cf. détail	/ allocataires
Transferts (prestations ou cotisations financées par la CNAF)			6,638	6,6	6,6							10,7 %			
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)			4,095									6,6 %		1 585 500	
Contribution au fonds de solidarité vieillesse			2,291									3,7 %			
Congé paternité			0,252									0,4 %			



En 2007, on distingue :

- d'une part, une prestation d'entretien aux familles de trois enfants et plus, sous condition de ressources : le **complément familial** (1,6 milliard) ;
- et d'autre part, des **prestations « Naissance-Jeune enfant »** (10,9 milliards) dont 10,6 milliards pour la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje, cf. encadré 2), créée en janvier 2004, qui va, d'ici à 2009, remplacer les autres prestations jeune enfant.

Plans Famille (cf encadré 1) Milliards d'euros 2007	Dépenses			Rapport 2007/ 1951
	1951	1971	2007	
Cf			1,6	
Naissance - Jeune enfant			10,9	
P. créées avant 1978	4,8	5,0		
Plans "Famille" yc Cf	4,8	5,0	12,5	2,6

Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 49,1 % des prestations « Famille »

Les Af et le Cf sont les prestations d'entretien aux familles de deux enfants et plus (13,9 milliards d'euros, cf. T1PF 0.522007).

* Les **allocations familiales** (Af) : **43,5 % des prestations « Famille »** : **12,3 milliards** d'euros bénéficiant à **4 858 100 familles** de deux enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 20 ans (ou bénéficiant du forfait AF⁶).

La part des Af dans l'ensemble des prestations « Famille » est passée de 49 % en 1951 à 43,5 % en 2007 (après un maximum à 70 % en 1969-1971).

Les diverses mesures prises depuis 1998 relatives aux Af auraient globalement généré près de + 108 millions d'euros 2007 de dépenses :

- les **majorations** pour âge des Af sont versées à partir de onze ans, et à partir de seize ans de janvier 1999 jusqu'à la réforme de mai 2008 ;

- la **limite d'âge** pour les enfants à charge est passée de dix-huit à dix-neuf ans en 1998, de dix-neuf ans à vingt ans en 1999 ;

- un **forfait Af** versé aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de vingt ans a été mis en place en juillet 1997.

- depuis mai 2007, en cas de **résidence alternée**, les parents ont la possibilité d'opter pour le partage des Af, le montant des Af correspondant à la configuration familiale (avec 1 pour un enfant à temps plein et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).

En 1998, les Af ont régressé de plus de 802 millions d'euros 2007 suite à leur mise sous condition de ressources pendant dix mois de mars à décembre⁷.

En euros constants 2007, les dépenses d'Af :

- ont été **multipliées par 2,6 entre 1951 et 2007** (soit + 7,6 milliards d'euros 2007) ;
- sont globalement restées stables entre 1971 et 2007 malgré un impact démographique négatif (sorties des classes d'âges à forts effectifs, diminution des familles nombreuses) compensé par l'allongement de la scolarité et les mesures législatives relatives à la notion d'enfant à charge.

La progression des Af représente à elle seule **41 % de l'accroissement des prestations « Famille »**, entre 1951 et 2007, soit un niveau identique à celle des prestations modifiées par les plans « Famille » (cf. figures 3.3 à 3.5).

Depuis 1971, la décroissance de la part des Af dans les prestations « Famille » apparaît comme l'inversion du courant qui a prévalu entre 1951 et 1971 : **la concentration** de l'accroissement des dépenses de prestations « Famille » en faveur des Af fait place depuis 1971 à la **diversification des objectifs de la politique familiale**. Il s'agit alors de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle par le libre choix entre les différents modes de garde, entre la poursuite ou l'arrêt de d'une activité professionnelle ; de soutenir les familles monoparentales, les enfants handicapés et l'éducation des enfants... Par ailleurs, **le soutien à la natalité** demeure à travers le barème des allocations familiales favorable aux familles nombreuses, le complément familial et les prestations d'entretien en faveur des jeunes enfants.

* Le **complément familial** (Cf, cf. encadré 1), créé en 1978 et versé sous condition de ressources : **5,6 %** des prestations « Famille », **1,6 milliard** d'euros bénéficiant à **859 200 familles** de trois enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de vingt ans.

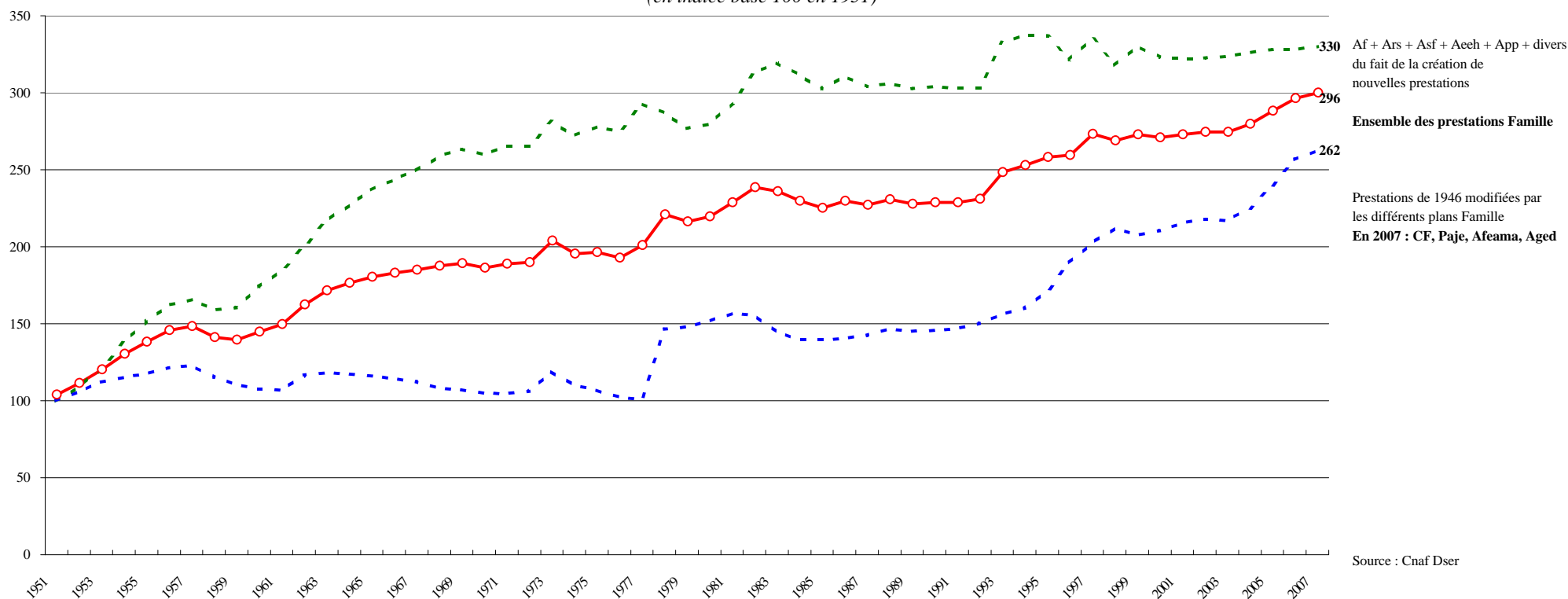
Naissance - Accueil des jeunes enfants : 38,6 % des prestations « Famille »

Les prestations « Naissance - Accueil des jeunes enfants » (**10,9 milliards** d'euros, cf. encadrés 1 et 2, T1PF 0.522007, figures 3.3 et 3.4) représentent 38,6 % des prestations « Famille ». On peut distinguer trois types de préoccupations : la garde des enfants, la compensation de la perte de revenus liée à l'arrêt d'activité professionnelle d'un (des) parent(s), l'entretien des jeunes enfants. Les créations de trois prestations (l'Ape, l'Aged et l'Afeama, respectivement en 1985, en 1987 et en 1991) et leur remplacement en janvier 2004 par trois composantes de la Paje reflètent l'accent mis à nouveau sur **l'éducation et la garde des jeunes enfants**, avec également des préoccupations relevant de **politiques d'emploi**.

Progression des prestations directes Famille en volume entre 1951 et 2007

Données tous régimes, métropole + Dom En milliards d'euros 2007	Dépenses			Ecart			Ventilation / accroissement total			Rapport		
	1951	1971	2007	1971-1951	2007-1971	2007-1951	1971-1951	2007-1971	2007-1951	1971/1951	2007/1971	2006/1951
				20 ans	36 ans	56 ans	20 ans	36 ans	56 ans	20 ans	36 ans	56 ans
Af + Ars + Asf + Aeoh + App + divers	4,78	12,69	15,78	7,91	3,09	10,99				2,65	1,24	3,30
Af	4,70	12,32	12,30	7,62	-0,02	7,60	41 %	0 %	41 %	2,62	1,00	2,62
Ars + Asf + Aeoh + App + divers	0,08	0,37	3,48	0,28	3,11	3,39	2 %	17 %	18 %			
Prestations modifiées par les différents plans "Famille"	4,76	4,98	12,50	0,21	7,52	7,73	1 %	40 %	41 %	1,05	2,51	2,62
Asu-Afg, prestations de naissance antérieures à 1978	4,76	4,98	0,00	0,21	-4,98	-4,76						0,00
Cf	0,00	0,00	1,59	0,00	1,59	1,59						
Apje + Ape + Afeama + Aged	0,00	0,00	0,32	0,00	0,32	0,32						
Paje	0,00	0,00	10,59	0,00	10,59	10,59						
Ensemble des prestations directes Famille	9,55	17,67	28,27	8,12	10,61	18,73	43 %	57 %	100 %	1,85	1,60	2,96
Taux de croissance moyenne annuelle de l'ensemble des prestations Famille				3,1 %	1,4 %	2,0 %						

Figure 3.5 : Les prestations directes Famille ont été multipliées par 2,9 en volume depuis 1951
(en indice base 100 en 1951)



Encadré 1 : Les plans « Famille » : de la création du complément familial en 1978 aux prestations³ « Naissance-Jeune enfant » de 1985 à 1991... jusqu'à la Paje en 2004

• **En juillet 1972 :**

- les **allocations de salaire unique et de mère au foyer** (dont les montants ne seront plus revalorisés) ont été **mises sous condition de ressources** ;
 - une majoration de ces prestations (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins **quatre enfants** ou un enfant de moins de 3 ans ;
 - l'**allocation pour frais de garde** est créée ; elle est attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la **femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité**.

• **En 1978**, ces prestations ont été remplacées par le **complément familial**, accordé sous condition de ressources aux familles de **trois enfants** et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans.

• Les **allocations postnatales** sont majorées pour naissances multiples en 1979 et pour la troisième naissance en 1980. Cette dernière majoration est diminuée de moitié en 1983, supprimée en 1985.

• **En janvier 1985**, l'**allocation au jeune enfant** se substitue au complément familial et aux allocations pré- et postnatales. L'allocation pour jeune enfant est sous condition de ressources pour les enfants de plus de trois mois jusqu'en décembre 1996, pour l'ensemble des enfants bénéficiaires depuis janvier 1996.

• Le **complément familial** (Cf) est maintenu pour les familles de trois enfants et plus. En janvier 1987, le complément familial de « maintenance » (lorsque la famille passe de trois à deux enfants) est supprimé. En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial (et aux aides au logement...).

Dès 1978, un **abattement sur les ressources** est prévu pour **les ménages à deux revenus ou les personnes isolées** bénéficiaires du Cf. Cet abattement est appliqué aux bénéficiaires de l'Apje et de l'Aad qui sont soumis aux mêmes plafonds. Il est à noter qu'un tel abattement n'existe pas pour le plafond de l'Ars. Cet abattement, correspondant à 46 % du Smic en 1978, est doublé en 1984 ; il progresse jusqu'en 1995 pour atteindre 82 % du Smic. En 2002, il n'est plus que de 72 % du Smic. Loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu, cet abattement se situait, toutefois, dans le cadre d'un **objectif de neutralité par rapport à la double activité au sein du couple**.

• **En 1985**, l'**allocation parentale d'éducation** (Ape) est versée à la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de **moins de 3 ans**, portant à **trois ou plus le nombre d'enfants**. Une allocation à mi-taux peut

être versée. Son montant est revalorisé en 1986, en 1987. Le champ de l'Ape est étendu :

- en 1987, avec le desserrement de la condition d'activité (*deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois, au lieu des trente mois antérieurement en vigueur*), l'allongement de la durée de perception jusqu'aux 3 ans de l'enfant (*contre vingt-quatre mois maximum de perception lors de la création de l'Ape*), suppression du cumul possible de l'Ape avec l'Apje ;

- en 1994-1995 avec l'ouverture du droit dès le **deuxième enfant** (*sous réserve de deux ans d'activité au cours des cinq ans précédant la naissance*), l'extension au temps partiel (*versement jusqu'aux 6 ans de l'enfant en cas de naissances multiples*).

• **En 1991** entre en vigueur l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama) : il s'agit d'une prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé.

• Créée en 1992, la **majoration d'Afeama** a été ensuite fortement revalorisée en 1995. Elle correspond à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle ; son montant varie selon l'âge de l'enfant (moins de 3 ans, de 3 ans à moins de **6 ans**). Depuis janvier 2001, son montant est modulé en fonction des ressources de la famille (*cf. T1PF 793*).

• Mise en place, **en 1987**, de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Elle peut être cumulée avec l'Ape à mi-taux. L'Aged est d'un montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) dans la limite d'un certain plafond.

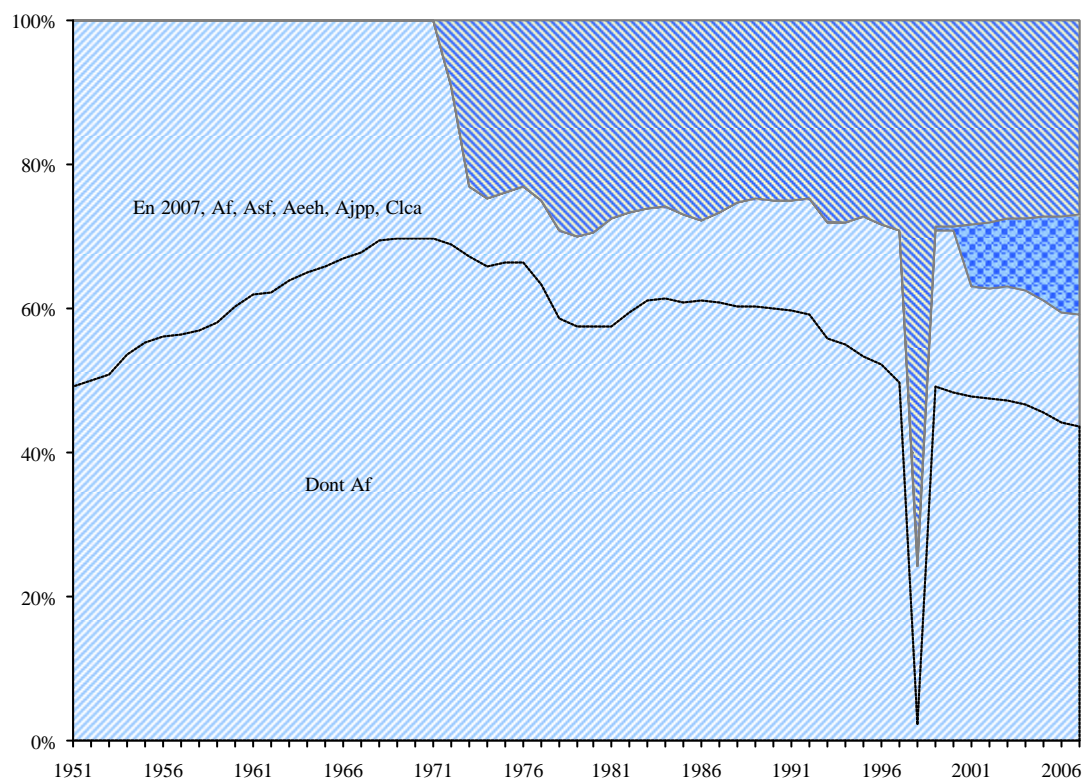
- L'Aged est déplafonnée en 1995, et une allocation à mi-taux est créée pour les enfants de **3 à 6 ans** et pour les bénéficiaires de l'Ape à taux partiel.

- Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations n'est plus que de 75 % ou même de 50 % selon les ressources de la famille, le recours à une Ape à taux réduit ou pour un enfant âgé de 3 à moins de 6 ans. Ces prises en charge sont par ailleurs plafonnées (*cf. T1PF 793, T1PF 7511*).

• En janvier 2002, un **congé de paternité** est créé.

• **En janvier 2004**, la **prestation d'accueil du jeune enfant** est créée (*cf. encadré 2*).

Figure 3.6 : 27 % des prestations directes "Famille" sont soumises à condition de ressources (Cr) en 2007 contre 23 % en 1973



En 2007

Famille : prestations sous condition ressources (Cr) 26,9 %

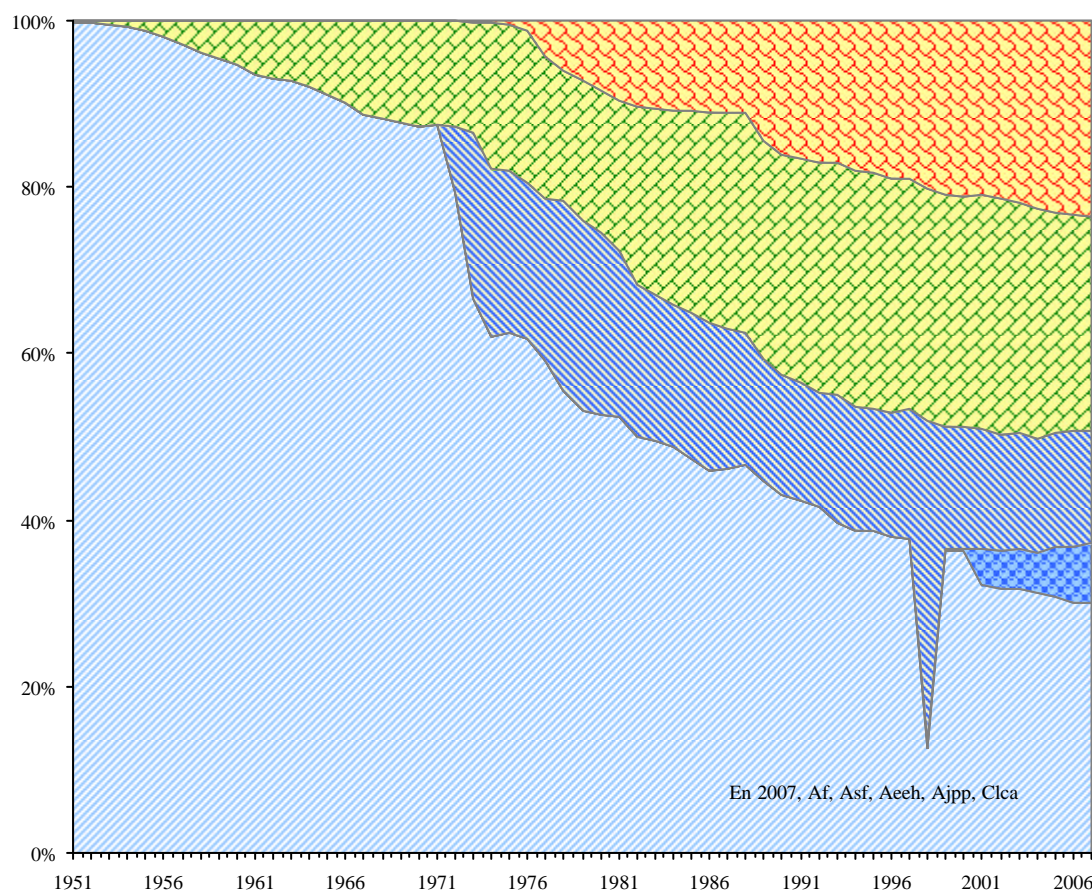
Famille : prestations liées à la garde des enfants, modulées en fonction des ressources 14,1 %

Asf, Aeéh, Ajpp, Clca, 15,5 %

Af 43,5 %

Famille : prestations non soumises à CR et non modulées 59,0 %

Figure 3.7 : La part des prestations directes "Famille" sans Cr dans l'ensemble des prestations a régressé de 87 % en 1971 à 67 % en 1973, 53 % en 1981, 30 % en 2007, suite à la décroissance des prestations Famille dans l'ensemble



En 2007

Minima sociaux et aides à l'emploi (Rmi, Aah, Api, Rso, Cirma, Cav, Pre, toujours sous Cr) 23,6 %

Logement (toujours sous Cr) 25,6 %

Famille : prestations sous Cr 13,6 %

Famille : prestations liées à la garde des enfants, modulées en fonction des ressources 7,2 %

Famille : prestations non soumises à CR et non modulées 30,0 %

Total Famille 50,8 %

100,0 %

En 1998, les prestations sans Cr enregistrent un creux correspondant à la mise sous Cr des Af pendant dix mois.

- **Janvier 1964** : les enfants placés en établissement bénéficient de l'allocation d'éducation spécialisée.
- Février 1972 : création de l'allocation aux **mineurs handicapés** (lorsqu'ils ne peuvent bénéficier de la prestation précédente); la prestation est sous condition de ressources jusqu'en juillet 1973.
- Octobre 1975 : les deux prestations précédentes sont remplacées par l'allocation d'éducation spéciale (Aes) d'un montant plus avantageux et assortie de **deux compléments**.
- Février 1983 : augmentation de 50 % du montant du deuxième complément de l'Aes.
- Octobre 1991 : création d'un **troisième** complément de l'Aes pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer.
- Janvier 2001 : création de l'allocation de **présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au maximum une année par enfant et pour une même cause.
- Avril 2002 : majoration substantielle de l'App et création de **six** nouveaux compléments de l'Aes à la place des anciens. Ces compléments restent acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant.
- Janvier 2006 : l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** remplace l'Aes. Une **majoration** de l'Aeeh est versée aux **parents isolés**, par enfant percevant un complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.
- Mai 2006 : le parent bénéficiaire de l'**allocation journalière de présence parentale** peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans.
- Avril 2008 : les familles d'enfants handicapés de moins de vingt ans peuvent opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, **prestation de compensation du handicap**, en fonction de la situation la plus favorable.

12,3 % des prestations « Famille » correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant

Les prestations d'entretien attribuées dès le premier enfant sont des aides spécifiques aux enfants handicapés, ainsi qu'aux familles monoparentales et l'allocation de rentrée scolaire. Elles atteignent

3,5 milliards d'euros en 2007 (*cf. TIPF 0.522007*) et représentent 12,3 % des prestations « Famille ».

* La prise en compte du handicap des enfants dans la politique familiale a débuté en 1964, avec un tournant important en 1975 (*cf. encadré ci-contre*). La part des dépenses correspondantes est passée de 0,1 % des prestations « Famille » en 1971 à 1 % en 1977 et à **2,2 % en 2007**. Les dépenses d'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** atteignent **608 millions d'euros pour 152 500 familles** bénéficiaires⁸ en décembre 2007.

* L'**allocation (journalière) de présence parentale** (54 millions d'euros) a bénéficié à 4 800 familles.

- **En 1971, l'allocation orphelin** est créée en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. Elle est attribuée sous condition de ressources jusqu'en avril 1973.

- Extension de l'Ao aux enfants manifestement **abandonnés** depuis six mois, en **1975** ; depuis deux mois, en 1982. En 1978, le montant de l'Ao partielle est majoré de 50 %.

- En 1985, l'**allocation de soutien familial** (Asf) se substitue à l'Ao. Une mission de recouvrement des pensions alimentaires est alors confiée aux organismes débiteurs de l'Asf. *Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'Asf.*

- Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'Api ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux, y compris à l'Asf. *Il est à noter qu'il n'existe pas d'Asf différentielle en cas de pension alimentaire par enfant d'un montant inférieur à celui de l'Asf (112,24 euros en 2007). L'Asf est supprimée en cas de (re)mariage, de concubinage ou de Pacs.*

* **Les dépenses d'allocation de soutien familial** sont passées de 0,6 % des prestations « Famille » en 1971, à 1,6 % en 1973, à 3,2 % en 1978⁹ et à **4,2 % en 2007** : soit **1,18 milliard d'euros** de dépenses et **724 700 familles** bénéficiaires.

* Par ailleurs, l'**allocation de parent isolé** (Api) garantit, depuis 1976, un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation (*561,21 euros pour une femme enceinte, 187,06 euros par enfant*). *L'Api est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans.* Du fait

de la spécificité de cette prestation différentielle et suite à son remboursement par l'Etat depuis 1999, l'Api est regroupée avec les **minima sociaux**. **1,08 milliard d'euros a été versé en 2007 à 205 400 bénéficiaires de l'Api**. La part de l'Api dans l'ensemble des prestations a progressé jusqu'à 2,3 % en 1986-1989 avant de décroître pour se situer aux alentours de 1,7 % depuis 1997. La part des prestations (Asf et Api) versées aux **familles monoparentales** représente **3,6 %** de l'ensemble des prestations en 2007.

. L'**allocation de rentrée scolaire** (Ars), créée en **1974**, est versée sous condition de ressources. (Aucune majoration du plafond pour double activité n'a été introduite. Cf. TIPF 793).

. En **1990**, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de seize à dix-huit ans.

. En **1999**, le droit à l'Ars a été ouvert aux familles avec un seul enfant qui ne perçoivent pas d'autres prestations des organismes débiteurs des prestations familiales.

. Depuis **2002**, une allocation **différentielle** est versée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond.

. Le **montant unitaire de l'Ars a été multiplié par 3,6** en euros constants depuis 1992.

* Les dépenses d'Ars (1,4 milliard d'euros) atteignent **4,9 % des prestations « Famille »** contre 1,9 % en 1992. **2 973 300 familles** ont bénéficié de l'Ars en 2007.

26,9 % des prestations « Famille » sont sous condition de ressources

La part des prestations « Famille » **attribuées strictement sans condition de ressources** dans l'ensemble des prestations « Famille » a régressé, passant de 100 % en 1971 (cf. figure 3.6 et TIPF 21631) :

- à 77 % en 1973, les allocations de salaire unique, de frais de garde et leur majoration ayant été mises sous condition de ressources à partir de juillet 1972, (cf. encadré 1) ;

- si on exclut l'exercice 1998, le taux moyen des prestations « Famille » sans condition de ressources est resté **relativement stable de 1973 jusqu'en 2000, date de modulation de l'Afeama**. En moyenne, ce taux a été de 73,3 % des prestations « Famille » sur 27 ans ;

- ce taux régresse, passant de 63 % en 2001 à **59 % en 2007 (Af, Asf, Aeeh, Ajpp, Paje Clca)**.

L'encadré 3 permet de situer le degré d'imprécision de cette estimation à 9 points en 2003).

Encadré 2 : Création de la Paje en janvier 2004 (cf. barème : TIPF 7351-61-71)

. La **prestation d'accueil du jeune enfant** Paje est appelée à remplacer cinq prestations existantes (allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1^{er} janvier 2004, la Paje comprend :

- une **prime à la naissance ou à l'adoption** versée sous condition de ressources (avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

- une **allocation de base** (Ab) versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

- un **complément libre choix d'activité** (Clca) attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de trois ans (six ans en cas de naissances multiples). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué **dès le premier enfant mais pour seulement six mois** à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée par rapport à l'Ape. Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de

rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

- un **complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de six ans par une assistante maternelle ou une employée de maison. Ce complément comporte deux composantes :

- une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

- une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

. Créé en juillet 2006, le **complément optionnel de libre choix d'activité** (Colca) permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court que le Clca (jusqu'à ce que l'enfant ait un an), mieux rémunéré.

. En mai 2008, augmentation du montant (plafond) du Cmg pour les familles les plus modestes.

Encadré 3 : Conditions de ressources...

3.1 - Parmi les prestations « Famille » (hors Api qui figure avec les minima sociaux), on peut considérer que seuls **l'Ars et le Cf sont soumis à des conditions de ressources sélectives** (alors que les autres conditions de ressources n'excluent que 10 % à 15 % des bénéficiaires potentiels). Le tableau 79020060 page 4 situe les différents niveaux de plafonds de ressources par rapport au Smic :

- le bénéfice de l'Ars est supprimé à une famille d'un enfant percevant **1,9 Smic** ;
- une famille de trois enfants avec un seul revenu bénéficie du Cf si ses revenus sont inférieurs à **2,9 Smic** ;
- l'allocation de base de la Paje se situe déjà à un niveau sensiblement supérieur : 4 Smic pour une famille d'un enfant avec deux revenus.

3.2 - Les prestations de garde sont considérées comme modulées selon les revenus pour la totalité des sommes versées.

- En fait, les cotisations sont versées sans aucune référence aux revenus de la famille. Seule la composante versée à la famille diffère selon les ressources.

- Avant la mise en place du Cmg de la Paje, les dépenses d'Afeama étaient ventilées entre prestations sans Cr (Afeama de base) et prestations modulées (majoration d'Afeama). Le changement de méthodologie minore la part des prestations sans Cr de 5,1 % en 2003 (et majore celle des prestations modulées).

- Les dépenses d'Aged (modulée depuis 1998) n'incluent pas de cotisations sociales.

3.3 Le montant du Clca de la Paje est équivalent à celui de l'Ape pour les familles dont les ressources dépassent le plafond d'attribution de l'Ab Paje. Les allocataires dont les ressources sont inférieures au plafond perçoivent l'Ab Paje et le montant cumulé des deux prestations (Ab + Clca) correspond bien à celui de l'Ape (non cumulable avec l'Apje).

Cette spécificité du Clca a conduit à une estimation statistique des dépenses d'Apje virtuelle sous Cr :

- en 2003, on considère que 80 % des familles bénéficiaires de l'Ape auraient pu bénéficier de l'Apje (20 % d'entre elles sont exclus par la condition de ressources de l'Apje) ;

- on estime que **30 % des sommes versées au titre de l'Ape auraient de toute façon été versées au titre de l'Apje si l'Ape n'avait pas existé.**

Les dépenses d'Ape sans Cr sont minorées de ces dépenses d'Apje virtuelle.

L'impact du changement de législation sur les séries statistiques de dépenses de prestations avec et sans Cr minore la part des prestations sans Cr de l'ordre de 3,8 points en 2003.

3.4 - Pour conclure, la part des prestations sans Cr est de 8,9 points inférieure à celle présentée dans la brochure PF2003 : parallèlement, les prestations modulées sont majorées de 5,1 points (du fait de l'impact de l'Afeama de base, cf. point 2), les prestations sous Cr sont majorées de 3,8 points (suite au calcul de l'Apje virtuelle, cf. point 3).

Ventilation P. Famille selon la méthodologie

2003	A : nouvelle	B : ancienne	A - B
Sans Cr	63,2 %	72,0 %	-8,9
Modulées	9,4 %	4,3 %	5,1
Avec Cr	27,4 %	23,6 %	3,8

Notes

¹ Les prestations « Famille » du Fnpf excluent l'Alf, l'Aah et l'Api. L'Aeoh fait partie du bloc « Famille ».

² Le supplément de revenu familial (Surf) a été en vigueur de janvier 1981 à août 1990. L'allocation spécifique d'attente (Asa) a été versée par les organismes débiteurs des prestations familiales de juin 1998 à décembre 2001.

³ A partir du site Internet de l'Insee (de mai 2008) : mise à jour de la série 1959-2007 du Pib en base 2000.

⁴ Dans ce cas, il s'agit de prestations différées.

⁵ Avec ouverture du droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer au titre de la validité 1972.

⁶ Depuis le 1^{er} juillet 2003, un forfait mensuel de 70 euros est versé pendant un an aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans. Le coût de la mesure est estimé à 114 millions d'euros 2005 en année pleine (2005).

⁷ Parallèlement au retour à l'universalité des Af en janvier 1999, le quotient familial est minoré de 33 %.

⁸ 158 709 familles (chiffre rectifié, cf. chapitre 5, T2PF 51).

⁹ Avec la suppression de toute condition d'activité professionnelle.

En 1998, avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre, le montant des prestations sans condition de ressources chute à 26 % des prestations « Famille ».

Par ailleurs, **14,1 %** des dépenses 2007 (contre 9 % en 2001 et 12 % en 2005) correspondent à des prestations dont le montant est **modulé en fonction des ressources** de la famille : depuis 1998 pour l'Aged, depuis 2001 pour la **majoration d'Afeama** et dès leur création pour les **Cmg de la Paje** (cf. encadré 1). La part des prestations « Famille » strictement sous condition de ressources est passée de 23 % en 1973 à 27,2 % en 2006 (Cf, Ars, Paje : prime, allocation de base, Apje, Apje virtuelle, cf. figure 3.6, encadré 3, T1PF 21631).

Par ailleurs, la part des prestations « Famille » sans condition de ressources dans l'ensemble des prestations « Famille-Logement-Minima sociaux » a régressé de 67 % en 1973 à 30 % en 2006, du fait de la régression de la part des prestations « Famille » dans l'ensemble des prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales (cf. figure 3.7).

TIPF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants

En millions d'euros 2007	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Famille	5 306	8 764	13 456	17 415	17 668	19 091	20 602	21 469	24 268	25 699	25 310	25 679	25 475	25 673	25 815	25 815	26 326	27 123	27 904	28 273
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	5 306	8 764	13 456	17 415	17 668	14 696	14 532	16 112	17 664	18 209	6 098	18 186	18 021	16 163	16 233	16 308	16 453	16 596	16 599	16 693
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources (PAJE CMG, AGED, AFEAMA)											291	149	151	2 213	2 371	2 435	2 644	3 136	3 723	3 988
3. Famille : prestations sous CR (1)						4 396	6 071	5 357	6 604	7 490	18 921	7 344	7 303	7 297	7 211	7 071	7 228	7 391	7 582	7 591
4. Logement		6	759	2 520	2 508	2 952	4 714	9 904	12 913	13 250	13 580	13 915	13 842	14 087	14 542	14 229	14 633	14 259	14 381	14 270
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi						42	2 347	5 998	8 374	9 164	9 793	10 466	10 475	10 568	10 969	11 174	11 885	12 386	12 857	13 132
Total prestations directes	5 306	8 771	14 215	19 935	20 176	22 085	27 664	37 371	45 556	48 114	48 683	50 060	49 792	50 328	51 326	51 218	52 844	53 768	55 142	55 675

(1) Prestations Famille sous CR : CF, PAJE prime, PAJE AB, APJE longue, APJE courte depuis janvier 1996, APJE virtuelle, ARS, A. d'adoption, aide à la scolarité, A. salaire unique-frais de garde-majoration, AF de mars à décembre 1998 (10 mois).

L'estimation de l'APJE virtuelle correspond à une "AB APJE sous CR" déduite de l'APE. Pour assurer une meilleure comparaison des législations avant et après la PAJE, on déduit de l'APE (non cumulable avec l'APJE) la part de l'APJE (sous CR)

dont auraient pu bénéficier les bénéficiaires de l'APE dont les ressources se situaient en-dessous des plafonds de l'APJE.

TIPF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)

En % des prestations directes Famille	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne [2001-2007]
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	77 %	71 %	75 %	73 %	71 %	24 %	71 %	71 %	63 %	63 %	63 %	62 %	61 %	59,5 %	59,0 %	61,6 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources											1 %	1 %	1 %	9 %	9 %	9 %	10 %	12 %	13,3 %	14,1 %	10,9 %
3. Famille : prestations sous CR (1)						23 %	29 %	25 %	27 %	29 %	75 %	29 %	29 %	28 %	28 %	27 %	27 %	27 %	27,2 %	26,9 %	27,5 %
Total Famille	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources						23 %	29 %	25 %	27 %	29 %	76 %	29 %	29 %	37 %	37 %	37 %	38 %	39 %	40,5 %	41,0 %	38,4 %

TIPF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)

En % des prestations directes	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
3. Famille : prestations sous CR (1)						20 %	22 %	14 %	14 %	15,6 %	38,9 %	14,7 %	14,7 %	14,5 %	14,0 %	13,8 %	13,7 %	13,7 %	13,7 %	13,6 %
4. Logement		0 %	5 %	13 %	12 %	13 %	17 %	27 %	28 %	27,5 %	27,9 %	27,8 %	27,8 %	28,0 %	28,3 %	27,8 %	27,7 %	26,5 %	26,1 %	25,6 %
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi						0 %	8 %	16 %	18 %	19,0 %	20,1 %	20,9 %	21,0 %	21,4 %	21,8 %	22,5 %	23,0 %	23,3 %	23,3 %	23,6 %
Prestations directes sous CR		0 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	62,2 %	86,9 %	63,4 %	63,5 %	63,5 %	63,8 %	63,4 %	63,9 %	63,3 %	63,1 %	62,9 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources											0,6 %	0,3 %	0,3 %	4,4 %	4,6 %	4,8 %	5,0 %	5,8 %	6,8 %	7,2 %
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	100 %	95 %	87 %	88 %	67 %	53 %	43 %	39 %	37,8 %	12,5 %	36,3 %	36,2 %	32,1 %	31,6 %	31,8 %	31,1 %	30,9 %	30,1 %	30,0 %
Total prestations directes	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources		0,07 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	62,2 %	87,5 %	63,7 %	63,8 %	67,9 %	68,4 %	68,2 %	68,9 %	69,1 %	69,9 %	70,0 %

TIPF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)

Données tous régimes, métropole et DOM en % du PIB	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Différence en points		
																					2007 - 1970	2007 - 1997	2007 - 2006
Famille		3,4 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	1,9 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	-0,8	-0,3	-0,027
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées		3,4 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	1,6 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	0,4 %	1,2 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	-1,4	-0,4	-0,02
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources											0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,21 %	0,2	0,2	0,01
3. Famille : prestations sous CR (1)						0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	1,2 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4	-0,1	-0,012
4. Logement		0,003 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,4	-0,2	-0,03
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi						0,005 %	0,2 %	0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7	0,1	-0,01
Prestations légales directes tous fonds		3,5 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,6 %	2,7 %	3,2 %	3,3 %	3,2 %	3,2 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	2,9 %	0,3	-0,3	-0,065
dont prestations FNPF		3,5 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,4 %	2,1 %	2,2 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,0 %	-0,6	-0,2	-0,034
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)							0,1 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,35	0,0	-0,02
P. légales directes et transferts (CNAM, CNAV, FSV)		3,5 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,7 %	3,0 %	3,5 %	3,6 %	3,5 %	3,5 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,3 %	0,7	-0,31	-0,081

3.2

78,2 milliards d'euros d'aides aux familles représentant 4,4 % du Pib en 2006 :

61 % sont couverts par la Cnaf (2,7 % du Pib)

*Les aides aux familles financées par la Caisse nationale des allocations familiales atteignent **47,3 milliards d'euros** en 2006.*

*L'estimation plus globale retenue dans cette étude, **78,2 milliards d'euros**, englobe en plus des prestations Cnaf : 16,4 milliards d'autres dépenses figurant dans les comptes de la protection sociale, 5,8 milliards d'avantages vieillesse supplémentaires et 8,7 milliards d'avantages fiscaux accordés par l'Etat en fonction de la situation familiale et du nombre d'enfants.*

Les prestations « Famille » financées par la Cnaf¹ sont présentées dans un ensemble de mesures plus large (mais non exhaustif²) permettant d'évoquer les mécanismes variés de la politique familiale française et l'importance des sommes en jeu.

Sur les 78,2 milliards d'euros d'aides aux familles³ retenus dans cette étude (cf. *TIPF 333, figure 3.8*) :

- . 62 % concernent les prestations « Famille » ;
- . 11 % correspondent au coût pour l'Etat des mesures fiscales en faveur des familles et des jeunes adultes ;
- . l'estimation des avantages vieillesse liés à la présence d'enfant représente 16 % des prestations ;
- . la part des prestations de logement destinées aux familles et aux étudiants atteint 11 % des aides.

Avec 47,3 milliards d'euros, la Cnaf finance 61 % de ces 78,2 milliards d'aides aux familles.

48,6 milliards d'euros de prestations « Famille Maternité »

Naissance – Jeune enfant : 18,8 milliards

Les prestations « Naissance – Jeune enfant » regroupent 5,5 milliards d'euros de prestations **maternité** (soins de santé et indemnités journalières) et 10,7 milliards de prestations légales « Famille » qui relèvent d'un financement Cnaf et peuvent se décomposer en :

- . 4,6 milliards d'euros de prestations d'accueil et d'entretien du **jeune enfant** (Paje prime et Ab, Apje versée sous condition de ressources, allocation d'adoption et congé de paternité) ;

- . une dépense globale de 6,2 milliards d'euros relative à la **garde** des jeunes enfants (incluant 2,6 milliards de prestations extra-légales) ;

- . 2,4 milliards versés aux parents qui interrompent leur activité professionnelle ou travaillent à temps réduit pour élever **un enfant de moins de 3 ans**.

L'effectif des bénéficiaires de ces aides est de l'ordre de 2 101 700 familles en 2006.

Prestations aux familles de deux enfants et plus : 14,3 milliards d'euros

Les prestations légales d'entretien réservées aux familles de deux enfants et plus regroupent :

- . les **allocations familiales** (Af et divers) : 12,7 milliards d'euros bénéficiant à 4 853 500 familles de deux enfants et plus⁴ ;

- . et le **complément familial** (Cf) versé sous condition de ressources⁵ : 1,6 milliard d'euros bénéficiant aux 878 500 familles de trois enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 21 ans.

Prestations spécifiques versées dès le premier enfant : 8,8 milliards d'euros

Les prestations versées dès le premier enfant (8,8 milliards d'euros) correspondent à des prestations plus spécifiques. Il s'agit :

- . de l'allocation de rentrée scolaire (1,4 milliard d'euros pour 3 021 600 familles bénéficiaires) et des bourses figurant dans les comptes de la protection sociale (2,3 milliards), soit 3,7 milliards d'aides directes liées à la **poursuite d'études** ;

. de l'allocation de soutien familial (1,1 milliard d'euros versé à 698 600 familles) et de l'allocation de parent isolé (1,1 milliard versé à 217 500 bénéficiaires), soit un total de 2,2 milliards en faveur des **familles monoparentales** ;

. de l'aide aux **enfants handicapés** : 0,6 milliard d'euros d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (153 800 familles bénéficiaires) et d'allocation journalière de présence parentale ;

. et du supplément de traitement familial versé aux familles de fonctionnaires (2,4 milliards).

Prestations de services sociaux Famille 6,8 milliards d'euros hors Pss garde et hors Pss logement

Les prestations de services sociaux (Pss) Famille (6,8 milliards d'euros) correspondent à la prise en charge globale des coûts de services rendus à des ménages, à titre gratuit ou à prix réduits. Sont prises en compte dans ce poste :

. les dépenses d'action sociale des Caf (1,6 milliard d'euros, hors prestations relatives à la garde des enfants et au logement) ;

. l'aide sociale à l'enfance (2,3 milliards) ;

. les autres prestations (3 milliards, dont 1,6 milliard de prestations extra-légales versées par des organismes de Sécurité sociale).

Le logement des familles et des étudiants : 8,7 milliards d'euros

Les prestations de logement versées aux familles et aux étudiants représentent 60 % de l'ensemble des prestations de logement versées par les organismes débiteurs des prestations familiales (*soit une estimation de 8,7 milliards d'euros sur un total de 14,2 milliards, y compris l'action sociale logement des Caf*).

Les dépenses relatives au logement sont un élément important de la politique familiale française : elles représentent 18 % des aides aux familles financées par la Cnaf.

Ni les avantages vieillesse, ni les prestations fiscales détaillés dans la suite de ce chapitre ne sont considérés comme des prestations dans les comptes de la protection sociale.

Avantages vieillesse : 12,2 milliards d'euros

Il s'agit de prestations différées dans le temps correspondant à des avantages vieillesse accordés aux parents : assurance vieillesse des parents au foyer financée par la Cnaf⁶ (4,2 milliards d'euros), bonifications de deux ans par enfant des annuités des mères de famille (de l'ordre de 4,4 milliards) et majoration des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus (3,6 milliards dont 2,2 milliards financés par la Cnaf). Globalement, 52 % des avantages vieillesse sont financés par la Cnaf.

8,7 milliards d'euros d'avantages fiscaux Famille Logement

Les « prestations » fiscales⁷ correspondent à des prestations fictives. Il s'agit de réductions d'impôt dont bénéficient directement et personnellement des ménages. Ces estimations ne correspondent pas à des versements monétaires aux familles mais constituent des moindres rentrées fiscales. Cette étude se limite aux principales mesures fiscales qui concernent les familles⁸, **hors quotient familial pour enfant mineur** (*cf. encadré 1*).

. Peuvent être rattachés au foyer fiscal de leur parent les enfants majeurs, âgés de moins de 21 ans ou de moins de 25 ans s'ils poursuivent leurs études. **Le quotient familial pour enfant majeur est estimé à 1,6 milliard d'euros.**

L'ensemble des mesures relatives aux « **jeunes adultes** » s'élève à **1,9 milliard**, en tenant compte de l'exonération partielle des salaires des apprentis, des exonérations des indemnités de stages et des intérêts des livrets jeunes (0,3 milliard).

. Le coût des mesures relatives aux **familles monoparentales** est de l'ordre de 2 milliards d'euros, soit :

1,6 milliard d'euros pour la demi-part supplémentaire attribuée aux célibataires, divorcés, veufs élevant seuls leur(s) enfant(s) ;

0,4 milliard pour la demi-part supplémentaire, ou le quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée des enfants à charge, accordée aux parents isolés ;

0,06 milliard à la demi-part supplémentaire pour les contribuables veufs ayant des enfants à charge.

Encadré 1 : Le système du quotient familial (Qf)

Le Qf : une exception française

« Comment tenir compte de la taille et de la composition des ménages lors du calcul de l'impôt sur le revenu⁹ ? La France a choisi en **1948** un système – le quotient familial (Qf) – qui vise à assurer **l'équité horizontale** : deux familles, qui auraient le même niveau de vie avant impôt, gardent après impôt des niveaux de vie identique... Par contre, ce système du Qf aide peu les familles à bas revenus : leur impôt est déjà nul ou très faible et l'avantage fiscal lié à la présence d'enfant ne peut être que très limité... »

« Le nombre de parts fiscales affecté à tel type de ménages devrait correspondre le mieux possible au nombre d'unités de consommation. Par rapport à l'échelle d'Oxford, le système du Qf français est plus favorable pour les familles de trois et surtout de plus de trois enfants. Cet avantage date de **1986** : depuis lors, le nombre de parts est d'un pour tous les enfants à partir du troisième, alors qu'auparavant, il était d'un pour le troisième enfant, de 0,5 au-delà. »

Comparaison du Qf et des unités de consommation	Quotient familial	Echelle d'Oxford
Célibataire	1	1,2
Couple sans enfant ¹⁰	2	2
Couple avec un enfant	2,5	2,6
Couple avec deux enfants	3	3,2
Couple avec trois enfants	4	3,7
Couple avec cinq enfants	6	4,9

Evolution du plafond du Qf

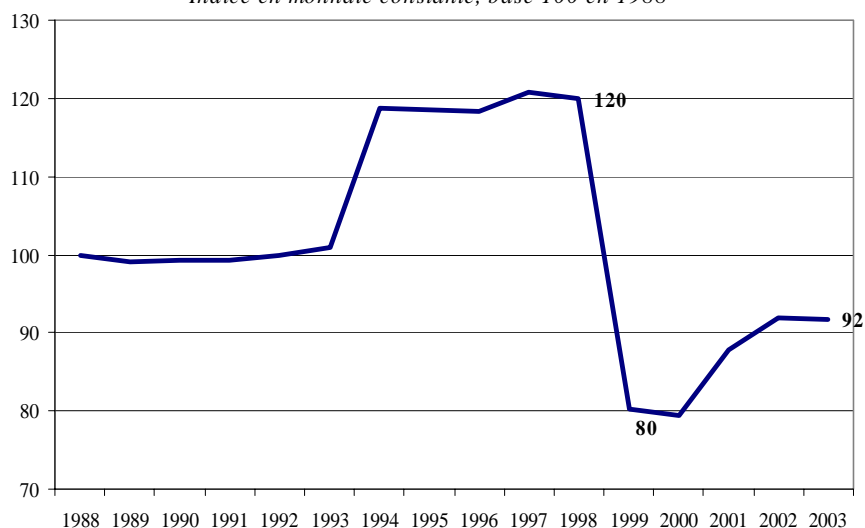
L'avantage fiscal correspondant au Qf a été plafonné pour la première fois en **1981**. Au-delà, la logique du Qf est abandonnée : l'impôt est d'abord calculé indépendamment du nombre d'enfants, un montant forfaitaire étant ensuite déduit pour chaque enfant. L'évolution en monnaie constante du plafond du Qf sur les seize dernières années a connu trois changements de niveau. Après une stabilité entre 1988 et 1993, il enregistre une **progression de 18 % en 1994**. En janvier **1999**, en contrepartie de la suppression de la mise sous condition de ressources des allocations familiales, le plafonnement du quotient familial a été **abaissé de 33 %¹¹**. Depuis, il a progressé de 11 % en 2001 et de 5 % en 2002. **En 2003**, l'avantage correspondant à la demi-part accordée pour le premier ou le deuxième enfant d'un couple est plafonné à 2 051 euros, soit **8 % de moins qu'en 1988** (en euros constants).

Estimation du Qf

Si le quotient familial n'existait pas, l'Etat aurait perçu théoriquement **10,2 milliards** d'euros¹² d'impôts en plus **en 1997**. Cette estimation reposait sur la comparaison des impôts payés et de ceux qui l'auraient été en l'absence de parts accordées pour enfant et dans le cadre d'une imposition séparée des conjoints. Elle intégrait donc le quotient conjugal¹³. Depuis 1997, cette estimation n'est plus disponible. Le quotient familial pour enfant mineur et le quotient conjugal sont considérés comme parties intégrantes du calcul de l'impôt. Toutefois, les avantages fiscaux relatifs aux enfants de plus de 18 ans sont estimés à part et repris dans cette étude.

Plafond du Qf : cas du 1^{er} et du 2^e enfant d'un couple

Indice en monnaie constante, base 100 en 1988



Par ailleurs, la pension alimentaire versée par le parent qui n'a pas la garde des enfants est déductible de son revenu global.

. L'estimation du coût fiscal des mesures concernant les **enfants de rang trois et plus** est de l'ordre de 1,1 milliards d'euros : 0,5 milliard pour la demi-part supplémentaire, ou du quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée, par enfant à charge à compter du troisième, auquel s'ajoute 0,6 milliard d'exonérations fiscales des majorations de retraite ou de pension des personnes ayant eu ou élevé au moins trois enfants.

. 1,5 milliard d'euros sont retenus comme une estimation assez grossière des mesures fiscales relative à la **garde des enfants** :

- les dépenses engagées pour la garde des enfants hors du domicile âgés de moins de 6 ans ouvrent droit à une réduction d'impôt correspondant à 25 % du montant des frais de garde. Le coût de cette réduction d'impôts correspondante s'élève à 0,3 milliard d'euros ;

- une des rubriques du projet de loi de finance fait état de 0,2 milliard d'exonération sous condition de ressources des rémunérations versées aux assistantes maternelles ;

- une autre ligne concerne la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile avec un coût total de 2 milliards d'euros : la part bénéficiant aux familles a été estimée à 1 milliard¹⁴. Les ménages bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 50 % de la dépense totale annuelle (salaire plus charges sociales). Cette mesure n'est pas sans effet sur le choix du mode de garde des familles et constitue un complément important aux prestations familiales relatives à la garde des enfants.

. Le coût de la **non-imposition des prestations sociales** est estimé à 1,8 milliard pour les prestations familiales (y compris l'Aah)¹⁵. L'estimation du « coût de cette non-imposition des prestations » entre dans le cadre d'un système fiscal qui ne vise pas à la redistribution verticale (cf. encadré 1 : le Qf et l'objectif de redistribution horizontale).

Hors quotient familial pour enfant mineur (estimé à 10,2 milliards d'euros en 1997), les 8,7 milliards de prestations fiscales « Famille » se ventilent de la façon suivante :

21 % concernent la non-imposition des prestations sociales ;

17 % la politique des emplois de proximité tout en facilitant la garde des enfants et la conciliation

entre vie familiale et vie professionnelle. Les autres mesures en faveur des familles représentent 62 % des avantages fiscaux, avec en particulier :

24 % pour les familles monoparentales ;

22 % pour les jeunes adultes (plus de 18 ans) ;

12 % pour les familles de trois enfants et

4 % les frais de scolarité et les réductions diverses.

Progression de + 6,8 milliards d'euros 2006 depuis 2001

Les aides aux familles ont progressé en volume de + 9,5 % entre 2001 et 2006 (+ 6,8 milliards d'euros 2006). Cette croissance résulte de la très forte progression des prestations en faveur des jeunes enfants (+ 28 %) et des prestations extra-légales (+ 26 %, hors prestations de garde des enfants et aides au logement).

	Structure 2006	Evol. Mds d'euros 2006	
		2006/ 2001	2006 - 2001
Naissance - jeune enfant (Je)	24 %	28,2 %	4,1
P. aux F. de deux E et plus	18 %	-0,9 %	-0,1
P. dès le premier enfant	11 %	-2,5 %	-0,2
Action sociale, hors Je et logt	9 %	26,0 %	1,4
Pps Maternité Famille	62 %	11,9 %	5,2
Pps Logement	11 %	8,6 %	0,7
Avantages vieillesse	16 %	12,8 %	1,4
Avantages fiscaux F logt	11 %	-5,0 %	-0,5
Aides aux familles	100 %	9,5 %	6,8

4,4 % du Pib en 2006 pour les aides aux familles...

L'effort de la Nation pour financer les prestations sociales peut être mesuré par le rapport entre les dépenses correspondant aux aides aux familles et le produit intérieur brut (Pib). Les aides « Famille Maternité Logement familial » représentent 3,2 % du Pib : **2,7 % pour la Famille et la Maternité**, 0,5 % pour le logement familial. En tenant compte des avantages vieillesse (0,7 % du Pib) et des avantages fiscaux Famille Logement (0,5 % du Pib), les aides aux familles représentent **4,4 % du Pib** (figure 3.9).

... avec un financement par la Cnaf représentant 2,7 % du Pib en 2006

Le rapport au Pib des aides aux familles relevant de la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf, 47,3 milliards d'euros en 2006) est stable depuis 1971. Il est voisin de 2,7 % en 2006, en prenant en compte les avantages vieillesse financés par le fonds national des prestations familiales (Fnpf) et la

contribution de la Cnaf au financement de l'aide personnalisée au logement.

Ce rapport, qui atteignait 3,6 % du Pib en 1950, a régressé d'un point de Pib entre 1950 et 1971.

Leur montant rapporté au Pib est resté stable depuis 1971 du fait de la progression des avantages vieillesse et des prestations de logement financées par la Cnaf. Par ailleurs, les dépenses relatives aux étudiants sans enfant (*hors financement par la Cnaf*) représentent 0,1 % du Pib).

Les prestations directes financées par le Fnpf et le Fnas régressent d'un point de Pib entre 1950 (3,6 % du Pib) et 1971 (2,6 %). A compter de 1973, d'autres types d'aides financées par la Cnaf apparaissent et viennent compenser la décroissance de 0,6 point de Pib des prestations directes qui ne représentent plus que 2 % du Pib en 2006.

Entre 1950 et 2003, le Pib a été multiplié par 6,6 en monnaie constante, les aides financées la Cnaf par 4,9, l'ensemble des prestations sociales (Ps, hors prestations de services sociaux) par 15,9. En conséquence, la part des dépenses relatives à la Famille, à la Maternité et au Logement¹⁶ passe de 29 % des prestations sociales en 1960 à 12 % des prestations de protection sociale (Pps) en 2003. Pendant le même temps, la fonction Vieillesse restait stable (43 % en 2003), les dépenses Santé – Invalidité progressaient de huit points (35 %) et les dépenses relatives à l'emploi et à la précarité sont passées de 1 % à plus de 9 % des dépenses en 2003.

Notes

¹ Les prestations « Famille » financées par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) regroupent :

- les prestations légales directes « Famille » y compris l'allocation de parent isolé, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh), l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) et le congé de paternité (hors allocation aux adultes handicapés) ;
- l'allocation logement familial (Alf), la contribution de la Cnaf au financement de l'aide personnalisée au logement (allocation logement virtuelle correspondant à l'Alf qui serait versée si l'Apl n'existait pas). Les dépenses d'allocation logement sociale (Als) et d'Apl versées aux étudiants (sans enfant) ont été estimées respectivement à 1 005 millions d'euros et à 178 millions d'euros en 2006 (cf. Chantal Salesses, *Fileas* de décembre). Les dépenses de prestations logement concernent les familles retenues ici représentent que 60 % des prestations versées par les

organismes débiteurs des prestations familiales (8,6 milliards sur 14,3 milliards) ;

- les avantages vieillesse financés par la Cnaf ;
- les dépenses d'action sociale des caisses d'allocations familiales (Caf).

² N'ont pu être chiffrées les dépenses d'éducation, le coût des autres services collectifs semi-gratuits destinés aux familles, le bénéfice de l'assurance maladie aux ayants droit, l'exonération d'impôts des majorations de retraite pour enfant des régimes complémentaires, la majoration du revenu minimum d'insertion pour enfant à charge...

³ Source : Ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité, Drees n° 120 décembre 2007 : Les comptes de la protection sociale en 2006, Alexandre Bourgeois, Laurent Caussat, Nadine Lebourg, Pascale Levrey.

Par rapport aux Comptes de la protection sociale (Drees), les aides aux familles prises en compte se limitent aux dépenses relatives à la famille et à la maternité, à une estimation des dépenses relatives au logement familial et aux dépenses prestations spécifiques destinées aux enfants handicapés figurant dans ces comptes dans la rubrique « Invalidité ». Les prestations de services sociaux englobent les dépenses d'action sociale des Caf.

A cet ensemble de dépenses, on ajoute :

- une estimation des prestations fiscales Famille Logement à partir des données figurant dans les Projets de loi de finances, Les bleus, tome 2 relatif aux moyens ;
- les données relatives aux avantages vieillesse.

⁴ Familles de deux enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 20 ans ou bénéficiant du forfait Af. Depuis le 1^{er} juillet 2003, un forfait mensuel est versé pendant un an aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans.

⁵ Cf. chapitre 1.3 : 27 % des prestations « Famille » sont attribuées strictement sous condition de ressources. Par ailleurs, 13,3 % des dépenses correspondent à des prestations dont le montant est modulé en fonction des ressources de la famille.

⁶ Sous certaines conditions (cf. chapitre 4 de la brochure Cnaf Dser Prestations Familiales 2003), l'assurance vieillesse des parents au foyer permet de valider comme des années d'activité professionnelle le temps consacré par un parent à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus ou d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80 %. Par ailleurs, deux années d'affiliation à l'assurance vieillesse sont attribuées aux mères de famille pour chaque enfant élevé. A titre d'exemple, une mère de famille qui est restée au foyer pendant vingt ans pour élever trois enfants (nés à trois ans d'intervalle), et dans la mesure où les revenus du couple sont inférieurs au plafond en vigueur depuis la naissance du premier enfant, se voit attribuer vingt-six années environ de cotisations vieillesse sur la base du Smic (six années financées implicitement par la Cnav, vingt années prises en charge par la Cnaf).

⁷ *Projet de loi de finances 2006, Les bleus, tome 2 relatif aux moyens.*

⁸ Le coût des différentes mesures fiscales correspond à l'écart entre le système avec les mesures et le système de base du quotient familial (sans les mesures) : **une demi-part par enfant de moins de 18 ans à charge**, deux parts pour un couple marié avec une imposition conjointe des revenus.

⁹ Observatoire français des conjonctures économiques (Ofce) n° 92 – 04, Henri Sterdyniak : « Pour défendre le quotient familial » (pages 2, 5 – 6 et 31).

¹⁰ Source : « Le quotient familial a-t-il stimulé la natalité française ? » Camille Landais Dea Analyse et politiques économiques Ecole des hautes études en sciences sociales 2002-2003 sous la direction de Thomas Piketty. Quelques extraits de l'annexe B ont été repris ici :

Lors de la mise en place du Qf en **1945** :

- les couples mariés sans enfant après trois ans de mariage n'ont droit qu'à 1,5 part de Qf : abolition de cette mesure en **1950** ;

- et les célibataires sont soumis à des majorations des taux marginaux supérieurs de l'impôt sur le revenu (Ir) jusqu'à l'imposition des revenus de **1958**.

En **1979**, une part entière de Qf est accordée au cinquième enfant. En 1980, cette part est transférée au troisième enfant. Ceci marque le basculement de la politique de l'Ir vers l'objectif de soutien systématique au **troisième enfant**. En **1986**, une part entière est attribuée à chaque enfant au-delà du troisième.

En **1981**, apparaît le plafonnement des effets du Qf. Les seuils restent néanmoins très élevés.

En **1986**, la part entière attribuée **au premier enfant des contribuables célibataires** est plafonnée. Cette mesure avantageait le concubinage dans certaines situations alors qu'elle visait en 1945 à aider les contribuables ayant perdu leur conjoint. Depuis 1995, les célibataires doivent prouver qu'ils élèvent effectivement seuls leurs enfants.

En 1997, la demi-part supplémentaire attribuée (depuis 1945) aux contribuables célibataires ayant eu un enfant est plafonnée.

¹¹ 11 000 francs (1 677 euros) en 1999 au lieu de 16 380 francs (2 497 euros) par demi-part en 1998.

¹² Soit 67 milliards de francs. En 1997, le plafond du quotient familial par demi-part est supérieur de 32 % à celui de 2003 (sur les revenus 2002) : proche de 2 700 euros constants 2003 en 1997, contre 2 051 euros en 2003.

¹³ Les statistiques françaises regroupent le Qf et le quotient conjugal. Le terme de « quotient conjugal » sert à qualifier la réduction d'impôts accordée à un couple marié à un seul revenu (ou à deux revenus très inégaux) par rapport à un couple cohabitant.

¹⁴ Estimation « a priori », faute d'éléments de calcul.

¹⁵ Il est possible d'isoler :

- . 0,2 milliard de moindres rentrées fiscales pour frais de scolarité ;

- . 0,2 milliard d'euros d'abattements et de réductions de droits divers (principalement de succession et de donation) liés à la présence d'enfants ;

Par ailleurs, l'exonération 2006 des prestations de logement n'a pas été chiffrée (0,3 milliard en 2003 dont 0,1 milliard était considéré seulement comme « familial »).

¹⁶ Logement dans son ensemble (non restreint au logement en faveur des familles).

Cotisations vieillesse prises en charge par la Cnaf

4,1 milliards d'euros en 2007, soit 7,4 % des dépenses de la Cnaf et 9,1 % des prestations légales (directes et indirectes), correspondent à des cotisations prises en charge par la Cnaf permettant une affiliation à l'assurance vieillesse d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf). Elles sont assimilables à des prestations différées. Sur les dix dernières années, la moyenne annuelle des transferts comptabilisés est légèrement inférieure à 4 milliards d'euros constants 2007.

Depuis 1982, les dépenses d'Avpf sont attribuées annuellement à plus de 1,6 million de bénéficiaires d'une affiliation à l'assurance vieillesse sur douze mois (1 730 000 en 1983, 1 674 000 en 1996), contre 1,1 million environ jusqu'en 1980 (cf. T1PF24).

La Cnaf assure aux bénéficiaires de certaines prestations ou à ceux qui ont la charge d'un handicapé le financement d'années de cotisations d'assurance vieillesse. Sous certaines conditions (cf. encadrés 5 et 6), l'assurance vieillesse des parents au foyer permet de valider comme des années d'activité professionnelle le temps consacré par un parent à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus, ou d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80 %.

Sur le plan financier, il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnav, correspondant à des **prestations indirectes, différées dans le temps**.

Par ailleurs, deux années d'affiliation à l'assurance vieillesse sont attribuées aux mères de famille pour chaque enfant élevé. A titre d'exemple, une mère de famille qui est restée au foyer pendant vingt ans pour élever trois enfants (nés à trois ans d'intervalle), et dans la mesure où les revenus du couple sont inférieurs au plafond en vigueur depuis la naissance du premier enfant, se voit attribuer vingt-six années environ de cotisations vieillesse sur la base du Smic (six années financées implicitement par la Cnav, vingt années prises en charge par la Cnaf¹).

Le point sur l'assurance vieillesse des parents au foyer peut être fait en étudiant successivement : les versements par exercice de validité, la forte progression de la cotisation unitaire, l'estimation du nombre de cotisations annuelles.

Encadré 1 : 12 % des dépenses de la Cnaf correspondent à des financements de prestations non versées par la branche Famille (T1PF 6711)

. L'article 21 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge par le Fnpf est de 15 % en 2001 (437 millions d'euros), de 30 % en 2002 (902 millions), de 60 % en 2003-2007 (2 291 millions en 2007, + 4,9 % par rapport à 2006). Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse (Fsv).

. Depuis janvier 2002, la Cnaf finance un **congé de paternité** permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (*dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints*). Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. En 2007, le financement par la Cnaf du congé de paternité s'élève à 252,0 millions d'euros (+ 1,4 %).

. De 1979 jusqu'à la mise en place de la couverture maladie universelle en janvier 2000, la Cnaf a contribué au financement de **l'assurance personnelle maladie** d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales.

T1PF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf relatives aux différentes validités

Millions d'euros	Estimation comptabilisée par validité, après intégration des régularisations (millions d'euros)	Effectifs équivalent temps plein (Etp) tous régimes correspondant aux dépenses comptabilisées yc régularisations (milliers)	Evolution des effectifs estimés	Effectifs tous régimes correspondant à l'estimation de base (milliers)	Remontées à la Cnaf 2007	Effectifs Etp correspondant aux remontées Cnaf (milliers)	Reste à justifier -> 2007 = estimations yc régul. - remontées Cnaf		Cotisation unitaire annuelle (euros)	Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2006 pour 2001, Maj 2007 pour 2002-2007) (en euros)
	(a)	(b = a / f)		(B = b * F / f)	(c)	(d = c / f)	Rapport	(millions d'euros)	(F)	(5)
Estimation de la validité 1995 (1)	2 805,06	1 566,87	non retenu		2 893,19	1 616,1	103,1 %	-88,13	1 797,51	1 790,24
Effectif estimé pour la validité 1995 définitive	1 036,00	1 624,50	retenu	1 631,10	705,46			331,19		
Estimation reliquat exercices antérieurs à 1995		(1)	pour le taux 1996/1995		3 598,65			243,07		
Sous-total	3 841,72									
Estimation de la validité 1996	3 033,89	1 648,37	1,5 %	1 674,13	3 080,61	1 673,8	101,5 %	-46,72	1 869,29	1 840,53
Estimation de la validité 1997	3 117,73	1 686,73	2,3 %	1 748,68	3 085,34	1 669,2	99,0 %	32,39	1 916,28	1 848,39
Estimation de la validité 1998	3 242,44	1 694,03	0,4 %	1 764,01	3 162,90	1 652,5	97,5 %	79,55	1 993,12	1 914,04
Estimation de la validité 1999	3 295,49	1 654,46	-2,3 %	1 688,66	3 257,50	1 635,4	98,8 %	38,00	2 033,06	1 991,88
Estimation de la validité 2000	3 373,54	1 672,84	1,1 %	1 707,45	3 372,01	1 672,1	100,0 %	1,53	2 058,37	2 016,65
Estimation de la validité 2001 (2)	3 474,01	1 671,96	-0,1 %	1 709,17	3 453,84	1 662,3	99,4 %	20,16	2 124,06	2 077,81
Estimation de la validité 2002	3 670,20	1 697,94		1 737,28	3 500,71	1 619,5	95,4 %	169,49	2 211,63	2 161,55
Estimation de la validité 2003	3 749,30	1 695,84		1 737,10	3 502,06	1 584,0	93,4 %	247,24	2 264,68	2 210,89
Estimation de la validité 2004 (3)	3 680,69	1 576,85			3 680,28	1 576,7	100,0 %	0,40	2 391,34	2 334,20
Estimation de la validité 2005	3 935,57	1 589,32			3 934,84	1 589,0	100,0 %	0,74	2 538,74	2 476,27
Estimation de la validité 2006	4 212,30	1 589,08			4 086,10	1 541,5	97,0 %	126,20	2 711,43	2 650,78
Estimation de la validité 2007	4 322,53	1 585,51							2 792,46	2 726,27
Ensemble des paiements à la Cnaf n'ayant pas donné lieu à remontée de Dna (yc 243 millions antérieurs à 1996)								912,05		100 %
Restes à recouvrer 2006								126,20		14 %
Cumul des restes à recouvrer 2002-2005 (3) (4)								417,87		46 %
Cumul des restes à recouvrer 1996-2001 (3) (4)								124,91		14 %
Reliquat exercices antérieurs à 1996 (1)								243,07		27 %

(1) La sous-estimation des dépenses correspondant à l'exercice 1995 (86,38 millions déjà constatés) est plus que compensée par la surestimation de l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs : 331,19 millions d'euros fin 2005.

(2) Pour 2001, compte tenu de la forte augmentation du Smic au 1^{er} juillet 2000 (+ 3,19 %), les dépenses correspondant à la validité 2001 avaient initialement été estimées sur la base d'effectifs constants.

(3) Selon les principes arrêtés en 1997 dans le rapport Chadelat, on considère qu'un délai de quatre ans correspond au temps de remontée intégrale des ouvertures de droits effectives (cf. tableau ci-dessous).

(4) Cf. tableau ci-dessous pour le montant des estimations y compris les régularisations 2005 et 2007.

(5) La cotisation annuelle pondérée (cf. T1PF 4321) est calculée en divisant les dépenses estimées par l'effectif total. Les dépenses sont estimées en multipliant :

- les bénéficiaires du Cf, de la Paje Ab, de l'Apje, de l'Aes, de l'Aah et de l'Ape à taux plein (T1PF 4321) par la cotisation à taux plein (100 %, cf. T1PF 431) ;
- les bénéficiaires de la Paje Clca et de l'Ape travaillant à mi-temps par la cotisation à 50 % ;
- les bénéficiaires de l'Ape travaillant entre 50 % et 80 % du temps plein par la cotisation à 20 %.

La cotisation annuelle pondérée 2005 résultant de l'estimation 2005 des dépenses (3 917,3 millions d'euros) s'élevait initialement à 2 486 euros. Suite aux nouvelles estimations 2001-2006 de mars 2006, cette cotisation pondérée 2005 a été revue à la baisse : 2 474 euros, soit 97,4 % de la cotisation à taux plein (2 539 euros).

T1PF 4101 : Régularisations comptabilisées en 2005 et en 2007 - Ensemble des écritures 2007

Validité	Acomptes Cnaf = estimation initiale (A)	Régularisations 2005		Annulation en 2007 des régularisations 2005	Ecritures 2007 (hors annulations 2005)	Acomptes + régularisations par exercice de validité
1996	3 033,89	-13,91 C	D	13,91 D		3 033,89
1997	3 117,73	-111,93 C	D	111,93 D		3 117,73
1998	3 242,44	-132,23 C	D	132,23 D		3 242,44
1999	3 295,49	-13,72 C	D	13,72 D		3 295,49
2000	3 373,54	1,30	C	-1,30 C		3 373,54
2001 (2)	3 474,01	4,94	C	-4,94 C		3 474,01
Recettes exceptionnelles comptables 2005		-265,56 C				
2002	3 670,20	18,89		-18,89 C		3 670,20
2003	3 749,30	116,63		-116,63 C		3 749,30
2004	3 885,00	171,62		-171,62 C	-204,31	3 680,69
Dépenses d'Avpf relatives à 2002-2004 comptabilisées en 2005		307,14 D				
Solde statistique cumulé -> dép. statistiques pour 2005		41,58				
Solde statistique cumulé créancier -> moindre dépenses statistiques 2007 (annulation régularisations 2005)				-41,58		
2005	3 917,30			D	18,278	3 935,57
2006	4 212,30					4 212,30
2007	4 322,53			D	4 322,53	4 322,53
Dépenses AVPF comptables "2007", yc régularisation 2005				D	4 340,806	

Dépenses AVPF statistique	
2007	4 322,53
2005	18,28
2004	-204,31
Solde statistique cumulé créancier -> moindre dépenses statistiques 2007 (annulation régularisations 2005)	-41,58
Dépenses AVPF statistique (repris dans le tableau T1PF 6711 relatif aux dépenses de la CNAF)	4 094,91

Versements par exercice de validité

L'interprétation des dépenses relatives à l'assurance vieillesse des parents au foyer (cf. T1PF 4100, 411) pose problème du fait des délais importants constatés dans la remontée des créances².

L'encadré 2 précise le circuit suivi par les déclarations nominatives annuelles (Dna) établies pour chaque bénéficiaire de l'Avpf.

Encadré 2 : Les circuits Cnaf - Cnav

Explication générale (hors exercice 2005)

Les Caf émettent, à compter de février 2008, les Dna (déclarations nominatives annuelles) concernant les bénéficiaires d'Avpf au titre de l'année précédente 2007 (validité initiale) et pour les années antérieures (validités complémentaires).

Ces Dna font l'objet d'un transfert automatique à la Cnavts pour affectation des droits sur le compte individuel des bénéficiaires.

Les bordereaux récapitulatifs de créances correspondant à ces déclarations sont émis par les Caf et les Cmsa en même temps que les Dna et transmis aux Cram à des fins de contrôle de la cohérence entre le montant des cotisations figurant sur les bordereaux de créances émis par les Caf et les Cmsa et le montant des cotisations figurant sur l'état comptable transmis par le centre informatique de la Cnav (Dsinds) après traitement des Dna.

Ils sont ensuite **centralisés à la Cnavts pour remontée des créances Dna vers la Cnaf** à titre de justificatifs des dépenses.

. Pour qu'il y ait affiliation au titre de ces prestations (Ape, App, Clca Paje) pour l'année N (2007 par exemple) ; les revenus (année N ; 2007) d'activité professionnelle du bénéficiaire ne doivent pas être supérieurs à un certain plafond (déterminé par décret) ; or les revenus de l'année N (2007) se sont pas connus des Caf en février de l'année N + 1 (2008), mois au cours duquel les Dna doivent théoriquement être établies. Les premières rentrées de déclarations de ressources de l'année N (2007) dans les Caf interviennent en avril de N + 1 (2008) et s'échelonnent jusqu'en juin de N + 1 (voire juillet 2008 pour les retardataires).

. Cependant, l'estimation des dépenses d'Avpf pour l'exercice 2007, basée début 2008 sur des estimations de bénéficiaires, peut être sensiblement modifiée jusqu'en 2010.

Encadré 3 : Impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique

Les deux études, menées par la Cnav pour le Conseil d'orientation des retraites (Cor), ont pour objet d'évaluer l'impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique (cf. Cnaf, Agence d'information n° 920 du 27 mai 2008).

- La première étude, relative aux effets de l'Avpf sur les montants de pensions du régime général, montre que, sans cette mesure, **une diminution de 3,6 % du montant moyen de pension** serait observée, et de **9 % pour les femmes**, si l'on considère l'ensemble des **nouveaux retraités de l'année 2005** (cohorte choisie).

En l'absence de cet avantage, les femmes concernées auraient donc une pension inférieure du quart au montant réellement versé, soit une perte annuelle de 1 430 euros. L'impact est moindre pour les hommes en raison de carrières généralement plus complètes et mieux rémunérées.

- La seconde étude vise à chiffrer le coût global du dispositif pour le régime général sur la base du stock de retraités au 31 décembre 2004 et à l'horizon 2015. Sur la base de la méthode d'évaluation retenue, **le montant des pensions de droit propre versé par le régime général pour l'année 2004 au titre de l'Avpf peut être estimé à 1 milliard d'euros**, soit 1,7 % de la masse globale des pensions de droit propre.

Lorsque les femmes de la génération 1950 auront liquidé leur retraite au régime général, le montant annuel de pension lié à l'Avpf pour le stock des femmes retraitées aura plus que doublé par rapport au montant estimé pour 2004 (à nombre moyen de trimestres Avpf par génération inchangé).

Le nombre moyen de trimestres augmentant au fil des générations, l'estimation d'un doublement du montant annuel de pension lié à l'Avpf à l'horizon 215 est donc une estimation a minima.

Les régularisations 2007 relatives aux exercices 2004-2007 sont retracées au tableau T1PF 4101 (ainsi que les régularisations 2005 et leur annulation en 2007).

Il est à noter que le tableau T1PF 411 et les commentaires de ce chapitre ne font pas état des régularisations comptabilisées en 2005, ayant donné lieu à annulation en 2007.

TIPF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros

Cf. encadré 3 pour le mode de lecture de TIPF 411.

Année de		Versements de la Cnaf à la Cnav correspondant aux dépenses des exercices														Remontées	Acomptes	Régulari-	Reste à	Comptabilité	Dépenses
Exigibilité	Validité	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	1975-2007	1975-2007	CNAF	sations	justifier	Cnaf yc régul.	en millions
Données tous régimes en millions d'euros (hors exploitants agricoles jusqu'en 1983)															Cnav	(estimation	(solde	par	Dna	1975-2007	d'euros 2007
1973-1974	1972-1973	0,02	0,02	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,003	0,02	0,02	163,95	163,916	initiale)		remontées	163,916	728,71
1975	1974	0,02	0,01	0,01	0,02	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,004	0,02	0,02	175,69	175,653			(encadré 3)	175,653	698,68
1976	1975	0,02	0,02	0,02	0,02	0,03	0,01	0,02	0,01	0,02	0,02	0,01	0,02	0,03	230,90	230,852				230,852	837,02
1977	1976	0,03	0,03	0,04	0,03	0,04	0,01	0,03	0,01	0,02	0,04	0,01	0,03	0,04	284,20	284,128				284,128	942,57
1978	1977	0,03	0,03	0,05	0,04	0,04	0,02	0,03	0,01	0,03	0,03	0,01	0,04	0,05	313,87	313,770				313,770	954,50
1979	1978	0,05	0,05	0,09	0,06	0,06	0,02	0,05	0,02	0,04	0,06	0,01	0,05	0,06	364,09	363,966				363,966	999,11
1980	1979	0,07	0,07	0,10	0,07	0,08	0,02	0,06	0,02	0,05	0,07	0,02	0,07	0,09	500,95	500,776				500,776	1 211,08
1981	1980	0,07	0,06	0,10	0,07	0,07	0,03	0,05	0,03	0,06	0,05	0,02	0,06	0,11	753,68	753,495				753,495	1 606,93
1982	1981	0,05	0,10	0,11	0,05	0,07	0,03	0,06	0,03	0,06	0,06	0,02	0,05	0,14	963,05	962,843				962,843	1 836,39
1983	1982	0,09	0,05	0,11	0,06	0,07	0,02	0,05	0,02	0,05	0,07	0,02	0,05	0,11	1 182,13	1 181,949				1 181,949	2 056,43
1984	1983	0,12	0,08	0,14	0,08	0,07	0,85	0,06	0,03	0,06	0,05	0,03	0,14	0,15	1 340,30	1 339,983				1 339,983	2 170,55
1985	1984	0,16	0,07	0,17	0,06	0,19	0,03	0,05	0,04	0,06	0,13	0,04	0,07	0,15	1 559,96	1 559,701				1 559,701	2 387,34
1986	1985	0,15	0,09	0,22	-0,52	0,06	0,01	0,04	0,03	0,05	0,14	0,04	0,08	0,17	1 701,49	1 701,192				1 701,192	2 536,48
1987	1986	0,34	0,64	0,38	1,38	0,09	0,02	0,75	0,04	0,09	0,17	0,03	0,13	0,17	1 920,92	1 920,594				1 920,594	2 776,32
1992 : Régularisations 1972-1986															228,67	228,674				228,674	330,56
1988	1987	1,51	0,74	1,65	0,29	0,30	0,08	0,30	0,06	0,10	0,22	0,04	0,30	0,99	2 061,01	2 059,678				2 059,678	2 899,38
1989	1988	7,65	1,00	3,40	0,52	1,76	1,16	0,34	0,05	0,17	0,19	1,21	0,27	0,71	2 178,69	2 176,502				2 176,502	2 957,12
1990	1989	11,50	1,46	3,53	0,40	0,76	0,03	2,86	0,04	0,15	0,13	0,04	0,31	0,65	2 381,06	2 380,054				2 380,054	3 135,04
1991	1990	15,26	0,73	3,30	1,06	2,37	4,22	0,26	0,01	0,04	0,11	0,00	0,46	1,08	2 431,88	2 430,331				2 430,331	3 102,00
1992	1991	49,80	2,47	2,01	1,28	1,99	62,97	0,59	-0,01	0,18	0,12	-0,01	0,38	0,92	2 650,86	2 649,579				2 649,579	3 304,99
1993	1992	23,22	4,41	11,21	1,48	1,43	16,40	3,13	0,02	0,09	6,78	0,01	0,86	1,32	2 639,22	2 637,030				2 637,030	3 231,20
1994	1993	489,41	35,29	37,42	3,72	17,66	32,61	3,42	0,53	0,16	6,23	0,05	0,23	0,61	2 854,01	2 853,117				2 853,117	3 447,86
1995	1994	2 514,13	267,65	22,65	23,59	62,06	3,46	17,14	0,76	0,54	9,31	-0,11	0,12	0,57	2 921,88	2 921,299				2 921,299	3 472,91
1996	1995		1 794,81	761,11	114,81	202,12	2,66	2,99	6,19	3,32	3,40	0,02	0,85	0,90	2 893,19	2 891,419				2 891,419	3 373,45
Compte 1996	1996			2 213,86	301,54											2 515,41					
Compte 1997	1996				243,36											518,48					
Estimation totale 1996				2 213,86	544,90	142,19	27,33	70,84	57,83	12,46	5,54	0,17	0,83	4,66	3 080,61	3 033,89			-46,72	3 033,89	3 539,67
Compte 1997	1997				1 940,68	556,69	292,97	154,95	84,19	0,67	4,76	0,60	26,46	23,37	3 085,34	3 117,73			32,39	3 117,73	3 599,24
Compte 1998	1998					2 020,40	698,88	198,81	166,02	2,66	6,36	0,25	38,35	31,16	3 162,90	3 242,44			79,55	3 242,44	3 720,38
Compte 1999	1999					2 105,20		911,66	182,66	20,17	30,64	0,29	5,34	1,52	3 257,50	3 295,49			38,00	3 295,49	3 762,43
Compte 2000	2000						2 532,12	754,90	25,27	28,16	0,54	24,60	6,43		3 372,01	3 373,54			1,53	3 373,54	3 791,19
Compte 2001	2001							2 511,35	592,88	234,42	17,95	85,98	11,26		3 453,84	3 474,01			20,16	3 474,01	3 843,85
Compte 2002	2002								2 847,42	557,49	0,65	92,39	2,76		3 500,71	3 670,20			169,49	3 670,20	3 991,65
Compte 2003	2003									2 810,87	364,78	318,83	7,57		3 502,06	3 749,30			247,24	3 749,30	4 001,82
Compte 2004	2004										2 947,61	708,98	23,69		3 680,28	3 885,00	-204,31		0,40	3 680,69	3 863,88
Compte 2005	2005											3 246,69	688,14		3 934,84	3 917,30	18,28		0,74	3 935,57	4 060,86
Compte 2006	2006												4 086,10		4 086,10	4 212,30			126,20	4 212,30	4 273,76
Compte 2007	2007															4 322,53			Sans 2007	4 322,53	4 322,53
Remontées Dna selon l'exercice de justification		3 113,69	2 109,88	3 061,71	2 634,17	2 868,49	3 221,74	3 829,82	3 764,91	3 506,86	3 705,66	3 334,36	4 553,06	4 895,72	72 811,85	43 293,74			668,98	66 219,49	89 171,57
Avance à la Cnav 1995 (2)		3 841,72	-2 108,57	-846,28	-147,15	-290,45	-123,61	-31,02	-7,64	-4,74	-26,50	-1,25	-3,78	-7,75	-3 598,75			0,11	243,07	243,07	243,07
Encaissement Cnav 1995		6 955,49																	912,05	66 462,55	89 414,64
Ajustement stat. / TIPF 4100																					
Dt Régime général		2 870,61	1 901,34	2 827,17	2 422,72	2 790,41	3 064,51	3 689,57	3 627,24	3 324,99	3 481,23	3 215,25	4 332,52	4 723,78	96,5 %	Soit un montant moyen annuel de					2 483,74
Régime minier		5,49	5,18	3,66	1,22			0,15								sur 36 ans et de					3 963,23
Régimes spéciaux		140,25	95,13	115,56	112,31	123,86	79,33	82,78	43,13	59,80	105,57	25,27	51,41	33,42	0,7 %						
Salariés + Exploit. agricoles		97,41	112,35	115,25	98,01	96,35	105,21	128,21	94,54	122,08	118,87	93,83	169,12	138,52	2,8 %						
Dt Ea		nd	nd	nd											Ventil. 2007						
Sous-total Sa + Ea + Rs		237,67	207,48	230,81	210,32	220,21	184,54	210,99	137,67	181,87					par régime	entre 1998 et 2007					

. **Les dépenses comptabilisées en 1995**, année de transition, couvrent 3 114 millions d'euros correspondant aux remontées de la Cnav à la Cnaf en 1994, 2 805 millions pour l'estimation de la validité 1995 (Dc) et 1 036 millions pour l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs, soit un total de 6 955 millions. Fin 2007, les remontées de la Cnav dépassent de 88 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1995 alors que les reliquats sur exercices antérieurs s'élèvent à 331 millions.

. Pour la validité 1996, un total de 3 034 millions d'euros a été comptabilisé : 2 515 millions d'euros dans les comptes 1996, majorés de 518 millions d'euros en 1997 (suite aux informations disponibles début 1998 relatives à l'Ape). Fin 2007, les remontées de la Cnav dépassent de 47 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1996.

. L'estimation de la validité 1997³ (3 118 millions d'euros) est supérieure de 32 millions d'euros aux remontées (sur dix ans).

. L'estimation de la validité 1998 (3 242 millions d'euros) est inférieure aux remontées (sur neuf ans) de 80 millions d'euros.

. Après huit années de remontées, le solde relatif à l'estimation de la validité 1999 (3 295 millions d'euros) atteint + 38 millions d'euros.

. Les remontées sur sept ans relatives à la validité 2000 (3 374 millions) laissent un reliquat de + 1,53 millions d'euros.

. L'estimation de la validité 2001 (3 474 millions) est supérieure de + 20 millions d'euros aux remontées sur six ans.

. Les remontées sur cinq ans relatives à la validité 2002 sont inférieures de 169 millions d'euros à l'estimation initiale (3 670 millions).

. Les remontées sur quatre ans représentent 93 % de l'estimation de la validité 2003 (3 749 millions), avec un reliquat de + 247 millions d'euros (cf. T1PF 41102).

. **La validité 2004** a été minorée de – 204 millions d'euros en 2007 (3 681 millions avec 3 885 millions initialement prévus). Les remontées sur trois ans ne sont inférieures que de 0,4 million d'euros à cette estimation.

. **La validité 2005** a été majorée de + 18 millions en 2007 (3 936 millions avec 3 917 millions initialement prévus). Le reliquat n'est que de 0,74 million.

. **La validité 2006** est estimée à 4 212 millions d'euros. Les remontées sans retard représentent 97 % de cette estimation (cf. T1PF 41102). Le reliquat n'est que de 126 millions d'euros.

. **La validité 2007 est estimée à 4 322,53 millions d'euros.** Les premières remontées de créances interviendront en 2008.

Sans tenir compte de la dernière validité comptabilisée, **l'écart entre les dépenses enregistrées depuis 1995 et les remontées des bordereaux récapitulatifs relatifs aux Dna s'élève à 912 millions d'euros fin 2007** (soit une diminution de 903 millions comparée à la situation à la fin de l'année 2006, T1PF 4100).

En 2007, 83,5 % des remontées Dna correspondent à la validité en cours (cf. T1PF 41102).

Les données relatives aux remontées de créances ne permettent pas de suivre les évolutions des effectifs de bénéficiaires du fait de la forte progression de la cotisation unitaire.

Forte progression de la cotisation unitaire

Depuis la validité 1972⁴, la cotisation unitaire a progressé en moyenne annuelle de + 4,8 % en euros constants (de + 10 % en euros courants), ce qui correspond à la combinaison des taux de croissance moyens annuels de :

- 3 % pour le Smic en euros constants ;
- 1,9 % pour le taux de cotisation.

Pour la validité 2007, la cotisation annuelle s'élève à 2 792,46 euros maximum par bénéficiaire (+ 3,0 % en euros courants par rapport à 2006, cf. T1PF 451).

• En 2007, on estime que 36 % des bénéficiaires (en année pleine) de l'Avpf sont affiliés au titre du complément familial, 52 % au titre de l'allocation de base (Ab) de la Paje, 11 % au titre du complément libre choix d'activité (Clca) de la Paje, et 1 % au titre d'une prestation liée au handicap (cf. T1PF 4321).

• Depuis 2004, les estimations des dépenses se différencient des estimations antérieures. Les bénéficiaires du Clca Paje qui bénéficient de l'affiliation à l'Avpf sont pour la plupart dénombrés dans les bénéficiaires de l'Ab Paje car on examine d'abord le droit au titre de l'Ab Paje.

Le tableau T1PF 441 présente par exercice de validité :

- les différentes cotisations unitaires selon la prestation d'affiliation ;

- la **cotisation unitaire pondérée** par les effectifs correspondant aux différentes catégories de bénéficiaires de l'Avpf. Depuis 1999, la cotisation unitaire pondérée n'est inférieure que de 2 % à 3 % à la cotisation maximale (cf. T1PF 421-441).

Encadré 3 : Mode de lecture des tableaux T1PF 411 – 421 - 441

* Les versements de la Cnaf à la Cnav relatifs aux différents exercices de paiement sont ventilés en fonction des années de validité dans le tableau financier **T1PF 411**.

Une colonne de ce tableau indique le **cumul des « remontées Cnaf de 1975 à 2007 » au titre des différentes années de validité**. A titre d'exemple, les versements cumulés pour l'exercice d'exigibilité 1995 (validité 1994) s'élèvent à 2,921 milliards d'euros et se répartissent de la façon suivante (lecture en ligne du tableau) : 2 514 millions d'euros en 1995, 268 millions d'euros en 1996, 129 millions d'euros entre 1997 et 2001 et 11 millions d'euros de 2002 à 2007 (dont 9 millions en 2004).

Jusqu'en 1994, les sommes comptabilisées par exercice correspondent au total des colonnes du tableau T1PF 411 (soit par exemple, 2 833,12 millions d'euros en 1994). Selon le principe de comptabilisation en encaissement/décaissement, la Cnaf a donc porté dans sa comptabilité le paiement des cotisations Avpf en fonction de la périodicité et de la fréquence des envois de bordereaux de créances adressés par la Cnavts.

La procédure de comptabilisation en **droits constatés**, applicable normalement à compter de l'exercice 1996, a été anticipée d'une année pour permettre de comptabiliser sur l'exercice 1995 non seulement l'année de validité 1994, mais également l'année 1995. Concrètement, la Cnaf a payé deux exercices d'Avpf (1994 et 1995) en une seule année (1995), soit 6 955 millions d'euros (plus de 3 113 millions d'euros de remontées Dna en 1995, 2 805,06 millions au titre de l'estimation de la validité 1995 et 1 036,65 millions pour le reliquat sur exercices antérieurs). Cette opération a toutefois été neutralisée, quant à son impact sur le solde de la Cnaf, grâce à l'opportunité de reprise de la dette cumulée du régime général vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations.

Les **dépenses prévisionnelles initiales** d'Avpf figurent dans la colonne « Acomptes Cnaf » du tableau.

L'avant-dernière colonne prend en compte les **dépenses prévisionnelles rectifiées**, c'est-à-dire y compris le solde des régularisations ultérieures relatives à la validité (les régularisations de 2005, annulées en 2007, ne sont pas retracées).

L'écart entre les dépenses comptabilisées et les dépenses ayant donné lieu à remontée des bordereaux de créances constitue le **reste à justifier** (sommes dépensées n'ayant pas encore donné lieu à l'envoi par la Cnav de bordereaux de créances à la Cnaf).

* Les effectifs de bénéficiaires qui ont été estimés pour servir de base aux prévisions Dser sont ventilés par prestation dans le tableau **T1PF 421** depuis 2001 selon une nouvelle méthodologie. On distingue la prévision initiale et les prévisions ultérieures pour une même validité. Les prévisions sont comparées aux remontées Dna.

Ce tableau retrace également les montants comptables par exercice de validité : dépenses initiales, régularisations et dépenses rectifiées. Ces montants comptables sont comparés aux estimations Dser.

* **A titre d'exemple, pour la validité 2005**, on a 3 917 millions d'euros d'estimation initiale (note Dser de juin 2005) : ce montant fut comptabilisé par la Cnaf en 2005.

La note Dspa d'avril 2008 proposait une estimation à 3 994 millions, supérieure de 59 millions aux remontées Dna au 31 décembre 2007 pour la validité 2005 (3 935 millions).

Une régularisation de + 18 millions a été comptabilisée en 2007 au titre de la validité 2005. La dépense comptable rectifiée pour la validité 2005 s'élève à 3 936 millions : le reste à recouvrer est de 0,4 million d'euros pour cette validité 2005. Le chiffre comptable est inférieur de 58,5 millions à l'estimation Dser d'avril 2008.

* Les cotisations pondérées retenues dans le tableau **T1PF 441** sont celles de la dernière estimation disponible pour la validité considérée.

Près de 1,7 million de bénéficiaires « équivalent temps plein »

Le nombre de cotisations ayant donné lieu à remontées de créances Avpf est estimé à partir du rapport :

- entre les dépenses correspondant à ces remontées de créances à la Cnaf et

- la cotisation unitaire annuelle correspondant à la validité concernée⁵. Jusqu'en 1994, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte. Depuis la validité 1995, la cotisation unitaire pondérée est retenue (cf. pour plus de détail, T1PF 441-451).

Ces estimations sont inférieures aux effectifs de personnes affiliées, ces dernières pouvant l'être pour l'année entière ou pour quelques mois seulement. Toutefois, elles permettent de meilleures comparaisons annuelles. Le nombre de cotisations annuelles complètes ayant donné lieu à remontée de créances à la Cnaf est évalué par année de validité à :

- 1996 : 1 673 800 remontées sur onze exercices ;
 - 1997 : 1 669 200 remontées sur dix exercices ;
 - 1998 : 1 652 500 remontées sur neuf exercices ;
 - 1999 : 1 635 400 remontées sur huit exercices ;
 - 2000 : 1 672 100 remontées sur sept exercices ;
 - 2001 : 1 662 300 remontées sur six exercices ;
 - 2002 : 1 619 500 remontées sur cinq exercices ;
 - 2003 : 1 584 000 remontées sur quatre exercices ;
 - 2004 : 1 576 700 remontées sur trois ans ;
 - 2005 : 1 589 000 remontées sur deux ans ;
 - 2006 : 1 541 500 remontées sans retard ;
- (cf. tableau 431, première colonne).

Conformément à l'évolution de la législation, le nombre de cotisations annuelles estimées a fortement progressé :

• de 1973 à 1980, il était d'environ 1,1 million : la mise en place du complément familial au 1^{er} janvier 1978 n'a pas eu d'impact très net sur le nombre de bénéficiaires ;

• en janvier 1980, pour les familles n'ayant pas d'enfant de moins de 3 ans, pouvaient être affiliées

à l'assurance vieillesse les mères de famille ayant trois enfants à charge (au lieu de quatre enfants auparavant).

Les modifications législatives intervenues en juillet 1994 sont précisées dans l'encadré 6. A partir de la validité 2001, les bénéficiaires de l'allocation de présence parentale (App) peuvent être affiliés à l'Avpf (dans les mêmes conditions de cotisation que pour l'Ape à taux plein).

Depuis 1982, le dénombrement des cotisations annuelles ayant donné lieu à remontées de Dna dépasse 1,6 million (1 710 300 en 1989, 1 672 100 en 2000). Depuis la validité 2003, les effectifs correspondant aux estimations comptabilisées sont basées sur un effectif plus faible (inférieur à 1,6 million : 1 585 500 tous régimes en 2007, cf. T1PF 4321 ; pour 2007, l'effectif 2007 a été estimé à 1 587 400 bénéficiaires tous régimes en avril 2008, cf. T1PF 4321).

Notes

¹ Les services de la Cnav ont réalisé des études portant sur la durée d'assurance des mères de familles nombreuses et sur l'impact des périodes de cotisations à l'Avpf (cf. Lettre Caf n° 41 de janvier 1994). Pour la génération de 1933, l'apport des cotisations Avpf est en moyenne de près de cinq ans par bénéficiaire. Ces cotisations Avpf représentent 5,2 % du total des pensions. Il est à noter que les femmes nées en 1933 avaient 39 ans lors de l'instauration de l'Avpf en 1972 et n'ont donc pas bénéficié du plein effet de cette mesure. L'apport des cotisations Avpf doit être très supérieur à 5 % pour les générations suivantes sur l'ensemble de leur carrière.

² L'établissement des droits à l'Avpf est soumis à une prescription trentenaire. L'Avpf a fait l'objet d'une mission confiée à M. Chadelat, membre de l'Igas, au cours de l'année 1997.

³ Compte tenu de 518 millions comptabilisés au titre de 1996, les dépenses de l'exercice 1997 s'élèvent à 3 636 millions d'euros.

⁴ Premiers paiements effectifs effectués en 1975.

⁵ Les cotisations pondérées 2001-2006 retenues sont celles correspondant aux dernières estimations effectuées selon la méthodologie retenue en avril 2008 pour estimer la validité 2008 à partir des effectifs 2007. Il est à noter que l'estimation DSER est de 4 327,62 millions d'euros, soit 5,09 millions de plus que la dépense comptabilisée au titre de la validité 2007 (4 322,53 millions d'euros).

Encadré 4 : Méthode d'estimation des dépenses en « droits constatés »

* En début d'année 1998, la Cnaf a élaboré une méthodologie d'estimation des droits constatés permettant de fixer le montant prévisionnel des dépenses.

Cette méthode a consisté à partir de la validité 1995 considérée comme complète en 1998 à :

- . déterminer le poids en masse financière de chaque prestation d'affiliation (Apje, Cf, Aes, Aah, Ape à taux plein, Ape à taux partiels, App) ;
- . calculer ensuite l'effectif théorique en équivalent temps plein pour chaque prestation en divisant la masse financière par la cotisation annuelle correspondante ;
- . appliquer à l'effectif ainsi reconstitué les taux d'évolution annuelle (1996/1995 et 1997/1996) des effectifs connus pour les prestations en cause.

A l'effectif théorique 1997 obtenu, on a appliqué le montant de la cotisation annuelle en vigueur pour déterminer au final la masse financière.

Cette méthodologie, acceptée par la Cnavts, a permis d'estimer à 3 033,89 millions d'euros la validité 1996 (2 515,41 + 518,48) et à 3 117,73 millions d'euros la validité 1997. Compte tenu du rattrapage de 518,48 millions d'euros établi au titre de 1996 et comptabilisé en 1997, cet exercice a donc enregistré une dépense totale de 3 636,21 millions d'euros (3 117,73 + 518,48).

* Pour les validités 1998 à 2001, l'estimation des masses financières a été basée sur les effectifs théoriques reconstitués auxquels ont été appliqués respectivement les taux d'évolution des effectifs (1998/1997, 1999/1998, 2000/1999 et 2001/2000).

* Pour les validités 2002 et suivantes, l'estimation est fondée sur une extrapolation réalisée à partir des données 2001, en se fondant sur le taux de croissance des bénéficiaires des prestations génératrices du droit à l'Avpf pour les années 2002 à 2005.

Encadré 5 : Rappel réglementaire

* Instituée par la loi du 3 janvier 1972, l'assurance vieillesse du parent au foyer est destinée à garantir à la personne qui reste au foyer pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants une continuité dans la constitution de ses droits à la retraite. A l'origine, l'affiliation **en métropole** ne concernait que les mères de familles inactives qui percevaient l'allocation de salaire unique ou de mère au foyer majorée et qui avaient à charge soit un enfant de moins de 3 ans, soit quatre enfants ou plus. Le champ d'application de cette prestation a été élargi :

- . aux femmes assumant la charge d'un enfant ou d'un adulte handicapé (*juin 1975*), puis à celles percevant le complément familial (*juillet 1977*) ;
- . aux hommes, dans les mêmes conditions, à compter de juillet 1979 ;

. aux bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant après la naissance et de l'allocation parentale d'éducation, mais uniquement pour la métropole (*loi famille de 1985*) ;

. de l'allocation parentale d'éducation à taux partiel (*loi du 25 juillet 1994*) ;

. de l'allocation de présence parentale (*App, loi du 23 décembre 2000*) ;

. de la prestation d'accueil du jeune enfant (*Paje, loi du 18 décembre 2003*) ;

. de l'allocation journalière de présence parentale (*Ajpp*) et du complément optionnel de libre choix d'activité Paje (*Colca, loi du 19 décembre 2005*) ;

. du congé de soutien familial (*loi du 21 décembre 2006*). Les cotisations sont remboursées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

* Par ailleurs, **dans les Dom**, l'Avpf n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'Apje, de l'Ape, de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*).

Encadré 6 : Conditions d'affiliation

. Les isolés bénéficiaires de certaines prestations (Cf, Apje, Ape, App, Ajpp, Ab et Clca Paje) ainsi que les couples bénéficiaires de l'Apje et de l'allocation de base de la Paje ouvrent droit à l'affiliation à l'Avpf sous réserve que leurs ressources n'excèdent pas le **plafond de l'allocation de rentrée scolaire** majoré en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales.

. Pour les couples bénéficiaires du Cf, de l'Ape, de l'App, de l'Ajpp ou du Clca de la Paje, leurs ressources ne doivent pas excéder le **plafond du complément familial** majoré en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales.

. Une condition supplémentaire existe pour les couples : la personne à affilier ne doit pas exercer d'activité professionnelle ou avoir une activité lui procurant un revenu inférieur à douze fois la Bmaf (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Pour l'Ape (à compter du 1^{er} juillet 1994), l'App (à compter du 1^{er} janvier 2001) et le Clca (à compter du 1^{er} janvier 2004), l'Ajpp (à compter du 1^{er} mai 2006), il n'est plus fait référence aux douze fois la Bmaf ; les revenus professionnels de la personne à affilier doivent être inférieurs ou égaux à 63 % du plafond mensuel de la SS.

. Ouvrir également droit à cette affiliation à l'Avpf la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre membre du couple non affilié à un autre titre :

- ayant la charge d'un enfant handicapé non admis en internat dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %,
- ou assumant au foyer familial la charge d'un handicapé adulte (le maintien au foyer doit être reconnu par la Cdaph) dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %.

Figure 4.0 : **Depuis 1990, les effectifs de bénéficiaires de l'Avpf sont stables.**

Evolution en indice base 100 en 1990.

Les effectifs correspondant aux Dna déjà payées pour l'exigibilité 2001 sont identiques à ceux de 1990.

Du fait des retards dans les remontées des Dna, les effectifs payés pour 2004 se situent 5 % en dessous du niveau de 1990.

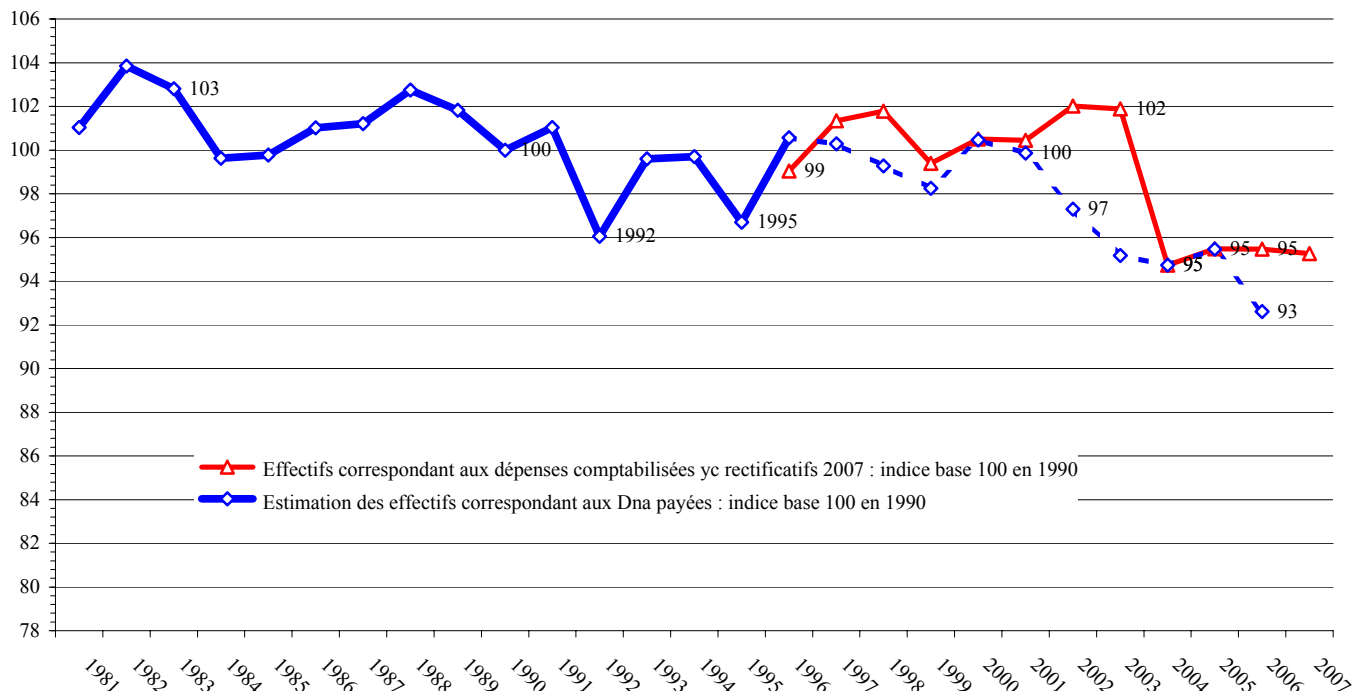
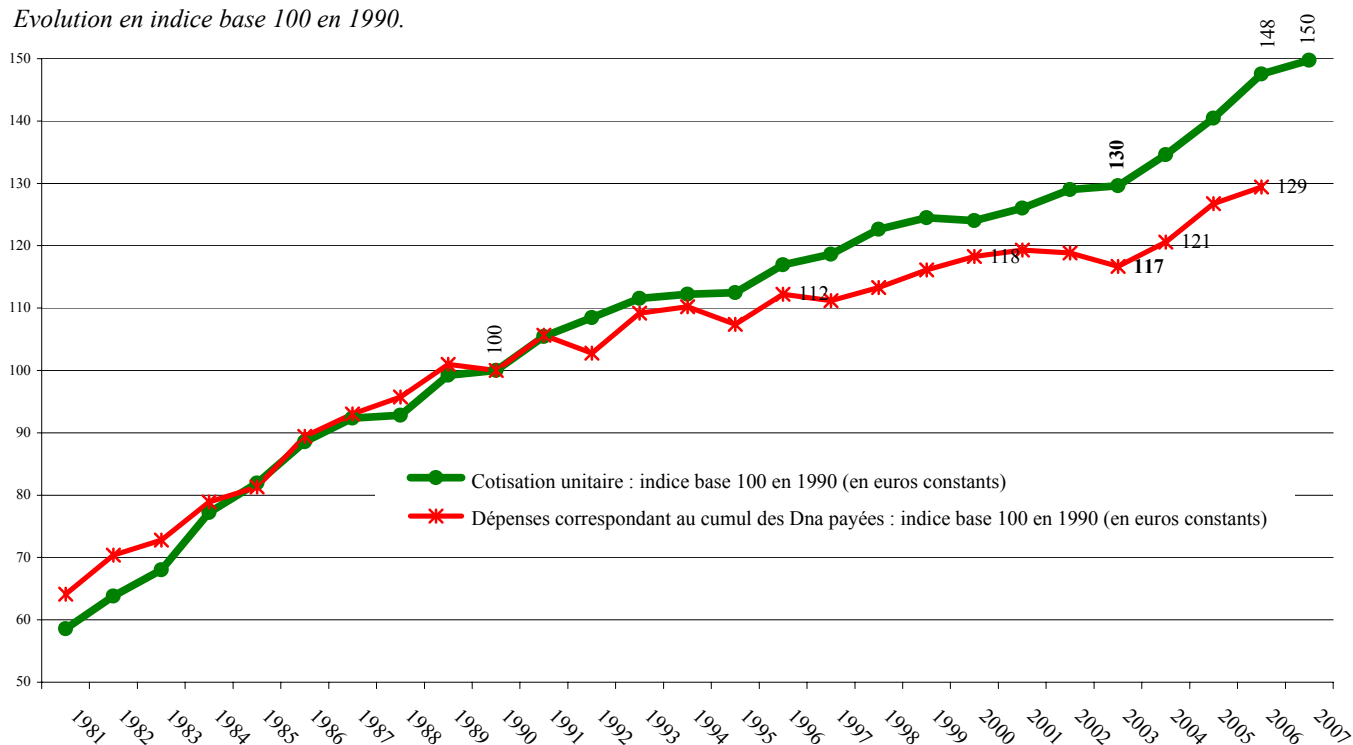


Figure 4.1 : **Les dépenses 2003 sont supérieures en volume de 17 % aux dépenses correspondant au cumul des Dna payées au titre de 1990 (en euros constants).**

La cotisation unitaire a progressé de 30 % entre 1990 et 2003 (en euros constants).

Evolution en indice base 100 en 1990.



TIPF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996

Année de		Remontées des Dna exprimées en % de T (dépenses comptabilisées par exercice)												Reste à justifier hors remontées Dna (en % de T)		Remontées sur les quatre premières années	Remontées postérieures aux quatre premières années de paiements		
Exigibilité	Validité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Cumul 1975-2007		après				
Estimation totale 1996		73,0 %	18,0 %	4,7 %	0,9 %	2,3 %	1,9 %	0,4 %	0,2 %	0,01 %	0,03 %	0,15 %	101,5 %	Remontées > T	11 ans	97 %	5,0 %	de la 5 ^e à la 11 ^e année	
Compte 1997	1997	0,0 %	62,2 %	17,9 %	9,4 %	5,0 %	2,7 %	0,02 %	0,2 %	0,02 %	0,85 %	0,75 %	99,0 %	Remontées > T	10 ans	94 %	4,5 %	de la 5 ^e à la 10 ^e année	
Compte 1998	1998	0,0 %	0,0 %	62,3 %	21,6 %	6,1 %	5,1 %	0,1 %	0,2 %	0,01 %	1,18 %	0,96 %	97,5 %	Remontées > T	9 ans	95 %	2,4 %	de la 5 ^e à la 9 ^e année	
Compte 1999	1999	0,0 %	0,0 %	0,0 %	63,9 %	27,7 %	5,5 %	0,6 %	0,9 %	0,01 %	0,16 %	0,05 %	98,8 %	1,2 %	8 ans	98 %	1,1 %	de la 5 ^e à la 8 ^e année	
Compte 2000	2000	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	75,1 %	22,4 %	0,7 %	0,8 %	0,02 %	0,73 %	0,19 %	100,0 %	0,0 %	7 ans	99 %	0,9 %	de la 5 ^e à la 7 ^e année	
Compte 2001	2001	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	72,3 %	17,1 %	6,7 %	0,5 %	2,5 %	0,3 %	99,4 %	0,6 %	6 ans	97 %	2,8 %	de la 5 ^e à la 6 ^e année	
Compte 2002	2002	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	77,6 %	15,2 %	0,02 %	2,5 %	0,1 %	95,4 %	4,6 %	5 ans	95 %	0,1 %	la 5 ^e année	
Compte 2003	2003	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	75,0 %	9,7 %	8,5 %	0,2 %	93,4 %	6,6 %	4 ans	93 %			
Compte 2004										80,1 %	19,3 %	0,6 %	100,0 %	0,0 %	3 ans				
Compte 2005											82,5 %	17,5 %	100,0 %	0,0 %	2 ans				
Compte 2006												97,0 %	97,0 %	3,0 %	1 an				

TIPF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)

Exercice	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
t	72,3 %	73,7 %	70,4 %	65,3 %	66,1 %	66,7 %	81,2 %	75,9 %	88,4 %	71,3 %	83,5 %
t + 1 = 1 an de retard	24,9 %	20,7 %	19,4 %	21,7 %	23,8 %	20,1 %	16,9 %	15,0 %	10,9 %	15,6 %	14,1 %
t + 2 = 2 ans de retard	0,7 %	4,4 %	0,0 %	9,1 %	5,2 %	4,9 %	0,7 %	6,3 %	0,02 %	7,0 %	0,5 %
> 2 ans de retard	2,1 %	1,3 %	10,2 %	3,9 %	6,7 %	8,4 %	1,2 %	2,8 %	0,6 %	6,1 %	2,0 %
	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	101,8 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2004 à 2007

	Estimation Avpf 2004 (février 2005)		73 Dser 27 juin 2005	35 Dspa 4 avril 2007	41 Dspa 2 avril 2008						Evolution					Structure 2007
	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2003/200 2	2004/200 3	2005/200 4	2006/2005	2007/2006	
Effectifs Caf (en milliers)																
Cf	625,2	567,3	589,8	580,2	604,5	593,5	585,9	586,9	565,5	554,3	-2 %	-1 %	0 %	-4 %	-2 %	36,3 %
Aah	1,9	1,9	1,8	1,9	2,1	2,1	2,1	2,0	1,8	1,9	-2 %	0 %	-2 %	-9 %	1 %	1,1 %
Aeeh	12,4	13,1	13,5	14,3	12,1	12,8	13,2	13,6	13,4	13,9	5 %	4 %	3 %	-2 %	4 %	
App taux plein	1,2	1,4	1,6	1,1	0,8	1,2	1,4	1,6	0,8	0,0	48 %	17 %	12 %	-49 %		
App taux réduit (50 %)	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0		-15 %	-14 %	10 %	-32 %		
App taux réduit (20 %)	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		2 %	-3 %	20 %	-42 %		
Ajpp				0,6					0,4	0,5						
Apje	583,0	571,8	278,1	67,0	563,9	547,0	412,4	225,4	52,4		-3 %	-25 %	-45 %	-77 %		51,5 %
Ape taux plein	321,3	289,8	162,4	35,3	306,4	301,8	242,2	126,0	37,0	0,1	-1 %	-20 %	-48 %	-71 %		
Ape taux réduit (50 %)	23,1	22,2	12,8	4,2	22,3	22,4	20,6	13,9	4,7	0,0	1 %	-8 %	-33 %	-66 %		
Ape taux réduit (20 %)	31,2	31,0	18,9	6,5	29,6	30,7	29,5	20,3	6,9	0,0	4 %	-4 %	-31 %	-66 %		11,1 %
Paje allocation de base			340,7	631,1			175,0	460,8	723,2	786,3			163 %	57 %	9 %	
Paje Clca taux plein			75,0	141,5			25,5	60,5	84,5	118,3			137 %	40 %	40 %	
Paje Clca taux réduit (50 %)				17,2			1,2	7,8	13,4	18,2			565 %	72 %	36 %	100,0 %
Paje Clca taux réduit (20 %)				28,8			1,9	13,1	24,4	33,8			607 %	86 %	38 %	
Total des effectifs Caf	1 599,5	1 499,0	1 494,9	1 529,8	1 541,9	1 511,7	1 511,0	1 532,2	1 528,6	1 527,2	-2,0 %	0,0 %	1,4 %	-0,2 %	-0,1 %	
Total des effectifs tous régimes				1 591,8	1 647,7	1 615,1	1 608,9	1 618,6	1 614,9	1 587,4	-2,0 %	-0,4 %	0,6 %	-0,2 %	-1,7 %	
Cotisation unitaire annuelle taux plein (en euros) (CM)	2 264,68	2 384,05	2 523,00	2 711,43	2 211,63	2 264,68	2 391,34	2 538,74	2 711,43	2 792,46	2 %	6 %	6 %	6,8 %	3,0 %	
Cotisation unitaire annuelle moyenne (en euros) (CE)			2 486,47	2 642,16	2 161,55	2 210,89	2 334,20	2 476,27	2 650,78	2 726,27	2 %	6 %	6 %	7,0 %	2,8 %	
(dépenses estimées / effectifs)				97,4 %	97,7 %	97,6 %	97,6 %	97,8 %	97,8 %	97,6 %						
Estimation Dser des dépenses (en millions d'euros)																
Caf	3 539,2	3 487,5	3 717,0	4 041,9	3 333,0	3 342,2	3 526,9	3 794,1	4 052,1	4 163,6	0,3 %	5,5 %	7,6 %	6,8 %	2,8 %	
Autres régimes	Evol.	-1,5	200,0	164,0	228,7	228,7	228,7	200,0	228,7	164,0						
Tous régimes (dépenses Caf + 228,7) (A)	3 767,9	3 716,2	3 917,0	4 205,9	3 561,7	3 570,9	3 755,6	3 994,1	4 280,8	4 327,6	0,3 %	5,2 %	6,4 %	7,2 %	1,1 %	
Part Caf	93,9 %	93,8 %	94,9 %	96,1 %	93,6 %	93,6 %	93,9 %	94,7 %	94,7 %	96,2 %						
Ecart (estim. Dser avril 2008, A) - (remontées Dna au 31/12/07)					61,0	68,8	75,3	59,2	194,7							
Rappel des remontées Dna au 31/12/07					3 500,7	3 502,1	3 680,3	3 934,8	4 086,1							
Cf. TIPF 411, colonne AD, pour l'écart (dép. compta.yc régul.) - (remontées Dna au 31/12/07)					Ecarts [2002-05] Dser - Dna											
			2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Cumul 2002-2007 des écarts comptabilité - Dser					
Dépenses initialement comptabilisées - estimation initiale Dser (B - A)			0,3	6,4						-5,1						
Dépenses comptables yc régul. - estimation Dser actualisée (C - A)					108,5	178,4	-74,8	-58,5	-68,5	-5,1	80,1					
Dépenses tous régimes comptabilisées																
Dépenses initialement comptabilisées pour la validité (B)	3 749,3	3 885,0	3 917,3	4 212,3	3 670,2	3 749,3	3 885,1	3 917,3	4 212,3	4 322,53	2,2 %	3,6 %	0,8 %	7,5 %	2,6 %	
Rectificatifs figurant en débit relatifs à des exercices antérieurs (hors régul. 2005 annulées en 2007)								18,3	Régul. 05	18,3						
Rectificatifs figurant en crédit relatifs à des exercices antérieurs (hors régul. 2005 annulées en 2007)							-204,3		Régul. 04	-204,3						
Date de comptabilisation des régularisations (cf. TIPF 410)							2007	2007	Dép. 2007	4 136,5	yc solde régul. 05 et 04 (hors annulation des régularisations 2005)					
Dépenses comptable yc rectif. relatifs à la validité (hors régul. ne se rapportant pas à la validité) (C)					3 670,2	3 749,3	3 680,8	3 935,6	4 212,3	4 322,5	2,2 %	-1,8 %	6,9 %	7,0 %	2,6 %	

TIPF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973

Année d'exigibilité	Effectifs Tr en année pleine correspondant aux remontées Dna à la Cnaf au 31 décembre 2006 (a)	Effectifs Tr en année pleine correspondant aux dépenses comptabilisées par la Cnaf yc régularisations (A)	Rapport a/A	Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2006 pour 2001, Maj 2007 pour 2002-2007) (en euros)
1975	1 039,5	1 039,3		169,01
1976	1 110,1	1 109,8		208,01
1980	1 128,7	1 128,4		443,81
1981	1 516,5	1 516,1		496,99
1982	1 681,7	1 681,4		572,66
1983	1 728,5	1 728,2		683,92
1984	1 711,1	1 710,7		783,29
1985	1 658,3	1 658,0		940,70
1986	1 660,8	1 660,5		1 024,50
1987	1 681,5	1 681,2		1 142,39
1988	1 684,6	1 683,5		1 223,45
1989	1 710,3	1 708,6		1 273,87
1990	1 694,9	1 694,1		1 404,88
1991	1 664,5	1 663,4		1 461,05
1992	1 681,7	1 680,9		1 576,33
1993	1 598,6	1 597,3		1 650,92
1994	1 657,7	1 657,2		1 721,69
1995	1 659,6	1 659,3		1 760,61
1996	1 609,5	1 608,6	100,1 %	1 790,24
Validité 1996	1 673,8	1 648,4	101,5 %	1 840,53
1997	1 669,2	1 686,7	99,0 %	1 848,39
1998	1 652,5	1 694,0	97,5 %	1 914,04
1999	1 635,4	1 654,5	98,8 %	1 991,88
2000	1 672,1	1 672,8	100,0 %	2 016,65
2001	1 662,3	1 672,0	99,4 %	2 077,81
2002	1 619,5	1 697,9	95 %	2 161,55
2003	1 584,0	1 695,8	93 %	2 210,89
2004	1 576,7	1 576,9	100 %	2 334,20
2005	1 589,0	1 589,3	100,0 %	2 476,27
2006	1 541,5	1 589,1	97 %	2 650,78
2007		1 585,5		2 726,27

TIPF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros :

montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine

Prestation concernée	Toutes prestations hors Ape, App, Clca (M)	Clca, Ape et App à taux plein	Ape, App et Clca avec une activité réduite		Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2006 pour 2001, 2007 pour 2002-07) (en euros)	Rapport (%) au montant maximum (m/M)	Rappel estimations initiales	
			Inférieure ou égale à 50 %	Comprise entre 50 % et 80 %			Cotisation moyenne correspondant aux estimations initiales (mi)	Ecart estimation initiale / estimation actuelle (mi/m)
Validité								
1994 (1)	1 760,61	1 760,61	880,31	352,12				
1995	1 797,51	1 797,51	898,76	359,50	1 790,24	-0,4 %	1 790,24	-0,4 %
1996	1 869,29	1 869,29	934,65	373,86	1 840,53	-1,5 %	1 840,53	-1,5 %
1997	1 916,28	1 916,28	958,14	383,26	1 848,39	-3,5 %	1 848,39	-3,5 %
1998	1 993,12	1 993,12	996,56	398,62	1 914,04	-4,0 %	1 914,04	-4,0 %
1999	2 033,06	2 033,06	1 016,53	406,61	1 991,88	-2,0 %	1 991,88	-2,0 %
2000	2 058,37	2 058,37	1 029,18	411,67	2 016,65	-2,0 %	2 016,65	-2,0 %
2001	2 124,06	2 124,06	1 062,03	424,81	2 077,81	-2,2 %	2 079,36	-2,1 %
2002	2 211,63	2 211,63	1 105,81	442,33	2 161,55	-2,3 %	2 164,24	-2,1 %
2003	2 264,68	2 264,68	1 132,34	452,94	2 210,89	-2,4 %	2 214,73	-2,2 %
2004	2 391,34	2 391,34	1 195,67	478,27	2 334,20	-2,4 %	2 326,77	-2,7 %
2005	2 538,74	2 538,74	1 269,37	507,75	2 476,27	-2,5 %	2 486,47	-2,1 %
2006	2 711,43	2 711,43	1 355,71	542,29	2 650,78	-2,2 %	2 642,16	-2,6 %
2007	2 792,46	2 792,46	1 396,23	558,49	2 726,27	-2,4 %	2 726,27	-2,4 %

TIPF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros

Année de validité t si exigibilité t + 1	Taux (%) de cotisation moyen t - 1	Smic en euros juillet t - 2	Cotisation annuelle unitaire		Evolution en %	
			Etp en euros		Euros courants	Euros constants
			Courants (1)	Constants 2007		
1972 "F.93"	8,75 %	0,59	106,82	540,44		
1973	8,75 %	0,66	119,30	530,38	11,7 %	-1,9 %
1974	10,25 %	0,79	169,01	672,25	41,7 %	26,7 %
1975	10,25 %	0,98	208,01	754,20	23,1 %	12,2 %
1976 moyenne	10,85 %	1,15	259,75	861,70	24,9 %	14,3 %
1977	11,15 %	1,31	303,35	922,79	16,8 %	7,1 %
1978	11,15 %	1,46	338,70	929,77	11,7 %	0,8 %
1979	12,90 %	1,65	443,81	1 073,32	31,0 %	15,4 %
1980	12,90 %	1,85	496,99	1 059,89	12,0 %	-1,3 %
1981	12,90 %	2,13	572,66	1 092,21	15,2 %	3,0 %
1982	12,90 %	2,55	683,92	1 189,93	19,4 %	8,9 %
1983	12,90 %	2,99	783,29	1 268,80	14,5 %	6,6 %
1984	13,90 %	3,34	940,70	1 439,88	20,1 %	13,5 %
1985	13,90 %	3,63	1 024,50	1 527,54	8,9 %	6,1 %
1986 moyenne	14,19 %	3,97	1 142,39	1 651,39	11,5 %	8,1 %
1987 moyenne	14,70 %	4,10	1 223,45	1 722,23	7,1 %	4,3 %
1988	14,80 %	4,24	1 273,87	1 730,74	4,1 %	0,5 %
1989	15,80 %	4,38	1 404,88	1 850,53	10,3 %	6,9 %
1990	15,80 %	4,56	1 461,05	1 864,85	4,0 %	0,8 %
1991 moyenne	16,30 %	4,77	1 576,33	1 966,25	7,9 %	5,4 %
1992	16,35 %	4,98	1 650,92	2 022,90	4,7 %	2,9 %
1993	16,35 %	5,19	1 721,69	2 080,58	4,3 %	2,9 %
1994 "en euros 1995"	16,35 %	5,31	1 760,61	2 093,06	2,3 %	0,6 %
1995 "en euros 1996"	16,35 %	5,42	1 797,51	2 097,18	2,1 %	0,2 %
1996 "en euros 1996"	16,35 %	5,64	1 869,29	2 180,92	4,0 %	4,0 %
1997	16,35 %	5,78	1 916,28	2 212,23	2,5 %	1,4 %
1998	16,35 %	6,01	1 993,12	2 286,90	4,0 %	3,4 %
1999	16,35 %	6,13	2 033,06	2 321,13	2,0 %	1,5 %
2000	16,35 %	6,21	2 058,37	2 313,19	1,2 %	-0,3 %
2001	16,35 %	6,41	2 124,06	2 350,19	3,2 %	1,6 %
2002	16,35 %	6,67	2 211,63	2 405,33	4,1 %	2,3 %
2003	16,35 %	6,83	2 264,68	2 417,20	2,4 %	0,5 %
2004 (2)	16,40 %	7,19	2 391,34	2 510,36	5,6 %	3,9 %
2005	16,45 %	7,61	2 538,74	2 619,56	6,2 %	4,4 %
2006	16,65 %	8,03	2 711,43	2 750,99	6,8 %	5,0 %
2007	16,65 %	8,27	2 792,46	2 792,46	3,0 %	1,5 %
2008	16,65 %	8,44	2 849,87		2,1 %	
2007/1972 en moyenne annuelle sur 35 ans dont euros constants	1,86 %	7,85 % 3,01 %	9,77 %	4,80 %		

(1) Les dépenses correspondant à une année d'exigibilité (t) se calculent à partir des bénéficiaires en t - 1, année de validité, et de la cotisation unitaire basée sur le taux de cotisation en t - 1 et le Smic en juillet t - 2. Soit, d'après le décret du 26 janvier 1973, à compter du 1^{er} juillet 1972 :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 173,33 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois. La diminution du temps de travail en 1982 n'a d'effet qu'à partir des exigibilités 1984 (validité 1983). Le décret 82-1140 du 29 décembre 1982 fait référence à la nouvelle durée légale de travail :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 169 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois.

Les cotisations à taux partiel sont présentées dans le tableau TIPF 431.

(2) 16,35 % du 1^{er} janvier au 30 juin, 16,45 % ensuite.

TIPF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros

Validité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Remontées Caf [1998-2007] Cnav
1972									53		53
1973									119		119
1974									169		169
1975											0
1976										190	190
1977											0
1978											0
1979										169	169
1980											0
1981										745	745
1982											0
1983											0
1984											0
1985											0
1986									2 750		2 750
1987	1 122 771	1 336 663	32 099	1 020 751	8 980	33 738	32 705	6 422	156 792	1 141	3 752 062
1988	1 260 370	1 245 744	35 512	878 082	16 242	39 599	32 273	8 812	117 467	769 221	4 403 322
1990	1 638 792	1 121 199	46 076	11 581 435	19 784	32 548	40 976	9 248	141 038	579 849	15 210 945
1991	1 643 627	1 329 754	25 321 877	508 739	24 714	35 064	74 390	8 159	422 336	530 792	29 899 452
1992	1 776 909	1 514 263	412 065 506	1 264 172	26 929	58 413	70 695	7 095	331 432	989 054	418 104 468
1993	3 834 460	1 633 413	107 371 404	12 743 341	35 080	63 974	90 389	11 693	484 620	838 822	127 107 196
1994	15 288 683	105 826 508	213 227 059	1 082 304	505 366	121 990	48 926	7 460	163 383	1 268 884	337 540 563
1995	137 286 039	378 432 481	14 213 753	107 459 363	751 153	212 377	42 843	8 804	140 973	557 406	639 105 192
1996	656 589 772	1 263 532 359	14 796 553	-2 690 396	5 569 628	1 322 406	60 070	27 263	339 007	506 843	1 940 053 505
1996	3 387 431 992	848 262 659	165 085 272	449 471 897	57 329 552	11 245 439	94 868	7 788	570 165	879 050	4 920 378 682
1997	11 683 399 740	3 495 762 565	1 902 776 815	980 952 708	83 940 415	-553 424	61 831	7 505	26 104 976	4 476 304	18 176 929 435
1998		12 203 938 330	4 438 114 610	1 255 342 243	165 071 570	493 468	477 818	11 294	37 813 815	23 086 576	18 124 349 724
1999			12 808 858 825	5 814 851 428	181 763 723	16 704 946	21 809 062	8 131	2 904 588	30 878 537	18 877 779 240
2000				15 567 998 152	751 736 372	15 309 899	18 102 658	-252 574	19 120 313	1 047 706	16 373 062 526
2001					2 380 435 991	564 190 749	222 774 443	17 009 898	80 912 100	5 156 787	3 270 479 968
2002						2 715 681 693	532 727 787	-283 370	85 867 348	9 371 260	3 343 364 718
2003							2 684 687 882	353 006 635	301 822 485	45 236	3 339 562 238
2004								2 845 640 804	663 886 074	3 028 365	3 512 555 243
2005									3 111 219 953	17 506 579	3 128 726 532
2006										682 258 095	682 258 095
2007										3 940 005 758	3 940 005 758
Caf	15 891 273 155	18 303 935 938	20 101 945 361	24 202 464 219	3 627 235 499	3 324 992 879	3 481 229 616	3 215 251 067	4 332 521 956	4 723 783 369	101 204 633 059
Tous régimes	19 748 750 833	19 748 750 833	21 312 482 450	25 586 669 758	3 764 905 778	3 506 864 185	3 705 660 487	3 334 358 912	4 553 058 759	4 895 720 283	110 157 222 278
	80,5 %	92,7 %	94,3 %	94,6 %	96,3 %	94,8 %	93,9 %	96,4 %	95,2 %	96,5 %	

11,3 millions de bénéficiaires de prestations de la branche Famille

Données tous régimes métropole et Dom

En 2007, la branche Famille couvre 11 278 000 allocataires et 13 579 000 enfants. L'effectif de familles bénéficiaires du Fnpf (6 662 000 avec 13 336 000 enfants) représente 59 % des allocataires¹ et 98 % des enfants correspondants.

L'évolution de la législation² (relative en particulier aux prestations de logement, aux minima sociaux et à l'allocation pour jeune enfant) modifie, au cours du temps, le champ couvert par la branche Famille. Les allocataires sans enfant (4 451 000) et ceux avec un seul enfant (2 046 000) représentent respectivement 39 % et 18 % des allocataires, les familles de deux enfants et plus (4 754 000) n'en représentant plus que 42 % des allocataires.

La tendance à la réduction de la taille moyenne des familles fait que le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus relevant du Fnpf passe de 244,8 en 1997 à 242,3 en 2007.

La part des Caf atteint 95,5 % de l'effectif global des allocataires.

11,3 millions d'allocataires

Au 31 décembre 2007, le nombre total d'allocataires (y compris les hors métropole) atteint 11 278 000. 95,5 % des allocataires sont gérés par les Caf.

Fnpf : 6,7 millions de familles 59 % des allocataires¹

Au 31 décembre 2007, l'effectif des familles (résidant sur le territoire métropolitain ou dans les Dom) bénéficiant d'une prestation relevant du fonds national des prestations familiales (Fnpf) est estimé à 6 662 000 familles. Cet effectif a progressé de + 8,9 % entre 1997 et 2007 (+ 547 000), principalement du fait de la **progression des familles d'un enfant** relevant du Fnpf : + 430 000 familles (cf. T1PF 501). Pendant la même période, le nombre d'enfants bénéficiaires du Fnpf (13 336 000) a progressé de + 5,8 % (+ 732 000).

L'effectif ci-dessus :

- ne comprend pas les familles des travailleurs étrangers résidant hors de France, bénéficiant de prestations servies à l'étranger : 11 000 ;
- inclut à l'inverse les bénéficiaires de l'allocation différentielle : 10 100.

Hors Fnpf : 4,6 millions d'allocataires 41 % des allocataires

Les allocataires ne bénéficiant pas de prestations du Fnpf perçoivent au moins une des prestations suivantes :

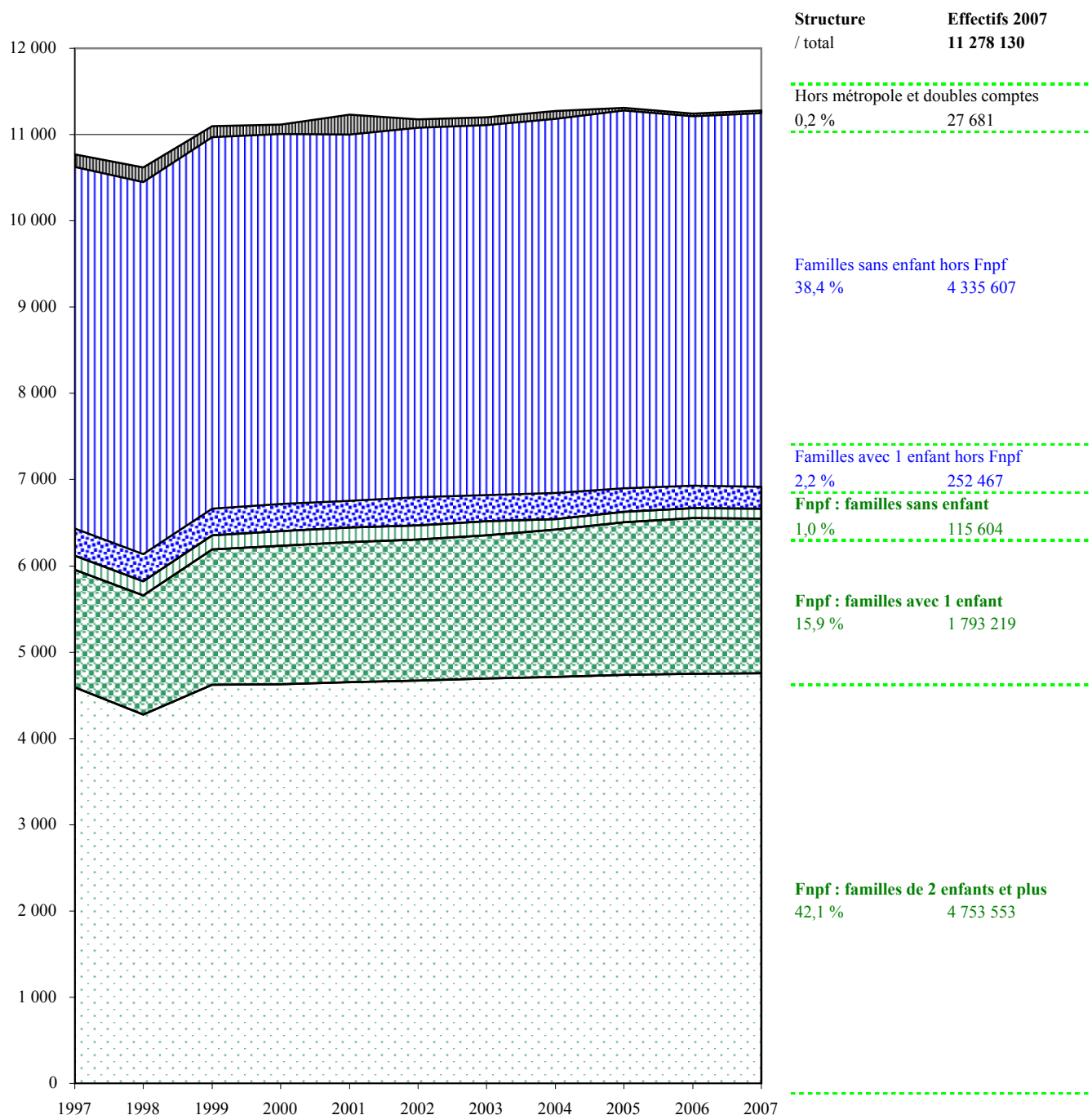
- prestations servies au titre du fonds national d'aide au logement (allocation logement sociale, aide personnalisée au logement....) ;
- minima sociaux ne relevant pas du Fnpf et aides à l'emploi : revenu minimum d'insertion (Rmi), contrat d'avenir (Cav), contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), prime de retour à l'emploi (Pre), revenu de solidarité (Rso).

L'effectif des allocataires ne relevant pas du Fnpf (4 588 000 tous régimes, métropole et Dom) représente 41 % des allocataires, parmi lesquels :

- 4 336 000 allocataires sans enfant à charge (38 % de l'ensemble des allocataires) ;
- 252 000 familles d'un enfant (2,2 %).

La progression des effectifs de l'ensemble des fonds entre 1997 et 2007 (+ 506 000) est essentiellement liée à l'évolution de nombre de familles d'un enfant relevant du Fnpf (+ 430 000), les autres tendances se compensant. (Le transfert aux Caf de la gestion de la majorité des régimes spéciaux a entraîné une diminution de - 120 000 des « doubles comptes »).

Figure 5.1 : **Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille**
depuis 1997 (tous régimes, métropole et Dom, en milliers)



TIPF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliers	1997	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Structure 2007	Rapport 2007/1997	Accrois- sement 07-97
Fnpf : familles de 2 enfants et plus	4 592	4 669	4 695	4 716	4 738	4 752	4 754	42 %	3,5 %	162
Fnpf : familles de 1 enfant	1 363	1 637	1 659	1 707	1 770	1 802	1 793	16 %	31,6 %	430
Fnpf : familles sans enfant	161	164	166	119	116	115	116	1,0 %	-28,1 %	-45
Hors Fnpf : familles de 1 enfant	315	324	302	305	278	261	252	2,2 %	-19,9 %	-63
Hors Fnpf : familles sans enfant	4 193	4 282	4 285	4 333	4 376	4 282	4 336	38 %	3,4 %	142
Autres : HM, doubles comptes	148	100	92	93	31	30	28	0,2 %		-120
Nombre d'allocataires	10 772	11 177	11 199	11 273	11 310	11 241	11 278	100 %	4,7 %	506
Dont allocataires sans enfant	4 354	4 446	4 451	4 452	4 492	4 397	4 451	39 %		97
Dont familles de 1 enfant	1 678	1 962	1 961	2 012	2 048	2 062	2 046	18 %		367
Dont allocataires hors Fnpf	4 508	4 606	4 587	4 638	4 654	4 542	4 588	41 %	1,8 %	80
Dont Fnpf sans doubles comptes, HM	6 115	6 471	6 519	6 542	6 624	6 669	6 662	59 %	8,9 %	547
Part du Fnpf / ensemble des allocataires	56,8 %	57,9 %	58,2 %	58,0 %	58,6 %	59,3 %	59,1 %			2,3
Nombre d'enfants	13 055	13 393	13 428	13 499	13 571	13 599	13 579	100 %	4,0 %	524
Dont enfants bénéficiaires hors Fnpf	451	326	304	303	281	262	243	1,8 %	-46,1 %	-208
Dt E Fnpf sans doubles comptes, HM	12 604	13 067	13 124	13 196	13 290	13 337	13 336	98,2 %	5,8 %	732
Dont enfants des familles 2 enfants et plus	11 241	11 430	11 465	11 489	11 526	11 541	11 519	84,8 %	2,5 %	278
Part du Fnpf / ensemble E bénéficiaires	96,5 %	97,6 %	97,7 %	97,8 %	97,9 %	98,1 %	98,2 %			1,7
Nombre moyen d'enfants pour 100 familles de 2 enfants et plus	244,8	244,8	244,2	243,6	243,3	242,9	242,3		-1,0 %	-2,5

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

Des doubles comptes : 21 300 allocataires en 2007 contre 77 700 allocataires en 2004

Historiquement, les doubles comptes correspondent à des allocataires des régimes spéciaux³ qui perçoivent certaines prestations des Caf. Il s'agit de la Paje, de l'Afeama, de l'Agé, des prestations de logement et de l'Aah (cf. TIPF 512951, 501). Ces effectifs sont inclus dans tous les tableaux des fascicules relatifs aux données des Caf : en effet, ces doubles comptes n'apparaissent réellement que lorsque les données Caf sont agrégées aux données des régimes spéciaux. En conséquence, **dans cette brochure, les chiffres Caf sont minorés des doubles comptes pour l'estimation des familles tous régimes (Fnpf et ensemble des fonds).**

Par contre, lors du dénombrement des allocataires tous régimes, l'effectif des Caf n'est pas minoré afin de tenir compte de la charge de gestion qui pèse sur les deux régimes.

En 2005, les régimes spéciaux sont rattachés aux Caf à l'exception de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp, ce qui explique la forte diminution des doubles comptes qui sont passés de 77 700 allocataires en 2004 à 20 900 en 2005. **En 2007**, les doubles comptes (21 300) se ventilent à raison de 17 000 pour le Fnpf et 4 300 pour l'Apl. (Le nombre d'enfants allocataires « tous régimes » inclut 53 000 enfants correspondant aux doubles comptes contre 188 000 en 2004.)

Bénéficiaires des prestations « Famille »

Sur les 6 662 375 familles bénéficiaires du Fnpf (cf. TIPF 53012006) :

- 73 % perçoivent les allocations familiales (4 858 054) ;
- 45 %, l'allocation de rentrée scolaire (2 973 305) ;
- 29 %, l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje Ab, 1 897 754) ;
- 13 %, le complément familial (859 231) ;
- 11 %, l'allocation de soutien familial (724 704) ;
- 10,4 %, le complément mode de garde par une assistante maternelle de la Paje (Cmg, 586 804) ou l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, 108 561) ;
- 9 %, le complément (optionnel) de libre choix d'activité (Clca et Colca) de la Paje (603 997, dont 2 373 bénéficiaires du Colca) ou l'allocation parentale d'éducation (213) ;
- 3,1 %, l'allocation de parent isolé (205 427) ;
- 2,4 %, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (158 709, chiffre rectifié, cf. T2PF 51) ;
- 0,9 %, le Cmg à domicile de la Paje (47 219) ou l'allocation de garde d'enfant à domicile (15 077).

Encadré 1 : *Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille*

* Ventilation des enfants nés dans une famille d'un enfant selon l'âge de la mère

Données Caf, métropole + Dom	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007 - 2002
Moins de 20 ans	5,7 %	5,7 %	4,9 %	4,8 %	4,6 %	4,6 %	-1,1
20 à 24 ans	28 %	28 %	25 %	24 %	24 %	24 %	-3,7
25 à 29 ans	40 %	38 %	39 %	39 %	40 %	40 %	-0,1
30 à 34 ans	20 %	20 %	23 %	23 %	22 %	22 %	2,7
35 à 39 ans	5,8 %	6,1 %	6,9 %	7,2 %	7,5 %	7,5 %	1,7
40 ans et +, nd	1,5 %	1,6 %	1,7 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	0,5
Ensemble familles de 1 E	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

* Ventilation des naissances selon la taille de la famille, au sens des prestations familiales

E nés dans une F de 1 E	38,6 %	38,1 %	41,5 %	41,0 %	40,9 %	40,9 %	2,3
E nés dans une F de 2 E	37,6 %	38,2 %	36,1 %	36,4 %	36,2 %	36,2 %	-1,4
E nés dans une F de 3 E et +	23,9 %	23,8 %	22,4 %	22,6 %	22,9 %	22,9 %	-1,0

* Ventilation des enfants nés dans une famille de deux enfants et plus selon l'âge de la mère

Moins de 20 ans	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	-0,1
20 à 24 ans	8,1 %	8,3 %	8,1 %	8,0 %	7,9 %	7,9 %	-0,1
25 à 29 ans	27 %	26 %	25 %	25 %	26 %	26 %	-1,1
30 à 34 ans	39 %	39 %	40 %	39 %	38 %	38 %	-1,1
35 à 39 ans	21 %	21 %	21 %	22 %	22 %	22 %	1,6
40 ans et +, nd	4,8 %	5,1 %	5,3 %	5,5 %	5,6 %	5,6 %	0,8
Ensemble familles de 2 E et +	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

Encadré 2 : *Bénéficiaires selon les cumuls de prestations en 2006 et en 2007*

63 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation (55 % cumulent cette prestation à l'Ars, 8 % ne perçoivent pas l'Ars).

Données Caf, métropole + Dom	2006	2007	Dont sans Ars	Dont avec Ars
Bénéficiaires d'une prestation	62,6 %	63,2 %	55,1 %	8,1 %
Une prestation de logement (ALS, ou Apl ou ALF)	28,1 %	28,5 %		
Af	17,3 %	17,5 %		
Un des minima sociaux (Rmi ou Aah)	7,8 %	7,4 %		
Prestation d'accueil du jeune enfant ou Afeama	6,3 %	6,2 %		
Ars seule	1,9 %	1,8 %		
Asf	0,9 %	0,9 %		
Api ou Aeoh ou autres	0,4 %	0,8 %		
Bénéficiaires de deux prestations	23,4 %	23,1 %	15,1 %	8,0 %
Une prestation de logement + un des minima sociaux (Rmi ou Aah)	6,8 %	6,6 %		
Af + Paje ou Afeama	6,3 %	6,4 %		
Af + une prestation de logement	3,1 %	3,1 %		
Af + Cf	2,9 %	2,8 %		
Une prestation de logement + Paje	1,3 %	1,3 %		
Asf avec Af ou avec une prestation de logement	1,4 %	1,4 %		
Autres	1,7 %	1,5 %		
Bénéficiaires de trois prestations	10,2 %	10,0 %	2,9 %	7,1 %
Af + une prestation de logement + Pje	3,3 %	3,4 %		
Af + une prestation de logement + Cf	2,9 %	2,8 %		
Af + une prestation de logement + Asf	0,6 %	0,7 %		
Af + une prestation de logement + Rmi	0,5 %	0,5 %		
Une prestation de logement + Asf + Rmi	0,4 %	0,4 %		
Autres	2,4 %	2,2 %		
Bénéficiaires de quatre prestations	2,9 %	2,9 %	0,7 %	2,1 %
Bénéficiaires de cinq prestations et plus	0,8 %	0,8 %	0,2 %	0,6 %
Ensemble des bénéficiaires	100,0 %	100,0 %	74,0 %	25,9 %
Dont non-bénéficiaires d'une prestation à caractère familial	42,7 %	42,5 %		

L'ARS, si elle est versée seule (familles de un enfant ne percevant aucune autre prestation) compte pour une prestation.

Dans tous les autres cas, elle n'est pas comptabilisée dans le nombre des prestations.

La perception des majorations pour âge et du complément AAH ne compte pas non plus dans le nombre des prestations perçues.

Ensemble des bénéficiaires, y compris les allocataires hors « risque Famille »

- 63 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation, 24 % bénéficient de deux prestations, 10 % de trois, 3 % de quatre ou plus (cf. encadré 2).
- 53 % des allocataires bénéficient d'une aide au logement (5 961 734, soit un effectif supérieur de 23 % à celui des familles bénéficiaires des Af, cf. TIPF 53012007) ;
- 10,4 % des allocataires perçoivent le revenu minimum d'insertion (1 172 113) ;
- 7,2 % ouvrent droit à l'allocation aux adultes handicapés (812 991) ;
- 1,8 % au contrat d'avenir (197 786) ;
- 0,1 % au revenu de solidarité dans les Dom (12 033) ;
- 0,03 % au contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (3 934).

Naissances et démographie

Les évolutions du nombre de bénéficiaires des différentes prestations sont fonction de trois types de facteurs : des facteurs démographiques, des facteurs économiques⁴ et de la réglementation⁵. Le chapitre 2 analyse l'évolution des dépenses en volume, à législation constante, hors impact des plafonds et relie cette évolution à celle des bénéficiaires. Le présent chapitre est axé sur les caractéristiques démographiques des bénéficiaires.

Parmi les facteurs démographiques, on distingue :

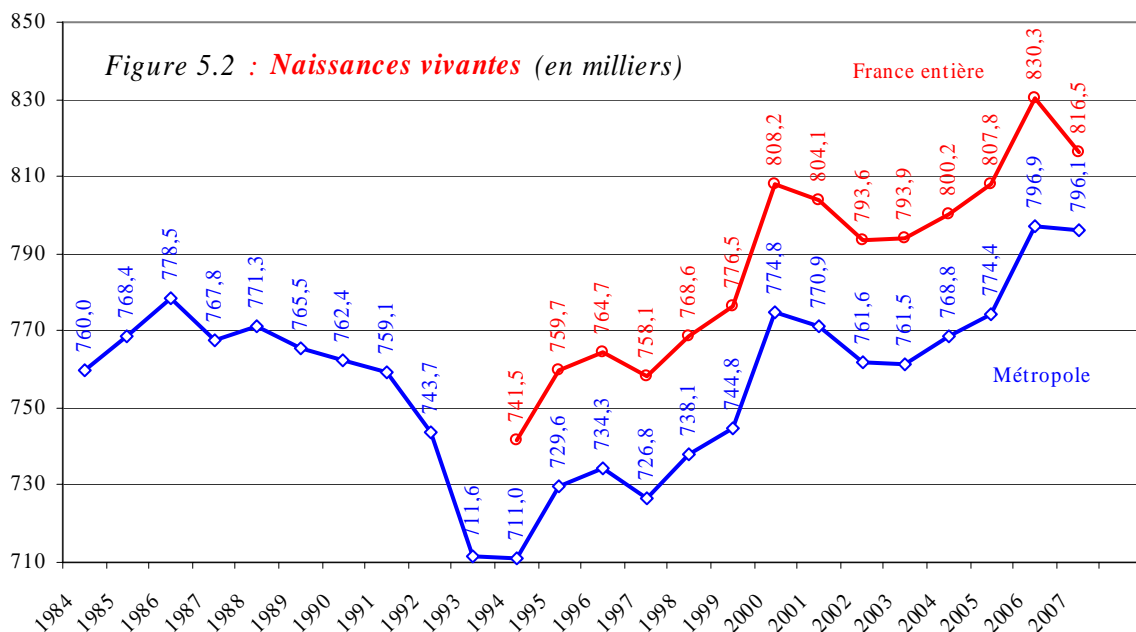
- d'une part, l'influence de la natalité sur les prestations liées à la présence de jeunes enfants ;
- d'autre part, l'évolution plus générale du nombre d'enfants à charge et de la structure des familles.

- L'évolution du nombre des **naissances** influe particulièrement sur le nombre de bénéficiaires des prestations liées à l'entretien et à la garde des jeunes enfants. Après avoir atteint en 1994 son niveau le plus faible des cinquante dernières années (cf. figure 5.2), la natalité progresse de + 0,7 % en moyenne annuelle entre 1997 et 2007.

Le nombre de naissances atteint **816 500** en 2007 (*métropole + Dom*), soit - 1,7 % par rapport à 2006 (830 300), niveau le plus élevé depuis 1981.

- L'indicateur conjoncturel de fécondité (*métropole + Dom*) atteint 197,5 enfants pour 100 femmes en 2007, contre 200,4 en 2006 niveau le plus haut depuis trente ans (195 en 1980, 174 en 1997, 188 en 2002). La plus forte fécondité des femmes amorcée en 2003 compense la baisse du nombre de femmes de vingt à quarante ans (- 0,3 % par an depuis dix ans). **La fécondité n'augmente que pour les femmes de plus de trente ans** (cf. encadré 1 pour les données Caf).

La descendance finale de 100 femmes de la génération née en 1957 est estimée à 213,6 enfants : à 35 ans, ces dernières avaient une descendance de 195 enfants (en 1992) contre 168 enfants (en 2007) pour les femmes nées en 1972.



Source : Bilan démographique janvier 2008

- Parmi les modifications de la législation ayant eu un impact sur la population couverte, on note **l'âge limite de versement des prestations familiales** pour les jeunes inactifs qui est passé :

- . de dix-sept à dix-huit ans en juillet 1990 ;
- . de dix-huit à dix-neuf ans en janvier 1998 ;
- . de dix-neuf à vingt ans en janvier 1999 ;
- . de vingt à vingt-et-un ans en janvier 2000, mais seulement pour le droit au complément familial et aux aides au logement.

- L'évolution du nombre des divorces et des séparations de couples non mariés est à mettre en parallèle avec la progression des prestations liées à la **monoparentalité**. La part des isolés avec enfants dans l'ensemble des familles⁶ ayant des enfants à charge a progressé de 4,3 points en dix ans en métropole (24,6 % en 2007, *données Caf*). Depuis 2001, la progression des isolés dans les Dom est à relier à l'alignement progressif du barème Api des Dom sur celui de la métropole. La part des isolés dans les Dom atteint 48,9 %.

- La **diminution du nombre de familles nombreuses** a une influence négative sur l'évolution du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et du complément familial. L'**allongement de la scolarité** joue en sens inverse.

Part des familles de 3 et 4 enfants et plus dans l'ensemble des familles de 2 enfants et plus

Données tous régimes	Ensemble		Dont Dom	
	3 E	4 E et +	3 E	4 E et +
1997	25,6 %	8,8 %	27,1 %	15,0 %
1998	26,0 %	9,1 %	27,2 %	15,7 %
1999	25,6 %	8,6 %	26,8 %	14,6 %
2000	25,4 %	8,4 %	26,7 %	14,4 %
2001	25,3 %	8,3 %	26,4 %	14,4 %
2002	25,0 %	8,1 %	26,1 %	14,2 %
2003	24,9 %	7,9 %	25,9 %	13,9 %
2004	24,7 %	7,8 %	25,6 %	13,7 %
2005	24,5 %	7,7 %	25,4 %	13,4 %
2006	24,5 %	7,6 %	25,3 %	13,2 %
2007	24,4 %	7,5 %	25,0 %	13,1 %
Ecart en points				
2007-1997	-1,2	-1,3	-2,1	-1,9
2002-1997	-0,6	-0,7	-1,0	-0,8
2007-2002	-0,6	-0,5	-1,1	-1,1

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

L'évolution des familles et des enfants bénéficiaires permet, en particulier, de préciser un phénomène démographique contemporain : la régression du nombre des familles nombreuses. La part des familles de trois enfants et plus dans l'ensemble des familles de deux enfants et plus (32 % en 2007, *données tous régimes*, cf. T1PF 51311 et tableau ci-dessus) a régressé de – 2,5 points en dix ans.

De ce fait, le nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du Fnpf (4 754 000) progresse plus vite que le nombre d'enfants à charge de ces familles (11 519 000) : respectivement + 3,5 % contre + 2,5 % entre 1997 et 2007, cf. T1PF 501).

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus est estimé à 242,3 enfants en 2007 : ce nombre moyen d'enfants a régressé de – 1,0 % entre 1997 et 2007 (– 2,5 points).

Les allocations familiales

La décroissance en volume des dépenses d'Af est due à la combinaison :

- de la diminution du nombre de familles nombreuses, de l'évolution des enfants âgés de onze ans à dix-neuf ans,
- et d'un barème favorable aux enfants de plus de onze ans (*bénéficiaires des majorations pour âge des Af*) et aux enfants de rang trois et plus (*les enfants de rang un ne perçoivent pas d'Af, les aînés des familles de deux enfants à charge n'ouvrent pas droit aux majorations pour âge, le montant d'Af versé pour les enfants de rang trois et plus est de 28 % supérieur à celui des Af versées aux enfants de rang deux* (cf. T1PF 7222)). Les données Caf (*homogènes disponibles au 31 décembre 2006 et 2007*) permettent de comparer l'évolution des bénéficiaires et celle des dépenses estimées à partir de ces effectifs, en isolant les Af et les majorations pour âge (cf. T2PF 11-13).

. L'effectif des enfants des familles bénéficiaires des Af progresse (+ 0,17 %) mais l'effectif des **enfants de rang deux et plus** ne progresse que de + **0,11 %** (*les enfants de rang un, n'ouvrant pas droit aux Af, progressant de + 0,24 %*). Par ailleurs, on a :
+ 0,2 % pour les effectifs d'enfants de rang deux *qui perçoivent un montant unitaire inférieur* ;
– 0,01 % pour ceux des enfants de rang trois ;
– 1,0 % pour ceux des enfants de rang quatre et plus.
Compte tenu de l'impact du barème, favorable aux familles de trois enfants et plus, **la croissance des dépenses d'Af hors majoration n'est que de + 0,08 %** contre + 0,11 % pour les effectifs d'enfants de rang deux et plus (+ 0,17 % pour l'ensemble des enfants bénéficiaires). Elles représentent 87,26 % des dépenses globales d'Af et de majorations (avec + 0,10 point en 2007).

. L'ensemble des enfants de onze à quinze ans bénéficiaires des Af régresse de – 0,34 % mais l'effectif des **enfants de onze à quinze ans bénéficiaires de majoration pour âge** régresse de – **0,41 %** (*les aînés des familles de deux enfants non*

T2PF 11 : Bénéficiaires des AF et des majorations pour âge au 31 décembre 2006 et 2007 (CAF)

Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM	2006	2007	Evolution 2007/2006
* E rang 2 et +, F 1 E DOM	6 551 257	6 558 696	0,11%
F d'un enfant DOM	101 702	104 325	2,58%
2 ^e E (F 2 E et +)	4 514 446	4 524 083	0,21%
3 ^e E (F 3 E et +)	1 444 057	1 443 923	-0,01%
4 ^e E et suivants	491 052	486 365	-0,95%
1 ^{er} E des F de 2 E et plus "sans AF"	4 514 433	4 525 397	0,24%
Total E des F bénéficiaires des AF (1)	11 065 690	11 084 093	0,17%
* Majoration pour âge [11-15] ans	2 125 599	2 116 920	-0,41%
F d'un enfant DOM	26 646	26 885	0,90%
1 ^{er} E des F de 2 E+	894 671	895 320	0,07%
2 ^e E (F 2 E et +) hors aînés	467 008	466 625	-0,08%
3 ^e E (F 3 E et +)	533 715	528 178	-1,04%
4 ^e E et suivants	203 559	199 912	-1,79%
Aînés des F de 2 E sans majoration	809 720	808 469	-0,15%
Total E [11-15] ans des F bénéficiaires des AF (2)	2 935 319	2 925 389	-0,34%
* Majoration pour âge [16-19] ans	897 547	887 477	-1,12%
F d'un enfant DOM	29 278	30 724	4,94%
1 ^{er} E des F de 2 E+	155 969	152 809	-2,03%
2 ^e E (F 2 E et +)	106 413	103 532	-2,71%
3 ^e E (F 3 E et +)	411 099	408 163	-0,71%
4 ^e E et suivants	194 788	192 249	-1,30%
Aînés des F de 2 E sans majoration	807 834	804 459	-0,42%
Total E [16-19] ans des F bénéficiaires des AF (2)	1 705 381	1 691 936	-0,79%

(1) Yc les enfants de rang un des familles de 2 enfants et plus. (2) Yc les enfants non bénéficiaires majoration.

T2PF 12 : Estimation des dépenses d'AF et de majorations pour âge à partir des effectifs d'enfants bénéficiaires au 31 décembre 2006 et 2007 (CAF)

Les données homogènes disponibles ne permettent pas de calculer une évolution des dépenses à partir des effectifs moyens annuels.

En millions d'euros, données CAF, hors forfait AF	2006	2007	Evolution 2007/2006
Dépenses d'AF, hors majorations (yc F 1 E DOM)	10 074	10 082	0,08%
Majoration pour âge [11-15] ans	852	849	-0,42%
Majoration pour âge [16-19] ans	631	623	-1,25%
Dépenses totales	11 558	11 555	-0,03%

T2PF 13 : Structure des dépenses d'AF et de majoration pour âge estimées à partir des effectifs d'enfants bénéficiaires au 31 décembre 2006 et 2007 (CAF)

Données CAF, hors forfait AF	2006	2007	Variation en points
Dépenses d'AF, hors majorations (yc F 1 E DOM)	87,16 %	87,26 %	0,10
F d'un enfant DOM	0,23 %	0,24 %	0,01
2 ^e E (F 2 E et +)	56,11 %	56,25 %	0,14
3 ^e E (F 3 E et +)	23,00 %	23,02 %	0,03
4 ^e E et suivants	7,82 %	7,75 %	-0,07
Majoration pour âge [11-15] ans	7,38 %	7,35 %	-0,03
F d'un enfant DOM	0,04 %	0,04 %	0,00
2 ^e E (F 2 E et +)	3,13 %	3,13 %	0,00
3 ^e E (F 3 E et +)	1,63 %	1,63 %	0,00
4 ^e E et suivants	1,87 %	1,85 %	-0,02
Majoration pour âge [16-19] ans	5,46 %	5,39 %	-0,07
F d'un enfant DOM	0,06 %	0,07 %	0,00
2 ^e E (F 2 E et +)	0,97 %	0,95 %	-0,02
3 ^e E (F 3 E et +)	0,66 %	0,64 %	-0,02
4 ^e E et suivants	2,55 %	2,54 %	-0,02
Dépenses totales	100 %	100 %	

T2PF 14 : Ventilation des bénéficiaires des AF selon la présence de majorations pour âge et du forfait (CAF)

Données CAF, métropole + DOM	1999	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007-2006	2007 - 2002 en points
Bénéficiaires des AF avec ou sans forfait	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
Familles sans majoration pour âge	55,6 %	56,2 %	56,2 %	56,5 %	57,0 %	57,3 %	57,6 %	0,2	1,3
Familles bénéficiaires de majoration pour âge									
. Majoration de plus de 11 ans	27,6 %	27,9 %	27,9 %	27,6 %	27,4 %	27,2 %	27,1 %	-0,1	-0,8
. Majoration de plus de 16 ans	5,6 %	5,3 %	5,5 %	5,7 %	5,9 %	5,8 %	5,8 %	-0,1	0,5
. Majoration de + 11 ans et de + de 16 ans	11,3 %	10,6 %	10,3 %	10,0 %	9,7 %	9,6 %	9,5 %	-0,1	-1,1
Bénéficiaires du forfait sans AF			0,02 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0	0,1
Part des bénéficiaires des AF sans forfait			98,6 %	97,3 %	97,4 %	97,4 %	97,6 %	0,1	
Part des bénéficiaires des AF avec forfait (création juillet 2003)			1,4 %	2,7 %	2,6 %	2,6 %	2,4 %	-0,1	
Enfants bénéficiaires	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
- avec majoration de plus de 11 ans	20,5 %	20,1 %	19,9 %	19,4 %	19,2 %	19,0 %	18,9 %	-0,1	-1,2
- avec majoration de plus de 16 ans	8,9 %	8,4 %	8,4 %	8,3 %	8,1 %	8,0 %	7,9 %	-0,1	-0,5
- sans majoration pour âge	70,5 %	71,5 %	71,2 %	71,2 %	71,6 %	71,9 %	72,2 %	0,3	0,7
- du forfait AF			0,6 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,0 %	-0,1	1,0

T2PF 15 : Estimation du nombre de bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (tous régimes)

Données tous régimes, métropole + DOM		2003	2004	2005	2006	2007	2007/2006	2007/2004	2007-2004
Familles bénéficiaires du forfait AF	CAF	58 098	115 038	121 329	118 423	112 485	-5,0%	-2%	-2 553
Tous régimes		65 319	128 167	127 638	124 428	117 804	-5,3%	-8%	-10 363
Dont familles bénéficiaires du forfait sans AF	CAF	875	2 626	2 995	2 944	2 949	0,2%	12%	323
Tous régimes		984	2 926	3 151	3 093	3 088	-0,2%	6%	163
Enfants bénéficiaires du forfait AF	CAF	58 902	116 933	123 415	120 505	114 452	-5,0%	-2%	-2 481
Tous régimes		66 223	130 278	129 833	126 616	119 864	-5,3%	-8%	-10 415

T2PF 16 : Familles d'un enfant bénéficiaires des AF dans les DOM (CAF)

Familles d'un enfant bénéficiaires des AF dans les DOM	92 676	97 512	99 647	101 702	101 702		Part / total E 2007	0,9%
--	--------	--------	--------	---------	---------	--	---------------------	------

T2PF 17 : Estimation du nombre de bénéficiaires du partage des Af créé en mai 2007 (tous régimes)

Données tous régimes, métropole + DOM	Estimation tous régimes	Effectifs CAF	Ventilation des bénéficiaires selon le type de dossier		
			Ttes PF + 1/2 AF	AF seules (1/2)	Dossier mixte
Familles bénéficiaires du partage des AF	18 132	16 128	32 %	30 %	38 %
Enfants bénéficiaires du partage des AF (<i>chiffre CAF rectifié</i>)	24 509	21 800	36 %	34 %	30 %

T2PF 18 : Bénéficiaires des allocations familiales selon la présence de majorations pour âge et du forfait créé en juillet 2003 (CAF)

Données CAF, métropole + DOM	1999	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007/2006	2007/2002	2007-2002
Bénéficiaires des AF avec ou sans forfait	4 115 354	4 210 391	4 253 717	4 319 977	4 599 404	4 619 216	4 638 726	0,4%	9,1%	428 335
Familles sans majoration pour âge	2 287 709	2 367 699	2 392 265	2 442 211	2 619 666	2 647 124	2 669 718	0,9%	11,6%	302 019
Familles bénéficiaires de majoration pour âge										
. Majoration de plus de 11 ans	1 133 927	1 174 392	1 186 203	1 193 846	1 260 737	1 257 387	1 258 240	0,1%	6,1%	83 848
. Majoration de plus de 16 ans	228 865	223 538	235 269	248 217	269 599	269 465	267 224	-0,8%	13,6%	43 686
. Majoration de + 11 ans et de + de 16 ans	464 853	444 762	439 105	433 077	446 407	442 296	440 595	-0,4%	0,3%	-4 167
Bénéficiaires du forfait sans AF			875	2 626	2 995	2 944	2 949	0,2%		2 949
Bénéficiaires des AF sans forfait			4 195 619	4 204 939	4 478 075	4 500 793	4 526 241	0,6%		
Bénéficiaires des AF avec forfait			58 098	115 038	121 329	118 423	112 485	-5,0%		
Enfants bénéficiaires	10 094 005	10 222 437	10 348 173	10 526 238	11 158 397	11 186 324	11 199 202	0,1%	8,2%	976 765
- avec majoration de plus de 11 ans	2 072 431	2 057 667	2 055 024	2 045 488	2 136 889	2 125 815	2 116 690	-0,4%	3,0%	59 023
- avec majoration de plus de 16 ans	902 134	859 357	865 001	871 340	908 627	897 478	886 727	-1,2%	2,5%	27 370
- sans majoration pour âge	7 119 440	7 305 413	7 369 246	7 492 477	7 989 466	8 042 526	8 081 333	0,5%	9,7%	775 920
- du forfait AF			58 902	116 933	123 415	120 505	114 452	-5,0%		114 452

bénéficiaires des majoration de $-0,15\%$). Les dépenses de majorations onze à quinze ans régressent comme les effectifs de bénéficiaires ($-0,42\%$). Elles représentent $7,35\%$ des dépenses d'Af et de majorations (avec $+0,03$ point entre 2006 et 2007).

L'ensemble des enfants de seize à dix-neuf ans bénéficiaires des Af régresse de $-0,79\%$ mais l'effectif des enfants de seize à dix-neuf ans bénéficiaires de majoration pour âge régresse de $-1,12\%$ (les aînés des familles de deux enfants non bénéficiaires des majorations ne régressant que de $-0,42\%$). Les dépenses de majorations 16 à 19 ans régressent de $-1,25\%$. Elles représentent $5,39\%$ des dépenses globales d'Af et de majorations (avec $-0,07$ point en 2007).

Le nombre de bénéficiaires du **forfait Af** est estimé à 117 800 familles tous régimes (119 860 enfants, cf. T2PF 15) au 31 décembre 2007⁷ ; parmi elles, près de 3 100 familles ne bénéficiaient plus des Af. $2,4\%$ des familles bénéficiaires des Af perçoivent le forfait Af ; $0,1\%$ de ces familles perçoivent le forfait sans les Af (cf. T2PF 141).

Depuis mai 2007, les familles peuvent demander le partage des Af et des majorations pour âge pour les enfants en **résidence alternée** suite à un divorce ou à une séparation : en décembre 2007, $0,35\%$ des bénéficiaires des Af ont choisi de demander le partage des Af (18 130 familles pour 24 510 enfants, estimation tous régimes).

Par ailleurs, il est rappelé que, **dans les Dom**, les enfants des familles d'un enfant (101 700 au 31 décembre 2007, cf. T2PF 16) ouvrent droit aux Af (22,00 euros par mois, cf. T1PF 7761) : ils représentent 1% de l'ensemble des enfants bénéficiaires des Af dans les Caf.

Les prestations jeune enfant

Les prestations dédiées à la petite enfance sont dynamiques du fait de la mise en place de la Paje. Les prestations que remplace la Paje ont vu leurs effectifs de bénéficiaires décroître au fur et à mesure de la montée en charge de la Paje. L'effectif de bénéficiaires d'une prestation au jeune enfant s'élève à **2 317 460 familles dont 2 198 810 bénéficiaires de la Paje** au 31 décembre 2007.

* 1 897 754 familles reçoivent **l'allocation de base de la Paje** et 54 998 ont bénéficié de la **prime de naissance et d'adoption de la Paje**⁸ au titre du mois de décembre. La régression des effectifs de

bénéficiaires de la prime de naissance ($-2,6\%$) s'explique notamment par le recul des naissances observé en 2007. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de base est stable ($+0,4\%$).

* La montée en charge du complément mode de garde ne sera achevée qu'en fin d'année 2010. En décembre 2007, 92% des bénéficiaires du **complément mode de garde Paje** (Cmg, 638 170) ont recours à un **assistant maternel** (Am, 586 804).

Bénéficiaires du Cmg (tous régimes)	2007	Structure
Cmg ensemble	638 170	100 %
Assistant maternel (Am)	586 804	92,0 %
Nbre d'E bénéficiaires de 0 à - 3 ans	532 161	
Nbre d'E bénéficiaires de 3 à - 6 ans	151 893	
Garde à domicile	47 219	7,4 %
Avec présence d'E de moins de 3 ans	38 003	
Avec E de 3 à 6 ans (ss E < 3 ans)	9 296	
Cmg complément "structure"	4 147	0,6 %

La part des bénéficiaires du Cmg assistants maternels ayant les ressources les plus modestes ($14,7\%$) progresse de 4 points entre 2004 et 2007 dans l'ensemble des bénéficiaires du Cmg Am.

T2PF 211 : Cmg assistants maternels

Caf, métropole + Dom	2004	2006	2007	2007-2004
Selon le niveau de ressources	Caf	Caf	Caf	
Niveau inférieur	10,7 %	13,4 %	14,7 %	4,0
1 enfant	5,9 %	6,9 %	7,1 %	1,3
2 enfants et plus	4,8 %	6,5 %	7,6 %	2,7
Dont couples 3 E et +	1,4 %	1,5 %	1,8 %	0,4
Niveau médian	69,6 %	67,3 %	67,0 %	-2,6
1 enfant	37,1 %	35,4 %	34,2 %	-2,9
2 enfants et plus	32,6 %	31,9 %	32,9 %	0,3
Dont couples 3 E et +	5,2 %	5,8 %	6,0 %	0,8
Niveau supérieur	19,7 %	19,2 %	18,3 %	-1,4
1 enfant	11,3 %	10,6 %	10,0 %	-1,3
2 enfants et plus	8,4 %	8,6 %	8,3 %	-0,1
Dont couples 3 E et +	1,2 %	1,5 %	1,4 %	0,2
Total	100 %	100 %	100 %	
1 enfant		52,9 %	51,3 %	
2 enfants et plus		47,1 %	48,7 %	
Dont couples 3 E et +		8,7 %	9,1 %	

Le tableau T1PF 5351 de la brochure PF 2004 indique une méthodologie statistique (appliquée à 2004) assurant un meilleur raccord entre des effectifs trimestriels (Afeama, Aged⁹) et mensuels (Cmg). Le passage à un rythme mensuel pour le Cmg fait que l'on va sous-estimer le taux d'évolution du nombre de bénéficiaires. Il y a par définition plus de familles recourant au Cmg au cours d'un trimestre qu'au cours d'un seul des trois mois composant le trimestre. Le phénomène est particulièrement important en phase de montée en charge¹⁰.

* En décembre 2007, 47 219 familles ont bénéficié du **Cmg à domicile**. 20 % des bénéficiaires le sont au titre d'enfants de trois ans à moins de six ans (cf. T1PF). Parmi les bénéficiaires ayant des enfants de moins de trois ans, la part des bénéficiaires ayant le plus haut niveau de ressources (74 %) diminue de -4,7 points entre 2004 et 2007. Les familles d'un enfant représentent 31 % des bénéficiaires.

T2PF 221 : Cmg à domicile pour E < 3 ans
en % du total des effectifs Cmg pour E < 3 ans

Caf, métropole + Dom Selon le niveau de ressources	2004	2007	2007-2004
E < 3 ans, niveau inférieur	2,7 %	4,6 %	1,9
1 enfant	0,9 %	1,7 %	0,8
2 enfants et plus	1,7 %	2,8 %	1,1
Dont couples 3 E et +	0,7 %	0,9 %	0,3
E < 3 ans, niveau médian	18,6 %	21,4 %	2,8
1 enfant	5,5 %	6,1 %	0,6
2 enfants et plus	13,1 %	15,3 %	2,2
Dont couples 3 E et +	5,6 %	6,1 %	0,5
E < 3 ans, niveau supérieur	78,7 %	74,0 %	-4,7
1 enfant	28,3 %	23,6 %	-4,7
2 enfants et plus	50,4 %	50,4 %	0,0
Dont couples 3 E et +	18,8 %	17,5 %	-1,3
Total	100 %	100 %	
1 enfant	34,7 %	31,4 %	-3,3
2 enfants et plus	65,3 %	68,6 %	3,3
Dont couples 3 E et +	25,1 %	24,6 %	-0,5

T2PF 222 : Cmg à domicile pour E de 3 à < 6 ans
en % du total Cmg pour E de 3 à < 6 ans

Caf, métropole + Dom Selon le niveau de ressources	2007
E de [3 à 6 ans[, niveau de ressources inférieur	7,5 %
E de [3 à 6 ans[, niveau de ressources médian	24,4 %
E de [3 à 6 ans[, niveau de ressources supérieur	68,1 %
Total	100 %
1 enfant	21,0 %
2 enfants et plus	79,0 %
Dont couples 3 E et +	29,0 %

Effectifs de bénéficiaires du Clca et de l'Ape

Ts régimes, métro. + Dom	Effectifs	Evolution	Ecart / (t-1)
2003	562 639		
2004	595 305	5,8 %	32 666
2005	606 666	1,9 %	11 361
2006	611 836	0,9 %	5 171
2007	604 210	-1,2 %	-7 626
Entre 2003 et 2007		1,8 %	41 571

* Une compensation partielle de la perte de revenus causée par l'arrêt (partiel ou total) d'une activité professionnelle a été attribuée sans condition de ressources à 604 210 familles en décembre 2007, dont 603 997 bénéficiaires du **complément libre choix d'activité** (Clca) Paje et 213 de l'Ape.

(La montée en charge du Clca est terminée en janvier 2008). Les effectifs de bénéficiaires régressent de -1,2 % en 2007 (avec +1,8 % par rapport à 2003).

A la différence de l'Ape, le Clca est étendu aux **familles d'un enfant** (pendant une période maximale de six mois) : elles représentent 6,3 % des bénéficiaires du Clca des Caf (38 350 familles, cf. T2PF 23, estimation tous régimes).

La mise en place du Clca aurait entraîné une progression de +41 500 familles entre 2003 et 2007, soit un peu moins que prévu¹¹.

Les couples avec trois enfants ou plus représentent 34 % des bénéficiaires du Clca. Par ailleurs, il est à noter que la part des familles de deux enfants bénéficiaires avec une activité au plus égale à 50 % (25 %) progresse de 9,8 points par rapport à 2004 alors que les cas de cessation totale d'activité (61,2 %) sont en régression de 8,5 points.

En décembre 2007, 2 370 familles (estimation tous régimes) ont bénéficié du **complément optionnel de libre choix d'activité de la Paje** : créé en juillet 2006, le Colca permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré¹².

T2PF 23 : Bénéficiaires du Clca et du Colca

Données métropole + Dom	2004 Caf	2007 Caf	2007-2004	Effectifs estim. Tr
Sans activité (taux plein)	69,6 %	61,2 %	-8,5	369 378
1 enfant	11,2 %	3,8 %	-7,3	23 041
2 enfants et plus	58,5 %	57,4 %	-1,1	346 338
Dont couples 3 E et +		24,2 %		146 315
Activité au plus égale à 50 %	20,0 %	27,3 %	7,3	164 839
1 enfant	4,5 %	2,0 %	-2,5	11 970
2 enfants et plus	15,5 %	25,3 %	9,8	152 869
Dont couples 3 E et +		5,4 %		32 526
Activité [50 % et 80 %]	9,5 %	9,7 %	0,1	58 565
1 enfant	1,9 %	0,5 %	-1,4	3 225
2 enfants et plus	7,6 %	9,2 %	1,5	55 340
Dont couples 3 E et +		3,1 %		18 890
Clca couple	0,7 %	1,0 %	0,3	6 175
Taux avec intéressement	0,1 %	0,4 %	0,4	2 667
Colca		0,4 %	0,4	2 373
Total	100 %	100 %		603 997
1 enfant		6,3 %		38 352
2 enfants et plus		93,7 %		565 645
Dont couples 3 E et +		33,6 %		203 022

Encadré 3 : Les revenus des familles de deux enfants et plus selon la taille de la famille

Données Caf au 31 décembre 2005 et 2007.

Il s'agit d'une ventilation des familles selon le nombre d'enfants à charge. Ainsi, les familles nombreuses se retrouvent dans la catégorie des familles de deux enfants lorsque leurs revenus ont progressé et que le nombre des enfants à charge a diminué.

4,3 % des familles de deux enfants à charge,

6,6 % des familles de trois enfants,

14,9 % des familles de quatre enfants et plus sont **sans ressources** au 31 décembre 2007.

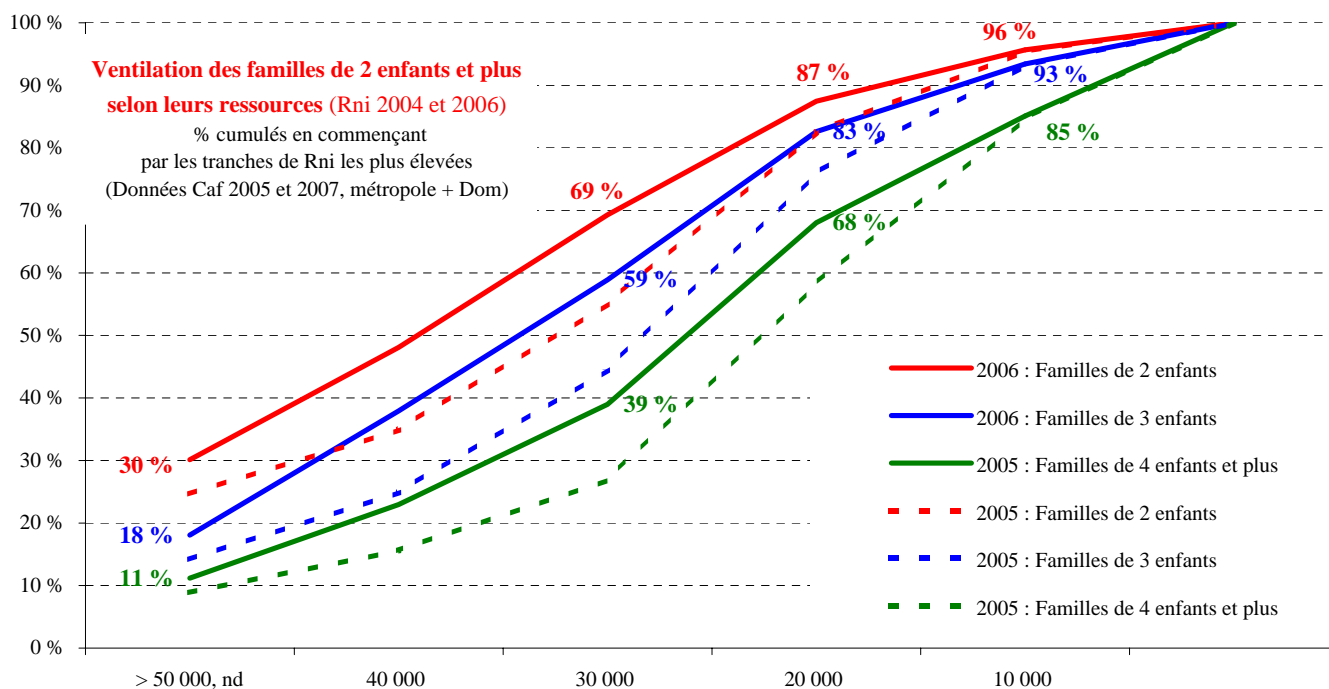
Les familles disposant de **plus de 5 800 euros par mois** représentent : 25 % de l'effectif des familles de deux enfants à charge (leur part a progressé de + 5,5 points depuis 2005) ; 18 % des familles de trois enfants (+ 3,9 points en deux ans) ; 11 % des familles de quatre enfants et plus (+ 2,3 points en deux ans).

Ventilation des familles de 2 enfants et plus allocataires en décembre 2005 et 2007 selon leurs ressources (Rni : revenu net imposable des années 2004 et 2006)

Rni en euros courants	Estimation du revenu mensuel maximum correspondant	Familles 2 enfants à charge			Familles 3 enfants à charge			Familles 4 enfants et plus à charge		
		2005	2007	2007-2005	2005	2007	2007-2005	2005	2007	2007-2005
Rni nul		4,5 %	4,3 %	-0,2	6,8 %	6,6 %	-0,2	15,3 %	14,9 %	-0,4
< 10 000	1 157	13,0 %	8,2 %	-4,8	17,2 %	10,8 %	-6,4	26,4 %	17,1 %	-9,3
10 000 < < 20 000	2 315	27,5 %	18,2 %	-9,3	31,5 %	23,7 %	-7,8	31,4 %	29,1 %	-2,4
20 000 < < 30 000	3 472	20,1 %	21,2 %	1,1	19,6 %	21,0 %	1,4	11,3 %	16,0 %	4,8
30 000 < < 50 000	5 787	10,3 %	18,0 %	7,7	10,7 %	19,9 %	9,1	6,7 %	11,8 %	5,0
> 50 000, nd	5 787	24,6 %	30,1 %	5,5	14,2 %	18,1 %	3,9	8,9 %	11,2 %	2,3
Ensemble		100 %	100 %		100 %	100 %		100 %	100 %	

Rappel du revenu mensuel 2004 et 2006 correspondant respectivement aux plafonds de ressources 2005 et 2007

Montants en euros constants 2007	Plafonds : familles 2 enfants à charge			Plafonds : familles 3 enfants à charge			Plafonds : familles 4 enfants à charge		
	2005	2007	Evol. 07/05	2005	2007	Evol. 07/05	2005	2007	Evol. 07/05
Paje Cmg taux maximum	2 028	2 032	0,2%	2 347	2 353	0,2%	2 667	2 674	0,2%
Ars	2 500	2 506	0,2%	2 969	2 976	0,2%	3 438	3 446	0,2%
Cf 1 revenu	-	-		3 113	3 120	0,2%	3 632	3 640	0,2%
Paje Ab 1 revenu	3 554	3 562	0,2%	4 264	4 274	0,2%	4 975	4 987	0,2%
Paje Cmg taux minimum	4 506	4 516	0,2%	5 216	5 229	0,2%	5 927	5 941	0,2%



Prestations Famille

sous condition de ressources :
le Cf, l'Ars, l'allocation de base de la Paje.
L'Api est classée dans les minima.

La non-indexation des **plafonds de ressources** sur le salaire moyen par tête a un impact négatif sur l'évolution des effectifs de bénéficiaires des prestations sous condition de ressources.

A l'impact de la **conjoncture économique** difficile et au développement des **emplois précaires** s'est ajoutée la diffusion progressive des effets de la **réforme de l'assurance chômage**, intervenue au 1^{er} janvier 2003. Le raccourcissement des durées d'indemnisation a induit, en 2004, une diminution importante de la proportion des chômeurs indemnisés. Ce phénomène a pesé sur les effectifs de bénéficiaires du Cf, comme de l'Ars, dont la régression des effectifs de bénéficiaires s'est infléchie (cf. chapitre 2 et page 4 pour les plafonds).

Autres prestations « Famille »**Complément familial (Cf)**

L'effectif des bénéficiaires du Cf (859 231) a régressé de – 6,8 % depuis 2002, de – 2,2 % en 2007 (de – 1,4 % en moyenne annuelle depuis 2002).

Dans les Dom¹³, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans). Les familles d'un et deux enfants représentent 68,7 % des effectifs du Cf dans les Dom (soit 9 % des effectifs tous régimes, cf. T2PF 32)

La régression des effectifs de bénéficiaires du Cf retrace le déclin du nombre de **familles nombreuses**. En 2007, les familles de quatre enfants et plus représentent 20,7 % des bénéficiaires du Cf, celles de trois enfants 70,3 % (cf. T2PF 23 Caf).

En 2007, la part des couples avec **majoration du plafond de ressources du Cf pour double revenu** atteint **29,5 %** des bénéficiaires (+ 1,8 point en cinq ans). La part des familles **monoparentales (23,4 %)** a progressé de + 1 point depuis 2002 alors que celle des couples ne disposant que d'un revenu (au sens des Pf, 47,1 %) a régressé de – 2,8 points (cf. T2PF 31 Caf).

En janvier 2000, l'âge auquel les enfants sont considérés comme à charge pour le Cf a été relevé à **vingt-et-un ans**. Suite à cette mesure, les effectifs 2001 sont supérieurs de + 1,4 % à ceux de 1999.

Allocation de rentrée scolaire (Ars)

L'Ars a bénéficié à 2 973 305 familles et 5 053 011 enfants¹⁴ en 2007. En cinq ans, l'effectif des familles a régressé de – 5,5 %, celui des enfants de – **6,9 %** (avec – 1,6 % en 2007, soit un peu plus que la régression moyenne annuelle depuis 2002, – 1,4 %).

Depuis août 2002, une **Ars différentielle** est attribuée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. En 2007, **1,4 % des enfants bénéficiaires** de l'Ars perçoivent l'Ars différentielle (71 674 enfants, 38 836 familles, *estimation tous régimes, cf. T2PF 42*).

La part des enfants des familles bénéficiaires de l'Ars ayant **deux enfants (40 %)** régresse de – 0,5 point entre 2005 et 2007 alors que celle des enfants des familles de **trois enfants et plus (34,6 %)** progresse de + 0,2 point et que celle des enfants des familles n'ayant qu'un enfant¹⁵ (25,4 %) de + 0,3 point. Dans le même temps, le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Ars reste stable depuis 2005 (à 170 enfants, *estimation tous régimes, cf. T2PF 42*).

Allocation de soutien familial (Asf)

L'effectif de familles¹⁶ bénéficiaires de l'Asf (724 704) progresse de + **3,9 % en 2007**, après + 0,3 % en 2006, + 1,5 % en 2005.

Ventilation des bénéficiaires de l'Asf tous régimes

Asf avec :	Api minorée	Api non minorée	Sans Api	Total Asf	Rapport / déc 06
Estimation tous régimes à partir des données Caf					
Déc 06		90 146	607 101	697 247	
Déc 07	19 045	91 504	614 154	724 704	
Structure	2,6 %	12,6 %	84,7 %	100 %	
Variation des effectifs (Tr) / décembre 2006					
Déc 07	19 045	1 358	7 053	27 457	3,9 %
Variation des effectifs Caf / décembre 2006					
Déc 07	18 706	1 442	7 653	27 801	4,1 %
Mars 08	20 984	-2 075	8 621	27 530	4,0 %
Juin 08	20 378	-287	9 289	29 380	4,3 %

Cette progression (de + 27 457 familles) est due en partie aux bénéficiaires de l'Api qui ont l'obligation de faire valoir leur droit aux créances d'aliments depuis janvier 2007. En l'absence de pension alimentaire, les bénéficiaires doivent faire une demande d'Asf qui pourra leur être versée pendant quatre mois (*le montant de l'Api étant minoré d'autant*). Ensuite, à défaut d'entreprendre les démarches demandées, l'Api est réduite du montant de l'Asf correspondant à un enfant (*soit 84 euros*). 19 045 familles ont perçu l'Asf avec une Api minorée. Il est à noter que la perception d'une pension entraîne la suppression de l'Asf pour les enfants concernés.

T2PF 51 : Familles et enfants bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh)

*** Série non rectifiée (1), données Caf et tous régimes (Tr)**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Familles Caf (métropole + Dom)	94 251	97 531	99 211	101 979	106 890	108 979	114 388	120 779	131 573	147 335	145 469
Enfants Caf (métropole + Dom)	98 167	104 890	104 540	107 429	111 781	112 894	119 380	126 040	137 372	154 747	153 066
Evolution des effectifs d'enfants Caf		6,8%	-0,3%	2,8%	4,1%	1,0%	5,7%	5,6%	9,0%	12,6%	1,1%
Familles Tr (métropole + Dom)	106 345	109 312	110 644	113 617	118 568	120 642	126 016	131 991	137 999	154 096	152 545
Enfants Tr (estimation)	110 764	114 518	116 587	119 689	123 994	126 035	131 515	137 740	144 081	161 848	160 512
Evolution des effectifs d'enfants TR		3,4%	1,8%	2,7%	3,6%	1,6%	4,3%	4,7%	4,6%	12,3%	-0,8%
Familles : part des Caf	88,6 %	89,2 %	89,7 %	89,8 %	90,2 %	90,3 %	90,8 %	91,5 %	95,3 %	95,6 %	95,4 %
Variation an. du nombre d'enfants : série non rectifiée		3 754	2 068	3 102	4 305	2 041	5 480	6 225	6 341	17 767	-1 336

*** Séries rectifiées à partir de 2002 (1)**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Rapport 2007/2002
Familles Caf	cf. BE004	cf. BE004	cf. BE004	cf. BE004	cf. BE004	121 877	125 838	132 727	143 092	147 335	151 347	24%
Evolution du nombre de familles (yc impact transfert des régimes spéciaux jusqu'en 2004 inclus)							3,2 %	5,5 %	7,8 %	3,0 %	2,7 %	
Nombre d'enfants Caf						126 320	131 291	138 487	149 353	154 747	159 266	26%
Evolution du nombre d'enfants (yc impact transfert des régimes spéciaux jusqu'en 2004 inclus)							3,9 %	5,5 %	7,8 %	3,6 %	2,9 %	
Familles tous régimes (Tr)						134 921	138 629	145 048	150 080	154 096	158 709	18%
Evolution des familles						1,7 %	2,7 %	4,6 %	3,5 %	2,7 %	3,0 %	
Enfants Tr (estimation)						140 897	144 637	151 342	156 647	161 848	167 013	19%
Evolution des enfants						1,6 %	2,7 %	4,6 %	3,5 %	3,3 %	3,2 %	
Evolution des bénéficiaires pondérés = rapport 2007/2006 de l'estimation des dépenses Caf par type de complément €constants)											3,5 %	
Enfants Tr : effectifs moyens annuels rectifiés (1)						70 448	142 767	147 989	153 994	159 247	164 431	
Enfants Tr : effectifs moyens annuels rectifiés (1)											ND	
Variation annuelle du nombre familles : série rectifiée							3 740	6 705	5 305	5 201	5 165	
Enfants bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les bénéficiaires de l'Api : données Caf										10 211	11 915	
Enfants bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les bénéficiaires de l'Api : données tous régimes										10 680	12 494	

(1) Avant 2002, l'Aes lors de retour au foyer était payée une fois dans l'année. Après 2002, l'Aes a été mensualisée. Depuis 2006, l'intégralité des bénéficiaires ayant bénéficié de l'Aeeh retour au foyer au cours de l'année est intégrée aux statistiques. Ce changement de méthodologie majore mécaniquement l'effectif 2006. La série 2002-2005 a été rectifiée en majorant les effectifs d'Aes de 11/12 des effectifs de bénéficiaires de l'Aes retour au foyer. En décembre 2007, l'effectif Fileas retient les retours au foyer du mois de décembre (contre le 3^e trimestre en décembre 2006). Par ailleurs, la saisonnalité des dépenses est forte : le mois d'octobre représente 10,1 % des dépenses annuelles (1/12 = 8,3 %). En 2007, on ajoute à la série des effectifs rectifiés Caf 6 200 enfants et 5 878 familles. La part des enfants bénéficiant de l'Aeeh à l'occasion d'un retour au foyer (et n'étant pas mensualisés) passe de 8,4 % en 2005 à 0,7 % en 2007 (cf. T2PF 54).

T2PF 53 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh retour au foyer NB : les effectifs de ce tableau sont inclus dans T2PF51.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Dont F. mono.
Familles Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	14 071	12 491	13 034	12 566	12 584	11 105	38,3 %
Métropole						13 946	12 386	12 908	12 475	12 476	1 097	
Dom						125	105	126	91	108	8	
Enfants Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	14 646	12 994	13 578	13 070	13 054	11 145	
Métropole						14 519	12 889	13 451	12 978	12 944	1 137	
Dom						127	105	127	92	110	8	
Estimation du nombre de familles Tr	106 345	109 312	110 644	113 617	118 568	15 577	13 761	14 244	13 180	13 161	11 159	
Estimation du nombre d'enfants Tr	110 764	114 518	116 587	119 689	123 994	16 213	14 315	14 838	13 708	13 653	12 201	

T2PF 54 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon l'âge et le type de famille

Données Caf, métropole + Dom	2004	Dt F. mono-parentales	Dont couples	2005	Dt F. mono-parentales	Dont couples	2006	Dt F. mono-parentales	Dont couples	2007	Dt F. mono-parentales	Dont couples	2007-2005 (points)
< 1 an	Nd	Nd	Nd	0,7 %	0,3 %	0,8 %	0,5 %	0,3 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	0,6 %	-0,1
[1 - 3 ans [	Nd	Nd	Nd	4,6 %	3,1 %	5,1 %	4,1 %	2,6 %	4,6 %	4,1 %	2,6 %	4,6 %	-0,5
[3 - 6 ans [	Nd	Nd	Nd	12,7 %	10,6 %	13,4 %	11,3 %	9,0 %	12,0 %	11,3 %	9,0 %	12,0 %	-1,4
[6 - 11 ans [	Nd	Nd	Nd	29,8 %	28,9 %	30,1 %	28,7 %	27,2 %	29,2 %	28,7 %	27,2 %	29,2 %	-1,1
[11 - 16 ans [	Nd	Nd	Nd	30,8 %	32,7 %	30,2 %	31,6 %	33,8 %	30,9 %	31,6 %	33,8 %	30,9 %	0,8
[16 - 20 ans [	Nd	Nd	Nd	21,4 %	24,3 %	20,4 %	23,8 %	27,2 %	22,6 %	23,8 %	27,2 %	22,6 %	2,4
Total	Nd	Nd	Nd	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	
Dont 11 - 20 ans [	Nd	Nd	Nd	52,2 %	57,0 %	50,6 %	55,4 %	61,0 %	53,5 %	55,4 %	61,0 %	53,5 %	3,2
Dont F monoparentales	23,8 %			24,1 %			25,3 %			25,0 %			
Dont E vivant dans une famille monoparentale				23,9 %			25,1 %			24,8 %			0,9
Nombre moyen E / F	104,4	103,4	104,7	104,4	103,5	104,7	105,0	104,2	105,3	105,2	104,5	105,5	
Part des enfants bénéficiaires Aeeh à l'occasion d'un retour au foyer (non mensualisé)				8,4 %	12,9 %	7,0 %	8,4 %	11,7 %	7,3 %	0,7 %	1,1 %	0,6 %	-7,6

T2PF 55 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon le type de complément

Données Caf, métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007-2006 (points)
Aeeh sans complément	57,4 %	57,3 %	54,9 %	53,5 %	52,5 %	53,4 %	55,0 %	55,6 %	54,8 %	54,9 %	54,4 %	-0,5
Aeeh avec complément												
Complément 1 ^{re} catégorie						2,4 %	4,8 %	5,2 %	5,0 %	4,5 %	4,3 %	-0,3
Complément 2 ^e catégorie						5,3 %	12,9 %	15,8 %	16,9 %	17,3 %	18,2 %	0,9
Complément 3 ^e catégorie						4,2 %	8,6 %	9,6 %	9,9 %	9,8 %	10,1 %	0,3
Complément 4 ^e catégorie						3,9 %	7,7 %	8,3 %	8,9 %	9,0 %	8,7 %	-0,4
Complément 5 ^e catégorie						0,5 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,3 %	0,02
Complément 6 ^e catégorie						2,1 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	-0,04
Compléments ancienne législation	42,6 %	42,7 %	45,1 %	46,5 %	47,5 %	28,1 %	6,7 %	1,0 %	0,06 %	0,02 %	0,001 %	-0,02

T2PF 56 : Effectifs 2007 pondérés par le barème d'Aeeh

Données Caf, métropole + Dom	2006			2007			Rapport 2007/2006 : évol. dép. € constants = évol. effectifs E pondérés			Variation des effectifs d'enfants entre 2006 et 2007 (estimation Caf, métropole + Dom)		
	Sans majo API	Avec majo API	Total	Sans majo API	Avec majo API	Total	Sans majo API	Avec majo API	Total	Sans majo API	Avec majo API	Total Caf
<i>Cf. T1PF 7711 pour les données barème.</i>												
Aeeh sans complément	22,2 %		22,2 %	21,8 %		21,8 %	2,0 %		2,0 %	1 684		1 684
Aeeh avec complément	63,3 %	14,5 %	77,8 %	61,9 %	16,3 %	78,2 %	1,3 %	15,7 %	3,9 %	1 155	1 704	2 859
Complément 1 ^{re} catégorie	3,2 %		3,2 %	3,0 %		3,0 %	-3,5 %		-3,5 %	-243		-243
Complément 2 ^e catégorie	17,7 %	3,9 %	21,7 %	18,2 %	4,5 %	22,7 %	6,3 %	17,1 %	8,2 %	1 406	751	2 158
Complément 3 ^e catégorie	12,9 %	2,8 %	15,7 %	12,9 %	3,2 %	16,1 %	3,8 %	19,6 %	6,6 %	482	471	953
Complément 4 ^e catégorie	16,8 %	4,2 %	21,0 %	15,5 %	4,6 %	20,2 %	-4,2 %	14,4 %	-0,5 %	-494	320	-175
Complément 5 ^e catégorie	2,8 %	0,8 %	3,6 %	2,7 %	0,9 %	3,7 %	0,2 %	24,1 %	5,4 %	3	81	84
Complément 6 ^e catégorie	9,9 %	2,8 %	12,7 %	9,5 %	3,0 %	12,5 %	0,04 %	9,4 %	2,1 %	2	80	82
Total	85,5 %	14,5 %	100,0 %	83,7 %	16,3 %	100,0 %	1,4 %	15,7 %	3,5 %	2 815	1 704	4 519
Sous-total complément 3 et plus	42,4 %	10,6 %	53,0 %	40,7 %	11,8 %	52,5 %	-0,5 %	15,2 %	2,6 %	-9	953	944

T2PF 57 : Nombre moyen d'enfants par famille

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007-2005
Nbre moyen E pour 100 F (estim. TR)	104,2	104,8	105,4	105,3	104,6	104,5	104,4	104,4	104,4	105,0	105,2	0,8

Les cas d'enfants bénéficiaires de l'Asf partielle avec un **parent hors d'état de payer une pension alimentaire** ont progressé de + 3,4 points, passant de 34,2 % des familles en 2005 à **37,6 % en 2007** (cf. T2PF 61, données Caf). Cette évolution est sans doute liée à l'évolution du chômage et de son indemnisation sur la période.

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Asf progresse de 156 en 2005 à 158 en 2007 (cf. T2PF 61, données Caf).

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Ae eh)

La série rectifiée des enfants bénéficiaires de l'Ae eh¹⁷ (167 013 enfants tous régimes) retient une progression de **+ 3,2 % en 2007** après + 3,3 % en 2006 (cf. T2PF 51). La progression des effectifs d'enfants atteint + 19 % entre 2002 et 2007.

Entre 2002 et 2007, **l'impact des mesures nouvelles** est estimé à + 11,4 points de croissance (cf. chapitre 2).

. En avril 2002, six nouveaux compléments de l'allocation d'éducation spéciale se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant ;

*. En janvier 2006, l'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. Une majoration par enfant bénéficiaire de l'Ae eh est accordée aux **personnes isolées**¹⁸, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.*

Les effectifs Caf pondérés par les différents montants d'Ae eh et de compléments perçus (*en monnaie constante*, cf. T2PF 56) progressent légèrement plus vite que les effectifs d'enfants : + 3,5 % contre + 3,2 % entre 2006 et 2007. Cet écart retrace la progression des effectifs de bénéficiaires avec complément et le **glissement d'un complément vers un autre d'un montant plus élevé**¹⁹. La part des bénéficiaires d'un complément de deuxième catégorie (18,2 % de l'ensemble) progresse de + 1,3 point entre 2005 et 2007 alors que la part des bénéficiaires d'un complément de première catégorie (4,3 %) régresse de - 0,8 point, celle des bénéficiaires sans complément (54,4 %) diminue de - 0,4 point (cf. T2PF 55).

24,8 % des enfants sont à charge d'une **famille monoparentale** (contre 23,9 % en 2005, T2PF 54).

La part des enfants handicapés de **plus de onze ans (55,4 %) progresse de 3,2 points en deux ans**. Elle atteint 61 % des enfants handicapés des familles monoparentales contre 53,5 % pour les couples : *ceci s'explique en partie par les séparations des couples s'accompagnant d'un âge plus élevé des parents et des enfants* (cf. T2PF 54).

Allocation journalière de présence parentale (Ajpp ou App)

En décembre 2007, 4 849 familles perçoivent l'Ajpp ou l'App, créée en janvier 2001 et modifiée en mai 2006 (cf. note du tableau T2PF 60, chapitre 9). Les bénéficiaires de l'Ajpp cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé. La progression de l'effectif de bénéficiaires s'infléchit : + 5,7 % en 2007, après + 12 % en 2005 et en 2006.

93 % des bénéficiaires de l'Ajpp sont des femmes. 1,5 % des bénéficiaires de l'Ae eh perçoivent l'Ajpp. 49 % des bénéficiaires de l'Ajpp perçoivent également de l'Ae eh (cf. T2PF 63, Caf).

Les familles de deux enfants représentent 41 % des bénéficiaires, les familles de un enfant 37 %, celles de trois enfants et plus 22 % (cf. T2PF 63, Caf).

77,7 % des familles ont un enfant de moins de six ans (cf. T2PF 63). *En incluant des doubles comptes (une famille pouvant avoir des enfants de moins de trois ans et des enfants de trois à six ans) :*

48,5 % des familles ont un enfant de moins de trois ans (- 2,8 points en trois ans) ;

41,5 % des familles ont un enfant âgé de trois ans à moins de six ans (+ 2,3 points en trois ans).

Complément pour frais de l'Ajpp

En décembre 2007, 1 308 familles perçoivent le complément pour frais de l'Ajpp ou l'App (*contre 981 en 2006, tous régimes*, cf. T2PF 62).

28,5 % des familles percevant l'Ajpp²⁰ ou l'App sont également bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp créé sous condition de ressources en mai 2006 (cf. note T2PF 60, chapitre 9, T2PF 63).

Les bénéficiaires du complément pour frais sont sans doute plus âgés que les bénéficiaires de l'Ajpp-App car ils ont plus d'enfants et moins de jeunes enfants :

26 % des bénéficiaires ont trois enfants et plus, 70 % ont un enfant de moins de six ans (cf. T2PF 63-64, Caf).

T2PF 9.2 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2002 (données détaillées tous régimes estimées)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 2007/2006	Evolution 2007/2002	Structure 2007
Tous régimes						Variation 07-06	39 410		
Bénéficiaires d'aides au logement (TR)	6 173 190	6 086 259	6 052 716	6 071 195	5 922 324	5 961 734	0,7 %	-3,4 %	100,0 %
Evolution	-0,5 %	-1,4 %	-0,6 %	0,3 %	-2,5 %	0,7 %	Variation 07-02	-211 456	
Location TR (estimation)	5 390 915	5 357 792	5 392 889	5 458 199	5 363 961	5 415 766	1,0 %	0,5 %	90,8 %
Evolution		-0,6 %	0,7 %	1,2 %	-1,7 %	1,0 %			
Accession TR (estimation)	782 275	728 467	659 827	612 996	558 363	545 969		-30,2 %	9,2 %
Evolution		-6,9 %	-9,4 %	-7,1 %	-8,9 %	-2,2 %			
Etudiant TR (ALS + APL + ALF, estimation)	720 224	732 933	741 961	739 086	724 281	712 922	-1,6 %	-1,0 %	12,0 %
% étudiants / bénéficiaires d'une P. logement CAF, TR	11,7 %	12,0 %	12,3 %	12,2 %	12,2 %	12,0 %			
Allocation logement familiale (ALF)	1 244 506	1 228 171	1 235 591	1 257 099	1 245 102	1 261 157	1,3 %	1,3 %	21,2 %
Location (estimation)	906 190	894 190	914 242	942 988	943 318	954 062	1,1 %	5,3 %	16,0 %
Accession (estimation)	338 316	333 981	321 349	314 111	301 784	307 095	1,8 %	-9,2 %	5,2 %
Aide personnalisée au logement (APL)	2 707 878	2 637 122	2 584 978	2 565 283	2 481 978	2 493 152	0,5 %	-7,9 %	41,8 %
Location (estimation)	2 335 085	2 313 083	2 311 589	2 329 354	2 284 805	2 316 518	1,4 %	-0,8 %	38,9 %
Accession (estimation)	372 793	324 039	273 389	235 929	197 173	176 634	-10,4 %	-52,6 %	3,0 %
Allocation logement sociale (ALS)	2 220 806	2 220 966	2 232 147	2 248 813	2 195 244	2 207 425	0,6 %	-0,6 %	37,0 %
Location (estimation)	2 149 639	2 150 519	2 167 058	2 185 856	2 135 838	2 145 186	0,4 %	-0,2 %	36,0 %
Accession (estimation)	71 167	70 447	65 089	62 957	59 406	62 239	4,8 %	-12,5 %	1,0 %
Personnes couvertes par une aide au logement (estimation TR)			13 322 132	13 268 347	12 885 792	12 892 735	0,1 %	Variation	Evol. / 2004
Nombre de personnes couvertes par 100 bénéficiaires d'une aide au logement			220	219	218	216		-429 397	-3,2 %
Structure de la population couverte									
Allocataires + conjoints en % de l'ensemble E			59,4 %	59,5 %	59,5 %	59,6 %		0,2	
Enfants à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble E			40,3 %	40,2 %	40,3 %	40,1 %		-0,2	
Personnes à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble E			0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %			
Proportion de personnes seules bénéficiaires d'une aide au logement (CAF, métropole)				50,7 %	50,2 %	50,9 %			
ALF				9,2 %	9,1 %	9,1 %			
APL				41,7 %	41,4 %	42,4 %			
ALS				83,4 %	82,9 %	83,7 %			
			Seuil = 24 €	Seuil = 24 €	Seuil = 24 €	Seuil = 15 €	Variation 07-06		
Allocataires dont le montant est < au seuil de versement (estimation TR)			294 234	273 843	280 549	159 817	-120 732		
% de bénéficiaires en dessous du seuil de versement en % du total			4,9 %	4,5 %	4,7 %	2,7 %	-43,0 %	-134 416	-45,7 %
Ventilation des bénéficiaires selon l'âge des bénéficiaires (CAF)									
Moins 25 ans			19,0 %	18,9 %	19,0 %	18,8 %		-0,2	
De 25 à 29 ans			10,6 %	10,7 %	10,7 %	10,6 %		0,0	
De 30 à 39 ans			23,7 %	23,2 %	22,6 %	22,0 %		-1,7	
De 40 à 49 ans			18,4 %	18,6 %	18,8 %	18,9 %		0,5	
De 50 à 59 ans			11,0 %	11,3 %	11,5 %	11,6 %		0,6	
60 ans et plus (et âge inconnu)			17,2 %	17,2 %	17,3 %	18,0 %		0,7	
Proportion bénéficiaires en cohabitation / bénéficiaires (CAF)						3,3 %			
Bénéficiaires en cohabitation / bénéficiaires (estimation TR)						197 245			
% de bénéficiaires ne percevant qu'un aide au logement (CAF)			50,3 %	49,9 %	49,4 %	50,1 %		-0,3	

Bénéficiaires des aides au logement – 3,3 % depuis 1997

Les effectifs de bénéficiaires des aides au logement (5 961 734) ont diminué de – 3,4 % entre 2002 et 2007 (soit – 211 456 allocataires), *de – 3,3 % depuis 1997, compte tenu de la relative stabilité des effectifs entre 1997 et 2002.*

La population couverte par ces aides serait de l'ordre de 12 892 700 personnes (en régression de – 3,2 % depuis 2004, cf. T2PF 9.2). L'effectif moyen est de 216 personnes couvertes pour 100 bénéficiaires.

Les effectifs de bénéficiaires en **accession** ont régressé de – 30,2 % en cinq ans (de – 52,6 % pour l'Apl accession). Ils représentent 9,2 % des bénéficiaires d'une aide au logement.

Les effectifs en secteur **locatif** ont légèrement progressé depuis 2002 (+ 0,5 %, cf. T2PF 9.2), grâce au dynamisme de l'Alf location (+ 5,3 %).

Les effectifs des **étudiants** bénéficiant d'une aide au logement (712 920) représentent 12 % des bénéficiaires. Ils ont régressé de – 1 % depuis 2002.

La population des bénéficiaires vieillit : la part des effectifs âgés de plus de quarante ans progresse de + 1,8 point (à 48,5 %) alors que ceux âgés de trente à trente-neuf ans régressent de – 1,7 point (à 22 %).

La régression des effectifs enregistrée en 2006²¹ (– 2,5 %) résulte en particulier de l'absence de revalorisation des barèmes en 2006.

La revalorisation²² des barèmes en janvier 2007 s'est accompagnée de la modification du **seuil de non-versement** (14 euros au lieu de 24 euros). L'effectif d'allocataires exclus du bénéfice d'une aide au logement passe de 280 549 à 159 817 entre 2006 et 2007 : l'effectif de bénéficiaires supplémentaires induit par la réforme (+ 120 732) est nettement supérieur à la progression des bénéficiaires d'une aide au logement (+ 45 000 en 2007).

Depuis janvier 2004, deux mois de chômage total sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage** (cf. chapitre 2). L'effectif des bénéficiaires de ce dispositif a régressé de – 35 % entre 2004 et 2007. Il représente 9,8 % des bénéficiaires en 2007.

* **L'allocation de logement familiale (Alf)** est réservée aux familles avec enfants à charge et concentre des allocataires d'âge intermédiaire. La part des familles bénéficiaires de l'Alf dans

l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement est passée de 25 % en 1990 à 19 % en 1995. Depuis, avec les relèvements successifs des loyers plafonds en Alf et l'introduction du prêt à taux zéro (*qui ouvre droit à l'Alf accession mais pas à l'Apl*), la part de l'Alf dans les bénéficiaires des aides au logement s'est redressée légèrement (20 % des aides en 2000, près de 21 % en 2007, cf. T1PF 53110). L'effectif des bénéficiaires (1 261 157) progresse de + 1,3 % depuis 2002 (+ 1,3 % en 2007). 9 % des bénéficiaires sont des isolés sans personne à charge.

* Le nombre de familles bénéficiaires de **l'aide personnalisée au logement (Apl)**, 2 493 152) a régressé de – 7,9 % entre 2002 et 2007 (+ 0,5 % en 2007). L'Apl est versée à 42 % des bénéficiaires d'une prestation logement. L'Apl bénéficie potentiellement à toute personne habitant un logement conventionné. 42,4 % des bénéficiaires sont des isolés sans personne à charge.

* **L'allocation de logement sociale (Als)** bénéficie le plus souvent à des isolés sans personnes à charge (83,7 %), âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de soixante ans. Les bénéficiaires de l'Als (2 207 425) représentent 37 % des bénéficiaires d'une aide au logement. Ils diminuent de – 0,6 % sur la période 2002-2007 (avec + 0,6 % en 2007).

Minima sociaux

Allocation de parent isolé (Api)

Le nombre de bénéficiaires de l'Api (205 427 en décembre 2007) régresse – 5,5 % en 2007 (après + 5,5 % en 2006, + 13,4 % depuis 2002).

* L'impact de la **subsidiarité de l'Api à l'Asf**²³ est estimé à – 4,9 points de croissance en 2007 (cf. chapitre 2). Au 31 décembre 2007, 59 090 allocataires (tous régimes²⁴) ont été pénalisés suite au non-respect des démarches à entreprendre pour percevoir l'Asf. Ainsi, 28,8 % de l'ensemble des bénéficiaires de l'Api en décembre 2007 perçoivent un montant mensuel de prestation minoré de 84,18 euros.

* L'alignement du **forfait logement** de l'Api sur celui du Rmi en janvier 2007 représente – 0,7 point de croissance des dépenses.

* L'impact de l'harmonisation de l'Api dans les **Dom** représente + 9,2 points de croissance entre 2001 et 2007 (dont + 1,5 point en 2007). Dans ce contexte et malgré la mise en place de la subsidiarité de l'Api à l'Asf, les effectifs moyens annuels de bénéficiaires ont progressé de 104 % dans les Dom entre 2000 et 2007²⁵. En 2007, les bénéficiaires de

T2PF 71 : Données détaillées relatives aux bénéficiaires CAF de l'API

Données CAF, métropole + DOM	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 Total	2005 Total	2006 Total	2007 Total	2007 API courte	2007 API longue	2007 Métropole	2007 Dom
Effectifs CAF de bénéficiaires de l'API au 31 décembre	162 349	161 903	167 074	169 068	175 609	179 726	187 637	195 441	204 873	216 278	204 304	32 551	171 753	176 032	28 272
Population couvertes par les bénéficiaires CAF de l'API									565 578	600 117	568 539	98 311	470 228	487 995	80 544
Part des bénéficiaires DOM											13,8 %	6,7 %	15,2 %		
Nombre moyen de personnes couvertes pour 100 bénéficiaires de l'API									276,1	277,5	278,3	302,0	273,8	277,2	284,9
Nombre de bénéficiaires API avec intéressement ou avec une mesure de retour à l'emploi	10 649	0	0	8 055	8 510	9 523	9 784	10 578	11 430	17 339	21 413			19 620	1 793
Part bénéficiaires API avec intéressement ou avec mesure de retour à l'emploi	6,6 %	Nd	Nd	4,8 %	4,8 %	5,3 %	5,2 %	5,4 %	5,6 %	4,6 %	10,5 %			11,1 %	6,3 %
Dont part bénéficiaires API avec intéressement											7,9 %			8,6 %	3,1 %
Ventilation des bénéficiaires d'une mesure d'intéressement ou de retour à l'emploi									100 %	100 %	100 %			100 %	100 %
API ancien intéressement	100 %	Nd	Nd	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	99,1 %	50,2 %	0,04 %			0,04 %	0,06 %
API nouvel intéressement									0,0 %	42,8 %	75,1 %			77,5 %	49,1 %
Foyers bénéficiant du cumul intégral (revenu + prestation)											21,4 %			21,9 %	15,7 %
Foyers bénéficiant du cumul proportionnel (abattement 50 % sur revenus)											6,2 %			6,7 %	0,4 %
Foyers bénéficiant d'une prime forfaitaire mensuelle (150 ou 225 euros)											47,5 %			48,8 %	33,0 %
API avec prime de retour à l'emploi (1 000 euros) au titre de décembre											2,8 %			2,8 %	2,3 %
API avec Cirma									0,2 %	0,7 %	20,2 %			17,7 %	47,4 %
API avec contrat avenir									0,7 %	6,3 %	1,9 %			1,9 %	1,2 %
Répartition selon le type d'API								Nd	100 %	100 %	100 %			100 %	100 %
Courte, 1 an maxi., E > 3 ans									18,3 %	17,4 %	15,9 %			17,2 %	7,7 %
Ventilation selon la date d'ouverture du droit à l'API					100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Moins d'un an				Nd	27,1 %	26,6 %	49,9 %	50,2 %	48,5 %	46,8 %	43,1 %	92,4 %	33,7 %	44,4 %	34,7 %
Entre 1 an et 2ans				Nd	23,2 %	22,8 %	22,3 %	23,1 %	23,6 %	23,1 %	22,7 %	3,0 %	26,4 %	22,5 %	23,6 %
2 ans et plus				Nd	49,7 %	50,6 %	27,8 %	26,7 %	27,8 %	30,1 %	34,2 %	4,6 %	39,8 %	33,0 %	41,7 %
Ventilation selon l'âge du bénéficiaire									100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Moins de 20 ans								Nd	9,1 %	8,6 %	9,0 %	0,2 %	10,7 %	8,1 %	14,5 %
De 20 à 24 ans								Nd	28,9 %	28,6 %	28,9 %	5,4 %	33,3 %	28,2 %	33,4 %
De 25 à 29 ans								Nd	22,8 %	23,6 %	24,1 %	14,9 %	25,8 %	24,5 %	21,6 %
30 ans et plus								Nd	39,2 %	39,2 %	38,0 %	79,5 %	30,2 %	39,2 %	30,5 %
Part des hommes bénéficiaires de l'API									1,6 %	1,6 %	1,6 %	6,6 %	0,6 %	1,6 %	1,1 %
Ventilation selon le nombre d'enfants à charge	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %			100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Sans enfant	7,5 %	7,4 %	7,5 %	7,7 %	6,9 %	6,4 %	Nd	Nd	6,4 %	6,3 %	6,5 %	0,0 %	7,7 %	6,4 %	7,1 %
1 enfant	49,3 %	49,0 %	48,8 %	48,2 %	47,8 %	47,6 %	Nd	Nd	46,7 %	46,1 %	45,7 %	38,6 %	47,0 %	45,7 %	45,2 %
2 enfants	25,7 %	25,8 %	25,8 %	25,7 %	26,5 %	26,8 %	Nd	Nd	26,8 %	27,3 %	27,2 %	36,0 %	25,5 %	27,4 %	25,9 %
3 enfants et plus	17,5 %	17,7 %	17,9 %	18,4 %	18,8 %	19,2 %	Nd	Nd	20,0 %	20,3 %	20,7 %	25,4 %	19,8 %	20,5 %	21,8 %
Ventilation selon la situation de famille (2004-2007 rectif. MJR 24/6/08)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %	100 %	100 %	100 %				0,0 %
Célibataire	51,1 %	60,2 %	65,3 %	67,3 %	68,6 %	68,7 %	69,0 %	69,7 %	70,2 %	70,9 %	73,4 %				
Veuf	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %				
Séparé(e), abandonné(e)	41,4 %	32,5 %	27,7 %	25,9 %	24,8 %	24,5 %	23,5 %	23,5 %	22,5 %	21,7 %	18,8 %				
Divorcé	7,4 %	7,3 %	7,1 %	6,8 %	6,6 %	6,8 %	6,8 %	4,2 %	4,7 %	5,0 %	5,4 %				
Autres : mariés, vie maritale, concubin, pacsé								1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,6 %				
Selon la situation d'ouverture du droit à l'API	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %							
Selon l'application du forfait logement										100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Abattement forfait logement sans aide au logement										31,1 %	31,6 %	22,0 %	33,4 %	28,5 %	51,1 %
Abattement forfait logement avec aide au logement										63,4 %	62,9 %	72,1 %	61,2 %	65,7 %	45,7 %
Pas d'application du forfait logement										5,5 %	5,5 %	5,9 %	5,4 %	5,8 %	3,2 %

l'Api ont continué à progresser dans les Dom de + 7,0 % contre - 7,3 % en métropole (au 31 décembre). En 2007, 13,8 % des bénéficiaires d'Api et 13,1 % des dépenses d'Api concernent les Dom, contre respectivement 10 % et 6 % en 1995 : *la tendance au rapprochement des deux taux indique sans doute une convergence des montants moyens métropole et Dom.*

Avec la mise en place d'un forfait logement en avril 1997, le mode de calcul des ressources pour l'attribution de l'Api est aligné sur le dispositif applicable au revenu minimum d'insertion. Les effectifs moyens annuels n'ont progressé que de + 2 % entre 1995 et 2000 (contre + 6 % entre 1990 et 1995). L'impact négatif de la mesure est estimé à - 7,5 points de croissance des dépenses en année pleine.

Le très fort dynamisme de la prestation a débuté en juillet 2003 et s'est poursuivi depuis avec une accélération au cours du premier semestre 2004 : la fin de la montée en charge de l'assurance chômage au premier semestre 2005 et la bonne tenue de la natalité expliqueraient la forte progression des effectifs en métropole : + 4,8 % en 2006 après + 3,8 % en 2005 et + 3,3 % en 2004 (cf. T2PF 70).

La part des droits ouverts pour une Api courte (un an maximum) représente 17,2 % des bénéficiaires de l'Api en métropole, 8 % dans les Dom (cf. T2PF 72). L'ouverture du droit remonte à **moins d'un an pour 34 % des bénéficiaires de l'Api longue.**

10,5 % des effectifs bénéficient en 2007 d'une mesure d'intéressement ou d'aide à l'emploi (11 % en métropole et 6,3 % dans les Dom). Parmi les bénéficiaires de ces mesures, 20 % bénéficient d'un contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, 3 % d'une prime de retour à l'emploi, 2 % d'un contrat avenir, 21 % du cumul intégral de leur revenu et de l'Api, 6 % d'un cumul proportionnel (avec abattement sur leur revenu), 48 % d'une prime forfaitaire mensuelle.

21 % des bénéficiaires de l'Api courte ont moins de 30 ans, contre 70 % pour l'Api longue. Les bénéficiaires des Dom sont plus jeunes. 10 % des bénéficiaires de l'Api longue ont moins de vingt ans en métropole contre 16 % dans les Dom.

Le nombre de personnes couvertes pour cent bénéficiaires de l'Api est en légère progression : 278 personnes en 2007 (283 pour l'Api longue dans les Dom) contre 276 en 2005. 46 % des bénéficiaires ont un enfant à charge, 27 % en ont deux, 21 % en

ont au moins trois. 1,6 % des bénéficiaires sont des hommes (9,1 % pour l'Api courte dans les Dom).

Allocation aux adultes handicapés (Aah)

* Les bénéficiaires de **l'allocation aux adultes handicapés de base**²⁶ (812 991 au 31 décembre 2007) ont progressé de + 1,1 % en 2007, de + 8,2 % depuis 2002.

Bénéficiaires de l'Aah Données Caf, métro. + Dom	2005 %	2006 %	2007 %	2007 - 2005
Début de dossier	34,8 %	31,1 %	28,3 %	-6,5
Dont moins de 5 ans	22,1 %	20,7 %	20,1 %	-1,9
[5 ans [10 ans	5,1 %	4,8 %	4,6 %	-0,5
Plus de 10 ans	7,7 %	5,6 %	3,8 %	-3,9
Renouvellement, autre	65,2 %	68,9 %	71,7 %	6,5
Dont moins de 5 ans	49,7 %	53,0 %	56,1 %	6,4
Total (yc maintiens)	100 %	100 %	100 %	
Plus de 10 ans	8,9 %	7,4 %	5,6 %	-3,3
[5 ans [10 ans	19,4 %	18,9 %	18,1 %	-1,3
Moins de 5 ans	71,7 %	73,7 %	76,3 %	4,6
Dom	100 %	100 %	100 %	
Plus de 10 ans	8,4 %	7,4 %	6,0 %	-2,5
[5 ans [10 ans	21,3 %	23,0 %	24,7 %	3,4
Moins de 5 ans	70,3 %	69,6 %	69,4 %	-0,9

Source : CNAF fichier FILEAS

Pour 76 % des bénéficiaires de l'Aah, l'avis de la Cdaph²⁷ date de moins de cinq ans. 72 % des dossiers ont déjà fait l'objet d'un renouvellement.

58 % de la population des bénéficiaires de l'Aah ont entre quarante ans et cinquante-neuf ans contre 45 % en 1997, 51 % en 2001 ;

76 % sont des isolés ;

15 % ont des enfants à charge ;

2,3 % vivent dans des couples percevant deux Aah ;

69 % des bénéficiaires ont un taux de handicap égal ou supérieur à 80 % (contre 72 % en 2001).

66 % perçoivent l'Aah à taux plein (contre 63 % en 2001). *En 2004, 2,1 % des bénéficiaires sont hospitalisés, 1,8 % sont hébergés en maisons spécialisées, incarcérés...*

22 % des bénéficiaires de l'Aah perçoivent un complément (contre 19 % en 1997).

* En juillet 2005, deux nouveaux **compléments d'Aah**, non cumulables, sont créés :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mav), qui remplace peu à peu l'ancien complément (Afh)²⁸, dont le montant mensuel est de 103,63 euros en 2007). Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes, la personne doit bénéficier

T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge (données Caf, métropole + Dom)

Données Caf métropole et Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Métro.	Dom
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
De 20 à 29 ans	20,3 %	19,6 %	18,7 %	17,9 %	17,1 %	16,5 %	15,8 %	15,5 %	15,2 %	15,1 %	14,9 %	14,9 %	13,9 %
De 30 à 39 ans	27,1 %	26,9 %	26,7 %	26,4 %	25,9 %	25,3 %	24,7 %	24,0 %	23,2 %	22,4 %	21,8 %	21,8 %	21,0 %
De 40 à 49 ans	26,0 %	26,3 %	26,8 %	27,2 %	27,5 %	27,8 %	28,1 %	28,4 %	28,7 %	28,9 %	29,0 %	29,0 %	30,1 %
De 50 à 59 ans	19,5 %	20,2 %	21,0 %	22,1 %	23,4 %	24,6 %	25,6 %	26,6 %	28,1 %	28,6 %	29,1 %	29,0 %	30,8 %
De 60 ans et plus	7,1 %	7,1 %	6,8 %	6,4 %	6,0 %	5,8 %	5,7 %	5,6 %	4,8 %	5,0 %	5,2 %	5,3 %	4,3 %

T2PF 8.2 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah (données Caf, métropole + Dom)

Isolés sans enfant				74,1 %	74,2 %	74,5 %	74,8 %	75,0 %	70,0 %	70,4 %	70,6 %	70,4 %	73,9 %
Isolés avec enfant(s)									5,1 %	5,1 %	5,2 %	5,1 %	7,9 %
Couples sans enfant				25,9 %	25,8 %	25,5 %	25,2 %	25,0 %	14,5 %	14,3 %	14,2 %	14,4 %	9,3 %
Couples avec enfant(s)									10,4 %	10,1 %	10,0 %	10,0 %	8,9 %
Dont couples percevant deux Aah				2,1 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	1,0 %

T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf, métropole + Dom)

De 50 % à 79 %				27,1 %	27,9 %	28,6 %	29,1 %	29,7 %	30,5 %	30,7 %	31,1 %	30,7 %	42,2 %
80 % et plus				72,9 %	72,1 %	71,4 %	70,9 %	70,3 %	69,5 %	69,3 %	68,9 %	69,3 %	57,8 %

T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf, métropole + Dom)

Aah à taux plein	61,4 %	62,1 %	62,3 %	62,6 %	63,2 %	63,1 %	63,3 %	63,8 %	65,8 %	65,6 %	65,5 %	64,8 %	85,3 %
Handicapés travaillant en milieu protégé	0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Centre d'aide par le travail (Cat)	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Autre milieu protégé	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Handicapés ne travaillant pas en Cat	60,7 %	61,3 %	61,4 %	61,7 %	62,3 %	62,2 %	62,3 %	62,8 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Aah à taux réduit	38,6 %	37,9 %	37,7 %	37,4 %	36,8 %	36,9 %	36,7 %	36,2 %	34,2 %	34,4 %	34,5 %	35,2 %	14,7 %
Dépassement du plafond de ressources	24,0 %	23,4 %	24,3 %	24,1 %	23,7 %	23,9 %	23,8 %	23,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Centre d'aide par le travail (Cat)	10,9 %	10,8 %	10,7 %	10,7 %	10,6 %	10,5 %	10,5 %	10,4 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Autre milieu protégé	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Handicapés ne travaillant pas en Cat	12,8 %	12,3 %	13,2 %	13,1 %	12,8 %	13,1 %	13,1 %	12,4 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Cumul avec avantage vieillesse, invalidité	10,2 %	10,3 %	9,4 %	9,3 %	9,2 %	9,1 %	9,1 %	9,2 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hospitalisation	2,8 %	2,7 %	2,5 %	2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hébergement maison spécial., incarcération, autres	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd

T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (Grph, données Caf, métropole + Dom)

Ensemble complément ou Grph	18,6 %	19,2 %	20,3 %	20,6 %	20,8 %	20,8 %	20,8 %	21,0 %	21,5 %	22,0 %	21,9 %	22,2 %	12,5 %
Ancien complément (Afh)	18,6 %	19,2 %	20,3 %	20,6 %	20,8 %	20,8 %	20,8 %	21,0 %	1,8 %	1,0 %	0,6 %	0,6 %	0,2 %
Majoration pour la vie autonome (Mva)									16,3 %	14,7 %	14,8 %	15,0 %	9,7 %
Garantie de ressources pour handicapés (Grph)									3,3 %	6,3 %	6,4 %	6,6 %	2,7 %

T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf, métropole + Dom)

Travaillant en milieu protégé				11,9 %	11,8 %	11,8 %	11,7 %	11,7 %	11,7 %	11,4 %	11,7 %	12,0 %	3,6 %
Travaillant en milieu ordinaire ou ne travaillant pas				88,1 %	88,2 %	88,2 %	88,3 %	88,3 %	88,3 %	88,6 %	88,3 %	88,0 %	96,4 %
Ne travaillant pas en milieu protégé				74,8 %	75,1 %	75,3 %	75,4 %	75,2 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Cumul avec un avantage vieillesse ou invalidité				9,3 %	9,2 %	9,1 %	9,1 %	9,2 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hospitalisation				2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hébergement maison spécialisée, incarcération, autres				1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd

d'une aide au logement, et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité ;

- la **garantie de ressources** (Grph), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la garantie de ressources des personnes handicapées : le montant mensuel du complément de ressources est de 179,31 euros en moyenne annuelle 2007. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros ;

- depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité. En décembre 2007, 861 allocataires bénéficient de cette mesure.

L'effectif de bénéficiaires d'un complément (176 231) a progressé de + 1,1 % 2007 et de + 15 % depuis 2002. 30 % des bénéficiaires d'un complément perçoivent la garantie de ressources (51 992).

Revenu minimum d'insertion (Rmi)

L'évolution du **revenu minimum d'insertion** (Rmi, 1 172 113 en décembre 2007) est corrélée avec celle du chômage, avec un certain retard.

La progression du nombre de bénéficiaires du Rmi a été de + 2,1 % entre 1997 et 2007 (avec - 4,2 % en 2000, - 2,1 % en 2001). La reprise de la hausse en 2002 (+ 1,6 %) s'accroît en 2003 (+ 4,9 %), essentiellement du fait de la détérioration du marché du travail. En 2004, la progression atteint + 8,2 % suite à l'effet conjugué du chômage qui se maintient à un niveau élevé après la hausse importante de 2003 et des effets différés de la réforme de l'assurance chômage : une partie des chômeurs (ceux dont l'ancienneté sur le marché du travail ne leur permet pas de prétendre au bénéfice de l'allocation de solidarité spécifique et qui sont isolés ou dont le conjoint n'a pas ou peu de ressources) basculent dans le Rmi. En 2005, la progression²⁹ se poursuit à un rythme moindre (+ 4,1 %) malgré la baisse du chômage.

En 2006, pour la troisième fois depuis sa création en 1988, les effectifs de bénéficiaires de Rmi régressent (- 0,8 %). Le taux de chômage régresse à 9,1 % en moyenne sur l'année 2006. La décade du chômage de longue durée se poursuit (- 12,9 % en un an). Cette amélioration a plus profité à la population entre vingt-cinq et quarante-neuf ans avec une baisse de - 1,2 % des allocataires.

En 2007, la diminution du nombre de bénéficiaires a été de - 8,6 % (de - 6,6 % dans les Dom). Le taux

de **chômage** continue de régresser pour atteindre **8,3 % de la population active** en moyenne sur l'année 2007, soit le niveau le plus bas depuis 1983.

Les régressions enregistrées en 2006 et en 2007 sont également à relier au rôle joué par les **nouveaux dispositifs d'aide au retour à l'emploi**.

57 % des bénéficiaires du Rmi sont des personnes seules, 26 % des familles monoparentales (cf. T2PF 9.6, données Caf). En 2007, 2 250 492 personnes sont couvertes par les bénéficiaires du Rmi des Caf³⁰.

Population couverte par les minima sociaux versés par les Caf

2 075 151 personnes³¹ relevant des Caf ont bénéficié en 2007 d'au moins un des minima sociaux (Aah, Api, Rmi... métropole + Dom) : en tenant compte des personnes à charge, la population ainsi couverte atteint 3 832 363 personnes. Ce chiffre affiche une baisse de - 9,8 % en 2007 (avec + 2,8 entre 2002 et 2007).

Autres minima et aides à l'emploi

Par ailleurs, au 31 décembre 2007, on dénombre :

. 3 934 bénéficiaires du **contrat d'insertion revenu minimum d'activité** (Cirma) créé en 2004 (contre 7 763 en 2006) ;

. 197 786 bénéficiaires du **contrat d'avenir** (contre 46 198 en décembre 2006). Créé en 2005, le Cav, similaire au Cirma est strictement réservé au secteur non marchand ;

. En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place (cf. chapitre 9.1) : 204 256 **primes mensuelles d'intéressement** et 11 714 **primes de retour à l'emploi** ont été versées en décembre 2007 ;

. 12 033 bénéficiaires du **revenu de solidarité** (Rso) mis en place en 2001 dans les Dom (10 991 en 2006).

95,4 % des familles bénéficiaires du Fnpf en métropole relèvent des Caf

La répartition des familles relevant du Fnpf entre les différents régimes qui assurent le service des prestations **en métropole** est en 2007 la suivante :

• régime général 95,4 % (contre 77,5 % en 1980 en incluant le régime minier, intégré depuis 1997 au régime général) ;

T2PF 9.5 : Bénéficiaires d'au moins un minima (Rmi, Api ou Aah, données Caf) depuis 2002

Données Caf	Rmi	Api	Aah	Bénéficiaires d'au moins un minimum	Evolution	Nombre moyen de personnes couvertes par 100 bénéficiaires d'un minimum	Evolution	Nombre de personnes couvertes	Evolution
Métropole + Dom									
2002	1 068 923	179 726	716 784	1 954 518		191		3 726 468	
2003	1 120 844	187 637	732 839	2 029 492	3,8 %	189	-0,6 %	3 844 495	3,2 %
2004	1 215 585	195 441	752 988	2 152 075	6,0 %	189	0,0 %	4 075 611	6,0 %
2005	1 266 429	204 873	768 414	2 232 500	3,7 %	190	0,2 %	4 235 130	3,9 %
2006	1 255 549	216 278	772 296	2 237 717	0,2 %	190	0,1 %	4 250 207	0,4 %
2007	1 151 180	204 304	781 972	2 075 151	-7,3 %	185	-2,8 %	3 832 363	-9,8 %
Variation 2007 - 2002	82 257	24 578	65 188	120 633	6,2 %		-3,1 %	105 895	2,8 %
Dont métropole									
2002	929 268	162 885	692 304	1 779 698		187		3 332 949	
2003	975 272	168 824	707 615	1 846 705	3,8 %	186	-0,8 %	3 431 427	3,0 %
2004	1 061 005	174 472	726 967	1 957 096	6,0 %	186	-0,1 %	3 633 239	5,9 %
2005	1 111 374	181 060	741 665	2 028 284	3,6 %	186	0,1 %	3 770 589	3,8 %
2006	1 101 372	189 876	745 136	2 030 931	0,1 %	186	0,1 %	3 779 825	0,2 %
2007	1 007 117	176 032	754 605	1 883 118	-7,3 %	181	-2,8 %	3 405 163	-9,9 %
Dont Dom									
2002	139 655	16 841	24 480	174 820		225		393 519	
2003	145 572	18 813	25 224	182 787	4,6 %	226	0,4 %	413 068	5,0 %
2004	154 580	20 969	26 021	194 979	6,7 %	227	0,4 %	442 372	7,1 %
2005	155 055	23 813	26 749	204 216	4,7 %	227	0,3 %	464 541	5,0 %
2006	154 177	26 402	27 160	206 786	1,3 %	227	0,0 %	470 382	1,3 %
2007	144 063	28 272	27 367	192 033	-7,1 %	222	-2,2 %	427 200	-9,2 %

T2PF 9.6 : Bénéficiaires du Rmi (données Caf)

Données Caf	2002	2003	2004	2005	2006	2007			Variation
	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole	Dom	Métropole + Dom	2007-2002 (en points)
* Selon la situation familiale	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Couples	17,8 %	17,5 %	17,6 %	17,5 %	17,4 %	16,5 %	18,9 %	16,8 %	-0,9
Sans personne à charge	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,1 %	3,5 %	-0,1
1 personne à charge	4,2 %	4,2 %	4,3 %	4,3 %	4,2 %	4,0 %	4,4 %	4,0 %	-0,2
2 personnes à charge	4,3 %	4,2 %	4,2 %	4,3 %	4,3 %	4,0 %	5,2 %	4,1 %	-0,1
3 personnes à charge	2,9 %	2,8 %	2,9 %	2,8 %	2,9 %	2,7 %	3,3 %	2,8 %	-0,1
4 personnes à charge ou +	2,8 %	2,6 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,3 %	2,8 %	2,4 %	-0,4
F. monoparentales	26,1 %	26,0 %	25,6 %	25,5 %	25,7 %	24,6 %	34,8 %	25,9 %	-0,3
Femme + 1 personne à charge	12,3 %	12,2 %	11,9 %	11,8 %	11,9 %	11,7 %	14,1 %	12,0 %	-0,4
Femme + 2 personnes à charge	7,2 %	7,1 %	7,1 %	7,0 %	7,0 %	6,7 %	9,9 %	7,1 %	-0,1
Femme + 3 pers. à charge ou +	5,0 %	5,0 %	4,9 %	4,9 %	5,0 %	4,5 %	8,4 %	5,0 %	0,0
Homme + 1 personne à charge	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,3 %	1,1 %	0,1
Homme + 2 pers. à charge ou +	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	1,1 %	0,7 %	0,1
Personnes seules	56,1 %	56,5 %	56,8 %	57,1 %	56,9 %	58,9 %	46,3 %	57,3 %	1,2
Femmes	19,9 %	19,7 %	19,5 %	19,5 %	19,4 %	20,6 %	14,2 %	19,8 %	-0,1
Hommes	36,3 %	36,8 %	37,3 %	37,6 %	37,5 %	38,3 %	32,2 %	37,6 %	1,3
* Selon l'âge	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Moins de 25 ans	3,2 %	3,3 %	3,4 %	3,2 %	3,1 %	2,9 %	3,0 %	2,9 %	
25 à 29 ans	18,4 %	18,5 %	18,8 %	19,0 %	18,6 %	18,2 %	13,5 %	17,6 %	2,1
30 à 34 ans	17,1 %	17,0 %	16,8 %	16,3 %	15,5 %	14,6 %	14,1 %	14,5 %	-2,6
35 à 39 ans	15,2 %	15,1 %	14,9 %	14,8 %	14,6 %	14,1 %	16,3 %	14,4 %	-0,8
40 à 44 ans	13,2 %	13,3 %	13,4 %	13,6 %	13,8 %	13,5 %	17,6 %	14,0 %	0,8
45 à 49 ans	12,1 %	12,0 %	11,9 %	12,0 %	12,2 %	12,4 %	15,2 %	12,7 %	0,6
50 à 54 ans	10,4 %	10,2 %	10,1 %	10,1 %	10,4 %	10,9 %	10,0 %	10,8 %	0,3
55 à 59 ans	7,0 %	7,2 %	7,4 %	7,8 %	8,2 %	9,3 %	6,6 %	9,0 %	2,0
60 ans et plus	3,4 %	3,4 %	3,3 %	3,3 %	3,6 %	4,2 %	3,8 %	4,1 %	0,7
* Selon le montant payé	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Inférieur à 50 euros	2,8 %	2,6 %	2,8 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,0 %	
De 50 à 99 euros	3,5 %	3,6 %	3,0 %	2,8 %	2,7 %	2,5 %	2,5 %	1,9 %	
De 100 à 149 euros	4,5 %	3,4 %	3,1 %	2,9 %	3,0 %	3,1 %	3,1 %	2,9 %	
De 150 à 199 euros	3,2 %	3,6 %	3,3 %	3,3 %	3,1 %	3,2 %	3,2 %	2,3 %	
De 200 à 249 euros	3,4 %	3,3 %	3,1 %	3,0 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	3,1 %	
De 250 à 299 euros	3,5 %	3,4 %	3,2 %	2,9 %	2,7 %	2,6 %	2,6 %	3,5 %	
De 300 à 349 euros	5,2 %	3,4 %	3,0 %	3,1 %	2,8 %	3,0 %	3,0 %	3,2 %	
De 350 à 399 euros	46,0 %	49,0 %	49,6 %	49,9 %	49,8 %	49,8 %	49,8 %	48,9 %	
De 400 à 449 euros	10,0 %	9,9 %	10,1 %	7,2 %	7,4 %	7,6 %	7,6 %	8,6 %	
De 450 à 499 euros	3,6 %	3,7 %	3,8 %	6,6 %	7,1 %	6,7 %	6,7 %	3,1 %	
De 500 à 549 euros	7,9 %	7,8 %	8,2 %	8,5 %	8,2 %	4,3 %	4,3 %	5,2 %	
De 550 à 599 euros	1,6 %	1,7 %	1,5 %	2,0 %	2,2 %	6,1 %	6,1 %	6,3 %	
600 euros et plus	5,0 %	4,7 %	5,3 %	5,4 %	5,7 %	6,0 %	6,0 %	9,1 %	
Moins de 300 euros	20,8 %	19,9 %	18,5 %	17,2 %	16,8 %	16,5 %	16,5 %	15,7 %	-5,1
De 300 à 399 euros	51,2 %	52,4 %	52,6 %	53,0 %	52,6 %	52,8 %	52,8 %	52,0 %	0,9
400 euros et plus	28,1 %	27,8 %	28,9 %	29,8 %	30,6 %	30,8 %	30,8 %	32,3 %	4,2

- régimes spéciaux 0,9 % (*contre 13,8 % en 1980*) ;
 - régimes agricoles 3,8 % (*contre 8,6 % en 1980*).
- Par ailleurs, les bénéficiaires des **Dom** représentent 4,6 % des familles du Fnpf (*cf. T1PF 523211*).

Entre 1997 et 2004, la progression de la part du régime général dans l'ensemble des bénéficiaires des allocations familiales avoisine 0,4 point par an (*métropole et Dom*). Fin 2005, l'ensemble des bénéficiaires des régimes spéciaux³ a été rattaché aux Caf, à l'exception de la Sncf, de la Ratp et d'Edf-Gdf. Les Caf versent aux allocataires des régimes spéciaux la Paje (sauf pour les agents relevant de la Sncf à l'exception du Cmg), l'Aged, l'Afeama, l'Alf (sauf pour les agents relevant de la Sncf et de la Ratp), l'Aah, l'Apl et l'Als.

La part des Caf dans l'ensemble des bénéficiaires tous régimes se situe à des niveaux sensiblement différents selon la prestation considérée (95,5 % pour les allocations familiales, *T1PF 53012007*).

Le nombre moyen d'enfants des familles de deux enfants et plus varie selon le régime (*cf. T1PF 523251*) :

- 232 pour 100 familles de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp ;
- 242 pour les régimes agricoles ;
- 260 pour les Caf des Dom ;
- 241,6 pour les Caf en métropole ;
- 243 pour l'ensemble (*métropole et Dom*).

Notes

¹ Y compris 0,2 % : « hors métropole et doubles comptes » (*T1PF 501*).

² Cf. chapitre 9 sur l'évolution de la législation.

³ Par ailleurs, il est à noter qu'en 2004 les données relatives aux régimes spéciaux (334 500 en 2004) sont estimées : les familles affiliées auprès de ces régimes représentent 6,6 % des familles de deux enfants et plus en métropole (301 900, *cf. T1PF 523211-12*).

En 2005, les effectifs de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp ne représentent plus que 1,2 % des familles de deux enfants et plus en métropole (55 300).

Certains organismes relevant autrefois de ces régimes ont été rattachés au régime général. C'est le cas des collectivités locales rattachées en 1979-1980, des offices et établissements publics de l'Etat en 1991, de la Banque de France et du Cea en 1994 et des unions régionales des sociétés de secours minières entre 1994 et 1997. Les Caf versent l'ensemble des prestations aux allocataires de La Poste depuis juillet 2004, aux fonctionnaires hors éducation nationale depuis janvier 2005 et aux fonctionnaires de l'Education nationale depuis juillet 2005.

Par ailleurs, les Caf versent les prestations de logement (depuis 1997) et la Paje (depuis 2004) aux allocataires des

régimes spéciaux (à l'exception des agents de la Sncf sauf pour le Cmg).

4 Evolution du chômage et de son mode d'indemnisation, évolution des revenus, développement d'emploi précaires...

5 Mise sous condition de ressources, indexation des plafonds sur les prix depuis 1997, réformes législatives...

⁶ Source des données Caf présentées dans l'ensemble des tableaux figurant dans le texte et les encadrés de ce chapitre : Cnaf Dser F. Mathieu, J. Clément, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rmi au 31 décembre 2007 ». Ces données Caf sont disponibles sous www.cnaf.fr, Qui sommes-nous ? Données annuelles, Fascicules prestations légales.

⁷ Créée en juillet 2003, l'allocation forfaitaire est versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. La montée en charge de cette mesure s'est achevée en juillet 2004.

⁸ Le taux d'exclusion pour la prime ou l'Ab Paje est estimé à 10 % contre 20 % pour l'Apje (*cf. les hypothèses de prévisions d'août 2005 Cnaf Dser R. Mahieu*).

Il n'y a plus de bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant (Apje) depuis décembre 2006 (1 363 000 en 2003).

⁹ Le nombre de bénéficiaires de l'Aged a crû fortement jusqu'en 1996 avant de décélérer en 1997. Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations sociales couvertes par l'Aged est fortement réduite. La régression des effectifs a été de 35 % entre 1997 et 2002, de 4,3 % en 2003 : toutefois l'effectif 2003 des bénéficiaires de l'Aged (52 000) est 2,5 fois supérieur à celui de 1993.

Malgré la fin de la montée en charge de l'Afeama courant 1996, le nombre de bénéficiaires a augmenté de + 21 % entre 1998 et 2003, avec toutefois une nette décélération à partir de 2001. Par ailleurs, la modulation du complément d'Afeama en fonction des ressources mise en place en janvier 2001 ne semble pas avoir produit un effet incitatif marqué.

¹⁰ Selon l'estimation initiale, la réforme des prestations jeune enfant devrait entraîner, à terme, un accroissement de + 30 % des effectifs de bénéficiaires de Cmg par rapport aux effectifs Afeama et Aged.

A partir des données disponibles (non rectifiées), la diminution des familles (environ 761 800) ayant bénéficié d'une prestation légale (modulée en fonction des ressources) pour faire face aux dépenses de garde de leur(s) enfant(s) serait de l'ordre de - 0,6 % en 2007, avec : - 1,6 % en 2007 pour les effectifs de bénéficiaires (695 365) ayant recours à un assistant maternel (contre + 2,4 % en 2005, + 2,9 % en 2006) ; + 6,3 % pour les effectifs de bénéficiaires (62 296) d'une garde à domicile (+ 4,4 % en 2005 et de + 4,2 % en 2006).

¹¹ A terme, la réforme du Clca devrait entraîner le bénéfice du Clca étendu à 100 000 familles d'un enfant et une baisse de - 50 000 des effectifs de bénéficiaires du Clca attribué aux familles de deux enfants.

¹² Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux

personnes susceptibles de bénéficier du Clca. Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible. Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

¹³ Par ailleurs, en janvier 1996, l'allocation pour jeune enfant est instaurée dans les Dom, y entraînant une réduction des effectifs de bénéficiaires du complément familial de 64 % au 31 décembre 1996.

¹⁴ Estimation à partir des données Caf relatives aux enfants bénéficiaires de l'Ars (T1PF 52 411).

¹⁵ En 1999, le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois aux familles (180 000) avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations.

¹⁶ 1 144 907 enfants bénéficiaires de l'Asf (estimation tous régimes à partir des données Caf, cf. T2PF 60).

¹⁷ Cf. note 1 T2PF 51 : nécessité de rectifier la série (évolutions de + 12,6 % en 2006 et de - 1,1 % en 2007).

¹⁸ Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes.

¹⁹ Dans Etudes et résultats n° 268, Christophe Trémoureux analyse « l'activité des Cdes (commissions départementales d'éducation spéciale) et l'Aes » sur la période 1990-2002. « On observe des disparités départementales [...] des **bénéficiaires plus nombreux** dans les régions du Nord - Pas-de-Calais, de l'Alsace, en Corse, dans la majorité des départements d'Auvergne et de Champagne-Ardenne et a contrario des **montants moyens** de l'allocation plus élevés dans le quart sud-ouest de la France où l'attribution de compléments à l'allocation simple est plus fréquente.

Autre évolution notable, l'orientation vers **des services d'éducation spéciale et de soins à domicile a progressé** continuellement pour représenter 20 % des orientations annuelles vers le secteur médico-éducatif en 1999-2000 contre 10 % dix ans plus tôt, alors que **les placements en internat ont inversement décliné...** »

²⁰ Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois. Cependant ce pourcentage donne un ordre de grandeur de l'impact relatif du complément.

²¹ Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Justinia Clément, Marie-José Robert, Chantal Salesses : Prestations légales, aides au logement, Rmi au 31 décembre 2007, page 107.

²² Les revalorisations des aides au logement interviennent désormais en janvier. Cf. chapitre 2 pour plus de détails.

²³ Les bénéficiaires de l'Api ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires (dont

les pensions alimentaires, y compris pour lui-même) et des avantages sociaux depuis janvier 2007 pour les nouveaux dossiers et mars 2007 pour les anciens. En l'absence de pension alimentaire, l'Asf doit être demandée sous peine de réduction du montant de l'Api de 84 euros (correspondant à l'Asf pour un enfant) au bout de quatre mois.

L'impact de la subsidiarité Api - Asf engendre des moindres dépenses d'Api en partie compensées par des dépenses d'Asf. En juin 2008, les économies sont estimées à 53,4 millions d'euros en 2007, à 118,7 millions en 2008.

²⁴ Source : note 08-105 DSPA, C. Boissières, C. Salesses. Les effectifs CAF de bénéficiaires de l'API minorée évoluent de la façon suivante :

Ventilation des bénéficiaires d'Api minorée

Données CAF	Total Api minorée	Dont sans ASF	Dont avec ASF	Api minorée / total Api
Déc 07	58 768	40 062	18 706	28,8 %
Mars 08	64 552	43 568	20 984	31,6 %
Juin 08	60 886	40 508	20 378	29,7 %

²⁵ Toutefois, comme la régression des effectifs moyens annuels des Dom avait été de - 18 % entre 1995 et 2000, la progression des effectifs moyens annuels est de + 53 % entre 1995 et 2006 pour l'Api Dom.

²⁶ Dans Etudes et résultats n° 267, Jean-Marie Chanut étudie « l'activité des Cotorep (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) en 2002 ».

²⁷ Les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph) remplacent les Cotorep (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) depuis la réforme de juillet 2005.

²⁸ L'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés (à un taux d'au moins 80 % et bénéficiaires d'une aide au logement) a été créée en janvier 1993.

²⁹ Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Rmi au 31 décembre 2005, page 127. La situation difficile du marché du travail entre 2002 et 2004 a progressivement entraîné une augmentation du nombre de chômeurs non indemnisés. Par ailleurs, la réforme de l'assurance chômage a accru la part de chômeurs susceptibles de demander le Rmi. Voir également, Rmi au 31 décembre 2006, page 139.

³⁰ Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, J. Clément, M.-J. Robert, C. Salesses : Prestations légales, aides au logement, Rmi au 31 décembre 2007, page 139.

³¹ Source : idem ci-dessus, page 26.

**TIPF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991
en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur**

RG : BE005 [Familles du FNPF (hors AAH seule)] + (familles allocataires avec enfants) - (hors métropole qui sont pris en compte dans TIPF 51102).

Effectifs en milliers	1991	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Structure 2007
Tous régimes métropole														
Sans enfant	2 736	4 198	4 239	4 353	4 338	4 327	4 274	4 307	4 307	4 303	4 337	4 241	4 291,259	39,7 %
1 enfant	1 438	1 554	1 565	1 591	1 773	1 804	1 819	1 844	1 839	1 887	1 919	1 930	1 910,755	17,7 %
2 enfants	2 956	2 992	2 985	2 771	3 009	3 025	3 053	3 080	3 109	3 136	3 123	3 139	3 142,791	29,1 %
3 enfants	1 204	1 181	1 166	1 109	1 166	1 159	1 157	1 151	1 146	1 144	1 126	1 126	1 124,743	10,4 %
4 enfants et plus	440	404	392	375	384	374	368	360	355	350	344	341	338,679	3,1 %
Ensemble	8 773	10 328	10 347	10 199	10 671	10 690	10 672	10 741	10 756	10 820	10 849	10 777	10 808,227	100,0 %
dont 2 enfants et plus	4 599	4 577	4 543	4 255	4 560	4 558	4 579	4 590	4 610	4 630	4 593	4 606	4 606,213	42,6 %
Hors métropole (HM)	105	63	59	51	36	29	150	20	17	14	10	9	7,218	
Ensemble y compris HM	8 878	10 391	10 406	10 250	10 706	10 719	10 821	10 761	10 772	10 834	10 859	10 786	10 815,445	
dont CAF métropole (y compris des allocataires des régimes spéciaux "doubles comptes") : cf TIPF 51121														
Ensemble	7 602	9 296	9 376	9 308	9 755	9 779	9 789	9 857	9 889	10 011	10 324	10 263	10 308,975	100,0 %
dont 2 enfants et plus	3 783	3 900	3 919	3 706	3 979	3 992	4 023	4 048	4 081	4 141	4 358	4 374	4 382,729	42,5 %
DOM tous régimes														
Sans enfant	73	108	115	122	127	133	137	140	144	149	155	156	159,952	34,6 %
1 enfant	96	109	113	109	110	112	115	118	122	126	130	132	134,931	29,2 %
2 enfants	66	81	84	83	89	90	93	95	97	99	102	103	103,911	22,5 %
3 enfants	35	39	39	39	41	41	41	41	42	42	42	42	41,956	9,1 %
4 enfants et plus	15	14	14	14	22	22	23	23	23	22	22	22	21,936	4,7 %
Ensemble	285	352	366	367	389	398	409	416	427	439	451	455	462,685	100,0 %
dont 2 enfants et plus	116	134	138	136	152	153	157	158	161	164	166	167	167,803	36,3 %
dont CAF DOM														
Sans enfant	73	108	115	122	127	131	135	138	143	149	155	156	159,886	34,8 %
1 enfant	83	99	103	99	108	110	114	117	120	124	128	131	133,436	29,1 %
2 enfants	64	80	83	81	88	89	92	94	96	98	100	102	102,758	22,4 %
3 enfants	34	38	39	39	40	40	41	41	41	41	42	42	41,490	9,0 %
4 enfants et plus	24	22	21	22	22	22	22	22	22	22	22	22	21,693	4,7 %
Ensemble	277	347	361	363	384	393	404	412	422	435	447	452	459,263	100,0 %
dont 2 enfants et plus	121	140	143	142	149	151	155	157	159	162	164	165	165,941	36,1 %
Tous régimes métr. + DOM														
Sans enfant	2 809	4 306	4 354	4 475	4 466	4 460	4 411	4 446	4 451	4 452	4 492	4 397	4 451,211	39,5 %
1 enfant	1 534	1 663	1 678	1 700	1 882	1 916	1 934	1 962	1 961	2 012	2 048	2 062	2 045,686	18,2 %
2 enfants	3 022	3 073	3 069	2 854	3 099	3 116	3 146	3 174	3 206	3 236	3 225	3 242	3 246,702	28,8 %
3 enfants	1 238	1 220	1 206	1 148	1 207	1 200	1 198	1 192	1 188	1 186	1 168	1 168	1 166,699	10,4 %
4 enfants et plus	455	418	406	390	406	396	391	383	378	372	367	363	360,615	3,2 %
Ensemble	9 058	10 680	10 713	10 566	11 060	11 088	11 081	11 157	11 183	11 258	11 300	11 232	11 270,912	100,0 %
dont 2 enfants et plus	4 716	4 710	4 681	4 392	4 712	4 712	4 735	4 749	4 771	4 794	4 760	4 773	4 774,016	42,4 %
Hors métropole (HM)	105	63	59	51	36	29	150	20	17	14	10	9	7,218	
Ensemble y compris HM	9 163	10 743	10 772	10 618	11 095	11 117	11 230	11 177	11 199	11 273	11 310	11 241	11 278,130	
dont CAF métropole et DOM									0					
Sans enfant	2 583	4 050	4 100	4 222	4 220	4 209	4 170	4 206	4 215	4 222	4 272	4 183	4 238,772	39,4 %
1 enfant	1 391	1 554	1 575	1 600	1 790	1 821	1 845	1 858	1 857	1 921	1 978	1 993	1 980,796	47,0 %
2 enfants	2 465	2 608	2 640	2 481	2 698	2 723	2 760	2 797	2 837	2 896	3 069	3 087	3 096,936	28,8 %
3 enfants	1 029	1 047	1 046	1 004	1 058	1 056	1 058	1 054	1 054	1 061	1 104	1 106	1 107,091	10,3 %
4 enfants et plus	410	384	376	363	372	363	360	353	348	345	349	346	344,643	3,2 %
Ensemble	7 879	9 643	9 737	9 671	10 139	10 173	10 193	10 269	10 311	10 446	10 771	10 716	10 768,238	100,0 %
dont 2 enfants et plus	3 905	4 040	4 062	3 848	4 129	4 143	4 178	4 205	4 239	4 302	4 522	4 540	4 548,670	42,2 %

**TIPF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM
selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Effectifs en milliers	1989	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Tous régimes métropole														
Sans enfant	195	199	157,6	154,4	155,4	153,4	164,9	159,3	157,4	158,3	113,3	110,0	109,3	109,688
1 enfant	1 138	1 149	1 243,0	1 257,7	1 279,2	1 462,4	1 492,5	1 508,4	1 518,7	1 537,1	1 581,8	1 640,9	1 669,7	1 658,546
2 enfants	2 915	2 907	2 932,8	2 925,9	2 690,9	2 952,8	2 969,9	2 998,9	3 027,4	3 057,6	3 083,4	3 109,5	3 125,0	3 129,640
3 enfants	1 155	1 160	1 149,5	1 136,7	1 074,5	1 140,2	1 135,4	1 134,3	1 127,4	1 125,7	1 123,1	1 120,2	1 120,4	1 119,360
4 enfants et plus	430	432	395,9	383,4	367,1	376,8	368,3	362,9	355,2	350,6	345,3	342,3	339,3	336,800
Ensemble	5 833	5 848	5 878,9	5 858,0	5 567,0	6 085,5	6 131,0	6 163,8	6 186,0	6 229,3	6 246,9	6 322,9	6 363,8	6 354,034
dont 2 enfants et plus	4 500	4 500	4 478,2	4 445,9	4 132,5	4 469,7	4 473,6	4 496,1	4 509,9	4 533,9	4 551,8	4 572,1	4 584,7	4 585,800
dont 3 enfants et plus	1 585	1 592	1 545,4	1 520,1	1 441,6	1 517,0	1 503,7	1 497,2	1 482,6	1 476,3	1 468,4	1 462,5	1 459,7	1 456,160
dont CAF métropole FNPF														
Sans enfant	171	174	144,5	141,2	142,6	141,3	152,1	147,3	147,1	143,9	101,5	102,3	101,7	102,741
1 enfant	1 017	1 036	1 156,4	1 173,8	1 198,8	1 381,2	1 408,1	1 429,8	1 439,5	1 438,3	1 499,8	1 574,2	1 604,2	1 594,468
2 enfants	2 325	2 331	2 470,2	2 498,3	2 319,2	2 554,1	2 578,8	2 614,3	2 650,4	2 690,7	2 744,5	2 954,5	2 971,7	2 981,027
3 enfants	938	946	976,9	977,9	930,7	992,6	992,0	994,8	992,0	993,1	999,2	1 057,2	1 058,9	1 060,218
4 enfants et plus	373	376	354,8	346,1	333,0	342,8	336,0	331,9	326,1	321,4	318,4	324,7	322,6	321,071
Pour	4 824	4 863	5 102,8	5 137,3	4 924,3	5 412,1	5 467,0	5 518,1	5 555,1	5 587,4	5 663,4	6 012,9	6 059,0	6 059,525
dont 2 enfants et plus	3 636	3 653	3 801,9	3 822,3	3 582,9	3 889,6	3 906,8	3 941,0	3 968,5	4 005,2	4 062,1	4 336,5	4 353,2	4 362,316
DOM tous régimes														
<i>Coef. (TR yc CL)/CAF</i>	1,036	1,040	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,011
Sans enfant	2	2	5,5	6,4	6,5	6,3	6,8	6,8	6,9	7,3	6,0	6,0	6,0	5,916
1 enfant	79	83	101,0	105,4	100,7	109,5	112,3	115,7	118,5	121,6	125,5	129,4	132,1	134,673
2 enfants	61	63	81,1	84,3	82,6	89,1	90,8	93,2	95,0	96,9	99,4	101,6	102,9	103,878
3 enfants	34	34	39,0	39,5	39,3	40,8	41,2	41,6	41,6	41,7	42,0	42,1	42,3	41,944
4 enfants et plus	26	26	22,1	21,8	22,6	22,2	22,2	22,7	22,6	22,4	22,5	22,3	22,0	21,931
Ensemble	202	209	248,6	257,3	251,8	268,0	273,4	280,0	284,6	289,9	295,3	301,4	305,2	308,341
dont 2 enfants et plus	121	123	142,2	145,6	144,5	152,2	154,3	157,5	159,2	161,0	163,9	166,0	167,2	167,753
dont CAF DOM														
Sans enfant	2	2	5,4	6,2	6,4	6,2	6,7	6,7	6,8	7,2	5,9	6,0	5,9	5,850
1 enfant	76	80	99,1	103,2	99,0	107,5	110,2	113,7	116,5	119,8	123,7	127,7	130,6	133,178
2 enfants	59	61	79,6	82,6	81,1	87,6	89,2	91,6	93,4	95,5	98,0	100,3	101,7	102,725
3 enfants	33	33	38,2	38,6	38,6	40,1	40,4	40,9	40,9	41,1	41,4	41,6	41,8	41,478
4 enfants et plus	26	25	21,7	21,4	22,2	21,8	21,8	22,3	22,3	22,1	22,1	22,0	21,8	21,688
Ensemble	195	201	244,0	252,0	247,4	263,2	268,3	275,2	279,9	285,7	291,2	297,6	301,9	304,919
dont 2 enfants et plus	117	119	139,5	142,6	142,0	149,5	151,4	154,7	156,6	158,6	161,6	163,9	165,3	165,891
Ts régimes métr. + DOM												5,3	5,7	
Sans enfant	197	201	163,1	160,7	161,9	159,7	171,8	166,2	164,3	165,7	119,3	116,0	115,3	115,604
1 enfant	1 217	1 233	1 344,0	1 363,0	1 379,9	1 571,9	1 604,7	1 624,1	1 637,2	1 658,7	1 707,3	1 770,2	1 801,8	1 793,219
2 enfants	2 976	2 971	3 014,0	3 010,2	2 773,5	3 041,9	3 060,8	3 092,1	3 122,4	3 154,5	3 182,8	3 211,1	3 227,9	3 233,518
3 enfants	1 189	1 194	1 188,5	1 176,2	1 113,8	1 181,0	1 176,6	1 175,9	1 169,0	1 167,4	1 165,1	1 162,3	1 162,7	1 161,304
4 enfants et plus	456	458	418,0	405,2	389,7	399,0	390,5	385,6	377,8	373,0	367,8	364,6	361,3	358,731
Ensemble	6 035	6 057	6 127,5	6 115,4	5 818,8	6 353,5	6 404,4	6 443,8	6 470,6	6 519,3	6 542,2	6 624,3	6 669,0	6 662,375
dont 2 enfants et plus	4 621	4 623	4 620,4	4 591,6	4 277,0	4 621,9	4 627,9	4 653,6	4 669,2	4 694,8	4 715,6	4 738,1	4 751,9	4 753,553
dont 3 enfants et plus	1 645	1 652	1 606,5	1 581,4	1 503,5	1 580,0	1 567,1	1 561,5	1 546,8	1 540,4	1 532,9	1 527,0	1 524,0	1 520,035
dont CAF métropole et DOM														
Sans enfant	173	176	149,8	147,4	149,0	147,5	158,8	154,1	153,9	151,1	107,4	108,2	107,6	108,591
1 enfant	1 093	1 116	1 255,5	1 277,0	1 297,8	1 488,7	1 518,2	1 543,5	1 556,0	1 558,1	1 623,5	1 701,9	1 734,8	1 727,646
2 enfants	2 384	2 392	2 549,8	2 580,8	2 400,3	2 641,7	2 667,9	2 705,9	2 743,8	2 786,2	2 842,5	3 054,9	3 073,4	3 083,752
3 enfants	971	979	1 015,2	1 016,6	969,3	1 032,7	1 032,4	1 035,6	1 032,9	1 034,1	1 040,7	1 098,8	1 100,7	1 101,696
4 enfants et plus	399	401	376,5	367,5	355,3	364,6	357,9	354,2	348,4	343,5	340,6	346,8	344,4	342,759
Ensemble	5 019	5 064	5 346,8	5 389,3	5 171,7	5 787,1	5 735,3	5 793,3	5 835,0	5 873,1	5 954,7	6 310,5	6 360,9	6 364,444
dont 2 enfants et plus	3 753	3 772	3 941,5	3 964,9	3 724,9	4 039,0	4 058,2	4 095,8	4 125,1	4 163,8	4 223,7	4 500,4	4 518,5	4 528,207

TIPF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule)

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution métropole en %	Evolution en % hors R. spéciaux	Dont familles 0 ou 1 enfant	Evolution familles 0 ou 1 enfant	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %	Rapport FNPF / tous fonds (TIPF 51102)	Doubles comptes CAF
1968	3 317	137	917	792,0	5 163,0									
1970	3 469	121	937	741,0	5 268,0	0,6 %	0,7 %							
1975	3 815	84	1 065	611,0	5 575,0	2,2 %	1,7 %	1 280	8,8 %					
1980	4 368	52	788	493,0	5 701,0	-1,3 %	0,4 %	1 313	-5,5 %					
1985	4 761	36	715	378,0	5 890,0	2,8 %	3,3 %	1 406	11,3 %					
1990	4 863	22	648	315,0	5 847,9	0,3 %	0,6 %	1 348	1,1 %	208,8	6 056,7	0,4 %		
1995	5 090,657	13	546	264,0	5 913,584	0,2 %	0,7 %	1 436	0,9 %	240,760	6 154,344	0,3 %	57,9 %	18
1997	5 137,312		474	246,6	5 858,006	-0,4 %	0,4 %	1 412	0,8 %	257,346	6 115,352	-0,2 %	56,8 %	16
1998	4 924,309		413	229,6	5 567,002	-5,0 %	-4,3 %	1 435	1,6 %	251,791	5 818,793	-4,8 %	54,8 %	16
1999	5 412,071		437	236,7	6 085,492	9,3 %	9,6 %	1 616	12,6 %	268,016	6 353,507	9,2 %	57,3 %	16
2000	5 467,012		425	239,2	6 131,037	0,7 %	1,0 %	1 657	2,6 %	273,358	6 404,395	0,8 %	57,6 %	16
2001	5 518,114		414	231,8	6 163,801	0,5 %	0,8 %	1 668	0,6 %	280,046	6 443,846	0,6 %	57,4 %	16
2002	5 555,104		399	231,6	6 185,973	0,4 %	0,6 %	1 676	0,5 %	284,620	6 470,592	0,4 %	57,9 %	16
2003	5 587,400		384	257,6	6 229,325	0,7 %	1,0 %	1 695	1,2 %	289,930	6 519,255	0,8 %	58,2 %	14
2004	5 663,447		335	248,9	6 246,898	0,3 %	1,2 %	1 695	0,0 %	295,338	6 542,236	0,4 %	58,0 %	30
2005	6 012,928		60	245,0	6 317,602	1,1 %	5,8 %	1 746	3,0 %	301,381	6 618,983	1,2 %	58,5 %	11
2006	6 059,043		59	239,8	6 358,090	0,6 %	0,7 %	1 773	1,6 %	305,250	6 663,340	0,7 %	59,3 %	11
2007	6 059,525		55	239,6	6 354,034	-0,1 %	0,0 %	1 768	-0,3 %	308,341	6 662,375	0,0 %	59,1 %	11
Structure 2007	95,4 %		0,9 %	3,8 %	100,0 %					4,6 %	100,0 %			
Structure 1980	76,6 %	0,9 %	13,8 %		100,0 %									
Evol. moyen. 2007/1997	1,7 %		-19,4 %		0,8 %			2,3 %		1,8 %	0,9 %			
Rapport 2007/1997	18,0 %		-88,4 %		8,5 %			25,2 %		19,8 %	8,9 %			
Rapport 2007/2002	9,1 %		-86,3 %		2,7 %			5,5 %		8,3 %	3,0 %			

TIPF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution en % hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %	Doubles comptes CAF
1971	2 806	80	724	528	4 138						
1975	2 990	57	791	457	4 295	0,4 %	0,6 %				
1980	3 354	39	608	387	4 388	0,0 %	1,8 %				
1985	3 537	28	594	325	4 484	0,4 %	0,5 %				
1990	3 653	19	557	271	4 500	0,0 %	0,2 %	123	4 623	0,1 %	
1995	3 763,007	11	482	222	4 477,533	-0,1 %	0,5 %	139,440	4 616,973	0,0 %	18
1997	3 822,255		415	209	4 445,947	-0,7 %	0,3 %	145,621	4 591,568	-0,6 %	16
1998	3 582,894		359	191	4 132,488	-7,1 %	-6,4 %	144,504	4 276,991	-6,9 %	16
1999	3 889,569		381	199	4 469,744	8,2 %	8,3 %	152,167	4 621,911	8,1 %	16
2000	3 906,819		371	196	4 473,627	0,1 %	0,4 %	154,252	4 627,879	0,1 %	16
2001	3 941,031		363	192	4 496,086	0,5 %	0,7 %	157,468	4 653,554	0,6 %	16
2002	3 968,511		352	189	4 509,925	0,3 %	0,6 %	159,242	4 669,167	0,3 %	16
2003	4 005,243		338	191	4 533,869	0,5 %	0,9 %	160,974	4 694,844	0,5 %	14
2004	4 062,130		302	188	4 551,772	0,4 %	1,3 %	163,877	4 715,649	0,4 %	30
2005	4 336,486		51	185	4 572,091	0,4 %	6,4 %	165,999	4 738,090	0,5 %	11
2006	4 353,161		51	181	4 584,735	0,3 %	0,3 %	167,188	4 751,923	0,3 %	13
2007	4 362,316		46	177	4 585,800	0,02 %		167,753	4 753,553	0,03 %	14
Structure 2007	95,1 %		1,0 %		96,1 %					0,0 %	0,2 %
Structure 1980	76,4 %	0,9 %	13,9 %		100,0 %						
Evol. moyen. 2007/1997	1,3 %		-19,7 %		0,3 %			1,4 %			
Rapport 2007/1997	14,1 %		-88,8 %		3,1 %			15,2 %		-105,5 %	-8,5 %
Rapport 2007/2002	9,9 %		-86,8 %		1,7 %			5,3 %		-89,8 %	-8,6 %

TIPF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métr. + DOM	Rapport FNPF / tous fonds (TIPF 5221)
1968	8 323	344	2 275	2 017	12 959						
1970	8 619	300	2 299	1 859	13 077	0,1 %	0,0 %				
1975	8 983	199	2 397	1 477	13 056	-0,4 %	-0,2 %				
1980	9 626	122	1 690	1 150	12 588	-1,2 %	0,7 %				
1985	9 972	85	1 513	876	12 446	0,4 %	0,6 %				
1990	10 253	55	1 380	718	12 406	0,2 %	0,5 %	429	12 835,0	0,2 %	
1995	10 458,7	34,0	1 180,3	597,6	12 270,7	-0,6 %	-0,1 %	474,3	12 744,9	-0,5 %	
1996	10 499,6	14,0	1 122,2	576,4	12 212,2	-0,5 %	0,0 %	481,5	12 693,7	-0,4 %	96,7 %
1997	10 531,9		1 021,2	558,5	12 111,6	-0,8 %	0,0 %	492,6	12 604,2	-0,7 %	96,5 %
1998	9 796,7		888,9	517,4	11 203,1	-7,5 %	-7,0 %	482,5	11 685,5	-7,3 %	95,2 %
1999	11 004,6		935,7	531,5	12 471,8	11,3 %	11,8 %	512,6	12 984,4	11,1 %	97,6 %
2000	11 040,4		909,0	527,1	12 476,4	0,0 %	0,3 %	520,2	12 996,7	0,1 %	97,6 %
2001	11 119,6		887,4	512,6	12 519,5	0,3 %	0,6 %	532,4	13 051,9	0,4 %	97,7 %
2002	11 163,6		857,9	506,6	12 528,1	0,1 %	0,3 %	538,9	13 067,0	0,1 %	97,6 %
2003	11 222,2		823,4	532,8	12 578,4	0,4 %	0,7 %	545,3	13 123,8	0,4 %	97,7 %
2004	11 392,9		726,9	520,7	12 640,5	0,5 %		555,8	13 196,3	0,6 %	97,8 %
2005	12 087,0		128,8	510,8	12 726,6	0,7 %		563,8	13 290,4	0,7 %	97,9 %
2006	12 143,9		125,5	498,9	12 768,3	0,3 %		568,7	13 336,9	0,3 %	98,1 %
2007	12 157,0		115,0	492,0	12 764,0	0,0 %		572,1	13 336,1	0,0 %	98,2 %
Structure 2007	95,2 %		0,9 %	3,9 %	100 %			4,3 %	100 %		
Structure 1980	76,5 %	1,0 %	13,4 %	9,1 %	100 %						
Evol. moyen. 2007/97	1,4 %		-19,6 %	-1,3 %	0,5 %			1,5 %	0,6 %		
Rapport 2007/1997	15,4 %		-88,7 %	-11,9 %	5,4 %			16,1 %	5,8 %		
Rapport 2007/2002	8,9 %		-86,6 %	-2,9 %	1,9 %			6,2 %	2,1 %		

TIPF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métr. + DOM
1971	8 035	246	2 088	1 592	11 961					
1975	8 225	172	2 147	1 323	11 867	-1,1 %	-0,6 %			
1976	8 164	157	2 103	1 261	11 685	-1,5 %	-1,4 %			
1977	8 152	144	2 074	1 196	11 566	-1,0 %	-0,9 %			
1978	8 200	131	1 967	1 126	11 424	-1,2 %	-0,4 %			
1979	8 550	119	1 723	1 096	11 488	0,6 %	3,3 %			
1980	8 699	109	1 532	1 047	11 387	-0,9 %	0,9 %			
1981	8 800	101	1 499	969	11 369	-0,2 %	0,2 %			
1982	8 859	95	1 472	933	11 359	-0,1 %	0,2 %			
1983	8 862	88	1 445	888	11 283	-0,7 %	-0,5 %			
1984	8 885	85	1 426	855	11 251	-0,3 %	-0,1 %			
1985	8 933	78	1 412	832	11 255	0,0 %	0,2 %			
1986	8 977	73	1 395	800	11 245	-0,1 %	0,1 %			
1987	9 060	68	1 370	776	11 274	0,3 %	0,5 %			
1988	9 130	62	1 348	746	11 286	0,1 %	0,3 %			
1989	9 165	57	1 324	700	11 246	-0,4 %	-0,2 %	346	11 592	
1990	9 217	52	1 302	685	11 256	0,1 %	0,3 %	346	11 602	0,1 %
1991	9 324,8	47,0	1 263,0	655,0	11 289,8	0,3 %	0,7 %	352,3	11 642,1	0,3 %
1992	9 308,3	43,0	1 228,0	630,0	11 209,3	-0,7 %	-0,5 %	356,4	11 565,8	-0,7 %
1993	9 287,6	39,0	1 240,2	607,0	11 173,8	-0,3 %	-0,5 %	364,4	11 538,2	-0,2 %
1994	9 296,3	35,0	1 182,4	584,0	11 097,7	-0,7 %	-0,2 %	370,2	11 467,9	-0,6 %
1995	9 294,0	32,0	1 126,2	561,6	11 013,9	-0,8 %	-0,3 %	376,1	11 389,9	-0,7 %
1996	9 343,2	13,0	1 070,8	542,2	10 969,2	-0,4 %	0,1 %	380,5	11 349,7	-0,4 %
1997	9 358,0		971,0	524,9	10 853,9	-1,1 %	-0,2 %	387,2	11 241,2	-1,0 %
1998	8 597,9		843,0	483,0	9 923,9	-8,6 %	-8,1 %	381,7	10 305,6	-8,3 %
1999	9 623,4		888,0	498,0	11 009,4	10,9 %	11,5 %	403,1	11 412,5	10,7 %
2000	9 632,3		862,3	489,3	10 984,0	-0,2 %	0,0 %	408,0	11 391,9	-0,2 %
2001	9 689,8		843,5	477,8	11 011,2	0,2 %	0,5 %	416,7	11 427,8	0,3 %
2002	9 724,2		815,9	469,3	11 009,4	0,0 %	0,3 %	420,4	11 429,8	0,0 %
2003	9 784,0		782,2	475,1	11 041,3	0,3 %	0,6 %	423,7	11 465,0	0,3 %
2004	9 893,1		698,8	466,8	11 058,6	0,2 %	1,0 %	430,4	11 489,0	0,2 %
2005	10 512,8		120,7	457,5	11 091,0	0,3 %	5,9 %	434,5	11 525,5	0,3 %
2006	10 539,7		117,6	446,9	11 104,2	0,1 %	0,1 %	436,6	11 540,8	0,1 %
2007	10 539,7		107,4	435,6	11 082,7	-0,2 %	-0,1 %	436,6	11 519,3	-0,2 %
Structure 2007	95,1 %		1,0 %	3,9 %	100 %			3,8 %	100 %	
Structure 1980	76,4 %	1,0 %	13,5 %	9,2 %	100 %					
Evol. moyen. 2007/97	1,2 %		-19,8 %	-1,8 %	0,2 %			1,2 %	0,2 %	
Rapport 2007/1997	12,6 %		-88,9 %	-17,0 %	2,1 %			12,7 %	2,5 %	
Rapport 2007/2002	8,4 %		-86,8 %	-7,2 %	0,7 %			3,8 %	0,8 %	

TIPF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme

Familles en milliers	CAF métropole	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %
1971	286,4	288,4	301,5	289,1				
1972	283,9	285,6	299,8	286,5	-0,9 %			
1973	281,5	282,9	295,9	283,8	-1,0 %			
1974	278,3	279,3	292,6	280,4	-1,2 %			
1975	275,1	271,4	289,5	276,3	-1,5 %			
1976	272,2	266,9	285,3	272,9	-1,2 %			
1977	268,9	262,5	280,8	269,2	-1,4 %			
1978	265,0	255,1	276,0	264,6	-1,7 %			
1979	261,5	255,3	273,3	261,9	-1,0 %			
1980	259,4	252,0	270,5	259,5	-0,9 %			
1981	257,7	247,0	264,8	256,9	-1,0 %			
1982	256,3	244,1	262,1	255,3	-0,6 %			
1983	254,7	241,2	258,1	253,4	-0,7 %			
1984	253,4	239,3	256,8	251,9	-0,6 %			
1985	252,6	237,7	256,0	251,0	-0,3 %			
1986	252,0	235,6	254,8	250,1	-0,4 %			
1987	252,0	234,6	254,4	250,1	0,0 %			
1988	251,9	234,0	253,7	249,9	-0,1 %			
1989	252,1	233,9	252,7	249,9	0,0 %	286,4	250,9	
1990	252,3	233,8	252,8	250,1	0,1 %	280,7	251,0	0,0 %
1991	252,9	233,9	252,9	250,7	0,2 %	279,4	251,5	0,2 %
1992	252,0	233,9	253,0	250,0	-0,3 %	276,6	250,7	-0,3 %
1993	250,4	234,0	254,0	248,8	-0,5 %	274,0	249,5	-0,5 %
1994	249,0	234,2	253,9	247,7	-0,4 %	272,0	248,4	-0,4 %
1995	247,0	233,9	253,0	246,0	-0,7 %	269,7	246,7	-0,7 %
1996	245,7	234,0	252,4	244,9	-0,4 %	267,6	245,6	-0,4 %
1997	244,8	233,9	251,6	244,1	-0,3 %	265,9	244,8	-0,3 %
1998	240,0	235,0	253,1	240,1	-1,6 %	264,2	241,0	-1,6 %
1999	247,4	232,9	250,4	246,3	2,6 %	264,9	246,9	2,5 %
2000	246,6	232,7	249,4	245,5	-0,3 %	264,5	246,2	-0,3 %
2001	245,9	232,5	248,6	244,9	-0,3 %	264,6	245,6	-0,2 %
2002	245,0	231,7	247,9	244,1	-0,3 %	264,0	244,8	-0,3 %
2003	244,3	231,4	249,4	243,5	-0,2 %	263,2	244,2	-0,2 %
2004	243,5	231,5	248,6	243,0	-0,2 %	262,6	243,6	-0,2 %
Sncf, Edg-Gdf, Ratp								
2005	242,4	237,2	247,7	242,6	-0,2 %	261,7	243,3	-0,2 %
2006	242,1	232,6	246,9	242,2	-0,2 %	261,1	242,9	-0,2 %
2007	241,6	231,6	245,9	241,7	-0,2 %	260,2	242,3	-0,2 %
Rapport 2007/1971	-15,6 %	-17,7 %	-17,9 %	-16,1 %				
1980/1971	-9,4 %							
1990/1980	-2,7 %							
2000/1990	-2,3 %							
2007/1997	-1,3 %	-1,0 %	-2,3 %	-1,0 %		-2,1 %	-1,0 %	

TIPF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus

En %	CAF métropole	Régimes spéciaux	Régimes agricoles	Total métropole	DOM	Total métropole et DOM
1997/1996	-0,4 %	0,0 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,6 %	-0,3 %
1998/1997	-2,0 %	0,4 %	0,6 %	-1,6 %	-0,7 %	-1,6 %
1999/1998	3,1 %	-0,9 %	-1,1 %	2,6 %	0,3 %	2,5 %
2000/1999	-0,3 %	-0,1 %	-0,4 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2001/2000	-0,3 %	-0,1 %	-0,3 %	-0,3 %	0,0 %	-0,2 %
2002/2001	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2003/2002	-0,3 %	-0,2 %	0,6 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2004/2003	-0,3 %	0,1 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
Sncf, Edg-Gdf, Ratp						
2005/2004	-0,5 %	2,5 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2006/2005	-0,1 %	-2,0 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2007/2006	-0,2 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %

TIPF 53012007 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2007

Nombre de bénéficiaires en milliers	CAF métropole	SNCF + CNIÉG + RATP	Régimes agricoles	Total métropole	DOM TR (1)	Total métropole + DOM	Dont CAF métro. + DOM	Dont CAF DOM	Part des CAF	Nombre de	
										familles FNPF 6 662,375	allocataires yc Hm 11 278,130
2007										Rapport / au nombre de	
Accueil Jeune enfant	2 161,347	8,344 e	68,636	2 238,327	79,137	2 317,464	2 240,484	79,137	96,7 %		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	2 046,517	7,902 e	65,373	2 119,792	79,018	2 198,810	2 125,535	79,018	96,7 %		
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)	51,158	0,268	1,528	52,954	2,044	54,998	53,202	2,044	96,7 %	33,0 %	0,8 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	1 758,562	8,407	55,465	1 822,434	75,320	1 897,754	1 833,882	75,320	96,6 %	28,5 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	571,838	2,878	20,455	595,171	8,826	603,997	580,664	8,826	96,1 %	9,1 %	
CLCA taux plein	347,901	1,751 e	12,449 e	362,101	7,277	369,378	355,178	7,277	96,2 %	5,5 %	
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)	221,707	1,127 e	7,934 e	230,768	1,478	232,246	223,185	1,478	96,1 %	3,5 %	
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)	2,230		0,072	2,302	0,071	2,373	2,301	0,071			
PAJE CMG ensemble	608,416		22,782	631,198	3,207	638,170	611,623	3,207	95,8 %	9,6 %	
PAJE CMG complément assistante maternelle	563,129		21,100 e	584,229	2,575	586,804	565,704	2,575	96,4 %	8,8 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans	510,466		19,127 e	529,593	2,568	532,161	513,034	2,568	96,4 %	8,0 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans	145,727		6,024 e	151,751	0,142	151,893	145,869	0,142	96,0 %	2,3 %	
PAJE CMG complément garde à domicile	44,893		1,682 e	46,575	0,644	47,219	45,537	0,644	96,4 %	0,7 %	
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans	36,109		1,353 e	37,462	0,541	38,003	36,650	0,541	96,4 %	0,6 %	
Avec présence d'E de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)	8,784		0,409 e	9,193	0,103	9,296	8,887	0,103	95,6 %		
PAJE CMG complément "structure"	4,045		0,095	4,140	0,007	4,147	4,052	0,007	97,7 %	0,06 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,192	0,012	0,007	0,211	0,002	0,213	0,194	0,002	91,1 %	0,00 %	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	14,822		0,211	15,033	0,044	15,077	14,866	0,044	98,6 %	0,2 %	
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)	105,427		3,059	108,486	0,075	108,561	105,502	0,075	97,2 %	1,6 %	
Allocation d'adoption	0,010	0,000	0,001	0,011	0,002	0,013	0,012	0,002	92,3 %		
Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS	5 031,020			Nd	269,193	Nd	5 300,213	269,193			
Allocations familiales (AF, yc forfait)	4 370,105	46,348	172,980	4 589,433	268,621	4 858,054	4 638,726	268,621	95,5 %	72,9 %	
Complément familial (CF)	780,735	6,459	38,965	826,159	33,072	859,231	813,807	33,072	94,7 %	12,9 %	
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 667,079	12,719	124,963	2 804,761	168,544	2 973,305	2 835,623	168,544	95,4 %	44,6 %	
Allocation de soutien familial (ASF)	615,403	2,945	9,973	628,321	96,383	724,704	711,786	96,383	98,2 %	10,9 %	
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	139,861	1,598	5,478	146,937	5,608	152,545	145,469	5,608	95,4 %	2,3 %	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	4,634	0,044	0,138	4,816	0,033	4,849	4,667	0,033	96,2 %	0,1 %	
Prestations hors métropole + CEE	7,218	0,033	3,715	10,966		10,966	7,218		65,8 %	0,2 %	
Allocation différentielle	10,124			10,124		10,124	10,124		100,0 %	0,2 %	
Allocataires sous tutelles	311,355		0,206	311,561	3,324	314,885	314,679	3,324	99,9 %		
Famille sans minima, sans prestation logement	3 926,180				150,404		4 076,584	150,404			
Monoparentalité (ASF, API)	703,561				103,950		807,511	103,950			
Logement	5 531,317	1,716	253,939	5 786,972	174,762	5 961,734	5 705,929	174,612	95,7 %		52,9 %
Allocation logement familiale (ALF)	1 104,781	1,716	42,307	1 148,804	112,353	1 261,157	1 216,984	112,203	96,5 %		11,2 %
Aide personnalisée au logement (APL)	2 397,632		95,520	2 493,152		2 493,152	2 397,632		96,2 %		22,1 %
Allocation logement sociale (ALS)	2 028,904		116,112	2 145,016	62,409	2 207,425	2 091,313	62,409	94,7 %		19,6 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, 31/12)	65,562			65,562	1,182	66,744	66,744	1,182			
Minima sociaux - Aides à l'emploi dt AAH, API, RMI, RSO	1 934,202			Nd		Nd	2 145,345	211,143			
Allocation de parent isolé (API)	176,032	0,047	1,076	177,155	28,272	205,427	204,304	28,272	99,5 %	3,1 %	1,8 %
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	754,605		31,019	785,624	27,367	812,991	781,972	27,367	96,2 %		7,2 %
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)	118,367		3,177	121,544	2,695	124,239	121,062	2,695	97,4 %		1,1 %
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)	50,029		1,224	51,253	0,739	51,992	50,768	0,739	97,6 %		0,5 %
Revenu minimum d'insertion (RMI)	1 007,117		20,933	1 028,050	144,063	1 172,113	1 151,180	144,063	98,2 %		10,4 %
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	2,533		0,374	2,907	1,027	3,934	3,560	1,027	90,5 %		0,03 %
Contrat d'avenir (CAV)	182,351		2,301	184,652	13,134	197,786	195,485	13,134	98,8 %		1,8 %
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)	9,545		1,362	10,907	0,807	11,714	10,352	0,807	88,4 %		0,1 %
Prime mensuelle d'intéressement (PI, 150 - 225 €)	189,222		2,079	191,301	12,955	204,256	202,177	12,955	99,0 %		
Revenu de solidarité active (RSA)	2,533			2,533	0,000	2,533	2,533		100,0 %		
Revenu de solidarité (RSO DOM)					12,033	12,033	12,033	12,033	100,0 %		0,1 %

(1) Chiffres CAF majorés pour les AF, le CF, l'ARS, l'ASF, l'AES, l'APP, l'APJE, l'APE, l'allocation d'adoption, l'ALF et l'API pour tenir compte des dépenses des collectivités locales DOM.

(2) L'IEG-GDF, la SNCF et la RATP versent les prestations familiales, à l'exception de la PAJE (sauf pour les agents de la SNCF à l'exception du CMG), de l'AGED, de l'AFEAMA, des prestations de logement (sauf pour l'ALF versée aux agents de la RATP et de la SNCF).

TIPF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Accueil Jeune enfant																		Nd	2 317,464
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																785,740	1 487,019	2 101,683	2 198,810
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																54,778	56,280	56,437	54,998
PAJE de base naissance adoption (AB)																689,629	1 332,121	1 890,072	1 897,754
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																186,298	414,841	611,447	603,997
CLCA taux plein																129,732	272,861	386,883	369,378
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																56,566	141,980	223,863	232,246
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,701	2,373
PAJE CMG ensemble																111,811	317,387	516,325	638,170
PAJE CMG complément assistante maternelle																104,282	295,970	479,841	586,804
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																112,209	307,655	494,119	532,161
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																16,315	44,325	68,514	151,893
PAJE CMG complément garde à domicile																7,483	21,038	35,132	47,219
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7,466	20,965	34,960	38,003
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																0,018	0,073	0,172	9,296
PAJE CMG complément "structure"																0,046	0,378	1,352	4,147
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 774	1 786	1 780	1 754	1 735	1 687	1 572	1 469	1 410	1 417	1 408	1 420	1 413	1 396	1 363	702,590	321,795	0,000	0,000
dont APJE courte	502	503	500	475	472	475	485	421	418	425	428	428	417	412	403				
APJE longue	1 367	1 375	1 371	1 364	1 346	1 292	1 167	1 132	1 072	1 073	1 063	1 076	1 080	1 068	1 041	702,590	321,795	0,000	0,000
Allocation parentale d'éducation (APE)	186	180	174	162	154	175	303	450	533	542	539	543	556	561	563	409,007	191,825	0,389	0,213
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	11	13	12	15	21	25	47	67	83	74	66	62	58	54	53	46,412	35,214	23,495	15,077
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			110	163	223	273	326	384	437	487	521	566	598	613	629	566,736	391,363	226,717	108,561
Allocation d'adoption							1,1	2,1	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,831	0,039	0,025	0,013
Famille : autres prestations																			
Allocations familiales (AF)	4 748	4 755	4 751	4 735	4 745	4 705	4 710	4 688	4 664	4 318	4 698	4 709	4 736	4 756	4 782	4 813,003	4 838,573	4 853,450	4 858,054
Complément familial (CF)	990	1 006	1 021	1 037	1 051	1 040	1 036	953	937	938	931	960	944	922	915	909,476	898,804	878,534	859,231
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 604	2 842	2 853	2 828	2 958	3 046	3 059	3 061	3 106	3 098	3 219	3 185	3 198	3 147	3 091	3 102,126	3 074,926	3 021,671	2 973,305
Aide à la scolarité						721	748	722	776	0	0	0	0						
Allocation de soutien familial (ASF)	527	536	540	540	549	560	571	582	593	606	627	630	644	655	673	685,090	695,481	697,247	724,704
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	93	95	98	98	100	101	102	104	106	109	111	114	119	121	126	131,991	137,999	154,096	152,545
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,8	2,5	3,4	3,654	4,094	4,589	4,849
Prestations hors métropole	121	116	105	100	85	76	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15,420	12,835	12,735	10,966
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934	10,124
Allocataires sous tutelles	0										nd	222	236	258	270	286,285	299,036	303,025	314,885
Logement	4 440	4 585	4 715	5 127	5 534	5 823	6 023	6 158	6 164	6 309	6 278	6 283	6 203	6 173	6 086	6 052,716	6 071,195	5 922,324	5 961,734
Allocation logement familiale (ALF)	1 199	1 159	1 123	1 109	1 115	1 137	1 159	1 158	1 175	1 206	1 220	1 253	1 251	1 245	1 228	1 235,591	1 257,099	1 245,102	1 261,157
Aide personnalisée au logement (APL)	2 233	2 381	2 512	2 556	2 629	2 729	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 584,978	2 565,283	2 481,978	2 493,152
Allocation logement sociale (ALS)	1 008	1 045	1 077	1 458	1 787	1 956	2 069	2 145	2 155	2 235	2 227	2 234	2 200	2 221	2 221	2 232,147	2 248,813	2 195,244	2 207,425
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		69,482	66,744
Minima sociaux - Aides à l'emploi																			
Allocation de parent isolé (API)	156	157	157	160	164	169	164	163	164	163	168	170	177	181	189	196,707	206,240	217,487	205,427
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	524	539	553	569	583	598	614	631	648	668	694	713	735	751	766	786,099	800,959	803,806	812,991
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					68	98	106	112	117	125	137	144	149	153	157	162,350	143,029	124,724	124,239
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																26,174	49,547		51,992
Revenu minimum d'insertion (RMI)	408	510	583	671	793	908	946	1 010	1 068	1 112	1 145	1 097	1 073	1 090	1 144	1 238,460	1 289,564	1 278,642	1 172,113
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																0,982	3,559	7,763	3,934
Supplément de revenu familial (SURF)	54																		
Allocation spécifique d'attente (ASA)											1,2	0,8	0,6						
Contrat d'avenir (CAV)																	8,837	46,198	197,786
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																		75,164	11,714
Prime mensuelle d'intéressement (PI, 150 - 225 €)																			204,256
Revenu de solidarité active (RSA)																			2,533
Revenu de solidarité (RSO DOM)													4,6	8,2	8,5	9,124	9,963	10,991	12,033

TIPF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allocation logement familiale (ALF)	27,0 %	25,3 %	23,8 %	21,6 %	20,2 %	19,5 %	19,2 %	18,8 %	19,1 %	19,1 %	19,4 %	19,9 %	20,2 %	20,2 %	20,2 %	20,4 %	20,7 %	21,0 %	21,2 %
Aide personnalisée au logement (APL)	50,3 %	51,9 %	53,3 %	49,9 %	47,5 %	46,9 %	46,4 %	46,4 %	46,1 %	45,5 %	45,1 %	44,5 %	44,4 %	43,9 %	43,3 %	42,7 %	42,3 %	41,9 %	41,8 %
Allocation logement sociale (ALS)	22,7 %	22,8 %	22,8 %	28,4 %	32,3 %	33,6 %	34,4 %	34,8 %	35,0 %	35,4 %	35,5 %	35,6 %	35,5 %	36,0 %	36,5 %	36,9 %	37,0 %	37,1 %	37,0 %

TIPF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978

Nombre de bénéficiaires en milliers	1978	1979	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Accueil Jeune enfant																		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)															755,99	1 430,54	2 022,93	2 119,79
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)															52,59	54,16	54,21	52,95
PAJE de base naissance adoption (AB)															662,35	1 278,52	1 814,84	1 822,43
PAJE complément (optionnel) libre choix activité															183,71	408,82	602,43	595,17
CLCA taux plein															127,45	267,66	379,26	362,10
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)															56,26	141,17	222,49	230,77
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																	0,68	2,30
PAJE CMG ensemble															111,32	315,70	513,64	634,94
PAJE CMG complément assistante maternelle															103,87	294,58	477,62	584,23
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans															111,78	306,22	491,85	529,59
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans															16,30	44,29	68,47	151,75
PAJE CMG complément garde à domicile															7,41	20,74	34,67	46,58
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans															7,39	20,67	34,49	37,46
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans															0,02	0,07	0,17	9,19
PAJE CMG complément "structure"															0,05	0,38	1,35	4,14
Allocation pour jeune enfant (APJE)				443	1 786	1 572	1 399	1 340	1 346	1 337	1 348	1 341	1 324	1 292	662,63	303,51	0,00	0,00
dont APJE courte				441	503	485	405	401	408	410	410	400	395	386				
APJE longue				2	1 375	1 167	1 073	1 016	1 016	1 006	1 019	1 021	1 009	983	662,63	303,51	0,00	0,00
Allocation parentale d'éducation (APE)				3	180	303	448	528	536	533	537	549	555	556	403,78	189,34	0,39	0,21
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)					13	47	67	82	73	65	62	57	54	53	46,18	35,12	23,40	15,03
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)					0	326	384	436	486	520	564	596	611	627	565,09	390,42	226,36	108,49
Allocation d'adoption						1,1	2,0	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,83	0,04	0,02	0,01
Famille : autres prestations																		
Allocations familiales (AF)	4 318	4 387	4 388	4 484	4 500	4 473	4 472	4 441	4 103	4 466	4 471	4 493	4 507	4 528	4 547,18	4 568,57	4 581,16	4 589,43
Complément familial (CF)	2 766	2 841	2 805	2 569	899	938	918	903	903	897	925	909	887	880	873,48	863,03	844,31	826,16
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2 302	2 366	2 279	2 527	2 700	2 912	2 913	2 950	2 937	3 055	3 018	3 026	2 980	2 922	2 929,62	2 900,24	2 849,26	2 804,76
Aide à la scolarité					0	682	698	705	0	0								
Allocation de soutien familial (ASF)	345	380	383	441	463	506	514	522	533	551	553	563	571	586	597,10	604,25	605,63	628,32
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	67	73	69	85	91	99	101	103	105	107	109	114	116	121	127,07	132,74	148,79	146,94
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)												1,7	2,5	3,4	3,62	4,06	4,56	4,82
Salaire unique - frais de garde, majorations	1 179	853	679	nd	0	0	0	0		0	0	0						
Allocations prénatales	2 157	2 193	2 276	nd	0	0	0	0	0	0								
Allocations postnatales	2 070	2 065	2 104	nd	0	0	0	0	0	0								
Congé de naissance	366	359	346	nd	0	0	0	0	0	0								
Prime de protection de la maternité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								
Prestations hors métropole	284	281	269	188	116	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15,42	12,83	12,74	10,97
Allocation différentielle	0	2	4	9	18	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,32	10,30	9,93	10,12
Allocataires sous tutelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	nd	222	236	256	268	284,57	296,56	299,96	311,56
Logement	2 840	2 998	3 068	4 126	4 527	5 927	6 052	6 058	6 183	6 144	6 140	6 052	6 016	5 923	5 886,30	5 899,20	5 750,44	5 786,97
Allocation logement familiale (ALF)	2 014	2 006	1 874	1 619	1 110	1 091	1 084	1 094	1 119	1 129	1 156	1 150	1 140	1 120	1 126,90	1 145,69	1 134,34	1 148,80
Aide personnalisée au logement (APL)	9	94	255	1 427	2 381	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 584,98	2 565,28	2 481,98	2 493,15
Allocation logement sociale (ALS)	817	898	939	1 080	1 036	2 041	2 113	2 120	2 196	2 184	2 187	2 151	2 169	2 166	2 174,42	2 188,23	2 134,12	2 145,02
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																	68,24	65,56
Minima sociaux - Aides à l'emploi				0														
Allocation de parent isolé (API)	40	52	61	110	131	148	149	151	150	155	157	161	164	170	175,65	182,33	191,06	177,16
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	243	300	356	457	519	594	609	627	647	671	689	711	727	741	760,08	774,21	776,65	785,62
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)						104	111	115	123	135	141	147	150	154	159,58	140,25	122,07	121,54
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																26,03	48,85	51,25
Revenu minimum d'insertion (RMI)					422	841	904	956	993	1 018	965	938	951	999	1 083,88	1 134,51	1 124,47	1 028,05
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)															0,94	3,22	7,18	2,91
Supplément de revenu familial (SURF)				29	0					0				0	0,00	0,00	0,00	0,00
Allocation spécifique d'attente (ASA)										1,21	0,76	0,59		0	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrat d'avenir (CAV)																8,09	39,74	184,65
Contrat d'avenir (CAV)																	71,93	10,91
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																		191,30
Prime mensuelle d'intéressement (PI, 150 - 225 €)																		2,53

TIPF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Accueil Jeune enfant															2163,618	2 140,665	2 205,023	2 254,946	2 240,484
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																756,070	1 435,114	2 026,899	2 125,535
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																52,850	54,406	54,611	53,202
PAJE de base naissance adoption (AB)																665,671	1 285,663	1 824,851	1 833,882
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																178,922	398,287	587,258	580,664
CLCA taux plein																124,615	262,023	371,655	355,178
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																54,307	136,264	214,927	223,185
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,676	2,301
PAJE CMG ensemble																107,508	305,908	497,293	615,293
PAJE CMG complément assistante maternelle																100,267	284,786	462,119	565,704
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																107,888	296,029	475,869	513,034
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																15,728	42,705	66,044	145,869
PAJE CMG complément garde à domicile																7,197	20,749	33,846	45,537
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7,180	20,677	33,680	36,650
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																0,017	0,072	0,166	8,887
PAJE CMG complément "structure"																0,044	0,373	1,328	4,052
Allocation pour jeune enfant (APIE)	1 547	1 566	1 578	1 572	1 560	1 522	1 424	1 331	1 285	1 295	1 293	1 315	1 313	1 298	1 267	658,428	310,146	0,000	0,000
dont APIE courte	440	444	446	427	424	427	439	383	384	391	394	399	387	382	373				
APIE longue	1 190	1 203	1 213	1 221	1 209	1 168	1 058	1 024	974	977	974	993	1 003	994	969	658,428	310,146	0,000	0,000
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	149	142	136	158	275	410	485	493	491	494	506	512	513	373,227	182,755	0,316	0,194
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12	11	14	21	25	47	66	82	73	65	61	56	53	51	45,645	34,745	23,104	14,866
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)	0	0	106	159	219	268	321	379	422	469	502	546	574	591	606	547,157	378,807	220,423	105,502
Allocation d'adoption	0						1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	0,632	0,035	0,022	0,012
Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS															4 906	4 984,249	5 275,768	5 287,331	5 300,213
Allocations familiales (AF)	3 829	3 852	3 879	3 895	3 919	3 957	3 995	4 008	4 036	3 765	4 115	4 139	4 179	4 210	4 254	4 319,977	4 599,404	4 619,216	4 638,726
Complément familial (CF)	810	825	844	865	886	901	902	827	819	826	823	856	846	829	824	827,143	847,687	830,302	813,807
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 209	2 428	2 454	2 474	2 581	2 704	2 733	2 748	2 809	2 814	2 935	2 912	2 933	2 894	2 851	2 877,257	2 919,801	2 873,708	2 835,623
Aide à la scolarité	0	0				662	692	670	726	0	0	0	0	0					
Allocation de soutien familial (ASF)	463	474	481	486	498	521	533	543	555	567	589	593	608	619	637	653,783	681,188	683,985	711,786
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	78	80	83	85	85	87	89	91	94	98	99	102	107	109	114	120,779	131,573	147,335	145,469
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,7	2,3	3,2	3,404	3,941	4,421	4,667
Prestations hors métropole	107	99	93	86	72	66	57	53	49	42	25	19	18	15	13	10,891	10,030	9,039	7,218
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934	10,124
Allocataires sous tutelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	nd	222	236	248	261	275,261	290,380	302,813	314,679
Famille sans minima, sans prestation logement																2 090,669	3 925,468	4 018,899	4 076,584
Monoparentalité (ASF, API)															746	767,043	801,093	811,832	807,511
Logement	4 077	4 231	4 354	4 763	5 178	5 477	5 690	5 845	5 867	6 004	5 981	5 976	5 909	5 882	5 802	5 775,998	5 800,775	5 660,919	5 705,929
Allocation logement familiale (ALF)	1 054	1 031	1 001	989	1 012	1 048	1 086	1 103	1 123	1 154	1 170	1 199	1 200	1 192	1 177	1 187,232	1 209,667	1 199,470	1 216,984
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 406	2 450	2 521	2 618	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484,430	2 466,157	2 385,445	2 397,632
Allocation logement sociale (ALS)	888	920	947	1 324	1 646	1 811	1 921	1 996	2 011	2 093	2 088	2 093	2 067	2 088	2 090	2 104,336	2 124,951	2 076,004	2 091,313
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		69,482	66,744
Minima sociaux - Aides à l'emploi dt AAH, API, RMI, RSO						0	0	0	0	0	0	0	0	0		3 722,352	2 163,648	2 248,706	2 145,345
Allocation de parent isolé (API)	149	149	150	154	160	167	163	161	162	162	167	169	176	180	188	195,441	204,873	216,278	204,304
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	483	498	512	527	541	556	574	591	610	630	656	674	698	717	733	752,988	768,414	772,296	781,972
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					65	95	103	109	113	121	133	139	145	149	153	158,248	139,360	121,606	121,062
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																25,620	48,418	50,768	
Revenu minimum d'insertion (RMI)	397	496	568	655	775	888	925	989	1 045	1 088	1 120	1 072	1 052	1 069	1 121	1 215,585	1 266,429	1 255,549	1 151,180
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																0,520	3,110	7,470	3,560
Supplément de revenu familial (SURF)	46	0									0	0							
Allocation spécifique d'attente (ASA)	0										1	1	0,5						
Contrat d'avenir (CAV)																	8,643	44,464	195,485
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																		74,721	10,352
Prime mensuelle d'intéressement (PI, 150 - 225 €)																			202,177
Revenu de solidarité active (RSA)													4,6	8,2	8,5	9,124	9,963	10,991	2,533
Revenu de solidarité (RSO DOM)																			12,033

TIPF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde individuels au cours du quatrième trimestre (d'octobre à décembre) (1)

Ce tableau est à utiliser pour établir une clef de raccordement entre les bénéficiaires trimestriels d'Afeama et d'Agé et l'estimation de ces bénéficiaires au 31 décembre.

	2002	2003	2003/2002	2004	2004/2003
Nombre de familles bénéficiaires					
<i>Données CAF</i>					
<i>Assistants maternelles</i>	578 172	593 225	2,6 %	603 514	1,7 %
AFEAMA	578 172	593 225		486 630	-18,0 %
PAJE CMG				116 884	
<i>Garde à domicile</i>	53 777	52 213	-2,9 %	51 432	-1,5 %
AGED	53 777	52 213		42 141	-19,3 %
PAJE CMG				9 291	
Données tous régimes					
Assistants maternelles	601 010	616 658	2,6 %	627 353	1,7 %
AFEAMA	601 010	616 658		505 852	-18,0 %
PAJE CMG				121 501	
Garde à domicile	55 901	54 275	-2,9 %	53 464	-1,5 %
AGED	55 901	54 275		43 806	-19,3 %
PAJE CMG				9 658	
Nombre d'enfants bénéficiaires de moins de 3 ans					
<i>Données CAF</i>					
<i>Assistants maternelles</i>	445 680	455 857	2,3 %	467 204	2,5 %
AFEAMA	445 680	455 857		342 055	-25,0 %
PAJE CMG				125 149	
<i>Garde à domicile</i>	31 029	30 228	-2,6 %	32 249	6,7 %
AGED	31 029	30 228		21 123	-30,1 %
PAJE CMG				11 126	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 ans et plus					
<i>Données CAF</i>					
<i>Assistants maternelles</i>	239 016	246 330	3,1 %	248 258	0,8 %
AFEAMA	239 016	246 330		230 079	-6,6 %
PAJE CMG				18 179	
<i>Garde à domicile</i>	42 659	40 582	-4,9 %	38 361	-5,5 %
AGED	42 659	40 582		34 047	-16,1 %
PAJE CMG				4 314	

Source : CNAF 68/DSPA R. Mahieu.

(1) La DSER fournit chaque année une estimation du nombre de familles recourant à une garde individuelle payante via l'AFEAMA ou l'AGED. Ces données, issues du FILEAS de décembre, se réfèrent en réalité aux gardes intervenues au cours du troisième trimestre de l'année considérée (soit de **juillet à septembre**). Ce décalage ne nuit toutefois pas à la cohérence temporelle des séries.

La montée en charge de la PAJE modifie le problème : le **complément mode de garde (CMG) de la PAJE** est versé **mensuellement, et non plus trimestriellement**, et le mois de garde considéré dans le FILEAS de décembre est en fait maintenant le mois de **novembre**.

* Le décalage entre le trimestre de référence (juillet à septembre) pour l'AFEAMA et le mois de référence (novembre) pour le CMG-assistante maternelle fait que l'addition des deux chiffres amène à **surestimer** le nombre de familles recourant à la garde par une assistante maternelle. L'exemple suivant montre bien pourquoi : soit une famille ayant un enfant de moins de 6 ans gardé par une assistante maternelle au cours du troisième trimestre et bénéficiant de l'AFEAMA à ce titre. Supposons qu'un second enfant naisse le 1^{er} août. Au premier jour du trimestre civil suivant, soit le 1^{er} octobre, l'aîné bascule dans le CMG et est donc notamment couvert par le CMG pour la garde du mois de novembre. La famille sera donc comptée dans le FILEAS à la fois parmi les bénéficiaires de l'AFEAMA et parmi les bénéficiaires du CMG. En dehors même de cet argument lié à la phase de **montée en charge de la PAJE**, il est risqué de sommer des gardes au titre de périodes différentes pour de simples raisons de **saisonnalité**.

* Le passage à un **rythme mensuel** pour le CMG fait que l'on va au contraire **sous-estimer** le taux d'évolution du nombre de bénéficiaires. Il y a par définition plus de familles recourant au CMG au cours d'un trimestre qu'au cours d'un seul des trois mois composant le trimestre. Le phénomène est particulièrement important en phase de montée en charge.

Ces deux raisons imposent de procéder à une estimation du nombre de **familles bénéficiaires de l'AFEAMA, de l'AGED et du CMG** recourant à une garde au cours du **quatrième trimestre de l'année civile** (mois d'octobre à décembre).

. Pour l'estimation 2004, l'effectif des familles bénéficiaires de l'AFEAMA et de l'AGED au cours du quatrième trimestre est fourni directement par le BENETRIM de mars 2005. Le FILEAS de décembre 2004 donne le nombre de familles recourant au CMG au cours du mois de novembre 2004. Pour en extrapoler le nombre de familles recourant au CMG sur l'ensemble du quatrième trimestre, on utilise les MENSUELS appariés de décembre 2004, janvier 2005 et février 2005.

. Pour les années antérieures, on utilise les données des MENSUELS de mars N + 1 pour avoir une première estimation des gardes au titre du quatrième trimestre N. On redresse ce premier chiffre par le ratio entre le nombre de bénéficiaires de prestations de garde dans le FILEAS de décembre N et dans le MENSUEL de décembre N.

. Reste alors encore un point problématique : les exploitations du FILEAS de juin 2004 avaient montré que les données tendaient à **sous-estimer** le nombre de bénéficiaires du complément mode de garde (compte tenu de retards pouvant émaner aussi bien des familles que des organismes gestionnaires, CAF et CNT-PAJE). La comparaison des données du FILEAS et des chiffres définitifs du CNT-PAJE de l'ACOSS pour le mois de novembre 2004 indique une sous-estimation de **4,1 % pour les assistantes maternelles et de 8,7 % pour les gardes à domicile**. On redresse donc les estimations trimestrielles, précédemment obtenues pour le CMG, de ce biais de sous-estimation constaté par comparaison avec les données du CNT-PAJE.

Les produits et les charges de la branche Famille

En 2007, les charges de la branche Famille ont atteint 55,6 milliards d'euros, les produits 55,8 milliards d'euros, soit un résultat positif de + 0,2 milliard d'euros¹. Entre 2006 et 2007, en euros constants, les produits progressent de + 3,1 %, les charges de + 1,1 %.

Les cotisations des actifs représentent 57 % des recettes en 2007 contre 87 % en 1990. La Csg mise en place en février 1991 atteint 21 % des produits de la branche, le remboursement des prestations par l'Etat 12 %. Les impôts et taxes affectés représentent 7,1 % des produits alors que la part des cotisations prises en charge n'est plus que de 1,7 %.

L'évolution en volume des prestations directes du Fnfpf (38,6 milliards d'euros) est de + 1,5 % en 2007 et de + 15,2 % sur dix ans. Ont progressé nettement plus que l'inflation les prestations jeune enfant (+ 3 % en volume, avec + 6,5 % pour la participation aux frais de garde à l'extérieur du foyer), les prestations versées aux enfants (+ 5,5 %) et aux adultes handicapés (+ 3,7 %), les aides aux familles monoparentales (+ 2,8 %).

Les transferts assurant le financement de prestations (6,6 milliards d'euros, assurance vieillesse des parents au foyer, contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse, congé de paternité) ont régressé en volume de - 1,5 % en 2007. Le relèvement du taux de contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse participe à l'effritement de l'excédent de la branche : le transfert au Fsv atteint 2,3 milliards en 2007.

Les dépenses de prestations extra-légales (3,7 milliards d'euros) progressent en volume en 2007 (+2,6 %, après - 1,3 % en 2006, avec + 81 % en dix ans).

En 2007, les charges de personnel représentent 78 % des dépenses de gestion courante de la branche (1,97 milliard d'euros).

Les chiffres de ce chapitre retracent les produits et les charges de la branche Famille (et non les recettes et les dépenses de l'identité comptable Cnaf : Fnfpf + Fnas + Fnga) :

- l'ensemble des régimes de prestations familiales, en métropole et dans les Dom est couvert ;

- l'allocation aux adultes handicapés et l'allocation de parent isolé sont prises en compte (cf. encadré 1, pour la non-prise en compte des opérations en capital, du Fnal et du Rmi...).

Le chapitre 1 présente un cadre plus global intégrant le Fnal, les minima sociaux et les aides à l'emploi.

Le chapitre 8 détaille l'évolution de la législation relative aux recettes.

55,6 milliards d'euros de produits

56,3 % des produits de la branche Famille correspondent aux **cotisations** sociales des actifs assises sur les salaires, à celles des employeurs travailleurs indépendants (Eti) et des régimes agricoles.

La contribution sociale généralisée (Csg) représente 20,9 % des produits, le remboursement par l'Etat de l'Aah et de l'Api 11,8 %, les transferts et revenus divers 2,2 %. En 2007, les impôts et taxes affectés représentent 7,1 % des produits alors que la part des cotisations prises en charge par l'Etat et la Cnam n'est plus que de 1,7 %.

En dix ans, les cotisations sociales des actifs ont progressé en volume de + 20 %, la Csg de + 31 %. En conséquence, la croissance des recettes en euros constants est de + 28 % sur la période 1997-2007 et de + 2,7 % entre 2006 et 2007.

Encadré 1 **Le champ des différents comptes**

Sont exclus le Fnh, le Fnal et le Rmi...

Les dépenses relatives à l'aide personnalisée au logement, à l'allocation logement sociale, à l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, au revenu minimum d'insertion, au contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, au contrat avenir, à la prime de retour à l'emploi, à la prime mensuelle d'intéressement et au revenu de solidarité ne sont retracées :

- ni dans les trois fonds gérés par la Cnaf (*fonds national des prestations familiales, d'action sociale et de gestion administrative*) ;
- ni dans les comptes consolidés de la branche Famille (cf. chapitre 1.1 pour une présentation plus générale).

Toutefois, la Cnaf participe au financement du Fnal (fusionné avec le Fnh en 2006, cf. chapitre 7).

En droits constatés depuis 1996

La comptabilité en droits constatés consiste à enregistrer les opérations en comptabilité dès la naissance du droit ou de l'obligation et non plus à la date du règlement financier. Le résultat de la période concernée est formé des produits et des charges dont le fait générateur a pris naissance pendant cet exercice, que les opérations en question aient donné lieu ou non à encaissement ou paiement. Il s'agit :

- de produire une image aussi fidèle que possible du résultat et de la situation patrimoniale, dans le respect des principes comptables utilisés dans le monde des entreprises ;
- de faciliter les consolidations entre les différents régimes.
- Les résultats de la Cnaf sont établis depuis 1996 dans le nouveau système de comptabilisation en droits constatés. Toutefois, les brochures statistiques PF1996 à PF1998 ont été réalisées en système inchangé (reposant sur la comptabilité d'encaissements-décaissements, conformément à la présentation retenue par la Commission des comptes de la Sécurité sociale).
- Les séries de recettes, de dépenses et de prestations² sont fortement affectées par le passage aux droits constatés. Les chiffres comptables 1996 comportant pratiquement treize mois de cotisations et de prestations, les taux d'évolution sont majorés entre 1995 et 1996, minorés entre 1997 et 1996. En dehors des chapitres 6, 1 et 4 de cette brochure, les statistiques de prestations ne retracent que douze mois de prestations en 1996, afin que les taux d'évolution 1996/1995 et 1997/1996 soient aussi justes que possible.

Par ailleurs, il est à noter que les recettes et les dépenses diverses 1991 à 1994 sont affectées par le mode de comptabilisation des régimes de La Poste et des Télécom³.

D'une part, les comptes de la Cnaf **(Fnpf + Fnas + Fnga) et...**

d'autre part, les comptes consolidés de la **branche Famille (hors opérations en capital)**

• Depuis 2003, une nouvelle présentation **du rapport de l'Agent comptable**

La présentation adoptée depuis le rapport 2003 de l'Agent comptable est inspirée des conclusions des travaux du Haut Conseil de la comptabilité des organismes de Sécurité sociale. Ce rapport retrace les principaux postes de charges et de produits retenus par la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc).

- Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le rapport d'activité de l'Agent comptable. Le cadre est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

- **Les opérations en capital ne sont pas couvertes** par ce champ défini par la Ccsc alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

- L'écart entre les deux présentations (« Cnaf » ou « branche Famille ») est également affecté en 2003 par des différences dans la prise en compte de certains postes⁴.

• Les tableaux de la Direction des **statistiques, des études et de la recherche** **de la Cnaf (Dser) retiennent une** **double présentation de 2002 à 2007**

- La comparaison des deux champs est ainsi facilitée.

- Le suivi des recettes et dépenses des trois fonds nationaux permet de suivre l'évolution du fonds de roulement de la Cnaf.

- Depuis la brochure PF 2004, **les commentaires portent sur la nouvelle présentation « branche Famille »**.

- Le problème des raccords de séries correspondant à des champs hétérogènes est présenté de façon pragmatique. Les masses en jeu sont telles que la différence de champ a relativement peu d'impact sur les taux d'évolution.

Encadré 2**Excédent Cnaf et apurement des déficits**

• Pour l'exercice 1993, la Cnaf est excédentaire de 9,9 milliards de francs grâce à l'apport exceptionnel du produit de la majoration du taux de la Csg (plus de 18 milliards). Les excédents cumulés de la Cnaf s'élevaient à 59,6 milliards de francs courants fin 1993, à 66,3 milliards pour le seul Fnpf.

• En 1994, la Cnaf comptabilise un déficit de 8,4 milliards de francs. La comptabilisation en 1994 de 2,1 milliards de francs de recettes sur les exercices 1991-1993, relatives aux régimes de La Poste et des Télécom, a minoré ce déficit qui sinon aurait atteint 10,4 milliards de francs.

Les brusques variations du solde de la Cnaf sont en partie imputables à des mesures techniques prises depuis 1993 pour apurer les déficits du régime général de la Sécurité sociale.

Apurement des déficits fin 1993

La dette de l'Acoss à l'égard de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc) constatée au 31 décembre 1993 est transférée à l'Etat dans la limite de 110 milliards de francs à compter du 1^{er} janvier 1994. Après « remise à zéro », « subsistera un reliquat de quelque 11 milliards de francs à répartir entre les quatre branches du régime général ». Le rapport de l'Agent comptable pour l'exercice 1994 fait état d'un report à nouveau pour la Cnaf de + 558 millions d'euros (+ 3,7 milliards de francs) résultant de cette « remise à zéro ».

Fonds de solidarité vieillesse

Deux missions sont assignées au fonds de solidarité vieillesse, institué par la loi du 22 juillet 1993 :

- d'une part, à titre permanent, le financement d'avantages vieillesse non contributifs relevant de la solidarité nationale (allocations aux personnes âgées, allocation spéciale, majoration de pensions, périodes de chômage et de service national) ;
- d'autre part, à titre exceptionnel, le remboursement du capital et des intérêts des dettes du régime général dans la limite de 110 milliards de francs.

Les recettes du Fsv sont constituées d'une fraction de la Csg et du produit des taxes sur les boissons.

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge par le Fnpf est de :

- 15 % en 2001, soit 437 millions d'euros ;
- 30 % en 2002, soit 902 millions d'euros ;
- **60 % de 2003 à 2007 (soit 2 291,5 millions d'euros en 2007).**

Apurement du report à nouveau repris par la caisse d'amortissement de la dette sociale⁵

• L'article 10 de l'ordonnance 96-50 a réparti une somme de 137 milliards de francs au prorata du report à nouveau négatif de chacune des caisses nationales du régime général arrêté au 31 décembre 1995. Il s'agissait de la dette de l'Acoss auprès de la Cdc et reprise par la Cades. Le montant repris par la Cnaf est fixé à + 7,97 milliards d'euros (52,3 milliards de francs).

• L'apurement du report à nouveau négatif fixé par l'arrêté du 28 décembre 1998 s'élève à + 3,0 milliards d'euros (19,7 milliards de francs).

• A l'occasion de l'apurement de la dette du régime général, reprise par la Cades, trois affaires en instance dans les comptes de la Cnaf ont été réglées :

- 25 milliards de francs d'Avpf en 1995

• La loi du 25 juillet 1994, qui a prévu la mise en œuvre effective du principe de séparation de la trésorerie des quatre branches du régime général, rendait nécessaire la normalisation des versements de l'assurance vieillesse des parents au foyer par la Cnaf à la Cnav. Le montant des versements effectués en 1995 apure les transferts entre la Cnaf et la Cnav au 1^{er} janvier 1996 par une régularisation de 25,2 milliards de francs.

+ 3 milliards de francs de solde « divers » en provenance de l'Etat en 1995⁶

• En recettes diverses 1995 figure un abandon de « créances » par l'Etat, à hauteur de 3,7 milliards de francs, au titre des écritures de compensation des prestations familiales qu'il a versées à ses agents de 1970 à 1979.

• La Cnaf abandonne une « créance » sur l'Etat à hauteur de 740 millions de francs au titre des avances et acomptes qu'elle a versés pour l'allocation aux adultes handicapés entre 1977 et 1979. Ces deux dernières opérations améliorent de 3 milliards de francs le solde 1995 de la Cnaf.

Le fonds d'investissement pour la petite enfance a financé le développement des structures d'accueil à concurrence de 26,6 millions d'euros en 2001, 39,6 millions en 2002, 48,1 millions en 2003, 42,6 millions en 2004, 27,3 millions en 2005, de 18,6 millions en 2006 et de 8,6 millions en 2007. Fin 2007, le Fipe dispose de **17,24 millions de réserves** (cf. T1PF 63).

o O o

Compte tenu des + 558 millions d'euros de remise à zéro de 1994, des + 7,97 milliards de 1996, des + 3,0 milliards de 1998 et des 17,2 millions de réserves pour le financement du Fipe, le **solde cumulé de la Cnaf s'élève fin 2007 à + 3,6 milliards d'euros** (cf. T1PF 63).

**Encadré 3 : Le financement par l'Etat⁷
(au sens large) : 41,2 % des produits de la
branche Famille en 2007 (15 % en 1982)**

Apparu en 1982, le financement de l'Etat est voisin de :

- 15 à 16 % des recettes de la Cnaf en 1983-1984 ;
- 10 à 12 % entre 1985 et 1990 ;
- 26 % en 1991 ;
- **30 % en 1992 avec la mise en place de la Csg** ;
- **39,4 % en 1993** avec, d'une part, l'affectation exceptionnelle à la Cnaf du produit de la majoration de taux de la Csg et, d'autre part, le **remboursement de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire** ;
- 37,3 % en 1994 avec :
 - d'une part, la diminution de la Csg et la suppression de la participation de l'Etat au régime des exploitants agricoles ;
 - d'autre part, une forte progression de la **prise en charge de cotisations** ;
- 38,8 % en 1995 ;
- 35,6 % en 1996 ;
- 38,0 % en 1997 ;
- 38,5 % en 1998. L'assiette du prélèvement sur les revenus est étendue ;
- 40,4 % en 1999. L'allocation de parent isolé est prise en charge par l'Etat ;
- 39,9 % en 2000, avec modification de la règle d'affectation à la Cnaf du prélèvement sur les revenus du patrimoine, suppression de la contribution de la Cnaf au Fastif et financement partiel de la majoration d'Ars ; aux alentours de 39 % entre 2001 et 2004, 39,7 % en 2005 ;
- **41,2 % en 2007**. Le financement de l'Etat atteint 22,9 milliards d'euros (*cf. TIPF 661-2*) dont 0,7 milliard d'euros de cotisations prises en charge par l'Etat. **En dix ans, la contribution de l'Etat à la branche Famille a progressé de 39 % en volume**. La Csg représente 51 % du financement par l'Etat, les autres impôts et taxes affectés 17 %, les cotisations prises en charge 3 %, le remboursement de l'Aah et de l'Api 29 %.

Dates marquant

L'évolution de la contribution de l'Etat

- | | |
|---------|---|
| 1982 | • début des mesures en faveur de l'emploi (prise en charge de cotisations) ; |
| 1983 | • remboursement de l'Aah ;
• intégration des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf (prise en compte de la subvention de l'Etat qui comble l'insuffisance de cotisations de ce régime) ; |
| 1983-84 | • prélèvement conjoncturel de 1 % sur les revenus pour faire face aux déficits ; |
| 1985 | • prélèvement limité aux valeurs mobilières ; |

- | | |
|---------|---|
| 1989-90 | • compensation partielle du déplafonnement des cotisations ; |
| 1991 | • mise en place de la contribution sociale généralisée ; |
| 1993 | • affectation exceptionnelle du produit de 1,3 point de la Csg à la Cnaf ; |
| 1993-99 | • remboursement de la majoration d'Ars (partiellement en 1995, totalement auparavant et de 1996 à 1999) ;
• mise en place des exonérations ⁸ de cotisations Af pour les salaires proches du Smic, auxquelles se substitue, le 1 ^{er} octobre 1996, une ristourne dégressive ; |
| 1997 | • extension de l'assiette de la Csg ; |
| 1998 | • extension de l'assiette du prélèvement de 1 % à l'ensemble des revenus du patrimoine (dans les mêmes conditions que pour la Csg) ; |
| 1999 | • remboursement de l'Api ;
• affectation à la Cnaf de 50 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (866 millions d'euros) ; |
| 2000 | • remboursement de la majoration d'Ars à hauteur de 316 millions d'euros ;
• affectation à la Cnaf de 13 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (202 millions d'euros) ;
• suppression de la contribution de la Cnaf au financement du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille (Fastif) qui est financé par l'Etat et l'Union européenne ⁹ ;
• création du Forec ¹⁰ ;
• suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, suppression de la contribution de la Cnaf au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle ; |
| 2001 | • suppression totale du remboursement de la majoration d'Ars par l'Etat (avec intégration de la majoration dans la prestation de base) ;
• la Cnaf est privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée ; |
| 2006 | • remplacement du dispositif de prise en charge des cotisations par l'Etat, par une série d' impôts et taxes affectés (<i>sauf pour les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche</i>) ;
• élargissement de l'assiette de la Csg aux intérêts et primes des comptes et des plans d'épargne logement (Pel) ouverts depuis plus de dix ans ¹¹ . |

L'accroissement en volume des produits (+ **12,4 milliards d'euros 2007 depuis 1997**, cf. T1PF 6521) se décompose ainsi :

+ **4,3 milliards de cotisations sur salaires** ;
 + **0,9 milliard de cotisations des non-salariés** ;
 + **2,8 milliards au titre de la Csg** ;
 + **1,1 milliard de remboursement de prestations** (*allocation aux adultes handicapés, allocation de parent isolé...*) ;
 + **2,4 milliards pour les autres postes de financement de la Cnaf par l'Etat**. *Les exonérations de cotisations prises en charge par l'Etat ont régressé de - 1,3 milliard depuis 1997. Cette diminution est plus que compensée par la progression des autres impôts et taxes affectés (+ 3,8 milliards depuis 1997) ;*
 + 0,9 milliard pour les autres recettes.

22,9 milliards de recettes financées par l'Etat en 2007

Les recettes de la branche Famille sont marquées par un financement croissant de l'Etat apparu en 1982 et une décroissance parallèle de la part des cotisations (cf. l'encadré 3 pour l'historique et T1PF 661). Le financement de l'Etat intervient à travers quatre postes : la contribution sociale généralisée (Csg), le remboursement de l'Aah et de l'Api, les cotisations prises en charge par l'Etat qui sont remplacées depuis 2006 par des impôts et taxes affectés.

Le financement par l'Etat (22,9 milliards d'euros) atteint **41,2 %** des produits de la branche Famille en retenant ces quatre postes de financement de l'Etat.

. La contribution sociale généralisée instaurée au 1^{er} février 1991 était initialement affectée en totalité à la Cnaf. Son taux était fixé à 1,1 % des revenus bruts des salariés, des revenus fiscaux des Eti, des revenus du patrimoine et des placements ainsi que des revenus de remplacement imposables (retraites, pensions, indemnités chômage...).

Au 1^{er} juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. L'augmentation de recettes correspondant à 1,3 point de la Csg est de l'ordre de 18,2 milliards de francs, affectés exceptionnellement en 1993 à la Cnaf, mais destinés à alimenter le fonds de solidarité vieillesse (cf. chapitre 8...).

Jusqu'en décembre 2004, l'affectation de la Csg est la suivante : 1,1 % pour la Cnaf, 1,3 % pour le fonds de solidarité vieillesse, 5,1 % ou 3,8 % pour la maladie.

La part de la Csg affectée à la Cnaf régresse à 1,08 % en 2005¹² et en 2007 (avec 1,1 % en 2006 et en 2008, cf. T1PF 782). La part des recettes attribuées à la Cnaf représente 14,5 % de la Csg 2007 (contre 15,2 % en 2002, cf. T1PF 69211).

La mise en place en 2006 de la mesure de taxation des plans d'épargne logement ouverts depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ 1,5 milliard sur le stock des contrats ayant atteint leur dixième année (avec un surplus de recettes pour la Cnaf de + 240 millions d'euros¹³ en 2006).

Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression depuis 2006 de l'**avoir fiscal** qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (- 400 millions).

En 2007, l'ensemble de la Csg¹⁴ a progressé de + 5,3 % (cf. T1PF 69212) avec :

+ 4,1 % pour la Csg sur les revenus d'activité (tirés par la croissance de la masse salariale du secteur privé, 4,8 %) ;
 + 4,2 % pour la Csg sur les revenus de remplacement, suite au dynamisme des pensions de retraite) ;
 + 13 % pour la Csg sur les revenus du patrimoine et des placements, en dépit des effets non reductibles de la taxation des Pel.

En 2007, la Csg affectée à la Cnaf présente 21,0 % des recettes de la branche (**11,7 milliards d'euros**). Elle a progressé de + 3,7 % en 2007 en euros constants (+ 31 % entre 1997 et 2007).

. Les remboursements de prestations du Fnpf (6,6 milliards d'euros en 2007) progressent en volume de + 3,0 % en 2007 (+ 21 % entre 1997 et 2007). Ils représentent 11,9 % des recettes en 2007. Leur évolution n'affecte pas le résultat de la branche puisqu'il s'agit de remboursements de charges.

- Le remboursement de l'**Aah** par l'Etat (5,5 milliards d'euros), mis en place en 1983, représente 9,9 % des recettes de la branche.

- Le remboursement de l'**Api** par l'Etat (1,1 milliard d'euros) a été mis en place en 1999. Il représente 1,9 % des recettes de la branche.

Remarque : en 2001, la Cnaf a été privée :

- du **remboursement de la majoration d'Ars** : ce remboursement représentait 2,5 % des recettes de la Cnaf en 1999, 0,7 % en 2000 suite à un remboursement partiel. Depuis 2001, le montant de l'Ars intègre l'ancien montant de la majoration ;

- de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée : cette part était de 50 % en 1999 et de 13 % en 2000 (soit respectivement 2,1 % et 0,5 % des recettes de la Cnaf).

A compter de 2001, la Cnaf ne retrace plus dans ses comptes les recettes et les dépenses du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille¹⁵.

Jusqu'en 2005, les allègements généraux de cotisations étaient compensés par le budget de l'Etat. A compter de 2006, leur financement par affectation de recettes fiscales¹⁶ s'est substitué aux dotations budgétaires, ce qui modifie sensiblement la structure des recettes du régime général.

. Les substituts de cotisations prises en charge par l'Etat (0,709 milliard en 2007 contre 3,6 milliards d'euros en 2005) ne représentent plus que 1,3 % des recettes de la branche (6,4 % en 2005).

Compte tenu de la disparition du Forec au 1^{er} janvier 2004, l'Etat remplace le Forec¹⁷ dans ce rôle (cf. T1PF 641). En 2005, 87 % des cotisations prises en charge par l'Etat concernent des mesures visant au maintien des emplois et à la réduction du temps de travail ; 7 % des cotisations prises en charge sont destinés à favoriser l'embauche ; 6 % concernent l'aide à l'insertion et à la réinsertion.

En 2005, les recettes de la Cnaf correspondant aux exonérations de cotisations représentent 19 % de l'ensemble des exonérations de cotisations effectivement compensées par l'Etat. La part des exonérations non compensées¹⁸ décroît légèrement en 2006 (9,8 % contre 10 % en 2005, toutes branches confondues).

. Les impôts et taxes affectés (Itaf) (3,945 milliards en 2007 contre 0,333 milliard d'euros en 2005) représentent 7,1 % des recettes de la branche.

Depuis le 1^{er} janvier 2006¹⁹, l'Etat compense auprès de la Cnaf les allègements généraux de cotisations consentis aux entreprises par l'affectation de neuf recettes fiscales²⁰. En 2007, il s'agit principalement des montants suivants (T1PF 64121) :

- d'une fraction égale à 95 % de la taxe sur les salaires pour 1,866 milliard d'euros ;
- de la Tva brute collectée sur les fournisseurs de tabac (539 millions d'euros) ;
- de la Tva collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques (561 millions) ;
- des droits de consommation sur les alcools (480 millions). Le montant des autres Itaf atteint 282 millions d'euros.

L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (229 millions d'euros en 2007, + 7 %) **et d'aide à l'embauche** (345 millions, + 32 %, cf. T1PF 641).

. La prise en charge des cotisations d'Aff par la Cnam correspond à la part des cotisations des médecins conventionnés du secteur 1, prise en charge par la Cnam (257 millions d'euros en 2007). Depuis janvier 2005, la prise en charge des cotisations d'Aff par la Cnam⁶ se fait conformément à

de nouvelles dispositions : elle est expressément limitée au revenu net de dépassement d'honoraires. Seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam. Suite à cette mesure, la contribution régresse en volume de - 3,2 % en 2006 et de - 3,5 % en 2007 (avec + 15 % depuis 1997 pour cette contribution instaurée en 1990).

Les cotisations des actifs

Les cotisations sociales des actifs (31,4 milliards d'euros, hors les cotisations prises en charge par l'Etat) constituent 57 % des recettes de la branche Famille en 2007 contre 88 % en 1985 (cf. encadré 6). L'encadré 5 permet de situer l'évolution des cotisations dans le contexte économique 2007, où la France reste en retrait de la croissance européenne depuis deux ans.

Evolution en volume	2005/0004	2006/0005	2007/0006
Cotisations des actifs	+ 1,8 %	+ 2,1 %	+ 1,6 %
Cotisations sur salaires	+ 1,6 %	+ 2,0 %	+ 1,5 %
Eti, exploitants agricoles	+ 4,3 %	+ 3,2 %	+ 2,1 %

Le paiement des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti) est effectué sur une base provisoire assise sur les revenus de l'année N - 2 et a fait l'objet d'un ajustement en fin d'année jusqu'en 2003²¹ en se fondant sur les revenus N - 1 et d'une régularisation un an plus tard. Il en résulte un décalage entre l'évolution des cotisations et celle des revenus des Eti de l'ordre d'un an, et d'autre part des accélérations et des décélérations plus fortes sur les cotisations observées que sur l'assiette. Par ailleurs, la mise en place progressive de la mensualisation de leurs cotisations accroît l'évolution des produits la première année (notamment en 2001) et la diminue la deuxième année²². En 2004, la part des cotisations des Eti recouvrées selon un calendrier mensuel a augmenté de six points, passant de 37 % à 43 %.

La baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par la suppression de la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N - 1). Ainsi, un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006. Le montant des cotisations des Eti comptabilisées par la Cnaf en 2005 est inférieur à leur niveau de 2003 tout en étant supérieur de 4 % à leur montant 2002 et de 5 % à celui de 2004.

Des produits exceptionnels

Les produits 2006 ont été majorés suite à deux régularisations :

- l'inscription de produits exceptionnels au titre de l'annulation d'une dette envers les régimes agricoles²³ indûment comptabilisée lors d'exercices passés (222 millions d'euros) ;

Encadré 5 : Des cotisations tributaires de l'environnement économique

. D'après le rapport de la Ccss de juillet 2008, la croissance en volume du **produit intérieur brut**²⁴ a été de **+ 2,2 % en 2007** et en 2006, soit un niveau sensiblement inférieur à celui de la zone euro (respectivement de + 2,6 % et 2,8 %).

. Après trois années exceptionnelles entre 1999 et 2001, la croissance de la **masse salariale** s'est nettement ralentie à partir de 2002, le point le plus bas se situant en 2003. La remontée est ensuite très progressive (+ 2,9 % en 2004, + 3,4 % en 2005) ; les taux 2007 (+ **4,85 %**) et 2006 (+ 4,3 %) se situent au-dessus de la tendance à long terme estimée à 4 %.

. Les **effectifs de salariés** des secteurs marchands avaient diminué en 2003 (- 0,5 % en glissement). Ils se sont mis à augmenter depuis le printemps 2004 : + 0,4 % entre avril 2004 et avril 2005, + 1,2 % en 2006 et + **1,5 % en 2007**.

. Quant au **salaire moyen**, son rythme de progression nominale est estimé à + 3,3 % en 2007 (+ 3,1 %, en 2005).

Encadré 6 : Evolution de la législation sur les cotisations depuis 1989

Outre la situation économique, l'évolution des cotisations (chapitre 1.8) a été marquée par :

- le processus de **déplafonnement**, entamé en 1989 et devenu total en 1990, et par la baisse du taux de cotisation qui l'a accompagné. D'après le rapport de la Ccss de novembre 1989, la perte de cotisations afférente à la baisse du taux s'élèverait à 7,2 milliards de francs 1990 en année pleine ;

- la **mise en place de la Csg**, qui a entraîné une baisse du taux de cotisation allocations familiales de 7 % déplafonné à 5,4 % au 1^{er} février 1991. Le dispositif s'est soldé en 1991 par une perte de 2,5 milliards de francs de recettes pour la Cnaf. En conséquence, les cotisations ont régressé de 15,6 % en 1991 ;

- le mode de répartition des recettes entre branches. A compter de janvier 1994, l'ensemble des recettes de Sécurité sociale est réparti entre les caisses nationales en tenant compte du **taux effectif de recouvrement** des grandes catégories de cotisants. En 1994, la réduction des recettes de la Cnaf par rapport au système antérieur est estimée à 2,5 milliards de francs.

- Le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; *la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006*.

Recettes Cnaf relatives aux frais de gestion

En millions d'euros	2004	2005	2006
Ensemble hors régl. Apl	138,37	132,12	132,64
Dont Als, Alt, Ea	80,60	80,34	82,99
Als	ND	ND	82,12
Alt	ND	ND	0,86
Exploitants agricoles (Ea)	ND	ND	0,01
Dont Apl hors régularisation	57,77	51,78	49,65
Régl. Apl compta. 2006 (en recettes diverses)		67,3 au titre 05	70,24 au titre 06
Total yc régl. par exercice	138,37	199,39 44,1 %	202,88 1,8 %
<i>Total par exercice comptable</i>	<i>138,37</i>	<i>132,1</i>	<i>270,2</i>
<i>Régularisations 2005-2006</i>			<i>138,0</i>

Les produits divers 2007 retenus dans cette brochure (**1 milliard** d'euros, *TIPF 6511*) correspondent aux produits comptables (*hors contribution du Fnal au frais de gestion*) minorés du montant des produits correspondant à des régularisations comptabilisées en débit²⁵ relatives à l'**Avpf** (**- 290,07 millions**). **Les dépenses diverses** comptabilisées sont minorées de ce même montant.

55,5 milliards d'euros de charges

Les charges de la branche Famille (55,5 milliards d'euros) excluent les prestations relevant du Fnal, le Rmi et les différentes aides à l'emploi.

Les prestations familiales directes constituent le poste le plus important des dépenses de la branche (69,4 %), suivi par les transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv, (12,4 %), la contribution de la Cnaf au Fnal (6,5 %), les dépenses d'action sociale (6,3 %), les dépenses de gestion administrative (3,9 %) et les autres dépenses²⁶ (1,5 %).

Les charges de la branche Famille ont progressé en volume de + 1,1 % en 2007 après + 2,8 % en 2006, avec une progression de + 21 % entre 1997 et 2007.

+ 5,1 milliards d'euros constants 2007 en dix ans pour les prestations directes du Fnpf et la contribution au Fnal

Sur les dix dernières années, l'évolution en volume des dépenses de prestations directes (+ 5,1 milliards d'euros constants 2007) se décompose de la façon suivante :

• les prestations **jeune enfant** (+ 2,99 milliards d'euros 2007), avec en particulier + 2,3 milliards pour la participation aux frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer, + 0,6 milliard pour l'entretien des jeunes enfants *y compris l'Apje virtuelle*, + 0,2 milliard pour la compensation financière de l'arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle d'un (des) parent(s) hors Apje virtuelle, – 0,1 milliard pour la participation aux frais de garde à domicile (cf. encadré page 19 et T1PF 2121) ;

• les charges relatives au **logement** relevant du Fnpf (+ 0,9 milliard d'euros 2007 depuis 1997, en tenant compte de la contribution de la Cnaf au Fnal²⁷, + 0,1 milliard, Alv et de l'allocation logement familiale, + 0,8 milliard).

• l'allocation aux **adultes handicapés** (+ 1,4 milliard en dix ans) ;

• l'allocation d'éducation de **l'enfant handicapé** (+ 0,28 milliard) et l'allocation journalière de présence parentale (+ 0,05 milliard) ;

• l'allocation de **parent isolé** (+ 0,26 milliard) ;

• l'allocation de **soutien familial** (+ 0,24 milliard) ;

• le **complément familial** (– 0,14 milliard) ;

• l'allocation de **rentrée scolaire** (– 0,22 milliard) et l'aide à la scolarité (– 0,14 milliard) ;

• les **allocations familiales** (– 0,48 milliard).

Les dépenses de **prestations directes du Fnpf** s'élèvent à 38,5 milliards d'euros en 2007 (hors Alv). Elles ont progressé de + 15,2 % en volume entre 1997 et 2007 (+ 1,5 % en 2007), contre + 20,2 % pour l'ensemble des charges de la branche. En 2007, la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf), qui sert de base au calcul de la plupart des prestations « Famille », est supérieure de + 0,1 % en euros constants à celle de 1997.

+ 2,3 milliards d'euros constants 2007 en dix ans pour les transferts correspondant à des prestations financées mais non versées par la Cnaf

Les prestations indirectes (6,9 milliards d'euros) correspondent à des transferts à la Caisse nationale d'assurance vieillesse, au fonds national de solidarité vieillesse et à la Caisse nationale d'assurance maladie.

• Les cotisations vieillesse des parents au foyer (**Avpf**, cf. chapitre 4) correspondent à des versements de cotisations de la Cnaf à la **Cnav**. Ils ont été estimés à 4,32 milliards d'euros pour la validité 2007 (hors régularisations sur exercices

antérieurs) pour un nombre de bénéficiaires proche de 1,6 million.

• La Cnaf prend en charge **60 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** : 2,29 milliards d'euros en 2007²⁸ (+ 2,3 milliards d'euros par rapport à 2000, avec + 3,4 % entre 2006 et 2007).

• La Cnaf finance le **congé de paternité** (0,25 milliard d'euros, y compris 1 % de frais de gestion²⁹) versé par les caisses d'assurance maladie et divers organismes. Le nombre de bénéficiaires de ce congé est estimé à 336 300 pères³⁰ en 2002 tous régimes (soit un taux de recours estimé à 59 %).

• Suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, la Cnaf ne contribue plus au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle (324 millions d'euros en 1999, dernier exercice de contribution).

+ 2,2 milliards d'euros constants 2007 en neuf ans pour les autres postes dont + 1,4 milliard pour l'action sociale, + 0,8 milliard pour la gestion

L'exercice 2001 a été marqué par des modifications relatives à l'affectation des dépenses par fonds :

• les dépenses de gestion relatives à l'action sociale, qui relevaient du Fnas jusqu'en 2000, ont été transférées au Fnga (212 millions d'euros en 2000) ;

• la contribution de la Cnaf au Fastif figurait en dépenses de la Cnaf. En 2000, l'Etat prend à sa charge cette contribution de la Cnaf (150 millions d'euros de recettes). Les dépenses de ce fonds ne sont plus reprises dans les comptes de la Cnaf à compter de 2001 ;

• la contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acosse figure au Fnpf et non plus au Fnga de la Cnaf depuis 2002 (156 millions d'euros en 2003). Le Fnpf finance également 4 millions d'euros de frais de gestion de l'Ucanss.

• **Action sociale : 3,5 milliards d'euros**

Le tableau T1PF 6714 présente un cadrage des dépenses d'action sociale des Caf distinguant :

• une définition statistique des prestations extra-légales³¹ (3,73 milliards d'euros en 2007) correspondant aux dépenses réelles de l'exercice, y compris les opérations en capital, le prélèvement sur les réserves du fonds d'investissement pour la petite enfance, Fipe) ;

• les dépenses du fonds national d'action sociale (Fnas, 3,61 milliards d'euros dont 8,63 millions financés par prélèvement sur les réserves du Fipe) ;

. les dépenses consolidées d'action sociale hors opérations en capital (3,5 milliards d'euros).

Les dépenses du **fonds national d'action sociale** ont deux finalités : améliorer la vie quotidienne des familles et favoriser l'épanouissement des enfants, en facilitant l'articulation entre vie professionnelle, vie familiale et vie sociale et en soutenant les relations sociales de proximité ; mieux accompagner les familles en réaffirmant le soutien à la parentalité pour prévenir les difficultés familiales ou sociales, en aidant les familles rencontrant des difficultés liées à leur logement et à leur habitat, enfin en renforçant l'accompagnement des familles vulnérables.

Les statistiques financières³² de prestations extra-légales ont progressé de + 81 % en euros constants³³ depuis 1997 (+ 2,6 % en 2007³⁴) :

- les dépenses relatives à l'**accueil des jeunes enfants** ont été multipliées par 2,5 (+ 1,7 % en 2007). Leur part dans les dépenses est passée de 38 % à 52 % ;
- les prestations relatives au **temps libre des familles** ont été multipliées par 2,2 (+ 6,9 % en 2007) . Elles représentent 23 % des dépenses ;
- les dépenses concernant l'accompagnement social des familles ont régressé de - 3 % en volume entre 1997 et 2007 ; leur part dans l'ensemble des prestations extra-légales n'est plus que de 12 % en 2007 contre 22 % en 1997.

Dépenses Caf en euros constants	Structure		Rapport 2007/1997	Evolution 2007/2006
	1997	2007		
Prestations extra-légales	100 %	100 %	80,7 %	2,6 %
Accueil des jeunes enfants	38 %	52 %	149,6 %	1,7 %
Temps libre des familles	19 %	23 %	122,0 %	6,9 %
Accompagnement social des familles	22 %	12 %	-3,0 %	-0,3 %
Logement et habitat	9 %	4 %	-13,4 %	-5,1 %
Animation et vie sociale	10 %	7 %	30,2 %	3,5 %
Autres : P. supplémentaires, œuvres...	3 %	2 %	11,7 %	11,5 %

Les dépenses de **prestations de service** (2,59 milliards d'euros) ont progressé de + 30 % depuis 2004 (+ 5,2 % en 2007, cf. *TIPF 6716*). La progression des prestations de services ordinaires provient de la création de nouvelles places d'accueil en crèches et du passage d'un grand nombre de caisses à la prestation de service unique (Psu). La croissance en 2005 des contrats enfance (+ 26 %) et temps libre (+ 38 %) s'explique par la multiplication des actions financées, l'augmentation des coûts unitaires des équipements et actions, du nombre de contrats et de la hausse des taux de cofinancement.

Evolution (en euros courants)	2007/2006	2007/2004
Ensemble des prestations de service	5,2 %	29,5 %
Prestation de service ordinaires	7,9 %	36,4 %
Prestation de service crèches		
Prestation de service contrats enfance	-2,9 %	9,4 %
Prestation de service contrats temps libre	8,3 %	43,0 %

En 2005, une majoration du taux du régime général (+ 2,8 %) a été effectuée par les caisses pour tenir compte de l'accès des fonctionnaires aux équipements³⁵. Par ailleurs, suite à l'intégration des fonctionnaires au régime général, la ligne contribution publique contrats crèches n'est alimentée en 2005 qu'à concurrence de 2 millions contre 60 millions en 2004. Toutefois, le taux de cotisation des régimes spéciaux³⁶ n'est majoré qu'à compter du 1^{er} janvier 2006 pour les allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf³⁷ (soit 5,4 % comme le régime général au lieu de 5,2 %).

Depuis 1984, l'évolution des dépenses du Fnas a été marquée par les faits suivants :

- 1984 . création de la prestation de service contrat crèche ;
- 1986 . décentralisation de l'enveloppe relative aux vacances ;
- 1987 . majoration de la prestation de service centres sociaux et création de la prestation de service aides ménagères ;
- 1988 . création de la prestation de service contrat enfance ;
- 1989 . crédit pour la formation des assistantes maternelles ;
- 1991 . extension des contrats enfance aux Dom ; les prestations assistantes maternelles deviennent une prestation légale (Afeama) ;
- 1993 . 322 millions de francs d'aide forfaitaire versés aux adultes handicapés ;
- 1995 . mise en œuvre de la loi famille ;
- 1998 . lancement du dispositif contrat temps libre ;
- 2000 . réforme de la prestation de service crèche ;
- 2001 . mise en place du budget unique de gestion (transfert des frais de pilotage, gestion et informatique au budget de Fnga) ;
 . lancement du fonds d'investissement pour la petite enfance (*Fipe*) ;
- 2002 . lancement de l'aide exceptionnelle à l'investissement des structures d'accueil de la petite enfance (*Aei*, cf. chapitre 7) ;
 . mise en place de la prestation de service unique ;
- 2004 . dispositif d'aide à l'investissement petite enfance. Ce troisième plan crèche est doté de 200 millions d'euros et finance aussi bien des crèches gérées par des entreprises spécialisées que des crèches gérées par des communes ou des associations, pour les habitants d'une commune ou les salariés d'une entreprise ;
- 2005 . intégration des fonctionnaires de l'Etat, des agents de La Poste et de France Télécom ;
 . fin des contrats crèches, intégrés dans les contrats enfance ;

- 2006 . les contrats enfance et jeunesse (Cej) mis en place au 1^{er} juillet remplaceront, à terme, les contrats enfance et les contrats temps libres. Une meilleure équité est recherchée en privilégiant les territoires les plus démunis. L'objectif du Cej est de contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur intégration en favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands³⁸ ;
- 2007 . le plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Paippe), doté de 44 millions d'euros, devrait permettre de créer 4 000 places d'accueil en 2007-2008 ;
 . le fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse (Facej), mis en place dans le cadre du Fnas 2007, est doté de 20 millions d'euros. Depuis sa mise en place, 15,2 millions d'euros ont été attribués après examen par les membres de la Cas : 4,8 millions d'euros pour des projets qui ont bénéficié d'une aide à l'investissement au titre d'un des fonds « petite enfance », mais qui ne peuvent prétendre à une aide au fonctionnement au regard de l'enveloppe « petite enfance » attribuée à la Caf concernée ; 10,4 millions d'euros au titre des projets dont les territoires relèvent de caractéristiques particulières : « rural fragilisé » et zone urbaine sensible.

• **Fonds national de gestion administrative : 1,64 milliard d'euros**

Les dépenses de gestion s'élèvent à :

. 2,14 milliards d'euros dans les comptes consolidés de la branche Famille : 1,97 milliard de charges de gestion courante des Caf et 0,176 milliard de contribution au Fnga de l'Acoss³⁹ et de l'Ucanss. Ces dépenses sont globalement stables en monnaie constante entre 2006 et 2007 ;

. **1,64 milliard d'euros** si l'on prend en compte les **dépenses du Fnga**, compte tenu du solde des opérations en capital. Ces dépenses ont progressé de + 18,4 % en monnaie constante en dix ans (+ 2 % en 2006, - 8,6 % en 2005, + 4,9 % en 2004, *TIPF 6722*).

Plusieurs phénomènes expliquent cette évolution :

- la mise en place d'une nouvelle classification des agents de la Sécurité sociale au 1^{er} janvier 1993 a majoré les dépenses de personnel avec un effet induit sur plusieurs années ;
- l'intégration au 1^{er} janvier 1994 du régime de retraite de la Sécurité sociale (Cpposs) au régime

Arrco-Agirc majeure ponctuellement les dépenses 1994 de 370 millions de francs ;

- la mise en œuvre du plan d'économies de la loi de Sécurité sociale en 1996 et surtout 1997 minore les dépenses (204 millions en 1996 et 272 millions en 1997) ;

- l'arrivée à échéance de certains dossiers immobiliers importants augmente l'enveloppe de crédits à compter de 1996 ;

- à compter du dernier trimestre 1997 et sur les années 1998 et 1999, les caisses et la Cnaf ont mobilisé des moyens importants pour prendre en charge le nouveau modèle informatique de traitement des prestations légales « Cristal » ;

- **en 2000**, compte tenu des difficultés rencontrées par la branche Famille pour atteindre les engagements de service, la Cnaf a négocié avec l'Etat et obtenu 720 emplois complémentaires. Ces emplois ont permis, notamment, de consolider les moyens précaires recrutés lors des exercices précédents pour la montée en charge de Cristal ;

- **l'exercice 2001**, première année de la deuxième Cog, est marqué par les cinq faits suivants :

- . la mise en œuvre d'un budget unique de gestion avec le transfert de la gestion administrative de l'action sociale vers le Fnga ;

- . les conséquences de la **mise en œuvre de l'euro** avec la remontée au niveau national de tous les fonds non comptabilisés au 31 décembre 2001. Cette décision a facilité les opérations de conversion, mais elle a minoré artificiellement la consommation 2001 et majoré celle de 2002 (374 millions de francs) ;

- . **la mise en œuvre de l'Artt courant 2001** dans la branche Famille avec la création de 1 415 emplois en gestion administrative. **La création de ces emplois s'étale sur 2001 et 2002 ;**

- . la suppression, à compter de 2001, du financement, par le Fnga des caisses nationales, des dépenses de gestion de la branche Recouvrement ce qui minore les dépenses du Fnga de la branche Famille. Le financement de l'Acoss par la Cnaf (156 millions d'euros en 2003) est financé par le Fnpf. Les tableaux statistiques regroupent, sous la rubrique « gestion », la contribution du Fnpf au Fnga de l'Acoss et de l'Ucanss ;

- . **la Cog 2001-2004 n'a été signée que mi-2001** et les projets n'ont pu être menés à leur terme durant le deuxième semestre 2001. La sous-consommation des crédits en 2001 qui en découle explique en partie le fort taux d'évolution des dépenses en 2002 ;

- l'acquisition d'un nouveau siège pour la Cnaf majore les **dépenses 2002** de 72 millions d'euros ;

- en excluant les dépenses exceptionnelles 2002 qui minorent artificiellement l'évolution 2003, **l'évolution entre 2002 et 2003 se situe à près de 9 %**. Cette progression importante est due notamment à **l'effet report de l'Artt** et à la concrétisation des plans d'investissement dans les Caf ;

- **l'exercice 2005**, première année de la troisième Cog, est marqué par les deux faits suivants :

- la signature de la Cog 2005-2008 a eu lieu fin juillet 2005 avec une approbation des budgets en octobre 2005. Les projets, notamment d'investissement, n'ont pu que très partiellement être concrétisés ;

- la mise en œuvre des nouvelles classifications des agents et des cadres en février 2005 et des agents de direction mi-2005. Ces deux dispositifs privilégient dorénavant la valorisation des compétences au détriment de l'ancienneté.

En 2007, les charges de personnel (1,535 milliard d'euros) représentent 78 % des dépenses consolidées de gestion courante⁴⁰ (1,94 milliard, après consolidation Cnaf, Caf, Certi et Cnedi, hors opérations en capital, cf. TIPF 6717 et 6722.). Les charges de personnel ont progressé de + 3 % en monnaie constante depuis 2002 (+ 0,1 % en 2007).

Encadré 7 : **Règles budgétaires... Cog**

A compter de 1988, une réforme du dispositif budgétaire a été mise en œuvre en matière de gestion. Cette réforme a conduit la Cnaf, avec l'accord des pouvoirs publics, à définir de nouvelles règles budgétaires :

- une limite financière déterminée préalablement à l'élaboration du budget : c'est la notion de crédit de référence ;
- le crédit de référence est calculé sur une base connue de tous, visant à réduire progressivement les écarts de coût entre les Caf ;
- à l'intérieur de la limite financière, le gestionnaire peut décider des dépenses prioritaires. C'est le total de la dépense qui est limité. Sauf déviation manifeste, la tutelle n'intervient que si la limite financière est dépassée.

Grâce à une approche budgétaire pluriannuelle, d'une part, le gestionnaire connaît les règles d'évolution des ressources sur une période de trois à quatre ans et, d'autre part, il peut prévoir un report d'économies d'une année sur l'autre, les économies réalisées restant disponibles pour la caisse sous réserve d'atteinte des engagements de service.

Une nouvelle **convention d'objectifs et de gestion**⁴¹ (Cog) a été signée pour la période **2005-2008**.

¹ **Résultat net de la branche Famille depuis 2002 :**

Millions d'euros	Montant	Ecart t - (t-1)
2002	1 029	
2003	426	-603
2004	-357	-783
2005	-1 314	-957
2006	-891	423
2007	216	1 107

La tendance à la dégradation des comptes s'accroît sur la période 2003-2005. Le déficit 2006 est réduit de 423 millions par rapport à celui de 2006.

² Avant la mise en place des droits constatés, lors de l'arrêt des comptes de l'exercice 1996, les balances mensuelles simplifiées (Bms) contenaient les paiements du mois et les droits du mois précédent.

A la fin de l'exercice 1996, en respect du principe d'indépendance des exercices, la Bms 13^e mois était constituée soit des paiements de janvier 1997 et des droits de décembre 1996, soit des charges à payer.

On se retrouve donc avec des séries comptables de dépenses comportant treize mois.

Depuis 1997, les Bms contiennent les paiements du mois suivant et les droits du mois.

Pour les prestations dont le paiement intervient le 5 du mois, les droits constatés de 1996 couvrent les Bms de février à décembre 1996, y compris la 13^e balance 1996.

Pour ces prestations, la Bms de janvier 1996 contient les droits de décembre 1995 (11 931 millions de francs). Cet écart par rapport à la comptabilité figure en dépenses diverses dans les tableaux statistiques.

Pour les autres prestations, les droits constatés de 1996 couvrent les Bms de janvier à décembre 1996, y compris la 13^e balance 1996 (la Bms 13^e mois contient les charges à payer qui sont rattachées au mois de décembre 1996). Il s'agit de l'Ars, l'Aas, l'Aged, l'Afeama, les Hm, l'Ad et les Ft. Quant aux années suivantes, les droits constatés contiennent les Bms de janvier à décembre N, y compris la 13^e balance N.

³ Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit : juillet 2004, La Poste ; janvier 2005, France Télécom, fonctionnaires de l'Etat hors éducation nationale ; juillet 2005, Education nationale. La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continueront à verser les prestations familiales, hors prestation jeune enfant et hors prestation logement (sauf pour la Sncf à l'exception du Cmg Paje).

⁴ Pour la Pars jusqu'en 2003, la Cnaf a comptabilisé l'intégralité des dépenses budgétaires au titre de l'année (au vu des factures). Jusqu'en 2003, l'emploi des reliquats budgétaires sur exercices antérieurs n'était comptabilisé à la Cnaf qu'après accord exprès de la Das. A partir de 2004, les dépenses de la Pars dans les Caf sont comptabilisées de façon identique (y compris les reliquats) à la Cnaf.

⁵ La Cades a été créée au 1^{er} janvier 1996 pour une durée initiale de treize ans et un mois. Cette durée a été prolongée de cinq ans en 1997. La Cades prend initialement en charge l'apurement des déficits accumulés par le régime général en 1994 et 1995, et par anticipation, dans la limite de 17 milliards, celui de 1996.

⁶ Source : rapport de juin 1996 de la Ccss pages 19-23.

⁷ Cf. chapitre 8 pour plus de détail sur la législation relative aux recettes. Par ailleurs, le chapitre 1 de la présente brochure compare le financement de l'Etat aux prestations légales versées (en incluant le Fnh, le Fnal et le Rmi qui sont exclus de ce chapitre).

⁸ Cf. renvoi 1 du chapitre 8 pour le principe d'une garantie des ressources à la branche Famille.

⁹ Les comptes du Fastif ne sont plus repris dans les comptes de la Cnaf en 2001 : ils figurent en recettes et en dépenses en 2000.

¹⁰ Cf. rapport 2000 de l'Agent comptable page 13. Le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de la Sécurité sociale (Forec) verse aux régimes de Sécurité sociale le montant correspondant aux allègements de cotisations patronales sur les bas salaires et à la prise en charge de l'aide relative à la réduction du temps de travail.

¹¹ L'essentiel du rendement de la réforme de la taxation des prêts d'épargne-logement de plus de dix ans porte sur le stock des Pel en 2006.

¹² La diminution du taux étant partiellement compensée par l'élargissement de l'assiette.

¹³ Source : rapport de juillet 2007 de la Ccss page 216.

¹⁴ Source : rapport de juillet 2008 de la Ccss page 33. Cf. T1PF 782 pour les taux de Csg et T1PF 692 pour les recettes de Csg tous régimes par type d'assiette et par attributaire. En 2007, 70,4 % de la Csg sont affectés à la maladie, 14,5 % à la Cnaf, 13,8 % au Fsv, 1,3 % au Cnsa.

¹⁵ En 2000, la contribution de la Cnaf à ce fonds a été remplacée par un financement par l'Etat qui représentait 0,3 % des recettes de la Cnaf.

¹⁶ Le tableau de la page 39 du rapport de juillet 2007 de la Ccss détaille les Itaf du régime général par type d'assiette : Itaf liés à la consommation (alcools et boissons non alcoolisées, tabacs, primes d'assurances automobiles, taxe sur les contributions à la prévoyance), Itaf acquittés par les personnes physiques (taxe sur les salaires, contribution additionnelle à la Ccss), Itaf liés à des activités économiques ou professionnelles (taxes sur les médicaments), autres Itaf (prélèvement social de 2 %...).

¹⁷ Cf. rapport de juin 2005 de la Ccss page 48.

¹⁸ Cf. rapport de juillet 2006 de la Ccss page 73.

¹⁹ Cette réforme se traduit comptablement dès l'exercice 2005, qui intègre en « produits à recevoir » les droits de décembre 2005 servant de base aux règlements financiers de janvier 2006. Dans les tableaux statistiques, les 327,6 millions d'euros comptabilisés en 2005 figurent sur la ligne « 1 % sur le revenu des personnes physiques ».

²⁰ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 38.

²¹ Cf. rapport de juin 2005 de la Ccss page 76.

²² L'échéancier mensuel étant calé sur l'année civile contrairement à l'échéancier trimestriel.

Source : rapport de mai 2003 de la Ccss pages 70-71.

²³ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 40.

²⁴ Cf. rapport de juin 2008 de la Ccss pages 20-22.

Evolution	Pib en volume Zone €	Pib en volume France	Masse salariale	Effectifs salariés	Salaire moyen
2002 (MA)		1,7 %			
2003 (MA)		1,1 %	1,9 %		
2004 (MA)	2,1 %	2,5 %	2,9 %		2,5 %
2005 (MA)	1,6 %	1,9 %	3,4 %	0,4 %	2,8 %
2006 (MA)	2,8 %	2,2 %	4,3 %	1,2 %	3,1 %
2007 (MA)	2,6 %	2,2 %	4,85s %	1,5 %	3,3 %
2007 1 ^{er} trim.		0,6 %			
2007 2 ^e trim.		0,6 %			
2007 3 ^e trim.		0,7 %			
2007 4 ^e trim.		0,3 %			

²⁵ Ecritures comptables 2007 relatives à l'Avpf, par exercice (en millions d'euros) :

- Montants comptabilisées en crédit au compte 7748

selon l'exercice antérieur (en millions d'euros)

2000	1,30	
2001	4,94	
2002	18,89	
2003	116,63	
2004	171,62	Annulation des écritures de 2005
2004	204,31	
Total	517,69	-290,07 Recettes diverses (T1PF 671) -290,07 Dépenses diverses (T1PF 672)

- Montants comptabilisées en débit au compte 7748

selon l'exercice antérieur (en millions d'euros)

1996	13,91	au compte 674838
1997	111,93	au compte 674838
1998	132,23	au compte 674838
1999	13,72	au compte 674838
	271,79	sous-total du compte 674838
2005	18,28	au compte 65713321 -> dép. diverses T1PF 671
Total	290,07	B

- Solde des régularisation sur exercices antérieurs

227,61 A + B = solde régul. ex. antérieurs (moindres charges)

- Avpf exercice 2007 (compte 65713321)

	3 824,31	
	498,21	
Total	4 322,53	T1PF 4100 - 411 - 6711, validité 2007.

La présentation statistique retenue permet d'obtenir les taux d'évolution les plus significatifs.

²⁶ Les dépenses diverses 2007 sont minorées dans leur présentation statistique du total des débits relatifs aux régularisations Avpf sur exercices antérieurs comptabilisées en 2007 (- 290 millions d'euros). Les recettes diverses sont minorées du même montant : le solde des régularisation Avpf figure ainsi en produit.

²⁷ Au titre de l'allocation logement virtuelle et de la participation au financement de l'aide aux associations.

- La contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 ; (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,913 millions d'euros).

- En 2005, la Cnaf a pris en charge 54,5 % des dépenses d'Apl (hors régimes agricoles) contre 50,28 % auparavant (cf. rapport 2005 de l'Agent comptable pages 49-50). La contribution 2005 de la Cnaf a donné lieu à un complément de + 133 millions d'euros comptabilisés en 2006. La contribution de la Cnaf au titre de l'exercice 2006 a été estimée sur la base de 56,65 % des dépenses (3 532 millions d'euros hors exploitants agricoles) et à 33 millions pour les exploitants agricoles.

Contribution tous régimes de la Cnaf au Fnal

(y compris les exploitants agricoles)

Millions d'euros	2004	2005	2006
Alv yc régul.	3 234	3 451	3 698
Régul. 2005		133	-133
Alv exercice		3 583	3 565
Dont Alv hors Ea			3 532
Dont Alv Ea			33

- Par ailleurs, la contribution de la Cnaf est fixée à 48 % des aides aux associations (Alt).

²⁸ Cette prise en charge par le Fnaf est de 15 % en 2001, de 30 % en 2002, de 60 % depuis 2003 (cf. T1PF 6721).

²⁹ Cette prestation s'apparente à une indemnité journalière maladie dans son mode de calcul. Cf. rapport 2002 de l'Agent comptable page 23.

³⁰ Source : Etudes et résultats, n°266, Marie Ruault, Sophie Pénet, Valérie Le Corre, Carine Le Cosquer, Nathalie Vielfaure, Sylvie Le Laidier, Laurence De Roquefeuil, Nelly Bonnet « Les pères bénéficiaires du congé de paternité en 2002 ».

³¹ Source : Cnaf - Dser Marie-Thérèse Escande, Fascicules d'Action sociale (données disponibles depuis 1995). Les

prestations de service, non limitatives par Caf) et des dépenses d'action sociale des Caf regroupent les ressources du Fnas (dotations, limitatives par Caf, et ressources propres aux Caf (remboursement de prêts, prélèvement sur fonds de roulement, produit d'amortissement).

³² Depuis 1995, on dispose d'une ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale des Caf par exercice. Elles diffèrent des dépenses consolidées d'action sociale, ces dernières excluant entre autres les opérations en capital.

³³ C'est-à-dire après neutralisation des prix hors tabac et non de l'évolution de l'indice mixte prix-salaire retenu pour la revalorisation du budget de l'action sociale.

³⁴ + 12,3 % en 2005, - 1,3 % en 2006, + 2,6 % en 2007.

³⁵ Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable page 48.

³⁶ Cf. Cnaf L'agence d'information n°783 du 3 janvier 2006. Le surplus de cotisations pour la branche Famille est d'environ 112 millions d'euros. Les prestations de service n'étant plus remboursées à la Cnaf, le gain global est d'environ 50 millions d'euros.

³⁷ Il reste fixé à 5,2 % pour la Snaf, la Ratp et Edf-Gdf.

³⁸ Source : Cnaf - La lettre des allocations familiales, n°7.

³⁹ Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable page 49. La participation de la Cnaf au Fnaf de l'Acos et de l'Ucanss est fixée réglementairement à 18 % du total.

⁴⁰ Fnaf + budget des œuvres, hors opérations en capital.

⁴¹ Le deuxième contrat pluriannuel s'est terminé en 1993. Un troisième contrat a été signé pour les exercices 1994 à 1996. La première Cog a couvert la période de 1997 à 2000, la deuxième Cog signée en 2001 concerne la période 2001-2004.

TIPF 63 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)

Pour ce tableau, on retient la définition comptable des recettes et des dépenses de la CNAF. Les soldes statistiques sont identiques aux soldes comptables.

Millions d'euros	1 978	1 980	1990 (1)	1998 (1)	1999 (1)	2000 (1)	2001 (1)	2002 (1)	2003 (1)	2004 (1)	2005 (1)	2006 (1)		2002	2003	2004	2005 CCSS	2006 CCSS	2007 CCSS							
RECETTES	9 340	11 924	29 285	39 414,99	41 046,44	42 503,90	44 915,91	45 836,50	47 215,92	48 566,18	50 489,04	52 962,09	Produits	46 200,27	47 497,41	48 847,12	50 745,14	53 281,38	57 530,27							
FNPF	8 551	10 801	26 978	36 188,88	37 623,67	38 898,33	41 369,62	41 787,80	43 038,26	43 870,28	45 439,90	47 799,99														
FNAS hors prélèv. FIPE	396	575	1 275	1 893,23	2 054,02	2 205,70	2 083,75	2 388,28	2 512,17	2 924,48	3 392,60	3 447,84														
FNGA	394	548	1 033	1 332,88	1 368,75	1 399,87	1 435,97	1 660,42	1 666,76	1 771,42	1 656,55	1 714,26														
DEPENSES	8 925	11 768	28 710	39 581,92	40 786,77	41 059,92	43 104,37	44 964,75	46 882,18	49 041,92	51 768,51	53 894,20	Charges	45 171,13	47 071,46	49 204,15	52 059,63	54 172,48	57 374,35							
FNPF	8 094	10 683	26 403	36 355,81	37 364,00	37 454,34	39 558,08	40 876,40	42 704,52	44 303,39	46 692,11	48 713,53														
FNAS yc financ. FIPE	433	566	1 275	1 893,23	2 054,02	2 205,70	2 110,32	2 427,92	2 560,30	2 967,11	3 419,85	3 466,41														
FNGA	399	520	1 033	1 332,88	1 368,75	1 399,87	1 435,97	1 660,42	1 666,76	1 771,42	1 656,55	1 714,26														
SOLDE	415	155	575	-166,93	259,67	1 443,98	1 784,97	871,75	285,60	-475,74	-1 279,47	-932,11	Résultat net	1 029,13	425,95	-357,03	-1 314,49	-891,10	155,92							
FNPF (a)	457	118	575	-166,93	259,67	1 443,98	1 811,54	911,40	333,74	-433,11	-1 252,21	-913,54														
FNAS	-38	9					-26,57	-39,64	-48,14	-42,63	-27,25	-18,57														
FNGA	-5	28																								
Remise à zéro																										
Affectation au FIPE (loi de financement pour 2001) (b) (4) (5)						228,67	26,57	39,64	48,14	42,63	27,25	18,57	Produits statistiques			Idem	50 479,58	Idem	55 760,18							
Le fonds de roulement au 31-12-2000 inclut 229 M € affectés au compte de réserve po					228,67		202,11													comptabilité	50 745,14	comptabilité	57 530,27			
Le fonds de roulement au 31-12-2001 inclut 202 M € au titre du FIPE																				- Recettes exceptionnelles annulées par des charges d'un même montant			-1 480,02			
Le fonds de roulement au 31-12-2002 inclut 162 M € au titre du FIPE								162,46													- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07		
Le fonds de roulement au 31-12-2003 inclut 114 M € au titre du FIPE									114,33													- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07	
Le fonds de roulement au 31-12-2004 inclut 72 M € au titre du FIPE										71,69													- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07
Le fonds de roulement au 31-12-2005 inclut 44,44 M € au titre du FIPE											44,44												- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07
Le fonds de roulement au 31-12-2006 inclut 25,87 M € au titre du FIPE												25,87											- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07
Le fonds de roulement au 31-12-2007 inclut 17,24 M € au titre du FIPE (fonds d'investissement pour la petite enfance).																							- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07
Apurement du report à nouveau repris par la CADES (3)					2 996,49																		- Recettes exceptionnelles AVPF			-290,07
SOLDE CUMULE	3 860	4 199	7 576										Montant du fonds de roulement de la branche Famille (excédent des capitaux propres sur l'actif immobilisé net)			6 274,5 Variation	3 742,8 -2 531,7	2 852,1 -890,7	3 008,0 155,9							
FNPF	3 752	4 073	7 116	1 514,83	1 774,49	3 218,47	5 003,45	5 875,20	6 160,80	5 685,06	4 405,59	3 473,48														

(1) Depuis l'arrêté du 1^{er} août 1991, la fraction des cotisations affectée à l'action sociale et à la gestion est fixée en montant et non en taux. Ces montants conduisent à une variation du fonds de roulement nul en 1990 pour le FNGA et le FNAS. Le tableau 63 reprend la présentation comptable et non statistique des recettes et des dépenses du FNGA et du FNAS afin de bien faire apparaître les recettes affectées. Par contre, dans le tableau 62, la ventilation par fonds des cotisations a été calculée afin de prolonger la série.

(2) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF août 1995 page 16 : 3 663 267 958,32 francs de report à nouveau résultant de la remise à zéro des réserves antérieures. (3) Report à nouveau repris par la CADES : compte financier de l'exercice 1996 (52 311 MF), exercice 1998 (19 656 MF, annexe II).(4) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF juin 2001 page 103.(5) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF juin 2002 pages 101 et 105

Passage des données comptables aux chiffres statistiques (en euros)

En millions d'euros	1998 DC	1999 DC	2000 DC	2001 DC	2002 DC	2003 DC	2004 DC	2005 DC	2006 DC
Recettes comptabilité CNAF	39 414,99	41 046,44	42 503,90	44 915,91	45 836,50	47 215,92	48 566,18	50 489,04	52 962,09
AVPF - garantie de ressources		-8,23						-265,56	
Suppression garantie de ressources									
Recettes PAH	-34,45	-31,71	-29,23	-27,67	-25,75	-23,71	ds divers	-18,60	-18,12
Moindres dépenses BMAF		-10,21							
Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette									
Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette	-3,51	-1,68							
Recettes en capital du FNGA	-67,08	-69,97	-77,00	-140,10	-87,40	-91,16	-91,65	-93,75	-92,44
Recettes diverses statistiques correspondant au prélèvement sur les réserves du FIPE					39,64	48,14			
Recettes diverses statistiques yc contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (-> comptabilité CNAF 2003)					84,91				
Ecart sur les dépenses / TIPF 671	0,12	-0,06	0,01	-0,03	0,00	0,00		0,00	0,00
Recettes statistiques ajustées DC	39 309,95	40 924,63	42 397,67	44 748,14	45 847,91	47 149,18	48 474,53	50 111,13	52 851,53
Vérification									
Dépenses comptabilité CNAF	39 581,92	40 786,77	41 059,92	43 104,37	44 964,75	46 882,18	49 041,92	51 768,51	53 894,20
AVPF - garantie de ressources		-8,23						-265,56	
Suppression garantie de ressources									
Recettes PAH	-34,45	-31,71		-27,67	-25,75	-23,71	ds divers	-18,60	-18,12
Moindres dépenses BMAF		-10,21							
Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette									
Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette	-3,51	-1,68							
Prise en compte en statistique de la contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (comptabilité CNAF 2003)					84,91				
Recettes en capital du FNGA	-67,08	-69,97		-140,10	-87,40	-91,16	-91,65	-93,75	-92,44
FNAS statistique y compris le prélèvement sur les réserves du FIPE					48,14				
Dépenses statistiques ajustées DC	39 476,89	40 664,97	40 953,69	42 936,60	44 936,51	46 815,44	48 950,27	51 390,60	53 783,64
Vérification								0,00	0,00
Solde	-166,93	259,67	1 443,98	1 811,54	911,40	333,74	-475,74	-1 279,47	-932,11

TIPF 6411 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)

Millions d'euros courants	1982	1985	1990	1995	1996 DC	1997 DC	1998 DC	1999 DC	2000 DC (T)	2001 DC (T) (2)	2002 DC (T)	2003 DC (T)	2004 DC (T)	2005 DC (T)	2006 DC MAJ 05/08	2007 DC (T)	Structure 2007	Evolution 2007 / 2006	2007 - 2006
1 + 2 + 3. Aide à l'insertion et à la réinsertion		26,1	135,8	243,3	301,3	291,5	428,7	316,2	296,3	292,2	258,1	210,8	193,2	201,6	207,1	229,2	7,0 %	10,7 %	22,1
1. Apprentissage (RG + RS)			37,0	42,5	64,0	68,1	80,0	84,0	82,7	81,8	89,4	94,8	92,9	101,8	113,8	123,7	3,8 %		
2.1 Emplois des jeunes - Contrats de qualification		26,1	93,0	45,5	59,5	53,9	62,8	64,8	69,8	76,3	75,5	69,6	65,2	53,8	14,8				
2.2 Exonération jeunes				4,2	1,8														
3.1 Chômeurs de longue durée			5,8																
3.2 Contrats de retour à l'emploi métropole (RG + RS) : CRE				143,5	53,9	31,1	25,2	12,8	6,5	8,6	6,1	4,7	3,4	2,0	1,4	0,4	0,0 %		
3.3 Contrats de retour à l'emploi DOM				0,6	0,6	0,6	0,2	0,2											
3.4 Contrats initiative à l'emploi (RG + RS) : CIE				6,9	117,7	176,4	251,2	140,9	124,4	110,8	75,7	31,1	20,0	14,4	10,8	8,2	0,3 %		
3.5 Contrats de professionnalisation, emploi RMI, insertion RMI, RBS				0,1	0,1								1,2	19,4	63,4	96,8	3		
3.6 Contrat d'accès emploi DOM					3,6	7,6	9,1	6,3	3,5	6,8	4,4	3,7	3,1	4,2					
3.7 Mesure d'insertion : loi contre l'exclusion (9.07.1998)								7,3	9,5	8,0	7,0		7,4	6,0	2,9				
3.8 Charges / mesures en faveur de l'emploi (moindres recettes)						-46,2													
4. Aide à l'embauche					0,0	17,8	45,4	50,5	59,1	145,9	209,1	188,6	223,9	226,7	261,7	345,0	10,6 %	31,8 %	83,3
4.1 Zone de revitalisation rurale					0,0														
4.2 Zones franches urbaines : ZFU						9,7	27,6	32,9	41,5	43,7	46,6	41,3	49,0	49,1	49,7	57,9	1,8 %		
4.3 Zone de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine : ZRR, ZRU						3,8	9,9	10,1	9,5	10,2	6,6	5,7	5,8	8,0	32,3	80,9	2,5 %		
4.4 Zone franche Corse						4,3	7,9	7,5	8,0	7,9	4,7	2,8	1,6	0,8	0,2				
4.5 Orientation Outre-mer (loi du 13/12/2000)										84,2	151,3	138,8	167,5	168,8	179,5	206,2	6,3 %		
5 + 6 + 7. Maintien des emplois et réduction du temps de travail				2 416,5	2 554,4	1 490,2	1 513,5	1 512,4	2 421,5	2 795,1	2 840,1	2 946,0	3 096,0	2 826,9	112,1	133,2	4,1 %	18,8 %	21,1
5. Exonération et réduction bas salaires				2 416,5	2 538,9	1 405,2	1 354,2	1 284,7	1 268,5	1 117,1	818,1	395,8	15,8	-0,2					
6. Aménagement et réduction du temps de travail					0,5	34,6	124,1	224,7	1 143,8	1 665,2	2 002,6	2 531,0	212,5	37,8	3,7	-1,6	0,0 %		
6.1 Aménagement de la réduction du temps de travail (loi Robien)					0,5	34,6	115,6	121,8	93,3	94,4	97,6	88,2	2,4						
6.2 Loi Aubry sur les 35 heures							8,5	102,9											
6.3 Loi Aubry 1									409,6	437,3	427,9	351,1	-1,3						
6.4 Loi Aubry 2									640,9	1 133,6	1 477,1	784,6	0,3						
6.5 Allègement général des cotisations patronales													-13,0						
6.6 Aménagement réduction du temps de travail													224,2	37,8	3,7	-1,6	0,0 %		
7.1 Allègement des cotisations patronales													2 833,9	2 718,2					
7.2 Salariés, créateurs ou repreneurs d'entreprises													0,04	1,83	1,68	1,70	0,1 %		
7.3 Jeunes entreprises innovantes - Sportifs professionnels													8,8	18,7	27,1	27,1	0,8 %		
7.4 Mesures 2007															45,7	40,3	1,2 %		
Exonérations pôles de compétitivité															18,0				
Associations ou entreprises de service à la personne															27,6	39,4			
Contrat volontariat insertion															0,06	0,88			
8. Aide au maintien des emplois dans des secteurs spécifiques					14,9	50,4	35,2	3,0	9,3	12,7	19,5	19,2	25,0	50,5	33,9	65,7	2,0 %		
8.1 Réduction de cotisations hôtels, cafés, restaurants							1,8	4,7	3,8	12,7	19,4	19,2	25,0	26,9	33,9	65,7	2,0 %		
8.2 Plan textile - Autres prises en charge de cotisations par l'Etat					14,9	50,4	33,4	-1,7	2,5		0,0			23,6					
8.3 Exonération spécifique Pêche maritime									2,9	0,1									
9. Exonération garantie de ressources (c)				0,8	1,4	2,5	3,5	-8,2											
1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	67,7	26,1	135,8	2 660,6	2 857,2	1 801,9	1 991,1	1 870,9	2 776,9	3 233,2	3 307,3	3 345,4	3 513,1	3 255,2	580,9	707,4	21,7 %	21,8 %	126,5
10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité Sociale (d1)			100,0	188,0	192,8	193,9	203,9	203,1	200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1	262,1	Cumul milliards euros courants		
10.11 Cotisations prises en charge par la CNAM			100,0	188,0					200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1	262,1			
10.2 Cotisations autre entité publique (d2)												0,2	0,4						
11. Subvention au BAPSA		173,6	292,1																
Ensemble des cotisations prises en charge (1)	67,7	199,7	527,9	2 848,6	3 050,0	1 995,8	2 195,1	2 073,9	2 977,6	3 437,0	3 530,3	3 581,7	3 785,1	3 521,5 (3)	843,1	969,6	41,1		

(1) Y compris la subvention BAPSA, les cotisations prises en charge par la CNAM qui ne sont pas prises en compte sous cet intitulé dans le tableau 6511(0), à la différence de la garantie de ressources.
(2) Financement par le FOREC conforme à l'annexe 0-0 du rapport de l'Agent comptable, page 96.
(3) Par ailleurs, la réforme du mode de compensation des dispositifs d'aide à l'emploi, par transfert de recettes fiscales à la branche « Famille », génère 327 millions d'euros de produits à recevoir, pris en compte dans les tableaux statistiques à l'exception de celui-ci.

TIPF 64121 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF en euros courants (depuis 1982)

Millions d'euros courants	1982	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 2007 / 2006
1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)...		133,55	675,35	866,37	201,98	9,77	0,00		0,08	327,60	0,95	0,11	
Impôts et taxes liés à la consommation											1 297,74	1 518,19	17,0 %
Droits de consommation sur les alcools											480,38	664,97	38,4 %
Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits (16° à 22°)											21,95	20,37	-7,2 %
Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)											21,21	21,44	1,1 %
Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux											71,40	68,96	-3,4 %
Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)											365,82	359,59	-1,7 %
Art.575 du CGI												194,61	
TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac											536,57	538,66	0,4 %
Autres Itaf											280,79	314,56	12,0 %
Art. L. 137-6 du CSS											173,10	171,48	-0,9 %
Taxe - Art. L. 137-1 du CSS											107,69	143,08	32,9 %
Taxe sur les salaires											1 673,46	1 866,34	11,5 %
TVA brute collectée par les commerçants											522,30	560,69	7,4 %
Autres impôts et taxes affectés à la CNAF (ITAF)		133,55	675,35	866,37	201,98	9,77	0,001		0,08	327,60	3 494,45	3 945,33	12,9 %

Evolution de l'ensemble des ITAF												12,9 %	
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--

1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	67,69	1 801,95	1 991,14	1 870,85	2 776,93	3 233,20	3 307,33	3 345,41	3 513,08	3 255,15	580,92	707,42	21,8 %
10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité Sociale (d1)		193,90	203,93	203,06	200,67	203,78	222,98	236,08	271,66	266,31	262,14	256,54	-2,1 %
11. Subvention au BAPSA - Cotisations autre entité publique								0,17	0,41				
Ensemble des cotisations prises en charge	67,69	1 995,85	2 195,07	2 073,92	2 977,60	3 436,97	3 530,31	3 581,65	3 785,14	3 521,46	843,05	963,96	14,3 %

Evolution de l'ensemble des cotisations prises en charge		-34,6 %	10,0 %	-5,5 %	43,6 %	15,4 %	2,7 %	1,5 %	5,7 %	-7,0 %	-76,1 %	14,3 %	
---	--	---------	--------	--------	--------	--------	-------	-------	-------	--------	---------	--------	--

Ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge	67,69	2 129,39	2 870,42	2 940,28	3 179,58	3 446,74	3 530,31	3 581,65	3 785,22	3 849,06	4 337,50	4 909,29	13,2 %
--	--------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	---------------

Evolution de l'ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge		-33,1 %	34,8 %	2,4 %	8,1 %	8,4 %	2,4 %	1,5 %	5,7 %	1,7 %	12,7 %	13,2 %	
---	--	---------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--

TIPF 6511 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.
1. Cotisations sociales	8 957,60	11 706,71	26 022,85	24 710,55	25 612,72	25 987,16	27 815,11	29 908,64	30 576,82	31 295,63	32 086,39	32 842,80	31 292,78	32 347,93
Cotisations sociales des actifs (a)	8 957,60	11 706,71	25 494,92	22 714,70	23 417,60	23 913,24	24 837,48	26 471,67	27 046,47	27 713,98	28 301,25	29 321,33	30 449,73	31 383,97
Cotisations sociales sur salaires	8 453,45	11 035,94	22 836,51	20 273,53	20 762,70	21 138,52	21 997,81	23 341,02	23 911,25	24 434,80	25 117,15	25 950,94	26 910,69	27 719,44
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	491,34	655,84	2 618,46	2 337,35	2 512,66	2 602,61	2 659,93	2 975,66	3 017,46	3 167,28	3 081,08	3 269,51	3 429,66	3 554,33
Majorations et pénalités	12,81	14,94	39,94	103,82	142,23	172,11	179,74	154,99	117,76	111,90	103,02	100,89	109,38	110,20
Cotisations sociales prises en charge (b)			527,93	1 995,85	2 195,11	2 073,92	2 977,63	3 436,97	3 530,35	3 581,65	3 785,14	3 521,46	843,05	963,96
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités			427,92	1 801,95	1 991,18	1 870,85	2 777,01	3 233,20	3 307,37	3 345,58	3 513,48	3 255,15	580,92	707,42
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. TIPF 641) ©			135,83	1 801,95	1 991,18	1 870,85	737,28	579,52	494,94	418,93	3 527,92	3 255,15	580,92	707,42
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. TIPF 641) (d)							2 039,74	2 653,68	2 812,43	2 926,48	-14,85			
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			100,01	193,90	203,93	203,06	200,62	203,78	222,98	236,08	271,66	266,31	262,14	256,54
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)			683,73	7 820,48	8 437,29	9 044,95	8 930,12	9 312,40	9 482,74	9 723,35	9 993,41	10 759,50	14 578,26	15 602,03
Contribution sociale généralisée				7 686,94	7 761,94	8 178,58	8 728,14	9 302,63	9 482,74	9 723,35	9 993,33	10 431,91	11 083,81	11 656,70
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)			683,73	133,55	675,35	866,37	201,98	9,77	0,001		0,08	327,60	3 494,45	3 945,33
1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)....												327,60	0,95	0,11
Impôts et taxes liés à la consommation													1 297,74	1 518,19
Taxe sur les salaires													1 673,46	1 866,34
TVA brute collectée par les commerçants													522,30	560,69
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)			2 420,13	4 708,74	4 757,83	5 652,96	5 261,88	5 053,31	5 285,57	5 466,14	5 771,75	6 006,35	6 296,10	6 582,20
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)						707,97	722,39	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)			2 391,47	3 524,32	3 679,51	3 877,85	4 028,16	4 237,53	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 505,39
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)			28,66	37,85	42,99	47,87	50,43	54,01	57,79	55,51	60,34	2,03		
Autres remboursements				1 146,57	1 035,33	1 019,27	460,90	8,12	1,52	0,40	0,04	0,75	1,50	1,56
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				1 020,95	1 034,56	1 019,58	316,47	8,12	1,52	0,40	0,04			
Aide à la scolarité				125,62	0,76	-0,30	0,06							
Remboursements du FASTIF							144,37							
4. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	100,77	190,10	175,62	222,97	224,63	229,13	230,20	233,58	211,86	186,97	193,43	189,61	148,99	229,36
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	21,04	40,09	126,69	166,75	170,29	175,93	176,21	179,88	160,72	132,21	138,37	132,12	132,64	209,29
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,24	19,82	48,94	56,22	54,35	53,20	53,98	53,70	51,14	54,76	55,02	57,50		
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA													16,34	20,07
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA)	64,49	130,19									0,04			
5. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)	281,88	26,83	92,08	109,81	277,61	10,37	160,38	240,19	643,28	825,31	802,14	681,31	965,24	998,66
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)									350,60	419,69	433,14	ND	ND	ND
Revenus des capitaux (k)	1,68	19,51	77,75				15,78	75,60						52,17
Remboursements PJM (l)			0,91	0,21				28,47						
Recettes diverses, prélèv. FIPE, - recettes capital FNGA, ajust. stat.	280,20	7,32	13,42	109,60	277,61	10,37	144,60	136,12					-0,02	-290,07
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	9 340,25	11 923,65	29 394,41	37 572,55	39 310,08	40 924,57	42 397,68	44 748,11	18 017,88	18 479,56	19 218,30	20 018,75	21 455,05	22 922,80
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)			3 503,13	14 293,31	15 143,31	16 520,90	16 918,58	17 544,89	18 017,88	18 479,56	19 218,30	20 018,75	21 455,05	22 922,80
Total des produits de la branche Famille									46 200,27	47 497,41	48 847,12	50 479,58	53 281,37	55 760,18

T1PF 6521 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros 2007	1978 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.
1. Cotisations sociales	27 249,21	34 277,69	27 097,14	28 526,83	29 388,03	29 669,32	31 258,63	33 092,74	33 254,83	33 254,83	33 403,36	33 683,37	33 888,33	31 749,35	32 347,93
Cotisations sociales des actifs (a)	27 249,21	33 582,29	23 710,59	26 222,74	26 869,36	27 301,55	27 912,36	29 289,87	29 415,28	29 415,28	29 580,48	29 709,84	30 254,76	30 893,99	31 383,97
Cotisations sociales sur salaires	25 715,58	30 080,60	21 067,82	23 404,56	23 823,12	24 133,67	24 721,14	25 825,93	26 005,47	26 005,47	26 080,46	26 367,26	26 777,07	27 303,32	27 719,44
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	1 494,68	3 449,08	2 618,48	2 698,33	2 883,03	2 971,38	2 989,23	3 292,45	3 281,74	3 281,74	3 380,59	3 234,43	3 373,59	3 479,70	3 554,33
Majorations et pénalités	38,96	52,61	24,29	119,85	163,20	196,50	201,99	171,49	128,07	128,07	119,43	108,15	104,10	110,97	110,20
Cotisations sociales prises en charge (b)		695,40	3 386,55	2 304,08	2 518,67	2 367,77	3 346,27	3 802,88	3 839,55	3 839,55	3 822,87	3 973,53	3 633,57	855,35	963,96
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		563,67	3 163,09	2 080,24	2 284,68	2 135,94	3 120,81	3 577,40	3 597,04	3 597,04	3 570,90	3 688,35	3 358,78	589,39	707,42
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. T1PF 641) (c)		178,92	3 163,09	2 080,24	2 284,68	2 135,94	828,55	641,21	538,29	538,29	447,14	3 703,51	3 358,78	589,39	707,42
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. T1PF 641) (d)							2 292,26	2 936,19	3 058,75	3 058,75	3 123,58	-15,59			
Cotisations prises en charge par d'autres entités publiques (e)											0,18	0,43			
Subvention de l'Etat au BAPSA		384,75													
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		131,73	223,46	223,85	233,99	231,83	225,46	225,47	242,51	242,51	251,98	285,18	274,79	265,96	256,54
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		900,62	7 903,47	9 028,27	9 680,95	10 326,55	10 035,67	10 303,81	10 313,26	10 313,26	10 378,21	10 490,79	11 102,03	14 790,96	15 602,03
Contribution sociale généralisée			7 777,15	8 874,10	8 906,05	9 337,42	9 808,69	10 293,00	10 313,26	10 313,26	10 378,21	10 490,71	10 764,00	11 245,53	11 656,70
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		900,62	126,32	154,17	774,90	989,12	226,98	10,80	0,001	0,001		0,084	338,027	3 545,436	3 945,335
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		3 187,83	4 794,75	5 435,95	5 459,13	6 453,94	5 913,30	5 591,29	5 748,49	5 748,49	5 834,28	6 059,02	6 197,56	6 387,96	6 582,20
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)						808,29	811,82	833,88	865,49	865,49	889,28	944,49	1 002,66	1 079,68	1 075,26
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		3 150,08	3 729,09	4 068,61	4 221,87	4 427,30	4 526,85	4 688,66	4 818,50	4 818,50	4 885,33	5 051,14	5 192,04	5 306,76	5 505,39
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)		37,75	41,32	43,70	49,33	54,65	56,67	59,76	62,86	62,86	59,25	63,34	2,09		
Autres remboursements			1 024,34	1 323,64	1 187,93	1 163,70	517,96	8,99	1,65	1,65	0,42	0,04	0,78	1,52	1,56
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			875,36	1 178,63	1 187,06	1 164,04	355,65	8,99	1,65	1,65	0,42	0,04			
Aide à la scolarité			148,98	145,02	0,87	-0,35	0,06								
Remboursements du FASTIF							162,24								
4. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	306,54	231,33	254,45	257,41	257,74	261,60	258,70	258,44	230,42	230,42	199,56	203,06	195,65	151,16	229,36
Contribution du FNAL	57,97	66,47	67,42	69,52	72,07	75,19	75,09	78,39	82,44	82,44	81,58	84,61	82,89	84,21	209,29
Contribution du FNH	6,03	100,40	117,80	122,98	123,32	125,66	122,94	120,63	92,35	92,35	59,54	60,65	53,43	50,37	#REF!
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	46,38	64,46	69,23	64,91	62,36	60,74	60,67	59,42	55,62	55,62	58,45	57,76	59,33		
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA, subv. d'équilibre)	196,17											0,04			
5. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)	857,48	121,29	676,73	126,77	318,53	11,84	180,23	265,76	316,40	699,62	880,90	842,07	703,00	979,32	998,66
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)										381,31	447,96	454,70	ND	ND	ND
Revenus des capitaux (k)	5,10	102,41					17,73	83,64	130,98						52,17
Remboursements PJM (l)		1,20	0,36	0,25				31,51	0,02						
Recettes diverses, prélèvement sur le FIPE, ajustement statistique	852,38	17,67	676,37	126,52	318,53	11,84	162,50	150,61	185,40					-0,02	-290,07
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	28 413,23	38 718,77	40 726,54	43 375,22	45 104,38	46 723,24	47 646,52	49 512,04	49 863,40	49 595,94	19 724,14	20 174,82	20 656,03	21 768,08	22 922,80
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		4 614,37	15 819,99	16 500,76	17 375,43	18 861,77	19 013,10	19 412,74	19 595,94	19 595,94	50 246,62	50 696,31	51 278,31	54 058,75	55 760,18
Total des produits de la branche Famille															

TIPF 6522 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants

Millions d'euros 2007										2002	2003	2004	2005	2006	2007
Ventilation comptable des charges du compte de résultat										50 246,62	50 696,31	51 278,31	52 360,59	54 058,77	57 530,27
A. Cotisations, impôts et taxes affectés										40 509,34	40 657,99	44 189,75	44 990,36	46 540,31	47 949,96
Cotisations sociales (idem a)										29 415,28	29 580,48	29 709,84	30 254,76	30 893,99	31 383,97
Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c)										538,29	447,14	3 703,51	3 358,78	589,39	707,42
Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (idem f)										242,51	251,98	285,18	274,79	265,96	256,54
Produits d'entités publiques autres que l'Etat (idem e)											0,18	0,43			
Impôts, CSG (idem g)										10 313,26	10 378,21	10 490,79	10 764,00	11 245,53	11 656,70
B. Produits techniques										8 861,22	9 015,88	6 101,14	6 256,89	6 404,54	6 602,27
Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j)										3 114,38	3 182,02	42,17	59,33	16,58	20,07
Cotisations prises en charge par le FOREC (d)										3 058,75	3 123,58	-15,59			
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)										55,62	58,45	57,76	59,33		
Contributions publiques : rembourse. AAH, API, contrats crèche (h)										5 746,84	5 833,86	6 058,98	6 197,56	6 387,96	6 582,20
C. Autres produits										876,07	1 022,44	987,41	1 113,34	1 113,92	2 978,04
Divers produits techniques (yc FNAL, FNH)										254,61	186,18	162,76	151,63	296,06	229,36
Reprises sur provisions										10,31	291,94	276,92	37,58	160,91	224,57
Produits financiers										140,69	129,71	113,94	96,50	71,12	63,73
Produits de gestion courante										384,08	325,29	345,26	347,51	305,80	323,63
Produits exceptionnels (ajustement stat)										86,38	89,32	88,52	480,12	280,03	656,74

TIPF 6523 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1991/1990	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 1998/1997	CNAF 1999/1998	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	CNAF 2003/2002	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Rapport sur 10 ans Branche 2007 / CNAF 1997
1. Cotisations sociales	11,44 %	-15,56 %	25,94 %	3,02 %	0,96 %	5,36 %	5,87 %	0,49 %	0,45 %	0,45 %	0,84 %	0,61 %	-6,31 %	1,89 %	13,39 %
Cotisations sociales des actifs (a)	11,44 %	-16,07 %	28,92 %	2,47 %	1,61 %	2,24 %	4,94 %	0,43 %	0,56 %	0,56 %	0,44 %	1,83 %	2,11 %	1,59 %	19,68 %
Cotisations sociales sur salaires	11,36 %	-17,57 %	26,45 %	1,79 %	1,30 %	2,43 %	4,47 %	0,70 %	0,29 %	0,29 %	1,10 %	1,55 %	1,97 %	1,52 %	18,44 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	12,91 %	-3,12 %	25,09 %	6,85 %	3,06 %	0,60 %	10,14 %	-0,33 %	3,01 %	3,01 %	-4,32 %	4,30 %	3,15 %	2,14 %	31,72 %
Majorations et pénalités	11,90 %	-4,95 %	ns	36,17 %	20,41 %	2,79 %	-15,10 %	-25,32 %	-6,75 %	-6,75 %	-9,45 %	-3,74 %	6,61 %	-0,70 %	-8,06 %
Cotisations sociales prises en charge (b)		8,88 %	5,08 %	9,31 %	-5,99 %	41,33 %	13,65 %	0,96 %	-0,43 %	-0,43 %	3,94 %	-8,56 %	-76,46 %	12,70 %	-58,16 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		2,08 %	5,39 %	9,83 %	-6,51 %	46,11 %	14,63 %	0,55 %	-0,73 %	-0,73 %	3,29 %	-8,94 %	-82,45 %	20,03 %	-65,99 %
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. TIPF 641) ©		31,70 %	5,39 %	9,83 %	-6,51 %	-61,21 %	-22,61 %	-16,05 %	-16,93 %	-16,93 %	728,26 %	-9,31 %	-82,45 %	20,03 %	
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. TIPF 641) (d)							28,09 %	4,17 %	2,12 %	2,12 %					
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		37,96 %	0,67 %	4,53 %	-0,92 %	-2,75 %	0,00 %	7,56 %	3,90 %	3,90 %	13,18 %	-3,65 %	-3,21 %	-3,54 %	14,61 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		572,77 %	12,61 %	7,23 %	6,67 %	-2,82 %	2,67 %	0,09 %	0,63 %	0,63 %	1,08 %	5,83 %	33,23 %	5,48 %	72,81 %
Contribution sociale généralisée			12,48 %	0,36 %	4,84 %	5,05 %	4,94 %	0,20 %	0,63 %	0,63 %	1,08 %	2,61 %	4,47 %	3,66 %	31,36 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		-78,63 %	20,67 %	402,62 %	27,65 %	-77,05 %							948,86 %	11,28 %	
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		1,83 %	4,61 %	0,43 %	18,22 %	-8,38 %	-5,45 %	2,81 %	1,49 %	1,49 %	3,85 %	2,29 %	3,07 %	3,04 %	21,09 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)						0,44 %	2,72 %	3,79 %	2,75 %	2,75 %	6,21 %	6,16 %	7,68 %	-0,41 %	
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		1,74 %	13,58 %	3,77 %	4,87 %	2,25 %	3,57 %	2,77 %	1,39 %	1,39 %	3,39 %	2,79 %	2,21 %	3,74 %	35,31 %
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)		8,75 %	18,97 %	12,88 %	10,79 %	3,69 %	5,45 %	5,18 %	-5,74 %	-5,74 %	6,91 %	-96,70 %			-100,00 %
Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF)			-28,60 %	-10,25 %	-2,04 %	-55,49 %									
4. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	121,63 %	4,64 %	2,12 %	0,13 %	1,49 %	-1,11 %	-0,10 %	-10,84 %	-13,39 %	-13,39 %	1,75 %	-3,65 %			-10,90 %
Contribution du FNAL	22,40 %	5,68 %	10,54 %	3,67 %	4,33 %	-0,13 %	4,40 %	5,16 %	-1,05 %	-1,05 %	3,72 %	-2,03 %	-38,23 %	55,51 %	8,72 %
Contribution du FNH	276,92 %	7,17 %	0,31 %	0,27 %	1,90 %	-2,17 %	-1,88 %	-23,44 %	-35,53 %	-35,53 %	1,86 %	-11,89 %	yc FNH 05		yc FNH 97
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,00 %	-0,38 %	-3,02 %	-3,92 %	-2,59 %	-0,12 %	-2,06 %	-6,38 %	5,08 %	5,08 %	-1,18 %	2,71 %	RS -> CAF	RS -> CAF	
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	10,27 %	-0,36 %	18,61 %	3,99 %	3,59 %	1,98 %	3,92 %	0,71 %	0,92 %						26,96 %
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)	113,23 %		8,73 %	5,30 %	8,55 %	0,80 %	2,10 %	0,94 %	0,65 %						38,92 %
Total des produits de la branche Famille										0,89 %	1,15 %	1,58 %	3,79 %	3,15 %	28,55 %

T1PF 653 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002

Part des recettes totales en %	1978 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.
1. Cotisations sociales	95,9 %	88,7 %	88,5 %	66,5 %	65,8 %	65,2 %	63,5 %	65,6 %	66,8 %	66,2 %	65,9 %	65,7 %	65,1 %	58,7 %	58,0 %
Cotisations sociales des actifs (a)	95,9 %	87,8 %	86,7 %	58,2 %	60,5 %	59,6 %	58,4 %	58,6 %	59,2 %	58,5 %	58,3 %	57,9 %	58,1 %	57,1 %	56,3 %
Cotisations sociales sur salaires	90,5 %	80,3 %	77,7 %	51,7 %	54,0 %	52,8 %	51,7 %	51,9 %	52,2 %	51,8 %	51,4 %	51,4 %	51,4 %	50,5 %	49,7 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	5,3 %	7,4 %	8,9 %	6,4 %	6,2 %	6,4 %	6,4 %	6,3 %	6,6 %	6,5 %	6,7 %	6,3 %	6,5 %	6,4 %	6,4 %
Cotisations sociales prises en charge (b)		0,8 %	1,8 %	8,3 %	5,3 %	5,6 %	5,1 %	7,0 %	7,7 %	7,6 %	7,5 %	7,7 %	7,0 %	1,6 %	1,7 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		0,8 %	1,5 %	7,8 %	4,8 %	5,1 %	4,6 %	6,5 %	7,2 %	7,2 %	7,0 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %	1,3 %
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. T1PF 641) ©		0,1 %	0,5 %	7,8 %	4,8 %	5,1 %	4,6 %	1,7 %	1,3 %	1,1 %	0,9 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %	1,3 %
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. T1PF 641) (d)								4,8 %	5,9 %	6,1 %	6,2 %	0,0 %			
Contribution assurance maladie(médecins secteur 1) (f)			0,3 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		1,4 %	2,3 %	19,4 %	20,8 %	21,5 %	22,1 %	21,1 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	21,3 %	27,4 %	28,0 %
Contribution sociale généralisée				19,1 %	20,5 %	19,7 %	20,0 %	20,6 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	20,7 %	20,8 %	20,9 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		1,4 %	2,3 %	0,3 %	0,4 %	1,7 %	2,1 %	0,5 %	0,02 %	0,0 %		0,0 %	0,6 %	6,6 %	7,1 %
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		7,8 %	8,2 %	11,8 %	12,5 %	12,1 %	13,8 %	12,4 %	11,3 %	11,4 %	11,5 %	11,8 %	11,9 %	11,8 %	11,8 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)							1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	1,9 %
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		7,7 %	8,1 %	9,2 %	9,4 %	9,4 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,9 %	10,0 %	9,8 %	9,9 %
Autres contributions publiques (contrats crèche)(i)		0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,004 %		
Autres remboursements				2,5 %	3,1 %	2,6 %	2,5 %	1,1 %	0,02 %	0,003 %	0,001 %	0,0001 %	0,0015 %	0,0028 %	0,0028 %
4. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	1,1 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %
Contribution du FNAL	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,4 %
Contribution du FNH	0,0 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %		
5. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)	3,0 %	1,5 %	0,3 %	1,7 %	0,3 %	0,7 %	0,0 %	0,4 %	0,5 %	1,4 %	1,7 %	1,6 %	1,3 %	1,8 %	1,8 %
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %						
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		10,0 %	11,9 %	38,8 %	38,0 %	38,5 %	40,4 %	39,9 %	39,2 %	39,0 %	38,9 %	39,3 %	39,7 %	40,3 %	41,1 %
Total des produits de la branche Famille										100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 661 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants, en évolutions et en structure

Evolution en euros constants (en %)	CNAF 1981	CNAF 1991/1990	CNAF 1992/1991	CNAF 1994/1993	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 97DC/96DC "13 mois"	CNAF 1998/1997	CNAF 1999/1998	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Rapport sur 10 ans Branche 2007 / CNAF 1997
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		2,1 %	0,6 %	96,7 %	5,4 %	-37,6 %	9,8 %	-6,5 %	46,1 %	14,6 %	0,5 %	-0,7 %	3,3 %	-8,9 %	-82,5 %	20,0 %	-66,0 %
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		128,7 %	21,7 %	-19,2 %	9,6 %	4,0 %	4,6 %	10,8 %	-5,0 %	-0,4 %	1,0 %	1,0 %	2,1 %	4,9 %	22,4 %	4,7 %	53,8 %
Contribution sociale généralisée			31,7 %	-29,9 %	12,5 %	1,4 %	0,4 %	4,8 %	5,0 %	4,9 %	0,2 %	0,6 %	1,1 %	2,6 %	4,5 %	3,7 %	31,4 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		-78,6 %	33,9 %	-22,2 %	20,7 %	1,1 %	402,6 %	27,6 %	-77,1 %	-95,2 %					948,9 %	11,3 %	2 459,1 %
Remboursements de prestations		1,7 %	2,6 %	6,4 %	4,5 %	8,6 %	0,3 %	18,3 %	-8,5 %	-5,6 %		1,6 %	3,8 %	3,3 %	3,1 %	3,0 %	22,1 %
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		1,7 %	2,6 %	4,4 %	13,6 %	-3,9 %	3,8 %	4,9 %	2,2 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	3,7 %	35,3 %
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									0,4 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	-0,4 %	
Autres remboursements				12,4 %	-28,6 %	81,0 %	-10,3 %	-2,0 %	-55,5 %	-98,3 %	-81,6 %	-74,3 %	-90,1 %		96,4 %	2,2 %	
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		113,2 %	20,4 %	-11,1 %	8,7 %	-4,1 %	5,3 %	8,6 %	0,8 %	2,1 %	0,9 %	0,7 %	2,3 %	2,4 %	5,4 %	5,2 %	38,7 %
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©		-15,9 %	-3,7 %	-4,9 %	28,7 %	-14,1 %	2,5 %	1,6 %	2,2 %	4,9 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	1,8 %	2,1 %	1,5 %	19,6 %
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)		-5,0 %	15,1 %	169,7 %	-67,8 %	36,6 %	46,2 %	-47,6 %	51,1 %	17,8 %	4,4 %	14,8 %	-2,7 %	-18,7 %	25,3 %	8,6 %	187,0 %
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)		-15,7 %	-3,5 %	-3,0 %	24,9 %	-13,6 %	3,2 %	0,5 %	2,8 %	5,1 %	0,6 %	1,0 %	0,4 %	1,1 %	2,7 %	1,8 %	22,3 %
RECETTES CNAF (R)		-0,4 %	2,6 %	-6,2 %	18,6 %	-10,2 %	4,0 %	3,6 %	2,0 %	3,9 %	0,7 %	0,9 %	1,1 %	1,6 %	3,8 %	3,1 %	28,6 %

Structure en % du total des recettes	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1995	CNAF 1996 DC	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	Branche F. 2002	Branche F. 2003	Branche F. 2004	Branche F. 2005	Branche F. 2006	Branche F. 2007	Ecart 2007-1997 en points (10 ans)
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		1,5 %	1,5 %	2,8 %	7,8 %	6,9 %	4,8 %	5,1 %	4,6 %	6,5 %	7,2 %	7,2 %	7,0 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %	1,3 %	-3,5
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		10,5 %	24,0 %	36,6 %	31,1 %	28,7 %	33,2 %	33,5 %	35,8 %	33,4 %	32,0 %	31,8 %	31,9 %	32,2 %	33,2 %	39,2 %	39,8 %	6,5
Contribution sociale généralisée			15,2 %	25,5 %	19,1 %	18,1 %	20,5 %	19,7 %	20,0 %	20,6 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	20,7 %	20,8 %	20,9 %	0,4
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		2,3 %	0,5 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	1,7 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,6 %	6,6 %	7,1 %	6,7
Remboursements de prestations		8,1 %	8,3 %	10,6 %	11,7 %	10,3 %	12,4 %	12,0 %	13,7 %	12,3 %	11,2 %	11,3 %	11,4 %	11,7 %	11,9 %	11,8 %	11,8 %	-0,6
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		8,1 %	8,3 %	8,0 %	9,2 %	8,8 %	9,4 %	9,4 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,9 %	10,0 %	9,8 %	9,9 %	0,5
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	1,9 %	1,9
Autres remboursements				2,6 %	2,5 %	1,5 %	3,1 %	2,6 %	2,5 %	1,1 %			0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	-3,0
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		11,9 %	25,5 %	39,4 %	38,8 %	35,6 %	38,0 %	38,5 %	40,4 %	39,9 %	39,2 %	39,0 %	38,9 %	39,3 %	39,7 %	40,3 %	41,1 %	3,0
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©	96,7 %	87,1 %	73,5 %	60,0 %	58,8 %	63,7 %	61,0 %	60,1 %	58,9 %	59,1 %	59,6 %	59,0 %	58,8 %	58,5 %	58,6 %	57,6 %	56,7 %	-4,2
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)	3,3 %	1,0 %	1,0 %	0,7 %	2,4 %	0,6 %	1,0 %	1,4 %	0,7 %	1,0 %	1,2 %	2,0 %	2,2 %	2,2 %	1,7 %	2,1 %	2,2 %	1,2
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)	100,0 %	88,1 %	74,5 %	60,6 %	61,2 %	64,4 %	62,0 %	61,5 %	59,6 %	60,1 %	60,8 %	61,0 %	61,1 %	60,7 %	60,3 %	59,7 %	58,9 %	-3,0
RECETTES CNAF (R)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	

Structure en % du total du financement par l'Etat	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1995	CNAF 1996 DC	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	Branche F. 2002	Branche F. 2003	Branche F. 2004	Branche F. 2005	Branche F. 2006	Branche F. 2007
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		12,2 %	5,8 %	7,0 %	20,0 %	19,4 %	12,6 %	13,1 %	11,3 %	16,4 %	18,4 %	18,4 %	18,1 %	18,3 %	16,3 %	2,7 %	3,1 %
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		87,8 %	94,2 %	93,0 %	80,0 %	80,6 %	87,4 %	86,9 %	88,7 %	83,6 %	81,6 %	81,6 %	81,9 %	81,7 %	83,7 %	97,3 %	96,9 %
Contribution sociale généralisée			59,6 %	64,9 %	49,2 %	50,9 %	53,8 %	51,3 %	49,5 %	51,6 %	53,0 %	52,6 %	52,6 %	52,0 %	52,1 %	51,7 %	50,9 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		19,5 %	2,0 %	1,0 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	4,5 %	5,2 %	1,2 %	0,1 %	0,0 %		0,0 %	1,6 %	16,3 %	17,2 %
Remboursements de prestations		68,3 %	32,6 %	27,1 %	30,0 %	28,9 %	32,7 %	31,1 %	33,9 %	30,8 %	28,5 %	29,0 %	29,3 %	29,7 %	30,0 %	29,3 %	28,8 %
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		68,3 %	32,6 %	20,4 %	23,6 %	24,6 %	24,7 %	24,3 %	23,5 %	23,8 %	24,2 %	24,6 %	24,8 %	25,0 %	25,1 %	24,4 %	24,0 %
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									4,3 %	4,3 %	4,3 %	4,4 %	4,5 %	4,7 %	4,9 %	5,0 %	4,7 %
Autres remboursements				6,70 %	6,47 %	4,25 %	8,02 %	6,84 %	6,17 %	2,72 %	0,05 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,01 %	0,01 %
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

TIPF 662 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants

Millions d'euros	1981 CNAF	1990 CNAF	1991 CNAF	1993 CNAF	1995 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 CNAF	2007 Branche F.
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		428	451	967	2 661	2 857	1 802	1 991	1 871	2 777	3 233	3 307	3 346	3 513	3 255	580,92	707	707,42
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		3 075	7 258	12 794	10 647	11 886	12 491	13 152	14 650	14 142	14 312	14 711	15 134	15 705	16 764	20 874,36	22 215	22 184,23
Contribution sociale généralisée			4 596	8 930	6 542	7 498	7 687	7 762	8 179	8 728	9 303	9 483	9 723	9 993	10 432	11 083,81	11 657	11 656,70
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		684	151	140	106	131	134	675	866	202	10	0,0		0,1	328	3 494,45	3 976	3 945,33
Remboursements de prestations		2 391	2 511	3 724	3 998	4 257	4 671	4 715	5 605	5 211	4 999	5 228	5 411	5 711	6 004	6 296,10	6 582	6 582,20
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		2 391	2 511	2 802	3 137	3 630	3 524	3 680	3 878	4 028	4 238	4 430	4 577	4 812	5 032	5 230,44	5 505	5 505,39
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									708	722	754	796	833	900	972	1 064,15	1 075	1 075,26
Autres remboursements				922	862	627	1 147	1 035	1 019	461	8	2	0	0	1	1,50	2	1,56
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		3 503	7 709	13 761	13 307	14 743	14 293	15 143	16 521	16 919	17 545	18 018	18 480	19 218	20 019	21 455	22 923	22 892
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©	13 467	25 595	22 225	20 976	20 133	26 394	22 909	23 622	24 116	25 038	26 675	27 269	27 950	28 573	29 588	30 712	31 641	31 641
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)	465	296	291	232	818	269	371	545	287	441	528	913	1 068	1 056	873	1 114	505	1 228
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)	13 932	25 891	22 516	21 208	20 951	26 662	23 279	24 167	24 404	25 479	27 203	28 182	29 018	29 629	30 461	31 826	32 146	32 869
RECETTES CNAF (R)	13 932	29 394	30 224	34 969	34 258	41 405	37 573	39 310	40 925	42 398	44 748	46 200	47 497	48 847	50 480	53 281	55 068	55 760

TIPF 663 : Le financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants

Millions d'euros 2007	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1995	CNAF 1996 DC	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	Branche F. 2002	Branche F. 2003	Branche F. 2004	Branche F. 2005	Branche F. 2006	CNAF 2007	Branche F. 2007
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		564	575	1 184	3 163	3 334	2 080	2 285	2 136	3 121	3 577	3 597	3 571	3 688	3 359	589	707	707
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		4 051	9 264	15 677	12 657	13 867	14 421	15 091	16 726	15 892	15 835	15 999	16 153	16 486	17 298	21 179	22 215	22 184
Contribution sociale généralisée			5 867	10 943	7 777	8 748	8 874	8 906	9 337	9 809	10 293	10 313	10 378	10 491	10 764	11 246	11 657	11 657
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		901	192	172	126	152	154	775	989	227	11	0,0		0,1	338	3 545	3 976	3 945
Remboursements de prestations		3 150	3 205	4 563	4 753	4 967	5 392	5 410	6 399	5 857	5 532	5 686	5 775	5 996	6 195	6 388	6 582	6 582
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		3 150	3 205	3 433	3 729	4 235	4 069	4 222	4 427	4 527	4 689	4 818	4 885	5 051	5 192	5 307	5 505	5 505
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									808	812	834	865	889	944	1 003	1 080	1 075	1 075
Autres remboursements				1 130	1 024	731	1 324	1 188	1 164	518	9	2	0	0	1	2	2	2
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		4 614	9 839	16 862	15 820	17 201	16 501	17 375	18 862	19 013	19 413	19 596	19 724	20 175	20 656	21 768	22 923	22 892
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©	28 720	33 714	28 367	25 703	23 934	30 794	26 447	27 103	27 533	28 138	29 515	29 658	29 832	29 995	30 530	31 160	31 641	31 641
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)	991	390	371	284	973	313	428	626	328	496	584	993	1 140	1 108	901	1 130	505	1 228
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)	29 711	34 104	28 738	25 987	24 907	31 107	26 874	27 729	27 861	28 633	30 099	30 651	30 972	31 103	31 430	32 290	32 146	32 869
RECETTES CNAF (R)	29 711	38 719	38 578	42 849	40 727	48 308	43 375	45 104	46 723	47 647	49 512	50 247	50 696	51 278	52 087	54 059	55 068	55 760

TIPF 6711 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.
1. Prestations légales CCSS (P1)	7 830,85	10 134,96	21 268,92	26 683,46	29 241,10	29 009,84	29 059,85	29 820,22	30 282,85	31 279,68	32 244,67	32 910,25	34 307,46	35 833,99	37 463,29	38 574,88
Prestations directes du FNPF (yc solde PAH) (A)	7 790,91	10 093,34	21 202,76	26 633,00	29 195,06	28 964,38	29 013,96	29 774,33	30 236,26	31 232,70	32 186,79	32 858,27	34 258,11	35 783,02	37 408,52	38 522,43
- Soldes PAH (pris en cpte en recettes, dépenses diverses et non en PF)											4,15	4,74	4,10	2,30	4,22	3,14
Prest. de restauration spécifique PARS (DOM) - FASO	39,48	41,16	62,81	50,46	46,04	45,46	45,89	45,89	46,59	46,98	46,33	46,99	44,92	48,55	50,56	49,27
Divers	0,46	0,46	3,35								7,40	0,25	0,33	0,12		0,05
Conventions internationales (frais de gestion)	0,46	0,46	3,35								0,40	0,25	0,35	0,70		0,05
Autres prestations (régularisation)											7,00					
Ecart / total CCSS													-0,02	-0,58		
2. Transferts : financement de prestations (T1)	126,23	381,27	2 910,56	7 340,88	2 915,28	4 002,38	3 618,53	3 614,38	3 373,54	3 911,38	4 771,28	5 851,58	6 072,36	6 275,46	6 645,73	6 866,01
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	126,23	366,49	2 739,05	6 955,49	2 515,41	3 636,06	3 242,44	3 295,49	3 373,54	3 474,01	3 670,20	3 749,30	3 885,00	3 958,87	4 212,30	4 322,53
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)										437,38	901,72	1 895,21	1 964,84	2 087,05	2 184,96	2 291,49
Congé de paternité											199,36	207,07	222,52	229,53	248,46	251,99
Assurance personnelle			59,76	207,18	216,33	188,66	197,67	135,64								
Cotisation maladie parent isolé		14,79	111,75	178,21	183,55	177,66	178,43	183,24								
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	7 957,08	10 516,24	24 179,48	34 024,33	32 156,39	33 012,22	32 678,38	33 434,59	33 656,39	35 191,06	37 015,95	38 761,83	40 379,82	42 109,45	44 109,02	45 440,89
Action sociale (AS) (3 + 4)	433,26	565,59	1 274,63	1 660,47	1 746,36	1 786,69	1 893,23	2 053,95	2 205,70	2 110,32	2 362,60	2 448,78	2 878,97	3 323,54	3 337,08	3 495,04
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER MTE)				1 649,59	1 741,18	1 789,45	1 918,19	2 066,98	2 169,21	2 241,08	2 560,65	2 675,70	3 126,48	3 572,39	3 585,16	3 733,29
Accueil des jeunes enfants				563,91	626,03	671,08	753,86	864,75	921,33	982,44	1 205,39	1 245,18	1 545,20	1 849,54	1 874,21	1 933,67
Temps libre des enfants et des familles				329,79	333,35	337,72	356,65	384,63	428,83	457,16	524,78	581,74	666,62	801,37	797,61	865,43
Accompagnement social des familles				386,40	392,89	392,18	399,63	402,36	400,97	406,79	407,04	421,25	440,13	440,66	434,18	439,35
Logement et habitat				135,83	149,10	152,30	166,89	169,51	171,76	158,25	167,47	167,91	170,73	163,61	158,01	152,21
Animation et vie sociale				177,13	177,97	178,61	190,88	201,57	208,09	206,42	221,60	224,71	239,43	248,14	255,55	268,40
Prestations supplémentaires				36,16	38,60	35,38	31,15	26,05	21,74	16,89	15,34	13,78	12,79	10,18	9,02	8,39
Réalisations diverses et logistique des œuvres				20,37	23,25	22,18	19,13	18,11	16,49	13,13	19,03	21,12	51,58	58,90	56,58	65,83
4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114)				10,88	5,18	-2,76	-24,96	-13,03	36,50	-130,76	-202,99	-226,92	-247,51	-248,85	-248,09	-238,25
Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, AEL, frais gestion -> 2000	433,26	565,59	1 274,63	1 660,47	1 746,36	1 786,69	1 893,23	2 053,95	2 205,70	2 110,32						
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	114,79	171,96	2 284,14	3 009,19	3 072,09	3 175,80	3 238,90	3 306,31	3 285,56	3 126,75	3 244,07	3 206,23	3 294,65	3 514,93	3 770,55	3 643,46
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		82,47	2 104,10	2 827,47	2 904,79	3 007,96	3 070,14	3 134,20	3 113,38	3 104,65	3 220,25	3 182,70	3 270,93	3 490,62	3 745,68	3 618,03
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		82,47	2 104,10	2 818,02	2 889,88	2 990,15	3 050,47	3 113,01	3 089,52	3 078,49	3 187,08	3 143,82	3 233,78	3 450,69	3 698,02	
Contribution au FNAL (ALT)				9,45	14,91	17,81	19,67	21,19	23,87	26,16	33,16	38,88	37,15	39,93	47,65	
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	3,35	4,57	15,24	19,36	20,18	20,73	21,65	21,80	21,86	22,09	23,83	23,54	23,72	24,31	24,87	25,43
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	111,44	84,91	164,80	162,36	147,11	147,11	147,11	150,31	150,31							
FASTIF (travailleurs immigrés)	73,18	84,91	164,80	162,36	147,11	147,11	147,11	150,31	150,31							
Compensation démographique	38,26															
6. Gestion	398,50	519,85	986,50	1 166,23	1 222,95	1 203,13	1 265,80	1 298,73	1 322,87	1 406,89	1 907,17	1 884,56	1 960,65	2 044,53	2 113,50	2 144,17
Charges de gestion courante (G)											1 771,91	1 724,09	1 793,84	1 866,71	1 940,65	1 967,72
Charges de personnel											1 371,44	1 439,70	1 497,33	1 513,38	1 512,23	1 535,63
Dotations aux amortissements et aux provisions											122,37	165,39	105,97	122,29	121,13	125,45
Autres charges de gestion courante											278,10	119,00	190,54	231,04	307,29	306,64
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	398,50	519,85	986,50	1 166,23	1 222,95	1 203,13	1 265,80	1 298,73	1 322,87	1 295,88						
Transferts liés à la gestion (T3)										111,01	135,26	160,47	166,81	177,82	172,85	176,45
Contribution au FNGA de l'ACOSS										111,01	131,75	156,32	162,70	173,20	167,37	171,78
Contribution au FNGA de l'UCANSS											3,50	4,15	4,11	4,62	5,48	4,67
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	21,65	-5,34	94,98	326,55	3 550,37	692,45	400,64	571,38	483,11	1 101,49	641,34	770,06	690,05	801,50	842,34	880,69
Divers (postes comptables 3 + 4 + 5 + 7 + 8)	21,65	-5,34	94,98	326,55	3 608,61	606,02	470,15	571,38	483,11	1 101,49	641,34	770,06	690,05	801,50	842,34	880,69
Autres charges gestion technique (hors UNAF)											49,77	50,06	52,88			
Diverses charges techniques - régul. AVPF											494,50	491,49	478,41	485,40	464,02	220,86
Dotations aux provisions											2,63	58,28	43,47	139,44	223,65	263,00
Charges financières											0,12	0,16	0,23	0,14	1,79	8,09
Charges exceptionnelles											180,49	190,64	115,06	176,53	152,65	388,75
<i>Solde PAH (non pris en compte dans les PF)</i>																
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	8 925,28	11 768,30	28 819,72	40 186,78	41 748,16	39 870,29	39 476,95	40 664,96	40 953,64	42 936,51	0	0	0	0		0
Total des charges de la branche Famille											45 171,13	47 071,46	49 204,15	51 793,96	54 172,49	55 604,26
Dont prestations directes (1 + 3 + 4)	8 264,11	10 700,55	22 543,55	28 343,93	30 987,47	30 796,53	30 953,09	31 874,16	32 488,55	33 389,99	34 607,27	35 359,03	37 186,44	39 157,53	40 800,37	42 069,92

TIPF 6721 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Millions d'euros 2007	1978 CNAF	1980 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 CNAF	2007 Branche F.
1. Prestations légales CCSS (P1)	23 822	24 510	27 668	28 016	31 722	33 490	33 343	34 045	34 031,87	34 609,74	35 068,75	35 126,72	36 014,99	36 974,75	38 009,89	38 576,66	38 574,88
Prestations directes du FNPF (A)	23 700	24 410	27 589	27 929	31 662	33 438	33 291	33 993	33 979,51	34 557,76	35 005,81	35 071,24	35 963,18	36 922,15	37 954,31	38 522,43	38 522,43
Solde PAH et PJM (logement)											4,51	5,06	4,30	2,37	4,28	3,14	3,14
Prestation de restauration spécifique FASO - PARS (DOM)	120	100	79	83	60	52	53	52	52,36	51,98	50,38	50,15	47,16	50,10	51,30	51,09	49,27
2. Transferts : financement de prestations (T1)	384	922	2 517	3 834	8 727	4 621	4 182	4 127	3 791,19	4 327,79	5 189,17	6 245,67	6 374,59	6 475,23	6 742,69	6 638,39	6 866,01
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	384	886	2 277	3 608	8 269	4 198	3 720	3 762	3 791,19	3 843,85	3 991,65	4 001,82	4 078,36	4 084,90	4 273,76	4 094,91	4 322,53
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)										483,94	980,70	2 022,85	2 062,63	2 153,49	2 216,84	2 291,49	2 291,49
Congé de paternité											216,82	221,01	233,60	236,84	252,09	251,99	251,99
Assurance personnelle				56	79	246	218	227	155								
Cotisation maladie parent isolé		36	185	147	212	205	205	209									
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	24 206	25 433	30 185	31 850	40 449	38 111	37 495	38 172	37 823,06	38 937,53	40 257,92	41 372,39	42 389,58	43 449,99	44 752,58	45 215,05	45 440,89
Action sociale (AS) (3 + 4)	1 318	1 368	1 487	1 679	1 974	2 063	2 172	2 345	2 478,77	2 334,98	2 569,52	2 613,70	3 022,26	3 429,34	3 385,76	3 605,38	3 495,04
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc op. en capital, prélèvement sur réserves FIPE (source DSER MTE)					1 961	2 066	2 201	2 360	2 437,76	2 479,67	2 784,91	2 855,90	3 282,09	3 686,12	3 637,47	3 733,29	3 733,29
Accueil des jeunes enfants					670	775	865	987	1 035,39	1 087,03	1 310,96	1 329,05	1 622,11	1 908,42	1 901,56	1 933,67	1 933,67
Temps libre des enfants et des familles					392	390	409	439	481,92	505,83	570,75	620,92	699,80	826,88	809,25	865,43	865,43
Accompagnement social des familles					459	453	459	459	450,61	450,09	442,69	449,62	462,04	454,69	440,51	439,35	439,35
Logement et habitat					161	176	191	194	193,02	175,10	182,13	179,22	179,23	168,81	160,31	152,21	152,21
Animation et vie sociale					211	206	219	230	233,85	228,40	241,01	239,84	251,35	256,04	259,28	268,40	268,40
Prestations supplémentaires					43	41	36	30	24,43	18,68	16,69	14,71	13,43	10,50	9,15	8,39	8,39
Réalisations diverses et logistique des œuvres					24	26	22	21	18,53	14,53	20,70	22,54	54,14	60,78	57,41	65,83	65,83
4. Ajustement action sociale / consolidation hors op. K ou / FNAS					13	-3	-29	-15	41,01	-144,68	-220,77	-242,20	-259,83	-256,78	-251,71	-127,91	-238,25
Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur réserves FIPE, AEL frais gestion -> 2000	1 318	1 368	1 487	1 679	1 974	2 063	2 172	2 345	2 478,77	2 334,98						3 605,38	
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	349	416	1 779	3 009	3 577	3 666	3 716	3 775	3 692,32	3 459,62	3 528,20	3 422,17	3 458,63	3 626,83	3 825,56	3 643,46	3 643,46
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		199	1 537	2 772	3 361	3 473	3 523	3 578	3 498,82	3 435,17	3 502,28	3 397,05	3 433,73	3 601,74	3 800,33	3 618,03	3 618,03
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		199	1 537	2 772	3 350	3 452	3 500	3 554	3 472,00	3 406,22	3 466,22	3 355,55	3 394,73	3 560,54	3 751,98	3 573,53	
Contribution au FNAL : aides aux associations					11	21	23	24	26,82	28,95	36,07	41,50	39,00	41,21	48,35	44,50	
Contribution à l'UNAF	10	11	14	20	23	24	25	25	24,57	24,45	25,91	25,12	24,90	25,08	25,23	25,43	25,43
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	339	205	229	217	193	170	169	172	168,92								
6. Gestion	1 212	1 257	1 356	1 299	1 386	1 389	1 452	1 483	1 486,64	1 556,67	2 074,20	2 011,48	2 058,23	2 109,62	2 144,34	1 820,56	2 144,17
Charges de gestion courante (G)																	
Charges de personnel											1 927,10	1 840,21	1 883,12	1 926,14	1 968,97		1 967,72
Dotations aux amortissements et aux provisions											1 491,55	1 536,66	1 571,85	1 561,56	1 534,30		1 535,63
Autres charges de gestion courante											133,09	176,53	111,24	126,18	122,90		125,45
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	1 212	1 257	1 356	1 299	1 386	1 389	1 452	1 483	1 486,64	1 433,84	302,46	127,01	200,02	238,40	311,77		306,64
Transferts liés à la gestion (T3)										122,83						1 644,12	
Contribution au FNGA de l'ACOSS										122,83	147,10	171,28	175,11	183,48	175,37	176,45	176,45
Contribution au FNGA de l'UCANSS											143,29	166,85	170,80	178,72	169,81	171,78	171,78
											3,81	4,43	4,31	4,77	5,56	4,67	4,67
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	66	-13	112	125	388	799	460	652	542,92	1 218,76	697,51	821,92	724,40	827,02	854,63	653,99	880,69
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	27 151	28 461	34 920	37 962	47 775	46 028	45 296	46 427	46 023,71	47 507,57						54 940,44	
Total des charges de la branche Famille											49 127,35	50 241,67	51 653,10	53 442,79	54 962,87		55 604,26
Dont prestations directes (1 + 3 + 4)	25 140	25 878	29 155	29 695	33 696	35 553	35 516	36 390	36 510,64	36 944,72	37 638,28	37 740,42	39 037,25	40 404,09	41 395,65	42 182,04	42 069,92

TIPF 6722 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002 Branche F.	2004/2003 Branche F.	2005/2004 Branche F.	2006/2005 Branche F.	2007/2006 CNAF	2007/2006 Branche F.	Rapport fonds 2007 / fonds 1997	Rapport branche 2007 / CNAF 1997
1. Prestations légales CCSS (P1):	-0,4 %	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	1,5 %	1,5 %		15,2 %
Prestations directes du FNPF (A)	-0,4 %	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	1,5 %	1,5 %		15,2 %
2. Transferts : financement de prestations (T1)	-10,1 %	-0,6 %	-8,1 %	14,2 %	19,9 %	20,4 %	2,1 %	1,6 %	4,1 %	-1,5 %	1,8 %		48,6 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	-11,4 %	1,1 %	0,8 %	1,4 %	3,8 %	0,3 %	1,9 %	0,2 %	4,6 %	-4,2 %	1,1 %		3,0 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					102,6 %	106,3 %	2,0 %	4,4 %	2,9 %	3,4 %	3,4 %		
Congé de paternité													
Assurance personnelle	4,1 %	-31,7 %											
Cotisation maladie parent isolé	-0,2 %	2,2 %											
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	-1,6 %	1,8 %	-0,9 %	2,9 %	3,4 %	2,8 %	2,5 %	2,5 %	3,0 %	1,0 %	1,5 %		19,2 %
Action sociale (AS) (3 + 4)	5,3 %	7,9 %	5,7 %	-5,8 %	13,0 %	1,7 %	15,6 %	13,5 %	-1,3 %	2,5 %	3,2 %	<i>Statistiques</i>	69,4 %
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital	6,5 %	7,2 %	3,3 %	1,7 %	12,3 %	2,5 %	14,9 %	12,3 %	-1,3 %	2,6 %	2,6 %	80,7 %	
prélèvement sur les réserves FIPE (source DSER MTE)													
Accueil des jeunes enfants	11,7 %	14,1 %	4,9 %	5,0 %	20,6 %	1,4 %	22,1 %	17,7 %	-0,4 %	1,7 %	1,7 %		
Temps libre des enfants et des familles	5,0 %	7,3 %	9,7 %	5,0 %	12,8 %	8,8 %	12,7 %	18,2 %	-2,1 %	6,9 %	6,9 %		
Accompagnement social des familles	1,3 %	0,2 %	-1,9 %	-0,1 %	-1,6 %	1,6 %	2,8 %	-1,6 %	-3,1 %	-0,3 %	-0,3 %		
Logement et habitat	8,9 %	1,1 %	-0,3 %	-9,3 %	4,0 %	-1,6 %	0,0 %	-5,8 %	-5,0 %	-5,1 %	-5,1 %		
Animation et vie sociale	6,2 %	5,1 %	1,6 %	-2,3 %	5,5 %	-0,5 %	4,8 %	1,9 %	1,3 %	3,5 %	3,5 %		
Prestations supplémentaires	-12,5 %	-16,8 %	-17,9 %	-23,5 %	-10,7 %	-11,9 %	-8,7 %	-21,8 %	-12,8 %	-8,4 %	-8,4 %		
Réalisations diverses et logistique des œuvres	-14,3 %	-5,8 %	-10,4 %	-21,6 %	42,5 %	8,9 %	140,2 %	12,2 %	-5,5 %	14,7 %	14,7 %		
Dont prestations FNAS yc prél. réserves FIPE, AEL, frais gestion -> 2000	5,3 %	7,9 %	5,7 %	-5,8 %	13,1 %					2,5 %		74,8 %	
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	1,4 %	1,6 %	-2,2 %	-6,3 %	2,0 %	-3,0 %	1,1 %	4,9 %	5,5 %	-4,8 %	-4,8 %		
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)	1,4 %	1,5 %	-2,3 %	-1,9 %	1,8 %	-3,2 %	1,2 %	4,9 %	5,4 %	-4,8 %			
Contribution au FNAL : aides aux associations	9,8 %	7,2 %	10,9 %	7,9 %	24,6 %	15,1 %	-6,0 %	5,7 %	17,3 %	-8,0 %			
Contribution à l'UNAF	3,8 %	0,2 %	-1,3 %	-0,5 %	6,0 %	-3,0 %	-0,9 %	0,7 %	0,6 %	0,8 %	0,8 %		
6. Gestion	4,6 %	2,1 %	0,3 %	4,7 %	19,4 %	-3,0 %	2,3 %	2,5 %	1,6 %	0,0 %	0,0 %		Nu
Charges de gestion courante (G)						-4,5 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %		-0,1 %		
Charges de personnel						3,0 %	2,3 %	-0,7 %	-1,7 %		0,1 %		
Dotations aux amortissements et aux provisions						32,6 %	-37,0 %	13,4 %	-2,6 %		2,1 %		
Autres charges de gestion courante						-58,0 %	57,5 %	19,2 %	30,8 %		-1,6 %		
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	4,6 %	2,1 %	0,3 %	-3,6 %	19,3 %					-0,1 %		18,4 %	
Transferts liés à la gestion (T3)					19,8 %	16,4 %	2,2 %	4,8 %	-4,4 %	0,6 %	0,6 %		
Contribution au FNGA de l'ACOSS					16,7 %	16,4 %	2,4 %	4,6 %	-5,0 %	1,2 %	1,2 %		
Contribution au FNGA de l'UCANS						16,2 %	-2,6 %	10,5 %	16,5 %	-16,0 %	-16,0 %		
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	-1,6 %	2,5 %	-0,9 %	3,2 %	2,9 %					0,7 %		19,4 %	
Total des charges de la branche Famille						2,3 %	2,8 %	3,5 %	2,8 %		1,2 %		20,8 %
Dont prestations directes (1 + 3 + 4)	-0,1 %	2,5 %	0,3 %	1,2 %	2,0 %	0,6 %	3,7 %	3,8 %	2,8 %	-0,3 %	1,9 %		

TIPF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002

Part des dépenses totales en %	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 CNAF	2007 Branche F.
1. Prestations légales CCSS (P1)	87,7 %	86,1 %	73,8 %	66,4 %	72,8 %	73,6 %	73,3 %	73,9 %	72,9 %	71,7 %	71,4 %	69,9 %	69,7 %	69,2 %	69,2 %	70,2 %	69,4 %
Prestations directes du FNPF (A)	87,3 %	85,8 %	73,6 %	66,3 %	72,6 %	73,5 %	73,2 %	73,8 %	72,7 %	71,6 %	71,3 %	69,8 %	69,6 %	69,1 %	69,1 %	70,1 %	69,3 %
Prest. de restauration spécifique FASO - PARS (DOM)	0,4 %	0,3 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2. Transferts : financement de prestations (T1)	1,4 %	3,2 %	10,1 %	18,3 %	10,0 %	9,2 %	8,9 %	8,2 %	9,1 %	10,6 %	10,6 %	12,4 %	12,3 %	12,1 %	12,3 %	12,1 %	12,3 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	1,4 %	3,1 %	9,5 %	17,3 %	9,1 %	8,2 %	8,1 %	8,2 %	8,1 %	8,2 %	8,1 %	8,0 %	7,9 %	7,6 %	7,8 %	7,5 %	7,8 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)									1,0 %	2,0 %	2,0 %	4,0 %	4,0 %	4,0 %	4,0 %	4,2 %	4,1 %
Congé de paternité										0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Assurance personnelle			0,2 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,3 %										
Cotisation maladie parent isolé		0,1 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %										
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	89,2 %	89,4 %	83,9 %	84,7 %	82,8 %	82,8 %	82,2 %	82,2 %	82,0 %	82,4 %	81,9 %	82,3 %	82,1 %	81,3 %	81,4 %	82,3 %	81,7 %
Action sociale (AS) (3 + 4)	4,9 %	4,8 %	4,4 %	4,1 %	4,5 %	4,8 %	5,1 %	5,4 %	4,9 %	5,4 %	5,2 %	5,2 %	5,9 %	6,4 %	6,2 %	6,6 %	6,3 %
3. Prestations extra-légales : dép. de l'exercice yc op. en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER)				4,1 %	4,5 %	4,9 %	5,1 %	5,3 %	5,2 %	5,7 %	5,7 %	5,7 %	6,4 %	6,9 %	6,6 %	6,8 %	6,7 %
Accueil des jeunes enfants				1,4 %	1,7 %	1,9 %	2,1 %	2,2 %	2,3 %	2,7 %	2,7 %	2,6 %	3,1 %	3,6 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %
Temps libre des enfants et des familles				0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,6 %	1,6 %
Accompagnement social des familles				1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %
Logement et habitat				0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Animation et vie sociale				0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Prestations supplémentaires				0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %
Réalisations diverses et logistique des œuvres				0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS)				0,03 %	-0,01 %	-0,1 %	-0,03 %	0,1 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,4 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,2 %	-0,4 %
Dont dépenses FNAS yc prél. réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	4,9 %	4,8 %	4,4 %	4,1 %	4,5 %	4,8 %	5,1 %	5,4 %	4,9 %	5,4 %						6,6 %	
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	1,3 %	1,5 %	7,9 %	7,5 %	8,0 %	8,2 %	8,1 %	8,0 %	7,3 %	7,2 %	7,2 %	6,8 %	6,7 %	6,8 %	7,0 %	6,6 %	6,6 %
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		0,7 %	7,3 %	7,0 %	7,5 %	7,7 %	7,7 %	7,5 %	7,2 %	7,1 %	7,1 %	6,7 %	6,6 %	6,7 %	6,8 %	6,5 %	
Contribution au FNAL : aides aux associations				0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	
Contribution à l'UNAF	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	1,2 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %									
FASTIF (travailleurs immigrés)	0,8 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %									
Compensation démographique	0,4 %																
6. Gestion	4,5 %	4,4 %	3,4 %	2,9 %	3,0 %	3,2 %	3,2 %	3,2 %	3,3 %	3,8 %	4,2 %	4,0 %	4,0 %	3,9 %	3,9 %	3,3 %	3,9 %
Charges de gestion courante (G)											3,9 %	3,7 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %		3,5 %
Charges de personnel											3,0 %	3,1 %	3,0 %	2,9 %	2,8 %		2,8 %
Dotations aux amortissements et aux provisions											0,3 %	0,4 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %		0,2 %
Autres charges de gestion courante											0,6 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,6 %		0,6 %
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	4,5 %	4,4 %	3,4 %	2,9 %	3,0 %	3,2 %	3,2 %	3,2 %	3,0 %	3,5 %						3,0 %	
Transferts liés à la gestion (T3)									0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Contribution au FNGA de l'ACOSS									0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Contribution au FNGA de l'UCANSS										0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,0 %	0,0 %	0,01 %	0,0 %
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	0,2 %	0,0 %	0,3 %	0,8 %	1,7 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %	2,6 %	1,2 %	1,4 %	1,6 %	1,4 %	1,55 %	1,55 %	1,2 %	1,6 %
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Total des charges de la branche Famille											100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	2,7 %	100,0 %
Part des dépenses de personnel dans les dépenses de gestion courante											77,4 %	83,5 %	83,5 %	81,1 %	77,9 %		78,0 %

Quelques définitions : branche, risques, régimes, fonds... (chapitre PF2006 non mis à jour)

La branche Famille et les prestations versées pour le compte de l'Etat et de la Cnsa

La **branche Famille** se définit à travers les notions de risques, de régimes, d'organismes débiteurs des prestations et des fonds gérés. Les recettes et les dépenses de la branche Famille sont retracées dans les comptes de la Sécurité sociale.

* Par ailleurs, les organismes débiteurs des prestations familiales versent, **pour le compte de l'Etat** et des départements, le **revenu minimum d'insertion (Rmi)**, le revenu de solidarité (Rso), des aides spécifiques à l'emploi, l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), **les prestations logement du fonds national d'aide au logement**. (Depuis le 1^{er} janvier 2006, le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat ont fusionné en un seul fonds, le fonds national d'aide au logement.)

Suite à la décentralisation du Rmi en janvier 2004, le département se voit également confier la gestion et le financement des aides spécifiques à l'emploi. Les Caf et les Cmsa peuvent être choisies pour assurer la gestion de ces aides. Jusqu'en 2006, elles en sont restées gestionnaires. Par ailleurs, le paiement du Rmi est toujours assuré par les Caf et les Cmsa.

Les aides spécifiques à l'emploi couvrent : le contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (Cirma, 2004), le contrat d'avenir (Cav, 2005), la prime exceptionnelle de retour à l'emploi (de 2005 à 2006), la prime unique de retour à l'emploi (2006), la prime forfaitaire d'intéressement (2006). Si les bénéficiaires de ces mesures ne perçoivent aucune autre prestation, ils ne sont pas considérés comme « allocataires du noyau dur ».

Le Rmi, l'Aah et l'Api¹ et les aides à l'emploi (Cirma, Cav, primes à compter de 2006) sont regroupés dans les tableaux de la présente brochure sous une rubrique « minima sociaux ».

* Les dépenses de **l'allocation de parent isolé et de l'allocation aux adultes handicapés** font également partie des prestations versées pour le compte de l'Etat, dans la mesure où elles sont **remboursées par l'Etat** depuis 1983 pour l'Aah et depuis 1999 pour l'Api (dans les deux cas, hors frais de gestion et frais de tutelle). Il s'agit de prestations du Fnpf retracées dans les comptes de la branche Famille :

- relevant respectivement des risques monoparentalité et invalidité (dans la nomenclature des comptes de la protection sociale) ;
- dont le mode de calcul (différentiel) s'apparente à celui du Rmi (prestation hors Fnpf, relevant du risque précarité).

* Par ailleurs, la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa) rembourse à la Cnaf** :

- la **majoration de l'Aeeh** (allocation d'éducation de l'enfant handicapé) accordée aux personnes isolées (créée 2006) ;
- les **cotisations d'Avpf** dont peut bénéficier le bénéficiaire d'un **congé de soutien familial** (2007) qui cesse son activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité..

Le chapitre 1 retrace les dépenses de la Cnaf et les dépenses relevant du Fnal, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi alors que le chapitre 6 se limite aux recettes et aux dépenses de la branche Famille.

La branche Famille

Le risque Famille

D'une manière générale, la définition de risque social (cf. figure 7.1) repose sur la "problématisation" de situations de fait, telles que : être malade ou âgé, perdre son emploi, avoir la charge d'une famille nombreuse, être handicapé, être parent isolé... Leur définition en tant que problèmes sociaux ouvre droit à une compensation publique de leurs effets négatifs. Il y a ainsi prise en charge collective des risques maladie, accident du travail, invalidité, vieillesse, famille, chômage, précarité.

Dans le domaine de la famille, l'emploi du terme « risque » peut poser question en raison de sa connotation négative. Il est repris en général par homogénéité avec les autres volets des politiques sociales. La comparaison avec les autres pays montre d'ailleurs une particularité de la France à ce sujet. L'émergence et la représentation des risques sociaux peuvent se réaliser de manière très différente d'un pays à l'autre. Ainsi, la notion de risque famille n'est pas présente dans toutes les politiques sociales étrangères comme l'est le risque maladie par exemple. La diversité, d'un pays à l'autre, des régimes de la Sécurité sociale ou encore celle de ses modes de financement portent encore les traces de leurs origines historiques différentes.

Figure 7.1

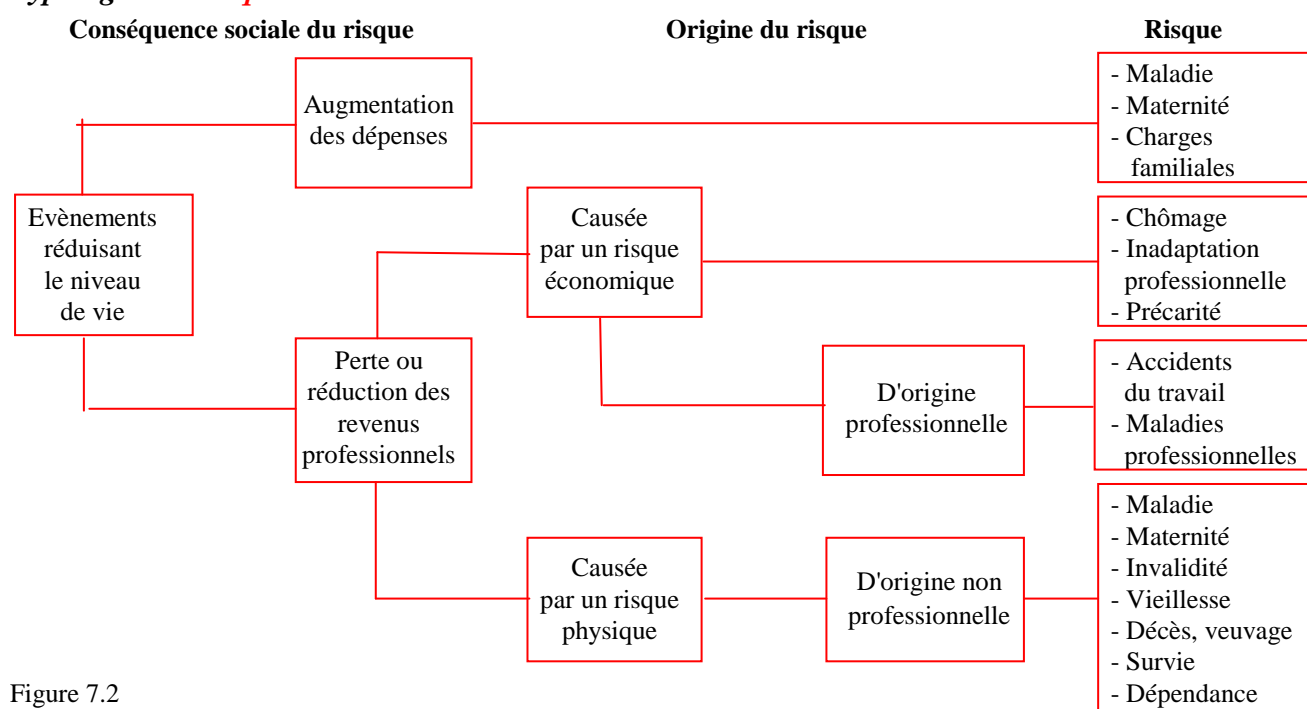
Typologie des *risques sociaux*

Figure 7.2

Organismes débiteurs et fonds concernés

	Les produits et les charges de la branche Famille					Fnal (4)		Rmi, Rso Rsa, Cirma, Cav, Pre
	Régime général (Rg)		Régimes spéciaux (3)	Régimes agricoles métropole		Als, Alt (4)	Apl (4)	
	Métropole	Dom		Salariés	Exploitants (Ea)			
Salariés de l'industrie	Pf	Pf						
Praticiens conventionnés	Ga	Ga						
Professions artisanales	As	As						
Professions libérales								
Rattachement aux Caf :	Depuis							
Collectivités locales	1979-1980							
Offices, établissements publics de l'Etat	1991							
Mineurs	1997							
Cea	1994							
Banque de France	1994							
La Poste	Juillet 2004							
France Telecom	Janvier 2005	(3)						
Fonctionnaires hors En	Janvier 2005	(3)						
Education nationale (En)	Juillet 2005	(3)						
Cnieg (Edf-Gdf)		(3)	Pf *					
Ratp (1)			Pf * (1)					
Sn cf (1) (2)		(3)	Pf * (1) (2)					
Salariés agricoles		Pf Rg						
Exploitants agricoles		Pf Ea			Pf depuis 1983			

Les trois types d'organismes payeurs :

- 123 Caf (caisses d'Allocations familiales) depuis le 1^{er} janvier 2002 ;
- 58 Cmsa métropole (caisses de Mutualité sociale agricole). Dans les Dom, les prestations sont versées par les Caf ;
- * Les régimes spéciaux (Snf, Ratp, Cnig) versent directement les prestations à l'exception de la Paje (1), de l'Afeama, de l'Aged, des prestations de logement (2) et des minima sociaux sauf l'Api.

- (1) La Snf verse la prestation d'accueil du jeune enfant sauf le complément mode de garde.
- (2) La Snf et la Ratp continuent à verser l'allocation de logement familiale (Alf).
- (3) Les prestations des régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracées dans les comptes de la branche, à l'exception des collectivités locales dans les Dom (qui relèvent des Caf).
- (4) Le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat sont fusionnés en un seul fonds national d'aide au logement au 1^{er} janvier 2006.

Pf : Prestations familiales, y compris l'allocation de parent isolé, l'allocation aux adultes handicapés et l'Alf.

As : Action sociale.

Ga : Gestion administrative.

Quatre régimes de prestations familiales

La figure 7.1 précise les populations qui relèvent des différents régimes et les organismes payeurs de prestations. En matière de prestations familiales, on distingue quatre grands types de régimes :

- **le régime général** qui fut créé en 1945 dans l'idée d'étendre et de généraliser la protection sociale à toute la population active non agricole. Il concerne les prestations des salariés du secteur privé et des employeurs et travailleurs indépendants. Par ailleurs, le régime minier et les régimes spéciaux ont été progressivement rattachés au régime général.

Le régime minier qui s'appliquait aux personnes dont l'activité professionnelle se rattache directement et exclusivement à l'exploitation minière². Depuis 1997, le régime minier est complètement rattaché au régime général ;

- **les deux régimes agricoles** qui couvrent, d'une part, les salariés agricoles pour lesquels la compensation par le régime général a été instaurée à compter du 1^{er} janvier 1963 et, d'autre part, les exploitants agricoles. Les recettes et les dépenses du régime des exploitants agricoles sont retracées dans les comptes de la Cnaf depuis le 1^{er} janvier 1983. Les déficits du régime des exploitants agricoles sont répartis entre le régime général et une participation de l'Etat jusqu'en 1993 ;

- le dernier type est en fait un ensemble de régimes dits **régimes spéciaux**. Historiquement, ce furent les premiers régimes à se constituer, lorsque des employeurs ont établi un système de protection sociale propre à leur secteur d'activité. L'article 26 de l'ordonnance du 21 août 1967 définit la dérogation au régime général qui permet à ces régimes de se perpétuer. Fin janvier 2006, il s'agit de la Sncf, d'Edf-Gdf et de la Ratp.

En 1978, la **condition d'activité professionnelle** a été supprimée pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. La population inactive est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules et les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont affiliés au régime général.

Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible depuis 1979 en métropole et depuis septembre 2003 dans les Dom.

Trois types d'organismes payeurs

Aux quatre régimes de prestations familiales correspondent trois types d'organismes payeurs : les caisses d'Allocations familiales, les caisses de la Mutualité sociale agricole pour les deux régimes agricoles, les régimes spéciaux.

Les caisses d'Allocations familiales (Caf) versent les prestations familiales aux allocataires du régime général. Le nombre des caisses (y compris les quatre Caf des Dom) est passé de 119 à 125 en avril 1991 : depuis cette date, il y a une caisse pour chaque département de la région parisienne au lieu d'une seule auparavant. Dans certains départements, plusieurs Caf³ gèrent les prestations :

02 Aisne (Saint-Quentin, Soissons) ;
 07 Ardèche (Annonay, Aubenas) ;
 25 Doubs (Besançon, Montbéliard) ;
 29 Finistère (Brest, Quimper) ;
 34 Hérault (Béziers, Montpellier) ;
 38 Isère (Grenoble, Vienne) ;
 42 Loire (Saint-Étienne, Roanne) ;
 49 Maine-et-Loire (Angers, Cholet) ;
 59 Nord (Lille, Armentières, Dunkerque, Douai, Cambrai, Roubaix, Valenciennes, Maubeuge) ;
 60 Oise (Beauvais, Creil) ;
 62 Pas-de-Calais (Arras, Calais) ;
 64 Pyrénées-Atlantiques (Pau, Bayonne) ;
 69 Rhône (Lyon, Villefranche-sur-Saône) ;
 76 Seine-Maritime (Rouen, Elbeuf, Dieppe, Le Havre).

Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2002, le nombre de Caf passe de 125 à 123 :

- il ne reste plus qu'une Caf à vocation nationale la Caisse maritime d'allocations familiales, sise à La Rochelle, après fusion au 1^{er} janvier 2002 de la Caf de la pêche maritime et de celle des marins du commerce ;
- la Caf de la navigation intérieure a, quant à elle, fusionné au cours du quatrième trimestre 2001 avec la Caf de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Les **caisses de la mutualité sociale agricole** (Cmsa) regroupent les salariés et les exploitants agricoles. Le nombre de ces organismes est passé de 74 en 2000 à 58 en 2005. Certaines Cmsa couvrent plusieurs départements. *La Cmsa a adopté courant 2007 une résolution arrêtant la configuration définitive de son réseau qui sera réparti en 35 caisses en 2010.*

Le nombre des services particuliers, administrations et établissements publics habilités à distribuer les prestations familiales aux allocataires des régimes spéciaux, dépassait trois cents. Certains organismes relevant de ces régimes ont été rattachés au régime général : ce fut le cas des collectivités locales métropole en 1979-1980, des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat en 1991, du Cea, de la Banque de France en 1994.

La gestion des prestations familiales des allocataires des **régimes spéciaux** est transférée aux Caf au :

- . 1^{er} juillet 2004 pour La Poste (soit 25 000 allocataires supplémentaires pour les Caf) ;
- . 1^{er} janvier 2005 pour France Telecom, et pour les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- . 1^{er} juillet 2005 pour l'Education nationale ;
- . 1^{er} janvier 2009 pour les fonctionnaires travaillant à l'étranger.

Les allocataires d'**Edf-Gdf**, de la **Sncf** et de la **Ratp** ne sont pas concernés par ces transferts. *En métropole, les caisses d'Allocations familiales versent aux allocataires des régimes spéciaux :*

- l'ensemble des prestations de logement (Alf depuis 1995-1996, Apl depuis sa création, Als depuis 1993, cf. figure 7.2). Cependant, **la Sncf et la Ratp continuent à verser l'Alf** ;
- l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, dès sa création en 1991) ;
- l'allocation de garde d'enfant à domicile (Aged depuis avril 1992) ;
- l'allocation aux adultes handicapés (et le Rmi) ;
- la prestation d'accueil du jeune enfant depuis sa création. Toutefois, **la Sncf verse la Paje à l'exception du complément mode de garde.**

Ainsi, certains bénéficiaires des régimes spéciaux étaient également allocataires des Caf pour certaines prestations (Paje, Aged, Afeama, Apl, Alf, Als). En 2006, le phénomène est marginal : on estime ces doubles comptes à 20 700 allocataires (16 000 pour le Fnpf et 4 600 pour l'Apl seule, cf. T1PF 512951) et à 51 000 enfants. Ces doubles comptes sont :

- à conserver lors des estimations des effectifs du régime général ;
- à conserver lors de l'estimation du nombre d'allocataires tous régimes (dans une optique de gestion) ;
- à éliminer dans une optique démographique, lors du dénombrement tous régimes des familles bénéficiaires, d'une part, de l'ensemble des fonds et, d'autre part, du seul Fnpf.

Particularités

- Les dépenses **d'action sociale et de gestion** des régimes agricoles et des régimes spéciaux ne sont pas reprises dans les comptes de la Cnaf. Par ailleurs, les

cotisations prises en compte pour ces régimes correspondent à la part des cotisations du régime général qui couvre les prestations légales (*hors action sociale et hors gestion, T1PF 62*).

- Les **quatre caisses des Dom** ont la particularité de verser les prestations aux allocataires de « l'ensemble » des régimes. Il faut cependant distinguer :

- les salariés agricoles dont les prestations sont intégrées à celles du régime général dans les Dom ;
- les exploitants agricoles dont les prestations peuvent être isolées dans les comptes ;
- les régimes spéciaux dans les Dom, dont les prestations ne sont pas retracées dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales. Depuis 2002, les Caf versent l'Afeama, l'Aged et l'Alf des collectivités locales Dom.

Les trois fonds de l'entité comptable Cnaf

Les recettes et les dépenses de la Caisse nationale des allocations familiales regroupent les opérations de tous les régimes qui servent des prestations familiales, en métropole et dans les départements d'outre-mer⁴. Elles sont retracées dans les trois fonds gérés par la Cnaf : le fonds national des prestations familiales, le fonds national d'action sociale, le fonds national de gestion administrative.

- * **Le fonds national des prestations familiales** (Fnpf) retrace :

- **les prestations directes et indirectes.** Ces dernières correspondent à deux types de transfert :

- d'une part, des prises en charge de cotisations qui constituent des transferts internes à la Sécurité sociale, à destination de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) entre 1979 et 1999. Depuis 2002, les transferts à la Cnam concernent le financement du congé de paternité ;
- d'autre part, un transfert au fonds de solidarité vieillesse, la Cnaf prenant en charge, depuis 2003, 60 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus. (*La prise en charge par la Cnaf était de 15 % en 2001 suite à la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001, de 30 % en 2002*) ;

- la contribution de la Cnaf au fonds national d'aide au logement pour l'Apl⁵ et pour les aides aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), à la prestation de rentrée scolaire dans les Dom (Pars). Il s'agit de **transferts vers des organismes extérieurs à la Sécurité sociale**. Par ailleurs, en 2000, l'Etat a pris en charge la contribution de la Cnaf au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (Fastif) : depuis 2001, le Fastif n'est plus retracé dans les comptes de la Cnaf.

* **Le fonds national d'action sociale** (Fnas) couvre, pour la population couverte par le régime général (*au sens de la politique familiale*), des dépenses d'investissement et de fonctionnement des équipements et des services sociaux (crèches, centres de vacances, services de travailleuses familiales...), ainsi que des aides aux familles pour accéder à ces équipements et des aides spécifiques pour les familles en situation de précarité.

- Au sein du Fnas⁶ a été créé, en 2001, le **fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe)**, destiné à financer des projets de création ou d'aménagement des structures accueillant les enfants de moins de 6 ans.

Seuls les montants réellement décaissés en cours d'exercice sont inscrits au titre de cet exercice (18,57 millions en 2006). Ces charges sont équilibrées par un prélèvement à due concurrence sur les réserves constituées lors de la dotation initiale du Fipe sur l'excédent de la Cnaf (228,67 millions d'euros en 2000..., 25,87 millions en 2006 après prélèvements, cf. TIPF 63).

- Par ailleurs, il a été prévu d'accorder des **aides exceptionnelles à l'investissement⁶ (Aei)** pour financer l'effort de développement et la diversification des propositions d'accueil des jeunes enfants de 2-3 ans, ainsi que les aides à l'équipement des assistantes maternelles. Ces aides sont financées par un prélèvement à due concurrence sur les cotisations alimentant la branche Famille.

- Depuis 2001, les opérations relatives au Fipe et à l'Aei sont retracées dans les comptes de la Cnaf⁷ en prestations extralégales du Fnas.

* **Le fonds national de gestion administrative** (Fnga) finance la gestion courante des organismes servant les prestations familiales du régime général. La charge de la contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acos et de l'Ucanss a été transférée au Fnpf⁸ en 2001. Les dépenses de gestion administrative du Fnas relèvent du Fnga depuis 2001.

D'une part, les trois comptes de la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) et...

d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille (hors opérations en capital)

Depuis le rapport 2003, le cadre retenu est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

Les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf (Dser) retiennent une double présentation pour 2002-2006 (cf. encadré 1 du chapitre 6).

Contribution de la Cnaf pour l'Apl et pour l'Alt (Fnal)

• La contribution de la Cnaf au financement de l'Apl est appelée **allocation logement virtuelle** (Alv, cf. TIPF 141)⁹. Elle est égale au montant de l'allocation logement qui aurait été payé par le Fnpf en l'absence de l'aide personnalisée au logement (Apl).

Jusqu'en 1983, le montant de la contribution de la Cnaf était estimé sur la base d'un échantillon (cf. TIPF 69). Puis, la part de la Cnaf a été fixée par décret à 46 % pour le régime des prestations familiales et à 1,7 % pour le régime exploitants agricoles¹⁰.

Depuis 1997 et la fusion de l'Apl1 et de l'Apl2, le taux de contribution de la Cnaf a été fixé provisoirement à 50,28 % pour le régime des prestations familiales hors Bapsa et à 1,37 % pour le régime des exploitants agricoles¹¹. Ces taux ont été fixés par référence à la répartition réelle du financement entre les différents régimes pour l'année 1996.

Depuis janvier 2005¹², les clés forfaitaires ont été abandonnées. Dans l'attente du calcul d'Al virtuelle¹³, des clés provisoires ont été adoptées en 2005 (54,5 % hors exploitants agricoles, ce qui a entraîné une régularisation de + 133 millions d'euros comptabilisés en 2006). La clé 2006 est estimée à 56,65 %. Le coût pour le Fnpf est de l'ordre de 250 millions d'euros par an.

L'Alv financée par le Fnpf atteint 3,698 milliards d'euros en 2006 : 3,565 milliards d'euros au titre de l'exercice et 133 milliards de régularisations relative à 2005 (*tous régimes*)¹⁴.

• Depuis 1993, les taux de contributions financières à l'Alt sont de 48 % pour le Fnpf hors régime des exploitants agricoles, 2 % pour le régime des exploitants agricoles et à 50 % pour l'Etat. La contribution de la Cnaf au financement de l'aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées dans l'attente de logement autonome s'élève à 39 millions d'euros en 2005.

Contribution du Fnal aux frais de gestion de la Cnaf

Les caisses d'Allocations familiales et les caisses de la Mutualité sociale agricole liquident et paient les prestations sociales de l'Etat en matière de logement, relevant du fonds national d'aide au logement¹⁵.

Le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Recettes Cnaf relatives aux frais de gestion

En millions d'euros	2004	2005	2006
Ensemble hors régl. Apl	138,37	132,12	132,64
Dont Als, Alt, Ea	80,60	80,34	82,99
Als			82,12
Alt			0,86
Exploitants agricoles (Ea)			0,01
Dont Apl hors régl.	57,77	51,78	49,65
Régl. Apl compt. 2006 (en recettes diverses)		67,3 au titre 05	70,24 au titre 06
Total yc régl. par exercice	138,37	199,39 44,1 %	202,88 1,8 %
<i>Total par ex. comptable</i>	138,37	132,1	270,2
<i>Régularisations 2005-2006</i>			138,0

Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

Notes

¹ Les notions de « monoparentalité » (pour l'Asf et l'Api) et d'« invalidité » (pour l'Aeeh et l'Aah) sont abandonnées depuis la brochure PF2001.

² Les allocataires du régime minier relevaient des six unions régionales des sociétés de secours minières (Urssm) situées à Alès, Lens, Metz, Montceau-les-Mines, Saint-Etienne, Toulouse. Depuis 1994, les prestations sont versées par la Caisse nationale de sécurité sociale des mines (Canssm) pour les allocataires du régime minier ne relevant pas d'une Caf. Le calendrier de la prise en charge des allocataires des Urssm par les Caf a été le suivant :

	Urssm	Caf
01.94	Saint-Etienne	Saint-Etienne
01.95	Montceau-les-Mines	Mâcon
03.96	Urssm de l'Est	Metz, Mulhouse
1997	Lens	Arras, Douai, Lille
1997	Toulouse	Albi
1997	Alès	Nîmes

³ Selon les décisions du conseil d'administration du 12 juin 2007, il est prévu que la structuration du réseau s'appuiera sur la base d'une caisse par département. Les caisses infra départementales seront donc regroupées en une nouvelle caisse, à créer par département, à l'horizon 2011 (cf. L'agence d'information n°869).

⁴ Toutefois, les régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracés dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales.

⁵ Jusqu'en 2005 inclus, il s'agit d'une contribution de la Cnaf au Fnh.

⁶ Source : rapport de la Ccss de septembre 2003, page 285 ; article 23 de la Lfss pour 2001.

Le dispositif est fortement incitatif puisque la création ou l'aménagement de places dans les structures d'accueil peut être subventionné à hauteur de 6 000 à 11 000 euros la place. Des subventions majorées sont prévues pour les structures multi-accueil ou qui correspondent à des objectifs prioritaires. Un financement majoré est également possible lorsque le projet est intercommunal.

⁷ Cf. Rapport de l'Agent comptable, exercice 2002, page 76.

⁸ L'ensemble des dépenses de « gestion » du Fnga et du Fnpf sont regroupées dans les tableaux statistiques.

⁹ Créé en 1977, le fonds national de l'habitat a en charge l'aide personnalisée au logement (Apl). Les recettes du Fnh sont constituées par une subvention de l'Etat, une contribution du Fnpf et le fonds national d'aide au logement (Fnal). En janvier 2006, le Fnh et le Fnal fusionnent en un seul fonds national d'aide au logement.

¹⁰ La note 2 du tableau T1PF 69 retrace la contribution de la Cnaf au titre de l'Apl2, créée en 1988.

¹¹ Avec 48,35 % pour l'Etat à travers le Fnh et le Fnal.

¹² Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable pages 49-50.

¹³ Note du conseil d'administration du 5 octobre 2005. Le système proposé en 2005 conduit à faire prendre en charge par le Fnpf :

- la totalité de l'Apl versée aux familles et aux jeunes ménages locataires, l'Etat prenant en charge les prestations versées aux isolés et aux couples non mariés sans enfant ;
- en accession, la branche Famille finance la part de l'Apl (Alv) versée aux familles avec enfant ou personne à charge et aux jeunes ménages ;
- en logements foyers, le même principe est appliqué ; ces logements étant principalement occupés par des personnes seules ou des ménages sans enfant, l'Etat devrait financer la quasi-totalité de l'Apl.

¹⁴ La contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,913 millions d'euros).

¹⁵ Créé en 1971, le fonds national d'aide au logement centralise les recettes et les dépenses de l'allocation logement social (Als) et de l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt) créée en 1993. Depuis 2006 il a fusionné avec le Fnh (créé en 1977).

Evolution de la législation relative aux recettes (chapitre PF2006 non mis à jour)

Le taux de cotisation allocations familiales a baissé de près de moitié entre 1952 et 1974 (passant de 16,75 % du salaire plafonné à 9 %). Ce taux a été déplafonné et fixé à 7 % en 1989-1990.

La contribution sociale généralisée a été créée au 1^{er} février 1991 (1,1 % des rémunérations brutes affecté à la Cnaf jusqu'en janvier 2005, 1,08 % depuis, sur une assiette élargie). Suite à la mise en place de la Csg, le taux de cotisation a été abaissé à 5,4 %.

Depuis le 1^{er} juillet 1993, différentes mesures d'exonération ou d'allègement des cotisations sociales ont été mises en place dans le cadre de dispositifs en faveur de l'emploi. Jusqu'en 2005, les allègements généraux de cotisations étaient compensés par le budget de l'Etat (et/ou par le Forec, créé en 2000 et supprimé fin 2003). A compter de 2006, leur financement se fait essentiellement par affectation de recettes fiscales ; toutefois, l'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche. La part des exonérations non compensées décroît légèrement en 2006 (9,8 % contre 10 % en 2005, toutes branches confondues).

L'évolution des taux de cotisation des différents régimes, la mise en place de la Csg et la prise en charge de cotisations par l'Etat constituent les éléments essentiels à la compréhension de l'évolution des recettes de la Cnaf (*définie comme l'entité correspondant comptablement aux fonds nationaux des prestations familiales, de l'action sociale et de la gestion administrative*). Les modalités de calcul des frais de gestion des prestations de logement ne relevant pas du Fnpf mais versées par les Caf (Apl et Als) sont précisées en fin de chapitre.

* L'année **1983** marque un tournant dans l'évolution des recettes de la Cnaf avec la mise en place :

- du **remboursement par l'Etat de l'allocation aux adultes handicapés** ;
- du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable. Après des modifications en 1985, en 1998 et en 1999, la Cnaf est finalement privée de ce type de financement en 2001 ;
- et de la gestion des prêts aux jeunes ménages par les banques en 1985-1986, avant leur suppression en 1987. Des recettes importantes ont ainsi été dégagées de 1985 à 1988, grâce aux remboursements des prêts antérieurement versés par les organismes débiteurs des prestations.

* L'introduction de la **Csg en 1991** et la baisse à cette occasion du taux de cotisation marquent un second tournant dans le financement de la Cnaf.

* Entre **1998 et 2000**, on peut noter un troisième tournant dans l'évolution des comptes de la Cnaf, avec la création de nouvelles ressources ou de moindres dépenses. Il s'agit :

- de la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre 1998 ;
- du **remboursement par l'Etat de l'allocation de parent isolé** depuis 1999 ;
- de la **suppression des dépenses relatives aux cotisations maladie** de bénéficiaires de prestations familiales depuis 2000, suite à la mise en place de la couverture maladie universelle (Cmu) ;
- le remboursement de la contribution de la Cnaf au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (Fastif) depuis 2000. Les dépenses (et les recettes) de ce fonds ne sont plus retracées dans les comptes de la Cnaf depuis 2001.

Il est également intéressant de rappeler :

- l'évolution du plafond de Sécurité sociale, bien qu'il n'intervienne pratiquement plus sur les recettes de la Cnaf depuis le déplafonnement total des cotisations d'allocations familiales en 1990. Seules les cotisations allocations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants restaient pour une part restreinte (0,5 %) plafonnées jusqu'en janvier 1998 ;
- les différentes phases d'extension du champ du régime général et de la Cnaf.

Les taux de cotisations allocations familiales

a. Cotisations patronales relatives aux salariés du régime général

Le taux de cotisation allocations familiales a baissé de près de moitié entre 1952 (16,75 % du salaire plafonné) et 1974 (9 % du salaire plafonné).

La loi du 13 janvier 1989 a fixé les cotisations de la branche Famille, à compter du 19 janvier 1989, à 4,5 % dans la limite du plafond de Sécurité sociale et à 3,5 % sur l'intégralité des gains des salariés.

A compter du 1^{er} janvier 1990, les cotisations sont totalement déplafonnées et le taux de cotisation est fixé à 7 % pour les salariés du régime général.

Suite à la mise en place de la contribution sociale généralisée (Csg), le taux de cotisation des allocations familiales a été abaissé à 5,4 % au 1^{er} février 1991.

b. Exonération de cotisations Af¹

• La législation relative aux exonérations de cotisation est développée dans les rapports de l'Agent comptable² de la Cnaf et dans ceux de la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc). Ces exonérations ont pu être regroupées en quatre catégories (cf. TIPF 641 du chapitre 6) liées à deux types d'objectifs :

1) d'une part, **l'activité et l'emploi en liaison avec l'aménagement du territoire** avec :

11) **l'aide à l'insertion et à la réinsertion** subdivisée en :

- contrats initiative emploi ;
- apprentissage ;
- emplois des jeunes ;
- contrats de retour à l'emploi, d'accès à l'emploi et mesures d'insertion ;

12) **les aides à l'embauche** définie « géographiquement » (zones franches urbaines, zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine, à la zone franche Corse) ;

2) d'autre part, **la réduction du temps de travail et les exonérations sur les bas salaires**, avec :

21) **l'aménagement de la réduction du temps de travail** : la loi Aubry 1³, la loi Aubry 2⁴ et la loi Robien ;

22) **les exonérations sur les bas salaires et l'aide au maintien d'emplois spécifiques** (pêche maritime - plan textile - hôtels, restaurants, cafés).

La progression des exonérations prises en charge par l'Etat et le Forec (+ 48 % en 2000, + 16 % en 2001, + 2,3 % en 2002) s'explique par la mise en place des lois Aubry (+ 0,9 milliard d'euros en 2000, + 0,5 milliard en 2001, + 0,33 milliard en 2002).

• En 2000, le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de la Sécurité sociale (Forec) finance 85 % de l'ensemble des exonérations. *Le rapport de la Ccsc de septembre 2003 (cf. pages 266-269) présente les comptes du Forec depuis 2001*. En 2004, le Forec a disparu, le remboursement des allègements étant directement pris en charge par le budget de l'Etat.

• **L'allègement unique Fillon** a comme objectif de remplacer en trois phases (au 1^{er} juillet 2003, 2004 et 2005) la réduction dégressive sur les bas salaires et l'allègement 35 heures. Le rapport de la Ccsc de juin 2005 (cf. pages 82-84) détaille la progressivité de ces mesures.

• Depuis janvier 2005, **la prise en charge des cotisations d'Af par la Cnam⁶** se fait conformément à de nouvelles dispositions : elle est expressément limitée au revenu net de dépassement d'honoraires. Seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam.

• A compter de 2006, un transfert de **recettes fiscales** en faveur de la branche Famille constitue le mode de compensation des dispositifs d'aide à l'emploi relatifs au dispositif « Fillon » et aux anciennes mesures relatives à la réduction du temps de travail (lois « Robien » et « Aubry 1 ». *Cette réforme se traduit comptablement⁵ dès l'exercice 2005, qui intègre en « produits à recevoir » les droits de décembre 2005 servant de base aux règlements financiers de janvier 2006. Dans les tableaux statistiques, les 327,6 millions d'euros comptabilisés en 2005 figurent sur la ligne « 1% sur le revenu des personnes physiques ».*

Neuf recettes fiscales⁶ sont affectées à la Cnaf. Il s'agit principalement :

- d'une fraction égale à 95 % de la taxe sur les salaires pour 1,673 milliard d'euros ;
- de la Tva brute collectée sur les fournisseurs de tabac (536 millions d'euros) ;
- de la Tva collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques (522 millions) ;
- des droits de consommation sur les alcools (480 millions). Le montant des autres Itaf atteint 282 millions d'euros.

L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (207 millions d'euros en 2006, + 2,7 %) **et d'aide à l'embauche** (262 millions, + 15,4 %, cf. TIPF 641).

c. Employeurs et travailleurs indépendants

• *Le taux réduit de cotisation des employeurs et travailleurs indépendants (3,25 %) a été relevé à 5,5 % au 1^{er} avril 1982 puis supprimé au 1^{er} janvier 1983 pour faire place à un taux unique de 9 %, le taux de cotisation des Eti étant donc identique à celui des salariés du régime général.*

• *En 1989, les cotisations des Eti ont été partiellement déplafonnées comme celles du régime général.*

• *En 1990, les taux ont été fixés à 2,1 % dans la limite du plafond et à 4,9 % sur le revenu total.*

• *En février 1991, le taux plafonné a été ramené à 0,5 %, suite à la mise en place de la Csg.*

• *A compter du 15 mai 1996 (appel des cotisations du 1^{er} trimestre 1996), la régularisation intermédiaire des cotisations devient effective⁷. Il s'agit d'un ajustement des cotisations provisionnelles calculées sur le revenu de l'avant-dernière année (N – 2) sur les revenus de la dernière année (N – 1).*

• **Depuis le 1^{er} janvier 1998, le taux de cotisation est fixé à 5,4 % sur la totalité du revenu (gain estimé à 450 millions en 1999).**

L'assiette des cotisations 1997 était constituée par les revenus professionnels 1995, limités au plafond de Sécurité sociale 1997 pour la partie des cotisations qui reste plafonnée en 1997. En 1999, les cotisations sont calculées à partir des revenus de 1997.

• *Par ailleurs, la mise en place progressive de la mensualisation de leurs cotisations depuis 2001 pour les cotisants qui en font la demande⁸ accroît l'évolution des produits la première année (notamment en 2001) et la diminue la deuxième année⁹. En 2004, la part des cotisations des Eti recouvrées selon un calendrier mensuel a augmenté de six points, passant de 37 % à 43 %.*

• **Jusqu'en 2003¹⁰**, le paiement des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti) est effectué sur une base provisoire assise sur les revenus de l'année N – 2 et a fait l'objet d'un ajustement en fin d'année en se fondant sur les revenus N – 1 et d'une régularisation un an plus tard. Il en résulte un décalage entre l'évolution des cotisations et celle des revenus des Eti de l'ordre d'un an, et d'autre part des accélérations et des décélérations plus fortes sur les cotisations observées que sur l'assiette.

• **En 2004, la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N – 1) est supprimée.** La baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par cette suppression. Ainsi, un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006.

d. Les régimes spéciaux

Le taux de cotisation des régimes spéciaux (TIPF 62) est fixé par arrêté, en même temps que la répartition des cotisations Af par fonds. Par ailleurs, le taux de cotisation théorique de ces régimes¹¹ pour lesquels l'employeur assure lui-même le versement des prestations exclut la part des cotisations affectées à l'action sociale et à la gestion.

Jusqu'en 1988, il correspond au produit du taux de cotisation des salariés du régime général, par le pourcentage des cotisations des salariés affecté au Fnpf.

De 1984 à 1988, le taux effectif des régimes spéciaux a été de 8,15 %. En 1989, les cotisations ont été comptabilisées sur la base des taux de 4,075 % plafonnés et de 3,17 % déplafonnés¹². Ce taux est fixé à 6,34 % en 1990, à 5 % en 1991 et à 4,8 % en 1992-1996. Le taux est fixé à 5,20 % à compter du 1^{er} janvier 1997.

Le taux de cotisation des allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf¹³ a été aligné sur celui du régime général, soit 5,4 % au lieu de 5,2 %. La majoration n'est intervenue qu'à compter du 1^{er} janvier 2006. Le taux reste fixé à 5,2 % pour la Snct, la Ratp et Edf-Gdf.

e. Les salariés agricoles depuis 1963

La compensation par le régime général du régime des salariés agricoles a été instaurée à compter du 1^{er} janvier 1963.

Avant 1994

Les entreprises de tiers « connexes » (caisse de crédit agricole, coopératives par exemple) payaient pour leurs salariés des cotisations techniques de 7 % du montant des salaires plafonnés et de 2 % à titre complémentaire (action sociale et gestion administrative). Les cotisations sur salaire tendaient à devenir de plus en plus importantes en raison du développement des entreprises connexes.

L'exploitant agricole versait une cotisation unique valable pour lui-même, les aides familiaux et les salariés qu'il employait. La ventilation des cotisations agricoles entre le régime des salariés agricoles et le Bapsa (budget annexe des prestations sociales agricoles) se faisait par voie réglementaire.

Il est possible de calculer un taux de cotisation apparent des salariés agricoles à partir d'une estimation de la masse salariale sous plafond. Le taux effectif était voisin de 4,52 % en moyenne sur la période 1982-1986. D'après le ministère de l'Agriculture, le taux de 7 % était atteint en 1988.

L'arrêté du 24 janvier 1989 (Jo du 28 janvier) fixe les cotisations techniques à 3,5 % dans la limite du plafond de Sécurité sociale et à 2,72 % sur la totalité des salaires. En 1990, le déplaçonnement est total et le taux est fixé à 5,45 %. En 1991, ce taux est abaissé à 4,05 %, suite à la mise en place de la Csg.

A partir de 1994

Les cotisations des salariés agricoles sont **alignées sur celles des salariés du régime général**. La réforme de l'assiette appliquée depuis 1994 a produit **une différence positive** entre les recettes et les dépenses de ce régime (+ 69,06 millions d'euros en 1997 pour la Cnaf, Csg comprise).

f. Les exploitants agricoles depuis 1983

Depuis le 1^{er} janvier 1983, le régime des exploitants agricoles est intégré dans les comptes de la Cnaf pour les prestations familiales qu'il verse et les ressources destinées à son financement.

Avant 1994

En ressources du régime des exploitants agricoles figuraient, outre les cotisations effectivement versées par les exploitants, une subvention du budget de l'Etat et une contribution de la Cnaf.

Le partage conventionnel de la charge du régime des exploitants agricoles entre la Cnaf et l'Etat reposait sur des estimations, et fondamentalement, sur l'estimation d'une grandeur mal connue : le revenu des agriculteurs. A partir de cette évaluation, on calculait les cotisations qu'auraient dû théoriquement verser les exploitants (cotisations théoriques).

La subvention de l'Etat comblait alors la différence entre les cotisations réelles et les cotisations théoriques. La contribution de la Cnaf au Bapsa

correspondait à la différence entre les cotisations théoriques et les prestations versées.

Le déficit du régime était partagé entre une « insuffisance » de cotisations prise en charge par l'Etat et un solde résiduel pris en charge par la Cnaf : l'insuffisance de cotisations était estimée par rapport à un niveau théorique qui devient donc déterminant.

L'évaluation du revenu net des exploitants agricoles était considérée comme définitive deux ans après l'exercice considéré. A partir de cette donnée, la participation de la Cnaf au financement du Bapsa était revue. Les écarts entre les chiffres comptabilisés par la Cnaf (généralement chiffres de la loi de finances pour l'exercice) et les estimations définitives donnaient lieu à des régularisations (cf. brochure 1991, titre III chapitre 4).

A partir de 1994

Le nouveau mode de calcul des cotisations des exploitants agricoles, instauré par la loi du 31 décembre 1991, repose sur les principes suivants :

- le transfert progressif de l'assiette des cotisations du revenu cadastral sur celle du revenu professionnel ;
- la recherche de la parité entre les non-salariés agricoles et les salariés du régime général.

En 1994, la subvention de l'Etat au Bapsa a été supprimée (alors qu'elle était de 182,94 millions d'euros en 1993).

Le décret du 21 septembre 1995 a fixé un taux de 4,57 % applicable sur les revenus professionnels des exploitants agricoles.

Depuis 1996, le taux de cotisation des exploitants agricoles est fixé à 5,4 % comme pour le régime général (4,36 % pour la cotisation de base et 1,04 % pour la couverture des dépenses complémentaires).

• La participation de la Cnaf atteint 3,34 milliards d'euros courants cumulés de 1983 à 1999¹⁴ (cf. rapport de l'Agent comptable 1999 page 31). **La recherche de la parité s'est donc faite aux dépens de la Cnaf¹⁵.**

A compter de 2005, le Bapsa qui connaît un déficit récurrent et croissant¹⁶ est remplacé par le fonds de financement des prestations sociales agricoles.

Déplafonnement : plus de 1,1 milliard d'euros de surcharge annuelle

L'évolution des recettes a été influencée par le processus de déplafonnement, entamé en 1989 et devenu total en 1990, et par la baisse du taux de cotisation qui l'a accompagné¹⁷. La diminution des cotisations qui en a découlé a été partiellement compensée en 1989 et 1990. Cette compensation qui n'a pas été reconduite en 1991 avait pris deux formes :

- 381,12 millions d'euros de dotation budgétaire avaient été inscrits pour 1989 dans la loi de finances rectificative ;
- 609,8 millions d'euros provenaient du droit de consommation sur les cigarettes prélevé en 1990 au profit de la Cnaf.

D'après le rapport de la Ccss de novembre 1989, la perte de cotisations afférente à la baisse du taux s'élèverait à **1,1 milliard d'euros 1990 en année pleine**. *Compte tenu des compensations partielles intervenues en 1989 et 1990, la charge estimée pour la Cnaf serait de l'ordre de 91,47 millions d'euros en 1989, 533,57 millions d'euros en 1990 et 1,1 milliard en 1991.*

Modification de la répartition entre branches du produit des cotisations

Depuis janvier 1993, l'ensemble des recettes sont réparties en tenant compte du taux effectif de recouvrement des grandes catégories de cotisants. En 1994, la réduction des recettes de la Cnaf par rapport au système antérieur est estimée à 381,12 millions d'euros.

La contribution sociale généralisée

• A compter du 1^{er} février 1991, la loi de finances pour 1991 a institué une contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf. **La Csg au taux fixé à 1,1 %** porte sur :

- les rémunérations brutes des salariés (y compris les primes et indemnités diverses, les avantages en nature et en espèces, ainsi que les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation). Un abattement de 5 % est appliqué au salaire brut ;
- les revenus fiscaux des travailleurs non salariés. Les revenus des Eti sont augmentés de l'ensemble des cotisations sociales versées qui excèdent la part salariale acquittée par les salariés du régime général. Pour les exploitants agricoles, les cotisations familiales acquittées ne sont reprises qu'à hauteur de 50 %, dans la mesure où elles sont acquittées d'un bloc pour eux-mêmes et leurs salariés ;

- les revenus de remplacement : les retraites (de base et complémentaires), les pensions d'invalidité et les allocations chômage (total et partiel, avec abattement de 5 % dans certaines limites), les allocations de préretraites, les revenus versés par un organisme assureur ;
- les revenus du patrimoine et les produits des placements.

La mise en place de la Csg et la baisse concomitante du taux de cotisation allocations familiales se sont soldées par une perte de 381,12 millions d'euros de recettes pour la Cnaf en 1991¹⁸.

• Au 1^{er} juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. Le rendement de ce relèvement de 1,3 point est estimé à 2,77 milliards d'euros en 1993 et a été affecté exceptionnellement à la Cnaf en 1993.

• A compter du 1^{er} janvier 1994, 1,1 % a été affecté à la Cnaf (7,5 milliards d'euros en 1996) et 1,3 % au fonds de solidarité vieillesse.

• Au 1^{er} janvier 1997, le taux de Csg a été porté à 3,4 %. La majoration d'un point est affectée au financement de l'assurance maladie. *L'assiette a été élargie et est désormais identique, sauf sur certains revenus de remplacement, à celle de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (Crds).*

• En 1998, une augmentation de la Csg se substitue à des cotisations maladie (cf. TIPF 782) : + 4,1 points sur les revenus d'activités et sur ceux de l'épargne, + 2,8 % sur les revenus de remplacements.

• Jusqu'en janvier 2005, les 7,5 % de Csg sont affectés de la façon suivante : 1,1 % pour la Cnaf, 1,3 % pour le fonds de solidarité vieillesse (Fsv), 5,1 % pour la maladie.

• En janvier 2005, la ventilation de la Csg est désormais la suivante : **1,08 % pour la Cnaf**, 1,03 % pour le Fsv, 5,29 % pour la maladie et 0,1 % pour la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa). **L'assiette de la Csg est élargie** aux rémunérations brutes après application d'un abattement de 3 % au lieu de 5 % auparavant (cf. TIPF 782). *Le taux sur les allocations chômage et les indemnités journalières reste fixé à 6,2 %. Les autres taux de Csg sont majorés, passant à 6,6 % sur les retraites et les préretraites, à 8,2 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement, à 9,5 % sur les gains tirés des jeux.*

Toutefois, suite à l'ensemble de ces mesures, **les recettes de la Cnaf procurées par la Csg ne devraient pas diminuer**. En 2005, la Csg affectée à la Cnaf (10,4 milliards d'euros) a progressé de + 2,6 % en 2005 en euros constants contre + 1,1 % en 2004.

• En janvier 2006, la mise en place de la mesure de **taxation des plans d'épargne logement (Pel)** ouvert depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ 1,5 milliard sur le stock des contrats ayant atteint leur dixième année¹⁹. Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression de l'avoir fiscal qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (- 400 millions d'euros).

Des recettes apparues après 1981 suite au déséquilibre des comptes

Certaines recettes ont été créées, parfois provisoirement, suite au déficit des comptes :

• **remboursement de l'allocation aux adultes handicapés** par l'Etat depuis 1983 (5 230 millions d'euros en 2005) ;

• **remboursement par l'Etat des prêts aux jeunes ménages**, dont la gestion a été confiée aux banques pour la période 1985-1986, avant leur suppression en 1987. Le gain de trésorerie a été de 498 millions d'euros cumulés depuis 1985 ;

• **prélèvement de 1 % sur le revenu imposable** instauré pour les exercices 1983-1984, puis limité aux valeurs mobilières.

En 1998, ce prélèvement est remplacé (ainsi que celui de la Cnav) par un prélèvement de 2 %, versé pour moitié à la Cnaf et pour moitié à la Cnav. L'assiette est élargie. Il s'agit :

- des revenus du patrimoine retenus pour le calcul de la Csg ;

- des revenus de placements soumis au prélèvement libératoire et aux revenus de l'épargne²⁰.

Les recettes de ce poste passent de 134 millions d'euros en 1997 à 675 millions en 1998 et à 866 millions en 1999.

La loi Cmu du 27 juillet 1999 avait réduit le taux affecté théoriquement à la Cnaf en 2000 à 20 % ; la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2000 l'a fixé à 13 %. La branche n'a comptabilisé que 202 millions d'euros en 2000.

En 2001, la Cnaf est totalement privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribué.

• **remboursement de l'allocation de parent isolé** par l'Etat depuis 1999 (972 millions d'euros en 2005).

Mode de calcul des frais de gestion du Fnal (et du Fnh)

La participation du Fnal et du Fnh aux frais de gestion est calculée en pourcentage des prestations versées (y compris les primes de déménagement).

• Le taux relatif au **Fnal** est passé de 6 % à 5 % en 1982 et à 4 % en 1983. Ce taux est ramené à **2 % au 1^{er} janvier 1993**.

• *Le taux concernant le Fnh est de 6 % en 1980, de 5 % en 1981-1982, de 4 % entre 1983 et 1988.*

• *A compter de 1989, le financement des frais de gestion de l'aide personnalisée au logement (Apl) est assuré conjointement par l'Etat et les régimes de prestations familiales au prorata des contributions de chacun au financement des prestations²¹.*

• Le taux concernant le **Fnh** est ramené de 4 % à 3 % en 2002, puis à **2 % de 2003 à 2005²²**. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Recettes Cnaf relatives aux frais de gestion

En millions d'euros	2004	2005	2006
Ensemble hors régul. Apl	138,37	132,12	132,64
Dont Als, Alt, Ea	80,60	80,34	82,99
Als	ND	ND	82,12
Alt	ND	ND	0,86
Exploitants agricoles (Ea)	ND	ND	0,01
Dont Apl hors régularisation	57,77	51,78	49,65
Régul. Apl compta. 2006 (en recettes diverses)		67,3 au titre 05	70,24 au titre 06
Total yc régul. par exercice	138,37	199,39 44,1 %	202,88 1,8 %
<i>Total par exercice comptable</i>	<i>138,37</i>	<i>132,1</i>	<i>270,2</i>
<i>Régularisations 2005-2006</i>			<i>138,0</i>

Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

Extension du champ du régime général et de la Cnaf

• Les agents des **collectivités locales en métropole** qui relevaient des régimes spéciaux ont été rattachés au régime général. Ce transfert porte sur 365,88 millions d'euros en 1979 et 60,98 millions d'euros en 1980. Lors de ce rattachement, le taux de cotisation de ces agents est passé de 8,05 % à 9 % afin de tenir compte des frais de gestion des Caf et de l'ouverture des droits des prestations d'action sociale du régime général.

• Depuis **1983**, la Cnaf retrace les recettes et les dépenses des **exploitants agricoles** dans sa comptabilité. Avant cette réforme, le *Bapsa* (budget annexe des prestations sociales agricoles) couvrait les dépenses de prestations familiales (792,73 millions d'euros en 1982) et contribuait au financement du régime général par la compensation démographique (121,96 millions d'euros en 1982) et par le financement de la population non active (15,24 millions d'euros en 1982).

L'intégration du régime des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf entraîne la disparition de ces deux dernières recettes, l'apparition d'une ligne de cotisations et d'une ligne de dépenses comptabilisées. Le solde négatif est à la charge de la Cnaf (cf. paragraphe ci-dessus sur les cotisations des exploitants agricoles).

• En **1991**, la gestion des prestations familiales des petits régimes spéciaux (offices et établissements publics de l'Etat) a été transférée aux Caf. Ces organismes ont versé, en 1990, 32,17 millions d'euros de prestations et 114,79 millions d'euros de cotisations (au taux des régimes spéciaux).

• En **1994**, la Banque de France et le Cea ont été rattachés au régime général. En 1993, les prestations correspondant à ces régimes s'élevaient à 23,32 millions d'euros, les cotisations à 49,09 millions d'euros.

• Depuis 1991, les régimes de La Poste et de France Telecom auraient dû être rattachés au régime général et, à ce titre, cotiser au taux de ce régime. Les recettes et les dépenses de ces organismes n'ont pas été comptabilisées par la Cnaf de 1991 à 1993, une recette de 314,81 millions d'euros a été comptabilisée en 1994 au titre des exercices 1991-1993. Toutefois les tableaux statistiques prennent en compte ces régimes au niveau des données relatives aux régimes spéciaux de 1991-1993 afin de ne pas fausser les évolutions. Les cotisations, les prestations et les dépenses diverses ont été majorées (en millions d'euros) de :

	Cotisations	Prestations	Solde
1991	366,33	257,33	109,00
1992	349,72	247,74	101,99
1993	352,92	249,10	103,82
1991-1993	1 068,97	754,17	314,81

Le solde (recettes moins dépenses) de ce régime correspond à une recette non comptabilisée par la Cnaf en 1991-1993 : afin de retrouver les soldes comptables, les chiffres statistiques relatifs aux dépenses diverses ont été majorés du montant de ces soldes.

• La gestion des prestations familiales des allocataires des régimes spéciaux est transférée aux Caf au :

- **1^{er} juillet 2004** : pour **La Poste** ;
- **1^{er} janvier 2005** : pour **France Telecom**, et pour les **fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale** ;
- **1^{er} juillet 2005** : l'**Education nationale**.

Les allocataires d'Edf-Gdf, de la SnCF et de la RATP ne sont pas concernés par ces transferts.

Le plafond de la Sécurité sociale

Depuis le déplafonnement des cotisations intervenu au 1^{er} janvier 1990, seules les cotisations allocations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants sont restées pour une part restreinte (0,5 %) plafonnées jusqu'à la fin de 1997.

• Le plafond est revalorisé annuellement au 1^{er} janvier par arrêté ministériel en fonction de l'évolution (d'octobre à octobre) des salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation du plafond, figurant dans le rapport de printemps sur les comptes de la Nation.

• Entre 1982 et 1996 (inclus), le plafond est également revalorisé au 1^{er} juillet d'un pourcentage égal à la moitié de l'évolution annuelle du plafond au 1^{er} janvier précédent. Pour l'année 1982, la croissance du plafond de Sécurité sociale a été forte, par suite de l'application pour la première fois d'une double revalorisation annuelle.

• En 2006 le plafond était de 31 068 euros, soit un accroissement de +2,9 % par rapport à 2005 (+1,2 % en volume, cf. T1PF 784).

L'évolution du plafond n'a pas été régulière : les années de forte progression ont été 1952, 1961-1962 et 1982. En monnaie constante, elle a été de :

- + 48 % entre 1950 et 1960 ;
- + 77 % entre 1960 et 1970 ;
- + 33 % entre 1970 et 1980 ;
- + 19 % entre 1980 et 1990 ;
- + 15 % entre 1990 et 2000 ;
- + **4,2 % entre 2001 et 2006** et de
- + 9,9 % sur les dix dernières années (cf. T1PF 784).

Notes

¹ Quelques points de repère historiques :

• L'année 1997 a connu une très forte diminution des exonérations sur bas salaires à la suite de la fusion des allègements de charges sociales sur les bas salaires.

. Garanties de ressources 1994-1998 (cf. renvoi 2 PF 2005 page 147 pour plus de détail).

Les lois du 25 juillet 1994 relatives à la famille et à la Sécurité sociale comportent des garanties concernant le niveau des ressources de la branche Famille. L'Etat s'engage à compenser intégralement le coût des exonérations de cotisations d'allocations familiales et toute nouvelle mesure d'exonération. Les ressources de la Cnaf ne peuvent être inférieures pendant cinq ans (de janvier 1994 à décembre 1998) au niveau qu'elles auraient atteint en cas de maintien de la législation applicable au 1^{er} janvier 1993 en matière de financement de la branche.

² Cf. le rapport de l'Agent comptable 2002 pages 12-13.

³ Loi du 13 juin 1998, dite loi Aubry 1.

⁴ La loi du 19 janvier 2000, dite loi Aubry 2, a fixé la durée du travail à 35 heures hebdomadaires, à partir du 1^{er} janvier 2000, pour les entreprises de plus de vingt salariés et, pour les entreprises de vingt salariés ou moins, à partir du 1^{er} janvier 2002.

⁵ Cf. rapport de l'Agent comptable 2005 page 37.

⁶ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 38.

⁷ L'écart entre le taux théorique et le taux effectif correspond à une surcharge pour la Cnaf de l'ordre de 137 millions d'euros pour la période 1983-1989.

⁸ Cf. rapport de la Ccass de mai 2003, page 70, la mensualisation de 15 % des Eti (soit 20 % de leurs cotisations) pour lesquels cinq trimestres de cotisations ont été perçus. Les taux d'évolution sont donc majorés en 2001 (et minorés en 2002, le calendrier étant redevenu normal).

⁹ L'échéancier mensuel étant calé sur l'année civile contrairement à l'échéancier trimestriel.

Source : rapport de mai 2003 de la Ccass pages 70-71.

¹⁰ Cf. rapport de juin 2005 de la Ccass page 76.

¹¹ Cf. chapitre 7 pour l'évolution du champ de ces régimes. En 2004, il s'agit de la fonction publique de l'Etat, de France Telecom, de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp.

¹² Les cotisations des régimes spéciaux ont été comptabilisées en 1992 sur la base d'un taux de 5 %, entraînant une régularisation en 1993 sous la forme de dépenses diverses.

¹³ Cf. Cnaf L'agence d'information n°783 du 3 janvier 2006. Le surplus de cotisations pour la branche Famille est d'environ 112 millions d'euros. Les prestations de service n'étant plus remboursées à la Cnaf, le gain global est d'environ 50 millions d'euros.

¹⁴ Soit pour les derniers exercices :

- 139,34 millions d'euros en 1993 (ancien système) ;
- 310,84 millions en 1994 ;
- 364,35 millions en 1995 ;
- 293,16 millions en 1996 ;
- 313,44 millions en 1997 ;
- 286,91 millions en 1998 ;
- 223,64 millions en 1999.

¹⁵ Source : rapport de l'agent comptable de la Cnaf sur le compte financier, exercice 1994 pages 11 et 22, exercice 1995 page 25, exercice 1996 page 27.

¹⁶ Cf. rapport de la Ccass de septembre 2005, page 353.

¹⁷ La baisse du taux de cotisation a été supérieure à celle qui aurait simplement compensé le déplaçonnement des cotisations. En effet, à l'occasion du déplaçonnement, un allègement du taux de cotisations a été accordé aux entreprises (et à l'Etat en tant qu'employeur).

¹⁸ Première partie du rapport de la Ccass de juillet 1992, pages 35 à 38 : la baisse des cotisations est estimée à 32,6 milliards de francs ; le montant de la Csg (30,1 milliards de francs en 1991) est inférieur de 1,3 milliard de francs aux prévisions.

¹⁹ Source : rapport de juillet 2007 de la Ccass page 3-2.

²⁰ Cf. rapport de l'Agent comptable 1998 page 12.

²¹ Le nouveau mode de calcul entraîne une diminution de recettes pour la Cnaf de l'ordre de 0,5 milliard de francs par an (454 millions en 1989).

Régularisations :

. Les frais de gestion du Fnh en 1983 ayant été comptabilisés sur la base d'un taux de 5 %, les frais de gestion comptabilisés en 1984 intègrent une régularisation négative de 72 millions de francs relative à 1983. Le taux de 4 % applicable en 1984 conduit à 402 millions de francs de frais de gestion (contre 330 millions de francs comptabilisés en 1984).

Les frais de gestion remboursés par l'Etat sont de :

- 2,1 % pour les dépenses d'Apl1 (54 % x 4 % = 2,16 %) ;
- 1,44 % pour les dépenses d'Apl2 en 1989 (36 % x 4 %) ;
- 1,26 % pour les dépenses d'Apl2 en 1990 et en 1991 (31,6 % x 4 %).

. Les frais de gestion du Fnal en 1982 ayant été comptabilisés sur la base d'un taux de 6 %, une régularisation de 56 millions de francs relative à 1982 est déduite des frais de gestion 1985 : le taux de 4 % appliqué aux prestations 1985 aboutit à 264 millions de francs (contre 208 millions de francs comptabilisés en 1985).

²² Cf. rapport de l'Agent comptable 2005 page 39.

9.1

Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945

De 1946 à 1967

Création de nouvelles prestations affectées.

Meilleure adaptation du montant des allocations familiales au coût réel de l'enfant, grâce à l'adoption de taux différenciés selon l'âge.

Réduction progressive des abattements de zone en ce qui concerne le calcul des prestations.

Diminution sensible du pouvoir d'achat de l'allocation de salaire unique.

Recul des prestations de naissance.

Abandon de l'indexation des prestations familiales sur les salaires.

- | | |
|-----------------------|---|
| 1946 | - Création de l' allocation de salaire unique , des allocations prénatales et du congé de naissance . |
| Janvier 1947 | - Abattement de zone maximum 36 %. |
| Octobre 1947 | - Abattement de zone maximum 25 %. |
| Juillet 1948 | - Assouplissements des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité. |
| Septembre 1948 | - Création de l' allocation logement familiale accordée aux seules familles de salariés et d'employeurs et travailleurs indépendants puis étendue en 1949 à tous ceux qui perçoivent une prestation familiale, y compris l'allocation de salaire unique ou les allocations prénatales. |
| Octobre 1948 | - Création d'une indemnité compensatrice, d'un montant uniforme dans toutes les zones (650 francs pour deux enfants, 1 000 francs pour chacun des suivants). Il s'agit d'un complément aux allocations familiales des salariés, suite à une suppression de réduction d'impôt dont ils bénéficiaient pour charge de famille. |
| Janvier 1949 | - Suppression de l'allocation de salaire unique pour l'enfant de plus de 10 ans. |
| Mars 1949 | - Abattement de zone maximum 20 %. |
| Août 1949 | - Assouplissement des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité. |
| Juillet 1950 | - Majoration exceptionnelle de l'indemnité compensatrice (780 francs pour deux enfants, 1 200 francs pour chacun des suivants). |
| Décembre 1950 | - L'indemnité compensatrice est portée à son niveau de juillet 1950. |
| Avril 1951 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (812 francs pour deux enfants, 1 250 francs pour chacun des suivants). |
| Septembre 1951 | - Les allocations maternité sont accordées aux enfants étrangers nés en France qui acquièrent la nationalité française dans les trois mois de la naissance. |
| Octobre 1951 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (934 francs pour deux enfants, 1 437 francs pour chacun des suivants). |
| Janvier 1953 | - Rétablissement de la parité des salaires de base : en effet, par dérogation au principe d'égalité des diverses catégories de familles, le montant du salaire de base (légal ou majoré en fait) a été fixé à plusieurs reprises à des montants différents selon qu'il s'agissait de familles de salariés (ou assimilés) ou de non-salariés. Il en a été ainsi du 1 ^{er} février au 30 juin 1947 et du 1 ^{er} août 1947 au 31 décembre 1952. |
| Janvier 1954 | - Relèvement du taux des allocations familiales : 22 % pour le deuxième enfant, 33 % pour le troisième et chacun des suivants.

- Le droit aux allocations prénatales est étendu à toutes les femmes en état de grossesse. |

	- Uniformisation des mensualités des allocations prénatales au taux de 25 % du salaire de base, soit deux versements après le premier examen, quatre après le deuxième, le solde après le troisième.
Décembre 1954	- Le taux des allocations de maternité , non revalorisé depuis 1948, est réduit de trois à deux fois le salaire de base pour la première naissance, de deux fois le salaire de base à quatre tiers pour les suivantes.
Janvier 1955	- Majoration de 5 % des allocations familiales pour chaque enfant de plus de 10 ans à l'exception de l'aîné. - Harmonisation du salaire de base servant au calcul des allocations familiales des salariés, des non-salariés et des régimes agricoles, qui avait divergé après 1946 selon les régimes. - Le salaire servant de base au calcul de l' allocation de salaire unique est décalé par rapport à la base de calcul des autres prestations (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Cette disposition est rendue applicable par la suite à l' allocation de mère au foyer .
Avril 1955	- Abattement de zone maximum 15 %.
Mai 1955	- L'autorisation d'accorder des prêts pour l'amélioration de l'habitat devient permanente alors qu'elle était limitée antérieurement à l'existence d'excédents du fonds commun de l'allocation logement.
Juillet 1955	- Mise en place de l' allocation de mère au foyer : créée à l'intention des exploitants ruraux, elle est étendue avec un certain décalage aux non-salariés du régime général, la parité n'ayant été atteinte qu'en avril 1969 pour les familles ayant un enfant de moins de 2 ans. Elle est la contrepartie pour les non-salariés de l'allocation de salaire unique accordée aux salariés et assimilés.
Avril 1956	- Abattement de zone maximum 10 %.
Octobre 1957	- Exclusion de l'aîné du bénéfice des majorations pour âge des allocations familiales pour les seules familles de deux enfants.
Janvier 1958	- Majoration de l'indemnité compensatrice (981 francs pour deux enfants, 1 509 francs pour chacun des suivants). Elle ne sera plus revalorisée jusqu'à sa suppression au 1 ^{er} janvier 1978.
Septembre 1958	- Institution de primes d'aménagement et de primes de déménagement : seules ces dernières ont subsisté.
Décembre 1958	- Retour aux conditions strictes d'août 1946 pour l'attribution des allocations maternité (en matière de délais). - Réduction de moitié du taux des trois dernières mensualités des allocations prénatales .
Janvier 1959	- Les enfants uniques de plus de 5 ans qui ne sont pas à la charge d'un allocataire isolé cessent d'ouvrir droit à l' allocation de salaire unique .
Août 1961	- Abattement de zone maximum 8 %.
1961	- Réforme de l' allocation de logement familiale améliorant les modalités de distribution au profit des familles les plus modestes.
Janvier 1962	- La majoration des allocations familiales concernant les enfants de 10 ans est portée à 7 %. - Le taux des allocations maternité est fixé à deux fois le montant du salaire de base pour chaque naissance. - Le taux de chaque mensualité des allocations prénatales est ramené à 22 %. - Report de la limite d'âge concernant les apprentis de 17 à 18 ans.
Janvier 1963	- Abattement de zone maximum 6 %.

- Les enfants de plus de 15 ans bénéficient d'une majoration d'**allocations familiales** de 15 %.
- Le salaire au-delà duquel l'apprenti ou l'étudiant ne sont plus considérés comme à charge est fixé au montant du salaire de base contre la moitié précédemment.
- Juillet 1963** - L'**allocation de mère au foyer** est accordée, dans le régime agricole, aux jeunes ménages sans enfant tandis que les non-salariés du régime général ne bénéficient de cette prestation familiale que s'ils ont au moins deux enfants à charge.
- Janvier 1964** - Création de l'**allocation d'éducation spécialisée** pour les mineurs infirmes ou déficients. Seuls les enfants placés en établissement spécialisé peuvent en bénéficier. Compte tenu de l'insuffisance du nombre des établissements et du fait que la rééducation n'est pas toujours possible, une minorité de familles ayant un enfant handicapé bénéficient de la prestation.
- Août 1964** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 10 ans est portée à 9 % de la Bmaf.
- Août 1965** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 15 ans est portée à 16 % de la Bmaf.
- 1966** - Aménagements apportés aux éléments de calcul de l'**allocation de logement familiale** afin de freiner l'augmentation des dépenses tout en améliorant l'aide aux familles occupant des locaux neufs ou des logements anciens dont le loyer est libéré.
- Avril 1966** - Abattement de zone maximum 5 %.
- Avril 1967** - Abattement de zone maximum 4 %.

Depuis les ordonnances de 1967 jusqu'en 1973

Malgré la gestion séparée des trois branches de la Sécurité sociale, la croissance des dépenses d'assurance maladie et des prestations de vieillesse absorbe une part croissante du budget de la Sécurité sociale, au détriment des prestations familiales. Le désir de maintenir une politique familiale active (déclin démographique) conduit au choix de la sélectivité :

- **création des prestations spécifiques ciblées sur des populations jugées prioritaires (familles jeunes et nombreuses, familles monoparentales ou ayant un enfant handicapé) ;**
- **modulation des prestations en fonction des ressources.**
- Septembre 1967** - L'**allocation de salaire unique** aux jeunes ménages sans enfant est supprimée. Les ménages bénéficiant d'un seul revenu salarié continuent à ouvrir droit à l'allocation de logement familiale pendant les deux premières années du mariage.
- Avril 1969** - Relèvement de l'**allocation de salaire unique** et de l'**allocation de mère au foyer** en faveur des familles ayant un enfant de moins de 2 ans, avec parité dans ce cas entre les différents régimes.
 - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 33 % à 35 % de la Bmaf.
- Août 1970** - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 35 % à 37 % de la Bmaf.
- Janvier 1971** - Relèvement des **allocations maternité** dont le montant est porté de 200 % à 260 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour les naissances survenues à compter du 1^{er} janvier 1971.
 - Création de l'**allocation orphelin** sous condition de ressources en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. La loi opère une distinction entre les orphelins de père ou de mère (et assimilés) et les orphelins de père et de mère (et assimilés). Dans le premier cas, le parent survivant ou la mère célibataire doit vivre seul et disposer de ressources inférieures à un certain plafond. Dans le second cas, le taux est plus élevé.

- Juillet 1971** - Création de l'**allocation de logement sociale**
- Février 1972** - Création de l'**allocation des mineurs handicapés** sous condition de ressources, au profit des enfants de moins de 20 ans, lorsqu'ils ne peuvent prétendre à l'allocation d'éducation spécialisée.
- Création de l'**allocation aux handicapés adultes**, en faveur de personnes atteintes d'une infirmité entraînant une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 % et qui ne peuvent prétendre à une pension de vieillesse ou d'invalidité d'un montant au moins égal à cette allocation. Les bénéficiaires doivent être de nationalité française, âgés de 20 à 65 ans et bénéficier de ressources inférieures à un plafond fixé par décret. La loi a prévu que cette prestation serait financée et servie comme une prestation familiale, sans l'inclure dans la liste des prestations familiales. Il était envisagé de rattacher toutes les prestations répondant à un objectif de solidarité nationale, soit à une autre branche de la Sécurité sociale, soit à un fonds spécial. Jusque-là, les handicapés sans ressources pouvaient bénéficier des allocations d'aide sociale (soumises aux règles d'obligation alimentaire) et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.
- Juillet 1972** - Entrée en vigueur de l'**allocation de logement à caractère social**, créée par la loi du 16 juillet 1971. Elle est financée au moyen d'une subvention budgétaire et d'une cotisation de 0,1 % sur les salaires (venant en déduction de la contribution de 1 % à l'effort à la construction pour les employeurs qui en étaient redevables). Les Caf interviennent dans le règlement de cette prestation en raison de leur compétence en matière d'allocation de logement familiale. Cette prestation est initialement destinée, sous condition de ressources, aux personnes âgées, infirmes et jeunes travailleurs de moins de 25 ans.
- L'**allocation de logement familiale** est étendue aux jeunes ménages sans enfant, aux foyers n'ayant qu'un enfant pour lequel ils n'ouvrent droit à aucune prestation familiale, et à ceux qui ont recueilli un ascendant ou un proche parent infirme.
- Une **majoration de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer** (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins quatre enfants ou un enfant de moins de 3 ans.
- L'**allocation de salaire unique et l'allocation de mère au foyer** sont soumises à condition de ressources. Dans les faits, leur montant ne sera plus revalorisé.
- Financement par les Caf des **cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille** percevant les majorations de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer.
- Création de l'**allocation pour frais de garde** attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité. En fait, l'allocation de frais de garde n'a touché qu'un nombre limité de familles.
- Janvier 1973** - **Suppression des abattements de zone.**
- Création des **prêts aux jeunes ménages** pour l'équipement mobilier et ménager ou destinés à couvrir les premiers frais qu'entraîne la location d'un logement. Ces prêts sont financés dans un premier temps sur les fonds d'action sociale, puis transformés en prestation légale en janvier 1975. Ils sont soumis à condition de ressources.
- Avril 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation orphelin**.
- Juillet 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation des mineurs handicapés**.
- De 1974 à 1981** Cette période se caractérise à la fois par la poursuite des évolutions amorcées dans le début des années soixante-dix et par la définition de nouvelles orientations : extension du droit aux prestations à l'ensemble de la population, priorité aux familles nombreuses, recherche d'une certaine neutralité vis-à-vis du travail féminin, instauration d'un revenu minimum en faveur de certaines catégories de population.

Rentrée 1974	<p>- Création de l'allocation de rentrée scolaire accordée sous condition de ressources à chaque enfant, et d'un montant égal à 20 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.</p> <p>Cette prestation est assortie à deux reprises d'une majoration exceptionnelle (en 1977 et 1979) et d'une allocation spéciale en février 1980. Les dépenses correspondant à ces majorations exceptionnelles n'ont pas été financées par le fonds national des prestations familiales.</p>
Mars 1975	<p>- Création des allocations postnatales se substituant aux allocations maternité : la seule condition exigée concerne le respect de la passation des trois examens médicaux dans les deux premières années de la vie.</p> <p>- L'allocation orphelin peut être attribuée pour les enfants manifestement abandonnés.</p>
Octobre 1975	<p>- Les femmes assumant la charge d'un handicapé bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés sont affiliées à l'assurance vieillesse des mères au foyer (loi du 30 juin 1975).</p> <p>- Création de l'allocation d'éducation spéciale à la place de l'allocation d'éducation spécialisée et de l'allocation aux mineurs handicapés. D'un montant plus avantageux (32 % au lieu de 15 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), elle est attribuée de façon plus souple, sans condition de ressources. Elle est assortie de deux compléments en faveur des enfants atteints d'un handicap dont la nature ou la gravité exige des dépenses particulièrement coûteuses.</p> <p>- Création de l'allocation aux adultes handicapés qui remplace l'allocation aux handicapés adultes et certaines allocations d'action sociale. Son montant est plus substantiel et évolue rapidement, au rythme du minimum vieillesse. Elle est complétée par une allocation compensatrice accordée aux personnes qui ont besoin de l'aide d'une tierce personne ou qui exposent des frais supplémentaires en raison de l'exercice de leur profession. L'instauration en 1978 d'un système de garantie de ressources au profit des handicapés exerçant une activité professionnelle a minoré légèrement la progression de ces dépenses supportées par le fonds national des prestations familiales. La prise en charge de l'allocation aux adultes handicapés par le budget de l'Etat est instaurée en 1983.</p>
Octobre 1976	<p>- Création de l'allocation de parent isolé qui garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'allocation est égale à la différence entre le plafond de ressources et le montant des ressources propres de l'intéressé. Elle est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans.</p>
1978	<p>- Prise en charge des cotisations maladie des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.</p>
Janvier 1978	<p>- Suppression de toute condition d'activité professionnelle (loi du 4 juillet 1975). La population non active est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules n'ayant jamais travaillé et les chômeurs sont affiliés au régime général.</p> <p>- La mise en place de l'aide personnalisée au logement traduit la priorité donnée à l'aide à la personne au détriment de l'aide à la pierre :</p> <ul style="list-style-type: none"> . l'aide personnalisée au logement peut être attribuée quelle que soit la situation familiale, notamment à des personnes seules ou à des ménages sans enfant ; . les plafonds de ressources sont plus élevés qu'en allocation de logement familiale. Par contre, seuls les logements conventionnés ouvrent droit à la prestation ; . le loyer plafond et le forfait charge sont plus élevés que ceux de l'allocation de logement familiale. Le montant de la prestation est davantage en rapport avec la dépense : il est fonction du confort et de la zone géographique (la notion de zone d'implantation du logement sera également appliquée à l'allocation de logement familiale à partir de décembre 1981) ; . le barème de l'aide personnalisée au logement favorise les familles de trois enfants au niveau du nombre de parts servant au calcul des droits.

- Création du **complément familial** à la place de l'allocation de salaire unique-allocation de mère au foyer, de l'allocation de frais de garde et de leur majoration. Plus simple et sensiblement supérieur aux anciennes prestations, le complément familial est accordé aux familles de trois enfants et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans. Un plafond de ressources plus élevé permet à certaines familles à revenu moyen d'en bénéficier.

- L'abattement prévu pour les ménages à deux revenus est loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu : l'objectif de neutralité n'est donc pas atteint, les ménages à un revenu demeurant favorisés.

- Modification des taux des **allocations familiales** (+ 1 point pour le deuxième enfant et le troisième enfant, + 2 points pour chaque enfant au-delà du quatrième) en pourcentage de la Bmaf.

- Suppression des **indemnités compensatrices**.

- Augmentation de 50 % de l'allocation orphelin partielle.

- L'affiliation à l'**assurance vieillesse** des mères de familles est étendue aux femmes bénéficiaires du complément familial ayant un enfant de moins de 3 ans ou quatre enfants et à celles ayant un handicapé à charge, même si elles ne bénéficient pas de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés.

Janvier 1979 - Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible.

Juillet 1979 - Modification du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant (+ 3 points).

Septembre 1979 - Majoration des **allocations postnatales** en cas de naissances multiples.

1979-1980 - Prise en charge des **collectivités locales** par le régime général.

Janvier 1980 - Nouvelle extension de l'assurance vieillesse des parents au foyer au profit des mères de familles de trois enfants titulaires du complément familial.

- Peuvent être affiliées à l'**assurance vieillesse** :

. les familles ayant au moins trois enfants et dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial ;

. les femmes ayant un enfant de moins de 3 ans dont le revenu est inférieur à 2 130 fois le Smic ;

. les femmes isolées dont le revenu est inférieur à ce dernier plafond, sous réserve qu'elles aient un enfant de moins de 3 ans ou trois enfants.

Juillet 1980 - Majoration de 1 point du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant, de 0,5 point pour chacun des suivants.

- Modification de la répartition du taux des **allocations postnatales** : elles sont majorées pour la troisième naissance de manière à porter à 10 000 francs le montant cumulé des prestations familiales afférentes à la naissance.

- Le **congé maternité** pour le troisième enfant est porté à vingt-six semaines, au lieu de seize pour les naissances de rang un et deux.

1981 - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.

Janvier 1981 - Création du **supplément de revenu familial** qui garantit un revenu minimum aux familles de trois enfants et plus. Toutefois, les familles les plus pauvres ne perçoivent qu'une allocation forfaitaire minime, d'un montant inchangé depuis sa création. Les ménages ayant des revenus au moins égaux au Smic ouvrent droit au supplément de revenu familial, différentiel par rapport aux plafonds de ressources de cette prestation familiale. Ces plafonds n'ont jamais été revalorisés, jusqu'à la suppression de la prestation en août 1990.

- La loi de finances attribue pour 1981 une **demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont trois enfants à charge**.

De 1981 à 1988	<p>. Le niveau des prestations est fortement relevé au cours de l'année 1981 et au début de l'année 1982 (politique de relance de la consommation).</p> <p>. Une harmonisation des droits est tentée, l'objectif étant d'atténuer la très forte progressivité des barèmes en fonction de la taille de la famille et du niveau des ressources (selon le principe du droit de l'enfant).</p> <p>. L'aggravation de la situation financière impose, à partir de l'été 1982, une remise en question de l'évolution amorcée.</p>
1981	- Prise en charge des cotisations d'assurance personnelle .
Juillet 1981	<p>- Modification des taux des allocations familiales (25,5 % de la Bmaf pour une famille de deux enfants, 46 % pour le troisième enfant, 41 % pour le quatrième enfant et 39 % pour chacun des suivants).</p> <p>- Fort relèvement des barèmes de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement.</p> <p>- Le montant maximum versé à un bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés connaît un accroissement de 41 % entre juin 1981 et janvier 1982. La refonte du barème entraîne un élargissement important du champ des bénéficiaires.</p>
Décembre 1981	- Nouvelle actualisation du barème de l' allocation de logement .
1982	- Les avantages fiscaux tirés du quotient familial sont plafonnés à 7 500 francs pour 1982.
Janvier 1982	- Aménagement de l' allocation d'éducation spéciale en cas de retour au foyer et en cas de placement.
Février 1982	- Le taux des allocations familiales pour les familles de deux enfants est fortement relevé : il passe de 25,5 % à 32 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Le taux pour le troisième enfant est abaissé de 46 % à 40 % (ce dernier taux devient également celui applicable pour chaque enfant au-delà du troisième).
Juillet 1982	- Droit à l' allocation orphelin pour abandon manifeste acquis au bout de deux mois au lieu de six mois.
Novembre 1982	- Report de la date du fait générateur ouvrant droit à prestation : en cas d'ouverture ou de majoration de droits, celle-ci n'interviendra qu'à compter du premier jour du mois suivant l'événement.
Janvier 1983	<p>- Le taux des allocations pré- et postnatales est abaissé. Il en est de même pour le complément familial (41,65 % contre 44,75 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), mais leur montant reste stable du fait de la hausse de la Bmaf.</p> <p>- Diminution de moitié de la majoration pour naissance ou adoption de rang trois ou plus.</p> <p>- Le plafond de ressources pour l'octroi des prêts aux jeunes ménages est abaissé de 25 %. L'enveloppe consacrée à ces prêts passe de 2 % à 1,7 % de la masse des prestations familiales versées.</p>
Février 1983	<p>- Avancement de la date de réduction ou de fin de droit : le versement des prestations familiales est décalé d'un mois, dans le sens défavorable aux allocataires.</p> <p>- Augmentation de 50 % du montant du complément de deuxième catégorie de l'allocation d'éducation spéciale.</p>
15 juillet 1983	- Non-versement de l' allocation de logement familiale pour la période prénatale.
1984	- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix (hors tabac depuis 1991) et non plus en fonction de l'inflation constatée de mars à mars. En principe, une remise à niveau par rapport à l'évolution réelle des prix est prévue au 1 ^{er} janvier de l'exercice suivant.

Juillet 1984	<ul style="list-style-type: none"> - Relèvement de 25 % à 30 % de la majoration pour enfant à charge du plafond du complément familial (à partir du troisième enfant) et de l'allocation de rentrée scolaire (à partir du premier enfant). - Doublement de l'abattement sur ressources pour les parents isolés et les ménages à deux revenus, pour le droit au complément familial.
Janvier 1985	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation au jeune enfant (45,95 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales) qui remplace, pour les enfants conçus après le 31 décembre 1984, les allocations pré- et postnatales et le complément familial pour enfant de moins de 3 ans. Elle est versée (pour chaque enfant à naître ou de moins de 3 ans) : <ul style="list-style-type: none"> . sans condition de ressources pendant neuf mois (cinq mois pendant la grossesse, le mois de naissance, les trois premiers mois de vie) ; . sous condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ; - Le complément familial est désormais réservé aux foyers assurant la charge d'au moins trois enfants de plus de 3 ans. - La majoration pour naissance de rang trois et plus des allocations postnatales est supprimée pour les enfants nés après le 31 décembre 1984 (dans le cadre du maintien des droits). - Création de l'allocation parentale d'éducation pour la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de moins de 3 ans, portant à trois ou plus le nombre d'enfants. Le bénéficiaire doit justifier de deux ans d'activité antérieure dans les trente mois précédant cet événement. L'allocation parentale d'éducation est versée pendant vingt-quatre mois au plus, sans condition de ressources. Une allocation à mi-taux peut être versée. - Sont désormais affiliés à l'assurance vieillesse des parents au foyer la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre de ses membres n'exerçant pas d'activité professionnelle, bénéficiaire du complément familial, de l'allocation au jeune enfant ou de l'allocation parentale d'éducation, ou ayant un handicapé à charge et sous réserve que ses ressources ou celles du ménage soient inférieures à un plafond.
Juin 1985	<ul style="list-style-type: none"> - Substitution de l'allocation de soutien familial à l'allocation orphelin. L'attribution aux Caf d'une mission de recouvrement des pensions alimentaires ne concerne dans un premier temps que les personnes isolées. Au 1^{er} décembre 1985, cette cible est étendue et inclut par exemple les femmes remariées ou vivant en union libre. Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations familiales verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'allocation de soutien familial.
Janvier 1986	<ul style="list-style-type: none"> - Harmonisation de la date de versement des prestations (paiement à terme échu, entre le deuxième et le cinquième jour du mois suivant).
Janvier 1986	<ul style="list-style-type: none"> - Relèvement d'un point du barème des allocations familiales à partir du troisième enfant. - Le taux de calcul de l'allocation parentale d'éducation passe de 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à 90,2 %.
Avril 1986	<ul style="list-style-type: none"> - Extension de l'allocation de logement sociale aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de fin de droits, sous certaines conditions.
Janvier 1987	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression des prêts aux jeunes ménages dont la gestion avait été confiée aux banques en 1985-1986. - Réforme de l'allocation au jeune enfant qui devient l'allocation pour jeune enfant : son montant est identique mais il ne peut plus être versé qu'une seule allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 3 ans. Cependant, si la famille a déjà un enfant de moins de 3 ans, le cumul est possible pendant la période prénatale jusqu'aux 3 mois de l'enfant à naître.

L'allocation pour jeune enfant peut être cumulée avec le complément familial pendant la période prénatale jusqu'au mois de la naissance inclus.

- Suppression du **complément familial** de "maintenance" lorsque la famille passe de trois à deux enfants.

- Suppression du remboursement du **congé de naissance** aux employeurs.

Avril 1987

- Extension de l'**allocation parentale d'éducation** : allongement de la durée de versement jusqu'aux 3 ans de l'enfant, augmentation sensible de son montant mensuel (142,57 % de la Bmaf) mais suppression du cumul possible avec l'allocation pour jeune enfant, allègement de la condition d'activité antérieure (il suffit d'avoir travaillé deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois).

- Création de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Versée sans condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, son montant est égal au remboursement des cotisations sociales dans la limite de 2 000 francs par mois. Elle peut être cumulée avec l'allocation parentale d'éducation à mi-taux.

Juin 1987

- La **prime de déménagement** est réservée aux seules familles déménageant à l'occasion d'une naissance de rang trois ou plus.

Janvier 1988

- Création de deux nouveaux barèmes de l'**aide personnalisée au logement** applicables aux logements nouvellement conventionnés sans travaux (Apl 2A) ou avec travaux (Apl 2B), dans le parc locatif social.

Décembre 1988

- Création du **revenu minimum d'insertion**.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Depuis 1989

Avril 1990

- Tout travailleur ressortissant d'un **Etat de la Cee**, exerçant une activité en France ou en situation de chômage indemnisé, ouvrira droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat membre, aux allocations familiales, à l'allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, au complément familial, à l'allocation de parent isolé, à l'allocation de soutien familial, à l'allocation d'éducation spéciale et à l'allocation de rentrée scolaire. La mesure est rétroactive jusqu'au 15 janvier 1986.

Juin 1990

- Le cumul de la garantie de ressources et de l'**allocation aux adultes handicapés** ne doit pas dépasser un certain pourcentage du Smic (100 % à 110 % pour un célibataire) pour les handicapés travaillant en centre d'aide par le travail.

Juillet 1990

- Passage de l'**âge limite** de versement des prestations familiales de 17 à 18 ans.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes hébergées dans les centres de long séjour.

Août 1990

- Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, du revenu minimum d'insertion, de l'aide personnalisée au logement et aux enfants de 16 à 18 ans non révolus au 15 septembre.

- Suppression du **supplément de revenu familial** et du versement des prestations familiales en faveur de la **jeune fille restant au foyer**.

Octobre 1990

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation d'insertion.

Janvier 1991

- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix hors tabac.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, en région Ile-de-France et dans les départements d'outre-mer.

- Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** : prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé. Le règlement est effectué exclusivement par les Caf et les Ccmsa, avec mise en œuvre d'une procédure de tiers payant. Cette nouvelle prestation se substitue à la prestation spéciale légale assistante maternelle versée par les seules Caf sur leur fonds d'action sociale.
- Les décrets du 3 septembre 1990 limitent le bénéfice des dérogations accordées aux **régimes spéciaux** aux seules administrations de l'Etat pour les personnels de droit public qu'elles rémunèrent (non compris les Ptt) ainsi qu'à la SnCF, à l'Edf-Gdf et à la Ratp. La Banque de France et le Commissariat à l'énergie atomique font exception jusqu'en janvier 1994. Les exploitations autonomes issues des Ptt ont continué, au cours de l'année 1991, à verser directement les prestations familiales à leurs agents. Les offices et établissements publics représentent 211 millions de francs de prestations et 753 millions de cotisations en 1990, les Ptt 1,7 milliard de prestations et 2,8 milliards de cotisations.
- Octobre 1991** - Création d'un troisième complément de l'**allocation d'éducation spéciale** pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer. Il n'est pas cumulable avec les deux autres compléments de l'allocation d'éducation spéciale. Son montant est égal à la majoration pour tierce personne, attribuée aux invalides de troisième catégorie (5 017,82 francs jusqu'au 31 décembre 1991, 5 068 francs au 1^{er} janvier 1992).
- Janvier 1992** - Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.
- Majoration de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**, correspondant à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle (mesure en faveur des emplois de proximité) : 500 francs maximum par mois pour un enfant de moins de 3 ans (25,78 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), 300 francs pour un enfant de moins de 6 ans (15,47 % de la Bmaf).
- Avril 1992** - Prise en charge par les Caf et les Ccmsa des bénéficiaires de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** relevant des autres régimes et mise en place d'une procédure de tiers payant, en avril pour les nouvelles demandes, de juillet pour les autres bénéficiaires.
- Janvier 1993** - Dernière phase d'extension de l'**allocation de logement sociale** (communes rurales et agglomérations de moins de 100 000 habitants) : toute personne supportant une charge de logement et disposant de ressources inférieures à un certain plafond ouvre dorénavant droit à une aide au logement (Apl, Alf ou Als).
- Elargissement de la compétence du régime général pour le versement de l'**allocation de logement sociale**, assuré par les Caf pour les bénéficiaires de cette prestation qui relèvent des régimes spéciaux (les caisses du régime général et de la Mutualité agricole sont désormais seules habilitées à verser l'Apl et l'Als).
- Création de l'**aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés** (égale à 16 % de l'allocation à taux plein, soit 500,93 francs), pour un bénéficiaire de la prestation ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au fonds national des prestations familiales. Elles sont remboursées par l'Etat.
- Réduction d'impôt en faveur des familles dont les **enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures** (400 francs pour un enfant fréquentant le collège, 1 000 francs pour le lycée, 1 200 francs pour un cycle d'enseignement supérieur).
- Avril 1993** - Création de l'**aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées** dans l'attente de l'attribution d'un logement autonome (Alt). Le montant de la prestation dépend du nombre de logements mobilisés par l'association et de leur

capacité d'accueil. La prestation est versée par les seules caisses d'Allocations familiales et par les caisses de la Mutualité sociale agricole. Elle relève du fonds national de l'aide au logement qui bénéficie à cet effet d'une contribution de l'Etat et des régimes de prestations familiales.

- Août 1993** - 1 500 francs au titre de l'**allocation de rentrée scolaire majorée** (dont 1 097 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- Janvier 1994** - **Rattachement au régime général** des allocataires relevant de la Banque de France, du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Institut national de la recherche agronomique, de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
- Juillet 1994** - Réforme de l'**allocation parentale d'éducation** concernant tout enfant né à compter du 1^{er} juillet 1994 :
- . extension au deuxième enfant, sous réserve que le parent bénéficiaire ait travaillé deux ans au cours des cinq ans précédant la naissance (les périodes de chômage étant assimilées à une activité) ;
 - . l'attribution de l'allocation parentale d'éducation en cas d'activité à temps partiel. Si l'activité est au plus égale à 50 % de la durée légale du travail, l'allocation parentale d'éducation réduite est égale à 94,27 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Elle est de 71,29 % de la base si l'activité est comprise entre 50 et 80 %. L'allocation parentale d'éducation à taux partiel peut ouvrir droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer ;
 - . la prolongation du versement de l'allocation parentale d'éducation jusqu'au sixième anniversaire des enfants en cas de naissances multiples.
- Le **complément d'allocation aux adultes handicapés** se substitue à l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés. Il n'est plus nécessaire que les bénéficiaires déposent une demande.
- Août 1994** - Reconstitution de l'allocation de **rentrée scolaire majorée** (1 500 francs par enfant, dont 1 089 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- L'**aide à la scolarité** se substitue aux bourses des collèges versées par l'Education nationale. Elle est attribuée, pour chaque enfant de 11 à 16 ans, aux familles ayant bénéficié d'une prestation versée par la Caf au titre du mois de juillet précédant la rentrée scolaire. Son montant est fonction des ressources de la famille, qui doivent être inférieures à un certain plafond, très inférieur à celui de l'allocation de rentrée scolaire : il est égal soit à 16,4 % de la base de calcul, soit à 52,57 % (respectivement 337 et 1 080 francs).
- Janvier 1995** - Une **allocation parentale d'éducation** partielle peut être versée à chacun des membres d'un couple exerçant une activité professionnelle à temps partiel, sous réserve que le montant cumulé des deux allocations ne soit pas supérieur à celui de la prestation à taux plein. Cette réforme concerne les enfants nés depuis le 1^{er} juillet 1994.
- L'aménagement de l'**allocation pour la garde d'enfant à domicile** comporte deux volets :
- . le montant maximal de la prestation est dé plafonné et correspond désormais au montant total des cotisations sociales dues pour l'emploi à temps plein d'une garde d'enfant sur la base de la rémunération minimale prévue par la loi (11 838 francs par trimestre) ;
 - . la création d'une allocation à mi-taux pour les enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel. Le montant maximum de la prestation est égal à 5 519 francs.
- Forte revalorisation du complément de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** :
- . 38,48 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour un enfant de moins de 3 ans (soit une progression de 50 %) ;
 - . 19,24 % de la base de calcul pour un enfant de 3 à 6 ans (+ 24 %).
- Prolongation du cumul de plusieurs **allocations pour jeune enfant** en cas de naissances

multiples, pour les enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1995. Jusque-là, ce cumul était possible jusqu'au premier anniversaire des enfants.

- Création d'une **allocation d'adoption**, accordée pour tout enfant arrivé dans un foyer d'adoption à compter du 1^{er} janvier 1995, quelles que soient la situation familiale et les ressources de la famille adoptante. L'allocation est due pour six mois. Son montant par enfant est égal à 30 % de la base de calcul (624 francs) et elle n'est pas cumulable avec l'allocation de soutien familial.

Février 1995

- Extension à l'**aide personnalisée au logement** des dates d'effet applicables depuis 1983 aux autres prestations : cette réforme réduit de deux mois la durée de versement de la prestation.

- Réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'**allocation logement** ou à l'aide personnalisée au logement.

1996

- La demi-part supplémentaire accordée aux foyers fiscaux constitués d'un adulte et d'au moins un enfant est réservée aux parents isolés.

Juillet 1995 - 1996

- La **compétence des Caf** est affirmée pour le versement de l'allocation logement familiale aux personnes relevant des régimes spéciaux des fonctionnaires, de France Télécom et de l'Edf-Gdf dès le 1^{er} juillet 1995. Pour La Poste, la date d'application est reportée au 1^{er} juillet 1996. Fin 1996, la Sncf et la Ratp sont les seuls régimes spéciaux qui continuent à verser l'allocation logement familiale.

Août 1995

- L'allocation de **rentrée scolaire** majorée est maintenue à 1 500 francs : 670 francs d'allocation et 830 francs de majoration remboursée par l'Etat.

Septembre 1995

- Suppression de la sanction *a priori* de la non-passation des examens médicaux pré- et postnataux pour le versement de l'**allocation pour jeune enfant** jusqu'au quatrième mois de l'enfant.

Janvier 1996

- Mise sous condition de ressources de l'**allocation pour jeune enfant** versée avant le quatrième mois de l'enfant (droit à la prestation à compter de janvier).

- Assimilation de l'**enfant** à naître à un enfant né pour la détermination du plafond de ressources de l'allocation pour jeune enfant.

- Non-revalorisation des **prestations familiales**.

Février 1996

- Intégration dans l'assiette du **remboursement de la dette sociale**, des aides personnelles au logement.

Juillet 1996

- Non-revalorisation des **plafonds de ressources**.

Août 1996

- Principe d'une parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'**adoption** d'enfants arrivés au foyer à compter d'août 1996. L'allocation d'adoption passe de 624 francs à 955 francs (montant identique à celui de l'Apje). Elle est soumise à une condition de ressources identique à celle de l'allocation pour jeune enfant. Sa durée de versement est portée de 6 à 21 mois. L'allocation d'adoption est cumulable avec l'Apje due jusqu'au troisième mois de vie, avec l'Apje due à partir du quatrième mois et avec une autre allocation d'adoption pendant les neuf premières mensualités de son versement (pas de limite à ce cumul en cas d'adoptions multiples simultanées). En revanche, elle n'est pas cumulable avec le complément familial, l'allocation de soutien familial (sauf celle due pour un autre enfant) et l'allocation parentale d'éducation.

- L'allocation **parentale d'éducation** peut être attribuée pendant un an en cas d'adoption d'un enfant âgé d'au moins 2 ans et de moins de 16 ans ; cette durée est portée à 3 ans en cas d'adoption simultanée d'au moins trois enfants. Le droit à l'allocation parentale d'éducation de rang 2 et à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel est ouvert pour l'enfant arrivé au foyer à compter du 1^{er} juillet 1994, même s'il est né avant cette date.

- Réduction de l'allocation de **rentrée scolaire** majorée (1 000 francs au lieu de 1 500 francs de prestation majorée en 1995).

Janvier 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration des prestations familiales dans l'assiette du remboursement de la dette sociale (taux de 0,5 %). - Diverses mesures de rationalisation de la base de ressources.
Avril 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un forfait logement applicable aux nouvelles demandes d'allocation de parent isolé lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (Alf, Apl ou Als) ou d'un hébergement gratuit (ni loyer ni remboursement de prêt). Auparavant, seule l'Alf était prise en compte dans les ressources pour le calcul de l'Api. - Fusion des barèmes de l'aide personnalisée au logement en secteur locatif.
Juillet 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Les plafonds de ressources sont indexés sur les prix (au lieu de l'être sur le salaire moyen ou le Smic, suivant la prestation considérée).
Août 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation de rentrée scolaire majorée portée à 1 600 francs (montant identique à celui de 1995) au lieu de 1 000 francs de prestation majorée en 1996.
Décembre 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Revalorisation rétroactive de la Bmaf de juin à décembre 1995, soit 2 096,64 francs sur sept mois. La dépense (estimée à 650 millions de francs) a été comptabilisée en dépenses diverses en 1997, les versements aux familles sont intervenus en 1998.
Janvier 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 18 à 19 ans. - Réduction du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, différenciée suivant l'âge de l'enfant et les ressources : <ul style="list-style-type: none"> . pour la garde des enfants de moins de 3 ans : si les ressources sont supérieures à un certain plafond, prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 6 418 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; si les ressources sont inférieures au plafond, prise en charge de 75 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 9 627 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; . pour la garde des enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel : prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 3 209 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 6 418 francs avant la réforme).
Mars 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sous condition de ressources des allocations familiales (sur dix mois) dans l'attente d'un réexamen de la politique familiale.
Juin 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation spécifique d'attente (Asa) destinée aux personnes de moins de 60 ans, ayant cotisé 160 trimestres ou plus à l'assurance vieillesse et percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou le Rmi. Lorsque l'allocation spécifique d'attente ne suffit pas à porter le total des ressources du bénéficiaire à 5 000 francs, ce montant est majoré à due concurrence. Elle est payée par les Caf pour le compte de l'Etat. - Le droit à l'allocation aux adultes handicapés est étendu à l'ensemble des personnes de nationalité étrangère dans les mêmes conditions que pour les nationaux, sous réserve qu'ils justifient de la régularité de leur séjour en France (avec possibilité de rétroactivité).
Août 1998	<ul style="list-style-type: none"> - L'allocation de rentrée scolaire majorée est maintenue à 1 600 francs. - Suppression de l'aide à la scolarité et rétablissement du système antérieur des bourses des collèves.
Novembre 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de cumuler le Rmi et l'allocation pour jeune enfant versée du cinquième mois de grossesse au mois de naissance de l'enfant. - Extension du principe d'intéressement à la reprise d'activité aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Janvier 1999	<ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 19 à 20 ans pour les jeunes inactifs (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1980).

	<ul style="list-style-type: none"> - Retour à l'universalité des allocations familiales. Parallèlement, le quotient familial, c'est-à-dire les économies d'impôts auxquelles donne droit le fait d'avoir des enfants, est limité à 11 000 francs au lieu de 16 380 francs par demi-part. - Report d'un an des majorations pour âge des allocations familiales de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984). - Possibilité de cumuler les majorations pour âge des allocations familiales et le Rmi. - Remboursement des dépenses d'allocation de parent isolé par l'Etat. - Pour les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 %, l'allocation aux adultes handicapés est supprimée à compter du 1^{er} janvier lorsque les titulaires atteignent 60 ans (et à l'échéance de la Cotorep pour ceux qui avaient dépassé 60 ans au 1^{er} janvier 1999).
Juillet 1999	- Première étape de l'alignement sur trois ans des loyers plafonds des allocations de logement (Alf, Als) sur ceux de l'aide personnalisée au logement (Apl).
Août 1999	<ul style="list-style-type: none"> - Extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant non allocataires. - Maintien de l'allocation de rentrée scolaire majorée à 1 600 francs.
Décembre 1999	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistés. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (coût estimé à 1 554 millions de francs).
Janvier 2000	<ul style="list-style-type: none"> - L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial, à l'assurance vieillesse des parents au foyer (lorsque le droit est ouvert au titre du complément familial) et aux aides au logement. - Création de la couverture maladie universelle. La Cnaf n'a plus à prendre en charge certaines cotisations d'assurance personnelle ou cotisations maladie et maternité des personnes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Août 2000	- Pérennisation du montant de l'allocation de rentrée scolaire à 1 600 francs. Prise en charge du coût de la majoration par l'Etat pour les titulaires du Rmi et par le Fnpf pour les autres bénéficiaires (en deux étapes 2000 et 2001).
Décembre 2000	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistés . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (coût estimé à 1 554 millions de francs).
Janvier 2001	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation de présence parentale (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au minimum de quatre mois (deux mois lors d'affection périnatale), renouvelables deux fois, soit au maximum une année pour un même enfant et par maladie, accident ou handicap. Le montant de la prestation est de 3 131 francs pour une allocation à taux plein, de 1 566 francs ou de 2 071 francs pour une allocation à taux partiel, en cas d'exercice d'une activité à temps partiel. Pour une personne seule, ces montants sont respectivement de 4 141 francs, 2 071 francs et 2 733 francs - Modulation du montant du complément d'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en fonction des ressources de la famille. - En cas de reprise d'activité professionnelle, cumul possible pendant deux mois d'une allocation parentale d'éducation à taux plein avec le revenu tiré d'une activité professionnelle. Ce cumul n'est accordé qu'aux bénéficiaires ayant un enfant âgé d'au moins 18 mois et de moins de 30 mois, ou de moins de 60 mois si l'Ape est servie au titre de triplés ou plus. - Mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif (première étape, la seconde intervenant au 1^{er} janvier 2002).
Juillet 2001	- Suppression de l'évaluation forfaitaire des ressources pour les bénéficiaires de l' allocation aux adultes handicapés .

Août 2001	- La majoration de l'allocation de rentrée scolaire se confond désormais avec le montant de la prestation dont le taux est porté à 73,22 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
Décembre 2001	- Création en allocation logement d'un abattement double résidence pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement. - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule.
Janvier 2002 métropole et Dom	- Création d'un congé de paternité permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Ce congé doit être pris dans un délai de quatre mois à compter de la naissance de l'enfant. Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. La mesure s'applique aux enfants nés ou adoptés à partir du 1 ^{er} janvier 2002.
Janvier 2002	- Suppression du mois de carence lors de l'entrée dans l' allocation de présence parentale afin d'éviter les problèmes de trésorerie entre l'arrêt de travail et le début de versement de l'allocation. Son bénéfice est étendu aux militaires. - Fin de la mise en place du barème unique d' aides au logement en secteur locatif. - L'allocation spécifique d'attente est remplacée par l'allocation équivalant retraite et n'est plus gérée par les Caf (mais par les Assedic).
Avril 2002	- Augmentation substantielle du montant de l' allocation de présence parentale afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire net perçu par un salarié rémunéré au Smic (soit 801,23 euros au 1 ^{er} janvier 2002). - Création de six nouveaux compléments de l' allocation d'éducation spéciale qui se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. - Suppression partielle de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement , avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 2001.
Août 2002	- Création d'une allocation différentielle pour les personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond de ressources de l' allocation de rentrée scolaire (33 000 bénéficiaires).
Décembre 2002	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule.
Juillet 2003	- Création d'une allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales qui atteint l'âge de 20 ans.
Décembre 2003	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (idem décembre 2002).
Janvier 2004	- Création de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) appelée à remplacer cinq prestations existantes (<i>allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption</i>). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1 ^{er} janvier 2004, la Paje comprend : . une prime à la naissance ou à l'adoption , d'un montant de 808 euros, versée <u>sous condition de ressources</u> (<i>avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje</i>), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

. **une allocation de base**, d'un montant mensuel de 162 euros, versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

. **un complément libre choix d'activité** attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée : il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

. **un complément libre choix du mode de garde** attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

Ce complément comporte lui-même deux composantes :

. une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

Les tableaux 7351-61-71 présentent les barèmes de la Paje.

- Création du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma)** et **décentralisation du Rmi**.

. Le Cirma est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. C'est un contrat de travail à temps partiel (d'une durée minimale de vingt heures par semaine) à durée déterminée (dix-huit mois maximum), assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi de base. Il garde son droit ouvert au Rmi.

. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion.

2004

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en juin 2004 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003. Pas de revalorisation au 1^{er} juillet 2004.

- Plusieurs mesures d'économie relatives aux aides au logement dont en particulier :

. le relèvement du seuil de non-versement des aides, qui passe de 15 à 24 euros (juin 2004) ;

. la suppression de l'abattement pour frais de garde pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje (août 2004) ;

. l'allongement d'un mois du délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés (août 2004).

L'impact de ces mesures d'économie serait de l'ordre de 85 millions d'euros en 2004 et 155 millions en année pleine pour les Caf.

Juillet 2004

- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage**.

Décembre 2004

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (idem décembre 2002).

De juillet 2004 à janvier 2009

- Transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux :

. 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;

. 1^{er} janvier 2005 : France Télécom, les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;

. 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale ;

. 1^{er} janvier 2010 : les agents de l'Etat en poste à l'étranger.

Mars 2005**- Réforme du Cirma et création du contrat d'avenir.**

. Le **Cirma** est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au secteur marchand (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat pour les bénéficiaires d'Ass, d'Api ou d'Aah, ou par le département ou son délégataire pour les bénéficiaires du Rmi) reste égale au Rmi de base.

. Le **contrat d'avenir** est destiné aux mêmes bénéficiaires, mais ne peut être conclu que dans le secteur non marchand. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

Juillet 2005**- Réforme de l'allocation aux adultes handicapés (Aah).**

. Simplification du mode de calcul (plafond = 12 x Aah mensuelle).

. Création de deux nouveaux compléments, non cumulables, dont l'attribution est soumise à certaines conditions communes (taux d'incapacité d'au moins 80 %, perception de l'Aah à taux plein ou en complément d'une pension vieillesse-invalidité-accident du travail, logement indépendant, non-exercice d'une activité professionnelle) et à des conditions propres à chaque complément :

° la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace le complément d'Aah, dont le montant mensuel est de 100 euros. La personne doit bénéficier d'une aide au logement.

° le **complément de ressources** (Crh), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph), dont le montant mensuel est de 166,51 euros. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an à la date de la demande. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.

. Amélioration du reste à vivre et son harmonisation pour les personnes hospitalisées, placées en maison d'accueil spécialisée (Mas), ou incarcérées.

. Introduction d'une nouvelle condition d'accès au droit en cas de taux d'incapacité inférieur à 80 % : absence d'activité depuis au moins un an à la date de la demande.

. Création des Maisons départementales des personnes handicapées (Mdph) et remplacement des Cotorep et des commissions départementales de l'éducation spéciale par des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph).

. Modification de la formule de calcul de l'Aah des travailleurs en centre d'aide par le travail (Cat). Le coût de l'ensemble des mesures serait de l'ordre de 17,3 millions d'euros 2006 en année pleine 2007.

Août 2005

- Le montant de la **prime d'adoption** de la Paje est doublé pour tout enfant adopté depuis le 1^{er} août 2005. Le coût de la mesure est estimé à 2 millions d'euros.

Septembre 2005

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en septembre 2005 sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005.

- Une **prime exceptionnelle de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée en une seule fois, dès lors que le bénéficiaire d'un minimum social (Ass, Api, Rmi, Aah) qui a été au préalable chômeur de longue durée a repris une activité salariée ou non salariée pendant au moins quatre mois consécutifs. Pour les salariés, l'activité doit être exercée avec un minimum de soixante-dix-huit heures par mois. Cette condition n'est pas requise pour les non-salariés. Les contrats de travail conclus entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2006 ouvrent droit à cette prime exceptionnelle (le versement intervient à la fin du quatrième mois consécutif à au moins soixante-dix-huit heures). Le financement est assuré par l'Etat.

Décembre 2005

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (idem décembre 2002).

- Janvier 2006** - L'allocation d'éducation spéciale devient l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** (Aeeh). Une **majoration** par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros. La majoration de l'Aeeh est financée par la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa)**. Les ressources de la Cnsa proviennent du produit de la journée de solidarité autonomie, d'un prélèvement de 0,1 % de Csg, de contributions des caisses de retraite, de transferts de crédits de l'assurance maladie consacrés aux personnes âgées et aux handicapées.
- Mai 2006** - L'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'*allocation de présence parentale (App)*. Le parent bénéficiaire *qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés* peut prétendre à un congé de présence parentale (*pour les salariés*) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,10 euros (46,46 euros pour un parent isolé) est versée. *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total.* Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. *Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*
- En outre, un **complément pour frais** d'un montant de 100,02 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*
- Juillet 2006** - Le **complément optionnel de libre choix d'activité (Colca)** de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) offert aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), permet de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré (750 euros). Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. (Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible). Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.
- Création de l'**allocation d'installation étudiante (Aline)** pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois à compter du 1^{er} juillet 2006, d'un montant forfaitaire de 300 euros. L'Aline est financée sur le budget de l'Etat. Sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.
- Pas d'actualisation des prestations **logement** en juillet 2006 (*cf. janvier 2007*).
- Octobre 2006** - Une **prime de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée aux seuls bénéficiaires du Rmi, de l'Ass et de l'Api (alors que l'ancienne prime créée en septembre 2005 continuera d'être versée aux bénéficiaires de l'Aah jusqu'en décembre 2006). En général, le versement de cette prime intervient, pour les non-salariés, après le quatrième mois suivant la reprise d'activité et, pour les salariés, après le quatrième mois consécutif d'activité à au moins soixante-dix-huit heures mensuelles (le versement peut être anticipé dans le cas d'un Cdd de plus de six mois ou d'un Cdi).
- Création d'une **prime forfaitaire d'intéressement** qui concerne les bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'Ass qui reprennent une activité d'une durée minimale de soixante-dix-huit heures par mois. Son montant est de 150 euros pour une personne isolée ou de 225 euros en cas de présence d'enfant(s) et/ou d'un conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs. Le montant est de 225 euros pour les bénéficiaires de l'Api. Pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le minimum social et le revenu issu de sa nouvelle activité ; au cours des neuf mois suivants, il perçoit cette prime si son

activité est au moins égale à soixante-dix-huit heures par mois. Dans le cas contraire, il bénéficiera d'un **système d'intéressement proportionnel** qui lui permettra de cumuler partiellement ses revenus d'activité avec son allocation.

- Septembre 2006** - Le **contrat de responsabilité parentale** est mis en place en cas d'absentéisme scolaire, de trouble porté au fonctionnement d'un établissement scolaire ou en cas de toute autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale. En cas de non-respect de ce contrat, le président du conseil général peut demander au directeur de la Caf (de la Cmsa...) de suspendre le versement d'une partie des allocations familiales et du complément familial.
- Janvier 2007** - *Les familles dont le plus jeune des enfants est né avant le 1^{er} janvier 2004 demeurent régies par les dispositions antérieures à la création de la Paje.*
- Les aides personnelles au **logement** (Al et Apl) sont revalorisées de + 2,8 % pour les loyers-plafonds et de + 1,8 % pour les forfaits-charges *alors que l'indice de référence des loyers (Irl) a augmenté de + 2,3 % entre les quatrièmes trimestres 2004 et 2005.*
 - Le seuil de versement des prestations de **logement** est abaissé à 15 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004).
 - Cumul entre l'**allocation de base** de la prestation d'accueil du jeune enfant au titre d'un enfant adopté ou accueilli en vue d'adoption et l'**allocation de soutien familial**.
 - Attribution du **complément de ressources de l'Aah** et de la **majoration pour la vie autonome** aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (non bénéficiaires de l'Aah). Le coût de la mesure serait de l'ordre de 50 millions d'euros.
 - Le forfait logement de l'**allocation de parent isolé** est aligné sur celui du Rmi (soit une économie de l'ordre de – 7,7 millions d'euros).
 - Les bénéficiaires de l'**allocation de parent isolé** ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, légales et réglementaires (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'**allocation de soutien familial**.
- En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant de l'Api est réduit au terme du quatrième mois. En l'absence d'**engagement de procédure** ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du sixième mois.
- Les moindres dépenses d'Api générées par la mesure (– 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2009, – 54 millions en 2007) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial (soit une majoration des dépenses du Fnpf non remboursées par l'Etat) de l'ordre de + 55 millions 2008 (+ 54 millions en 2007).
- Janvier 2007** - Le **complément de ressources** (Crph) et la **majoration pour la vie autonome** (Mva) peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (Fsi). L'impact de cette mesure (+ 48,8 millions d'euros) se ventile en 26,2 millions sur la Mva et 22,6 millions sur Grph.
- (début de montée en charge en avril)*
- Février 2007** - Le montant du premier versement de l'**allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant** est proratisé en fonction du nombre de jours à compter du jour de naissance de l'enfant ou du jour d'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption. Cette mesure devrait concerner 256 000 familles par an. (Depuis sa création en 2004, l'allocation de base de la Paje était versée dès le premier jour du mois.)
- Mars 2007** - Une **aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants** dans leur pays d'origine peut être versée annuellement aux ressortissants d'un pays non membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, âgés d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail, justifiant d'une résidence régulière et ininterrompue en France pendant les quinze années précédant la demande d'aide, vivant seuls, supportant une charge de logement soit en tant que locataires, soit en tant qu'accédants à la propriété ou résidents en foyer, bénéficiant d'une aide au logement (aide personnalisée au logement ou allocation de logement) au titre du logement occupé en France et s'engageant à effectuer des séjours de longue durée dans leur pays d'origine.

- Avril 2007** - Le **prêt « jeunes avenir » (Pja)** destiné aux jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi est créé. Le prêt est destiné à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement... Distribué par les réseaux bancaires, ce prêt est soumis à condition de ressources trimestrielles. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro : les souscripteurs remboursent le capital emprunté et, le cas échéant, une assurance facultative. Les intérêts et la garantie du prêt sont pris en charge par la Cnaf et financés sur le Fnpf. Le prêt est remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les parents assumant la charge d'un enfant mineur en contrat d'apprentissage peuvent également bénéficier de ce prêt. Le montant du Pja est de 3 000 euros pour une personne seule ne vivant plus chez ses parents et non rattachée fiscalement, de 5 400 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à ses deux parents, de 4 500 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul parent.
- Mai 2007** - En cas de résidence alternée, les parents ont le choix entre la désignation d'un allocataire unique pour toutes les prestations et le partage des **allocations familiales**, avec désignation d'un allocataire unique pour les autres prestations. Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée). **Le coût de la garde partagée** représente + 0,06 point (+ 7,37 millions d'euros en année pleine).
- Un **congé de soutien familial** donne la possibilité aux salariés et aux travailleurs indépendants de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Ce congé de trois mois, renouvelable dans la limite d'un an, ouvre droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer. Les **cotisations d'Avpf** seront remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).
- Juillet 2007** - A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non-salariées. Les **plafonds** ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure ; par ailleurs, les plafonds progressent + 1,7 % pour tenir compte de l'inflation (*soit un total de + 27,1 %*). *Les montants s'appliquent du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.*
- Janvier 2008** - La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit opposable au **logement** a prévu que les barèmes des aides au logement sont révisés chaque année au 1^{er} janvier et que les plafonds de loyer et les forfaits charges sont indexés sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl).
- Revalorisation de l'**allocation logement familiale** et de l'**aide personnalisée au logement** de + 2,76 % (*loyers-plafonds et forfait-charges*).
- Avril 2008** - L'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch, créée en février 2005) aux enfants handicapés de moins de 20 ans ne remet pas en cause le droit à l'Aeeh de base, mais permet d'opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, en fonction de la situation la plus favorable. *Il restera possible, comme actuellement, de cumuler le complément d'Aeeh et le troisième élément de la Pch (aides à l'aménagement du logement ou du véhicule, ou aides pour compenser d'éventuels surcoûts liés au transport).* Les familles ayant intérêt à opter pour la Pch seront celles dont l'enfant est confronté à un handicap lourd justifiant une aide importante d'une tierce personne rémunérée (*c'est-à-dire les familles bénéficiant d'un complément d'Aeeh de cinquième, sixième catégorie, voire certaines familles bénéficiant d'un complément de quatrième catégorie*).
- Le dispositif de majoration de complément d'Aeeh pour les **parents isolés** d'enfants handicapés nécessitant l'aide d'une tierce personne est étendu à la prestation de compensation.
- Le nombre de familles qui devraient basculer d'un complément d'Aeeh vers la Pch devrait être compris entre 6 000 et 10 000. La dépense de Pch enfants est estimée à 130 millions d'euros à la charge de la Cnsa avec une économie pour la branche Famille de 50 millions pour 2008, en année pleine.

- Mai 2008**
- Le remplacement des majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des allocations familiales par une seule **majoration des allocations familiales pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. L'économie de la mesure est de 260,48 millions d'euros 2007, tous régimes en année pleine 2014 (- 2,3 points rapportés aux dépenses d'Af 2007). *Par rapport à l'ancien système, la famille perçoit par enfant concerné 33,67 euros 2007 en moins pendant trente-six mois, puis 26,19 euros en plus pendant vingt-quatre mois, soit une perte globale de 583,56 euros 2007 en cinq ans.*
 - Augmentation du montant (plafond) du **complément de libre choix du mode de garde** pour les familles les plus modestes : il passe de 100,67 % à 114,04 % de la Bmaf pour un enfant âgé de moins de 3 ans, de 50,34 % à 57,02 % de la Bmaf pour un enfant âgé de 3 à 6 ans. Le coût de cette revalorisation (initialement estimé à + 12,8 millions d'euros en 2008 et + 14 millions d'euros en 2009, en année pleine, Caf) serait moins élevé que prévu en raison du reste à charge minimal de 15 % pour les familles.
- Juillet 2008**
- L'**allocation d'installation étudiante** (Aline), créée en juillet 2006, n'est pas reconduite pour la prochaine année universitaire (*dernier versement possible en juin*).
- Août 2008**
- L'**allocation de rentrée scolaire** est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 390,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 39,43 millions d'euros 2008 tous régimes). C'est l'âge de l'enfant au 31 décembre de l'année de la rentrée scolaire qui conditionne le droit à l'Ars.
- Septembre 2008**
- Le montant unitaire de l'**allocation aux adultes handicapés** devrait progresser de + 25 % en cinq ans. La prestation est revalorisée de + 3,9 % en septembre 2007 (après + 1,1 % en janvier 2008, soit + 2,41 % en moyenne annuelle 2008. *Le complément de ressources, la majoration pour la vie autonome (Mva) et l'ancien complément d'Aah ne sont pas revalorisés.* Les modalités de revalorisation de la garantie de ressources pour les personnes handicapées (Grph) sont modifiées.
- En 2008**
- Clarification du **droit aux prestations familiales** :
 . si un **ressortissant communautaire** déclare s'installer durablement en France (pour une période supérieure à six mois), il sera présumé remplir la condition de résidence en France. Au bout de trois mois de présence en France, il pourra avoir droit aux prestations familiales si ses ressources sont suffisantes (équivalentes au Rmi) et s'il bénéficie d'une couverture maladie ;
. les personnes exerçant une activité dans un pays n'ayant pas de convention avec la France, les personnes travaillant dans une organisation internationale dont les statuts ne prévoient pas le versement d'avantages familiaux ne pourront plus cumuler les prestations familiales françaises et les prestations servies par leur pays ou organisation internationale. Elles entreront dans le champ d'application de l'**allocation différentielle**.
 - Une politique de **lutte contre la fraude** renforcée avec un développement des échanges d'information. Les contrôleurs des Caf auront un droit de communication vis-à-vis des tiers (banques, opérateurs de téléphonie, fournisseurs d'accès à Internet...). Ce droit leur permettra de vérifier les éléments déclaratifs qui ouvrent droit aux prestations.
- Juillet 2008 - janvier 2009**
- L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009 (avec les déclarations fiscales) : les Caf se feront communiquer directement par les services des impôts le montant des revenus pour apprécier le niveau de ressources des allocataires. Les **plafonds** de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) devraient être revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007. *Les plafonds de juillet 2007 (appliqués aux ressources 2006) ont été revalorisés au 1^{er} juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux revenus 2006.*
 - Les ressources prises en compte sont celles de l'année civile n-2 précédant l'exercice de paiement (*soit les ressources 2007 entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009*).

- L'assiette du coefficient réducteur de 0,8 est strictement identique à celle de l'ancien abattement fiscal de 20 % : le coefficient s'applique ainsi aux traitements et salaires, aux indemnités de remplacement (chômage, maladie, maternité, accident du travail...), aux pensions et aux revenus des non-salariés (préalablement majorés de 25 % pour les non-adhérents à un centre de gestion agréé). *Des baisses de droit (à l'Aah...) sont susceptibles d'intervenir à compter de janvier 2009 pour des allocataires ayant déclaré à la fois en 2006 et 2007 des revenus de placement.*
- Janvier 2009** - Revalorisation des aides au logement de 2,95 % (loyers plafonds et forfaits charges).
- Février 2009** - Création de la carte « Enfant famille » pour les familles d'un et de deux enfants sous conditions de ressources offrant des **réductions Sncf**. Les Caf seraient amenées à gérer les demandes pour vérification des ressources et du nombre d'enfants et à délivrer une attestation permettant aux demandeurs de se procurer la carte auprès de la Sncf.
- Juin 2009** - Généralisation du **revenu de solidarité active (Rsa)**, expérimenté en 2008 dans trente-quatre départements. Il est servi par les Caf, aux bénéficiaires du Rmi ou de l'Api exerçant une activité professionnelle. Il a pour objet de leur garantir un revenu déterminé en fonction de leurs ressources d'activité professionnelle et de la composition familiale de leur foyer. Le Rsa serait exclusivement piloté par le Conseil général qui délèguerait l'intégralité de ses compétences à la Caf et à la Cmsa. L'Etat finance le Rsa pour les contrats (CAV et RMA) signés après sa mise en place.
- 2009** - L'impact sur les **frais de tutelle** de la réforme de la protection juridique des majeurs est de l'ordre de 27 millions d'euros 2009.
- 2009** - Toutes les composantes de la Paje sont prises en compte dans les modalités de calcul et de versement de l'**allocation différentielle**. Sont donc concernés les allocataires qui perçoivent des prestations ou avantages familiaux étrangers ainsi que la Paje, mais pas d'Adi. A l'avenir, ils perçoivent uniquement la différence éventuelle entre les prestations versées par l'autre Etat et les prestations dues en France. *Le montant perçu par les bénéficiaires actuels de l'Adi ne sera pas affecté : si ces bénéficiaires percevaient le Clca ou le Cmg, la périodicité de versement de ces allocations devient trimestrielle.*
- 2009** - Réforme du **handicap** :
 . gestion des ressources trimestrielle ;
 . suppression de la condition d'activité pour les bénéficiaires ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 % reconnu par la Cdaph ;
 . mise en place d'un barème avec intéressement.

Réformes prévues par le Plfss 2009 (projet de loi de finances pour la Sécurité sociale)

- 2009-2011** - Actuellement, la Cnaf verse chaque année à ce Fonds un montant égal à 60 % des dépenses prises en charge par le fonds de solidarité vieillesse (Fsv) au titre des **majorations de pensions vieillesse** du régime général et du régime agricole. Le Plfss prévoit que la Cnaf prendrait en charge 60 à 70 % de ces dépenses en 2009, 85 % en 2010 et 100 % à compter de 2011.
- A noter en outre la hausse des taux de cotisation vieillesse de + 0,3 point qui se traduit par plus de dépenses au titre de l'Avpf.
- 2009** - Majoration possible du montant du **complément de libre choix du mode de garde** de la prestation d'accueil du jeune enfant, dès lors que les parents sont contraints de faire garder leurs enfants sur des horaires atypiques.
- Extension de l'agrément des assistantes maternelles pour la garde jusqu'à quatre enfants.

2009 - *Un indu de prestations sociales ne peut actuellement être récupéré par les organismes débiteurs des prestations familiales que sur les prestations du même fonds.* Le Plfss permettra de recouvrer **des indus d'une prestation familiale sur une autre prestation** : la mesure est limitée au fonds national des prestations familiales et au fonds national d'aide au logement et ne concerne que les seuls recouvrements des prestations familiales et des aides personnelles au logement.

Pour une meilleure interprétation des séries statistiques relatives aux dépenses de prestations

1980 - Certaines Caf ont comptabilisé treize mois de prestations familiales (1,3 milliard de francs) au cours de l'exercice.

Juillet 1984 - Impact de la transformation des déductions sur le revenu imposable en crédit d'impôts.

1985-1986 - Suite à l'harmonisation de la date de versement des prestations, la base 1985 du régime général est supérieure de 2,7 milliards de francs aux résultats, la base 1986 l'est de 265 millions de francs. Pour le régime minier, l'impact du décalage est de 44 millions de francs en 1985 et de 1 million de francs en 1986.

1991-1992 - Le solde du régime de La Poste et des Telecom n'a pas été comptabilisé par la Cnaf en 1991 et en 1992. Il a été pris en compte par le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale. En conséquence, dans ce rapport, le solde Cnaf est majoré (et les dépenses minorées) par rapport aux chiffres de la brochure prestations familiales (715 millions en 1991, 765 millions en 1992). Toutefois, les séries statistiques Cnaf relatives aux prestations et aux cotisations incluent ce régime.

1996 **Passage aux droits constatés :** Les dépenses de prestations 1996 couvrent les dépenses de janvier à décembre 1996, hors treizième balance 1996. Les dépenses de 1997 incluent la treizième balance 1996 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1997. Toutefois, les statistiques de prestations retiennent les dépenses en droits constatés pour les prestations trimestrielles (Aged + 255 millions de francs, Afeama + 68 millions), allocation différentielle + 3 millions) et pour les prestations hors métropole (+ 17 millions). Cette majoration des prestations est compensée par une minoration des dépenses diverses. Les dépenses comptables de prestations 1998 incluent la treizième balance 1997 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1998.

1997 Il est à noter que les dépenses correspondant à la **revalorisation de la Bmaf 1995**, intervenue *a posteriori*, ont été intégrées dans les comptes 1997 pour un montant de 650 millions de francs. Elles figurent en **dépenses diverses** et non en dépenses de prestations dans les tableaux statistiques.

1997-1998 En décembre 1997, le montant de la Bmaf est fixé rétroactivement à :
 - 2 014,06 francs pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1993 ;
 - 2 096,64 francs pour la période allant du 1^{er} juin au 31 décembre 1995.
 La première revalorisation est sans effet pratique sur le droit des allocataires.
 Les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995, intervenue *a posteriori*, ont été intégrées dans les comptes 1997 (650 millions de francs de dépenses diverses et non de dépenses de prestations).

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions réalisées en août 2008**

TIPF 3112 : tous régimes en millions d'euros courants

En millions d'euros courants (effet prix BMAF ou AAH)		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cumul des mesures sans tenir compte des effets volume ultérieurs		-10,03	-814,45	-170,20	-166,44	-47,91	20,08	143,96	564,79	1 185,84	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
AF			-647,76	26,86	-30,63	-31,18	-31,84	-27,38	67,21	80,29	81,73	84,04	53,03
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	01/01/1998		50,89	94,62	95,09	96,80	98,84	100,52	102,23	104,48	106,36	108,16	109,24
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	01/03/1998		-698,65										
Solde mesures 1999	01/01/1999			-67,76	-125,72	-127,99	-130,67	-132,90	-135,15	-138,13	-140,61	-143,00	-144,43
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	01/01/1999			84,70	157,15								
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	01/01/1999			-152,46	-282,88								
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 ^e E d'une famille de 3 E atteint 20 ans	01/07/2003						5,00		100,14	113,94	115,99	117,96	119,14
Garde alternée	01/05/2007											0,92	4,49
Majoration [14-16 ans], suppression majo. [11-13 ans]	01/05/2008												-35,42
CF : Report à 21 ans	01/01/2000				62,22	116,33	118,77	120,79	122,84	125,55	127,81	129,98	131,28
ARS				27,64	27,77	28,27	35,20	35,80	36,40	37,21	37,87	38,52	#####
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	01/08/1999			27,64	27,77	28,27	28,87	29,36	29,86	30,51	31,06	31,59	31,91
ARS différentielle	01/08/2002						6,33	6,44	6,55	6,69	6,81	6,93	7,00
Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants													#####
API cumul		-10,03	-41,84	-57,06	-57,34	-50,24	-42,17	-31,91	-20,43	-8,59	4,66	-42,62	-99,22
API : forfait logement	01/04/1997	-10,03	-41,84	-57,06	-57,34	-58,38	-59,60	-60,61	-61,64	-63,00	-64,13	-65,22	-65,88
API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					8,13	17,43	28,71	41,22	54,41	68,79	83,59	84,42
API : alignement forfait logement / forfait RMI	01/01/2007											-7,60	-7,67
API : subsidiarité ASF	01/01/2007											-53,39	-110,10
ASF : suite à la mise en place de la réforme API	01/01/2007											53,39	44,04
AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)						68,35	98,82	130,19	146,17	149,38	152,07	154,65	156,20
AFEAMA de base : impact de la majoration d'AFEAMA sur l'AFEAMA de base													
Changement de comportement sur 3 ans	01/01/2001					8,71	25,27	42,33	50,81				
AFEAMA majoration : modulation en fonction du revenu													
Effet mécanique du barème	01/01/2001					52,95	54,06	54,98	55,91				
Changement de comportement	01/01/2001					6,69	19,46	32,71	39,26				
AGED : Modulation en fonction du revenu	01/01/1998		-124,84	-167,63	-168,47	-171,50	-175,11	-178,08	-181,11	-185,09	-188,42	-191,62	-193,54
APE : Intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)	01/01/2001					-13,47	-17,34	-17,64	-17,94	-18,33	-18,66	-18,98	-19,17
APJE longue : impact de l'APE	01/01/2001					11,12	14,27						
APE 2 E	01/01/2001					-15,27	-19,63						
APE 3 E et +	01/01/2001					-9,32	-11,99						
AJPP (estimation empirique)						5,53	17,87	28,58	34,95	35,72	39,60	53,63	51,19
AEEH cumul							15,87	83,60	75,22	62,99	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments	01/04/2002						15,87	83,60	75,22	62,99		65,21	65,86
AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 ^e à 6 ^e cat.	01/01/2006										#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
AEEH : droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap)	01/04/2008												-7,36
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (PREV. DSPA 2008)	01/01/2004								301	889	1 612	1 922	2 149

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions réalisées en août 2008**

TIPF 3122 : tous régimes en millions d'euros constants

En millions d'euros constants 2007		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Cumul des mesures		-11,58	-934,49	-194,31	-187,05	-53,02	21,84	153,66	592,90	1 223,59	#DIV/0!	#DIV/0!
AF		0,00	-743,24	30,66	-34,42	-34,50	-34,62	-29,22	70,55	82,85	82,93	84,04
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	01/01/1998		58,39	108,03	106,87	107,11	107,50	107,29	107,31	107,80	107,91	108,16
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	01/03/1998		-801,64									
Solde mesures 1999	01/01/1999			-77,36	-141,29	-141,61	-142,12	-141,85	-141,88	-142,53	-142,66	-143,00
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	01/01/1999			96,70	176,61							
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	01/01/1999			-174,06	-317,90							
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3° E d'une famille de 3 E atteint 20 ans	01/07/2003							5,34	105,12	117,57	117,68	117,96
Garde alternée	01/05/2007											0,92
Majoration [14-16 ans], suppression majo. [11-13 ans]	01/05/2008											
CF : Report à 21 ans	01/01/2000				69,93	128,71	129,17	128,93	128,96	129,54	129,67	129,98
ARS				31,55	31,21	31,28	38,28	38,21	38,22	38,39	38,43	38,52
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	01/08/1999			31,55	31,21	31,28	31,40	31,34	31,34	31,49	31,52	31,59
ARS différentielle	01/08/2002						6,88	6,87	6,87	6,90	6,91	6,93
Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants												0
API cumul		-11,58	-48,01	-65,14	-64,44	-55,59	-45,86	-34,06	-21,44	-8,86	4,72	18,36
API : forfait logement	01/04/1997	-11,58	-48,01	-65,14	-64,44	-64,59	-64,82	-64,70	-64,71	-65,01	-65,07	-65,22
API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					9,00	18,96	30,64	43,27	56,14	69,79	83,59
API : alignement forfait logement / forfait RMI	01/01/2007											-7,60
API : subsidiarité ASF	01/01/2007											
ASF : suite à la mise en place de la réforme API	01/01/2007											
AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)						75,62	107,48	138,96	153,44	154,14	154,29	154,65
AFEAMA de base : impact de la majoration d'AFEAMA sur l'AFEAMA de base												
Changement de comportement sur 3 ans	01/01/2001					9,63	27,48	45,18	53,34			
AFEAMA majoration : modulation en fonction du revenu												
Effet mécanique du barème	01/01/2001					58,58	58,79	58,68	58,70			
Changement de comportement	01/01/2001					7,40	21,16	34,91	41,22			
AGED : Modulation en fonction du revenu	01/01/1998		-143,25	-191,38	-189,33	-189,76	-190,44	-190,08	-190,12	-190,99	-191,17	-191,62
APE : Intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)	01/01/2001					-14,90	-18,86	-18,82	-18,83	-18,91	-18,93	-18,98
APJE longue : impact de l'APE	01/01/2001					12,31	15,52					
APE 2 E	01/01/2001					-16,89	-21,35					
APE 3 E et +	01/01/2001					-10,31	-13,04					
AJPP cumul						6,12	19,44	30,50	36,69	36,86	40,18	53,63
APP	01/01/2001					6,12	19,44	30,50	36,69	36,86		
AJPP	01/05/2006										40,18	53,63
AEEH cumul							17,26	89,23	78,96	64,99	#DIV/0!	#DIV/0!
AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments	01/04/2002						17,26	89,23	78,96	64,99	65,06	65,21
AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2° à 6° cat.	01/01/2006										#DIV/0!	#DIV/0!
AEEH : droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap)	01/04/2008											
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (PREV. DSPA 2008)	01/01/2004								316,47	917,48	1 635,13	1 922,29

9.2

Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945

*Ce chapitre constitue un document de travail.
Toutes vos remarques seront les bienvenues.*

Particularités générales

- Alors que les prestations métropole étaient généralement calculées en fonction de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, les prestations dans les Dom faisaient le plus souvent référence à une base de calcul égale à vingt-cinq fois le montant journalier des allocations familiales pour deux enfants dans les Dom.

. Les prestations étaient attribuées en fonction du nombre de journées de travail d'au moins six heures dans la limite de vingt-cinq allocations journalières par mois.

. Les Caf versent les prestations aux salariés agricoles, aux marins pêcheurs non salariés depuis 1961, aux exploitants agricoles à compter de 1970, à l'exclusion des employeurs et des travailleurs indépendants jusqu'en décembre 1992. A compter du 1^{er} janvier 1993, le versement des prestations familiales est effectué sous réserve du paiement préalable des cotisations d'Af et de la Csg.

Il n'y a pas de tutelle aux prestations sociales.

Situation en 1946

En 1946, les prestations versées sont :

- . les **allocations familiales**. A la différence de la métropole, les allocations familiales sont dues **dès le premier enfant**. Une condition d'activité professionnelle est exigée jusqu'en 1988 ;
- . les filles aînées restant au foyer sont exclues du bénéfice des prestations familiales ;
- . les prestations du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Septembre 1963

- Majoration et uniformisation des taux des **allocations familiales** dans l'ensemble des départements d'outre-mer.
- Les limites d'âge fixées pour l'attribution des prestations sont alignées sur celles de la métropole.

Avril 1965

(comme en métropole)

- Application dans les Dom de la législation relative au **congé de naissance** en vigueur en métropole.
- Application dans les Dom de la législation relative aux **majorations des allocations familiales** pour enfant de plus de 10 ans en vigueur en métropole.

Janvier 1971

(comme en métropole)

- . Création de l'**allocation orphelin**. Les montants diffèrent de ceux de la métropole ; ils sont majorés en janvier 1978, en juillet 1981.

Février 1972

(comme en métropole)

- . Création des **allocations aux mineurs et aux adultes handicapés**.

Situation en 1972

- Le service des prestations est assuré par des caisses d'Allocations familiales et non plus par des caisses de Sécurité sociale.

En 1972, les prestations versées sont :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . l'allocation aux mineurs et aux adultes handicapés ;
- . l'allocation orphelin ;
- . le congé de naissance.

Rentrée 1974

(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de rentrée scolaire**.

Octobre 1975 (comme en métropole)	- Création de l' allocation d'éducation spéciale . <i>Le montant de la prestation perçue est différent (mais proche) dans les Dom et en métropole. Il a été majoré en 1981. Une activité professionnelle est exigée, sauf dans le cas des femmes seules. Cette prestation remplace l'allocation d'éducation spécialisée et l'allocation aux mineurs handicapés.</i>
(comme en métropole)	- Création de l' allocation aux adultes handicapés .
1976 (contre 1948 en métropole)	- Création de l' allocation de logement familial . <i>Par rapport à la métropole :</i> <ul style="list-style-type: none"> . les surfaces exigées sont plus restreintes (ce qui est favorable à l'allocataire) ; . il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers-plafonds, forfait-charges, nombre de parts et mensualités plafonds ; . les coefficients et les valeurs utilisés dans la formule de calcul sont moins favorables.
Janvier 1978 (contre octobre 1976 en métropole)	- Mise en place de l' allocation de parent isolé dans les Dom. <i>Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole. Le montant est majoré en juillet 1981.</i> - Maintien des prestations familiales aux personnes ayant perdu involontairement leur emploi sous certaines conditions d'activité antérieures.
1978 (comme en métropole)	- Prise en charge des cotisations maladie des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Mai 1978	- Création de la prime de protection de la maternité afin d'inciter les futures mères et les mères à passer les examens médicaux.
Juillet 1978 (contre juillet 1972 en métropole)	- Mise en place de l'assurance vieillesse des mères au foyer (avec une législation différente de celle de la métropole).
Octobre 1978	- Mise en place du complément familial avec des conditions d'attribution autres que celles applicables en métropole. Le plafond applicable est celui de l'Ars. Le montant de la prestation est majoré en 1979 et en 1981.
Décembre 1979	- Les allocations sont versées : <ul style="list-style-type: none"> . tant que dure l'obligation scolaire ; . jusqu'à 17 ans pour l'enfant à charge non salarié ; . jusqu'à 20 ans pour les enfants placés en apprentissage, les enfants suivant un stage de formation professionnelle, les enfants qui poursuivent leurs études, pour ceux qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, sont dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle, et pour ceux qui ouvrent droit à l'allocation d'éducation spéciale. <i>(Antérieurement, les limites d'âge étaient de 14 ans, de 15 ans en Guyane, de 16 ans en cas d'apprentissage, de 17 ans en Guyane et de 20 ans en cas de poursuite d'études ou de maladie constatée.)</i> . Les jeunes de 16 à 20 ans cessent d'être considérés comme enfants à charge lorsque leur rémunération dépasse 55 % du Smic en vigueur dans le département considéré. <i>(Antérieurement, le salaire des intéressés ne devait pas dépasser le montant de la base mensuelle de calcul en vigueur en métropole au cours de la période d'exercice de l'activité professionnelle.)</i>
Janvier 1980	- Le droit aux prestations familiales est annualisé pour les allocataires ayant eu une activité égale ou supérieure à quatre-vingt-dix jours dans une année civile. <i>Pour les autres, le droit continue à s'apprécier mensuellement. Mais dès lors que l'activité au cours d'un mois est égale à dix jours, les prestations sont égales pour ce mois à vingt-cinq allocations journalières...</i>
Octobre 1980 (contre juillet 1971 en métropole)	- Création de l' allocation de logement sociale (la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables).

Janvier 1981 (comme en métropole)	- Création du supplément de revenu familial . <i>Le barème du Surf reste inchangé jusqu'à sa disparition en 1990 : le plafond de ressources est égal à 15 350 francs et le montant de la prestation est de 100 francs.</i>
1981 (comme en métropole)	- Prise en charge des cotisations d'assurance personnelle .
Juin 1985 (comme en métropole)	- Création de l' allocation de soutien familial . <i>Une activité professionnelle est exigée. Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole.</i>
1989 (1978 en métropole)	- Suppression de la condition d'activité professionnelle pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. <i>Avant cette date, cette condition était exigée pour bénéficier des allocations familiales, du complément familial, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation d'éducation spéciale (sauf pour les femmes seules)... Cette condition avait été supprimée pour les seules Af dès mars 1988 (décret 88-191 et 192 du 26 février 1988) et dès juillet 1986 pour l'allocation logement familiale.</i>
1989 (comme en métropole)	- Création du revenu minimum d'insertion .
Juillet 1990	- Versement jusqu'à 18 ans des prestations familiales aux enfants non salariés au lieu de 17 ans.
Août 1990 (comme en métropole)	- Suppression du supplément de revenu familial . - Versement de l' allocation de rentrée scolaire jusqu'à 18 ans. Extension du bénéfice de l'Ars aux familles qui perçoivent uniquement du Rmi ou l'Aah.
Janvier 1991 (comme en métropole)	- Entrée en vigueur de l' aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée .
Juillet 1991	- Application aux Dom de la Bmaf de la métropole.
1991-1995	- Début de l'alignement progressif des prestations des Dom sur celles de la métropole jusqu'à l'horizon 1995 avec comme objectif la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (Faso).

Situation en 1992

Entre 1972 et 1992, la législation s'étend à de nouvelles catégories de bénéficiaires et le nombre de prestations s'accroît. On distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de parent isolé ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement sociale ;

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . l'allocation de logement à caractère familial ;
- . la prime de protection de la maternité (prestation spécifique aux Dom) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer et l'assurance personnelle ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'allocation parentale d'éducation, l'allocation pour jeune enfant, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

Janvier 1995
(comme en métropole)

- Création d'une **allocation d'adoption**.

Janvier 1995
(1987 en métropole)

- Instauration de l'**allocation garde d'enfant à domicile**.

Avril 1995
(avant la métropole)

- L'âge limite de prise en compte des enfants à charge pour le calcul de l'allocation logement a été porté de 20 à 22 ans dans les DOM pour les enfants qui poursuivent leurs études, sont en apprentissage, en stage de la formation professionnelle ou malades, alors qu'il était de 20 ans en métropole dans ces différents cas jusqu'en janvier 2000.

Septembre 1995

- Alignement du montant de l'**allocation de soutien familial** sur celui de la métropole et harmonisation du mode de calcul et du montant de la prime de déménagement sur celui de la métropole.

Janvier 1996
(1985 en métropole)

- Instauration de l'**allocation pour jeune enfant** : le montant de l'allocation pour jeune enfant est celui en vigueur en métropole, mais le plafond de ressources est inférieur (identique à celui du complément familial dans les Dom).

- Instauration de l'**allocation parentale d'éducation**. En 2002, les montants pour la validation des trimestres d'activité de l'Ape seront totalement harmonisés entre les Dom et la métropole (cf. TIPF 738) ; auparavant, les montants plus faibles pour les Dom étaient favorables aux allocataires des Dom.

- Dans les Dom, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation n'ouvrent pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

Juillet 1996

- Suppression de la **prime de protection de la maternité** (suite à la réforme de janvier).

Janvier 2001 - 2007

- Harmonisation, prévue sur sept ans à compter de janvier 2001, du montant de l'**allocation de parent isolé** par rapport à celui de la métropole.

Décembre 2001

- Mise en place du **revenu de solidarité** : sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi. Son montant n'est pas modulé en fonction de la composition familiale.

Janvier 2002

- Alignement du montant du **Rmi** des Dom sur celui de la métropole.

Juillet 2002

- Alignement des loyers plafonds des familles sur ceux de la zone 2 de métropole pour le calcul de l'**allocation de logement familiale**.

Juillet 2003
(comme en métropole)

- Création d'une allocation forfaitaire **allocations familiales**.

Septembre 2003

- Libre choix de l'allocataire (père ou mère).

Janvier 2004
(à la différence de la métropole)

- Comme pour l'Ape et l'Apje, la Paje n'ouvre pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer dans les Dom où l'**Avpf** n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte).

Juillet 2004
(comme en métropole)

- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage**.

Situation en 2005

Suite au début d'alignement de la législation des prestations des Dom sur celle de la métropole qui a débuté en 1991, on distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . le forfait allocations familiales ;
- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;
- . le revenu minimum d'insertion ;
- . l'allocation de parent isolé (*harmonisation totale prévue en 2007*) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'allocation de garde d'enfant à domicile ;
- . l'allocation d'adoption ;

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement à caractère social (*la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables*) ;

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et/ou les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . la prestation d'accueil du jeune enfant *et l'allocation parentale d'éducation* ;
- . l'allocation pour jeune enfant (*plafonds différents*) ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'Apje, de l'Ape, de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*) ;
- . l'allocation de logement à caractère familial : *il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers plafonds, forfait charges, et en accession, nombre de parts et mensualités plafonds. Le forfait charge est d'un montant très inférieur à celui de la métropole* ;
- . le revenu de solidarité (*spécifique aux Dom*) ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

Janvier 2009

- Calcul de l'**allocation logement** sur la base du barème applicable en secteur locatif (plus favorable que celui applicable en secteur foyer) pour les personnes résidant dans des foyers neufs ou qui auront fait l'objet d'une réhabilitation.
- Revalorisation du montant du forfait charge spécifique aux Dom pour le calcul de l'allocation de logement afin que le montant restant à la charge des bénéficiaires de logements sociaux soit identique dans les Dom et en métropole.

**Tableau récapitulatif de la création et de la suppression
des principales prestations depuis 1946, en métropole et dans les Dom**

Prestations	Date d'application		Suppression ou remplacement
	En métropole	Dans les Dom	
Allocations familiales (Af)	1932	1938 (<i>différentes</i>)	
<i>Allocation salaire unique</i>	1946		→ Cf : janvier 1978
<i>Congé de naissance</i>	1946	Avril 1965	Janvier 1987
<i>Allocations prénatales</i>	1946		→ Aje : janvier 1985
Fonds d'action sociale obligatoire (Faso)		Existe en 1946	
Alf et prime de déménagement	Septembre 1948	Juillet 1976	
Prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah)	1950		
Majoration (Af) pour enfant [10-15 ans]	1955	1967	[11-16 ans] : 01/1999
<i>Allocation de mère au foyer (Amf)</i>	1956		→ Cf : janvier 1978
Majoration (Af) pour enfant de plus de 15 ans	1963	1967	Plus de 16 ans : 01/1999
Als et prime de déménagement	Juillet 1971	Octobre 1980	
Allocation orphelin → Alloc. soutien familial	01/1971 et 06/1985	01/1971 et 06/1985	
Allocations → mineurs et adultes handicapés	02/1972 et 10/1975	02/1972 et 10/1975	
Assurance vieillesse mères de famille... Avpf	Juillet 1972	7/78 (<i>différente</i>)	
<i>Allocation pour frais de garde</i>	Juillet 1972		→ Cf : janvier 1978
Allocation rentrée scolaire	Rentrée 1974	Rentrée 1974	
<i>Allocations postnatales</i>	1975		→ Aje : janvier 1985
<i>Prêts aux jeunes ménages</i>	1975		Janvier 1987
Allocation de parent isolé	Octobre 1976	Janvier 1978	
Aide personnalisée au logement, prime	Juillet 1977		
<i>Prime de protection de la maternité</i>		Mai 1978	Janvier 1996
Complément familial	Janvier 1978	10/1978 (<i>différent</i>)	→ Aje partiellement (85)
<i>Supplément de revenu familial</i>	Janvier 1981	Janvier 1981	Août 1990
<i>Aje → Apje</i>	Janvier 1985	01/1996 (<i>différent</i>)	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Ape</i>	Janvier 1985	01/1996 (<i>différent</i>)	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Aged</i>	Avril 1987	Janvier 1995	→ Paje (Janvier 2004)
Revenu minimum d'insertion	Décembre 1988	Décembre 1988	
<i>Afeama</i>	Janvier 1991	Janvier 1991	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Allocation d'adoption</i>	Janvier 1995	Janvier 1995	→ Paje (Janvier 2004)
Revenu de solidarité outre-mer		Décembre 2001	
Prestation d'accueil du jeune enfant	Janvier 2004	Janvier 2004	

1.10

Montants et plafonds de prestations

Smic, prix, Pib

Barèmes des différentes prestations (1)		Page
Aah	Allocation aux adultes handicapés	207
Aad	Allocation d'adoption	203
Ab Paje	Allocation de base de la Paje	193
Aeeh (Aes)	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	205
Af	Allocations familiales	190
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	200
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile	198
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale	206
Ape	Allocation parentale d'éducation	203
Api	Allocation parent isolé	203
Apje	Allocation pour jeune enfant	191
Ars	Allocation de rentrée scolaire	197
Asf	Allocation de soutien familial	203
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales	189
Cf	Complément familial	191
Clca Paje	Complément libre choix d'activité de la Paje	193
Cmg Paje	Complément libre choix du mode de garde de la Paje	193
Dom	Prestations spécifiques aux Dom (1)	212
G(C)rph	Garantie (Complément) de ressources aux adultes handicapés	208
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant : Ab, Clca, Cmg, prime de naissance et d'adoption	193
Pja	Prêt jeunes avenir	202
Rmi	Revenu minimum d'insertion	210
Rso	Revenu de solidarité	211
Données économiques de cadrage		
	Smic net (mensuel et annuel) après prélèvement de la Crds	213
	Indice des prix	214
	Produit intérieur brut (Pib), demandeurs d'emploi, taux de cotisation, Csg...	
Quelques remarques...		
	Notion de ressources	188
	Mode de revalorisation des plafonds du Cf et de l'Apje	188
	Non-cumuls de prestations	187

Quelques cas (non exhaustifs) de non-cumuls de prestations (2)

- . Le Cf avec l'Ab, avec le Clca et avec le Cmg accordé pour un enfant jusqu'à 3 ans.
- . L'allocation journalière de présence parentale avec le Clca de la Paje.
- . Plusieurs Paje Ab ne sont cumulables qu'en cas de naissances multiples ou d'adoptions ou recueils simultanés en vue d'adoption.
- . Deux Paje Clca à taux partiels limités au montant d'un Clca à taux plein.
- . Un Cmg Paje est cumulable sous certaines conditions avec un Clca Paje à taux partiel.
- . **En cas de reprise d'activité professionnelle**, cumul possible pendant deux mois du revenu tiré d'une activité professionnelle avec le Clca à taux plein si l'enfant est âgé de 18 mois à moins de 30 mois ou (depuis janvier 2001) avec une allocation parentale d'éducation à taux plein.

(1) Depuis 2004, le tableau TIPF 7691 précise les spécificités des barèmes des prestations légales « Famille » dans les Dom (Cf, Api, Af).

(2) La législation étant assez complexe, cette approche des cumuls est très partielle et imparfaite.

Mode de revalorisation de la Bmaf

Initialement, l'article L 551-1 du Code de la SS prévoyait que "la Bmaf était revalorisée deux ou plusieurs fois par an, de façon à compenser totalement ou partiellement la charge que les enfants représentent pour la famille, en fonction :

- de l'augmentation des prix et de la participation des familles aux progrès de l'économie ;
- et éventuellement de la progression générale des salaires moyens ou du Smic."

Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1er janvier de l'exercice suivant.

La Bmaf n'a pas été revalorisée **en 1996**.

Définitions relatives à la notion de ressources

*. Les **plafonds de ressources** s'appliquent aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'année civile précédant l'exercice considéré, après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (de 10 et 20 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (frais de garde par enfant de moins de sept ans jusqu'au 31 juillet 2005, pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...).*

. On estime qu'un ménage dispose de **deux revenus** et peut bénéficier d'une majoration de plafond, si chacun des deux conjoints ou concubins a perçu au cours de l'année précédente un revenu professionnel net (de cotisations) au moins égal à douze fois la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf au 1^{er} juillet de l'exercice antérieur).

. En cas de **chômage**, il est procédé à un abattement ou à une neutralisation sur les ressources déclarées pour l'exercice antérieur. Lorsque l'allocation d'aide au retour à l'emploi est perçue, les ressources du chômeur prises en compte sont minorées de 30 %. Il y a neutralisation des revenus quand le chômeur n'est pas indemnisé, ou quand il y a perception de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation d'insertion (et dans certains cas de perception de l'ancien dispositif au titre de l'allocation unique dégressive à « taux plancher »).

. En cas de **ressources de l'année de référence inférieures à un certain montant** et d'exercice d'une activité professionnelle le mois qui précède l'ouverture du droit, les ressources prises en compte sont égales :

- pour les salariés, à douze fois la rémunération mensuelle du mois précédant l'ouverture de droit ;
- pour les employeurs ou travailleurs indépendants à 1 200 x le Smic horaire.

Cette modalité de calcul est également appliquée lors du premier renouvellement qui suit l'ouverture de droit. Pour les autres renouvellements, une évaluation forfaitaire est effectuée si les revenus de l'année sont nuls.

(Pour les jeunes de moins de 25 ans, dispositif particulier, cf. historique).

Mode de revalorisation des plafonds de l'Ars, du Cf et de l'Apje

. **Jusqu'en 1996**, le plafond de ressources de l'**Ars** est révisé en fonction du **taux horaire du Smic** en vigueur au 1^{er} juillet de l'année de référence.

. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources du **Cf** et de l'**Apje** est révisé au premier juillet de chaque année en fonction de l'indice d'évolution des **salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation** du plafond, figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation. *Ceci entraînait de fait la prise en compte de l'évolution des effectifs de salariés. Ce mécanisme pénalise les familles bénéficiaires quand il y a baisse (ou ralentissement de la croissance) des effectifs de salariés.*

. **En 1996**, la Bmaf et les plafonds de ressources n'ont pas été revalorisés.

. **Depuis juillet 1997**, les plafonds sont indexés sur les prix à la consommation hors tabac (connus lors de la revalorisation).

. *Les plafonds de juillet 2007 (appliqués aux ressources 2006) ont été revalorisés en juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux revenus 2006.*

. **L'actualisation des ressources** des allocataires est reportée **du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009** : les Caf se font communiquer par les services des impôts le montant des revenus des allocataires. Les **plafonds de janvier 2009** (appliqués aux ressources 2007) sont revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007.

- Désormais, les ressources prises en compte sont celles de l'**année civile n-2** précédant l'exercice de paiement (*soit les ressources 2007 entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009*).

- L'assiette du coefficient réducteur de 0,8 est strictement identique à celle de l'ancien abattement fiscal de 20 % : le coefficient s'applique ainsi aux traitements et salaires, aux indemnités de remplacement (chômage, maladie, maternité, accident du travail...), aux pensions et aux revenus des non-salariés (préalablement majorés de 25 % pour les non-adhérents à un centre de gestion agréé). *Des baisses de droit (à l'Aah...) sont susceptibles d'intervenir à compter de janvier 2009 pour des allocataires ayant déclaré à la fois en 2006 et 2007 des revenus de placement.*

TIPF 712 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros

	En euros courants		Indice base 100 en 2000	En euros 2007		BMAF indice base 100 en 2000 euros constants	Rappel évolution prix hors tabac
	Montant	Evolution		Montant	Evolution		
1946	8,61		2,62	404,50		109,43	52,6 %
1947	9,73	13,0 %	2,96	306,43	-24,2 %	82,90	49,2 %
1948	17,85	83,4 %	5,43	354,03	15,5 %	95,78	58,7 %
1949	18,29	2,5 %	5,56	320,59	-9,4 %	86,73	13,2 %
1950	18,29	0,0 %	5,56	289,16	-9,8 %	78,23	10,9 %
1951	23,13	26,5 %	7,03	310,82	7,5 %	84,09	17,6 %
1952	26,30	13,7 %	8,00	316,41	1,8 %	85,60	11,7 %
1953	26,30	0,0 %	8,00	321,20	1,5 %	86,90	-1,5 %
1954	26,30	0,0 %	8,00	321,20	0,0 %	86,90	0,0 %
1955	27,35	4,0 %	8,31	330,67	2,9 %	89,46	1,0 %
1956	27,44	0,3 %	8,34	325,31	-1,6 %	88,01	2,0 %
1957	27,44	0,0 %	8,34	313,03	-3,8 %	84,69	3,9 %
1958	28,84	5,1 %	8,77	285,84	-8,7 %	77,33	15,1 %
1959	29,98	4,0 %	9,12	279,96	-2,1 %	75,74	6,1 %
1960	32,55	8,6 %	9,90	293,71	4,9 %	79,46	3,5 %
1965	44,52	4,2 %	13,53	334,33	1,6 %	90,45	2,5 %
1970	58,41	4,5 %	17,76	354,95	-0,7 %	96,03	5,3 %
1971	61,21	4,8 %	18,61	352,44	-0,7 %	95,35	5,5 %
1972	64,61	5,6 %	19,64	350,36	-0,6 %	94,78	6,2 %
1973	71,24	10,3 %	21,66	360,45	2,9 %	97,52	7,2 %
1974	77,90	9,3 %	23,68	346,32	-3,9 %	93,69	13,8 %
1975	90,30	15,9 %	27,45	359,18	3,7 %	97,17	11,8 %
1976	99,52	10,2 %	30,26	360,85	0,5 %	97,62	9,7 %
1977	110,55	11,1 %	33,61	366,73	1,6 %	99,21	9,3 %
1978	126,10	14,1 %	38,34	383,60	4,6 %	103,78	9,1 %
1979	135,87	7,7 %	41,31	372,97	-2,8 %	100,90	10,8 %
1980	153,84	13,2 %	46,77	372,04	-0,3 %	100,65	13,5 %
1981	176,37	14,6 %	53,62	376,13	1,1 %	101,76	13,4 %
1982	194,84	10,5 %	59,24	371,61	-1,2 %	100,54	11,8 %
1983	219,15	12,5 %	66,63	381,28	2,6 %	103,15	9,6 %
1984	232,59	6,1 %	70,71	376,75	-1,2 %	101,93	7,4 %
1985	246,10	5,8 %	74,82	376,69	-0,02 %	101,91	5,8 %
1986	254,52	3,4 %	77,38	379,49	0,7 %	102,66	2,7 %
1987	257,69	1,2 %	78,35	372,51	-1,8 %	100,78	3,1 %
1988	267,08	3,6 %	81,20	375,97	0,9 %	101,71	2,7 %
1989	273,76	2,5 %	83,23	371,94	-1,1 %	100,62	3,6 %
1990	282,86	3,3 %	86,00	372,58	0,2 %	100,80	3,1 %
1991	291,01	2,9 %	88,48	371,44	-0,3 %	100,49	3,2 %
1992	297,67	2,3 %	90,50	371,30	-0,04 %	100,45	2,3 %
1993 *	306,54	3,0 %	93,20	375,60	1,2 %	101,62	1,8 %
1994	312,67	2,0 %	95,06	377,84	0,6 %	102,22	1,4 %
1995 *	316,62	1,3 %	96,26	376,41	-0,4 %	101,83	1,7 %
1996 DC	316,94	0,1 %	96,36	369,77	-1,8 %	100,04	1,9 %
1997	321,44	1,4 %	97,73	371,08	0,4 %	100,39	1,1 %
1998	324,97	1,1 %	98,80	372,87	0,5 %	100,88	0,6 %
1999	327,28	0,7 %	99,50	373,65	0,2 %	101,09	0,5 %
2000	328,91	0,5 %	100,00	369,63	-1,1 %	100,00	1,6 %
2001	334,84	1,8 %	101,80	370,48	0,2 %	100,23	1,6 %
2002	341,87	2,1 %	103,94	371,81	0,4 %	100,59	1,7 %
2003	347,68	1,7 %	105,71	371,10	-0,2 %	100,40	1,9 %
2004	353,59	1,7 %	107,50	371,19	0,03 %	100,42	1,7 %
2005	361,37	2,2 %	109,87	372,87	0,5 %	100,88	1,7 %
2006	367,87	1,8 %	111,84	373,24	0,1 %	100,97	1,7 %
2007	374,12	1,7 %	113,74	374,12	0,2 %	101,21	1,7 %
2008	377,86	1,0 %	114,88				
Evolution moyenne annuelle 2007/1997		1,5 %			0,1 %		
Rapport	2007/1997	16,4 %			0,8 %		
	2007/2002	9,4 %			0,6 %		
	2002/1997	6,4 %			0,2 %		

La moyenne annuelle est calculée en décalant d'un mois l'impact des revalorisations jusqu'en 1995 inclus.

* Les montants 1993 et 1995 sont hors rectificatif du montant de la BMAF (ayant donné lieu à des dépenses comptabilisées en 1997) :

2014,06 F pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 31 décembre 1993,

2096,64 F pour la période du 1^{er} juin 1995 au 31 décembre 1995.

T1PF 7222 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros

En euros courants	2 ^e enfant	3 ^e enfant (1)	4 ^e enfant	Par enfant en plus	Majoration 10-15 ans ->1998 [11-[16 ans (1)	Majoration plus de 15 ans -> 1998 16 ans (1)	Majoration plus de 14 ans (1)	Forfait AF	Familles de	
									3 enfants	4 enfants
1946 juillet-déc.	1,72	2,58	2,58	2,58					4,31	6,89
1947	1,95	2,92	2,92	2,92					4,87	7,79
1948	3,57	5,35	5,35	5,35					8,92	14,28
1949	3,66	5,49	5,49	5,49					9,15	14,64
1950	3,66	5,49	5,49	5,49					9,15	14,64
1955	6,02	9,02	9,02	9,02	1,25	1,25			15,04	24,06
1956	6,04	9,06	9,06	9,06	1,37	1,37			15,09	24,15
1957	6,04	9,06	9,06	9,06	1,37	1,37			15,09	24,15
1958	6,34	9,52	9,52	9,52	1,44	1,44			15,86	25,38
1959	6,60	9,89	9,89	9,89	1,50	1,50			16,49	26,38
1960	7,16	10,74	10,74	10,74	1,63	1,63			17,90	28,64
1961	7,67	11,51	11,51	11,51	1,74	1,74			19,18	30,69
1962	8,27	12,40	12,40	12,40	2,57	2,57			20,67	33,07
1963	9,01	13,51	13,51	13,51	2,87	5,87			22,51	36,02
1964	9,40	14,10	14,10	14,10	3,28	6,41			23,50	37,61
1965	9,79	14,69	14,69	14,69	4,01	6,83			24,48	39,17
1966	10,21	15,32	15,32	15,32	4,18	7,43			25,53	40,85
1967	10,68	16,01	16,01	16,01	4,37	7,76			26,69	42,71
1968	11,67	17,51	17,51	17,51	4,77	8,49			29,18	46,69
1969	12,29	19,09	19,09	18,44	5,03	8,94			31,38	50,47
1970	12,85	20,83	20,83	19,28	5,26	9,35			33,69	54,52
1971	13,47	22,65	22,65	20,20	5,51	9,79			36,11	58,76
1972	14,21	23,91	23,91	21,32	5,82	10,34			38,12	62,03
1973	15,67	26,36	26,36	23,51	6,41	11,40			42,03	68,39
1974	17,14	28,82	28,82	25,71	7,01	12,46			45,96	74,79
1975	19,87	33,41	33,41	29,80	8,13	14,45			53,28	86,69
1976	21,90	36,82	36,82	32,84	8,96	15,92			58,72	95,54
1977	24,32	40,90	40,90	36,48	9,95	17,69			65,22	106,12
1978	28,90	47,81	46,66	43,93	11,35	20,18			76,71	123,37
1979	31,25	53,33	50,27	47,55	12,23	21,74			84,58	134,85
1980	35,38	63,71	57,24	54,16	13,85	24,61			99,10	156,34
1981	42,40	77,01	68,71	65,18	15,87	28,22			119,42	188,13
1982	60,24	79,89	79,07	77,61	17,54	31,17			140,12	219,20
1983	70,13	87,66	88,75	87,66	19,72	35,06			157,78	246,54
1984	74,43	93,04	94,20	93,04	20,93	37,21			167,46	261,66
1985	78,75	98,44	99,67	98,44	22,15	39,38			177,19	276,86
1986	81,45	104,14	104,25	104,14	22,91	40,72			185,59	289,83
1987	82,46	105,65	105,65	105,65	23,19	41,23			188,12	293,77
1988	85,47	109,50	109,50	109,50	24,04	42,73			194,97	304,48
1989	87,60	112,24	112,24	112,24	24,64	43,80			199,84	312,08
1990	90,51	115,97	115,97	115,97	25,46	45,26			206,49	322,46
1991	93,12	119,31	119,31	119,31	26,19	46,56			212,44	331,75
1992	95,25	122,04	122,04	122,04	26,79	47,63			217,30	339,34
1993	98,02	125,71	125,72	125,72	27,56	49,01			223,73	349,45
1994	99,99	128,30	128,16	128,16	28,15	50,07			228,29	356,45
1995	101,28	129,77	129,76	129,76	28,48	50,71			231,19	360,95
1996 DC	101,38	129,89	129,89	129,89	28,51	50,77			231,42	361,30
1997	102,90	131,72	131,87	131,72	28,97	51,38			234,62	366,49
1998	103,97	133,24	133,24	133,24	29,27	51,99			237,21	370,45
1999	104,73	134,16	134,16	134,16	29,42	52,29			238,89	373,04
2000	105,19	134,92	134,92	134,92	29,58	52,59			240,11	375,02
2001	107,17	137,36	137,36	137,36	30,18	53,51			244,38	381,73
2002	109,40	140,17	140,17	140,17	30,77	54,70			249,57	389,73
2003	111,26	142,55	142,55	142,55	31,29	55,63		70,00	253,81	396,36
2004	113,15	144,97	144,97	144,97	31,82	56,57		71,55	258,12	403,09
2005	115,64	148,16	148,16	148,16	32,52	57,82		73,12	263,80	411,96
2006	117,72	150,83	150,82	150,83	33,11	58,86		74,43	268,55	419,37
2007	119,72	153,39	153,39	153,39	33,67	59,86		75,70	273,11	426,50
2008 janvier	120,92	154,92	154,92	154,92	34,01	60,46		76,46	275,84	430,76
2008 mai	120,92	154,92	154,92	154,92	Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08		60,46	76,46	275,84	430,76
					34,01	60,46				

(1) A compter de juillet 2003, les familles de trois enfants bénéficient, à partir du vingtième anniversaire de leur aîné, d'une majoration pendant un an de 70 euros du montant versé au titre des AF (et normalement calculé sur la base de deux enfants).

(2) A l'exception de l'aîné quel que soit le nombre d'enfants à charge du 1^{er} janvier 1955 au 30 septembre 1957, et de l'aîné des familles ayant moins de trois enfants à charge depuis le 1^{er} octobre 1957.

A compter de janvier 1999, report d'un an des majorations pour âge :

de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984).

Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008.

TIPF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros

	Montant du CF		Evolution montant du CF en euros constants	Montant AJE-APJE		Evolution montant AJE-APJE en euros constants	Montant CF après CRDS	Montant AJE-APJE après CRDS
	En euros courants	En euros 2007		En euros courants	En euros 2007			
1978	52,72	160,38						
1979	56,57	155,29						
1980	64,03	154,85	-0,29 %					
1981	73,43	156,60	1,13 %					
1982	83,76	159,75	2,01 %					
1983	91,77	159,67	-0,05 %					
1984	96,82	156,83	-1,78 %					
1985	102,48	156,87	0,02 %	113,10	170,63			
1986	105,96	157,99	0,72 %	116,93	171,83	0,7 %		
1987	107,31	155,12	-1,82 %	118,35	168,62	-1,9 %		
1988	111,22	156,57	0,93 %	122,70	170,23	1,0 %		
1989	113,98	154,86	-1,09 %	125,77	168,42	-1,1 %		
1990	117,80	155,17	0,20 %	129,96	168,73	0,2 %		
1991	121,25	154,76	-0,27 %	133,66	168,15	-0,3 %		
1992	123,97	154,63	-0,08 %	136,73	168,10	0,0 %		
1993	127,69	156,46	1,18 %	140,79	170,03	1,1 %		
1994	130,28	157,44	0,63 %	143,67	171,12	0,6 %		
1995	131,89	156,80	-0,41 %	145,45	170,43	-0,4 %		
1996	132,02	154,03	-1,77 %	145,59	167,42	-1,8 %		
1997	133,85	154,52	0,32 %	147,72	168,08	0,4 %	133,18	146,99
1998	135,37	155,33	0,52 %	149,40	168,96	0,5 %	134,70	148,65
1999	136,29	155,60	0,17 %	150,31	169,15	0,1 %	135,61	149,56
2000	137,05	154,02	-1,02 %	151,08	167,34	-1,1 %	136,37	150,32
2001	139,49	154,34	0,21 %	153,82	167,75	0,2 %	138,79	153,05
2002	142,39	154,86	0,34 %	157,09	168,39	0,4 %	141,68	156,31
2003	144,81	154,56	-0,19 %	159,76	168,07	-0,2 %	144,09	158,97
2004	147,27	154,60	0,02 %	162,47	168,10	0,0 %	146,54	161,66
2005	150,51	155,30	0,45 %	166,05	168,87	0,5 %	149,76	165,22
2006	153,22	155,46	0,10 %	169,04	169,04	0,1 %	152,46	168,20
2007	155,82	155,82	0,23 %				155,05	
2008	157,38						156,60	
Evolution moyenne annuelle								
2007/1997	1,5 %	0,1 %						
Rapport								
2007/1997	16,4 %	0,8 %						
2007/2002	9,4 %	0,6 %					9,44 %	
2002/1997	6,4 %	0,2 %						

TIPF 7321 : Revalorisations du plafond de ressources du CF et de l'APJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En janvier 1985, l'abattement forfaitaire de ressources a été remplacé par une majoration de plafonds.

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) Montant minimum du revenu d'activité permettant d'avoir droit à l'abattement double activité = 12 fois la BMAF (t-1).

Les parents isolés bénéficient de cette majoration de plafond.

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Majoration double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
janvier 1978	4 859	5 831	6 803	7 775	972	854	
juillet :							
1978	5 492	6 590	7 689	8 787	1 098	965	
1979	6 083	7 299	8 516	9 732	1 217	1 069	10,76 %
1980	6 818	8 182	9 546	10 909	1 364	1 198	12,09 %
1981	7 725	9 270	10 815	12 361	1 545	1 358	13,30 %
1982	8 853	10 624	12 395	14 166	1 771	1 556	14,60 %
1983	9 576	11 491	13 406	15 321	1 915	1 683	8,16 %
1984	10 466	12 560	15 072	17 583	2 512	3 365	9,30 %
1985	11 053	13 263	15 916	18 568	2 653	3 554	5,60 %
1986	11 583	13 900	16 680	19 460	2 780	3 724	4,80 %
1987	12 012	14 414	17 297	20 180	2 883	3 862	3,70 %
1988	12 288	14 746	17 695	20 644	2 949	3 951	2,30 %
1989	12 816	15 380	18 456	21 532	3 076	4 121	4,30 %
1990	13 547	16 257	19 508	22 759	3 251	4 356	5,70 %
1991	14 373	17 248	20 698	24 147	3 450	4 622	6,10 %
1992	15 149	18 179	21 815	25 451	3 636	4 871	5,40 %
1993	15 574	18 688	22 426	26 164	3 738	5 008	2,80 %
1994	15 761	18 913	22 695	26 478	3 783	5 068	1,20 %
1995	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179	2,20 %
1996	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179	0,00 %
1997	16 413	19 696	23 635	27 575	3 939	5 277	1,90 %
1998	16 594	19 913	23 895	27 878	3 983	5 336	1,10 %
1999	16 693	20 032	24 038	28 045	4 006	5 368	0,60 %
2000	16 777	20 132	24 159	28 185	4 026	5 394	0,50 %
2001	17 045	20 454	24 545	28 636	4 091	5 481	1,60 %
2002	17 318	20 782	24 938	29 094	4 156	5 568	1,60 %
2003	17 613	21 136	25 363	29 590	4 227	5 663	1,70 %
2004	17 948	21 538	25 845	30 152	4 307	5 771	1,90 %
2005	18 253	21 904	26 285	30 666	4 381	5 869	1,70 %
2006	18 563	22 276	26 731	31 186	4 455	5 969	1,70 %
Plafond 2006 / 0,8	23 204	27 845	33 414	38 983	5 569	7 461	
2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588	1,70 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

TIPF 7351 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	Prime de naissance (PN)	Prime d'adoption (1)	Allocation de base (AB)	Complément libre choix d'activité (CLCA)						Complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA)	
				Avec droit à l'allocation de base			Sans droit à l'allocation de base				
				Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Avec AB	Sans AB
2004	812,37	812,37	162,47	341,64	220,85	127,40	504,11	383,33	289,87		
2005 janv.-juil.	830,25	830,25	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2005 août	830,25	1 690,36	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2006	845,18	1 690,36	169,04	355,44	229,77	132,54	524,47	398,81	301,58	580,96	750,00
2007	859,54	1 719,08	171,91	361,47	233,68	134,80	533,38	405,58	306,70	590,85	762,76
2008	868,13	1 736,27	173,63	365,09	236,01	136,14	538,72	409,64	309,77	596,75	770,38
* Evolution en euros courants											
janv. 05 / janv. 06	1,8 %	103,6 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %		
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Après CRDS											
2004	808,31	808,31	161,66	339,94	219,75	126,77	501,59	381,42	288,43		
2005 moyen.	826,10	832,29	165,22	347,42	224,59	129,55	512,64	389,81	294,77		
2006	840,96	1 681,91	168,20	353,67	228,63	131,88	521,85	396,82	300,08	578,06	746,26
2007	855,25	1 710,49	171,06	359,67	232,52	134,13	530,72	403,56	305,17	587,90	758,95
2008	863,79	1 727,59	172,77	363,27	234,83	135,46	536,03	407,60	308,23	593,77	766,53

(1) Le montant 2006 s'applique aux enfants adoptés à compter du 1^{er} août 2005.

Montant plafond du complément libre choix du mode de garde (CMG) de la PAJE : trois cas

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	1. Complément mode de garde : garde à domicile						Evolution en euros courants du CMG : cas général					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
2004	152,54	254,27	355,96	76,27	127,15	178,00						
2005	155,90	259,86	363,79	77,95	129,95	181,91	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	158,70	264,54	370,33	79,35	132,29	185,19	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	161,40	269,03	376,63	80,70	134,53	188,33	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008 1 ^{er} janvier	163,01	271,72	380,39	81,50	135,88	190,21						
2008 1 ^{er} mai	163,01	271,72	430,91	81,50	135,88	215,46						
2008	163,01	271,72	414,07	81,50	135,88	207,04	1,0 %	1,0 %	9,9 %	1,0 %	1,0 %	9,9 %
Après CRDS												
2004	151,78	253,00	354,19	75,89	126,52	177,11						
2005	155,13	258,57	361,98	77,57	129,31	181,01	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	157,91	263,22	368,48	78,96	131,63	184,27	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	160,60	267,69	374,75	80,30	133,86	187,39	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008 1 ^{er} janvier	162,20	270,37	378,49	81,10	135,21	189,26						
2008 1 ^{er} mai	162,20	270,37	428,76	81,10	135,21	214,39						
2008	162,20	270,37	412,00	81,10	135,21	206,01	1,0 %	1,0 %	9,9 %	1,0 %	1,0 %	9,9 %
Rapport 2005 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						
En euros courants, au 1 ^{er} janvier	2. Complément mode de garde avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle						Evolution en euros courants du CMG avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
2004	406,81	508,50	610,19	203,41	254,25	305,10						
2005	415,76	519,69	623,62	207,88	259,85	311,81	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	423,23	529,03	634,83	211,62	264,52	317,42	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	430,43	538,02	645,62	215,22	269,01	322,81	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	434,73	543,40	652,07	217,37	271,70	326,04	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Après CRDS												
2004	404,78	505,96	607,14	202,40	252,98	303,58						
2005	413,69	517,10	620,51	206,85	258,56	310,26						
2006	421,12	526,39	631,66	210,57	263,20	315,84	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	428,28	535,33	642,40	214,15	267,67	321,20	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	432,56	540,69	648,81	216,29	270,35	324,41	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2006 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						
En euros courants, au 1 ^{er} janvier	3. Complément mode de garde en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile						Evolution en euros courants du CMG en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
2004	533,92	635,61	737,34	266,96	317,81	368,67						
2005	545,67	649,60	753,56	272,84	324,80	376,78	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	555,48	661,28	767,12	277,74	330,64	383,56	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	564,92	672,52	780,15	282,46	336,26	390,08	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	570,57	679,24	787,95	285,29	339,62	393,98	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Après CRDS												
2004	531,26	632,44	733,66	265,63	316,23	366,83						
2005	542,95	646,36	749,80	271,48	323,18	374,90	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	552,71	657,98	763,29	276,36	328,99	381,65	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	562,10	669,16	776,25	281,05	334,58	388,13	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	567,72	675,85	784,02	283,87	337,93	392,02	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2005 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

TIPF 7352 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1^{er} juillet 2004

Comparaison des prestations de base naissance - jeune enfant

Montants 2004 après CRDS en euros	Versement	Cumul		Versement	Cumul
Prime naissance versée au 7 ^e mois	808,31	808,31	APJE courte : 9 mois	161,66	1 454,94
Allocation de base : 36 mois	161,66	5 819,76	APJE longue : 32 mois	161,66	5 173,12
Total prime de naissance + allocation de base (A)		6 628,07	Total APJE 41 mois (B)		6 628,06
Ecart (A/APJE)		0,00 %			

Comparaison du complément libre choix d'activité (CLCA) et de l'APE

Montants 2004 après CRDS en euros	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %
APE (sans APJE)	501,59	331,67	250,81
Cas où le bénéficiaire a des ressources inférieures au plafond de l'allocation de base :			
Complément d'activité (CLCA)	339,94	219,75	126,77
Allocation de base	161,66	161,66	161,66
Total (CLCA + AB)	501,60	381,41	288,43
Rapport [(CLCA + AB) / APE]	0,00 %	15,00 %	15,00 %
Cas où le bénéficiaire a des ressources supérieures au plafond de l'allocation de base :			
Complément d'activité (CLCA)	501,60	381,41	288,43
Allocation de base			
Total (CLCA sans AB)	501,60	381,41	288,43
Rapport [(CLCA sans AB) / APE]	0,00 %	15,00 %	15,00 %

Comparaison du complément mode de garde (CMG) et de la majoration d'AFEAMA

Montants 2004 après CRDS en euros	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
Complément mode de garde (CMG)	151,78	253,00	354,19	75,89	126,52	177,11
Majoration d'AFEAMA	135,38	163,39	206,63	67,69	81,69	103,34
Rapport	12,11 %	54,84 %	71,41 %	12,11 %	54,88 %	71,39 %

Pour la garde par une employée de maison, un CMG d'un même montant est versé alors qu'aucune prestation n'était versée à la famille en accompagnement de la prise en charge des cotisations (AGED).

TIPF 7361 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en 2006 inclus, 90% ensuite.

* Allocation de base et prime de naissance PAJE

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Majoration parents isolés ou double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
1 ^{er} janvier 2004	24 129	28 955	34 746	40 537	5 791	7 758	
1 ^{er} juillet 2004	24 588	29 506	35 407	41 308	5 901	7 905	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	25 005	30 006	36 007	42 008	6 001	8 039	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	25 430	30 516	36 619	42 722	6 103	8 176	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	31 788	38 145	45 774	53 403	7 629	10 220	
1 ^{er} juillet 2007	32 328	38 794	46 553	54 312	7 759	10 394	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

Les montants de ces participations sont substantiellement plus élevés que les actuelles majorations d'AFEAMA pour les familles à revenus modestes ou moyens.

* CMG au taux maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
1 ^{er} janvier 2004	14 349	16 521	19 127	21 733	2 606	
1 ^{er} juillet 2004	14 622	16 835	19 490	22 145	2 655	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	14 870	17 120	19 821	22 521	2 701	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	15 123	17 411	20 158	22 905	2 747	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	18 904	21 764	25 198	28 631	3 434	
1 ^{er} juillet 2007	19 225	22 135	25 626	29 117	3 491	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

* CMG au taux minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
1 ^{er} janvier 2004	31 887	36 713	42 504	48 295	5 791	
1 ^{er} juillet 2004	32 493	37 411	43 312	49 213	5 901	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	33 044	38 045	44 046	50 047	6 001	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	33 606	38 692	44 795	50 898	6 103	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	42 008	48 365	55 994	63 623	7 629	
1 ^{er} juillet 2007	42 722	49 188	56 947	64 706	7 759	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) La majoration est attribuée aux parents isolés et aux couples dont un des revenus est inférieur ou égal à douze fois la BMAF (t-1).

TIPF 7362 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile

La prise en charge des cotisations est à 100 % dans le cas des assistantes maternelles.

La prise en charge est de 50 % des cotisations en cas de garde à domicile dans la limite des plafonds ci-dessous :

En euros courants	Maximum mensuel			En euros courants	Maximum moyen annuel		
	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de [3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans		Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de [3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans
1 ^{er} janvier 2004	375	187					
1 ^{er} juillet 2004	382	191	1,9 %	2004	4 542	2 268	
1 ^{er} juillet 2005	388	194	1,6 %	2005	4 620	2 310	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	395	197	1,8 %	2006	4 698	2 346	1,7 %
1 ^{er} juillet 2007	402	201	1,8 %	2007	4 782	2 388	1,8 %
Evol. 2007/2006	1,77 %	2,03 %			1,79 %	1,79 %	
Rapport 2006 (a/A)		49,87 %				49,94 %	
Rapport 2004 (a/A)		50,00 %				49,93 %	

* Maximum moyen annuel en euros constants

En euros 2007	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant [3-6] ans (a)	Evolution en euros constants	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant [3-6] ans (a)
2004	4 608	2 301			
2005	4 687	2 344	2005	1,7 %	1,9 %
2006	4 767	2 380	2006	1,7 %	1,6 %
2007	4 852	2 423	2007	1,8 %	1,8 %

TIPF 7363 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE

*** Allocation de base et prime de naissance PAJE**

En euros	1 revenu (R1)				2 revenus ou isolés (R2)				Evolution (en points) du rapport R1 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	2 819,27	3 383,16	4 059,78	4 736,40	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82				
2005	2 869,97	3 443,98	4 132,75	4 821,53	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	-10,8	-12,9	-15,5	-18,1
2006	2 918,69	3 502,43	4 202,89	4 903,36	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	-10,4	-12,5	-15,0	-17,5
2007	2 968,31	3 561,99	4 274,39	4 986,78	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	-6,3	-7,6	-9,1	-10,6
	Revenu moyen - plafond 1 revenu en % du SMIC net moyen (t-1) (R1)				Revenu moyen - plafond 2 revenus ou isolés en % du SMIC net moyen (t-1) (R2)				Evolution (en points) du rapport R2 [(t) - (t-1)]			
	2004	302,0 %	362,4 %	434,9 %	507,4 %	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %			
	2005	291,2 %	349,5 %	419,4 %	489,3 %	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	-14,2	-16,4	-19,0
	2006	280,8 %	337,0 %	404,4 %	471,8 %	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	-13,7	-15,8	-18,3
	2007	274,5 %	329,4 %	395,3 %	461,2 %	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	-8,3	-9,6	-11,1
	2007	274,5 %	329,4 %	395,3 %	461,2 %	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	-8,3	-9,6	-11,1
Evolution plafond R2 en euros constants												
2004	2 959,59	3 551,54	4 261,84	4 972,14	3 911,13	4 503,08	5 213,38	5 923,67				
2005	2 961,33	3 553,62	4 264,32	4 975,02	3 913,39	4 505,68	5 216,38	5 927,08	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	2 961,28	3 553,53	4 264,21	4 974,90	3 913,34	4 505,59	5 216,27	5 926,96	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2007	2 968,31	3 561,99	4 274,39	4 986,78	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %

Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

*** CMG au taux maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R3)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-1) (R3)				Evolution (en points) du rapport R3 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	1 676,56	1 930,32	2 234,78	2 539,24	179,6 %	206,8 %	239,4 %	272,0 %				
2005	1 706,71	1 964,99	2 274,94	2 584,84	173,2 %	199,4 %	230,8 %	262,3 %	-6,41	-7,38	-8,54	-9,71
2006	1 735,71	1 998,32	2 313,60	2 628,82	167,0 %	192,3 %	222,6 %	252,9 %	-6,18	-7,12	-8,23	-9,35
2007	1 765,22	2 032,35	2 352,94	2 673,53	163,3 %	188,0 %	217,6 %	247,3 %	-3,75	-4,31	-4,99	-5,67
Evolution du plafond R3 en euros constants												
2004	1 760,01	2 026,40	2 346,01	2 665,62								
2005	1 761,05	2 027,54	2 347,36	2 667,13	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %				
2006	1 761,03	2 027,48	2 347,36	2 667,17	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %				
2007	1 765,22	2 032,35	2 352,94	2 673,53	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %				

*** CMG au taux minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R4)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-1) (R4)				Evolution (en points) du rapport R4 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %				
2005	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	-14,24	-16,39	-18,98	-21,57
2006	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	-13,73	-15,81	-18,31	-20,80
2007	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	-8,32	-9,58	-11,09	-12,60
Evolution du plafond R4 en euros constants												
2004	3 911,13	4 503,08	5 213,38	5 923,67								
2005	3 913,39	4 505,68	5 216,38	5 927,08	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %				
2006	3 913,34	4 505,59	5 216,27	5 926,96	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %				
2007	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %				

TIPF 7411 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

La majoration de l'ARS n'est pas soumise à la CRDS

Août 2002, création de l'ARS différentielle =

[(plafond au 1^{er} juillet + (ARS x N nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans ouvrant droit à l'ARS)) – base ressources du 1^{er} juillet] / N.

En euros	Plafond de ressources au 1 ^{er} juillet						Allocation de rentrée scolaire				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution	Montant ARS	Montant majoration ARS	Montant ARS totale		
1978	3 887	4 665	5 442	6 220	777		25,92		25,92		
1979	4 404	5 285	6 166	7 047	881	13,29 %	28,93		28,93		
1980	4 932	5 918	6 904	7 891	986	11,98 %	33,33		33,33		
1981	5 683	6 819	7 956	9 092	1 137	15,22 %	37,99		37,99		
1982	6 784	8 141	9 498	10 854	1 357	19,38 %	40,34		40,34		
1983	7 972	9 566	11 160	12 755	1 594	17,51 %	45,09		45,09		
1984	9 241	11 373	13 505	15 638	2 132	15,92 %	47,24		47,24		
1985	10 064	12 386	14 708	17 031	2 322	8,91 %	50,07		50,07		
1986	10 992	13 529	16 065	18 602	2 537	9,23 %	51,33		51,33		
1987	11 364	13 986	16 609	19 231	2 622	3,38 %	51,84		51,84		
1988	11 752	14 464	17 176	19 888	2 712	3,42 %	53,97		53,97		
1989	12 141	14 942	17 744	20 546	2 802	3,31 %	55,19		55,19		
1990	12 626	15 539	18 453	21 367	2 914	4,00 %	57,17		57,17		
1991	13 204	16 251	19 299	22 346	3 047	4,58 %	58,54		58,54		
1992	13 787	16 968	20 150	23 332	3 182	4,41 %	60,22		60,22		
1993	14 378	17 696	21 014	24 331	3 318	4,29 %	61,44	167,24	228,67		
1994	14 703	18 096	21 489	24 882	3 393	2,26 %	62,64	166,04	228,67		
1995	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	2,10 %	102,14	126,53	228,67		
1996	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	0,00 %	63,42	89,03	152,45		
1997 avant CRDS	15 296	18 826	22 356	25 886	3 530	1,90 %	64,33	179,91	244,24		
1998 avant CRDS	15 464	19 033	22 602	26 170	3 569	1,10 %	64,94	179,30	244,24		
1999 avant CRDS	15 557	19 147	22 738	26 328	3 590	0,60 %	65,40	178,84	244,24		
2000 avant CRDS	15 635	19 243	22 851	26 459	3 608	0,50 %	65,86	178,39	244,25		
2001 avant CRDS	15 885	19 551	23 217	26 882	3 666	1,60 %			244,25		
2002 avant CRDS	16 140	19 865	23 590	27 315	3 725	1,61 %			250,32		
2003 avant CRDS	16 414	20 202	23 990	27 778	3 788	1,70 %			254,57		
2004 avant CRDS	16 726	20 586	24 446	28 306	3 860	1,90 %			258,90		
2005 avant CRDS	17 011	20 937	24 863	28 789	3 926	1,70 %			264,60		
2006 avant CRDS	17 299	21 291	25 283	29 275	3 992	1,69 %			269,35		
Plafond 06 / 0,8	21 624	26 614	31 604	36 594	4 990						
2007 avant CRDS	21 991	27 066	32 141	37 216	5 075	1,70 %			273,93		
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %		Montant de l'ARS modulée selon l'âge		[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
2008 avant CRDS									273,95	289,03	299,08

En euros	Montant ARS de base après CRDS	Montant ARS totale après CRDS	Evol. montant ARS totale après CRDS		
1997 après CRDS	64,01	243,92	60,0 %		
1998 après CRDS	64,62	243,92	0,0 %		
1999 après CRDS	65,07	243,92	0,0 %		
2000 après CRDS	65,53	243,92	0,0 %		
2001 après CRDS		243,92	0,0 %		
2002 après CRDS		249,07	2,1 %		
2003 après CRDS		253,30	1,7 %		
2004 après CRDS		257,61	1,7 %		
2005 après CRDS		263,28	2,2 %		
2006 après CRDS		268,01	1,8 %		
2007 après CRDS		272,57	1,7 %		
Montant de l'ARS modulée selon l'âge					
			[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
2008 après CRDS			272,59	287,59	297,59

T1PF 7511 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros

Le montant de l'AGED est calculé en pourcentage des cotisations dues, plafonné ou non selon le barème ci-dessous

Janvier 1995 : déplafonnement et création d'une AGED à mi-taux pour la garde d'un enfant de 3 à 6 ans
ou en cas de bénéfice d'une APE partielle.

Janvier 1998 : plafonnement, différenciation des taux suivant le niveau des ressources.

L'allocation de garde d'enfant à domicile n'est pas soumise à la CRDS.

* Dans la limite du montant maximum ci-dessous.

Depuis 1998, le montant maximum est minoré d'un tiers au-delà du plafond,

des deux tiers en cas de cumul avec une APE partielle ou lorsqu'il s'agit d'une AGED pour enfant de 3 à 6 ans.

* Montant maximum de l'AGED trimestrielle en euros courants

En euros courants	Enfant < 3 ans			3 ans < enfant < 6 ans	Evolution du montant maximum en euros courants
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	Sans condition de ressources		Sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
Avril1987 -> Décembre 1994		100 % des cotisations *			
		915			
		915			
1 ^{er} janvier 1995		100 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	97,3 %
		1 805	902	902	
1 ^{er} janvier 1996		1 889	944	944	4,7 %
1 ^{er} janvier 1997		1 957	978	978	3,6 %
	75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
1 ^{er} janvier 1998	1 468	978	489	489	-25,0 %
1 ^{er} juillet 1999	1 493	995	497	497	1,7 %
1 ^{er} juillet 2000	1 500	1 000	500	500	0,5 %
1 ^{er} juillet 2001	1 524	1 016	508	508	1,6 %
1 ^{er} juillet 2002	1 548	1 032	516	516	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	1 574	1 050	525	525	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	1 604	1 070	535	535	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	1 631	1 088	544	544	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	1 659	1 106	553	553	1,7 %
1 ^{er} juillet 2007				562	

* Montant maximum de l'AGED mensuelle en euros constants

En euros 2006	Enfant < 3 ans			3 ans < enfant < 6 ans	Evolution du montant maximum en euros constants
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	Sans condition de ressources		Sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
Avril1987 -> Décembre 1994		100 % des cotisations *			Rapport 1994 / 1987
		441			-16,4 %
		368			
1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007		100 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	Taux annuel
		715	358	358	94,1 %
		735	367	367	2,7 %
	753	377	377	2,5 %	
	75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
	561	374	187	187	-25,5 %
	563	376	188	188	0,4 %
	561	374	187	187	-0,5 %
	558	372	186	186	-0,5 %
	557	371	186	186	-0,2 %
	555	370	185	185	-0,2 %
	556	371	185	185	0,1 %
	556	371	186	186	0,1 %
	556	371	186	186	0,0 %
	186				
	Rapport 2006/1997		-51 %	-51 %	-51 %
2006/2001	-0,24 %	-0,23 %	-0,18 %	-0,18 %	
2001/1997		-51 %	-51 %	-51 %	

T1PF 7512 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros

Le plafond indiqué dans les tableaux ci-dessous est le niveau de ressources au-dessous duquel le montant de l'AGED est de 75 % du montant des cotisations payées, pour les familles ayant un enfant de moins de 3 ans et ne recourant pas à l'APE.

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

* Plafond de ressources de l'AGED en euros courants

En euros courants	Enfant < 3ans			3 ans < enfant < 6 ans	Taux d'évolution du montant maximum
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	AGED sans condition de ressources		AGED sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
		75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
1 ^{er} janvier 1998	32 928	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	
1 ^{er} juillet 1999	33 491	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %
1 ^{er} juillet 2000	33 658	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,5 %
1 ^{er} juillet 2001	34 197	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,6 %
1 ^{er} juillet 2002	34 744	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	35 335	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	36 006	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	36 618	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	37 241	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %

* Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'AGED en euros constants

En euros 2006	Enfant < 3ans			3 ans < enfant < 6 ans	Taux d'évolution du montant maximum
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	AGED sans condition de ressources		AGED sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
		75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
1998	4 310	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	
1999	4 325	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,4 %
2000	4 304	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,5 %
2001	4 282	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,5 %
2002	4 277	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,1 %
2003	4 266	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,2 %
2004	4 272	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,1 %
2005	4 274	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,1 %
2006	4 274	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,0 %
2007	4 274	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,0 %
Rapport 2006/2001	-0,19 %				

T1PF 752 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros

AFEAMA de base : montant journalier maximal pour un enfant de moins de 6 ans, correspondant aux cotisations patronales et salariales (SS, ASSEDIC, IRCEM) de l'assistante maternelle pour un salaire égal à cinq fois la valeur du SMIC par jour et à la CSG (avec remise forfaitaire de 42 francs par mois, supprimée en septembre 1995).

L'AFEAMA de base n'est pas soumise à la CRDS. La majoration de l'AFEAMA est soumise à la CRDS.

*** AFEAMA de base : montant journalier maximum par enfant**

En euros courants	5 SMIC bruts horaires en euros	Taux cotisa- tion + CSG %	AFEAMA jour. de base par enfant maximale
3 ^e trimestre 1992	25,96	57,32 %	14,79
4 ^e trimestre 1992	25,96	57,32 %	14,94
1 ^{er} trimestre 1993	25,96	57,59 %	14,94
2 ^e trimestre 1993	25,96	57,59 %	14,94
3 ^e trimestre 1993	26,55	59,43 %	15,70
4 ^e trimestre 1993	26,55	59,73 %	15,85
1 ^{er} trimestre 1994	26,55	59,73 %	15,85
2 ^e trimestre 1994	26,55	59,99 %	15,85
3 ^e trimestre 1994	27,11	59,99 %	16,16
4 ^e trimestre 1994	27,11	59,99 %	16,16
1 ^{er} trimestre 1995	27,11	59,09 %	16,01
2 ^e trimestre 1995	27,11	59,09 %	16,01
3 ^e trimestre 1995	28,19	59,09 %	16,62
4 ^e trimestre 1995	28,19	59,09 %	16,62
1 ^{er} trimestre 1996	28,19	60,03 %	16,92
2 ^e trimestre 1996	28,19	60,19 %	16,92
3 ^e trimestre 1996	28,90	60,19 %	17,38
4 ^e trimestre 1996	28,90	60,19 %	17,38
1 ^{er} trimestre 1997	28,90	59,34 %	17,07
2 ^e trimestre 1997	28,90	59,34 %	17,07
3 ^e trimestre 1997	30,06	59,34 %	17,68
4 ^e trimestre 1997	30,06	59,34 %	17,68
1 ^{er} trimestre 1998	30,06	59,49 %	17,84
2 ^e trimestre 1998	30,06	59,49 %	17,84
3 ^e trimestre 1998	30,66	59,49 %	18,14
4 ^e trimestre 1998	30,66	59,49 %	18,14
1 ^{er} trimestre 1999	30,66	60,11 %	18,29
2 ^e trimestre 1999	30,66	60,11 %	18,29
3 ^e trimestre 1999	31,04	60,11 %	18,60
4 ^e trimestre 1999	31,04	60,11 %	18,60
1 ^{er} trimestre 2000	31,04	60,31 %	18,60
2 ^e trimestre 2000	31,04	60,31 %	18,60
3 ^e trimestre 2000	32,04	60,31 %	19,32
4 ^e trimestre 2000	32,04	60,31 %	19,32
1 ^{er} trimestre 2001	32,04	60,31 %	19,32
2 ^e trimestre 2001	32,04	60,31 %	19,32
3 ^e trimestre 2001	33,35	60,31 %	20,10
4 ^e trimestre 2001	33,35	60,31 %	20,10
1 ^{er} trimestre 2002	33,35	60,31 %	20,10
2 ^e trimestre 2002	33,35	60,31 %	20,10
3 ^e trimestre 2002	34,15	60,31 %	20,60
4 ^e trimestre 2002	34,15	60,31 %	20,60
1 ^{er} trimestre 2003	34,15	60,31 %	20,60
2 ^e trimestre 2003	34,15	60,31 %	20,60
3 ^e trimestre 2003	35,95	60,31 %	21,68
4 ^e trimestre 2003	35,95	60,31 %	21,68
1 ^{er} trimestre 2004	35,95	60,31 %	21,68
2 ^e trimestre 2004	35,95	60,31 %	21,68
3 ^e trimestre 2004	38,05	60,31 %	22,95
4 ^e trimestre 2004	38,05	60,31 %	22,95
1 ^{er} trimestre 2005	38,05	63,03 %	23,98
2 ^e trimestre 2005	38,05	63,03 %	23,98
3 ^e trimestre 2005	40,15	63,03 %	25,31
4 ^e trimestre 2005	40,15	63,03 %	25,31
1 ^{er} trimestre 2006	40,15	63,31 %	25,42
2 ^e trimestre 2006	40,15	63,31 %	25,42
3 ^e trimestre 2006	41,35	63,31 %	26,18
4 ^e trimestre 2006	41,35	63,31 %	26,18
1 ^{er} trimestre 2007	41,35	63,33 %	26,19
2 ^e trimestre 2007	41,35	63,33 %	26,19

*** AFEAMA de base : montant moyen mensuel maximum**

	En euros courants	Evolution en euros courants	En euros 2006	Evolution en euros constants
1991	302		380	
1992	321	6,4 %	395	4,0 %
1993	338	5,2 %	408	3,4 %
1994	352	4,2 %	419	2,8 %
1995	359	1,9 %	420	0,2 %
1996	377	5,1 %	434	3,2 %
1997	382	1,3 %	435	0,3 %
1998	396	3,5 %	448	2,9 %
1999	406	2,5 %	457	2,0 %
2000	417	2,8 %	462	1,2 %
2001	434	4,0 %	473	2,4 %
2002	448	3,2 %	480	1,5 %
2003	465	3,9 %	489	1,9 %
2004	491	5,6 %	508	3,8 %
2005	542	10,4 %	551	8,6 %
2006	568	4,7 %	568	2,9 %

TIPF 753 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle

Il y a un complément par enfant.

La majoration de l'AFEAMA est soumise à la CRDS (alors que l'AFEAMA de base n'est pas soumise à la CRDS).

* Majoration d'AFEAMA avant CRDS

En euros courants	Enfant < 3 ans			Evol. majo. AFEAMA E < 3 ans Taux minimum	3 ans < enfant < 6 ans		
Moyenne annuelle de 1992 à 1995							
1992	76,91				46,43		
1993	78,36			1,9 %	47,48		
1994	79,96			2,0 %	48,40		
1995	101,38			26,8 %	59,94		
1996 DC	121,96			20,3 %	60,98		
1997	123,64			1,4 %	61,89		
1998	125,01			1,1 %	62,50		
1999	125,92			0,7 %	62,96		
2000	126,53			0,5 %	63,27		
Réforme 2001	Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS		Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS
2001	128,82	155,50	196,66	1,81	64,49	77,75	98,33
2002	131,55	158,76	200,78	2,12	65,78	79,38	100,41
2003	133,79	161,46	204,19	1,70	66,89	80,73	102,11
2004	136,06	164,21	207,66	1,70	68,03	82,10	103,85
2005	139,06	167,82	212,23	2,20	69,53	83,91	106,13
2006	141,56	170,84	216,05	1,80	70,78	85,42	108,04
2007					71,98	86,87	109,88
2008					72,70	87,74	110,98

* Majoration d'AFEAMA au taux minimum en euros constants

En euros 2006 avant CRDS	Montant au taux minimum		Evolution en euros constants (%)	
	Majoration AFEAMA mensuelle enfant < 3 ans	Majoration AFEAMA mensuelle 3 ans < enfant < 6 ans	Majoration AFEAMA mensuelle enfant < 3 ans	Majoration AFEAMA mensuelle 3 ans < enfant < 6 ans
1992	94,56	57,09		
1993	94,63	57,34	0,1 %	0,4 %
1994	95,24	57,65	0,6 %	0,6 %
1995	118,79	70,23	24,7 %	21,8 %
1996	140,24	70,12	18,1 %	-0,2 %
1997	140,68	70,43	0,3 %	0,4 %
1998	141,37	70,69	0,5 %	0,4 %
1999	141,70	70,85	0,2 %	0,2 %
2000	140,15	70,08	-1,1 %	-1,1 %
2001	140,48	70,33	0,2 %	0,4 %
2002	141,01	70,51	0,4 %	0,3 %
2003	140,75	70,37	-0,2 %	-0,2 %
2004	140,78	70,39	0,0 %	0,03 %
2005	141,42	70,71	0,5 %	0,5 %
2006	141,56	70,78	0,1 %	0,1 %

* Majoration d'AFEAMA après CRDS

En euros courants	Enfant < 3 ans			Evol. majo. AFEAMA E < 3 ans Taux minimum	3 ans < enfant < 6 ans		
Moyenne annuelle de 1992 à 1995							
Janvier 1997	123,02			0,87 %	61,58		
Janvier 1998	124,38			1,11 %	62,19		
Janvier 1999	125,29			0,73 %	62,65		
Janvier 2000	125,90			0,48 %	62,95		
Réforme 2001	Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS		Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS
Janvier 2001	128,18	154,72	195,68	1,81 %	64,16	77,36	97,84
Janvier 2002	130,90	157,97	199,78	2,13 %	65,46	78,99	99,91
Janvier 2003	133,13	160,66	203,17	1,70 %	66,56	80,33	101,60
Janvier 2004	135,38	163,39	206,63	1,69 %	67,69	81,69	103,34
Janvier 2005	138,37	166,99	211,17	2,21 %	69,19	83,50	105,60
Janvier 2006	140,86	169,99	214,97	1,80 %	70,43	85,00	107,50
Janvier 2007					71,63	86,44	109,34
Janvier 2008					72,34	87,31	110,43

TIPF 754 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

* Plafonds au 1^{er} juillet en euros courants

En euros courants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution famille 1 enfant
110 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux médian de la majoration d'AFEAMA						
1 ^{er} juillet 2001	17 474	21 506	25 538	29 571	4 032	
1 ^{er} juillet 2002	17 754	21 852	25 949	30 047	4 098	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	18 055	22 222	26 389	30 556	4 167	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	18 399	22 645	26 891	31 137	4 246	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	18 712	23 031	27 349	31 668	4 319	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	19 029	23 420	27 811	32 202	4 391	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	23 786	29 275	34 764	40 253	5 489	
1 ^{er} juillet 2007	24 190	29 773	35 355	40 938	5 583	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	
80 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux maximum de la majoration d'AFEAMA						
1 ^{er} juillet 2001	12 708	15 641	18 573	21 506	2 933	
1 ^{er} juillet 2002	12 912	15 892	18 872	21 852	2 980	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	13 131	16 162	19 192	22 222	3 030	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	13 381	16 469	19 557	22 645	3 088	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	13 609	16 750	19 890	23 031	3 141	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	13 839	17 033	20 226	23 420	3 194	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	17 299	21 291	25 283	29 275	3 993	
1 ^{er} juillet 2007	17 593	21 653	25 713	29 773	4 060	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

* Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources annuel en euros constants

En euros 2007	1 enfant RP1	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution famille 1 enfant	Rapport RP1 / SMIC net moy
110 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux médian de la majoration d'AFEAMA							
1 ^{er} juillet 2001	2 237,71	2 754,10	3 270,50	3 786,89	516,40		236,5 %
2002	2 217,18	2 728,90	3 240,55	3 752,26	511,72	-0,9 %	229,4 %
2003	2 211,85	2 722,36	3 232,81	3 743,32	510,51	-0,2 %	225,2 %
2004	2 214,60	2 725,70	3 236,79	3 747,89	511,10	0,1 %	222,3 %
2005	2 216,00	2 727,43	3 238,81	3 750,25	511,44	0,1 %	214,2 %
2006	2 215,95	2 727,36	3 238,70	3 750,11	511,41	0,0 %	206,6 %
2007	2 221,12	2 733,70	3 246,24	3 758,82	512,58	0,2 %	202,5 %
80 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux maximum de la majoration d'AFEAMA							
1 ^{er} juillet 2001	1 627,42	2 002,98	2 378,54	2 754,10	375,56		172,0 %
2002	1 612,49	1 984,63	2 356,76	2 728,90	372,13	-0,9 %	166,8 %
2003	1 608,62	1 979,91	2 351,13	2 722,36	371,22	-0,2 %	163,8 %
2004	1 610,62	1 982,35	2 354,03	2 725,70	371,67	0,1 %	161,6 %
2005	1 611,64	1 983,59	2 355,48	2 727,43	371,95	0,1 %	155,8 %
2006	1 611,60	1 983,56	2 355,40	2 727,36	371,96	0,0 %	150,3 %
2007	1 615,36	1 988,16	2 360,90	2 733,70	372,80	0,2 %	147,3 %

TIPF 7612 : Prêt jeunes avenir (Pja) : montant et plafond de ressources trimestrielles

Les plafonds de ressources s'appliquent aux ressources nettes perçues au cours du trimestre qui précède le mois de signature du contrat de travail, y compris les prestations familiales ou sociales, après déduction des pensions alimentaires versées.

Le plafond de ressources est variable en fonction de la composition du foyer du demandeur : foyer fiscal ou composition de la famille où réside le bénéficiaire (père et/ou mère et/ou conjoint, concubin ou pacsé).

L'établissement de crédit agréé est seul habilité à décider de l'attribution du prêt, de son montant et de la durée de son remboursement, dans le cadre législatif défini.

En euros courants	Différents montants maxima du Pja			Plafond de ressources trimestrielles		
	Jeune ne vivant plus chez ses parents et non rattaché fiscalement	Jeune vivant seul, rattaché fiscalement au couple de ses parents (ou à un seul de ses parents vivant en couple)	Jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul de ses parents vivant seul	Personne seule fiscalement autonome	Majoration si le jeune vit en couple ou s'il est rattaché fiscalement ou vit avec un de ses parents vivant seul	Majoration par personne supplémentaire auprès de qui il est rattaché ou auprès de qui il vit
Février 2007	3 000	5 400	4 500	3 000	1 500	900

TIPF 7621 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption

*** En euros courants**

En euros	APE			ASF (par enfant)		API		AAD allocation d'adoption
	Taux plein	Activité < 50 %	Activité de 50 % à 80 %	Taux plein	Taux partiel	1 enfant	par enfant	
1978				37,83	28,37	252,20	63,05	
1979				40,76	30,57	271,74	67,94	
1980				46,15	34,61	307,67	76,92	
1981				52,91	39,68	352,74	88,18	
1982				58,45	43,84	389,69	97,42	
1983				65,74	49,31	438,29	109,57	
1984				69,78	52,33	465,18	116,29	
1985				73,83	55,37	492,20	123,05	
1986	223,78		111,88	76,36	57,27	509,03	127,26	
1987	322,58		161,29	77,31	57,98	515,39	128,85	
1988	380,77		190,38	80,13	60,09	534,17	133,54	
1989	390,35		195,17	82,13	61,60	547,52	136,88	
1990	403,27		201,70	84,86	63,64	565,75	141,43	
1991	414,88		207,45	87,30	65,48	582,08	145,53	
1992	424,35		212,25	89,28	66,93	595,31	148,83	
1993	436,97		218,56	91,93	68,95	613,06	153,26	
1994	445,79		222,97	93,76	70,32	625,24	156,31	
1995	451,41		225,71	95,03	71,27	633,11	158,24	
1996 DC	451,86	298,80	225,93	95,13	71,35	633,73	158,39	95,13
1997	458,26	303,07	229,13	96,50	72,26	642,88	160,68	147,72
1998	463,29	306,42	231,72	97,57	73,18	650,04	162,51	149,40
1999	466,65	308,56	233,25	98,18	73,63	654,46	163,58	150,31
2000	468,93	310,08	234,47	98,63	73,94	657,82	164,49	151,08
2001	477,32	315,72	238,74	100,46	75,31	669,71	167,39	153,82
2002	487,40	322,28	243,72	102,56	76,92	683,75	170,94	157,09
2003	495,69	327,76	247,86	104,30	78,23	695,36	173,84	159,76
2004	504,11	333,33	252,07	106,08	79,56	707,19	176,80	162,47
2005	515,21	340,66	257,62	108,41	81,31	722,75	180,69	166,05
2006	524,47	346,79	262,25	110,36	82,77	735,75	183,94	169,04
2007	533,38	352,68	266,71	112,24	84,18	748,27	187,06	
2008	538,72	356,21	269,38	113,36	85,02	755,72	188,93	

*** Evolution en euros courants**

1997	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,3 %	1,4 %	1,4 %	55,3 %
1998	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,3 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
1999	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %
2000	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %
2001	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2002	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	

*** En euros courants après CRDS**

1997	455,97	301,55	227,99	96,02	71,90	L'API n'est pas soumise à la CRDS	149,56 150,32 153,05 156,30 158,97 161,66 165,22 168,20
1998	460,98	304,89	230,56	97,08	72,81		
1999	464,31	307,01	232,08	97,69	73,26		
2000	466,59	308,53	233,29	98,14	73,57		
2001	474,93	314,14	237,54	99,96	74,93		
2002	484,97	320,67	242,51	102,05	76,54		
2003	493,22	326,13	246,63	103,78	77,84		
2004	501,59	331,67	250,81	105,55	79,17		
2005	512,64	338,96	256,34	107,87	80,91		
2006	521,85	345,06	260,94	109,81	82,36		
2007	530,72	350,92	265,38	111,68	83,76		
2008	536,03	354,43	268,04	112,80	84,60		

T1PF 7623 : API : forfait logement

En euros	Montant du forfait logement API			Evol. forfait logement API : personne avec 1 enfant
	Personne isolée	Personne avec 1 enfant	Personne avec 2 enfants ou +	
1997 avril	43,97	87,91	108,81	
1998 janvier	44,46	88,88	110,00	1,10
1999 janvier	44,77	89,51	110,78	0,71
2000 janvier	45,00	89,96	111,34	0,50
2001 janvier	45,80	91,58	113,34	1,80
2002 janvier	46,77	93,50	115,72	2,10
2003 janvier	47,56	95,09	117,69	1,70
2004 janvier	48,37	96,71	119,69	1,70
2005 janvier	49,44	98,83	122,32	2,20
2006 janvier	50,32	100,61	124,52	1,80
2007 janvier	52,90	105,81	130,94	5,16

T1PF 7624 : API : mesures d'intéressement

* Depuis le 1/10/06 : **cumul des revenus d'activité pendant trois mois** effectifs à compter de la date de début d'activité.

- Activités salariées < à 78 heures mensuelles :

abattement de 50 % sur les rémunérations pendant neuf mois du 4^e mois d'exercice de l'activité jusqu'au 12^e mois.

- Activités non salariées et activités salariées d'une durée contractuelle > ou = à 78 heures mensuelles :

prime mensuelle du 4^e au 12^e mois par personne reprenant une activité.

En euros	Bénéficiaires de l'API
2006 octobre	225,00
2007 janvier	225,00
2008 janvier	225,00

*** Montants des abattements**
selon la date de fin de perception de revenus

En euros	Fin de perception de revenus :	
	[1/10/06]	[1/1/99-30/9/06]
	Abattement (1)	Montant de l'abattement (2)
2003 janvier		521,52
2004 janvier		530,39
2005 janvier		542,06
2006 janvier		551,81
2006 octobre	433,06	
2007 janvier	440,86	561,18
2008 janvier	447,91	

*** Avant le 1/10/06,**
les mesures d'intéressement variaient selon la nature de l'activité.

En euros	CES et CIA (DOM) Abattement sur revenus	Autres activité, stage de formation début d'inté- ressement [1/12/01]	Chômeurs, créateur ou repreneur d'entreprise (bénéficiaires de l'ACCRE)
1997 avril			
1998 janvier			
1999 janvier	122,89		
2000 janvier	123,51		
2001 janvier	125,73		
2002 janvier	128,37		
2003 janvier	130,55	Abattement	Abattement de 100 % des
2004 janvier	132,77	de 100 % des	revenus des 2 premiers
2005 janvier	135,69	revenus du 1 ^{er}	trimestre puis 50 % du
2006 janvier	138,14	trimestre puis	revenu estimé à 50 %
2007 janvier	140,48	50 % pendant	de la BMAF pour les
2008 janvier	141,89	3 trimestres	2 trimestres suivants

(1) ressources autres que revenus d'activité, stages, IJ, chômage)

(2) Cas de cessation d'activité en l'absence de revenus de substitution consécutifs à cette activité (yc II).

Le calcul s'effectue sur la moyenne mensuelle des revenus perçus dans le trimestre de référence.

Formule de calcul : [(somme des revenus concernés)/3] - 150 % de la BMAF.

T1PF 7711 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex AES) depuis 2002

Le montant de l'AES peut être majoré par un complément accordé par la Commission départementale d'éducation spéciale en fonction du coût du handicap, de la cessation ou la réduction d'activité professionnelle de l'un ou de l'autre des deux parents et de l'embauche d'une tierce personne.

Le recours à une "tierce personne" s'entend soit par la cessation ou la réduction d'activité du ou des parents, soit par l'embauche d'une tierce personne à proprement parler, soit par le cumul des deux.

Ce sixième complément n'évolue pas en fonction de la BMAF.

Depuis janvier 2006, une majoration par enfant est accordée aux parents isolés d'enfant handicapé bénéficiant des compléments de 2^e à 6^e catégorie.

L'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) en janvier 2006.

L'AEEH et ses compléments ne sont pas soumis à la CRDS.

* En euros courants

En euros	Allocation de base	1 ^{er} complément	2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément (1)	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément
2002	109,40	82,05	222,22	314,52	487,40	622,92	916,32					
2003	111,26	83,44	225,99	319,87	495,69	633,51	930,06					
2004	113,15	84,86	229,83	325,30	504,11	644,28	945,87					
2005	115,64	86,73	234,89	332,46	515,21	658,45	964,78					
2006	117,72	88,29	239,12	338,44	524,47	670,30	982,15	47,82	66,22	209,69	268,55	393,62
2007	119,72	89,79	243,18	344,19	533,38	681,68	999,83	48,64	67,37	213,25	273,11	400,31
2008 janvier	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 010,82	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31
2008 septembre	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 018,91	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31
2008	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 013,52	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31

* Evolution en euros courants

(1) Le complément de 6^e catégorie est égal à la majoration tierce personne et n'est pas lié à la BMAF.

En euros	Allocation de base	1 ^{er} complément	2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément
2002	2,1 %											
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,5 %					
2004	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %					
2005	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,0 %					
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %					
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,4 %	1,0 %	0,9 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %

* Cumul de la prestation de base et d'un complément en euros constants

En euros 2007	Allocation de base	A. base + 1 ^{er} complément	A. base + 2 ^e complément	A. base + 3 ^e complément	A. base + 4 ^e complément	A. base + 5 ^e complément	A. base + 6 ^e complément
2002	118,98	208,22	360,66	461,05	649,07	796,46	1 115,56
2003	118,75	207,81	359,96	460,17	647,83	794,93	1 111,45
2004	118,78	207,87	360,05	460,27	647,98	795,13	1 111,73
2005	119,32	208,81	361,69	462,37	650,93	798,73	1 114,81
2006	119,44	209,02	362,05	462,82	651,56	799,52	1 115,92
2007	119,72	209,51	362,90	463,91	653,10	801,40	1 119,55

* Evolution en euros constants

En euros constants	Allocation de base	A. base + 1 ^{er} complément	A. base + 2 ^e complément	A. base + 3 ^e complément	A. base + 4 ^e complément	A. base + 5 ^e complément	A. base + 6 ^e complément
2002	0,3 %						
2003	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,4 %
2004	0,02 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,02 %
2005	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,3 %
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %

TIPF 7715 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP

(1) L'AJPP est fractionnable en demi-journée.

(2) Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

* En euros courants

En euros	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		477,32		315,72	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 ^{er} janvier		487,40		322,28	243,72		644,56		425,42	322,28	
2002 1 ^{er} avril		800,01		400,02	243,72		950,02		500,02	322,28	
2002 moyenne		721,86		380,59	243,72		873,66		481,37	322,28	
2003		813,61		406,82	247,86		966,17		508,52	327,76	
2004		827,44		413,74	252,07		982,59		517,16	333,33	
2005		845,64		422,84	257,62		1 004,21		528,54	340,66	
2006 janvier - avril		860,85		430,44	262,25		1 022,27		538,05	346,79	
	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E + (2)	(1)	(1)	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +	(1)	(1)	
2006 mai	39,10	860,20	1 720,40	430,44	262,25	46,46	1 022,12	1 022,12	538,05	346,79	100,02
2007	39,77	875,48	1 750,96	437,76	266,71	47,25	1 039,64	1 039,64	547,19	352,68	101,72
2008	40,17					47,72					102,74

* En euros courants après CRDS

2001		477,32		315,57	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 ^{er} janvier		484,97		320,67	242,51		641,34		423,30	320,67	
2002 1 ^{er} avril		796,01		398,02	242,51		945,27		497,52	320,67	
2003		809,55		404,79	246,63		961,34		505,98	326,13	
2004		823,31		411,68	250,81		977,69		514,58	331,67	
2005		841,42		420,73	256,33		999,19		525,90	338,96	
2006 janvier - avril		856,55		428,29	260,94		1 017,16		535,36	345,06	
	Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			
2006 mai	38,91	855,90	1 711,80	428,29	260,94	46,23	1 017,01	1 017,01	535,36	345,06	99,52
2007	39,58	871,11	1 742,22	435,58	265,38	47,02	1 034,45	1 034,45	544,46	350,92	101,22
2008	39,97					47,49					102,23

TIPF 7716 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Plafonds pour les couples à un revenu					Plafonds pour les familles monoparentales				
	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +
2006 mai	18 523	21 904	26 285	30 666	4 381	24 122	27 773	32 154	36 535	4 381
Plafond 06 / 0,8	23 154	27 380	32 856	38 333	5 476	30 153	34 716	40 193	45 669	5 476
2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	31 186	35 906	41 569	47 232	5 663

TIPF 7721 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros

L'allocation aux adultes handicapés n'est pas soumise à la CRDS.

En euros courants	AAH	Ancien complément d'AAH	Majoration pour vie autonome MAV	Minimum quand hospitalisation, incarcération (30 % de l'AAH)	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources moy. annuelle (cf. TIPF 7723)	Rapport AAH / plafond moy. an. AAH (cf. TIPF 7731)
1975	37,55				37,55			
1976	103,84				103,84			
1977	113,80				113,80			
1978	145,07				145,07			113,9 %
1979	161,98				161,98			108,7 %
1980	191,83				191,83			110,6 %
1981	232,48				232,48			118,4 %
1982	309,03				309,03			131,5 %
1983	341,18				341,18			114,6 %
1984	359,06				359,06			103,7 %
1985	379,90				379,90			103,4 %
1986	392,09				392,09			101,8 %
1987	402,37				402,37			100,4 %
1988	417,15				417,15			102,0 %
1989	428,32				428,32			101,2 %
1990	442,69				442,69			101,3 %
1991	455,30				455,30			101,3 %
1992	465,79				465,79			100,6 %
1993	476,77	76,37			553,14			100,4 %
1994	486,06	77,77			563,83			100,2 %
1995	497,96	78,74			576,70			101,0 %
1996 DC	517,15	82,78			599,92			101,7 %
1997	523,37	83,69			607,06			99,8 %
1998	529,14	84,61			613,75			99,3 %
1999	539,73	86,29			626,02			100,1 %
2000	545,13	87,20			632,33			99,6 %
2001	557,12	89,18			646,31			100,3 %
2002	569,38	91,10			660,48			100,9 %
2003	577,92	92,47			670,39			100,2 %
2004	587,74	94,04	Juil.-déc. 2005		681,78		Juil.-déc. 2005	100,0 %
2005	599,49	95,92	100,00	Nd	695,41	699,49	766,00	100,6 %
2006	610,28	97,64	101,80	183,08	707,92	712,08	783,19	100,0 %
2007	621,27	99,40	103,63	186,38	720,67	724,90	800,58	100,0 %
janv-08	628,10	100,50	104,77		728,60	732,87	807,41	
sept-08	652,60	100,50	104,77		753,10		831,91	
2008	636,27	100,50	104,77		736,77	488,58	815,58	

* Evolution en euros courants

1985	5,8 %						
1986	3,2 %						
1987	2,6 %						
1988	3,7 %						
1989	2,7 %						
1990	3,4 %						
1991	2,8 %						
1992	2,3 %						
1993	2,4 %						
1994	1,9 %						
1995	2,4 %	1,2 %					
1996 DC	3,9 %	5,1 %					
1997	1,2 %	1,1 %					
1998	1,1 %	1,1 %					
1999	2,0 %	2,0 %					
2000	1,0 %	1,1 %					
2001	2,2 %	2,3 %					
2002	2,2 %	2,1 %					
2003	1,5 %	1,5 %					
2004	1,7 %	1,7 %					
2005	2,0 %	2,0 %					
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %		1,8 %	1,8 %	2,2 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	2,2 %
2008	2,4 %	1,1 %	1,1 %		2,2 %	-32,6 %	

TIPF 7723 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros

La GRPH n'est pas soumise à la CRDS.

En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	Montant moyen annuel		
					AAH	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2005 juillet	599,49	766,00	166,51	2005 juillet-décembre	599,49	766,00	166,51
2006 janvier	610,28	776,79	166,51	2006	610,28	783,19	172,91
2006 juillet	610,28	789,59	179,31				
2007 janvier	621,27	800,58	179,31	2007	621,27	800,58	179,31
2007 juillet	621,27	800,58	179,31				
2008 janvier	628,10	807,41	179,31				
2008 septembre	652,60	831,91	179,31		636,27	815,58	179,31

*** Accroissement en euros courants**

En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2005 juillet							
2006 janvier	10,79	10,79	0,00	2006	10,79	17,19	6,40
2006 juillet	-	12,80	12,80				
2007 janvier	10,99	10,99	0,00	2007	10,99	17,39	6,40
2007 juillet	-	0,00	0,00				
2007 janvier	6,83	6,83	0,00				

*** Evolution en euros courants**

2006 janvier	1,80 %	1,41 %	0,00 %	En moyenne annuelle			
2006 juillet	0,00 %	1,65 %	7,69 %				
2007 janvier	1,80 %	1,39 %	0,00 %	2006 / 2 ^e sem. 2005	1,80 %	2,24 %	3,84 %
2007 juillet	0,00 %	0,00 %	0,00 %				
2008 janvier	1,10 %	0,85 %	0,00 %	2007	1,80 %	2,22 %	3,70 %
2008 juillet	3,90 %	3,03 %	0,00 %	2008	2,41 %	1,87 %	0,00 %

TIPF 7731 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Montant du plafond de ressources			Revalorisation en euros courants	En euros	Montant annuel moyen du plafond			Revalorisation en euros courants
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge			Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	
Juillet 1977	1 433,02	2 866,04	716,51						
Juillet 1978	1 661,69	3 323,39	830,85	16,0 %	1978	1 528,30	3 056,60	764,15	16,0 %
Juillet 1979	1 966,59	3 933,18	983,30	18,3 %	1979	1 788,74	3 577,47	894,37	18,3 %
Juillet 1980	2 241,00	4 482,00	1 120,50	14,0 %	1980	2 080,93	4 161,86	1 040,46	14,0 %
Juillet 1981	2 515,41	5 030,82	1 257,70	12,2 %	1981	2 355,34	4 710,67	1 177,67	12,2 %
Juillet 1982	3 247,16	6 494,33	1 623,58	29,1 %	1982	2 820,31	5 640,61	1 410,15	29,1 %
Juillet 1983	4 024,65	8 049,31	2 012,33	23,9 %	1983	3 571,12	7 142,24	1 785,56	23,9 %
Juillet 1984	4 338,70	8 677,40	2 169,35	7,8 %	1984	4 155,51	8 311,01	2 077,75	7,8 %
Juillet 1985	4 506,39	9 012,79	2 253,20	3,9 %	1985	4 408,57	8 817,14	2 204,29	3,9 %
Juillet 1986	4 782,33	9 564,65	2 391,16	6,1 %	1986	4 621,36	9 242,73	2 310,68	6,1 %
Juillet 1987	4 843,31	9 686,61	2 421,65	1,3 %	1987	4 807,73	9 615,47	2 403,87	1,3 %
Juillet 1988	5 000,33	10 000,66	2 500,16	3,2 %	1988	4 908,73	9 817,46	2 454,37	3,2 %
Juillet 1989	5 190,89	10 381,78	2 595,44	3,8 %	1989	5 079,73	10 159,46	2 539,86	3,8 %
Juillet 1990	5 318,95	10 637,89	2 659,47	2,5 %	1990	5 244,25	10 488,49	2 622,12	2,5 %
Juillet 1991	5 498,84	10 997,67	2 749,42	3,4 %	1991	5 393,90	10 787,80	2 696,95	3,4 %
Juillet 1992	5 633,75	11 267,51	2 816,88	2,5 %	1992	5 555,05	11 110,10	2 777,53	2,5 %
Juillet 1993	5 790,01	11 580,03	2 895,01	2,8 %	1993	5 698,86	11 397,72	2 849,43	2,8 %
Juillet 1994	5 866,24	11 732,48	2 933,12	1,3 %	1994	5 821,77	11 643,55	2 910,89	1,3 %
Juillet 1995	5 983,62	11 967,25	2 991,81	2,0 %	1995	5 915,15	11 830,30	2 957,57	2,0 %
Juillet 1996 DC	6 225,10	12 450,21	3 112,55	4,0 %	1996	6 104,36	12 208,73	3 052,18	4,0 %
Juillet 1997	6 355,90	12 711,81	3 177,95	2,1 %	1997	6 290,50	12 581,01	3 145,25	2,1 %
Juillet 1998	6 432,28	12 864,56	3 216,14	1,2 %	1998	6 394,09	12 788,19	3 197,05	1,2 %
Juillet 1999	6 503,17	13 006,34	3 251,59	1,1 %	1999	6 467,73	12 935,45	3 233,86	1,1 %
Juillet 2000	6 633,36	13 266,72	3 316,68	2,0 %	2000	6 568,27	13 136,53	3 284,13	2,0 %
Juillet 2001	6 699,68	13 399,35	3 349,84	1,0 %	2001	6 666,52	13 333,04	3 333,26	1,0 %
Juillet 2002	6 847,10	13 694,20	3 423,55	2,2 %	2002	6 773,39	13 546,78	3 386,69	1,6 %
Juillet 2003	6 997,74	13 995,48	3 498,87	2,2 %	2003	6 922,42	13 844,84	3 461,21	2,2 %
Juillet 2004	7 102,71	14 205,42	3 551,36	1,5 %	2004	7 050,23	14 100,45	3 525,12	1,8 %
Juillet 2005	7 193,88	14 387,76	3 596,94	1,3 %	2005	7 148,30	14 296,59	3 574,15	1,4 %
Janvier 2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	1,8 %	2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	2,4 %
Janvier 2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %	2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %
Janvier 2008	7 537,20	15 074,40	3 768,60	1,1 %	2008	7 537,20	15 074,40	3 768,60	1,1 %

TIPF 7732 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants

En euros 2006	Montant du revenu mensuel correspondant au plafond			Evolution du revenu mensuel correspondant au plafond			Revenu mensuel correspondant au plafond AAH en % du SMIC net		
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge
1978	538,09	1 076,19	269,05				258,5 %	70,3 %	140,6 %
1980	582,47	1 164,94	291,23	2,5 %	2,5 %	2,5 %	257,5 %	75,8 %	151,5 %
1985	781,01	1 562,02	390,50	0,2 %	0,2 %	0,2 %	231,6 %	91,1 %	182,2 %
1986	797,51	1 595,02	398,75	2,1 %	2,1 %	2,1 %	230,5 %	92,6 %	185,1 %
1987	804,38	1 608,76	402,19	0,9 %	0,9 %	0,9 %	232,3 %	94,1 %	188,1 %
1988	799,76	1 599,53	399,88	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	232,9 %	93,7 %	187,4 %
1989	798,80	1 597,59	399,40	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	234,6 %	94,2 %	188,4 %
1990	799,51	1 599,03	399,76	0,1 %	0,1 %	0,1 %	232,1 %	93,3 %	186,5 %
1991	796,83	1 593,66	398,42	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	227,6 %	91,1 %	182,2 %
1992	801,99	1 603,97	400,99	0,6 %	0,6 %	0,6 %	226,0 %	91,0 %	182,0 %
1993	808,21	1 616,41	404,10	0,8 %	0,8 %	0,8 %	227,2 %	92,1 %	184,3 %
1994	814,28	1 628,55	407,14	0,8 %	0,8 %	0,8 %	228,2 %	93,2 %	186,3 %
1995	813,90	1 627,79	406,95	0,0 %	0,0 %	0,0 %	225,9 %	92,1 %	184,3 %
1996	824,31	1 648,62	412,15	1,3 %	1,3 %	1,3 %	225,6 %	93,1 %	186,3 %
1997	840,51	1 681,02	420,25	2,0 %	2,0 %	2,0 %	220,8 %	92,9 %	185,9 %
1998	849,14	1 698,28	424,57	1,0 %	1,0 %	1,0 %	214,2 %	91,0 %	182,0 %
1999	854,65	1 709,29	427,32	0,6 %	0,6 %	0,6 %	212,6 %	90,9 %	181,8 %
2000	854,33	1 708,66	427,17	0,0 %	0,0 %	0,0 %	211,4 %	90,3 %	180,6 %
2001	853,73	1 707,46	426,87	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	207,0 %	88,3 %	176,6 %
2002	852,62	1 705,24	426,31	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	203,9 %	86,8 %	173,7 %
2003	855,17	1 710,33	427,58	0,3 %	0,3 %	0,3 %	201,0 %	85,8 %	171,6 %
2004	856,61	1 713,22	428,31	0,2 %	0,2 %	0,2 %	193,7 %	82,8 %	165,6 %
2005	853,69	1 707,37	426,84	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	187,0 %	79,6 %	159,2 %
2006	859,98	1 719,96	429,99	0,7 %	0,7 %	0,7 %	182,9 %	78,4 %	156,8 %
2007	862,88	1 725,75	431,44	0,3 %	0,3 %	0,3 %	181,0 %	77,8 %	155,6 %
Evolution moyenne annuelle									
2007/1997	0,3 %	0,3 %	0,3 %						
Rapport							Ecart en points		
2007/1997	2,7 %	2,7 %	2,7 %				-39,8	-15,1	-30,3
2007/2002	1,2 %	1,2 %	1,2 %				-22,9	-9,0	-18,0
2002/1997	1,4 %	1,4 %	1,4 %				-16,9	-6,1	-12,2

TIPF 7741 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros

*** En euros courants**

En euros	Première personne	Première personne à charge (1)	Majoration deux premiers E (2° E : cas isolé)	Majoration à partir du 3° E	Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement					Couples : montant du revenu après abattement forfait logement		
					0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E
1989	308,71	154,35	92,61		271,66	388,97	463,99	463,99	0,00	388,97	463,99	556,60
1990	317,09	158,55	95,13		279,04	399,54	476,59	476,59	0,00	399,54	476,59	571,72
1991	327,16	163,58	98,02	130,86	287,90	412,22	491,61	622,48	130,86	412,22	491,61	589,64
1992	333,07	166,53	99,92	133,53	293,10	419,67	500,60	634,13	133,53	419,67	500,60	600,52
1993	343,47	171,74	103,04	137,39	302,25	432,77	516,24	653,62	137,39	432,77	516,24	619,28
1994	350,34	175,17	105,10	140,14	308,30	441,43	526,56	666,70	140,14	441,43	526,56	631,66
1995	354,54	177,27	106,36	141,82	312,00	446,73	532,88	674,70	141,82	446,73	532,88	639,24
1996 DC	361,99	181,00	108,60	144,80	318,55	456,11	544,07	688,87	144,80	456,11	544,07	652,67
1997	366,33	183,17	109,90	146,53	322,37	461,58	550,60	697,13	146,53	461,58	550,60	660,50
1998	370,36	185,18	111,11	148,14	325,92	466,66	556,65	704,80	148,14	466,66	556,65	667,76
1999	381,47	190,74	114,44	152,59	335,70	480,66	573,35	725,94	152,59	480,66	573,35	687,80
2000	389,10	194,55	116,73	155,64	342,41	490,27	584,82	740,46	155,64	490,27	584,82	701,55
2001	397,69	198,84	119,30	159,07	349,97	501,09	597,72	756,79	159,07	501,09	597,72	717,02
2002	405,62	202,81	121,69	162,25	356,95	511,08	609,65	771,90	162,25	511,08	609,65	731,34
2003	411,70	205,85	123,51	164,68	362,30	518,74	618,79	783,47	164,68	518,74	618,79	742,30
2004	417,88	208,94	125,36	167,15	367,73	526,53	628,07	795,22	167,15	526,53	628,07	753,43
2005	425,40	212,70	127,62	170,16	374,35	536,01	639,38	809,54	170,16	536,01	639,38	767,00
2006	433,06	216,53	129,92	173,22	381,09	545,66	650,89	824,11	173,22	545,66	650,89	780,81
2007	440,86	220,43	132,26	176,34	387,96	555,48	662,61	838,95	176,34	555,48	662,61	794,87
2008	447,91	223,96	134,37	179,16	394,16	564,37	673,21	852,37	179,16	564,37	673,21	807,58
2006 : en % du RMI isolé	100 %	50 %	30 %	40 %	100 %	150 %	180 %	220 %	40 %	150 %	180 %	210 %

(1) Enfant ou conjoint.

*** Evolution en euros courants**

1996 DC	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
1997	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
1998	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
1999	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2000	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2001	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2002	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2003	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2004	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2005	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2008	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %

TIPF 7751: DOM : Revenu de solidarité en euros

Le RSO n'est pas soumis à la CRDS.

	Montant en euros	Evolution en euros courants	Montants en euros 2007	Evolution en euros constants	Rapport RSO / RMI
2001 janvier	412,00		455,86		103,6 %
2002 janvier	420,24	2,0 %	457,05	0,3 %	103,6 %
2003 janvier	426,54	1,5 %	455,27	-0,4 %	103,6 %
2004 janvier	432,94	1,5 %	454,49	-0,2 %	103,6 %
2005 janvier	440,73	1,8 %	454,76	0,1 %	103,6 %
2006 janvier	448,66	1,8 %	455,21	0,1 %	103,6 %
2007 janvier	456,74	1,8 %			103,6 %
2008 janvier	464,05	1,6 %			

TIPF 7752 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

	Plafond de ressources en euros courants		Evolution (cas d'un isolé) en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros 2007		Evolution (cas d'un isolé) en euros constants
	Isolé	Couple			Isolé	Couple	Isolé	Couple	
Janvier 2001 - mars 2001	733,28	1 152,51							
Avril 2002 - mars 2003	748,16	1 175,68	2,03 %	2001	744,44	1 169,89	823,69	1 294,43	
Avril 2003 - mars 2004	759,36	1 193,28	1,50 %	2002	756,56	1 188,88	822,82	1 293,01	-0,11 %
Avril 2004 - mars 2005	770,56	1 210,88	1,47 %	2003	767,76	1 206,48	819,47	1 287,74	-0,41 %
Avril 2005 - mars 2006	784,00	1 232,00	1,74 %	2004	780,64	1 226,72	819,49	1 287,78	0,00 %
Avril 2006 - mars 2007	798,00	1 254,00	1,79 %	2005	794,50	1 248,50	819,79	1 288,25	0,04 %
Avril 2007 - mars 2008	812,56	1 276,88	1,82 %	2006	808,92	1 271,16	820,72	1 289,71	0,11 %
Avril 2008 - mars 2009	825,44	1 297,12	1,59 %	2007	822,22	1 292,06			

T1PF 7761 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001

Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001

Seules figurent dans le tableau ci-dessous les principales prestations DOM (hors prestations de logement) dont le montant est différent du montant métropolitain.

Cf. T1PF 77621 pour les montants 1949-1989, T1PF 7751-7752 pour le RSO.

*** En euros courants** Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En euros	CF	Plafonds de ressources du CF et de l'APJE			API					AF aux familles de 1 enfant (1)		
		1 E ou grossesse	2 E	3 E	Parent isolé	En plus, par enfant né	Forfait logement			AF	Majoration pour âge	
							Isolé sans E	1 E	2 E et +		[11-[16 ans	[16 ans
1990												
1999												
2000										19,36	12,20	18,60
2001	79,73	15 885	19 551	23 217	313,74	104,58	28,56	57,19	70,78	19,67	12,35	19,06
2002	81,33	16 140	19 865	23 590	352,33	117,43	32,07	64,24	79,48	20,10	12,62	19,38
2003	82,71	16 414	20 202	23 990	390,93	130,28	35,57	71,27	88,17	20,44	12,83	19,71
2004	84,12	16 726	20 586	24 446	430,74	143,52	39,18	78,53	97,13	20,79	13,05	20,05
2005	85,97	17 011	20 937	24 863	474,12	157,95	43,11	86,44	106,89	21,25	13,33	20,49
2006	87,52	17 299	21 291	25 283	517,15	172,27	47,01	94,29	116,58	21,63	13,57	20,86
Plafond 2006 / 0,8		21 624	26 614	31 604	API : identique aux montants métropole depuis 2007							
2007	89,00	21 991	27 066	32 141						22,00	13,81	21,21
2008	89,89									22,22	13,94	21,42

* Evolution en euros courants

2002	2,0 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	2,2 %	2,2 %	1,7 %
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	11,0 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	10,2 %	10,2 %	10,1 %	10,2 %	10,2 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	10,1 %	10,1 %	10,0 %	10,1 %	10,0 %	2,2 %	2,1 %	2,2 %
2006	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	9,1 %	9,1 %	9,0 %	9,1 %	9,1 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %						1,7 %	1,8 %	1,7 %

* En euros courants après CRDS

En euros	CF	Plafonds de ressources du CF et de l'APJE			API					AF aux familles de 1 enfant (1)		
		1 E ou grossesse	2 E	3 E	Parent isolé	En plus, par enfant né	Forfait logement			AF	Majoration pour âge	
							Isolé sans E	1 E	2 E et +		[11-[16 ans	[16 ans
...					L'API n'est pas soumise à la CRDS							
2001	79,34									19,58	12,29	18,97
2002	80,93									20,00	12,56	19,29
2003	82,30									20,34	12,77	19,62
2004	83,70									20,69	12,99	19,95
2005	85,55									21,15	13,27	20,39
2006	87,09									21,53	13,51	20,76
2007	88,56									21,89	13,75	21,11
2008	89,45											

(1) A partir de deux enfants, les montants d'AF et des majorations sont identiques en métropole et dans les DOM depuis juillet 1993.

T1PF 7921 : SMIC net, revenu net imposable correspondant au salaire minimum légal (SMIC) depuis 1968

T1PF 79211 : SMIC net, RNI après prélèvement de la CSG

	En euros courants								En euros 2006		
	SMIC brut moyen annuel (4)	Evo- lution en %	Taux de cotisation prélèvement (%) (1)	SMIC net moyen annuel (2) (5)	Evo- lution en %	SMIC net moyen mensuel (2)	Indice base 100 en 1990	Revenu net imposable annuel (1) (2) (3)	SMIC net moyen mensuel (1)	Evo- lution en %	Indice base 100 en 1990
1968 (173,33 heures / mois)	850,32		8,17 %	780,85		65,07	10,00	562,21	443,29		51,71
1969	1 002,79	17,9 %	8,18 %	920,76	17,9 %	76,73	11,79	662,95	490,91	10,7 %	57,27
1970	1 082,85	8,0 %	8,18 %	994,28	8,0 %	82,86	12,73	715,88	503,47	2,6 %	58,73
1971	1 192,25	10,1 %	8,22 %	1 094,25	10,1 %	91,19	14,01	787,86	525,07	4,3 %	61,25
1972	1 328,07	11,4 %	8,26 %	1 218,37	11,3 %	101,53	15,60	877,23	550,54	4,9 %	64,23
1973	1 570,11	18,2 %	8,36 %	1 438,85	18,1 %	119,90	18,42	1 035,97	606,65	10,2 %	70,77
1974	1 933,18	23,1 %	8,42 %	1 770,40	23,0 %	147,53	22,67	1 274,69	655,88	8,1 %	76,51
1975	2 305,49	19,3 %	8,74 %	2 103,99	18,8 %	175,33	26,94	1 514,87	697,41	6,3 %	81,36
1976	2 645,31	14,7 %	9,49 %	2 394,27	13,8 %	199,52	30,66	1 723,87	723,43	3,7 %	84,39
1977	2 981,15	12,7 %	10,15 %	2 678,57	11,9 %	223,21	34,30	1 928,57	740,50	2,4 %	86,38
1978	3 365,36	12,9 %	10,31 %	3 018,39	12,7 %	251,53	38,65	2 173,24	765,17	3,3 %	89,26
1979	3 784,44	12,5 %	11,80 %	3 337,88	10,6 %	278,16	42,74	2 403,27	763,56	-0,2 %	89,08
1980	4 375,28	15,6 %	12,80 %	3 815,25	14,3 %	317,94	48,86	2 746,98	768,90	0,7 %	89,70
1981	5 166,95	18,1 %	11,90 %	4 552,08	19,3 %	379,34	58,29	3 277,50	808,99	5,2 %	94,38
1982 (169 heures / mois)	6 079,90	17,7 %	12,90 %	5 295,59	16,3 %	441,30	67,81	3 812,82	841,67	4,0 %	98,19
1983	6 816,07	12,1 %	13,86 %	5 871,36	10,9 %	489,28	75,18	4 227,38	851,28	1,1 %	99,31
1984	7 460,02	9,4 %	15,06 %	6 336,54	7,9 %	528,05	81,14	4 562,31	855,34	0,5 %	99,78
1985	7 930,39	6,3 %	15,26 %	6 720,21	6,1 %	560,02	86,05	4 838,55	857,18	0,2 %	100,00
1986	8 200,90	3,4 %	15,45 %	6 933,86	3,2 %	577,82	88,79	4 992,38	861,53	0,5 %	100,50
1987	8 531,97	4,0 %	16,79 %	7 099,45	2,4 %	591,62	90,91	5 111,60	855,22	-0,7 %	99,77
1988	8 765,90	2,7 %	16,99 %	7 276,58	2,5 %	606,38	93,18	5 239,14	853,60	-0,2 %	99,58
1989	9 131,24	4,2 %	17,99 %	7 488,53	2,9 %	624,04	95,89	5 391,74	847,86	-0,7 %	98,91
1990	9 522,33	4,3 %	17,99 %	7 809,26	4,3 %	650,77	100,00	5 622,67	857,21	1,1 %	100,00
1991	9 986,08	4,9 %	17,64 %	8 224,22	5,3 %	685,35	105,31	5 921,44	874,76	2,0 %	102,05
1992	10 380,71	4,0 %	18,31 %	8 479,66	3,1 %	706,64	108,58	6 105,35	881,43	0,8 %	102,83
1993	10 649,24	2,6 %	19,34 %	8 590,17	1,3 %	715,85	110,00	6 184,93	877,14	-0,5 %	102,33
1994	10 881,12	2,2 %	20,24 %	8 678,36	1,0 %	723,20	111,13	6 248,42	873,95	-0,4 %	101,95
1995	11 213,47	3,1 %	20,49 %	8 915,47	2,7 %	742,96	114,17	6 419,14	883,24	1,1 %	103,04
1996	11 614,87	3,6 %	21,64 %	9 101,88	2,1 %	758,49	116,55	6 553,35	884,94	0,2 %	103,23
1997	11 955,47	2,9 %	21,36 %	9 401,19	3,3 %	783,43	120,39	6 768,85	904,42	2,2 %	105,51
1998	12 312,56	3,0 %	20,76 %	9 756,47	3,8 %	813,04	124,93	7 024,66	932,88	3,1 %	108,83
1999	12 511,97	1,6 %	21,01 %	9 883,21	1,3 %	823,60	126,56	7 115,91	940,30	0,8 %	109,69
2000	12 790,22	2,2 %	21,01 %	10 103,00	2,2 %	841,92	129,37	7 274,16	946,15	0,6 %	110,38
2001	13 253,97	3,6 %	20,90 %	10 483,89	3,8 %	873,66	134,25	7 548,40	966,67	2,2 %	112,77
2002	13 689,00	3,3 %	20,85 %	10 834,76	3,3 %	902,90	138,74	7 801,03	981,98	1,6 %	114,56
2003	14 216,28	3,9 %	21,20 %	11 202,43	3,4 %	933,54	143,45	8 065,75	996,41	1,5 %	116,24
2004	15 007,20	5,6 %	21,20 %	11 825,67	5,6 %	985,47	151,43	8 514,48	1 034,52	3,8 %	120,69
2005	15 858,96	5,7 %	21,36 %	12 471,49	5,5 %	1 039,29	159,70	8 979,47	1 072,38	3,7 %	125,10
2006	16 528,20	4,2 %	21,50 %	12 974,64	4,0 %	1 081,22	166,14	9 341,74	1 096,99	2,3 %	127,97
2007	16 943,94	2,5 %	21,46 %	13 307,77	2,6 %	1 108,98	170,41	9 581,59	1 108,98	1,1 %	129,37
Evolution moyenne annuelle											
2007/1997	3,55 %			3,54 %		3,54 %		3,54 %	2,06 %		
Rapport											
2007/1997	41,73 %			41,55 %		41,55 %		41,55 %	22,62 %		
2007/2002	23,78 %			22,82 %		22,82 %		22,82 %	12,93 %		
2002/1997	14,50 %			15,25 %		15,25 %		15,25 %	8,57 %		

(1) Calculé sur la base du montant des cotisations sociales (au 1^{er} juillet de l'année jusqu'en 1990), y compris les cotisations à l'assurance vieillesse complémentaire, après prélèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) et du remboursement de la dette sociale (CRDS)

(y compris la déduction de 42 francs de février 1991 à août 1995). En janvier 2005, l'assiette de la CSG passe de 93 % à 95 % du salaire brut.

(2) Revenu net + CSG non déductible + CRDS.

(3) 72 % du revenu net.

(4) Sur la base de 169 heures par mois à compter de 1982, sur la base de 173,33 heures auparavant.

Par ailleurs, pour suivre le SMIC calculé sur 35 heures (152 heures par mois), cf. T1PF 7913 (au-dessus de T1PF 7724 relatif à la GRPH).

TIPF 799 : Evolution des prix depuis 1945

Source : INSEE, Bulletin mensuel de statistiques. (Pour la méthodologie 1945-2001, cf. 186 DSPA page 213). INSEE conjoncture, informations rapides n° 26 du 28 janvier 2004

Année	Indice des prix y compris le tabac (en moyenne annuelle)						Coefficients base 2007 (hors tabac après 1989)	Indice des prix hors tabac (à partir de 1990)					Indice base 100 en 2000 des prix hors tabac
	Paris	Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM B. 1998	Série yc tabac	Evolution yc tabac		Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM B. 1998	Série utilisée (hors tabac après 1989)	Evolution hors tabac	
1945	4,01		1,83		1,58		0,01395		1,84		1,60		
1946	6,12		2,80		2,41	52,6 %	0,02129		2,80		2,44	52,6 %	2,39
1947	9,13		4,18		3,60	49,2 %	0,03177		4,18		3,64	49,2 %	3,57
1948	14,49		6,63		5,71	58,7 %	0,05042		6,64		5,78	58,7 %	5,67
1949	16,4	13,80	7,50		6,47	13,2 %	0,05706	13,80	7,52		6,55	13,2 %	6,41
1950		15,30	8,32		7,17	10,9 %	0,06326	15,30	8,33		7,26	10,9 %	7,11
1951		18,00	9,78		8,43	17,6 %	0,07443	18,00	9,80		8,54	17,6 %	8,36
1952		20,10	10,92		9,42	11,7 %	0,08311	20,10	10,95		9,54	11,7 %	9,34
1953		19,80	10,76		9,28	-1,5 %	0,08187	19,80	10,78		9,39	-1,5 %	9,20
1954		19,80	10,76		9,28	0,0 %	0,08187	19,80	10,78		9,39	0,0 %	9,20
1955		20,00	10,87		9,37	1,0 %	0,08270	20,00	10,89		9,49	1,0 %	9,29
1956		20,40	11,09		9,56	2,0 %	0,08435	20,40	11,11		9,68	2,0 %	9,48
1957		21,20	11,52		9,93	3,9 %	0,08766	21,20	11,55		10,06	3,9 %	9,85
1958		24,40	13,26		11,43	15,1 %	0,10089	24,40	13,29		11,58	15,1 %	11,34
1959		25,90	14,08		12,13	6,1 %	0,10710	25,90	14,11		12,29	6,1 %	12,04
1960		26,80	14,57		12,56	3,5 %	0,11082	26,80	14,60		12,72	3,5 %	12,45
1961		27,70	15,05		12,98	3,4 %	0,11454	27,70	15,09		13,14	3,4 %	12,87
1962		29,00	15,76		13,59	4,7 %	0,11991	29,00	15,80		13,76	4,7 %	13,48
1963		30,40	16,52		14,24	4,8 %	0,12570	30,40	16,56		14,42	4,8 %	14,13
1964		31,40	17,07		14,71	3,3 %	0,12984	31,40	17,10		14,90	3,3 %	14,59
1965		32,20	17,50		15,09	2,5 %	0,13315	32,20	17,54		15,28	2,5 %	14,96
1966		33,10	17,99		15,51	2,8 %	0,13687	33,10	18,03		15,70	2,8 %	15,38
1967		34,00	18,48		15,93	2,7 %	0,14059	34,00	18,52		16,13	2,7 %	15,80
1968		35,50	19,29		16,63	4,4 %	0,14679	35,50	19,34		16,84	4,4 %	16,50
1969		37,80	20,54		17,71	6,5 %	0,15630	37,80	20,59		17,93	6,5 %	17,57
1970		39,80	21,63		18,65	5,3 %	0,16457	39,80	21,68		18,88	5,3 %	18,49
1971		42,00	22,83		19,68	5,5 %	0,17367	42,00	22,88		19,93	5,5 %	19,52
1972		44,60	24,24		20,90	6,2 %	0,18442	44,60	24,29		21,16	6,2 %	20,73
1973		47,80	25,98		22,40	7,2 %	0,19765	47,80	26,03		22,68	7,2 %	22,21
1974		54,40	29,57		25,49	13,8 %	0,22494	54,40	29,63		25,81	13,8 %	25,28
1975		60,80	33,04		28,49	11,8 %	0,25141	60,80	33,12		28,85	11,8 %	28,25
1976		66,70	36,25		31,25	9,7 %	0,27580	66,70	36,33		31,65	9,7 %	30,99
1977		72,90	39,62		34,15	9,3 %	0,30144	72,90	39,71		34,59	9,3 %	33,88
1978		79,50	43,21		37,25	9,1 %	0,32873	79,50	43,30		37,72	9,1 %	36,94
1979		88,10	47,88		41,28	10,8 %	0,36429	88,10	47,98		41,80	10,8 %	40,94
1980		100,00	54,35		46,85	13,5 %	0,41350	100,00	54,47		47,44	13,5 %	46,47
1981		113,40	61,63		53,13	13,4 %	0,46890	113,40	61,76		53,80	13,4 %	52,70
1982		126,80	68,91		59,41	11,8 %	0,52431	126,80	69,06		60,16	11,8 %	58,92
1983		139,00	75,54		65,12	9,6 %	0,57476	139,00	75,71		65,95	9,6 %	64,59
1984		149,30	81,14		69,95	7,4 %	0,61735	149,30	81,32		70,83	7,4 %	69,38
1985		158,00	85,87		74,03	5,8 %	0,65332	158,00	86,06		74,96	5,8 %	73,42
1986		162,20	88,15		75,99	2,7 %	0,67069	162,20	88,34		76,95	2,7 %	75,37
1987		167,30	90,92		78,38	3,1 %	0,69178	167,30	91,12		79,37	3,1 %	77,74
1988		171,80	93,37		80,49	2,7 %	0,71038	171,80	93,57		81,51	2,7 %	79,83
1989		178,00	96,74		83,40	3,6 %	0,73602	178,00	96,95		84,45	3,6 %	82,71
1990	184,00	100,00			86,21	3,4 %	0,75918	183,60	100,00		87,11	3,1 %	85,32
1991	189,90	103,20			88,97	3,2 %	0,78347	189,60	103,20		89,90	3,2 %	88,05
1992	194,40	105,70			91,12	2,4 %	0,80169	193,80	105,60		91,99	2,3 %	90,09
1993		107,90			93,02	2,1 %	0,81612		107,50		93,64	1,8 %	91,72
1994		109,70			94,57	1,7 %	0,82750		109,00		94,95	1,4 %	92,99
1995		111,60			96,21	1,7 %	0,84117		110,80		96,52	1,7 %	94,53
1996		113,80			98,10	2,0 %	0,85711		112,90		98,34	1,9 %	96,32
1997		115,20			99,31	1,23 %	0,86622		114,10		99,39	1,06 %	97,35
1998		116,00	100,00		100,00	0,69 %	0,87154		114,80	100,00	100,00	0,61 %	97,94
1999			100,50		100,50	0,50 %	0,87589			100,50	100,50	0,50 %	98,43
2000			102,20		102,20	1,69 %	0,88984			102,10	102,10	1,59 %	100,00
2001			103,90		103,90	1,66 %	0,90378			103,70	103,70	1,57 %	101,57
2002			105,90		105,90	1,92 %	0,91947			105,50	105,50	1,74 %	103,33
2003			108,10		108,10	2,08 %	0,93690			107,50	107,50	1,90 %	105,29
2004			110,40		110,40	2,13 %	0,95259			109,30	109,30	1,67 %	107,05
2005			112,40		112,40	1,81 %	0,96915			111,20	111,20	1,74 %	108,91
2006			114,24		114,24	1,64 %	0,98562			113,09	113,09	1,70 %	110,76
2007			115,94		115,94	1,49 %	1,00000			114,74	114,74	1,46 %	112,38
Rapport 2007/1997							Rapport hors tabac 2007/1997						
2007/2002							2007/2002						
2002/1997							2002/1997						
1995/1990							1995/1990						
1990/1985							1990/1985						
1985/1980							1985/1980						
1980/1975							1980/1975						
1975/1970							1975/1970						
1970/1965							1970/1965						
1965/1960							1965/1960						
1960/1955							1960/1955						
1955/1950							1955/1950						
1950/1945							1950/1945						

Liste détaillée des tableaux disponibles

1 Branche Famille, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi depuis 2003

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
Pmasse02			Figures
Pmasse02	2	11	T1PF 121 : Charges de la branche Famille, des prestations logement hors FNPF, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003
Pmasse02	3	12	T1PF 131 : Financement de la branche Famille, des prestations logement hors FNPF, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003
Cf. Archive 01	A - 9		pour les données détaillées depuis 1990 (méthodologie FNPF + FNAS + FNGA + FNH + FNAL + RMI de 1990 à 2003)

20 Les prestations légales directes et indirectes : détail par régime et par exercice

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
Preg02	4	32	T1PF 20200711 : Prestations 2007 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
Preg02	6	34	T1PF 20200712 : Prestations métropole 2007 en droits constatés selon le régime en euros
Preg02	8		T1PF 20200713 : Evolution des prestations entre 2006 et 2007 selon le régime (en %)
z_Archive 022			T1PF 20200611 : Prestations 2006 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
z_Archive 022			T1PF 20200612 : Prestations métropole 2006 en droits constatés selon le régime en euros
Cf. Archive 02	A - 48		Pour les données détaillées depuis 1968

21 à 27 FNPF, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi - Les prestations légales directes : séries depuis 1968, 1973 ou 1978

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>21 Tous régimes métropole et DOM (TRMD) depuis 1973</u>
P_SERIE	9	36	T1PF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants
P_SERIE	11	38	T1PF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants
P_SERIE	13	40	T1PF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	14		T1PF 21311 : Structure des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	15		T1PF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	16		T1PF 2132 : Part des CAF dans les dépenses de prestations (métropole + DOM)
P_SERIE	24		T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM depuis 1978
			<u>216 Prestations et transferts (CNAM, CNAV, FNS, FNAL, RMI, RSO, aides à l'emploi) : avec et sans CR, % du PIB</u>
P_SERIE	17		T1PF 2161 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants
P_SERIE	18		T1PF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	19	60	T1PF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	19	60	T1PF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	19	60	T1PF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	19	60	T1PF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Mimima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)
P_SERIE	20		T1PF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
			<u>22 Tous régimes métropole depuis 1968</u>
P_SERIE	21	41	T1PF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants

			<u>23 CAF métropole et DOM depuis 1978</u>
P_SERIE	22	42	T1PF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	24		T1PF 23711 : Ventilation par fonds des prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	24		T1PF 23712 : Ventilation par fonds des prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	24		T1PF 23714 : Structure (en %) par fonds des prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978
			<u>24 CAF métropole depuis 1978</u>
P_SERIE	25	44	T1PF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants
			<u>26 DOM tous régimes depuis 1968</u>
P_SERIE	26	45	T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	27		T1PF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	28	46	T1PF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	29		T1PF 263 : Structure des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978
			<u>27 Régimes spéciaux métropole depuis 1968</u>
Cf. Archive 022 03 04	A - 158		Pour les séries en francs
	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	<i>31 Le coût des réformes tel qu'il est pris en compte dans les prévisions d'août 2007</i>
			<u>En millions d'euros courants (effet prix BMAF ou AAH)</u>
COUT_PREV	30		T1PF 3111 : Régime général en millions d'euros courants
_061107	31	178	T1PF 3112 : Tous régimes en millions d'euros courants
			<u>En millions d'euros constants 2004</u>
COUT_PREV			T1PF 3121 : Régime général en millions d'euros constants
_061107	32	179	T1PF 3122 : Tous régimes en millions d'euros constants
			<u>En millions d'euros à la date du chiffrage</u>
COUT_PREV			T1PF 3131 : Régime général en millions d'euros à la date du chiffrage
_061107	33		T1PF 3132 : Tous régimes en millions d'euros à la date du chiffrage

4 Cotisations prises en charge - Prestations indirectes

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
AVPF	34	68	T1PF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf
AVPF	36	70	T1PF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros
AVPF	35	75	Graphiques
AVPF	37	76	T1PF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996
AVPF	37	76	T1PF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)
AVPF	38	77	T1PF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2004 à 2007
AVPF	39	78	T1PF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973
AVPF	39	78	T1PF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros : montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine
AVPF	40	79	T1PF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros
AVPF	41	80	T1PF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros
	42		T1PF 422 : Détail de l'estimation des dépenses d'Avpf 2004-2007 à partir des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires
AVPF	43		T1PF 432 : Evolution en indice des dépenses d'Avpf, des effectifs et de la cotisation unitaire
AVPF	44		T1PF 423 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf de 1995 à 2003 selon le type de bénéficiaires
Cf. Archive 022 03 04	A - 169		Pour les séries en francs et les données anciennes

5. Bénéficiaires tous régimes

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>501-505 Synthèses tous fonds : séries sur 10 ans</u>
B_fe_02	45	82	Figure 5.1 : Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille
	46	83	T1PF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds
			<u>506 Synthèses FNPF : séries sur 10 ans</u>
B_fe_02	47		T1PF 50611 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations du FNPF métropole et DOM
B_fe_02	47		Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus
			<u>510 Allocataire : détail par année</u>
B_fe_02	48		T1PF 51020071 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2007
B_fe_02	48		T1PF 51020061 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2006
Cf. Archive 05	A - 175		Pour les données détaillées depuis 1991

			511 Allocataires selon la taille de la famille : série depuis 1991	FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	49		T1PF 51102 : Nombre d'allocataires selon l'organisme depuis 1991	
B_fe_02	50	105	T1PF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	51		T1PF 51112 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	52		T1PF 51113 : Ventilation du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 selon la taille de la famille et l'organisme payeur (métropole et DOM)	
B_fe_02	53		T1PF 51121 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	54		T1PF 51122 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991	
			512 Familles allocataires tous fonds selon la taille de la famille : série depuis 1991	FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	49		T1PF 5120 : Nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds selon le régime depuis 1991	
B_fe_02	55		T1PF 51211 : Nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	56		T1PF 51221 : Nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	57		T1PF 51222 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991	
			5129 : Tableaux méthodologiques relatifs aux estimations des effectifs de familles relevant des CAF en métropole depuis 1991	
B_fe_02	58		T1PF 512902007 : Méthodologie relative à la définition des allocataires, des familles et des enfants bénéficiaires en 2007	
B_fe_02	59		T1PF 512902006 : Méthodologie relative à la définition des allocataires, des familles et des enfants bénéficiaires en 2006	
Cf. Archive 05	A - 188		Pour les données détaillées depuis 1991	
B_fe_02	60		T1PF 512951 : Doubles comptes au niveau du dénombrement des familles de deux enfants et plus	
B_fe_02	60		T1PF 512952 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus correspondant au dénombrement des doubles comptes	
B_fe_02	60		T1PF 512953 : Vérification de l'estimation du nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus correspondant aux doubles comptes	
			513 Familles bénéficiaires du FNPF selon la taille de la famille et le régime	FNPF
B_fe_02	61	106	T1PF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989	
B_fe_02	62		T1PF 51312 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	63		T1PF 51313 : Ventilation du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	64		T1PF 51321 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole depuis 1978 selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	65		T1PF 51322 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	

		52 Enfants : trois niveaux de définition		Régimes agricoles à préciser
		521 Enfants allocataires : série depuis 1991		FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	66		T1PF 5211 : Nombre d'enfants allocataires (y compris les doubles comptes) selon l'organisme depuis 1995	
		522 Enfants des familles allocataires : série depuis 1991		FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	66		T1PF 5221 : Nombre d'enfants des familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds selon l'organisme depuis 1991, avec et sans doubles comptes	
		5231 Enfants des familles bénéficiaires du FNPF : série depuis 1978		FNPF
B_fe_02	67		T1PF 52311 : Nombre d'enfants bénéficiaires de prestations familiales du FNPF métropole et DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
		5232 Familles et enfants bénéficiaires du FNPF : série depuis 1968		FNPF
B_fe_02	68	107	T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule)	
B_fe_02	68	107	T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	69	108	T1PF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	69	108	T1PF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	70	109	T1PF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme	
B_fe_02	70	109	T1PF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus	
B_fe_02	71		T1PF 52411 : Effectifs de familles et d'enfants bénéficiaires de l'ARS	
		530 Familles bénéficiaires des différentes prestations selon le régime		FNPF, FNAL, RMI ...
B_PF02	72	110	T1PF 53012007 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2007	
B_PF02	73		T1PF 53022007 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2006 et 2007	
B_PF02	74		T1PF 53012006 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2006	
z_z_Archive_05_BENEF	A - 196		Pour le détail par régime des effectifs de bénéficiaires des différentes prestations avant 1998	
		531 à 537 Familles bénéficiaires des différentes prestations		FNPF, FNAL, RMI ...
B_PF02	75	111	T1PF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	75	111	T1PF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	76		T1PF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM	
B_PF02	77		T1PF 53131 : Part des CAF dans l'ensemble des bénéficiaires métropole et DOM	
B_PF02	78	112	T1PF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978	
B_PF02	79	113	T1PF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	80		T1PF 5332 : Evolution du nombre de bénéficiaires des CAF métropole et DOM	
B_PF02	81		T1PF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989	
B_PF02	82		T1PF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde	

5. Données CAF détaillées - Estimations tous régimes relatives aux bénéficiaires

		Cf. page PF	Encadré 1 : Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille
9_1 Nais_Rev_Cumul	83	84	* Ventilation des enfants nés dans une famille d'un enfant selon l'âge de la mère
9_1 Nais_Rev_Cumul	83	84	* Ventilation des naissances selon la taille de la famille, au sens des prestations familiales
9_1 Nais_Rev_Cumul	83	84	* Ventilation des enfants nés dans une famille de deux enfants et plus selon l'âge de la mère
9_1 Nais_Rev_Cumul	83	84	Encadré 2 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations en 2006 et en 2007
9_1 Nais_Rev_Cumul	84	91	Encadré 3 : Les revenus des familles de deux enfants et plus selon la taille de la famille
9_1 Nais_Rev_Cumul			Ventilation des familles de 2 enfants et plus allocataires en décembre 2005 et 2007 selon leurs ressources
9_1 Nais_Rev_Cumul		Cf. texte PF	Part des familles monoparentales avec enfants
B_fe_02			Part des familles de 3 et 4 enfants et plus
			AF
2_1_AF_SS_I	85	87	T2PF 11 : Bénéficiaires des AF et des majorations pour âge au 31 décembre 2006 et 2007 (CAF)
2_1_AF_SS_I	85	87	T2PF 12 : Estimation des dépenses d'AF et de majorations pour âge
2_1_AF_SS_I	85	87	T2PF 13 : Estimation de la structure des dépenses d'AF et de majoration pour âge au 31/12/06 et au 31/12/07
2_1_AF_SS_I	86	88	T2PF 14 : Ventilation des bénéficiaires des AF selon la présence de majorations pour âge et du forfait (CAF)
2_1_AF_SS_I	86	88	T2PF 15 : Estimation du nombre de bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (tous régimes)
2_1_AF_SS_I	86	88	T2PF 16 : Familles d'un enfant bénéficiaires des AF dans les DOM (CAF)
2_1_AF_SS_I	86	88	T2PF 17 : Estimation du nombre de bénéficiaires du partage des Af créé en mai 2007 (tous régimes)
2_1_AF_SS_I	86	88	T2PF 18 : Bénéficiaires des allocations familiales selon la présence de majorations pour âge et du forfait créée en juillet 2003 (CAF)
			Jeune enfant
9_4_JE_Minima_Logt	Cf. PF2007 page	89	T2PF 211 : Cmg assistants maternels
9_4_JE_Minima_Logt	Cf. PF2007 page	90	T2PF 221 : Cmg à domicile pour E < 3 ans
9_4_JE_Minima_Logt	Cf. PF2007 page	90	T2PF 222 : Cmg à domicile pour E de 3 à < 6 ans
9_4_JE_Minima_Logt	Cf. PF2007 page	90	T2PF 23 : Bénéficiaires du Clca et du Colca
			CF
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			T2PF 30 : Complément familial (Cf) : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			T2PF 31 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la prise en compte d'une majoration de plafonds de ressources pour double activité (*)
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			T2PF 32 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la taille de la famille
			ARS
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			T2PF 40 : Allocation de rentrée scolaire (Ars) : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			T2PF 41 : Ventilation des enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			T2PF 42 : Nombre moyen d'enfants par famille bénéficiaire de l'Ars - Bénéficiaires de l'Ars différentielle
			AEEH
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp	87	93	T2PF 51 : Familles et enfants bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeéh)
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			* Série non rectifiée (1), données Caf et tous régimes (Tr)
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp			* Séries rectifiées à partir de 2002 (1)
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp	87	94	T2PF 53 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeéh retour au foyer
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp	88	94	T2PF 54 : Enfants bénéficiaires de l'Aeéh selon l'âge et le type de famille
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp	88	94	T2PF 55 : Enfants bénéficiaires de l'Aeéh selon le type de complément
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp	88	94	T2PF 56 : Effectifs 2007 pondérés par le barème d'Aeéh
9_2_Cf_Ars_Aeéh_Ajpp	88	94	T2PF 57 : Nombre moyen d'enfants par famille

			ASF
9_3_Asf_Api_Aah			T2PF 60 : Allocation de soutien familial : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997
9_3_Asf_Api_Aah			T2PF 61 : Ventilation du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale - Asf non recouvrable - Nombre moyen d'enfants par famille
9_3_Asf_Api_Aah			T2PF 62 : Part des familles bénéficiaires de l'Asf non récupérable
9_3_Asf_Api_Aah		92	Variation du nombre de bénéficiaires de l'Asf (avec ou sans API) depuis 2006
			API
9_3_Asf_Api_Aah	89	98	T2PF 71 : Données détaillées relatives aux bénéficiaires CAF de l'API
9_3_Asf_Api_Aah	Cf. PF2007 page	92	Variation du nombre de bénéficiaires de l'Asf (avec ou sans API) depuis 2006
9_3_Asf_Api_Aah			T2PF 73 : Bénéficiaires de l'Api minorée
9_3_Asf_Api_Aah			T2PF 74 : Suivi des effectifs mensuels d'Api depuis janvier 2007
9_3_Asf_Api_Aah			T2PF 75 : Estimation de l'impact de la subsidiarité Asf - Api à partir des données Fileas du 31/12/07
			AAH
9_3_Asf_Api_Aah	90	100	T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	90	100	T2PF 8.2 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	90	100	T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	90	100	T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	90	100	T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (Grph, données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	90	100	T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	Cf. PF2007 page	99	T2PF 8.7 : Bénéficiaires de l'Aah selon la date d'avis de la Cdaph
			Logement
9_4_JE_Minima_Logt	91	96	T2PF 9.1 : Evolution des effectifs et des dépenses des aides au logement
9_4_JE_Minima_Logt			T2PF 9.2 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2002 (données détaillées tous régimes estimées)
			Minima sociaux
9_4_JE_Minima_Logt	92	102	T2PF 9.5 : Bénéficiaires d'au moins un minima (Rmi, Api ou Aah, données Caf) depuis 2002
9_4_JE_Minima_Logt			T2PF 9.6 : Bénéficiaires du Rmi (données Caf)

6. Les recettes et les dépenses de la CNAF depuis 1978 et de la branche Famille depuis 2002

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
RD02	93		T1PF 62 : Répartition en % des cotisations d'allocations familiales entre les trois fonds - Taux de cotisation des régimes spéciaux (1) (2)
RD02	94	122	T1PF 63 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)
RD02	95	123	T1PF 6411 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)
	96	124	T1PF 64121 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF en euros courants (depuis 1982)
RD02	97	125	T1PF 6511 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	98		T1PF 6512 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable selon la présentation de la CCSS en euros
RD02	98		T1PF 6513 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	99	126	T1PF 6521 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	100	127	T1PF 6522 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants
RD02	100	127	T1PF 6523 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	101	128	T1PF 653 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002
RD02	102	129	T1PF 661 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants, en évolutions et en structure
RD02	103	130	T1PF 662 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants
RD02	104	131	T1PF 6711 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	105		T1PF 6712 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants
RD02	105		T1PF 6713 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	106	132	T1PF 6714 : Cadrage des dépenses d'action sociale des CAF depuis 2002 aux dépenses du FNAS et aux dépenses consolidées (hors opérations en capital)
	106		T1PF 6715 : Structure des dépenses d'action sociale des CAF depuis 1995
	106		T1PF 6716 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004
RD02	106	132	T1PF 6717 : Structure des charges de gestion courante de la branche Famille depuis 2002
RD02	107	133	T1PF 6721 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	108	134	T1PF 6722 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	109	135	T1PF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et et des charges de la branche Famille depuis 2002
RD02	110	136	T1PF 6911 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
RD02	110		T1PF 6912 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
RD02	111		T1PF 692020020 : CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants
RD02	111		T1PF 692020021 : Evolution de la CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants
RD02	111		T1PF 69211 : Ensemble de la CSG en euros courants (1)
RD02	111		T1PF 69212 : Evolution de l'ensemble de la CSG en euros courants
Cf. Archive 06	A - 212		Pour les données en francs

7. Tableaux du chapitre 10 de la brochure : montants et plafonds de prestations

Taux de cotisation, plafond de SS, SMIC, prix, natalité

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>71 BMAF</u>
Barème	112	189	T1PF 712 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros
			<u>72 AF</u>
Barème			T1PF 7211 : Barème des allocations familiales par enfant (en % de la BMAF)
Barème	113		T1PF 7212 : Plafonds de ressources des allocations familiales du 1er mars 1998 au 31 décembre 1998
Barème	113		T1PF 7221 : Montant mensuel des allocations familiales après CRDS en euros
Barème	114	190	T1PF 7222 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros
Barème	115		T1PF 7231 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant après CRDS en euros constants
Barème	116		T1PF 7232 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros constants
Barème	117		T1PF 7233 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant en indice base 100 en 1994
			<u>73 CF, APJE, PAJE (ASU, AFG, allocations pré- et postnatales)</u>
			Cf. annexe page 454
Barème	118	191	T1PF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros
Barème	119	192	T1PF 7321 : Revalorisations du plafond de ressources du CF et de l'APJE en euros
Barème	120		T1PF 7322 : Plafond de ressources annuel du CF et de l'APJE en euros
Barème	121		T1PF 7323 : Revenu mensuel correspondant au plafond moyen annuel de ressources CF - APJE en euros
	121		T1PF 7324 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF - APJE en % du SMIC
	122		T1PF 7325 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF - APJE en euros constants
Barème	123	193	T1PF 7351 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros
Barème	124	194	T1PF 7352 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1er juillet 2004
	125		T1PF 7353 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros constants
Barème	126	195	T1PF 7361 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros
	126	195	T1PF 7362 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile
Barème	127	196	T1PF 7363 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE
Barème	128		T1PF 7371 : Salaires minima bruts annuels pour valider les trimestres d'activité pour le CLCA PAJE et pour l'APE en euros
Barème	129		T1PF 7372004 : Comparaison des plafonds des nouvelles et anciennes prestations au 1er juillet 2004
			<u>74 ARS, (aide à la scolarité)</u>
Barème	130	197	T1PF 7411 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire en euros
Barème	131		T1PF 7413 : Revenu correspondant au plafond de ressources de l'ARS : en euros courants et en % du Smic
Barème	132		T1PF 7414 : Montant de l'ARS et revenu correspondant au plafond de ressources de l'ARS en euros constants
			<u>75 AFEAMA, AGED</u>
Barème	133	198	T1PF 7511 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros
Barème	134	199	T1PF 7512 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros
Barème	135	200	T1PF 752 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros
Barème	136	201	T1PF 753 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle
Barème	137	202	T1PF 754 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA
			<u>76 API, APE, ASF, allocation d'adoption (AAD), prêt jeunes avenir (Pja)</u>
Barème	137	202	T1PF 7612 : Prêt jeunes avenir (Pja) : montant et plafond de ressources trimestrielles
Barème	138	203	T1PF 7621 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption
Barème	139		T1PF 7622 : Montant de l'APE, de l'ASF, de l'API et de l'AAD en euros constants
Barème	140		T1PF 7623 : API : forfait logement

Barème	140		T1PF 7624 : API : mesures d'intéressement
			<u>77 AES, AJPP, AAH, RSO, RMI</u>
Barème	141	204	T1PF 7711 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex AES) depuis 2002
Barème	142		T1PF 7713 : Montant moyen de l'AES jusqu'en 2001
Barème	143	205	T1PF 7715 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP
Barème	144	206	Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.
Barème	145	207	T1PF 7721 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros
Barème	146		T1PF 7722 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants
Barème	147		T1PF 77210 : Montant de l'AAH suite à une hospitalisation, un placement...
Barème	148	208	T1PF 7723 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros
Barème	149		T1PF 7913 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1er juillet
Barème	149		T1PF 7724 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en % du SMIC net
Barème	150	209	T1PF 7731 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros
Barème	150	209	T1PF 7732 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants
BAREMEsuite	151	210	T1PF 7741 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros
BAREMEsuite	152		T1PF 7742 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants
BAREMEsuite	152		T1PF 7743 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999
BAREMEsuite	153		T1PF 7744 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de la neutralisation des ressources liées à l'insertion
BAREMEsuite	153		T1PF 7745 : RMI mesures d'intéressement en euros
			<u>776 DOM : barèmes spécifiques</u>
			Cf. chapitre 9 de la brochure : la législation relative aux DOM, ses spécificités et son alignement progressif sur la législation de la métropole.
BAREMEsuite	154	211	T1PF 7751 : DOM : Revenu de solidarité en euros
BAREMEsuite	154	211	T1PF 7752 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros
BAREMEsuite	155	212	T1PF 7761 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001
			Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001
BAREMEsuite	156		T1PF 77621 : Montant moyen mensuel des prestations dans les DOM de 1949 à 1989 en euros
			<u>78 Taux de cotisation, plafond SS</u>
BAREMEsuite	157		T1PF 7814 : Taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale
BAREMEsuite	157		T1PF 782 : Taux de la contribution sociale généralisée
BAREMEsuite	158		T1PF 784 : Evolution du plafond annuel de sécurité sociale en euros
			<u>790 Comparaison des plafonds et des montants de prestations exprimés en pourcentage du SMIC</u>
BAREMEsuite	159		T1PF 79020060 : Montants des prestations familiales 2006 et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC
BAREMEsuite	<i>fin de fichier</i>		T1PF 79020061 : Revenu correspondant aux ressources prises pour l'attribution des prestations en 2006
BAREMEsuite	<i>fin de fichier</i>		T1PF 79020062 : Montants des prestations familiales selon le nombre d'enfants, rapport au SMIC en 2006
			<u>791 Données de cadrage : Prix, SMIC, PIB</u>
Barème	160	213	T1PF 79211 : SMIC net, RNI après prélèvement de la CSG (169 heures)
Barème	161		T1PF 79212 : SMIC net, RNI avant prélèvement de la CSG (169 heures)
Barème	149		T1PF 7913 : Revenu net imposable correspondant au salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1er juillet
Barème	162		T1PF 7922 : Evolution du salaire minimum légal horaire (SMIC) depuis 1970
BAREMEsuite	163		T1PF 794 : Produit intérieur brut (PIB) depuis 1950 en euros
BAREMEsuite	164		T1PF 7951 : Ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories 1 et 6
Barème	165	214	T1PF 799 : Evolution des prix depuis 1945